

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

103

MAI 2018

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Volume 2018 Numéro 1, Éditions OCDE, Paris.
http://dx.doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-1-fr

ISBN 978-92-64-30008-8 (imprimé)
ISBN 978-92-64-30009-5 (PDF)

Série : Perspectives économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3274 (imprimé)
ISSN 1684-3436 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © leondelmonte

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2018

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@efcopies.com.

Table des matières

Éditorial : La croissance s'affermi, mais des risques assombrissent l'horizon	7	
Chapitre 1. Évaluation générale de la situation macroéconomique	11	
Introduction	12	
Les politiques publiques contribueront à soutenir la croissance mondiale.	14	
Principaux enjeux et risques majeurs	25	
Les politiques publiques doivent mettre l'accent sur une amélioration durable et inclusive des niveaux de vie	38	
Bibliographie	50	
Annexe A.1. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions	53	
Chapitre 2. Enjeux politiques liés au renforcement de l'intégration commerciale et financière au plan international : faire face aux chocs et aux retombées économiques	55	
Introduction et résumé	56	
L'économie mondiale est de plus en plus intégrée	57	
Implications économiques de l'interconnexion mondiale grandissante	70	
Implications pour les politiques du renforcement et des changements des interconnexions entre les pays	90	
Bibliographie	99	
Chapitre 3. Évolution dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres	105	
Afrique du Sud 106	États-Unis 158	Norvège 212
Allemagne 109	Finlande 162	Nouvelle-Zélande 215
Argentine 113	France 165	Pays-Bas 218
Australie 116	Grèce 169	Pologne 221
Autriche 119	Hongrie 172	Portugal 224
Belgique 122	Inde 175	République slovaque 227
Brésil 125	Indonésie 179	République tchèque 230
Canada 129	Irlande 183	Royaume-Uni 233
Chili 133	Islande 186	Russie 237
Chine 136	Israël 189	Slovénie 241
Colombie 140	Italie 192	Suède 244
Corée 143	Japon 196	Suisse 247
Costa Rica 146	Lettonie 200	Turquie 250
Danemark 149	Lituanie 203	Zone euro 253
Espagne 152	Luxembourg 206	
Estonie 155	Mexique 209	

Annexe statistique	257
Encadrés	
1.1. Évaluation de l'impact de l'évolution de la politique budgétaire des États-Unis. .	18
1.2. Les cadres de ciblage de l'inflation : modifications possibles et approches alternatives	42
1.3. Réformes visant à améliorer le niveau de formation et l'acquisition des compétences	48
2.1. Politique commerciale : progrès et potentiel	61
2.2. La position dominante du dollar des États-Unis dans les échanges commerciaux et les transactions financières internationaux.	86
2.3. Le projet de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS)	95
Tableau	
1.1. La croissance mondiale devrait rester proche de 4 % pendant les deux prochaines années	12
Graphiques	
1.1. Les indicateurs de l'activité mondiale, auparavant élevés, ont récemment fléchi	15
1.2. La croissance du PIB mondial devrait se renforcer encore en 2018-19.	17
1.3. La hausse du revenu par habitant a repris dans les économies de l'OCDE. ...	17
1.4. On observe un redressement généralisé de la croissance des échanges, mais leur intensité reste inférieure à son niveau d'avant la crise	21
1.5. Les enquêtes mettent en évidence des pénuries de main-d'oeuvre dans certaines économies	22
1.6. La croissance des salaires réels devrait redémarrer, soutenue par les gains de productivité	23
1.7. Certains pays se distinguent par une incidence élevée du travail à temps partiel subi et une forte proportion de travailleurs en marge du marché du travail	23
1.8. Le taux d'activité reste très variable d'un pays à l'autre	24
1.9. La progression des revenus et de l'emploi est encore inégale dans la zone OCDE	25
1.10. Dans les principales économies de l'OCDE, l'inflation devrait s'approcher des objectifs fixés par les autorités monétaires, voire les dépasser légèrement. .	26
1.11. L'inflation reste modérée dans certaines grandes économies de marché émergentes	27
1.12. Les anticipations des entreprises relatives aux prix de vente se sont renforcées .	27
1.13. Les fluctuations importantes du taux d'inflation sont souvent liées à de fortes variations des prix de l'énergie et des produits alimentaires.	28
1.14. Les enquêtes réalisées auprès des entreprises font ressortir une hausse des intentions d'investissement	29
1.15. L'intensité de l'investissement mondial repart à la hausse	30
1.16. Le rendement des actifs fixes reste élevé dans certains pays.	31
1.17. Les conditions financières se sont resserrées dans nombre de grandes économies.	32
1.18. La prise de risques sur les marchés de capitaux a légèrement reculé.	33
1.19. L'endettement du secteur privé reste élevé dans de nombreuses grandes économies	34

1.20. Dans les économies avancées, les banques ont regagné en solidité	34
1.21. Certaines économies de marché émergentes sont exposées à des risques de chocs exogènes	36
1.22. Les risques pesant sur les promoteurs immobiliers chinois s'intensifient	36
1.23. Des réductions multilatérales des droits de douane auraient un effet positif sur les échanges	38
1.24. Le resserrement des politiques monétaires devrait s'accompagner d'un assouplissement des politiques budgétaires	39
1.25. Les achats nets d'obligations d'État par les principales banques centrales ont diminué	40
1.26. Les politiques monétaires devraient rester très accommodantes dans la zone euro et au Japon	41
1.27. L'orientation des politiques budgétaires devrait s'assouplir dans de nombreuses économies de l'OCDE	45
1.28. Dans un certain nombre de pays de l'OCDE, les marges de manoeuvre budgétaires devraient demeurer limitées	46
1.29. La lenteur des réformes structurelles risque d'affecter à moyen terme la croissance inclusive	47
2.1. Le rôle des économies de marché émergentes dans l'économie mondiale va croissant	58
2.2. L'intensité commerciale et la part des actifs étrangers dans les portefeuilles ont augmenté	59
2.3. La configuration des liens commerciaux mondiaux s'est modifiée	60
2.4. Liens commerciaux en termes de valeur ajoutée	61
2.5. Les avoirs et engagements financiers extérieurs ont augmenté rapidement et leur composition a changé	64
2.6. L'augmentation des avoirs en actions s'explique en grande partie par la hausse des actions	65
2.7. Le processus d'intégration internationale du secteur bancaire s'est inversé, en particulier en Europe	66
2.8. Pour les principales sociétés inscrites à la cote officielle, les ventes à l'étranger augmentent	68
2.9. L'importance des investissements directs étrangers s'est accrue dans les principales économies	69
2.10. L'accroissement des flux de personnes et de données a renforcé l'intégration mondiale	70
2.11. Le rôle des facteurs mondiaux dans l'évolution des variables macroéconomiques a évolué	72
2.12. La part des avoirs financiers domestiques détenue par des non-résidents augmente dans les principales économies avancées	74
2.13. Modèles des échanges et effets d'entraînement consécutifs à un choc négatif sur la demande intérieure chinoise	78
2.14. Multiplicateurs et effets d'entraînement d'une relance collective de l'investissement public dans les économies du G7	80
2.15. Effets d'entraînement d'une hausse de la prime de risque sur les actions américaines	82

2.16. Les chaînes d'approvisionnement dans le secteur manufacturier se sont complexifiées	84
2.17. La réactivité des volumes d'échanges aux prix relatifs a décliné	85
2.18. Les flux de revenus primaires d'investissements sont conséquents dans les économies	89
2.19. Les mouvements de change peuvent générer des effets de revalorisation considérables sur les positions extérieures afférentes aux investissements ..	89
2.20. Changements cumulés des politiques financières	92
2.21. Les banques centrales des économies de marché émergentes ont accumulé des stocks importants d'avoirs en devises	98
2.22. Le nombre de réseaux trans-gouvernementaux a augmenté au cours des trois dernières décennies	99

Suivez les publications de l'OCDE sur :



http://twitter.com/OECD_Pubs



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/ocddlibrary>



<http://www.oecd.org/ocddirect/>

Ce livre contient des...

StatLinks 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
e	Euro	Billion	Mille milliards
mb/j	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

ÉDITORIAL

LA CROISSANCE S’AFFERMIT, MAIS DES RISQUES ASSOMBRISSENT L’HORIZON

Après une longue période de croissance atone, l’activité économique mondiale croît enfin au rythme d’environ 4 %, qui correspond à la moyenne historique des dernières décennies.

C’est une bonne nouvelle, et qui apparaît encore meilleure lorsque l’on sait que ce rebond de la croissance de l’économie mondiale est, pour partie, le résultat d’un redémarrage opportun de l’investissement et des échanges mondiaux. La reprise de l’investissement mérite tout particulièrement d’être soulignée, sachant que l’avenir de l’expansion actuelle dépendra fortement de l’évolution de l’investissement.

Bien qu’anticipé depuis longtemps, le redressement de l’investissement demeure plus timide que lors des phases d’expansion passées. Il en va de même pour les échanges mondiaux, dont on attend qu’ils progressent à un rythme respectable, sans toutefois être spectaculaire, à moins que des tensions commerciales ne viennent les mettre en péril.

Cependant, contrairement à ce qui avait pu être observé précédemment, cette croissance mondiale de 4 % ne repose pas sur un accroissement des gains de productivité ou sur une évolution structurelle profonde. Cette fois, l’intensification de l’activité économique est dans une large mesure imputable au soutien procuré par les politiques monétaire et budgétaire.

Pendant de nombreuses années, la politique monétaire a été le seul levier utilisé. Durant la crise financière internationale, les banques centrales ont procédé à des réductions draconiennes des taux d’intérêt, elles ont injecté des fonds dans l’économie et acquis des actifs à un rythme sans précédent dans l’espoir de donner un coup de fouet à l’activité économique.

Dans la plupart des pays, en revanche, la politique budgétaire est restée guidée par la prudence, voire est devenue restrictive. Au demeurant, le niveau historiquement bas des taux d’intérêt offrait aux pouvoirs publics l’occasion d’employer la marge de manœuvre budgétaire dont ils disposaient pour contribuer à relancer la croissance, selon la position défendue avec force par l’OCDE en 2016. Un grand nombre de pays de l’OCDE suivent désormais ce conseil. Dans un premier temps, les États ont utilisé les ressources dégagées par la diminution des versements d’intérêts pour éviter d’avoir à comprimer les dépenses

ou à augmenter les impôts. La situation économique s'améliorant, nombre d'entre eux se sont désormais engagés sur la voie d'un nouvel assouplissement budgétaire.

Maintenant que la politique monétaire commence enfin à revenir à la normale, les pouvoirs publics s'emploient à soutenir l'activité par la politique budgétaire. On peut dire que la **politique budgétaire est le levier qui a désormais la faveur des pouvoirs publics** : les trois quarts des pays de l'OCDE s'engagent à présent sur la voie d'un assouplissement budgétaire. La relance budgétaire est très ample dans certains pays, et moins ambitieuse dans d'autres. Pourtant, cet assouplissement budgétaire aura des répercussions importantes sur l'économie mondiale. À court terme, il renforcera la croissance. Cependant, les pays ayant connu de plus longues périodes d'expansion s'apercevront peut-être que cette relance budgétaire (lorsqu'on lui donne de l'ampleur) accentue également les tensions inflationnistes à moyen terme. Seul le temps nous dira si les gains à court terme seront contrebalancés par des effets douloureux à moyen terme. Ce qui compte, c'est que les responsables de l'action gouvernementale, au moment de choisir telle ou telle option, soient pleinement conscients de l'impact à moyen terme de leurs politiques, et ne se bornent pas à considérer uniquement les avantages à court terme de la relance budgétaire.

La forte croissance que nous observons va également de pair avec une création d'emplois vigoureuse dans de nombreuses économies. De fait, il est particulièrement satisfaisant de constater que **dans la zone OCDE, le chômage devrait atteindre son plus bas niveau depuis 1980**, même s'il reste élevé dans certains pays. Compte tenu de la vitalité de la création d'emplois et de l'accentuation des pénuries de main-d'œuvre qui en résulte, nous prévoyons désormais une progression des salaires réels dans de nombreux pays. Cette hausse est encore assez timide, mais on perçoit des signes indiquant clairement que les **salaires sont enfin sur une pente ascendante**. Il s'agit d'une évolution importante, sachant que la crise mondiale avait eu de graves effets sur les revenus des ménages, en particulier pour les travailleurs peu qualifiés et à faible revenu.

Malgré toutes ces bonnes nouvelles, des risques assombrissent fortement les perspectives mondiales. Quels sont-ils ? D'abord et avant tout, une escalade des tensions commerciales, qui doit être évitée. N'oublions pas que, pour une part, un recours accru à des restrictions commerciales n'a rien de nouveau. La preuve en est que plus de 1 200 restrictions nouvelles ont été instituées par des pays du G20 depuis que la crise financière mondiale a éclaté en 2007. Au demeurant, comme indiqué dans le chapitre 2, parce que l'économie mondiale est beaucoup plus intégrée et interconnectée aujourd'hui que par le passé, une nouvelle escalade des tensions commerciales pourrait porter gravement atteinte à l'expansion de l'activité économique et déclencher des perturbations dans des chaînes de valeur mondiales essentielles.

Un autre risque important est lié à l'envolée des cours du pétrole. Ceux-ci ont augmenté de près de 50 % au cours de l'année écoulée. La persistance de cette tendance intensifiera les tensions inflationnistes et accentuera les déséquilibres extérieurs dans nombre de pays.

Ces dernières années, le niveau très bas des taux d'intérêt a encouragé les ménages et les entreprises à recourir à l'emprunt dans certains pays et a abouti à une surévaluation des actifs (notamment des logements et des actions) dans beaucoup d'autres. Dans ce contexte, un relèvement des taux d'intérêt pourrait mettre en difficulté les pays, les familles et les entreprises lourdement endettés. Certes, cette augmentation des taux

d'intérêt a été largement anticipée et ne devrait donc pas induire de perturbations majeures. Néanmoins, si l'inflation augmente davantage que prévu et si les banques centrales sont contraintes de relever plus rapidement les taux d'intérêt, les perceptions sur les marchés pourraient s'inverser brusquement et conduire à un ajustement brutal des prix des actifs.

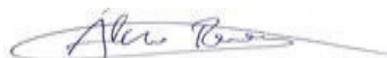
Une remontée plus rapide des taux d'intérêt dans les économies avancées pourrait également entraîner encore d'importants phénomènes de volatilité et de dépréciations des monnaies dans certaines économies de marché émergentes qui sont très tributaires des financements extérieurs et sont confrontées à des déséquilibres internes et externes. Les tensions géopolitiques pourraient également favoriser de brusques corrections du marché ou un nouvel essor des cours du pétrole. Le Brexit et l'incertitude autour de l'action gouvernementale qui sera menée en Italie ne font qu'ajouter aux pressions qui pèsent sur l'expansion dans la zone euro.

Que faut-il en déduire pour l'action publique ? Parce que la dette publique et la dette privée demeurent élevées dans certains pays, il est primordial de rehausser la productivité, de faire baisser les niveaux d'endettement et de constituer des marges de manœuvre budgétaires pour renforcer la résilience des économies. Étant donné que les politiques monétaire et budgétaire ne permettront pas d'alimenter indéfiniment l'expansion et pourraient même contribuer à accroître les risques financiers, il est absolument essentiel que la priorité soit donnée aux réformes structurelles. Ces dernières années, rares sont les pays qui ont engagé des réformes structurelles d'envergure. La plupart de ceux qui ont mené des réformes sont de grandes économies de marché émergentes, comme l'Argentine, le Brésil et l'Inde. Du côté des économies avancées, une importante réforme du travail a été adoptée en France et une réforme fiscale de grande ampleur est entrée en vigueur aux États-Unis. Cependant, comme souligné dans l'édition 2018 d'*Objectif croissance*, ces exceptions notables n'empêchent pas que les réformes ont pris du retard.

Pourquoi est-ce important ? Parce que le seul moyen d'entretenir l'expansion actuelle et de faire en sorte que la croissance bénéficie à tous consiste à entreprendre des réformes destinées à améliorer la productivité. Comme le montre l'OCDE dans de nombreux *Examens des politiques nationales d'éducation* et *Stratégies nationales sur les compétences*, il est primordial de repenser les cursus pour développer les compétences cognitives, sociales et émotionnelles indispensables à la réussite dans le monde du travail, et d'améliorer la qualité de l'enseignement ainsi que les ressources nécessaires pour favoriser une acquisition efficace de ces compétences. Dans beaucoup de pays, l'investissement dans une éducation de qualité pour les jeunes enfants ainsi que dans l'enseignement professionnel et l'apprentissage revêt une importance particulière. Il est en outre capital d'entreprendre des réformes du marché du travail propres à améliorer les compétences. Des réformes axées sur l'intensification de la concurrence, l'amélioration des régimes de faillite, l'abaissement des obstacles à l'entrée dans les secteurs de services et la simplification des procédures administratives sont aussi des ingrédients essentiels pour que nos économies deviennent plus dynamiques, plus inclusives et plus propices à l'entrepreneuriat. Les investissements dans les infrastructures numériques seront aussi fondamentaux à l'ère du numérique. Par ailleurs, il existe de vastes possibilités de réduction des coûts commerciaux sur les marchés de biens mais aussi et surtout de services, laissant entrevoir des perspectives de croissance et de création d'emplois dans le monde entier.

Malgré le regain de croissance, l'heure n'est pas à l'excès de confiance. Les réformes structurelles sont la clé de la poursuite de l'expansion actuelle et de l'atténuation des risques. C'est pourquoi, à ce point de bascule pour l'économie mondiale, **il est véritablement capital de donner une chance aux réformes**. Les politiques monétaire et budgétaire ayant rempli leur office, le moment est venu de faire en sorte que les réformes prennent le relais et qu'elles concourent à soutenir l'expansion, à améliorer le bien-être et à produire une croissance bénéfique pour tous.

30 mai 2018



Alvaro Santos Pereira

Chef économiste de l'OCDE par intérim

Chapitre 1

ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION MACROÉCONOMIQUE

Introduction

L'expansion devrait se poursuivre au cours des deux prochaines années, avec une hausse du PIB mondial qui devrait selon les prévisions s'établir à près de 4 % en 2018 et 2019. Dans la zone OCDE, la croissance devrait rester proche de 2 ½ pour cent par an et bénéficier de l'assouplissement budgétaire qui devrait intervenir dans de nombreuses économies ; dans le reste du monde, elle s'affermira pour avoisiner les 5 % (tableau 1.1). Même si la progression de l'emploi devrait être plus modérée dans les économies avancées, le taux de chômage devrait atteindre son niveau le plus bas depuis 1980 dans

Tableau 1.1. **La croissance mondiale devrait rester proche de 4 % pendant les deux prochaines années**

Total OCDE, sauf mention contraire

	Moyenne 2010-2017	2016	2017	2018	2019	2017 T4	2018 T4	2019 T4
		Pourcentage						
Croissance du PIB en volume¹								
Monde ²	3.5	3.1	3.7	3.8	3.9	3.8	3.9	3.9
G20 ²	3.7	3.2	3.8	4.0	4.1	4.1	4.1	4.0
OCDE ^{2,8}	2.0	1.8	2.5	2.6	2.5	2.7	2.5	2.4
États-Unis	2.1	1.5	2.3	2.9	2.8	2.6	2.8	2.7
Zone euro ⁸	1.1	1.7	2.5	2.2	2.1	2.8	2.0	2.0
Japon	1.1	1.0	1.7	1.2	1.2	1.8	1.3	0.6
Non-OCDE ²	4.8	4.2	4.6	4.8	5.1	4.7	5.0	5.1
Chine	7.6	6.7	6.9	6.7	6.4	6.9	6.6	6.3
Inde ³	6.8	7.1	6.5	7.4	7.5			
Brésil	0.4	-3.5	1.0	2.0	2.8			
Écart de production⁴	-2.0	-1.5	-0.7	0.1	0.6			
Taux de chômage⁵	7.3	6.3	5.8	5.4	5.1	5.5	5.3	5.1
Inflation^{1,6}	1.6	1.1	2.0	2.2	2.3	1.9	2.3	2.4
Solde des administrations publiques⁷	-4.6	-2.9	-2.0	-2.6	-2.7			
Croissance du commerce mondial¹	4.0	2.6	5.0	4.7	4.5	4.7	4.6	4.4

1. Pourcentage de variations ; dans les trois dernières colonnes figure la variation en glissement annuel.

2. Pondérations variables, PIB en parités de pouvoir d'achat.

3. Exercice budgétaire.

4. Pourcentage du PIB potentiel.

5. Pourcentage de la population active.

6. Déflateur de la consommation privée.

7. Pourcentage du PIB.

8. La croissance en Irlande a été mesurée à l'aide de la valeur ajoutée brute à prix constants hors secteurs dominés par des entreprises multinationales à capitaux étrangers.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729097>

l'ensemble de l'OCDE, provoquant une intensification des pénuries de main-d'œuvre dans certains pays. La hausse des prix et des salaires devrait en conséquence augmenter, mais modérément seulement, compte tenu de l'impact apparemment faible que les tensions sur les ressources ont eu sur l'inflation ces derniers temps et des possibilités existantes, dans certaines économies, d'accroître le taux d'activité et les heures travaillées. À l'échelle mondiale, l'investissement et les échanges sont repartis à la hausse l'année dernière et devraient continuer de croître régulièrement au cours des deux années à venir, si les tensions commerciales ne s'aggravent pas davantage. Malgré tout, les perspectives d'amélioration forte et durable des niveaux de vie à moyen terme restent inférieures à ce qu'elles étaient avant la crise, dans les économies avancées comme dans les économies de marché émergentes, en raison d'évolutions démographiques moins favorables et des conséquences sur la croissance potentielle des résultats insuffisants en matière d'investissement et de productivité au cours de la dernière décennie.

Bien que les perspectives à court terme demeurent favorables, les risques d'une révision à la baisse de ce scénario prédominent. Le taux de croissance mondiale prévu, proche de 4 %, est conforme au taux moyen de long terme relevé avant la crise, mais l'expansion en cours reste soutenue par une politique monétaire très accommodante dans les économies avancées et, de plus en plus, par un assouplissement de la politique budgétaire, ce qui laisse à penser que l'objectif d'une croissance forte et autonome n'est pas encore atteint. Dans le domaine des échanges, les tensions protectionnistes ont déjà contribué à fragiliser la confiance, et toute nouvelle escalade en la matière aurait des conséquences négatives sur l'investissement, l'emploi et les niveaux de vie. Au cours des dernières semaines, des préoccupations d'ordre géopolitique ont contribué à une nouvelle hausse sensible des prix du pétrole et, si cette situation devait perdurer, elle alimenterait l'inflation et pèserait sur la progression des revenus réels des ménages. Des risques géopolitiques restent également présents en Europe, comme l'atteste le récent creusement des différentiels de taux au sein de la zone euro. Par ailleurs, il existe toujours un risque que la normalisation des taux d'intérêt dans certaines économies, surtout si elle devait être rapide et s'assortir d'une appréciation du dollar des États-Unis, révèle les vulnérabilités et tensions financières suscitées par le niveau élevé des prises de risque et de l'endettement. Sous l'effet de la hausse des rendements des obligations américaines et de l'appréciation du dollar des États-Unis, des pressions sont déjà apparues sur les marchés de capitaux pour certaines économies de marché émergentes, en particulier celles qui présentent des déséquilibres intérieurs et extérieurs significatifs et grandissants, ou une importante dette extérieure libellée en dollars des États-Unis.

Dans un contexte d'affermissement de l'économie mondiale, l'action publique doit mettre l'accent sur des mesures propres à garantir une progression plus solide et plus résiliente de la productivité, de l'investissement et des niveaux de vie. Une normalisation progressive de la politique monétaire s'impose, mais à des degrés divers dans les grandes économies avancées. Il est essentiel de continuer à communiquer clairement sur la trajectoire de normalisation pour minimiser les risques de perturbations sur les marchés de capitaux. En temps opportun, une mise en œuvre pro-active de règles prudentielles et de politiques de surveillance est également nécessaire pour limiter l'intensification des risques liés aux vulnérabilités financières, dans les économies avancées comme dans les économies de marché émergentes. Les

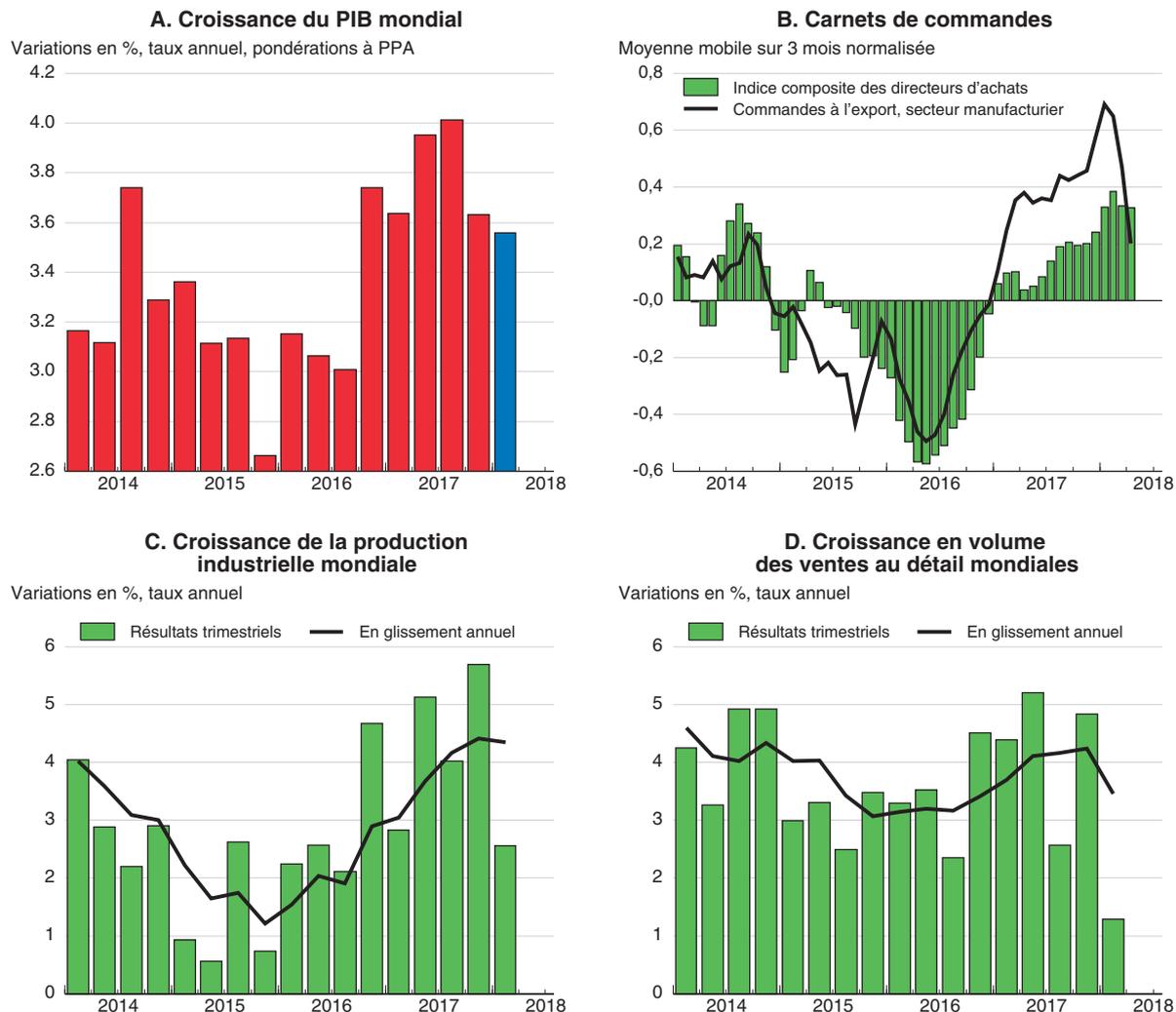
pouvoirs publics, dans leurs choix budgétaires, devraient éviter de se montrer excessivement procycliques et donner la priorité à des mesures qui puissent conforter la croissance à moyen terme et garantir un large partage des fruits de la reprise. Au regard du niveau élevé de la dette publique et des déficits dans de nombreux pays, et des marges d'action étroites dont disposeraient les autorités si d'importants risques de dégradation de l'activité venaient à se matérialiser, il conviendrait, à la faveur du regain de dynamisme de l'économie, de chercher à reconstituer des marges de manœuvre budgétaire. Les efforts de réformes structurelles devraient être relancés dans les économies avancées comme dans les économies de marché émergentes pour aider à soutenir la croissance et favoriser une plus large répartition de ses retombées. Le redressement en cours, qui se double d'une forte progression de l'emploi, offre un moment opportun pour relancer la dynamique des réformes structurelles. En effet, des conditions conjoncturelles favorables contribuent à maximiser les avantages des réformes, alors qu'effectués, comme souvent, en période de crise, de tels efforts risqueraient d'accentuer les coûts à court terme de leur mise en œuvre. Il est indispensable de préserver le système commercial international fondé sur des règles, d'éviter toute escalade des tensions commerciales et de renforcer la coopération multilatérale afin de couper court à l'assombrissement des perspectives de croissance à long terme que ne manquerait pas de provoquer une moindre ouverture des marchés (voir chapitre 2).

Les politiques publiques contribueront à soutenir la croissance mondiale

L'expansion mondiale reste solide et repose sur une large assise, même si la croissance du PIB mondial a fléchi au premier trimestre de 2018 (graphique 1.1, partie A). L'investissement et les échanges sont repartis à la hausse et ont contribué à des créations d'emplois généralisées. Dans les économies avancées, l'activité continue de bénéficier du soutien des politiques budgétaires et monétaires, les effets de la politique monétaire toujours accommodante étant renforcés par l'assouplissement de l'orientation budgétaire dans la majorité des pays. Dans les économies de marché émergentes, l'activité a également rebondi, sous l'impulsion du redressement des échanges mondiaux, de l'augmentation des prix des produits de base et de la vigueur des investissements dans les infrastructures en Chine et dans d'autres économies d'Asie. Les conditions financières continuent dans l'ensemble d'accompagner l'activité, mais elles ont commencé à se resserrer ces derniers mois (voir ci-après), sur fond de recul des cours des actions après des pics élevés, de hausse des taux d'intérêt à long terme et de hausse de la volatilité, qui s'était tenue à des niveaux inhabituellement faibles ces dernières années. Certaines économies de marché émergentes, en particulier celles qui présentent des déséquilibres intérieurs et extérieurs accusés et grandissants ou une dette importante libellée en dollars des États-Unis, sont confrontées à des pressions qui commencent à s'intensifier sur les marchés de capitaux (voir ci-après).

Les cours du pétrole ont augmenté d'environ 15 % depuis le début de l'année, portant le prix du baril à 80 USD, soit 25 USD au-dessus du prix moyen calculé pour 2017. Malgré les importants volumes de pétrole produits aux États-Unis, les prix ont été poussés à la hausse par une demande mondiale toujours soutenue, des restrictions au niveau de l'offre provoquées par les limitations de production convenues entre les pays de l'OPEP et quelques pays non-membres de cette organisation, par des chutes brutales de production au Venezuela, ainsi que par les risques de limitation des exportations iraniennes sous

Graphique 1.1. Les indicateurs de l'activité mondiale, auparavant élevés, ont récemment fléchi



Note : Dans la partie D, les données concernent les ventes au détail dans la majorité des pays. Consommation mensuelle des ménages pour les États-Unis et indicateur synthétique de la consommation mensuelle pour le Japon. La partie C tient compte de données concernant l'Inde, mais pas la partie D. Les données agrégées sont fondées sur des pondérations à parités de pouvoir d'achat.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Thomson Reuters ; Markit ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728546>

l'effet de tensions géopolitiques¹. Dans les prévisions présentées ci-après, le prix du baril a été fixé par hypothèse à 70 USD pour le reste de l'année 2018 et pour 2019 (annexe A.1), ce qui correspond globalement au prix moyen des contrats à terme pour 2019 observés entre mi-avril et mi-mai 2018. Toute hausse additionnelle introduirait d'importants risques de dégradation de l'activité par rapport aux prévisions, en alimentant encore l'inflation

1. Selon les estimations de la Banque de réserve fédérale de New York, ces récentes hausses résultent en grande partie des restrictions pesant sur l'offre et des différents facteurs de risque. Chacun de ces facteurs expliquerait en effet deux cinquièmes environ de la progression cumulée du cours du Brent depuis début janvier, tandis que l'accroissement de la demande serait à l'origine d'environ un cinquième de cette hausse (Banque de réserve fédérale de New York, 2018).

globale et en réduisant la croissance du revenu réel dans les économies importatrices de pétrole².

Si les récents indicateurs à haute fréquence de l'activité mondiale donnent des signaux mitigés, ils enregistrent pour la plupart un fléchissement qui semble cohérent avec le ralentissement de la croissance du PIB durant le premier trimestre de 2018 (graphique 1.1, parties B à D). Dans l'ensemble, la confiance des entreprises semble s'être stabilisée ces derniers mois mais certains indicateurs des échanges, comme les commandes de biens destinés à l'exportation et le trafic portuaire de conteneurs, ont continué à fléchir. Le ralentissement de la croissance du PIB observé sur le premier trimestre de l'année a concerné avant tout les économies avancées, en particulier l'Europe et le Japon. Elle découle en partie de facteurs temporaires, incluant des conditions météorologiques inhabituellement défavorables. Cependant, les préoccupations relatives aux perturbations des échanges mondiaux ont pu engendrer des incertitudes, conduisant les entreprises à repousser temporairement des investissements. L'augmentation des prix du pétrole, en poussant à la hausse l'inflation globale et en ralentissant temporairement la progression des revenus réels des ménages, peut aussi avoir contribué à la modération des dépenses de consommation observée récemment (graphique 1.1, partie D). Les prévisions ci-après s'appuient sur l'hypothèse d'une dissipation rapide de ces effets, ne serait-ce que parce que les politiques macroéconomiques continueront d'accompagner l'activité, mais d'importants risques de révision à la baisse des prévisions demeurent, en particulier si des tensions géopolitiques devaient encore faire monter les prix du pétrole.

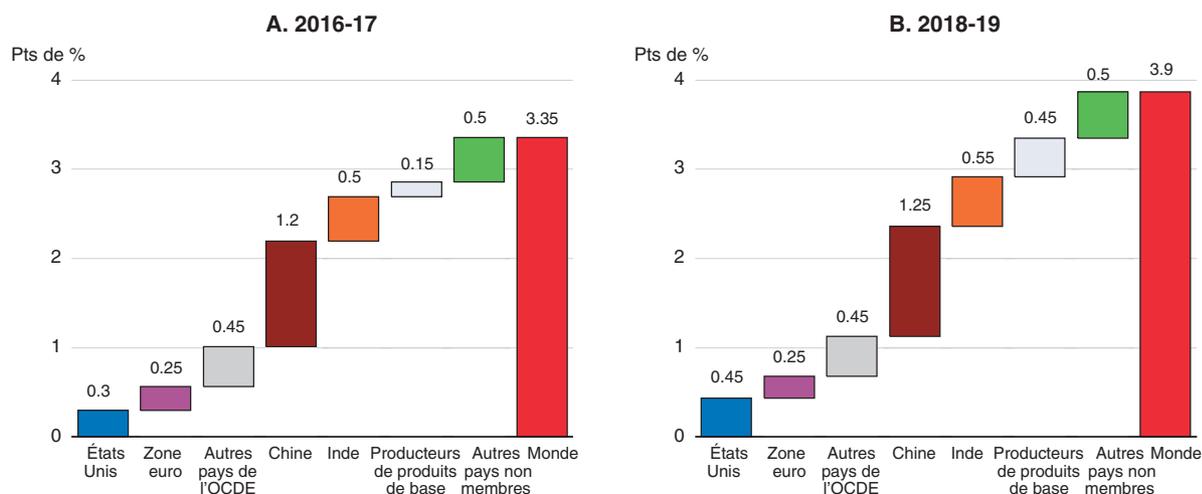
Malgré un démarrage lent en 2018 dans certains pays, la croissance du PIB mondial devrait atteindre près de 4 % en 2018 comme en 2019, soutenue par l'affermissement de la croissance aux États-Unis, en Inde et dans les économies productrices de produits de base (graphique 1.2). La croissance mondiale devrait pouvoir ainsi renouer avec les taux moyens relevés pendant les deux décennies ayant précédé la crise, bien qu'à la différence notable des expansions précédentes, celle-ci est étayée par des politiques macroéconomiques extrêmement accommodantes. La croissance par habitant s'améliore désormais dans la majorité des économies de l'OCDE et hors OCDE, et a enfin retrouvé ses niveaux d'avant la crise dans la plupart des cas, mais les déficits de croissance observés pendant les années postérieures à la crise n'ont toujours pas été compensés (graphique 1.3). D'ici à 2019, les revenus réels par habitant dans l'ensemble des économies de l'OCDE devraient, selon les prévisions, être encore inférieurs de plus de 10 % aux niveaux qu'ils auraient atteints s'ils avaient progressé depuis 2007 au même rythme annuel moyen que celui enregistré pendant les deux décennies antérieures à la crise (graphique 1.3, partie B).

Dans les économies avancées, les politiques macroéconomiques soutenant l'activité, la forte hausse de l'emploi et la reprise de l'investissement sont autant de facteurs qui contribuent à étayer les perspectives de croissance, avec une hausse du PIB qui devrait approcher en moyenne les 2 ½ pour cent par an sur la période considérée. Aux États-Unis, l'assouplissement budgétaire contribuera à soutenir l'investissement et la croissance de la production en 2018-19 mais la législation actuelle prévoit un resserrement budgétaire en 2020 et l'accroissement de la dette publique représentera un nouveau défi sur le moyen

2. En prenant pour référence le volume de la production mondiale de 2017 et le prix moyen du baril calculé pour 2017, une hausse des prix du pétrole qui porterait le baril à 80 USD correspondrait à un transfert ex ante des consommateurs aux producteurs de l'ordre d'environ 900 milliards USD (soit 1 % du PIB mondial en dollars des États-Unis courants).

Graphique 1.2. La croissance du PIB mondial devrait se renforcer encore en 2018-19

Contributions à la hausse du PIB mondial



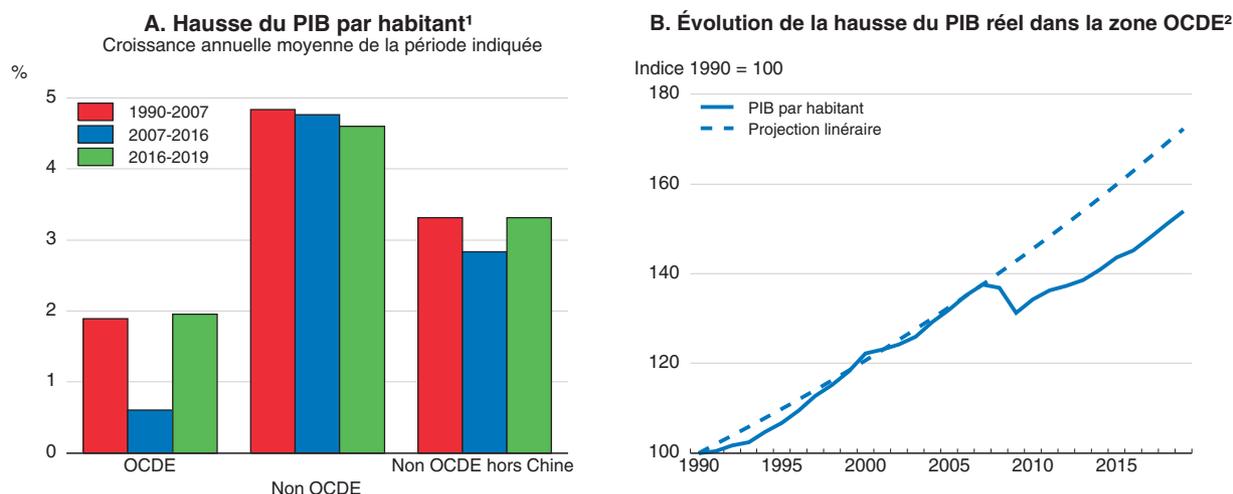
Note : Les pays non-OCDE producteurs de produits de base sont l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, Brésil, la Colombie, l'Indonésie et la Russie ainsi que d'autres pays producteurs de pétrole non membres de l'OCDE. Les contributions ont été arrondies à 0.05 près.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933728755>

terme (encadré 1.1). Les réductions d'impôts et la hausse des dépenses pourraient, en 2018 comme en 2019, ajouter entre $\frac{1}{2}$ et $\frac{3}{4}$ de point à la croissance du PIB du pays qui pourrait ainsi avoisiner 3 % pendant ces deux années, ce qui produira des effets d'entraînement positifs sur la demande dans d'autres économies (encadré 1.1). À l'inverse, une hausse des

Graphique 1.3. La hausse du revenu par habitant a repris dans les économies de l'OCDE



1. Pour les agrégats OCDE et non-OCDE, les chiffres sont calculés à partir de pondérations variables fondées sur le PIB nominal par habitant, à parité de pouvoir d'achat. L'agrégat non-OCDE inclut des données relatives aux pays suivants : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Brésil, Chine, Colombie, Costa Rica, Inde, Indonésie, Lituanie, Russie, et les économies dynamiques d'Asie (Hong-Kong - Chine, Malaisie, les Philippines, Singapour, Taïpei chinois, Thaïlande et Vietnam).
2. La ligne en pointillés correspond à une projection linéaire à partir de 1990 basée sur le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant dans la zone OCDE sur la période 1990-2007. Pour l'agrégat non-OCDE hors Chine, les données associées à la période 1990-2007 couvrent en fait la période 1993-2007.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; Base de données des Nations Unies ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933728964>

Encadré 1.1. Évaluation de l'impact de l'évolution de la politique budgétaire des États-Unis

L'adoption d'une vaste réforme fiscale, le *US Tax Cuts and Jobs Act*, et la décision du Congrès de relever les plafonds de dépense au cours des deux prochaines années, vont entraîner un assouplissement considérable de la politique budgétaire des États-Unis qui devrait représenter environ 1 % du PIB en 2018 comme en 2019. (À titre de comparaison, dans l'édition de novembre 2017 des *Perspectives économiques*, on prévoyait un assouplissement de l'ordre de 0.5 % du PIB en 2018 et une politique inchangée en 2019). On trouvera dans le présent encadré une évaluation des conséquences de ces mesures budgétaires sur les perspectives de croissance¹.

- Les principales mesures fiscales incluent une réduction permanente du taux marginal de l'impôt sur les sociétés, qui est ramené à 21 %, une baisse des taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui prendra fin en 2025 et la possibilité d'amortir 100 % de certaines dépenses d'investissement pendant la période 2018-2022, après quoi ce dispositif sera progressivement supprimé à l'horizon 2026. Ces mesures se traduisent également, pour les États-Unis, par un passage à un système davantage territorial, à l'image de celui en vigueur dans la plupart des grandes économies. Globalement, le coût direct du *Tax Cuts and Jobs Act* aura pour effet d'accroître le déficit de l'administration fédérale d'environ 0.7 % du PIB en 2018 et d'environ 0.7 % du PIB en 2019, selon des estimations du Congressional Budget Office. Par la suite, l'impact sur le déficit budgétaire annuel devrait s'atténuer et devenir quasi-nul d'ici 2026-27, sur la base de la législation actuelle, ce qui implique un certain resserrement budgétaire au cours de la première moitié de la décennie 2020.
- Le nouveau budget sur deux ans voté au début de février prévoit pour 2018 comme 2019 un plafond de dépenses supérieur aux prévisions antérieures. L'abandon supposé de ces dépenses supplémentaires en 2020 ajoute au resserrement budgétaire résultant des hausses d'impôts qui devraient intervenir au cours de la prochaine décennie (conformément au chiffrage ex ante du coût de la loi fiscale).

Dans le scénario modélisé, ces mesures budgétaires ont été prises en compte pour produire les hypothèses suivantes :

- Une réduction du taux effectif de l'impôt sur les sociétés de 8 points de pourcentage en 2018 et 7 points de pourcentage en 2019 qui s'amenuise progressivement par la suite. Ces mesures devraient entraîner une baisse des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés d'environ 0.5 % du PIB en 2018 et de 0.8 % en 2019, soit un niveau à peu près équivalent à l'impact des modifications collectives en cours dans le système de l'impôt sur les entreprises. Les autres mesures fiscales sont supposées intervenir par le biais de réductions du taux effectif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui feront baisser les recettes fiscales d'environ 0.6 % du PIB en 2019. Leur effet est supposé se dissiper lentement par la suite.
- Le relèvement des plafonds de dépenses aura pour effet, selon les hypothèses, d'accroître la consommation publique de 0.3 % du PIB (par rapport au scénario de référence) en 2018 et de 0.6 % du PIB en 2019.

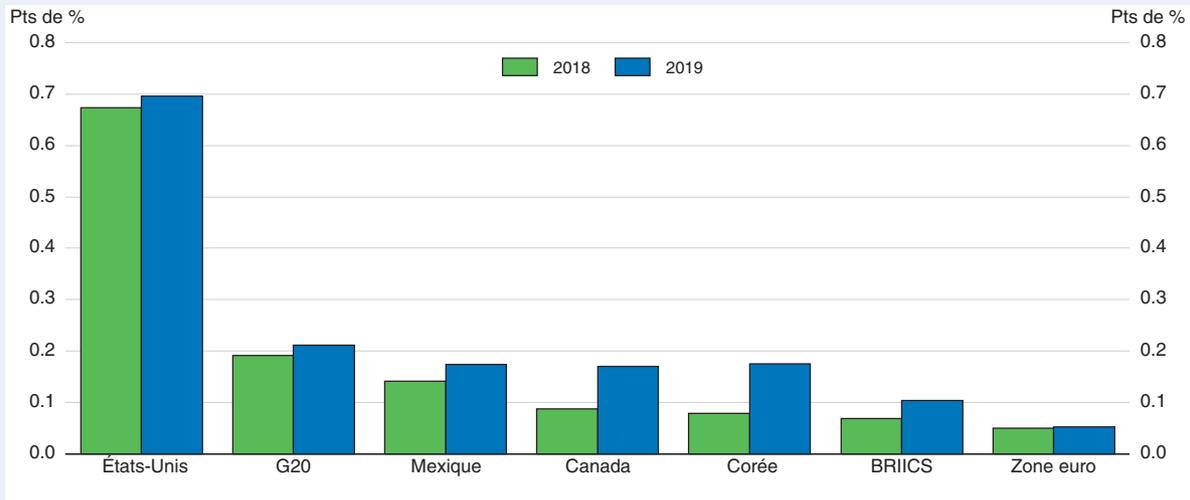
L'impact à court terme des mesures budgétaires combinées devrait entraîner un relèvement de la croissance du PIB des États-Unis compris entre $\frac{1}{2}$ et $\frac{3}{4}$ de point de pourcentage en 2018 comme en 2019 (voir graphique). Cette stimulation est attribuable à hauteur d'environ deux tiers à l'impact collectif des modifications de la fiscalité. L'investissement des entreprises augmentera relativement rapidement, à la faveur de la forte baisse, d'environ 10 %, du coût du capital mais aussi de la perspective d'une hausse de la production future. Le coup de pouce à la demande finale aux États-Unis aura également pour effet de stimuler la progression des importations et ajoutera aux tensions sur le marché du travail, avec un taux de chômage qui devrait reculer de $\frac{1}{2}$ point de pourcentage sur la période 2018-19 et des salaires réels qui devraient être supérieurs d'environ 1 % au niveau du scénario de référence à l'horizon 2019. La forte hausse de la demande contribuera à creuser le déficit courant des États-Unis d'environ $\frac{3}{4}$ pour cent du PIB en 2019.

Encadré 1.1. Évaluation de l'impact de l'évolution de la politique budgétaire des États-Unis (suite)

Dans la mesure où l'amélioration de l'activité à court terme se répercutera sur le solde budgétaire, la hausse globale du déficit sera plus proche de 1½ pour cent du PIB en 2019. La politique monétaire sera durcie à court terme, avec des taux directeurs supérieurs de quelque ¾ de point de pourcentage au scénario de référence en 2019, si bien que le taux de change effectif du dollar des États-Unis devrait s'apprecier.

L'impulsion budgétaire aux États-Unis devrait renforcer la croissance à court terme

Différence par rapport au scénario de référence, points de pourcentage



Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728508>

D'autres pays devraient bénéficier du raffermissement de la demande extérieure aux États-Unis (dans l'hypothèse de politiques commerciales inchangées), en particulier des partenaires commerciaux proches comme le Canada et le Mexique. Cela étant, cet impact sera atténué en partie par la mise en œuvre, dans de nombreux pays, de politiques monétaires nationales un peu plus restrictives que dans le scénario de référence, en raison d'une augmentation plus forte des prix des importations attribuable à une dépréciation des monnaies nationales par rapport au dollar des États-Unis.

La prise en compte, dans l'analyse, de l'hypothèse de comportements d'anticipation a pour conséquence de minorer quelque peu l'effet de stimulation à court terme de la production, dans la mesure où, si les consommateurs anticipent une augmentation future des impôts, ils vont commencer à constituer une épargne pour pouvoir y faire face. Elle est également utile pour apprécier l'ampleur du resserrement de la politique monétaire en 2018-19. Selon un autre scénario dans lequel les consommateurs n'anticipent pas d'augmentation future des impôts, la stimulation de la croissance du PIB en 2018-19 serait un peu plus forte et dépasserait ¾ de point de pourcentage par an en moyenne, toutefois les tensions inflationnistes seraient accrues et le déficit extérieur se creuserait davantage.

À moyen terme, il s'avère difficile d'apprécier et de modéliser l'impact total de la loi fiscale adoptée aux États-Unis et la mesure dans laquelle ses éventuelles retombées positives seront, ou non, largement partagées (Barro et Furman, 2018). On ne peut dire avec certitude quelles seront les incitations qui apparaîtront suite aux changements opérés et les comportements qu'elles induiront, notamment s'agissant des décisions d'implantation d'investissements et de la mesure avec laquelle les réductions

Encadré 1.1. Évaluation de l'impact de l'évolution de la politique budgétaire des États-Unis (suite)

directes de la fiscalité des personnes physiques dont bénéficieront les ménages à haut revenu seront consacrées à la constitution d'une épargne plutôt qu'à des dépenses supplémentaires. La réduction permanente du taux marginal de l'impôt sur les sociétés signifie que le coût réel d'usage du capital sera inférieur à ce qu'il aurait été autrement, ce qui entraînera une augmentation durable du stock de capital productif propre à stimuler l'offre². Tout bien considéré, la production potentielle à l'échelle de l'économie devrait progresser d'environ ¾ pour cent d'ici le milieu de la décennie 2020 dans le scénario pris en compte, et de quelque 1 % à l'horizon 2030. Toutefois, la hausse des taux d'intérêt aura commencé d'ici là à se faire sentir sur les effets à moyen terme, avec un ratio dette publique/PIB qui devrait selon les estimations augmenter d'environ 6-7 points d'ici le milieu des années 2020, ce qui fera augmenter les primes de risque sur les titres d'État et les taux d'intérêt à long terme.

1. Cette évaluation a été effectuée à l'aide du modèle macroéconomique mondial NiGEM de l'Institut national de recherche économique et sociale (National Institute of Economic and Social Research) du Royaume-Uni. Ce modèle a été mis en œuvre en posant comme principe l'existence d'anticipations, autrement dit dans l'hypothèse où les entreprises et les ménages sont pleinement au fait des évolutions budgétaires futures. On a supposé que la politique monétaire serait endogène dans tous les pays, à l'exception du Japon et de la zone euro, où les taux directeurs ont été maintenus à leur niveau jusqu'en 2020. La règle de solvabilité budgétaire a été utilisée à partir de 2020 pour ramener le ratio déficit/PIB des États-Unis au niveau du scénario de référence d'ici le milieu des années 2020, ce qui implique des hausses progressives du taux d'imposition effectif des revenus des ménages.
2. Des modifications des impôts sur les revenus des ménages pourraient aussi avoir un impact sur les décisions en matière d'offre de travail, mais elles n'ont pas été modélisées ici.

taux d'intérêt aux États-Unis et la poursuite de l'appréciation du dollar qui pourrait l'accompagner, sur fond d'accroissement des écarts de taux d'intérêt, serait susceptible d'accentuer les pressions financières dans certains pays, en particulier les économies de marché émergentes. Dans la zone euro, la croissance devrait rester robuste et généralisée et s'établir entre 2 et 2 ¼ pour cent sur la période 2018-19, le surcroît d'assouplissement budgétaire prévu dans de nombreux pays européens, dont l'Allemagne en 2019, donnant une impulsion qui viendra s'ajouter à celle déjà attribuable à la politique monétaire accommodante et à l'amélioration des marchés du travail. Au Japon, les dépenses supplémentaires annoncées dans le cadre de la rallonge budgétaire récente aideront à soutenir la demande pendant le restant de l'année 2018, mais un resserrement budgétaire est attendu pour 2019.

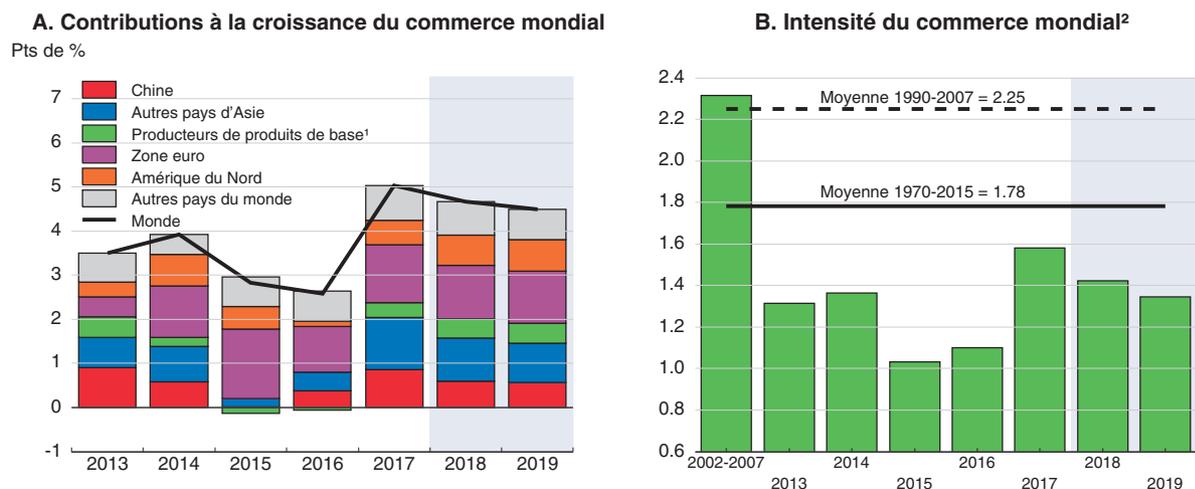
Dans les économies de marché émergentes et les économies en développement, les perspectives de croissance paraissent solides pour 2018 et pour 2019, mais cette prévision masque des évolutions divergentes entre les grandes économies. Après un démarrage vigoureux en 2018, la croissance devrait lentement ralentir en Chine et revenir en dessous de 6 ½ pour cent en 2019. Les politiques macroéconomiques et réglementaires devraient progressivement devenir plus restrictives maintenant que la politique budgétaire est globalement neutre et que les conditions du crédit sont moins expansionnistes ; par ailleurs, la population d'âge actif diminue. En Inde en revanche, la vigueur de la hausse de la demande intérieure devrait conforter la croissance du PIB qui pourrait ressortir à environ 7 ¼ pour cent pour l'exercice 2018 et 7 ½ pour cent pour l'exercice 2019, à la faveur de réformes antérieures qui contribueront à un redémarrage marqué de la hausse de l'investissement privé. Le niveau élevé des dépenses consacrées à l'investissement dans les infrastructures devrait aussi continuer de soutenir la croissance en Indonésie et dans plusieurs économies dynamiques d'Asie sur la période 2018-19. La croissance devrait également s'affermir dans plusieurs autres économies productrices de matières premières,

en particulier le Brésil et l’Afrique du Sud, et l’activité bénéficiera de l’assouplissement de la politique monétaire, des efforts de réforme déjà engagés et de l’amélioration de la confiance. En Russie, la hausse des prix du pétrole et la baisse des taux d’intérêt devraient aussi contribuer à alimenter la croissance en Russie, malgré une politique budgétaire restrictive.

La croissance des échanges mondiaux a progressé, s’établissant à 5 ¼ pour cent en 2017, sous l’effet de la reprise en Europe, du redressement du commerce de biens électroniques en Asie et d’un rééquilibrage de la composition de la demande en faveur de l’investissement. La hausse des importations a été également plus forte dans de nombreuses économies exportatrices de produits de base. Sur la période 2018-19, la hausse des échanges devrait ralentir, mais rester généralisée, progressant à un rythme compris entre 4 ½ et 4 ¾ pour cent par an en moyenne, dans l’hypothèse où les tensions commerciales ne s’aggravent pas significativement (graphique 1.4). À ce rythme, l’intensité des échanges resterait modeste à l’aune des niveaux atteints avant la crise, mais serait très légèrement supérieure au niveau moyen atteint sur la période 2012-17. Les déséquilibres des comptes courants mondiaux devraient augmenter modérément en 2018-19, sur fond de creusement du déficit extérieur d’environ ¾ pour cent du PIB aux États-Unis (en partie dû à l’assouplissement budgétaire en cours) et d’augmentation des déficits dans plusieurs économies de marché émergentes, en particulier celles concernées par une hausse relativement forte de la demande intérieure. Au Japon, dans la zone euro et en Chine, l’excédent courant devrait rester globalement stable en 2018-19 et s’établir respectivement à environ 4 % du PIB (Japon et zone euro) et 1 ¼ pour cent du PIB (Chine). L’augmentation du prix du pétrole favorisera par ailleurs l’amélioration de la position extérieure des grandes économies productrices de pétrole (dont la Russie).

En 2018-19, la croissance régulière de l’emploi devrait se poursuivre dans la plupart des économies avancées, avec une progression moyenne d’un peu plus de 1 ¼ pour cent par an du taux d’emploi à l’échelle de l’ensemble de la zone OCDE. Revenu à un niveau

Graphique 1.4. **On observe un redressement généralisé de la croissance des échanges, mais leur intensité reste inférieure à son niveau d'avant la crise**



1. Les producteurs de produits de base regroupent l’Afrique du Sud, l’Arabie saoudite, l’Argentine, l’Australie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l’Indonésie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Russie et d’autres pays producteurs de pétrole.
2. Volume d’échanges mondiaux de biens et services et PIB mondial à prix constants et aux taux de change du marché. Le ratio est obtenu entre la croissance annuelle moyenne du commerce mondial et la croissance annuelle moyenne du PIB sur la période considérée.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l’OCDE, n° 103 ; et calculs de l’OCDE.

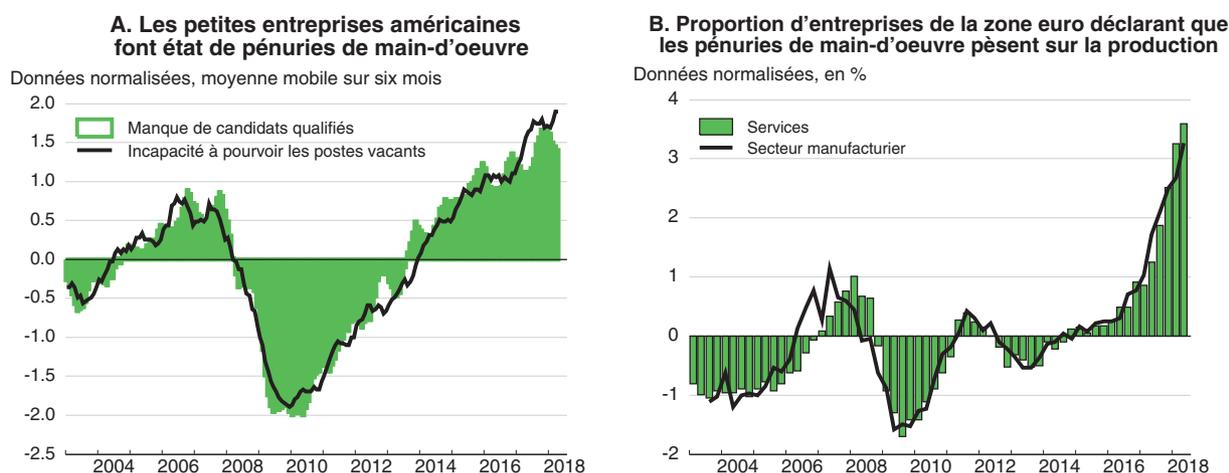
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933728983>

inférieur à celui observé avant la crise, le taux de chômage constaté dans la zone OCDE devrait rester orienté à la baisse pour s'établir à 5 % d'ici à la fin 2019, soit le taux le plus bas depuis 1980, inférieur de plus de ½ point de pourcentage au taux de chômage considéré comme viable à long terme. Les enquêtes réalisées auprès des entreprises donnent en outre à penser que les pénuries de main-d'œuvre commencent à s'amplifier dans quelques grandes économies (graphique 1.5), plus particulièrement en Allemagne et dans plusieurs économies d'Europe centrale et de l'Est, sous l'effet peut-être de l'émergence de pénuries de compétences (BEI, 2017).

Certains éléments donnent à penser que les tensions sur les salaires ont commencé à s'accroître, surtout aux États-Unis, au Canada, en Allemagne et dans plusieurs économies européennes plus modestes comme la Hongrie, la Pologne et la République tchèque, où l'on observe un resserrement croissant du marché du travail. Au Japon, également touché par des pénuries de main-d'œuvre particulièrement marquées, la croissance des salaires reste modérée ; néanmoins, elle pourrait être dynamisée par de nouveaux crédits d'impôts réservés aux entreprises qui accorderont des hausses de rémunérations de 3 % ou plus. Au total, dans les économies de l'OCDE, on estime que les salaires réels augmenteront d'environ 0.9 % par an en moyenne en 2018-19, contre une croissance annuelle de 0.3 % en moyenne sur la période 2014-17 (graphique 1.6). Ce redressement est imputable, pour trois-quarts environ, à une légère accélération de la croissance de la productivité du travail, de telle sorte que l'accélération de l'inflation des coûts unitaires de main-d'œuvre sera seulement modérée dans de nombreuses économies.

La croissance des salaires reste toutefois inférieure à ce que l'on aurait pu attendre compte tenu du recul du chômage et de la multiplication des signes de pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Il semble donc que les mesures traditionnelles du chômage officiel puissent sous-estimer l'ampleur du sous-emploi conjoncturel de la main-d'œuvre qui subsiste sur les marchés du travail de la zone OCDE, ce qui signifie que, dans certaines économies, la demande de main-d'œuvre pourrait continuer d'augmenter sans que cela ne génère de tensions importantes sur les salaires.

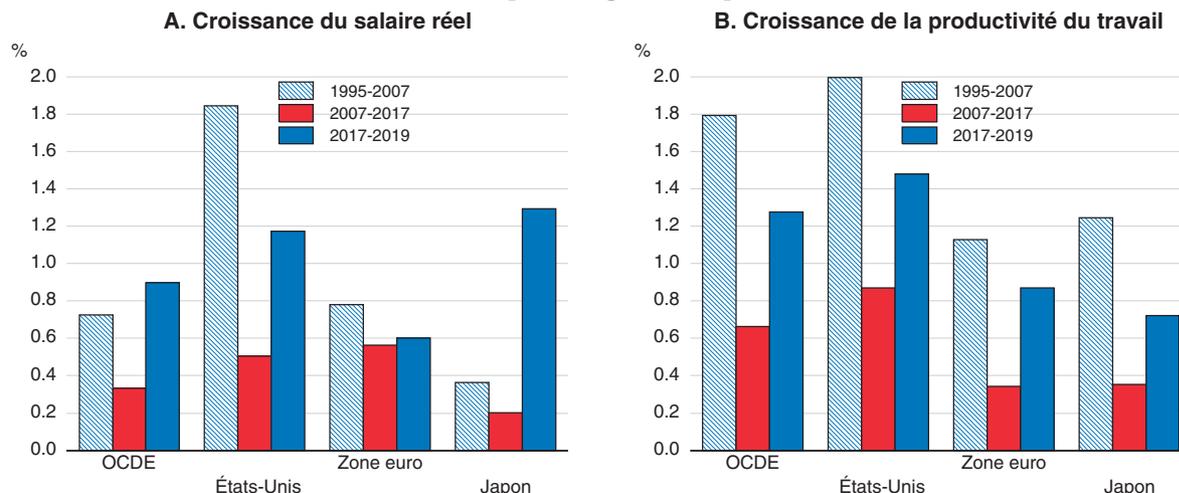
Graphique 1.5. **Les enquêtes mettent en évidence des pénuries de main-d'œuvre dans certaines économies**



Source : National Federation of Independent Business ; Commission européenne ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729002>

Graphique 1.6. La croissance des salaires réels devrait redémarrer, soutenue par les gains de productivité



Note : La croissance de la productivité du travail correspond au taux de croissance annuel moyen de la production par personne occupée. La croissance des salaires réels est calculée à partir du taux de croissance des salaires nominaux et du déflateur du PIB. Les chiffres de 2018-2019 sont des projections.

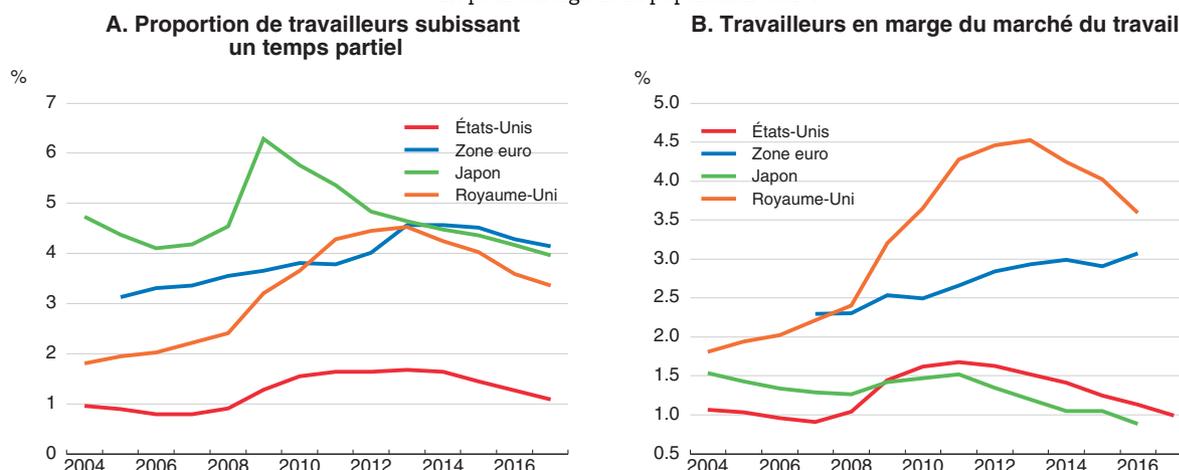
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933729021>

Si elle varie dans son ampleur entre les différentes grandes économies, la sous-utilisation des ressources de main-d'œuvre implique des taux comparativement élevés de travail à temps partiel subi dans certains pays, ainsi qu'une proportion considérable de personnes ayant des liens ténus avec le marché du travail mais qui sont disponibles pour travailler. Ces facteurs, qui semblent relativement déterminants en Europe, jouent un rôle moins important aux États-Unis et au Japon (graphique 1.7). On constate également d'importantes variations d'un

Graphique 1.7. Certains pays se distinguent par une incidence élevée du travail à temps partiel subi et une forte proportion de travailleurs en marge du marché du travail

En pourcentage de la population active



Note : Les travailleurs concernés par le travail à temps partiel subi sont ceux qui travaillent moins de 30 heures par semaine faute d'avoir réussi à trouver un emploi à temps plein. Les personnes en marge du marché du travail sont les personnes de 15 ans et plus qui n'occupent pas d'emploi, sont inactives et ne recherchent pas activement du travail, mais qui sont prêtes à travailler et sont disponibles. Par ailleurs, pour que cette définition s'applique, elles doivent avoir cherché du travail au cours des 12 derniers mois.

Source : Statistiques de l'OCDE sur le marché du travail ; Eurostat ; Bureau of Labour Statistics ; Bureau des statistiques du Japon ; et calculs de l'OCDE.

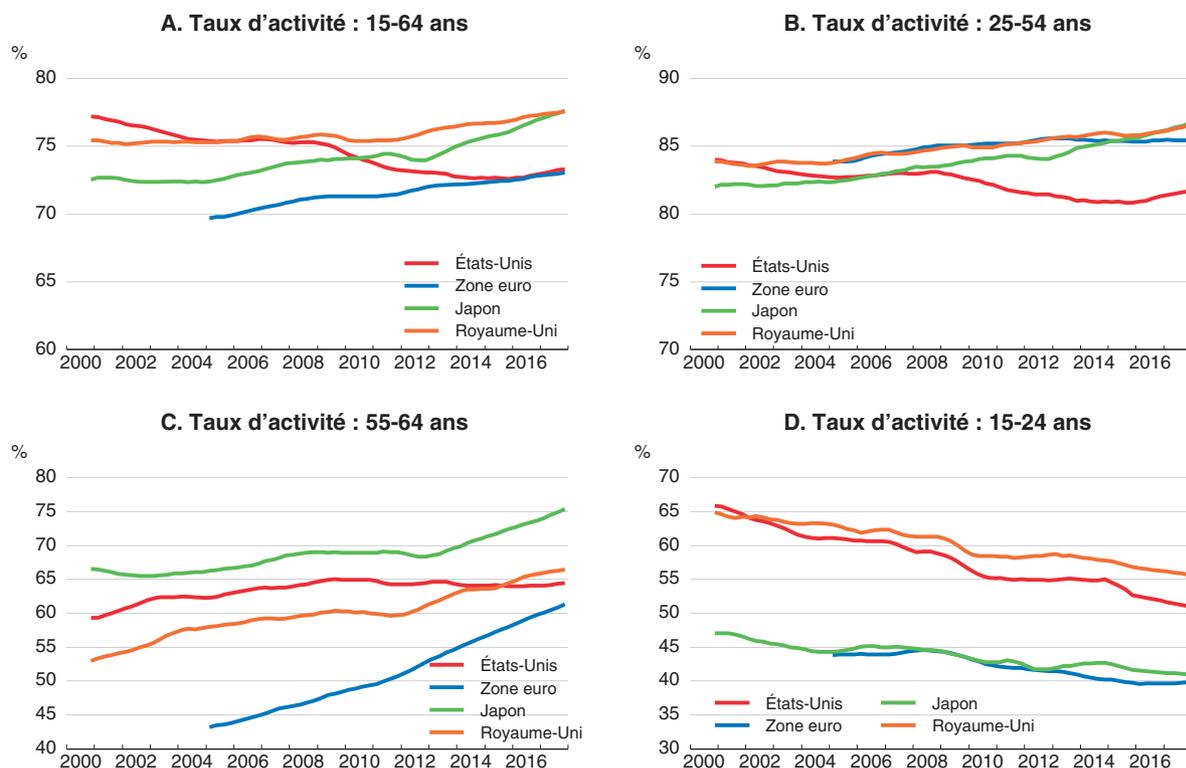
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933729040>

pays à l'autre en ce qui concerne le taux d'activité des différentes classes d'âge (graphique 1.8). À l'exception notable des États-Unis, les taux d'activité sont en hausse dans la plupart des pays, notamment pour les travailleurs plus âgés, ce qui accroît l'offre de main-d'œuvre disponible. La hausse du taux d'activité tient en partie à l'effet cumulé des réformes déjà engagées sur les marchés du travail en vue de stimuler la création d'emplois, de limiter les voies d'accès à la retraite anticipée et de réduire les obstacles à l'activité des femmes. Dans certains pays européens, les entrées de demandeurs d'asile contribuent aussi, de façon modeste, à l'accroissement de la main-d'œuvre. La baisse du taux d'activité des travailleurs d'âge très actif (tranche des 25-54 ans) aux États-Unis tient en partie à la proportion croissante de personnes ayant des problèmes de santé ou en situation d'invalidité, comme en témoigne le grand nombre de prescriptions d'opioïdes (CEA, 2018). Pour améliorer les perspectives d'emploi et conforter l'expansion actuelle, tous les pays doivent redoubler d'efforts afin de mettre en œuvre des réformes structurelles propres à améliorer les compétences, enrichir l'offre d'emplois disponibles et accroître le taux d'activité.

Le redressement de la croissance de l'emploi et des revenus reste contrasté. Si le taux d'emploi des travailleurs plus âgés (55 ans et plus) a sensiblement progressé ces dernières années, celui des travailleurs d'âge très actif et des jeunes reste dans de nombreux pays équivalent, voire inférieur, au niveau constaté avant la crise. Ces dix dernières années, de nombreux ménages, notamment les plus modestes, ont vu leur revenu disponible réel n'augmenter que très modérément (graphique 1.9). La faible progression des salaires alimente en outre le mécontentement de la population à l'égard des performances économiques.

Graphique 1.8. Le taux d'activité reste très variable d'un pays à l'autre

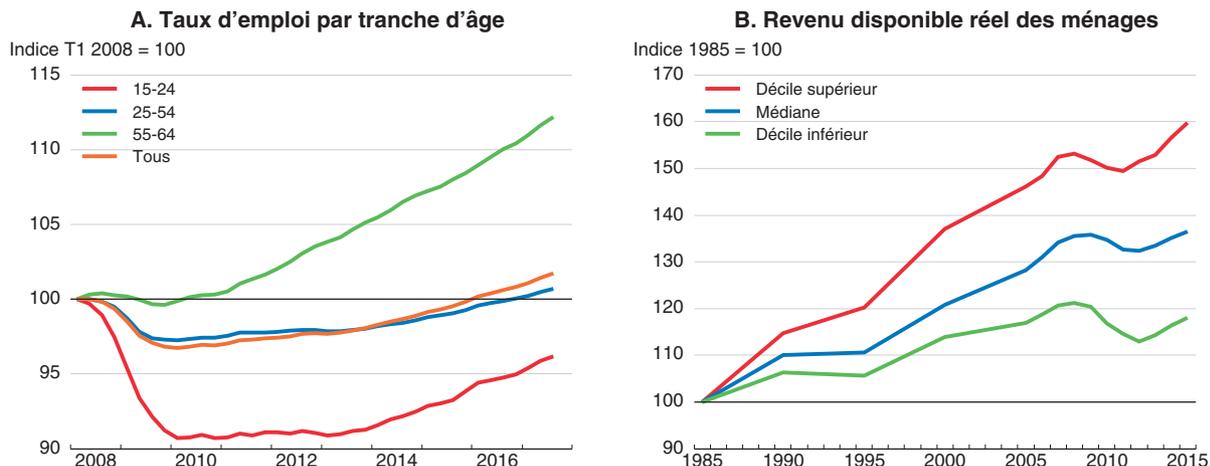
En pourcentage de la population en âge de travailler pour chaque classe d'âge ; moyenne mobile sur quatre trimestres



Source : Base de données des statistiques à court terme sur le marché du travail de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729059>

Graphique 1.9. La progression des revenus et de l'emploi est encore inégale dans la zone OCDE



Note : Le taux d'emploi de l'OCDE pour chaque groupe d'âge est le rapport entre le nombre de personnes occupées et la population en âge de travailler dans le groupe d'âge. Les séries de revenus sont des moyennes des 17 pays membres de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles sur toute la période.

Source : Base de données des statistiques à court terme sur le marché du travail de l'OCDE ; Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729078>

Principaux enjeux et risques majeurs

Vers une poussée inflationniste ?

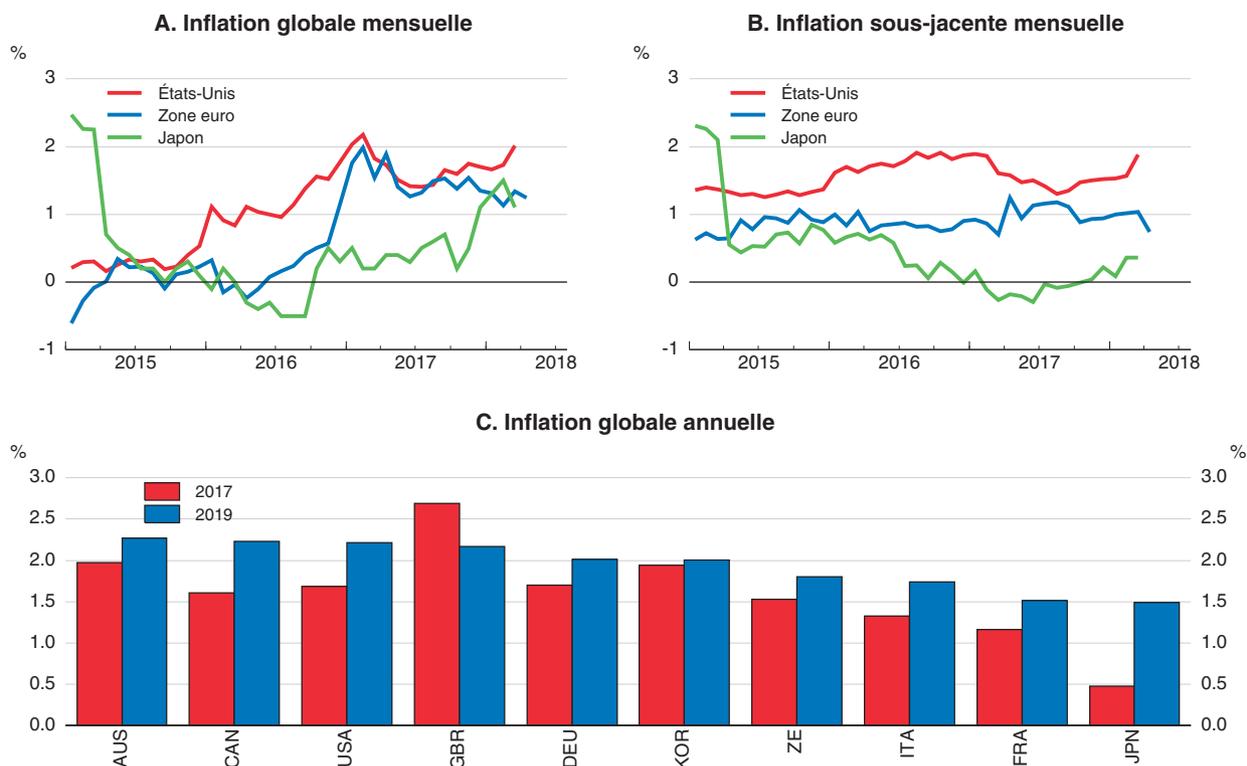
Le renchérissement des produits de base a déjà contribué à une accélération de l'inflation globale dans de nombreuses économies avancées, notamment dans la zone euro, au Japon et aux États-Unis. Dans le même temps, l'inflation sous-jacente reste modérée, en partie en raison du rythme très lent de la reprise depuis la crise (graphique 1.10). Dans les économies de marché émergentes, l'inflation se maintient aussi généralement à un niveau modeste. Pour autant, les tensions inflationnistes s'accroissent dans certains pays, comme l'Argentine, le Mexique et la Turquie (graphique 1.11).

Les anticipations d'inflation, notamment celles des entreprises, sont reparties à la hausse dans la zone euro et aux États-Unis (graphique 1.12). Cette tendance, couplée au renchérissement du pétrole et à la légère augmentation du coût de la main-d'œuvre (voir plus haut), entraînera une hausse de l'inflation, qui s'établira juste au-dessus de l'objectif d'inflation aux États-Unis mais qui restera en-deçà dans la zone euro et au Japon (graphique 1.10). Au vu de ce qui s'est produit ces dernières années, il est possible que la contraction du volant de ressources inutilisées dans l'économie n'aboutisse pas immédiatement à une hausse significative de l'inflation : en effet, la corrélation entre inflation et ressources économiques inutilisées semble ténue dans la plupart des économies avancées³.

3. Les cadres empiriques standards (c'est-à-dire les modèles fondés sur la courbe de Phillips) utilisés pour évaluer l'inflation n'ont pas toujours un très bon pouvoir explicatif et ne sont pas très robustes (Stock et Watson, 2010). Dans les économies avancées, la courbe de Phillips s'est aplatie à compter du milieu des années 70 jusqu'au début des années 90, pour se stabiliser ensuite (FMI, 2013a ; Rusticelli, 2014 ; Rusticelli et al., 2015 ; Blanchard et al., 2015). Toutefois, certaines données récentes laissent entrevoir une légère accentuation de la pente de la courbe de Phillips dans la zone euro (Giannone et al., 2014 ; Riggi et Venditti, 2015 ; Ciccarelli et Osbat, 2017). Par ailleurs, la corrélation entre croissance des salaires nominaux et chômage semble se renforcer dans certains pays européens (Bulligan et Viviano, 2017). Aux États-Unis, cette corrélation devrait s'intensifier parallèlement à la reprise, sa faiblesse récente ayant été semble-t-il causée pour l'essentiel par des facteurs conjoncturels (Leduc et Wilson, 2017).

Graphique 1.10. Dans les principales économies de l'OCDE, l'inflation devrait s'approcher des objectifs fixés par les autorités monétaires, voire les dépasser légèrement

Pourcentage de variation en glissement annuel



Note : L'inflation globale et l'inflation sous-jacente sont calculées d'après l'indice des prix à la consommation harmonisé pour la zone euro, les pays de la zone euro et le Royaume-Uni ; les séries nationales de l'indice des prix à la consommation pour le Canada et le Japon ; et le déflateur de la consommation des ménages pour les États-Unis. L'inflation sous-jacente exclut les produits alimentaires et l'énergie, y compris au Japon. Au Japon, le relèvement attendu de la taxe sur la consommation influera sur l'inflation globale et l'inflation sous-jacente en 2019.

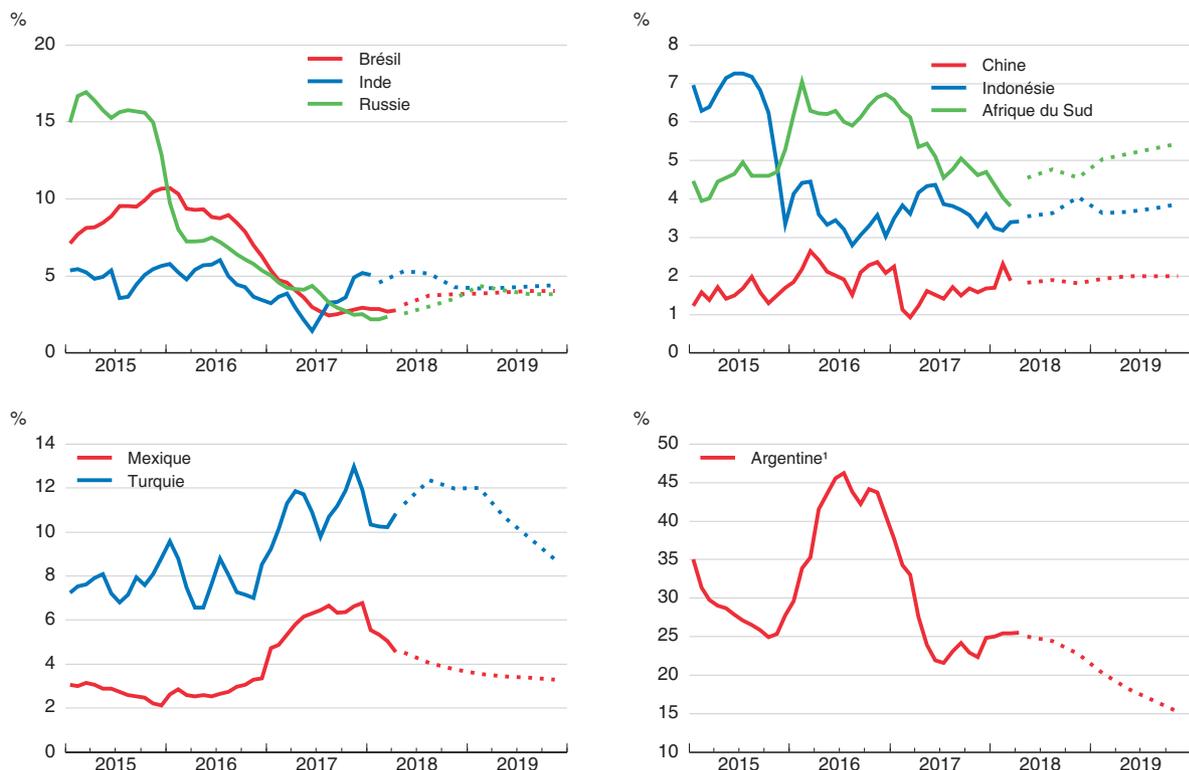
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728565>

Des risques de révision à la hausse de l'inflation par rapport aux prévisions, du moins à court terme, sont associés à une possible accélération du renchérissement des produits de base, et notamment du pétrole. Ils seront particulièrement élevés si les préoccupations géopolitiques persistent ou s'accroissent. Durant les dernières semaines, ces préoccupations ont déjà contribué à la hausse des prix du pétrole, qui se sont établis à un niveau supérieur d'environ 10 % à l'hypothèse de 70 USD le baril retenue dans le scénario de référence (voir plus haut). Au cours des dernières décennies, ce sont les variations marquées des prix de l'énergie et des produits alimentaires qui ont provoqué les plus fortes fluctuations en matière d'inflation (graphique 1.13 ; Choi et al., 2017). Par ailleurs, compte tenu des signes de diminution des capacités inemployées, la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires pourrait se répercuter de manière encore plus prononcée sur l'inflation globale, avec des retombées sur les prix hors énergie et produits alimentaires. Dans les économies de marché émergentes, en particulier celles qui sont vulnérables (voir

Graphique 1.11. **L'inflation reste modérée dans certaines grandes économies de marché émergentes**

Pourcentage de variation en glissement annuel

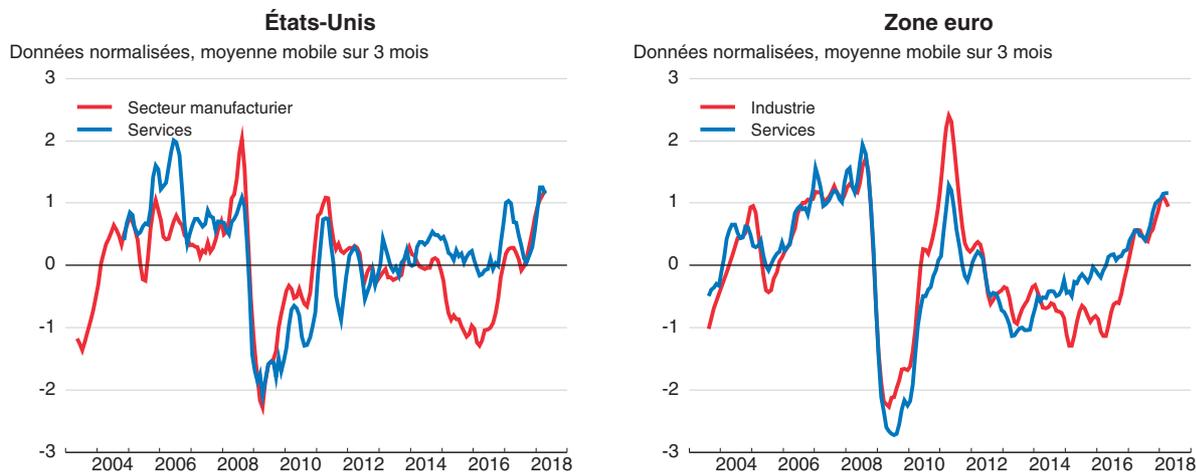


Note : Les données antérieures correspondent à des variations mensuelles, tandis que les projections correspondent à des variations trimestrielles.

1. Données non officielles jusqu'en mars 2017 (indice du congrès argentin). Les données couvrent la région du grand Buenos Aires jusqu'en novembre 2017, puis l'ensemble du pays.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Banco de Datos de Argentina ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933728584>

Graphique 1.12. **Les anticipations des entreprises relatives aux prix de vente se sont renforcées**

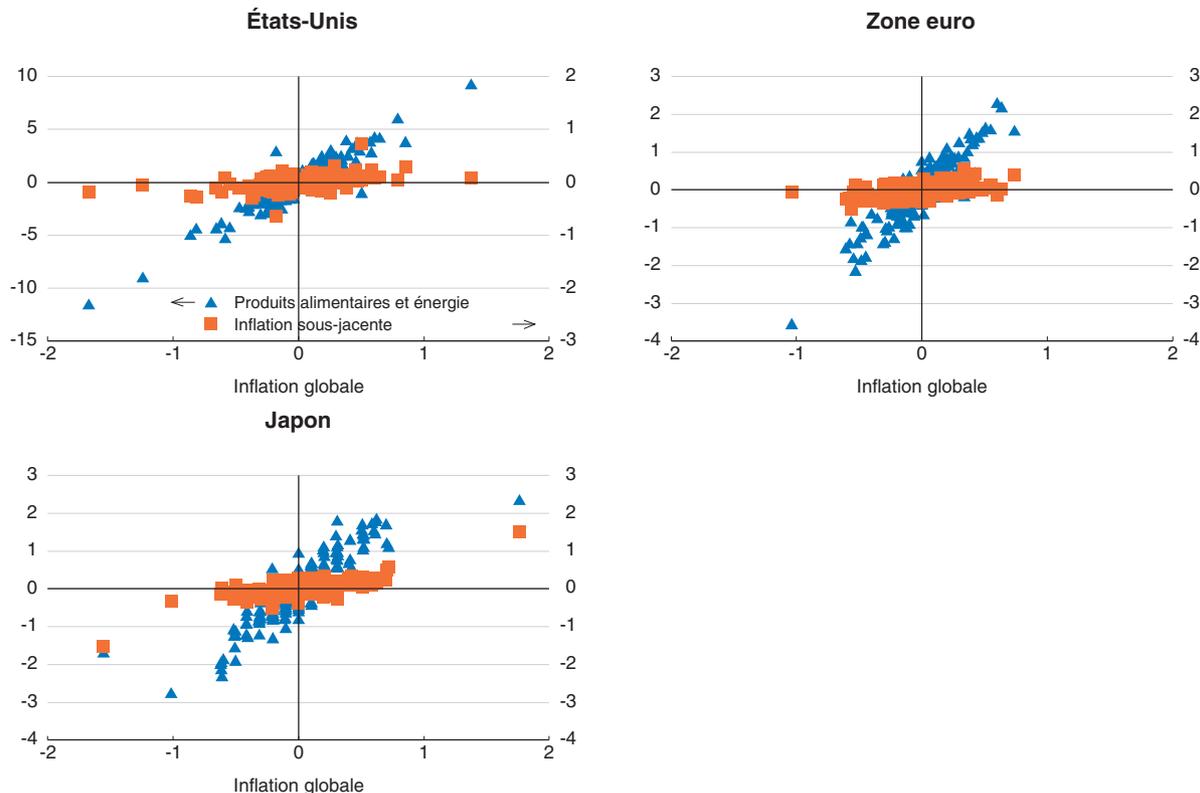
Note : Solde en pourcentage du nombre d'entreprises déclarant des attentes de prix plus élevés par rapport au nombre d'entreprises qui ont fait part de leurs prévisions de baisse des prix. Valeurs normalisées sur la période 2003-2018, exprimées en écarts-types.

Source : Réserve fédérale des États-Unis ; Commission européenne ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933728603>

Graphique 1.13. Les fluctuations importantes du taux d'inflation sont souvent liées à de fortes variations des prix de l'énergie et des produits alimentaires

Variation sur douze mois des taux d'inflation en glissement annuel, en points de pourcentage



Note : L'axe des abscisses illustre l'évolution du taux d'inflation global annuel sur douze mois, au moyen de séries mensuelles, entre 2002 et début 2018. L'axe des ordonnées illustre l'évolution, sur la même période, du taux d'inflation sous-jacente et des prix des produits alimentaires et de l'énergie, respectivement. L'inflation sous-jacente exclut les produits alimentaires et l'énergie ; pour le Japon, elle diffère par rapport à la définition nationale.

Source : Ministère des Affaires intérieures et des Communications, Japon ; Bureau of Economic Analysis ; Eurostat ; et calculs de l'OCDE.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728622>

ci-après), l'inflation devrait être plus forte si la dépréciation récente de leurs monnaies persiste⁴.

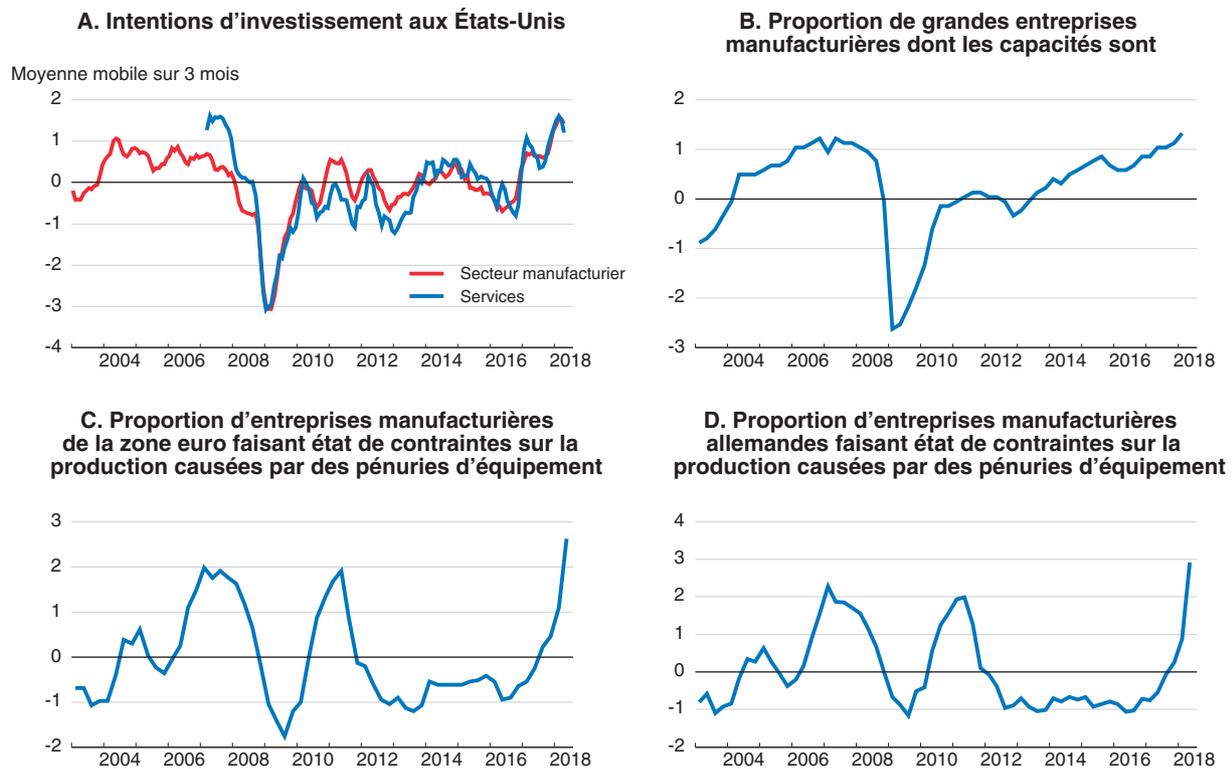
La croissance de l'investissement s'est accélérée, tout en restant inférieure aux niveaux observés lors d'expansions antérieures

En 2017, la croissance de l'investissement s'est redressée dans la plupart des économies, grâce à un accroissement de la demande intérieure et mondiale et de la dissipation des contraintes financières. La production de biens d'équipement a progressé l'an dernier et les enquêtes réalisées auprès des entreprises font ressortir une amélioration des intentions d'investissement dans de nombreuses grandes économies (graphique 1.14), même si les inquiétudes suscitées par le protectionnisme commencent à éroder la confiance dans certains pays⁵. Néanmoins, la reprise reste plus faible que lors de

4. Les prévisions d'inflation sont fondées sur les taux de change fixe au 26 avril (annexe A.1) et de ce fait, elle ne reflètent pas forcément l'intégralité de la dépréciation récente des monnaies de nombreuses économies de marché émergentes.
5. Les incertitudes soulevées par les annonces actuelles de mesures de restriction des échanges pourraient freiner l'investissement des entreprises, dès lors que celles-ci sont en mesure de reporter leurs dépenses d'investissement, tant dans les pays qui imposent ces restrictions qu'ailleurs (Handley et Limão, 2015).

Graphique 1.14. Les enquêtes réalisées auprès des entreprises font ressortir une hausse des intentions d'investissement

Données normalisées



Note : Données normalisées sur la période 2000-2018, exprimées en écart-type.

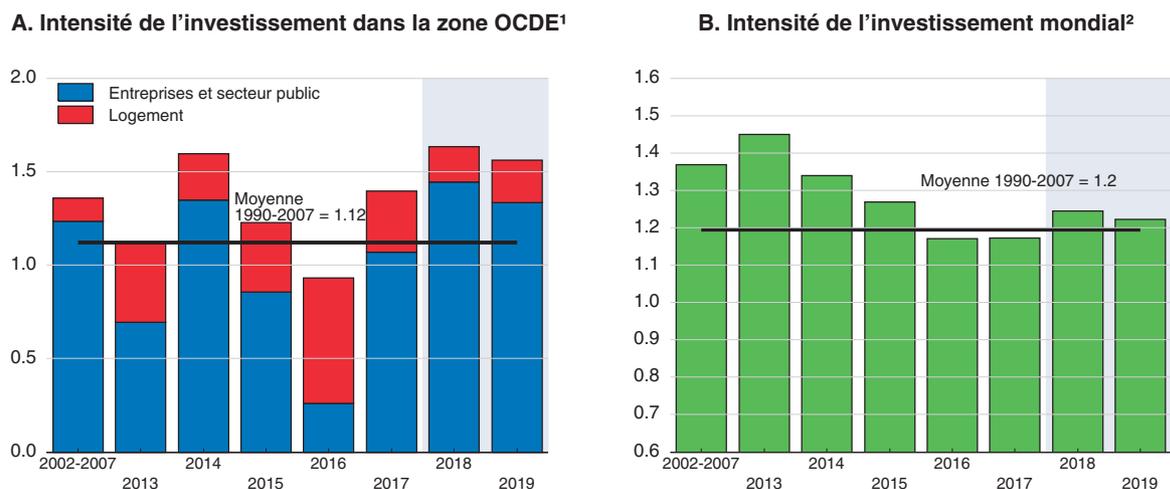
Source : Banque du Japon ; Commission européenne ; Réserve fédérale des États-Unis ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728641>

précédentes phases d'expansion conjoncturelle, et la croissance du stock de capital productif demeure inférieure au rythme d'avant la crise (OCDE, 2017a), ce qui limite les perspectives de croissance de la productivité et de la production potentielle à moyen terme.

Dans les économies avancées, l'investissement des entreprises devrait croître en moyenne à un rythme compris entre 3 ½ et 3 ¾ pour cent par an sur la période 2018-19. Il devrait être particulièrement robuste aux États-Unis, avec une progression annuelle moyenne de 5 ½ pour cent sur la période, soutenu par l'effet des réformes fiscales et des conditions financières favorables. Le rythme de croissance dynamique de l'investissement devrait également se maintenir dans de nombreuses économies d'Europe centrale et orientale. Toutefois, pour la médiane de l'OCDE, les dépenses d'investissement en 2018-19 devraient s'établir à un niveau inférieur d'environ 12 % au niveau nécessaire pour s'assurer que le stock de capital productif net augmente au même rythme annuel moyen qu'au cours de la décennie ayant précédé la crise, ce qui signifie que le taux de dépréciation du capital augmente au fil des ans (OCDE, 2017a). Dans plusieurs économies de marché émergentes, notamment l'Inde, l'Indonésie et la Turquie, l'investissement devrait être dynamique mais l'intensité globale de l'investissement mondial (Chine incluse) ne devrait dépasser que très légèrement les moyennes à long terme (graphique 1.15).

Graphique 1.15. L'intensité de l'investissement mondial repart à la hausse



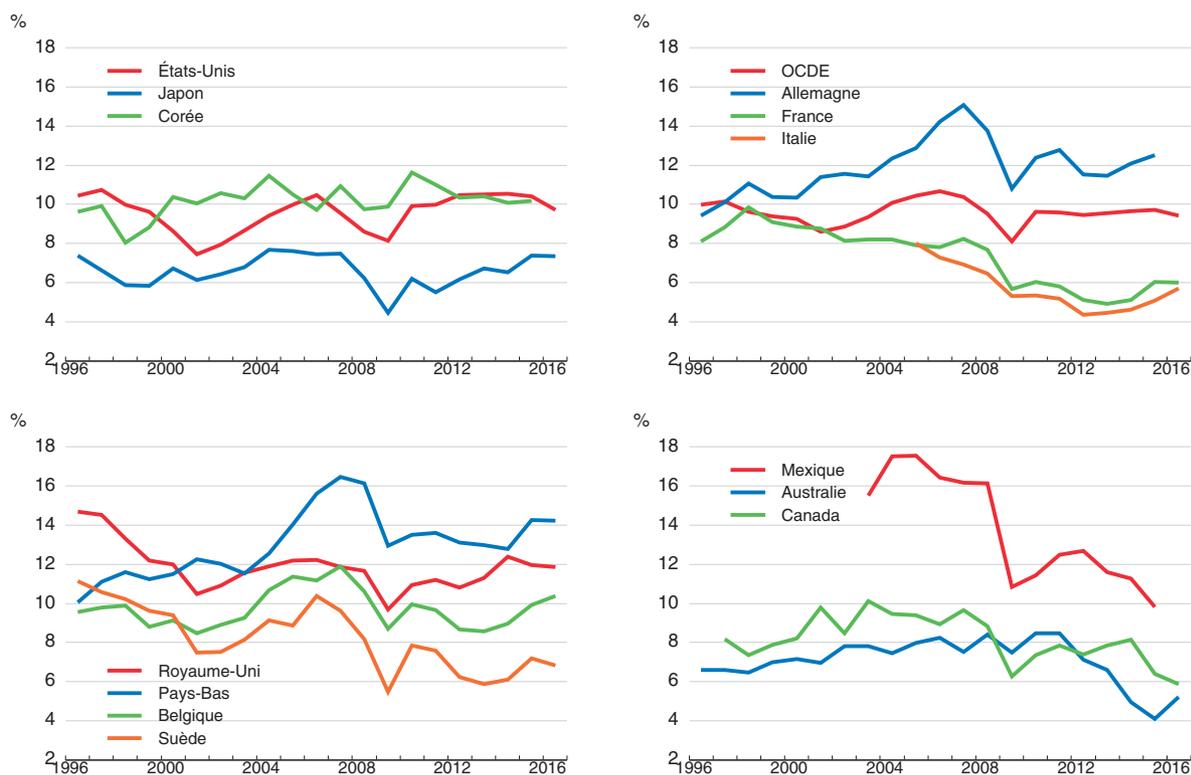
Note : Chaque moyenne est le ratio entre la croissance annuelle moyenne de l'investissement brut et la croissance annuelle moyenne du PIB sur la période considérée.

1. Ratio entre la croissance moyenne annuelle de l'investissement dans la zone OCDE et la croissance moyenne annuelle du PIB de la zone OCDE au cours de la période considérée.
2. Croissance de l'investissement en capital fixe et croissance du PIB dans la zone OCDE, en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, à Hong-Kong - Chine, en Inde, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, en Russie, à Singapour, au Taipei chinois, en Thaïlande et au Vietnam, à prix constants.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI) ; Consensus Economics ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728660>

Les obstacles potentiels à une reprise durable sont de plusieurs ordres : révision à la baisse des anticipations de croissance à long terme, manque de dynamisme des entreprises dans certaines économies, et climat incertain, notamment s'agissant des politiques commerciales mondiales. Les ressources bloquées dans des entreprises non productives (Andrews et al., 2017), ainsi que le ralentissement des efforts de réforme engagés pour éliminer les réglementations qui entravent la concurrence sur les marchés de produits (OCDE, 2018b), limitent aussi les incitations à investir. Pour les entreprises, les seuils de rentabilité des investissements demeurent bien supérieurs au coût du capital ; ils sont restés élevés et n'ont guère fléchi au fil du temps en dépit des fluctuations tendanciennes des coûts de financement (OCDE, 2017a). Par conséquent, le taux moyen de rendement avant impôt des biens d'équipement s'est stabilisé, et s'est même redressé dans certains pays, depuis la crise (graphique 1.16 ; Weale, 2015). Il semble donc que les entreprises ne procèdent pas à tous les investissements marginaux, mais rentables, qu'elles pourraient être incitées à réaliser compte tenu du faible niveau des taux d'intérêt. Parallèlement, les fusions et acquisitions d'entreprises sont nombreuses et représentent des montants importants, particulièrement aux États-Unis, les ressources étant utilisées pour acquérir des biens d'équipement existants qui appartiennent à d'autres entreprises plutôt que pour augmenter le stock de capital total.

Graphique 1.16. **Le rendement des actifs fixes reste élevé dans certains pays**

Note : Le rendement du capital est calculé sur la base du rapport entre l'excédent net d'exploitation et les actifs fixes nets dans tous les pays, à l'exception du Canada, de l'Australie et du Mexique où l'on considère le rapport entre l'excédent net d'exploitation et les actifs non financiers nets. Les actifs non financiers englobent la valeur des ressources naturelles. Les chiffres de l'OCDE correspondent à une moyenne du taux de rendement des actifs fixes nets pondérée par les PPA dans 18 pays de l'OCDE.

Source : Base de données des Comptes nationaux annuels de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728679>

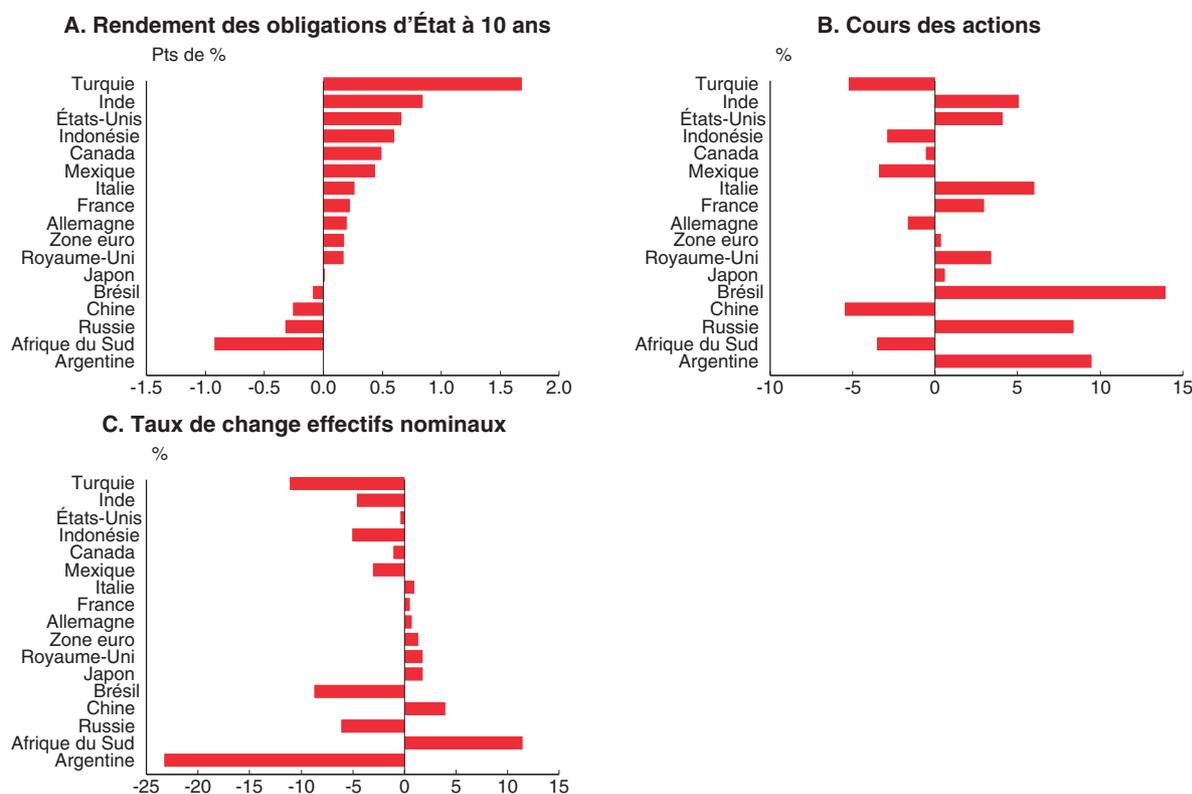
La hausse des taux d'intérêt pourrait faire naître des tensions et mettre au jour des vulnérabilités financières

Si elles demeurent très favorables à la croissance, les conditions financières se sont resserrées dans de nombreux grands pays depuis novembre 2017, date de publication de la précédente édition des *Perspectives économiques* de l'OCDE. Le relèvement des taux d'intérêt à long terme reflète largement l'amélioration des perspectives économiques, plus prononcée qu'initialement anticipée par les marchés, ce qui a conduit à revoir quelque peu à la hausse les projections d'inflation et à anticiper une nouvelle orientation moins accommodante des politiques monétaires (graphique 1.17). Dans les principales économies, les cours des actions ont diminué, quittant les niveaux record récemment atteints, tandis que la volatilité des marchés boursiers, restée l'an dernier inhabituellement modérée, s'est accrue, ce qui devrait contribuer à réduire les prises de risques excessives (graphique 1.18). Les marchés du crédit sont toutefois restés calmes dans l'ensemble, et, malgré une récente évolution à la hausse, les écarts de rendement des obligations émises par les entreprises et les économies de marché émergentes demeurent faibles pour la plupart (graphique 1.18).

Les incidences directes sur la croissance pourraient être limitées dans la mesure où les évolutions récentes laissent présager un nécessaire ajustement des rendements

Graphique 1.17. Les conditions financières se sont resserrées dans nombre de grandes économies

Variations observées entre la moyenne de novembre 2017 et celle de mai 2018



Note : Le rendement des obligations d'État à 10 ans n'est pas disponible pour l'Argentine. Une augmentation du taux de change effectif nominal signifie que la monnaie de l'économie considérée s'apprécie.

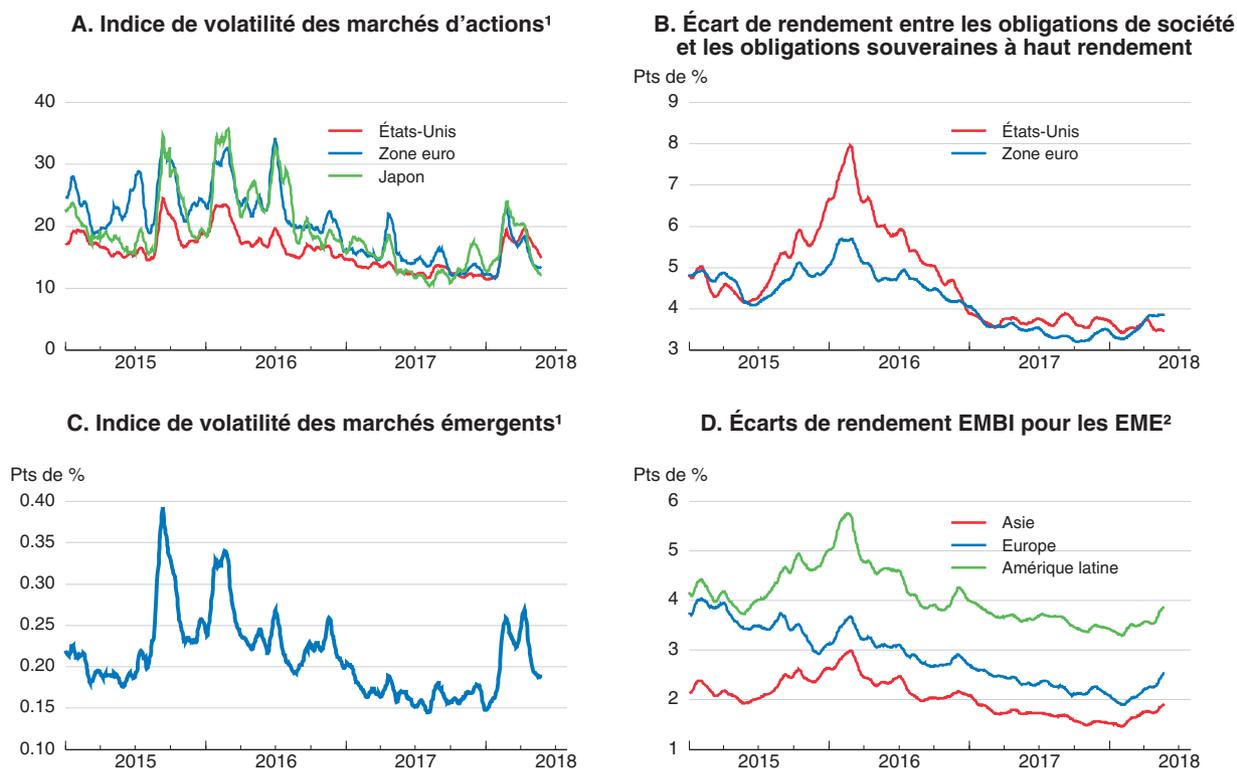
Source : Base de données de l'OCDE sur les taux de change ; Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728698>

obligataires, motivé par les anticipations relatives à des politiques monétaires moins accommodantes. Des vulnérabilités importantes continuent cependant de peser sur les perspectives de croissance. Dans certains pays, la faiblesse durable des taux d'intérêt et de la volatilité a incité les entreprises et les ménages à recourir à l'emprunt, de sorte qu'un renchérissement du coût du crédit aura des répercussions pour les plus endettés d'entre eux, notamment ceux qui ont souscrit des emprunts à taux variable. Ce contexte a également favorisé la prise de risques, exposant davantage le système financier mondial aux éventuels changements de perception des agents à mesure que les politiques monétaires se normalisent, comme l'a illustré la correction généralisée observée sur les marchés boursiers au début de l'année 2018 (OCDE, 2017b)⁶. De nouvelles tensions seraient, en particulier, susceptibles de se manifester en cas de hausse imprévue de l'inflation, qui pourrait conduire les marchés à anticiper de brusques relèvements des taux directeurs. Plus généralement, la normalisation des politiques monétaires pourrait donner lieu à de nouvelles corrections du prix des actifs, puisque certains marchés conservent des

6. La correction du prix des actions et le regain de volatilité ont été amplifiés par des pratiques de gestion des risques fondées sur la valeur en risque ou sur des stratégies de contrôle de la volatilité, ainsi que par des clauses de résiliation de certains supports de placement, qui permettent une liquidation anticipée en cas de volatilité extrême.

Graphique 1.18. **La prise de risques sur les marchés de capitaux a légèrement reculé**
Moyenne mobile sur 15 jours



1. Les indices de volatilité des marchés d'actions mesurent une fourchette symétrique attendue de variations des principaux indices boursiers à un horizon de 30 jours pour les économies avancées ; l'indice iShares MSCI Emerging Markets est utilisé pour les économies de marché émergentes (EME).
2. EMBI signifie J.P. Morgan Emerging Market Bond Index. Cet indice mesure les écarts de rendement entre les obligations d'État des pays émergents libellées en dollars des États-Unis et les obligations du Trésor des États-Unis.

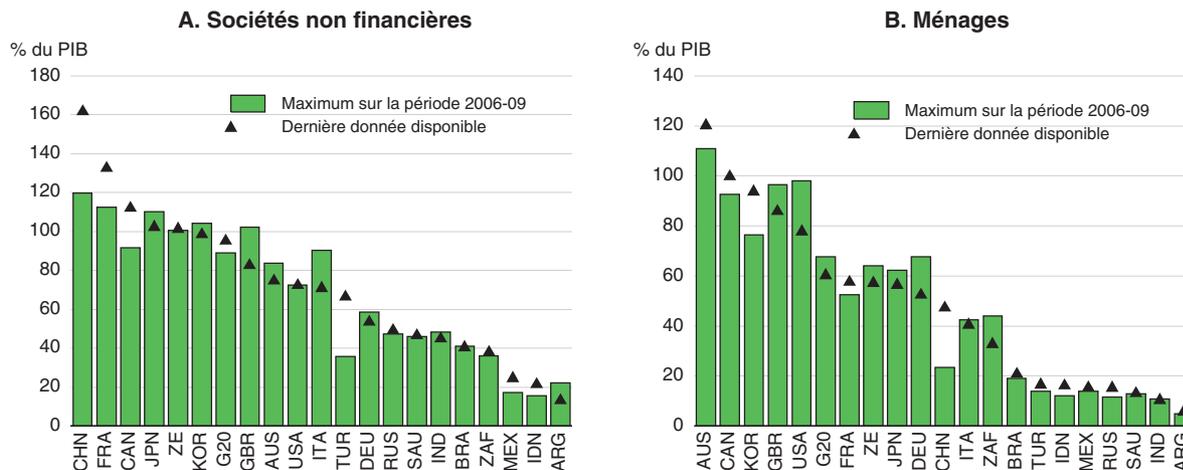
Source : Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728717>

valorisations élevées (comme le marché des actions aux États-Unis ; ceux de l'immobilier en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande, en Norvège et en Suède ; et celui des obligations d'entreprises), tandis que les anticipations des marchés concernant les taux directeurs aux États-Unis demeurent inférieures à la trajectoire probable annoncée par la Réserve fédérale des États-Unis.

La faiblesse persistante des écarts de risque de crédit et les niveaux élevés de la dette privée et publique soulèvent également des préoccupations relatives à la stabilité financière. En effet, de nombreux pays et secteurs d'activité présentent des niveaux d'endettement supérieurs aux niveaux observés avant la crise (graphiques 1.19 et 1.28). De plus, au cours des dernières années, le secteur privé a procédé à d'importantes émissions obligataires, alors que la qualité des clauses restrictives qui protègent les intérêts des détenteurs d'obligations classées dans la catégorie des investissements à risque élevé s'est dégradée, y compris aux États-Unis. Un niveau d'endettement élevé pourrait amplifier les conséquences de toute nouvelle correction des prix des actifs et des rendements obligataires, accentuant les risques liés à des défauts de paiement plus nombreux, à un alourdissement du service de la dette et à un repli des dépenses du secteur privé.

Graphique 1.19. **L'endettement du secteur privé reste élevé dans de nombreuses grandes économies**



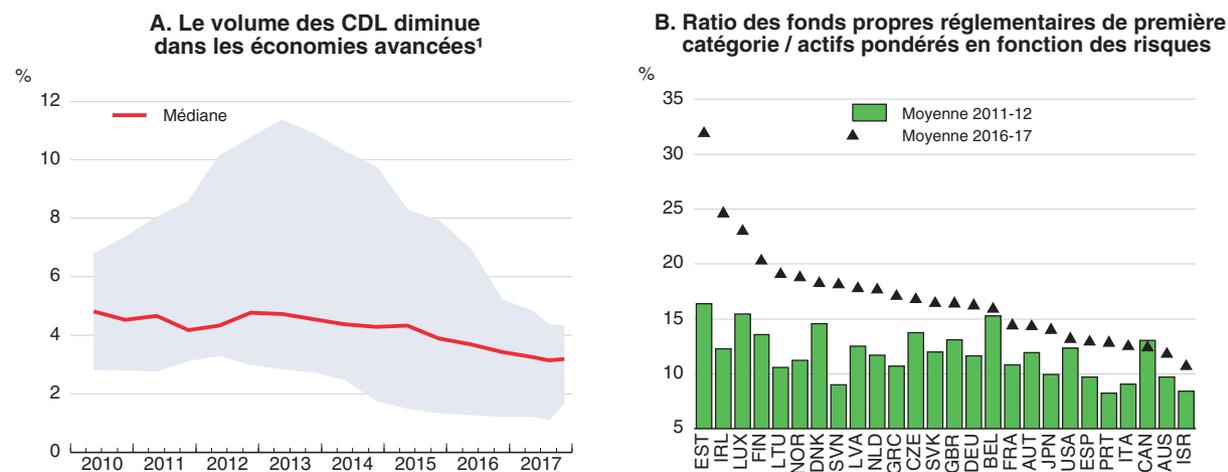
Note : Les niveaux d'endettement sont présentés sur une base non consolidée.

Source : Banque des règlements internationaux (BRI).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933728736>

Depuis la crise financière mondiale, les banques ont accru leur capacité à résister à des chocs défavorables, de par la mise en œuvre d'une réglementation prudentielle plus rigoureuse, qui prévoit notamment des exigences de fonds propres plus élevées, et sous l'effet d'une amélioration générale de la qualité du crédit. Dans les économies avancées, si le volume des créances douteuses et litigieuses évolue à la baisse, notamment dans les pays les plus fortement touchés par des pertes d'actifs au lendemain de la crise financière (comme l'Italie ou l'Irlande), il reste relativement élevé (graphique 1.20). Cela étant, durant

Graphique 1.20. **Dans les économies avancées, les banques ont regagné en solidité**



1. Ratio des créances douteuses et litigieuses (CDL) brutes au total des prêts bruts ; la médiane apparaît en rouge et la zone grisée délimite le 25e et le 75e percentile pour le groupe d'économies avancées suivant : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, France, Grèce, Irlande, Italie, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Slovaquie et Royaume-Uni. Quelques pays ont été exclus en début ou en fin de période en raison de données manquantes.

Source : Fonds Monétaire International (FMI), Base de données des Indicateurs de solidité financière ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933728774>

la dernière décennie, l'offre de crédit a progressé au sein du système bancaire parallèle et des marchés obligataires, transférant certains des risques du système bancaire vers d'autres institutions financières ou intermédiaires de crédit (OCDE, 2017b). Cette évolution ne va pas sans risques, puisque la capacité à absorber les chocs propre aux intermédiaires financiers non bancaires, notamment les fonds d'investissement et des fonds négociés en bourse, en essor rapide, n'a pas été établie.

Les économies de marché émergentes sont également exposées à des vulnérabilités liées au risque d'une brusque détérioration de la confiance des investisseurs à même d'entraîner une perte de valeur des monnaies nationales et des actifs. Certaines de ces économies, en particulier l'Argentine et la Turquie, ont déjà connu d'importantes dépréciations monétaires et des hausses des taux d'intérêt au cours des dernières semaines, mais une correction généralisée sur les marchés, semblable à celles observées lors des épisodes d'effolement provoqués par la sortie progressive de l'assouplissement quantitatif aux États-Unis en 2013 ou au début de 2016, a été évitée jusqu'à ce jour. De fait, de nombreuses économies de marché émergentes sont aujourd'hui moins vulnérables qu'elles ne l'étaient à la fin des années 90, grâce à la diminution de la dette extérieure, à l'amélioration de certains fondamentaux macroéconomiques nationaux (comme un ralentissement de l'inflation, une baisse de la dette publique ou un assainissement des finances publiques), au renforcement des institutions, à l'adoption de régimes de change assouplis et à l'existence de réserves de change plus conséquentes. Cela étant, quelques économies de marché émergentes restent plus fortement exposées au risque d'un soudain revirement du sentiment des marchés, dans la mesure où elles conservent d'importants déficits budgétaires et courants, tandis que leurs réserves en devises sont limitées et qu'une grande partie de leur dette est libellée en monnaie étrangère (graphiques 1.19 et 1.21). De plus, la progression rapide de la dette privée dans plusieurs économies émergentes durant la dernière décennie, notamment la hausse de la dette des sociétés non financières en Chine, comporte des risques pour la stabilité financière et accentue la vulnérabilité d'ensemble des économies de marché émergentes (graphique 1.19).

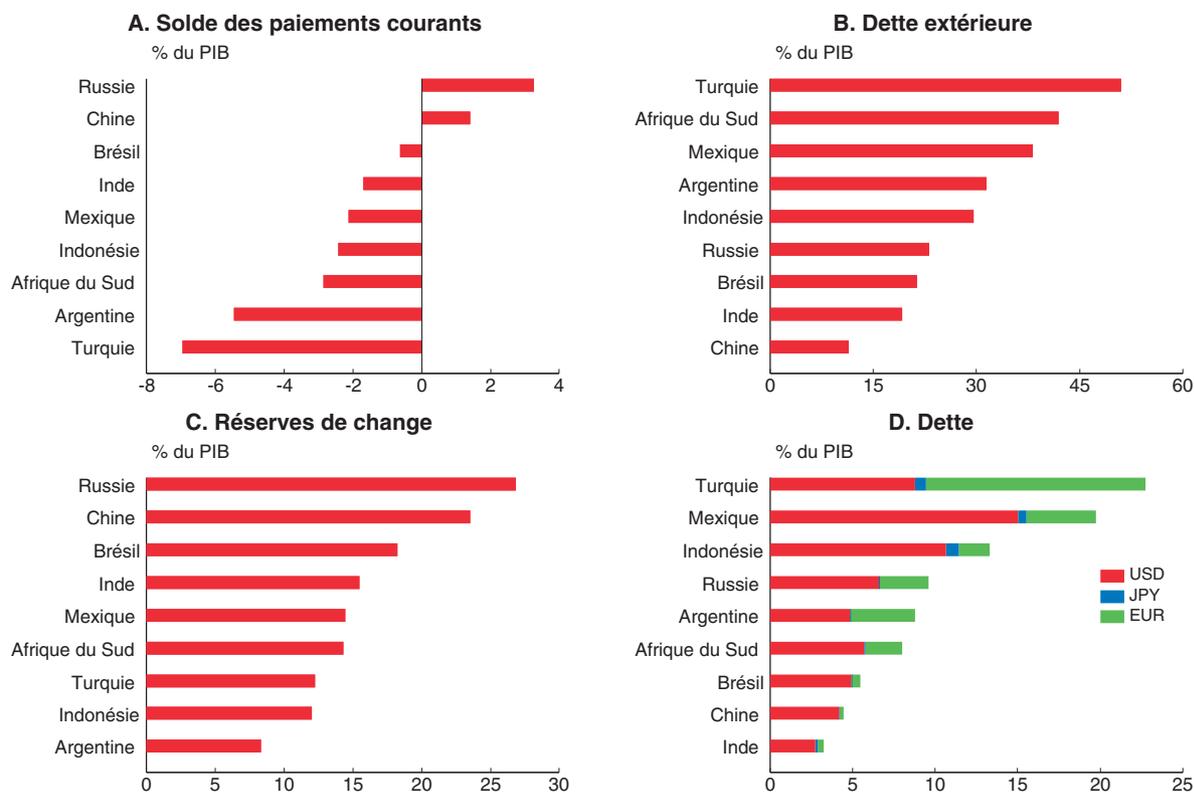
Les préoccupations relatives à la stabilité financière ne sont pas non plus levées en Chine et dans certaines autres économies d'Asie de l'Est, car la hausse rapide des prix de l'immobilier s'est accompagnée d'une progression de l'endettement des promoteurs. Depuis peu, certains grands promoteurs immobiliers ont commencé à délaisser les prêts bancaires traditionnels au profit de titres de dette, souvent libellés en devises⁷. En Chine, les besoins de refinancement de ces promoteurs iront croissant jusqu'en 2020 (graphique 1.22). Cette situation, associée à la mise en place de nouvelles règles plus strictes pour l'octroi de prêts, pourrait faire obstacle à un retour rapide vers le crédit bancaire, exposant le secteur immobilier national à des risques élevés en matière de refinancement et de liquidité. Les promoteurs chinois sont en outre exposés aux risques de change, puisqu'une part importante des titres de créance qui arrivent à échéance sont libellés en devises et que le secteur semble recourir relativement peu à la couverture des risques de change⁸.

7. En 2016, la part de l'endettement des promoteurs financé par des titres obligataires représentait 20 % à Singapour, 30 % à Hong Kong et en Indonésie, 40 % en Chine continentale et près de 50 % en Thaïlande (Chui et al., 2018).

8. Parmi les 34 sociétés immobilières chinoises cotées en bourse à Hong-Kong qui ont émis des obligations libellées en devises durant les dernières décennies, douze seulement ont déclaré disposer d'une couverture des risques (Chui et al., 2018).

Graphique 1.21. Certaines économies de marché émergentes sont exposées à des risques de chocs exogènes

Dernières données disponibles

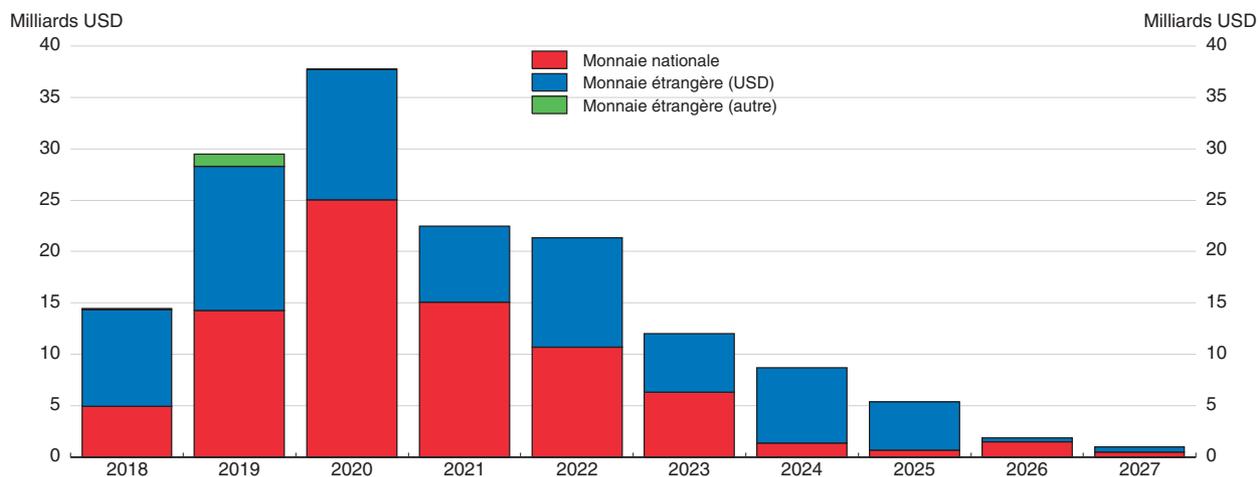


1. Dette des emprunteurs non bancaires prenant la forme de prêts bancaires et de titres de créance libellés en devises étrangères.
 Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; Base de données de l'OCDE sur la résilience ; Base de données de la Banque des règlements internationaux sur les indicateurs de liquidité mondiale ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933728793>

Graphique 1.22. Les risques pesant sur les promoteurs immobiliers chinois s'intensifient

Calendrier des échéances de la dette



Source : Chui et al. (2018), « Prêts hypothécaires, promoteurs et prix de l'immobilier », Évolutions sur les marchés bancaires et financiers internationaux, Rapport trimestriel de la Banque des règlements internationaux (BRI), mars.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933728812>

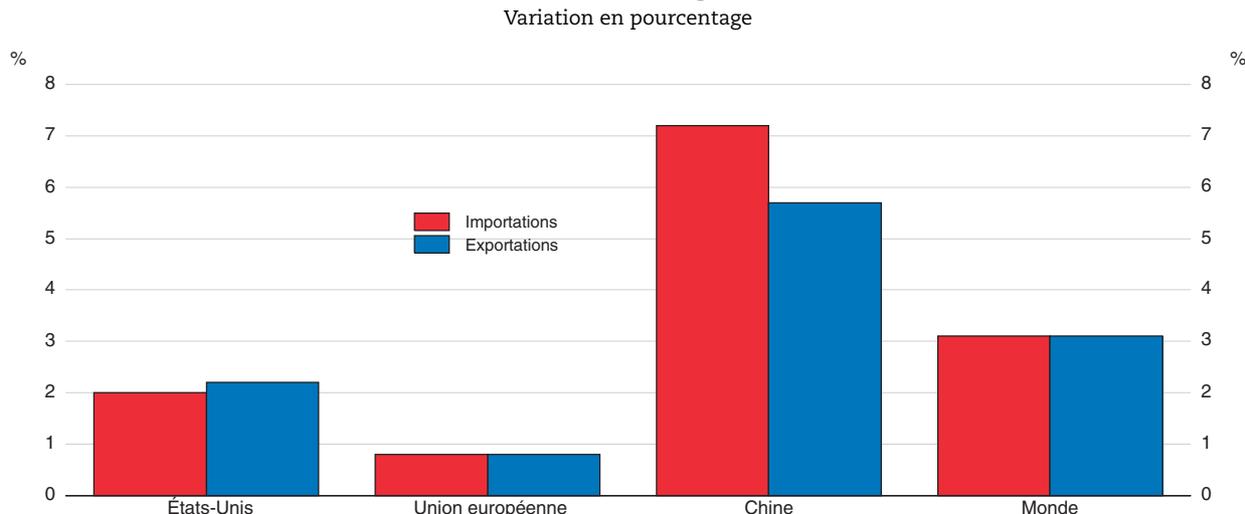
Les politiques commerciales prennent une orientation restrictives

L'annonce de nouvelles mesures restrictives en matière commerciale ont déjà affecté la confiance des entreprises dans certains pays (Banque du Canada, 2018). La Chine et les États-Unis ayant conclu à la mi-mai un accord-cadre au titre duquel la Chine accepte d'importer davantage de produits énergétiques et agricoles des États-Unis, les mesures de restriction des échanges annoncées précédemment par les deux pays ont été mises « en attente » pendant la négociation d'un accord plus étendu. Cependant, si cet accord ne recevait pas l'aval de l'une ou l'autre des parties, la menace explicite portant sur l'application des mesures de restriction pourrait être suivie d'effets. La mise en œuvre des mesures annoncées antérieurement par les États-Unis et la Chine pourrait augmenter le total des coûts des échanges pour ces pays d'environ 0.7 % et 0.5 % respectivement. Ces restrictions produiraient ainsi des effets sectoriels et locaux importants qui s'ajouteraient à ceux des nouvelles restrictions appliquées par les États-Unis aux importations d'acier et d'aluminium, sans toutefois entraîner d'incidences macroéconomiques majeures. Cela étant, la hausse probable des coûts des échanges devrait exercer un effet défavorable sur le niveau de vie des consommateurs et accroître les coûts de production des entreprises. Toute mesure consistant à relever les droits de douane ou à renforcer les obstacles non tarifaires conduirait également à une hausse des prix des produits échangés ou à une baisse des quantités échangées, voire aux deux effets simultanés (OCDE, 2018a)⁹.

Les mesures prises pour libéraliser davantage les échanges internationaux, dans un contexte de renforcement de l'intégration commerciale associé à un important développement des chaînes de valeur mondiales, pourraient se révéler bénéfiques pour de nombreux pays, y compris pour ceux dont les obstacles douaniers sont déjà relativement peu élevés (voir chapitre 2). Selon un scénario dans lequel les droits de douane sont abaissés, pour tous les secteurs, au niveau le plus bas appliqué dans les économies du G20 (ce qui équivaut, en moyenne pondéré, à une réduction des coûts de 2 % pour toutes les économies), les échanges mondiaux augmenteraient de plus de 3 % sur le moyen terme, conformément aux évaluations réalisées à l'aide du modèle METRO de l'OCDE (graphique 1.23). La Chine enregistrerait la plus forte hausse des échanges, en cohérence avec le niveau relativement élevé des droits qu'elle applique actuellement, les importations progressant plus fortement que les exportations. En complément des droits de douane, d'autres instruments présentent un potentiel plus élevé encore pour dynamiser les échanges et les revenus, en particulier les mesures visant à réduire les coûts des échanges liés aux mesures non tarifaires et à lever les obstacles aux échanges de services. De telles réformes contribueraient à renforcer la concurrence et permettraient des gains de productivité et de revenu dans les économies considérées, aussi bien dans les secteurs ainsi libéralisés que dans les activités intervenant en aval dans les chaînes de valeur locales et mondiales.

Plus généralement, les pays devraient redoubler d'efforts pour développer les échanges internationaux et accroître leur participation dans les chaînes de valeur

9. Selon un scénario plus radical, la Chine, l'Europe et les États-Unis relèveraient de 10 points de pourcentage les droits de douane appliqués à tous leurs partenaires pour tous les biens échangés (en excluant les services) : dans ce cas, à l'échelle mondiale, les échanges et la production pourraient reculer d'environ 6 % et 1 ½ pour cent respectivement à moyen terme, par rapport au niveau qui serait le leur dans le scénario de référence (OCDE, 2016). Les reculs les plus marqués seraient alors enregistrés par les régions à l'origine des mesures de restriction, mais des retombées négatives seraient également observées dans le reste du monde.

Graphique 1.23. **Des réductions multilatérales des droits de douane auraient un effet positif sur les échanges**

Note : Effet d'un abaissement des droits de douane dans les économies du G20 consistant à ramener, dans chaque secteur, ces droits au niveau le plus bas appliqué au sein des pays du G20. Les évaluations ont été obtenues à l'aide du modèle METRO de l'OCDE, un modèle d'équilibre général calculable du commerce mondial comportant un niveau de désagrégation sectorielle poussé (OCDE, 2015), Documentation relative au modèle METRO v1, TAD/TC/WP(2014)24/FINAL.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728831>

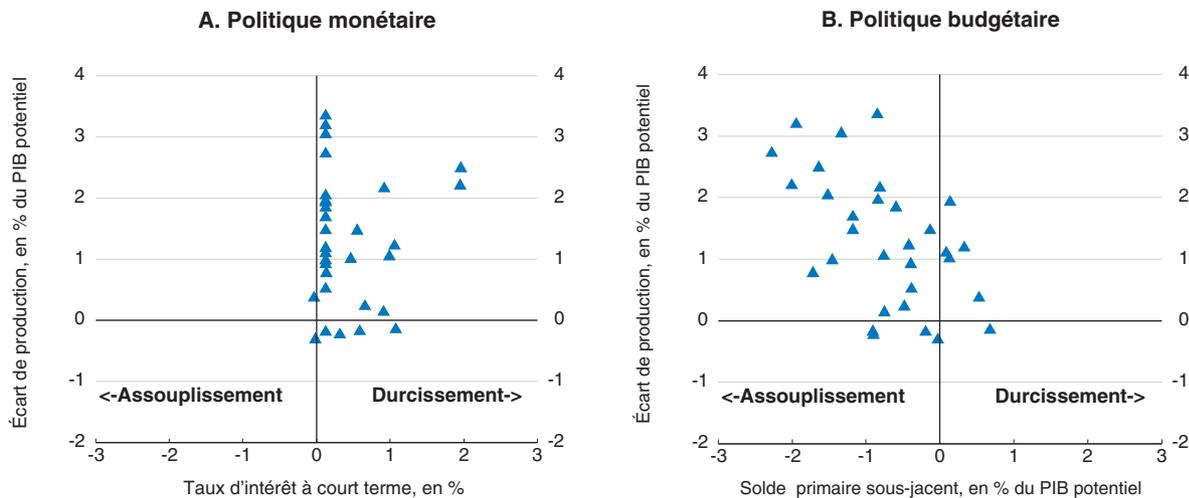
mondiales, ce qui reste un moyen efficace d'obtenir des gains de productivité et de niveau de vie, en particulier pour les petits pays (FMI, 2013b ; OCDE, 2013). Cela plaide en faveur du lancement de nouvelles réformes visant à améliorer l'éventail de compétences des travailleurs (voir ci-après). Les compétences cognitives, les compétences relatives aux technologies de l'information et des communications (TIC), à la gestion et à la communication, ainsi que la volonté d'apprendre, sont toutes corrélées avec les gains de productivité et une plus grande intégration mondiale des différents secteurs d'activité (Grundke et al., 2017a, 2017b).

Les politiques publiques doivent mettre l'accent sur une amélioration durable et inclusive des niveaux de vie

Dans le contexte d'une économie mondiale plus dynamique, l'action publique doit s'attacher prioritairement à soutenir les gains de productivité, à asseoir une croissance plus inclusive et à accroître la résilience face à d'éventuels risques, en particulier aux vulnérabilités financières. Les politiques monétaires de soutien à l'activité peuvent être normalisées progressivement, à mesure que le volant de ressources économiques inutilisées s'amenuise et que les marges permettant un soutien budgétaire se reconstituent (graphique 1.24). Les choix de politique budgétaire devraient éviter toute orientation procyclique à l'excès, et contribuer à relever les défis structurels auxquels les pays sont confrontés tout en veillant à assurer une plus large répartition des fruits de la croissance, et en consacrant à la constitution d'amortisseurs budgétaires les éventuelles marges de manœuvre dégagées grâce à l'affermissement de la croissance. À la faveur du contexte propice lié au regain de dynamisme de l'économie, les initiatives de réforme structurelle devraient être relancées afin de consolider le redémarrage de la productivité et de l'investissement ainsi que l'amélioration des niveaux de vie. En temps opportun, une

Graphique 1.24. Le resserrement des politiques monétaires devrait s'accompagner d'un assouplissement des politiques budgétaires

Variation entre 2017 et 2019, en points de pourcentage



Note : Pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données. Une variation positive signifie que la valeur en 2019 est supérieure celle de 2017. Les variations des taux d'intérêt à court terme sont calculées à partir des moyennes du quatrième trimestre.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728850>

mise en œuvre pro-active de règles prudentielles et de politiques de surveillance est également nécessaire pour limiter l'intensification des risques liés aux vulnérabilités financières, dans les économies avancées comme dans les économies de marché émergentes, en particulier ceux induits par les niveaux d'endettement élevés qui caractérisent certains secteurs économiques ou pays.

Les politiques monétaires suivront des trajectoires divergentes

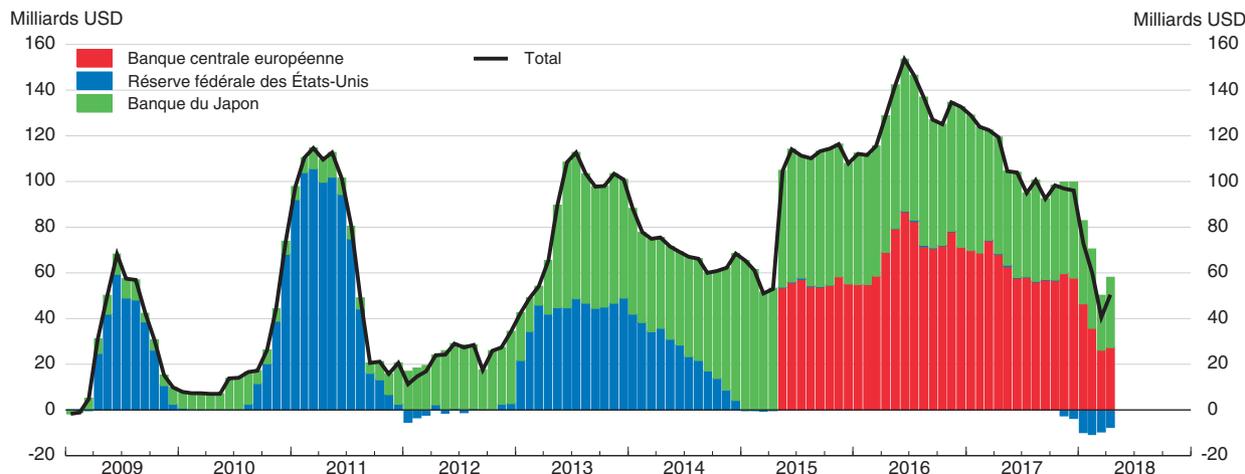
Dans certaines économies avancées, la normalisation des politiques monétaires s'est pour l'instant déroulée sans heurts. Aux États-Unis, le relèvement des taux directeurs a été communiqué avec suffisamment d'avance et n'a pas, jusqu'à une date récente, donné lieu à des turbulences sur les marchés de capitaux. Le dollar des États-Unis a commencé depuis peu à s'apprécier, ce qui est logique au regard de l'accroissement des différentiels de taux d'intérêt, et des tensions sont apparues sur les marchés de capitaux, en particulier concernant les économies de marché émergentes. Néanmoins, la Réserve fédérale américaine a dans l'ensemble amorcé sans heurts la réduction de la taille de son bilan, tandis que les achats d'actifs de la BCE ont considérablement ralenti (graphique 1.25)¹⁰.

La normalisation progressive des politiques monétaires doit être poursuivie dans la plupart des grandes économies avancées, mais en suivant des modalités diverses puisque les perspectives de croissance et les prévisions d'inflation diffèrent elles-mêmes d'un pays

10. Les achats d'actifs ont également diminué au Japon, dans la mesure où un volume moindre d'achats s'est révélé suffisant pour assurer le contrôle de la courbe de rendements des obligations d'État à 10 ans.

Graphique 1.25. Les achats nets d'obligations d'État par les principales banques centrales ont diminué

Moyenne mobile à trois mois



Note : Pour la Réserve fédérale des États-Unis et la Banque du Japon, les achats nets sont estimés en utilisant les variations mensuelles des avoirs en obligations d'État. Les achats nets dans la zone euro et au Japon sont convertis en dollars des États-Unis aux taux de change mensuels. Les achats nets d'actifs privés ne sont pas représentés dans ce graphique.

Source : Banque centrale européenne ; Banque du Japon ; Banque de réserve fédérale de New York ; et calculs de l'OCDE.

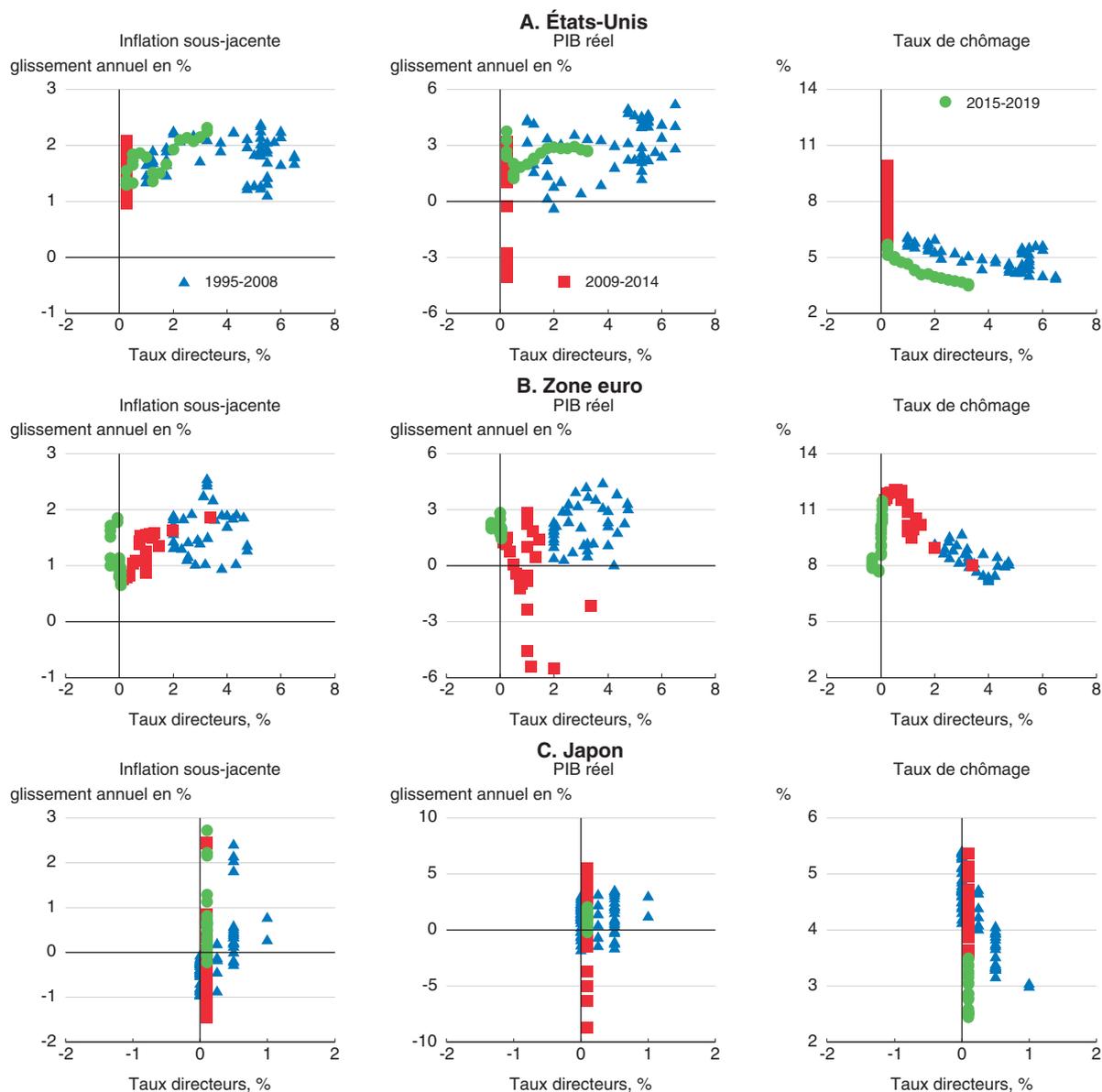
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728869>

à l'autre, et, dans le cas de la zone euro et du Japon, en conservant une orientation très accommodante (graphique 1.26).

- Aux États-Unis, la Réserve fédérale devrait poursuivre son programme actuel de relèvement graduel des taux directeurs et de réduction de son bilan, en particulier compte tenu des niveaux plus élevés de croissance et d'inflation liés aux mesures de relance budgétaire en 2018 et 2019, en établissant la limite supérieure de la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 3 ¼ pour cent d'ici la fin de 2019.
- Dans la zone euro, une hausse de l'inflation effective et anticipée permettrait à la BCE de mettre fin à ses achats d'actifs, probablement d'ici la fin de 2018, puis d'enclencher l'abandon – là encore, par étapes – de sa politique de taux d'intérêt négatifs au cours du deuxième semestre de 2019.
- Au Japon, où l'inflation sous-jacente comme les anticipations d'inflation demeurent faibles, les mesures de relance actuelles devraient être prorogées afin d'atteindre la cible d'inflation définie. Il conviendrait toutefois de réexaminer cette stratégie si la cible d'inflation n'était pas atteinte pendant une période prolongée ou en cas de difficultés pour assurer le contrôle de la courbe des rendements à long terme.

Dans la plupart des économies, un léger surcroît d'inflation par rapport aux prévisions ne devrait pas justifier de brusque relèvement des taux directeurs, y compris en cas de dépassement marginal des objectifs à moyen terme. Dans ce contexte, pour limiter autant que possible les turbulences sur les marchés de capitaux, il est indispensable de maintenir une communication claire sur la trajectoire de normalisation des politiques monétaires.

Le fait que les niveaux d'inflation soient restés longtemps inférieurs aux cibles retenues malgré l'ampleur des mesures de relance monétaire mises en œuvre, et alors même que la croissance se raffermissait et que le chômage refluit, amène à s'interroger

Graphique 1.26. **Les politiques monétaires devraient rester très accommodantes dans la zone euro et au Japon**

Note : L'inflation sous-jacente exclut les produits alimentaires et l'énergie, y compris au Japon. Les taux de l'inflation globale et sous-jacente au Japon en 2014 et en 2019 sont affectés par le relèvement effectif et attendu du taux de la taxe sur la consommation.
 Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728888>

sur la pertinence des stratégies actuelles de ciblage de l'inflation. En effet, plusieurs approches alternatives pourraient être envisagées (encadré 1.2). Si aucune d'entre elles n'est exempte de faiblesses, et s'il reste à déterminer les améliorations significatives qu'elles pourraient apporter par comparaison avec les approches de ciblage utilisées à ce jour, un réexamen régulier des méthodes suivies pour définir les cibles de l'inflation serait un exercice utile.

Parmi les grandes économies de marché émergentes qui devraient voir leur inflation diminuer, certaines disposent de marges autorisant un assouplissement de la politique

Encadré 1.2. Les cadres de ciblage de l'inflation : modifications possibles et approches alternatives

S'ils diffèrent dans le détail et dans leurs modalités de mise en œuvre, les cadres de politique monétaire utilisés par les banques centrales des économies avancées reposent pour l'essentiel sur des cibles d'inflation à moyen terme égales à 2 %. Au cours des dernières années, en dépit de l'orientation exceptionnellement accommodante des politiques monétaires, l'inflation s'est durablement inscrite en dessous des objectifs définis, tandis que la croissance restait faible, de sorte que différents aménagements ou solutions alternatives aux stratégies actuelles de ciblage de l'inflation ont pu être proposés dans l'objectif de renforcer l'efficacité et la crédibilité de la politique monétaire. Cet encadré décrit brièvement les avantages et inconvénients de certaines de ces propositions, en examinant leur robustesse au regard de différentes hypothèses relatives à la formation des anticipations et aux mécanismes de transmission de la politique monétaire.

Relèvement de la cible d'inflation

Le relèvement des objectifs d'inflation a été proposé comme un moyen d'accroître l'inflation en induisant une hausse des anticipations inflationnistes et, en fin de compte, de l'inflation observée elle-même (Blanchard et al., 2010 ; Ball, 2014 ; Baker et al., 2017). Cette approche s'appuie sur des modèles théoriques qui retiennent l'hypothèse de la crédibilité de la politique monétaire, et selon lesquels l'inflation est avant tout déterminée par les attentes prospectives que les agents forment à son égard.

On estime que des cibles d'inflation plus élevées, lorsqu'elles parviennent à accroître l'inflation réelle, réduisent les probabilités d'atteindre le plancher constitué par des taux d'intérêt nominaux nuls, et réduisent alors les coûts économiques potentiellement importants des épisodes de stagnation¹. Cette approche permet de relever les taux d'intérêt nominaux, en particulier lorsque l'on considère que les taux d'intérêt neutres ont diminué. En effet, les coûts économiques liés aux taux d'intérêt nominaux ramenés à leur valeur plancher de zéro peuvent, en théorie, être atténués par l'adoption de mesures non conventionnelles (comme l'assouplissement quantitatif, les indications prospectives, les taux d'intérêt négatifs ou le contrôle de la courbe de rendements), mais l'efficacité d'ensemble de telles mesures reste une question controversée, en raison notamment de leurs possibles conséquences non souhaitées.

En tout état de cause, un relèvement de l'objectif d'inflation et une hausse de l'inflation réelle peuvent également avoir des coûts économiques, même s'il est difficile d'évaluer le niveau d'inflation au-delà duquel les coûts commencent à l'emporter sur les avantages. En effet, lorsque l'inflation est plus élevée, elle tend aussi à être plus volatile, ce qui tire à la hausse les primes de risque et les coûts de financement réels des entreprises et des ménages et exerce une pression sur l'activité économique. Par ailleurs, une inflation plus forte peut être mal perçue par le public, d'autant qu'elle peut être à l'origine d'effets redistributifs défavorables (Romer et Romer, 1998 ; Easterly et al., 2000). En outre, si les agents estiment qu'une banque centrale ayant déjà modifié son objectif d'inflation est susceptible d'en changer à nouveau, on pourra observer un désancrage des anticipations inflationnistes à même de saper l'efficacité du cadre de ciblage.

Si des objectifs d'inflation faible ont contribué à réduire l'inflation dans les années 90 (et à la stabiliser par la suite), il n'est pas certain pour autant que la réciproque soit vraie. Les difficultés qui peuvent alors surgir sont illustrées par l'exemple du Japon, qui a relevé son objectif d'inflation de 1 % à 2 % en 2013 et a procédé à un assouplissement quantitatif et qualitatif de sa politique monétaire de grande ampleur, à l'issue d'une longue période d'inflation très modeste. En dépit de leur hausse, les taux observés et anticipés de l'inflation restent en-dessous de la cible, et il semble que les anticipations inflationnistes s'appuient sur une vision rétrospective.

Encadré 1.2. Les cadres de ciblage de l'inflation : modifications possibles et approches alternatives (suite)

Ciblage d'un niveau de prix

Selon les régimes de ciblage d'un niveau de prix, une période de baisse de l'inflation devrait être suivie d'une période de hausse qui vienne neutraliser les effets en termes de variation des prix. Dans le contexte actuel, ces stratégies reviendraient à s'engager à fixer temporairement un objectif d'inflation plus élevé, sans pour autant subir les coûts liés à une inflation supérieure, dès lors que le taux moyen d'inflation reste inchangé. Même si elle ne s'est pas engagée sur un niveau de prix donné, on peut considérer que la Banque du Japon a adopté une stratégie de cet ordre lorsqu'elle s'est engagée, en septembre 2016, à dépasser l'objectif d'inflation. Comme dans le cas du relèvement de la cible d'inflation, l'efficacité d'un tel cadre dépend de la capacité d'une banque centrale à influencer sur les niveaux anticipés et effectifs de l'inflation. Lorsque celle-ci est en mesure de le faire, cette approche permet de renforcer les anticipations d'inflation et d'éviter que les taux nominaux n'atteignent le plancher du taux nul. À l'inverse, si la banque centrale ne dispose pas de cette influence, ou si l'économie subit des chocs positifs persistants du côté de l'offre, cette stratégie peut conduire à prolonger une politique monétaire très accommodante ce qui peut soulever des risques pour la stabilité financière future².

Application symétrique des cibles d'inflation

Une variante moins stricte du ciblage d'un niveau de prix est l'engagement de la banque centrale à conduire une politique monétaire symétrique de part et d'autre de son objectif d'inflation. Si les principales banques centrales ont défini des objectifs symétriques sur le moyen terme, certaines d'entre elles sont considérées comme appliquant leur politique monétaire selon un biais, cherchant à maintenir l'inflation à un niveau proche, mais inférieur, à leurs objectifs (Evans, 2017). Un tel biais pourrait alors affecter leur capacité à relever les anticipations inflationnistes et, partant, à atteindre la cible. Cette préoccupation a probablement incité la Réserve fédérale des États-Unis et la BCE à insister, dans leurs communications, sur la nature symétrique de leur objectif d'inflation³. Dans le contexte actuel, les banques centrales qui ont adopté une cible symétrique devraient tolérer un dépassement de l'objectif après une période d'inflation inférieure à la cible. Elles pourraient ainsi accroître quelque peu leur capacité à relever les anticipations d'inflation sans encourir les désavantages propres à l'application d'un objectif de niveau de prix.

Ciblage du niveau du PIB nominal

Lorsqu'il est efficace, un régime de ciblage du niveau du PIB nominal offre les avantages du ciblage d'un niveau de prix sans encourir les risques d'une réaction excessive des banques centrales en cas de chocs sur l'offre (Bean, 2013). Dans son esprit, il s'apparente au double mandat de la Réserve fédérale américaine⁴. Il est en principe efficace lorsque le maintien de la stabilité des prix à court terme ne suffit pas à assurer une croissance stable de l'économie sur le moyen et le long terme. Cependant, le ciblage du niveau du PIB nominal n'est pas exempt des inconvénients décrits ci-dessus, et sa mise en œuvre soulève des difficultés, le contrôle du niveau du PIB nominal étant plus complexe que celui de l'inflation. En outre, les données relatives au PIB font fréquemment l'objet de révisions non négligeables et ne sont pas disponibles suivant une fréquence élevée.

Cible d'inflation définie par une fourchette

L'adoption d'une fourchette de taux comme objectif d'inflation, telle que celle utilisée par la Banque de réserve d'Australie depuis le début des années 90, avec une limite supérieure établie au-dessus de 2 %, présenterait dans le contexte actuel des similitudes avec les approches décrites ci-dessus. La ressemblance est notamment forte avec l'application symétrique des cibles d'inflation, lorsqu'il est précisé qu'un dépassement de l'objectif peut être accepté. Il existe néanmoins une différence de taille, puisque ce cadre accorde aux autorités monétaires une plus grande latitude dans leurs actions, et rend, de ce fait, moins tangible leur engagement en matière de politique monétaire à venir. Cette approche repose sur le constat que les autorités monétaires n'ont qu'une capacité limitée à prédire l'inflation et à contrôler les niveaux anticipés et effectifs de l'inflation (Andersson et Jonung, 2017)⁵.

Encadré 1.2. Les cadres de ciblage de l'inflation : modifications possibles et approches alternatives (suite)

Elle offre aux banques centrales une plus grande souplesse dans la conduite de leur politique monétaire, en particulier lorsque la durée et l'ampleur des chocs idiosyncratiques sont incertaines, ou lorsqu'une réorientation de la politique monétaire pourrait accentuer les risques entourant la stabilité financière. En effet, aucune action des autorités n'est requise lorsque les prévisions tablent sur un maintien de l'inflation à l'intérieur de la fourchette, celles-ci n'intervenant que lorsque l'inflation semble en passe d'en sortir. Si la fourchette de taux retenue est suffisamment étroite et basse, elle peut rester compatible avec l'objectif de stabilité des prix sans entraîner d'effets négatifs sur le bien-être, autorisant une politique monétaire moins active. Cette approche peut donc réduire les risques de voir les taux nominaux approcher de la limite du taux zéro, dans la mesure où les banques centrales, en intervenant moins fréquemment, garderaient intacte leur force de frappe. Ce régime peut également renforcer la crédibilité des banques centrales, puisqu'il est plus probable que l'inflation se maintienne à l'intérieur d'une fourchette qu'à un taux précis retenu comme objectif. Un autre argument en faveur de cette approche est le faible impact des écarts de chômage sur l'inflation, or s'efforcer de stabiliser l'inflation à un niveau donné peut supposer une variation importante de l'écart de chômage (Blanchard et al., 2015).

Concernant les inconvénients potentiels, le ciblage de l'inflation au moyen d'une fourchette peut réduire l'influence des banques centrales sur les anticipations inflationnistes, notamment en rendant moins lisible la fonction de réaction des banques centrales. En effet, il est parfois plus simple de communiquer sur un taux d'inflation cible, qui peut en outre se révéler plus efficace pour influencer sur les anticipations des ménages et des entreprises. Néanmoins, dans la pratique, des écarts même marginaux par rapport au taux retenu comme cible tendent à être perçus comme un échec de la politique monétaire et à susciter des attentes quant à une réaction des autorités monétaires.

1. Kiley et Roberts (2017) estiment qu'aux États-Unis, ramener le taux d'intérêt nominal neutre de 5 % à 3 % relèverait la probabilité de voir les taux nominaux ramenés au plancher du taux nul de 3.2 % à 17.4 %, ou de 5.1 % à 31.7 %, suivant le modèle utilisé. De même, concernant l'économie canadienne, Dorich et al. (2018) estiment qu'une diminution du taux d'intérêt nominal neutre augmenterait d'environ 2 % à environ 12 % le risque que les autorités monétaires se heurtent ainsi au plancher des taux d'intérêt nominaux. Ball (2014) estime que si la Réserve fédérale avait évité le plancher constitué par des taux d'intérêt nominaux nuls en fixant la cible d'inflation à 4 % au cours des années 2000, la production réelle des États-Unis aurait été supérieure de 16.4 % cumulativement durant la période 2010-13, en précisant toutefois que ce calcul ne tient pas compte des possibles conséquences négatives d'une inflation plus élevée en temps normal. Enfin, selon Kiley et Roberts (2017), dans le cas d'un taux d'intérêt nominal neutre égal à 3 %, la production américaine serait en moyenne de 1.3 point de pourcentage au-dessous du potentiel, contre 0.1 point de pourcentage au-dessous du potentiel dans l'hypothèse d'un taux d'intérêt nominal neutre de 5 %.
2. Réciproquement, ce régime pourrait conduire les banques centrales à réagir de manière excessive aux chocs négatifs sur l'offre, lorsque des niveaux d'inflation plus élevés coïncident avec un ralentissement de l'activité économique, en opérant un brusque resserrement de la politique monétaire destiné à compenser cette hausse de l'inflation.
3. La Réserve fédérale des États-Unis souligne la nature symétrique de son objectif d'inflation dans les communiqués publiés par le FOMC depuis mars 2017. La BCE, qui poursuit l'objectif d'un taux d'inflation légèrement inférieur à 2 % à moyen terme, a indiqué qu'elle conduirait sa politique monétaire de manière symétrique (Draghi, 2016).
4. De même, les statuts de la Banque du Japon prévoient que sa politique monétaire « doit avoir pour objectif d'assurer la stabilité des prix, contribuant ainsi au développement sain de l'économie nationale ».
5. En septembre 2017, la Banque de Suède a adopté une « plage de variation de l'inflation » de 1 à 3 %, en précisant qu'elle s'efforcerait d'atteindre un objectif de 2 %, que l'inflation se situe à l'intérieur ou à l'extérieur de la plage de variation définie. Cette mesure avait pour objectif de communiquer plus clairement sur le fait qu'il était normal d'observer des variations mensuelles de l'inflation, qui n'avait pas vocation à rester égale à 2 % constamment.

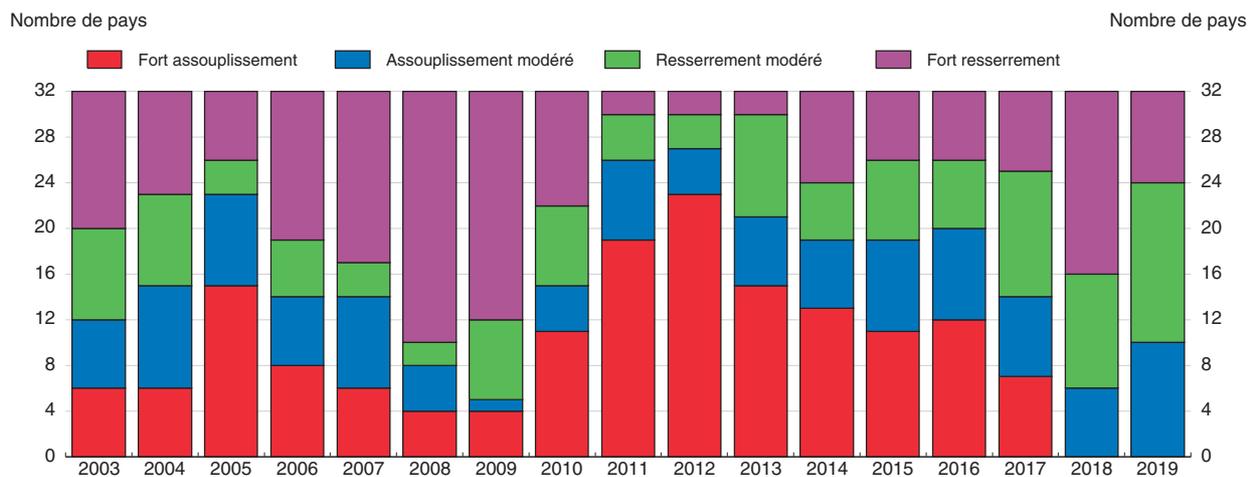
monétaire, comme l'Afrique du Sud et le Mexique ; la Russie sera dans le même cas si le taux de change du rouble se stabilise. Un resserrement de la politique monétaire pourrait s'avérer nécessaire au Brésil, en Inde, en Indonésie et en Turquie à l'horizon de deux ans pour faire face à des taux d'inflation élevés ou croissants. En Chine, l'inflation devrait rester stable, et la politique monétaire devrait viser à faire face aux risques liés à la stabilité financière, en particulier la dette élevée des entreprises.

La probable poursuite de la divergence entre les taux directeurs en vigueur dans les principales économies au cours des deux prochaines années fait naître des risques d'effets de contagion par l'intermédiaire des taux de change et des taux d'intérêt. Compte tenu de l'importance pour les marchés mondiaux de capitaux de l'évolution de la situation financière aux États-Unis et dans d'autres grandes économies, tout resserrement plus brusque qu'escompté des politiques monétaires donne lieu à des risques de réévaluation sur d'autres marchés d'actifs et de volatilité accrue des flux de capitaux. Comme mentionné au chapitre 2, les conditions financières qui prévalent aux États-Unis ont des répercussions particulièrement fortes compte tenu de la prédominance du dollar américain dans les échanges commerciaux et financiers internationaux. Pour de nombreuses économies émergentes, une appréciation du dollar des États-Unis renchérit également le coût du service de la dette extérieure libellée dans cette monnaie. Parallèlement, pour nombre de pays, cette appréciation améliorerait également le ratio entre avoirs extérieurs nets et PIB, hormis dans le cas de la Turquie et de quelques autres grandes économies émergentes, tout en produisant l'effet inverse aux États-Unis. Enfin, un éventuel affaiblissement de leur monnaie nationale pourrait amener certains pays à accélérer le rythme de leur resserrement monétaire.

Les politiques budgétaires devraient être axées sur les défis de moyen terme

Les mesures de soutien budgétaire mises en œuvre par plusieurs pays durant les deux dernières années, conformément aux recommandations de l'OCDE, ont contribué à dynamiser l'activité économique après des années de croissance mondiale inférieure à la normale. L'orientation de la politique budgétaire sera assouplie dans à peu près les trois quarts des économies de l'OCDE en 2018 et en 2019 (graphique 1.27) et le solde primaire sous-jacent de l'économie médiane se contractera d'environ ¾ pour cent du PIB. C'est aux États-Unis et dans

Graphique 1.27. **L'orientation des politiques budgétaires devrait s'assouplir dans de nombreuses économies de l'OCDE**



Note : L'orientation budgétaire est déterminée par référence à la variation du solde primaire sous-jacent exprimé en pourcentage du PIB potentiel. Un fort assouplissement budgétaire correspond à une détérioration du solde de plus de 0.5 % du PIB potentiel, un assouplissement modéré signifie que cette variation est comprise entre -0.5 % et 0 % du PIB. La même approche est appliquée pour qualifier un resserrement budgétaire de fort ou de modéré. Le Chili, le Mexique et la Turquie n'apparaissent pas ici faute de données disponibles.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et calculs de l'OCDE.

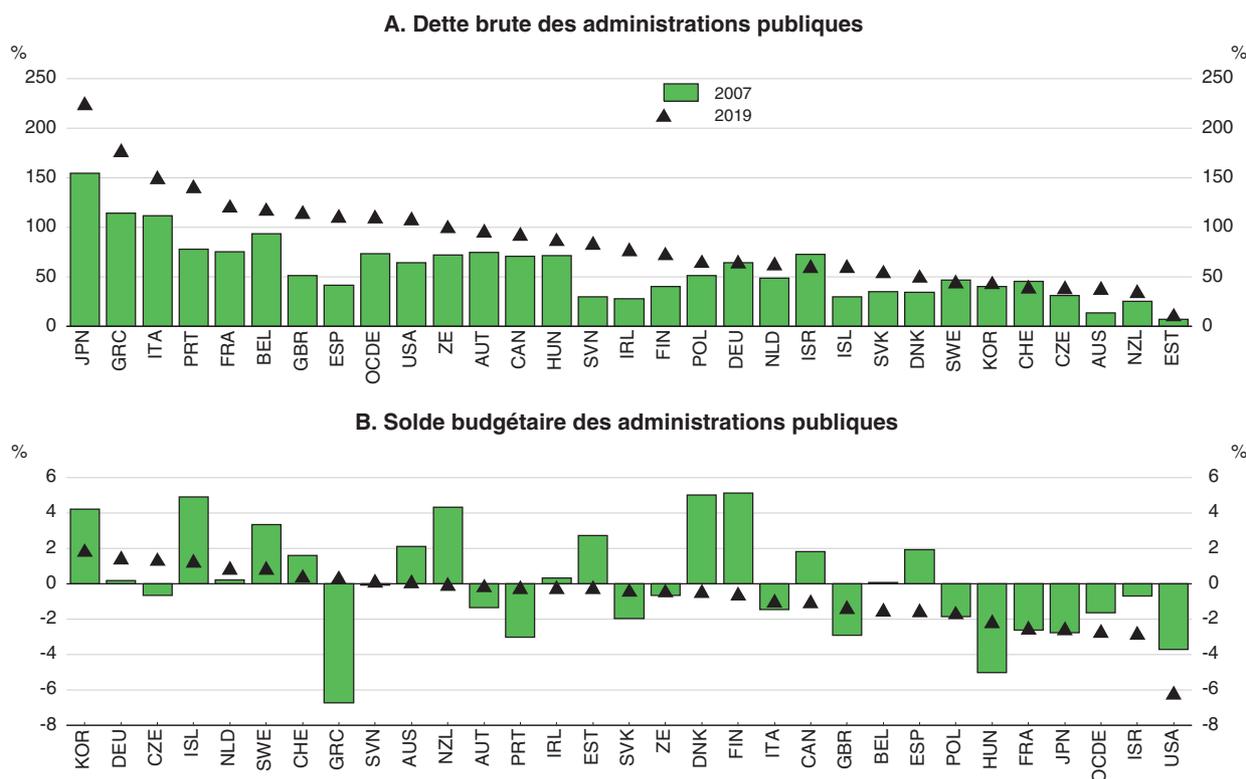
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728907>

plusieurs petits pays d'Europe que l'on prévoit la plus forte expansion budgétaire cumulée. Malgré un recours généralisé à la relance budgétaire, la dette publique brute rapportée au PIB devrait reculer dans la majorité des pays de l'OCDE à la faveur d'une croissance plus soutenue du PIB et, dans nombre de ces pays, d'une amélioration cyclique des soldes budgétaires de base venant souvent contrebalancer l'assouplissement budgétaire. De plus, en dépit de la hausse des taux d'intérêt du marché, les paiements nets d'intérêt rapportés au PIB devraient selon les prévisions continuer de baisser ou rester constants puisque les titres de dette ont été émis à des taux d'intérêt très bas ces dernières années. Du côté des grandes économies de marché émergentes, la politique budgétaire devient globalement neutre en Chine tandis que dans beaucoup d'autres pays, elle subit un léger durcissement.

Compte tenu du caractère généralisé de la reprise, il importe d'éviter que la politique budgétaire ne soit trop procyclique et de veiller à ce qu'elle soit axée sur les enjeux à moyen terme. Il est encore possible d'utiliser la politique budgétaire pour améliorer les perspectives d'instauration d'une croissance solide et plus inclusive à moyen terme, mais il convient aussi de mettre à profit toute occasion suscitée par l'affermissement de la croissance à court terme pour constituer des marges de manœuvre budgétaires pour le futur. La dette et les déficits publics restent élevés et sont même, dans plusieurs pays, supérieurs à ce qu'ils étaient avant la crise financière mondiale, ce qui limite les possibilités d'actionner les leviers de l'action publique en cas de récession future (graphique 1.28). Les dépenses et les mesures relevant de

Graphique 1.28. Dans un certain nombre de pays de l'OCDE, les marges de manoeuvre budgétaires devraient demeurer limitées

En pourcentage du PIB



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

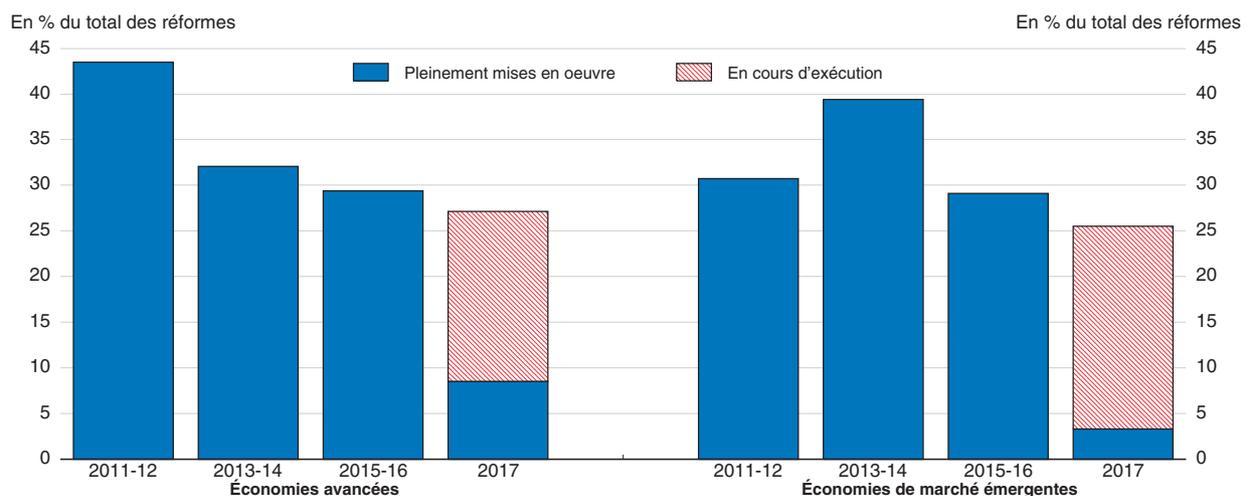
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933728926>

la politique fiscale doivent être bien ciblées, permettre d'intensifier les incitations à investir et à participer au marché du travail, et garantir que les augmentations de revenu et de niveau de vie soient plus largement partagées. Le redressement de la croissance potentielle peut grandement contribuer à la viabilité des finances publiques en favorisant un repli de la dette publique rapportée au PIB.

En matière de politiques structurelles, les ambitions doivent être revues à la hausse pour instaurer une croissance inclusive plus vigoureuse à moyen terme

La nette amélioration des perspectives économiques offre une fenêtre d'opportunité pour mettre en œuvre des réformes plus ambitieuses en matière de politiques structurelles. Les avantages procurés par les réformes peuvent en effet être perçus plus rapidement lorsque la demande et les créations d'emplois sont dynamiques qu'en période de crise où la mise en œuvre de réformes, comme on l'a souvent fait dans le passé, présente davantage de risques d'alourdir les coûts immédiats. Il faut que les économies de marché avancées et émergentes intensifient leurs efforts de réforme pour améliorer les perspectives à moyen terme en matière d'investissement, d'échanges et de productivité, et pour faire en sorte que la reprise produise des avantages bénéficiant à tous. Néanmoins, comme le soulignent les auteurs de l'édition 2018 d'*Objectif croissance*, un ralentissement des efforts de réforme structurelle a été observé dans les économies de marché avancées et émergentes, notamment en 2017, en dépit d'initiatives d'envergure engagées dans certains pays du G20 comme l'Italie, la France, le Japon, l'Inde et l'Argentine (OCDE, 2018b ; graphique 1.29). Poursuivre dans cette voie, pour des résultats timides en termes de productivité et de salaires, expose à un risque accru de décrochage plus prononcé de la progression du niveau de vie par rapport aux résultats antérieurs et, partant, à une nouvelle perte de confiance dans les capacités des responsables de l'action publique. Un

Graphique 1.29. **La lenteur des réformes structurelles risque d'affecter à moyen terme la croissance inclusive**



Note : Les estimations relatives à l'adoption des réformes reposent sur l'indicateur d'Objectif croissance relatif au taux réactivité aux priorités de réforme. En 2017, les réformes en cours d'exécution sont représentées afin d'assurer la comparabilité avec les précédentes périodes de deux ans. L'agrégat des économies de marché émergentes regroupe ici l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Russie et la Turquie. Les économies avancées comprennent toutes les économies non émergentes membres de l'OCDE et la Lituanie.

Source : OCDE, *Objectif croissance* 2018.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728945>

renoncement généralisé à l'ouverture des marchés et à des normes et des cadres multilatéraux communs serait également préjudiciable à la prospérité.

Des réformes plus vigoureuses s'imposent pour favoriser la dynamique des entreprises et la diffusion des connaissances, améliorer l'acquisition des compétences et développer les capacités d'innovation, et aider la population active à tirer profit de l'évolution rapide des marchés du travail. Il est primordial d'adopter des stratégies de réforme cohérentes pour tirer parti des synergies entre les grandes catégories de réformes, gérer les arbitrages à opérer et s'assurer que les avantages découlant des réformes seront avec le temps largement partagés. On peut faire davantage pour mettre à profit les possibilités qui s'offrent d'associer des mesures destinées à stimuler la concurrence, que ce soit en agissant sur les marchés intérieurs de produits ou en levant les obstacles au commerce et à l'investissement internationaux, à des réformes du travail ciblées visant à aider les travailleurs à évoluer vers de nouveaux emplois et à acquérir de nouvelles compétences (encadré 1.3). Une amélioration de l'acquisition des compétences permettrait également d'accroître les retombées positives des mesures prises pour favoriser le développement de l'investissement dans les infrastructures numériques qui est indispensable si l'on veut que les travailleurs, les ménages et les entreprises puissent bénéficier des possibilités offertes par la transformation numérique en cours¹¹. D'autres

Encadré 1.3. **Réformes visant à améliorer le niveau de formation et l'acquisition des compétences**

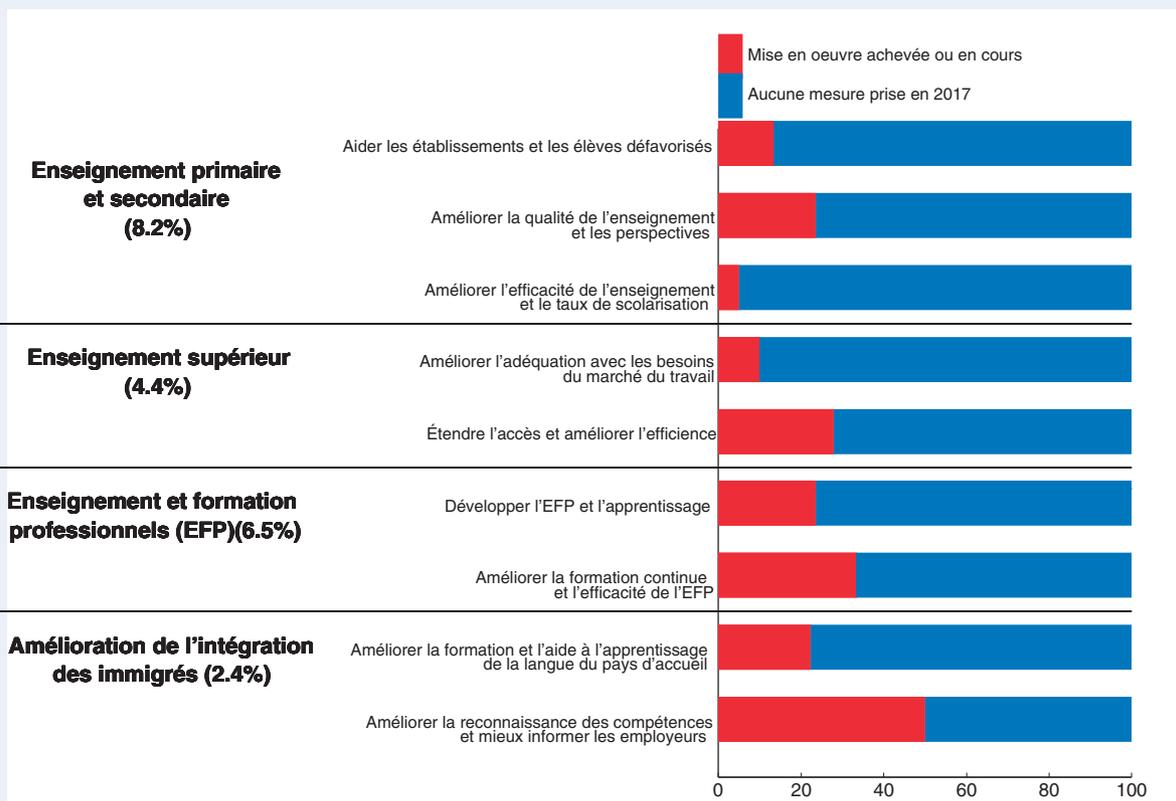
Les réformes conçues pour améliorer le niveau de formation et l'acquisition des compétences représentent 1/5^e environ de l'ensemble des recommandations de réforme formulées par l'OCDE dans l'édition 2018 de son rapport *Objectif croissance*. Ces réformes sont particulièrement importantes pour faire face aux signes de plus en plus nombreux de pénurie de main-d'œuvre qualifiée observés dans de nombreuses économies (voir corps du texte), ainsi que pour renforcer le capital humain et améliorer les perspectives de croissance à moyen terme. En aidant les travailleurs d'aujourd'hui et de demain à acquérir de nouvelles compétences ou à améliorer celles qu'ils possèdent déjà, il sera aussi possible d'atténuer l'impact d'une intégration mondiale de plus en plus poussée sur les travailleurs et les régions vulnérables (chapitre 2) et de permettre à tous les individus de se doter des compétences (cognitives et non cognitives) nécessaires pour maîtriser les nouvelles technologies numériques et d'en tirer avantage.

Pour autant, les progrès constatés dernièrement dans la mise en œuvre de nouvelles réformes dans ce domaine sont modestes (voir graphique ci-dessous). Des mesures supplémentaires pourraient être prises dans certains secteurs clés afin de pallier les pénuries de compétences actuelles : il conviendrait notamment de renforcer l'aide fournie aux immigrés afin qu'ils puissent participer pleinement au marché du travail (surtout en Europe), de développer la formation professionnelle et l'apprentissage et de faciliter la formation continue, et de faire en sorte que les programmes universitaires et les formations soient davantage en adéquation avec les besoins du marché du travail. Les réformes ciblées sur l'enseignement primaire et secondaire sont essentielles pour contribuer à améliorer les perspectives de croissance à moyen et à long terme. Pour nombre de pays avancés et d'économies de marché émergentes, les principaux défis à relever à cet égard consistent à améliorer la qualité des pratiques et des systèmes d'incitations dans l'enseignement, à renforcer le soutien apporté aux établissements et aux élèves défavorisés, et (dans les économies émergentes) à engager des réformes pour augmenter le taux de scolarisation.

11. Au nombre des infrastructures numériques indispensables figurent des réseaux, données, logiciels et matériels de communication haut débit, ainsi que les services qui permettent d'assurer ces réseaux (OCDE, 2017c, d).

Encadré 1.3. Réformes visant à améliorer le niveau de formation et l'acquisition des compétences (suite)

Peu d'avancées ont été accomplies dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer le niveau de formation et l'acquisition des compétences



Note : Le graphique fait la synthèse des recommandations formulées par l'OCDE dans l'édition 2018 d'*Objectif croissance*, selon l'état d'avancement de leur mise en œuvre. « Mise en œuvre achevée ou en cours » signifie que des lois appropriées ont été adoptées ou que des mesures équivalentes ont été prises. Les valeurs entre parenthèses représentent la part dans le total des recommandations.

Source : OCDE, *Objectif croissance* 2018 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728527>

réformes indispensables pour éclaircir l'horizon, consistant notamment à améliorer l'intégration sur le marché du travail de groupes sous-représentés, offrent également plus de chances d'avoir des retombées bénéfiques durables si elles sont entreprises pendant une phase de croissance riche en emplois. Une meilleure redistribution obtenue grâce aux politiques de transferts et de prélèvements mises en œuvre doit également faire partie d'un ensemble de mesures bien conçu pour valoriser le travail, procurer un soutien aux groupes vulnérables et contribuer à doper l'expansion du revenu réel des ménages les plus pauvres.

Dans les économies avancées, les perspectives de croissance modeste à moyen terme renvoient en outre à la nécessité généralisée de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre des réglementations plus favorables à la concurrence, y compris par le biais de la politique commerciale, de façon à renforcer les incitations à investir et à favoriser la diffusion des

innovations entre les entreprises situées à la frontière et le reste de l'économie. L'adoption de régimes de faillite plus propices à la réaffectation des ressources permettrait de dégager des financements accaparés par des entreprises lourdement endettées qui affichent une faible productivité au profit d'entreprises plus productives, dont la capacité à attirer de nouveaux capitaux se trouverait dès lors accrue. Les progrès accomplis dans la mise en application d'autres réformes ayant pour but de stimuler la croissance et d'ouvrir de nouvelles possibilités, notamment en renforçant l'efficacité de la structure de la fiscalité et l'acquisition de compétences, ont été particulièrement lents.

Il est également essentiel de raviver le dynamisme de l'activité dans les économies de marché émergentes pour accroître la probabilité d'une convergence plus poussée des niveaux de vie entre les économies. De meilleurs résultats pourraient être obtenus si l'on abaissait les obstacles au commerce extérieur, à l'investissement et à l'entrée des entreprises sur le marché. Il conviendrait d'éliminer les goulots d'étranglement structurels, d'intensifier les investissements publics dans les infrastructures et le capital humain et de renforcer la résilience par le traitement des vulnérabilités financières potentielles pour contribuer à donner un nouvel élan aux investissements à long terme. La croissance pourrait également devenir plus inclusive si l'on améliorait l'éducation et si l'on s'attaquait au travail informel.

Bibliographie

- Andersson, F. et L. Jonung (2017), « How Tolerant Should Inflation-Targeting Central Banks Be? Selecting the Proper Tolerance Band – Lessons from Sweden », *Lund University Department of Economics Working Papers*, vol. 2017, n° 2.
- Andrews, D., M. Adalet McGowan et V. Millot (2017), « Confronting the Zombies: Policies for Productivity Revival », *Documents d'orientation du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 21, Éditions OCDE, Paris.
- Baker, D. et al. (2017), « Prominent Economists Question Fed Inflation Target », lettre adressée au Federal Reserve Board of Governors, The Center for Popular Democracy, juin 2017.
- Ball, L. (2014), « The Case for a Long-Run Inflation Target of Four Percent », *IMF Working Papers*, n° 14/92.
- Banque du Canada (2018), *Rapport sur la politique monétaire - Avril 2018*.
- Banque fédérale de New York (2018), « Oil Price Dynamics Report », mise à jour en date du 21 mai, 2018.
- Barro, R. et J. Furman (2018), « The Macroeconomic Effects of the 2017 Tax Reform », *Brookings Papers on Economic Activity*, (à paraître).
- Bean, C. (2013), « Nominal Income Targets – An Old Wine in a New Bottle », discours prononcé à la conférence de l'Institute for Economic Affairs sur l'état de l'économie (Conference on the State of the Economy), Londres, février.
- BEI (2017), *EIB Investment Report 2017/2018: From recovery to sustainable growth*, Banque européenne d'investissement.
- Blanchard, O., E. Cerrutti et L. Summers (2015), « Inflation and Activity: Two Explorations and Their Monetary Policy Implications », in *Inflation and Unemployment in Europe: Conference proceedings*, Forum de la BCE sur les activités des banques centrales.
- Blanchard, O., G. Dell'Ariccia et P. Mauro (2010), « Rethinking Macroeconomic Policy », *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 42(1), 199-215.
- Bulligan, G. et E. Viviano (2017), « Has the Wage Phillips Curve Changed in the Euro Area? », *IZA Journal of Labor Policy*, 6(9).
- Cadestin, C., J. Gourdon et P. Kowalski (2016), « Participation in Global Value Chains in Latin America: Implications for Trade and Trade-Related Policy », *OECD Trade Policy Papers*, n° 192, Éditions OCDE, Paris.
- CEA (2018), « Economic Report of the President 2018 », Council of Economic Advisers, Washington, D.C.

- Choi, S et al. (2017), « Oil Prices and Inflation Dynamics: Evidence from Advanced and Developing Economies », *IMF Working Papers*, n° 17/196, Fonds monétaire international.
- Chui, M., A. Illes et C. Upper (2018), « Mortgages, Developers and Property Prices », *BIS Quarterly Review*, mars.
- Ciccarelli, M. et C. Osbat (dir. pub.) (2017), « Low Inflation in the Euro Area: Causes and Consequences », *ECB Occasional Paper*, n° 181.
- Dorich, J., N. Labelle, V. Lepetyuk and R. R. Mendes (2018), « Could a Higher Inflation Target Enhance Macroeconomic Stability? », *Document de travail du personnel*, n° 2018-17 ; Banque du Canada.
- Draghi, M. (2016), « Delivering a Symmetric Mandate with Asymmetric Tools: Monetary Policy in a Context of Low Interest Rates », discours prononcé à la cérémonie organisée à l'occasion du 200^e anniversaire de la Banque nationale autrichienne, Vienne, juin.
- Easterly, W. et S. Fischer (2000), « Inflation and the Poor », *NBER Working Papers*, n° 2335.
- Evans, C. L. (2017), « Low Inflation and the Symmetry of the 2 Percent Target », discours prononcé à la UBS European Conference, Londres.
- FMI (2013a), « Telle l'histoire du chien qui n'a pas aboyé : l'inflation a-t-elle été muselée, ou s'est-elle simplement assoupie ? », in *Perspectives de l'économie mondiale*, Fonds monétaire international.
- FMI (2013b), « Trade Interconnectedness - The World with Global Value Chains », *IMF Policy Papers*, Fonds monétaire international.
- Giannone, D., M. Lenza, D. Momferatou and L. Onorante (2014), « Short-term Inflation Projections: a Bayesian Vector Autoregressive Approach », *Journal of International Forecasting*, vol. 30(3), 635-644.
- Grundke, R. et al. (2017a), « Skills and Global Value Chains: A Characterisation », *OECD Science, Technology and Industry Working Papers*, n° 2017/05, Éditions OCDE, Paris.
- Grundke, R., et al. (2017b), « Having the Right Mix: The Role of Skill Bundles for Comparative Advantage and Industry Performance in GVCs », *OECD Science, Technology and Industry Working Papers*, n° 2017/03, Éditions OCDE, Paris.
- Handley, K., et N. Limão (2015), « Trade and Investment under Policy Uncertainty: Theory and Firm Evidence », *American Economic Journal: Economic Policy*, vol. 7(4).
- Kiley, M. T. et J. Roberts (2017), « Monetary Policy in a low interest rate world », *Brookings Papers on Economic Activity*, mars 2017.
- Leduc, S. et D. J. Wilson (2017), « Has the Wage Phillips Curve Gone Dormant? », *FRBSF Economic Letter*, n° 30, octobre, Banque de réserve fédérale de San Francisco.
- OCDE (2013), *Économies interconnectées : Comment tirer parti des chaînes de valeur mondiales*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2016), *Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2016 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017a), « Évaluation générale de la situation macroéconomique », in *Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2017 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017b), « La résilience dans un contexte d'endettement élevé », in *Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2017 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017c), « Vers le numérique : pour une transformation au service de la croissance et du bien-être », Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, Paris, 7-8 juin.
- OCDE (2017d), *Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE 2017*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018a), « Estimating Ad-Valorem Equivalent of Non-Tariff Measures: Combining price-based and quantity-based approaches », *OECD Trade Policy Papers*, n° 215, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018b), *Objectif croissance*, Éditions OCDE, Paris.
- Riggi, M. et F. Venditti (2015), « Failing to forecast low inflation and Phillips curve instability: A euro area perspective », *International Finance*, vol. 18(1), 47-68.
- Romer, C. et D. Romer (1998), « Monetary Policy and the Well-Being of the Poor », *NBER Working Papers*, n° 6793.
- Rusticelli, E. (2014), « Rescuing the Phillips Curve: Making Use of Long-term Unemployment in the Measurement of the NAIRU », *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 2014, n° 1, 109-127, Éditions OCDE, Paris.

- Rusticelli, E., D. Turner et M. C. Cavalleri (2015), « Incorporating Anchored Inflation Expectations in the Phillips Curve and in the Derivation of OECD Measures of the Unemployment Gap », *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 2015, n° 1, 299-331, Éditions OCDE, Paris.
- Stock, J. et M. Watson (2010), « Modelling Inflation After the Crisis », *NBER Working Paper*, n° 16488.
- Weale, M. (2015), « Prospects for Supply Growth in Western Europe », discours prononcé à l'Université de Groningue, octobre.

ANNEXE A.1

Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions

Les hypothèses concernant les paramètres des politiques budgétaires pour 2018 et 2019 sont fondées autant que possible sur les mesures concernant la fiscalité et les dépenses qui ont été adoptées par les parlements, et concordent avec les prévisions concernant la croissance, l'inflation et les salaires. Lorsque des projets ont été annoncés par les gouvernements sans avoir été adoptés par le pouvoir législatif, il en est tenu compte s'il paraît clair qu'ils seront mis en œuvre sous une forme proche de celle annoncée. Lorsqu'on ne dispose pas d'informations suffisantes pour déterminer quels seront les résultats budgétaires, on présume que les soldes primaires sous-jacents resteront inchangés, ce qui suppose l'absence de modification discrétionnaire de l'orientation de la politique budgétaire ; pour les pays de la zone euro, les objectifs indiqués dans les Programmes de stabilité sont également pris en compte. Au Japon, on table sur une hausse de la taxe sur la consommation au quatrième trimestre de 2019.

S'agissant de la politique monétaire, les hypothèses relatives au profil d'évolution des taux d'intérêt directs représentent le résultat le plus probable, sur la base des prévisions de l'OCDE concernant l'activité économique et l'inflation, ces prévisions pouvant être différentes de la trajectoire indiquée par les autorités monétaires.

- Aux États-Unis, on suppose que la limite supérieure de la fourchette retenue comme objectif pour le taux des Fonds fédéraux sera progressivement relevée de 1.75 % aujourd'hui à 3.25 % en décembre 2019.
- Au Japon, il est présumé que le taux de rémunération des dépôts sera maintenu à -0.1 % pendant toute la période considérée.
- Dans la zone euro, on pose l'hypothèse que le taux des opérations principales de refinancement sera maintenu à 0 % jusqu'à la fin de 2019 et que le taux négatif de la facilité de dépôt sera relevé de 0.25 point de pourcentage au second semestre de 2019.
- En Chine, on présume que la politique monétaire sera neutre, les autorités adoptant un biais restrictif au regard des risques qui pèsent sur la stabilité financière.
- Dans le cas de l'Inde, on pose l'hypothèse que le taux des prises en pension sera porté de son niveau actuel de 6 % à 6.25 % en 2018, puis qu'il restera constant.
- Au Brésil, il est supposé que le taux directeur sera maintenu à son niveau actuel jusqu'au premier trimestre de 2019, puis progressivement relevé à 7.5 % d'ici à la fin de 2019.

Bien que leur impact soit difficile à évaluer, on pose l'hypothèse que les mesures suivantes d'assouplissement quantitatif seront prises au cours de la période considérée, avec un effet implicite sur les taux d'intérêt à long terme. Aux États-Unis, on suppose que la Réserve fédérale réduira son stock d'actifs, comme elle l'a annoncé. Au Japon, il est présumé que la banque centrale poursuivra ses achats d'actifs et sa politique de contrôle de la courbe des rendements jusqu'à la fin de 2019, et que le rendement des obligations d'État à 10 ans sera maintenu en conséquence à 0 %. Dans la zone euro, on pose l'hypothèse que la Banque centrale européenne (BCE) réduira progressivement ses achats d'actifs en 2018, et que les taux d'intérêt à long terme resteront donc relativement constants jusqu'à la fin de 2018.

Seules sont prises en compte les réformes structurelles déjà mises en œuvre ou annoncées pour la période considérée. On suppose qu'aucune autre réforme ne sera mise en œuvre.

Les prévisions reposent sur l'hypothèse que les **taux de change** resteront aux niveaux observés à la date du 26 avril 2018, où le dollar des États-Unis valait 109.3 JPY, 0.83 EUR (ce qui signifie que l'euro valait 1.21 USD) et 6.33 CNY.

Il est supposé que le **cours du baril de pétrole brut de référence Brent** restera constant à 70 USD pendant toute la période considérée. On pose comme hypothèse que les prix des produits de base non pétroliers resteront également inchangés au cours de la période considérée, à leurs niveaux moyens d'avril 2018.

Les prévisions relatives au Royaume-Uni reposent sur l'hypothèse que ses échanges commerciaux ne seront guère perturbés en 2019, compte tenu de l'accord de transition conclu entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE).

Ces prévisions ont été établies à partir d'informations collectées jusqu'à la date du 25 mai 2018.

Chapitre 2

ENJEUX POLITIQUES LIÉS AU RENFORCEMENT DE L'INTÉGRATION COMMERCIALE ET FINANCIÈRE AU PLAN INTERNATIONAL : FAIRE FACE AUX CHOCS ET AUX RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Introduction et résumé

L'intégration économique mondiale a été un moteur puissant pour une plus grande efficacité économique et pour la progression des niveaux de vie dans le monde, et a concouru à une amélioration notable de la situation économique des économies de marché émergentes (EME). Malgré ces avancées, le renforcement de l'intégration suscite des interrogations quant aux coûts qu'elle fait supporter aux groupes vulnérables et à son incidence potentielle sur les inégalités dans les économies avancées. L'OCDE a effectué des travaux approfondis sur ces questions, et la Note sur les principaux thèmes préparée pour la Réunion du Conseil au niveau des Ministres de 2018 (OCDE, 2018e) en donne un aperçu complet. Ce chapitre se focalise sur certaines conséquences spécifiques d'une intégration économique globale plus prononcée, l'impact de l'accroissement des liens commerciaux et financiers sur la propagation des chocs économiques et sur les voies de transmission et l'efficacité des politiques macroéconomiques.

Les principaux résultats qui y sont exposés peuvent être résumés comme suit :

- Le renforcement de l'intégration commerciale et financière en œuvre depuis le milieu des années 90 rend les économies davantage dépendantes des développements extérieurs à leur frontières. L'intensité commerciale s'est accrue sous l'effet de l'expansion des chaînes de valeur mondiales (CVM), et les avoirs et engagements transfrontaliers ont considérablement augmenté par rapport au PIB. L'intégration est particulièrement manifeste sur les marchés financiers, les prix des actions nationales et des obligations d'État étant déterminées de plus en plus largement par un facteur mondial commun. De manière générale, les facteurs mondiaux ont moins d'influence sur la croissance économique et l'inflation que sur les variables financières. Les grandes économies ou les grandes régions demeurent relativement fermées même si elles se sont progressivement ouvertes au cours des dernières décennies.
- Le renforcement de l'intégration internationale a modifié la puissance et les voies de transmission des chocs externes et des politiques macroéconomiques. L'impact des chocs externes, en particulier ceux émanant des EME, s'est amplifié sous l'effet de l'ouverture économique. Toutes choses égales par ailleurs, les multiplicateurs budgétaires des pays individuels ont légèrement diminué en raison de l'augmentation des déperditions dues aux importations. En contrepartie, les gains additionnels procurés par les mesures budgétaires concertées se sont accrus. Les mécanismes de transmission de la politique monétaire à la demande via les mouvements de change ont évolués : l'impact sur les volumes d'échanges a diminué avec l'expansion des chaînes de valeur mondiales (CVM), tandis que l'impact sur les marges bénéficiaires et les effets de réévaluation des avoirs et engagements financiers transfrontaliers de grande ampleur, et donc de la richesse sont devenus plus importants. La transmission mondiale des chocs venant des États-Unis s'est sans doute accentuée dans la mesure où une part importante du commerce international est facturée en dollars des États-Unis et où les avoirs et

engagements libellés dans cette monnaie ont un poids prépondérant dans les portefeuilles internationaux.

- Le renforcement de l'intégration économique soulève de nouveaux défis pour la politique intérieure et extérieure, étant donné qu'il faut s'adapter à de nouvelles sources d'effets d'entraînement et que les choix de politique publique d'un pays retentissent davantage sur les autres pays dans un monde devenu plus interdépendant. Une coordination plus efficace et concertée des politiques peut aider à modérer certains arbitrages et conduire à de meilleurs résultats mondiaux, en particulier si les parties concernées sont confrontées à des chocs de grande ampleur de même nature ou partagent des objectifs similaires. Cependant, en pratique, cette démarche est souvent difficile à mettre en œuvre. C'est pourquoi il est essentiel d'établir et promouvoir des normes et des règles de conduite mondiales et de poursuivre le dialogue multilatéral, y compris par le biais du G20. La capacité à faire face à des chocs externes potentiellement défavorables doit être renforcée, et l'accumulation de facteurs de vulnérabilité évitée. Des réformes structurelles doivent être engagées et les filets de protection sociale améliorés pour aider les pays à s'adapter aux changements mondiaux et assurer un large partage des fruits de la mondialisation.

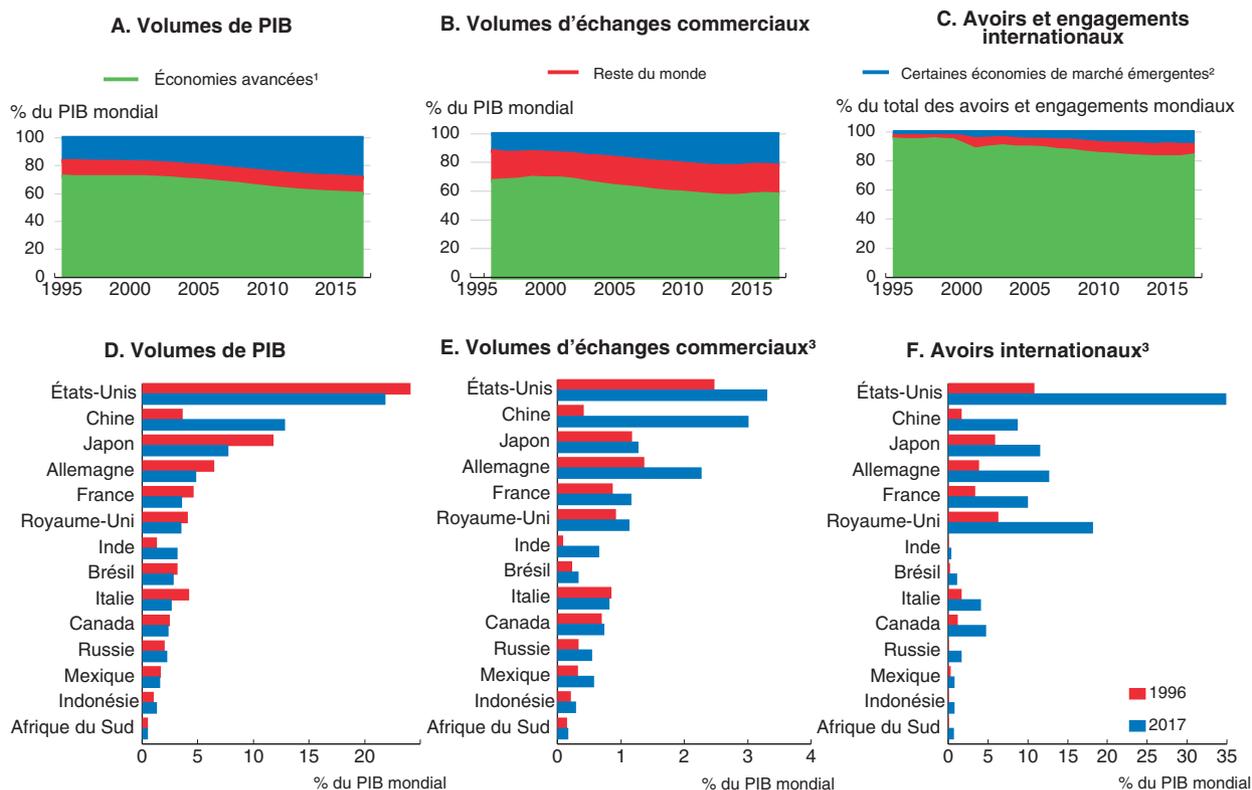
L'économie mondiale est de plus en plus intégrée

Les liens commerciaux et financiers, dans leur globalité, sont maintenant plus étroits et plus complexes qu'au milieu des années 90 mais se développent plus lentement qu'avant la crise financière mondiale¹. La structure géographique des flux commerciaux a considérablement changé la part des EME dans le commerce mondial augmentant aux dépens des économies avancées (graphique 2.1). L'intensité commerciale mondiale a elle aussi fortement augmenté (graphique 2.2, partie A). Les liens commerciaux entre les grandes régions commerciales se sont resserrés, mais ces régions sont encore relativement fermées puisque le ratio échanges extrarégionaux/PIB dans l'Union européenne, dans la zone ALENA et en Asie est inférieur à 15 %. Le biais national du portefeuille d'actifs financiers du secteur privé s'est atténué (graphique 2.2, partie B), mais dans les EME, l'intégration financière ne progresse pas aussi vite que l'intégration commerciale.

Les liens commerciaux se sont renforcés

La libéralisation de la politique commerciale, les progrès technologiques et la hausse de la participation des EME à la division internationale de la production et du travail ont imprimé de profonds changements dans la structure des échanges mondiaux au cours des 20 dernières années (graphique 2.3). Les progrès des technologies de la communication et la réduction des barrières commerciales ont facilité l'essor des CVM, qui ont vu de vastes pans de l'industrie manufacturière se déplacer des pays du G7 vers un certain nombre d'économies de marché émergentes, en particulier la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est, le Mexique et les pays d'Europe centrale et orientale (Amador et Cabral, 2016 ; Baldwin, 2016). L'importance relative des pays du G7 dans le commerce mondial et les échanges

1. L'évolution de la situation au cours de la dernière décennie reflète à la fois des facteurs cycliques, dus à la lente reprise qui a suivi la crise financière mondiale, et des changements structurels, parmi lesquels la réorientation de l'économie chinoise d'une croissance tirée par les exportations vers une croissance tirée par la demande intérieure et le ralentissement de l'expansion des CVM (Haugh et al., 2016 ; Timmer et al., 2016), ainsi que les changements des politiques commerciales et des réglementations financières.

Graphique 2.1. **Le rôle des économies de marché émergentes dans l'économie mondiale va croissant**

Note : Les parts du PIB et des échanges dans le PIB mondial sont calculées en volumes aux taux de change du marché. Les volumes d'échanges commerciaux désignent la moyenne des importations et des exportations.

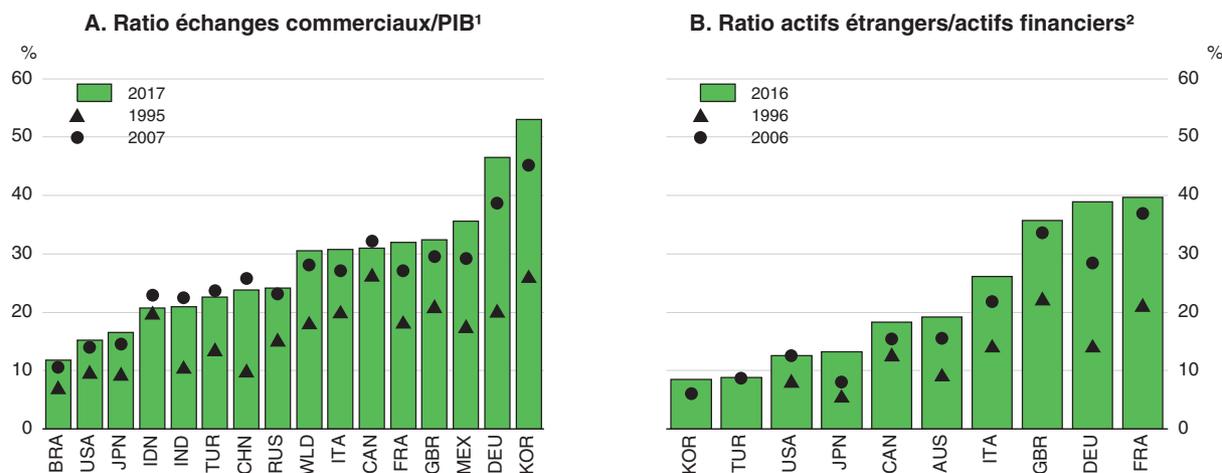
1. Économies avancées : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède et Suisse.
2. Économies de marché émergentes sélectionnées : Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Hongrie, Inde, Indonésie, Mexique, Pologne, Russie et Turquie.
3. Dans la partie E, les données indiquées pour 1996 se rapportent à 2001 pour l'Inde. Dans la partie F, les données indiquées pour 1996 se rapportent à 2001 pour le Brésil, l'Inde et le Mexique, et à 2004 pour la Chine ; les données indiquées pour 2017 se rapportent à 2016 pour la Finlande, l'Indonésie et la Suède.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; Perspectives de l'économie mondiale du FMI ; Statistiques de la balance des paiements du FMI ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729173>

commerciaux bilatéraux entre ces pays ont décliné, tandis que le poids relatif de la Chine a fortement augmenté (graphique 2.2). Les pays non membres de l'OCDE représentent aujourd'hui deux cinquièmes environ des échanges mondiaux, contre moins d'un tiers dans la décennie qui a suivi 1995.

L'essor des CVM et l'intégration des EME ont également modifié la composition des échanges. Les échanges de marchandises sont de plus en plus dominés par les produits intermédiaires, de sorte que la part de la valeur ajoutée produite dans d'autres économies dans les exportations augmente. L'industrialisation rapide de la Chine et des autres économies de marché émergentes a stimulé la demande de matières premières, d'où une augmentation de la part des produits primaires dans les échanges mondiaux. Dans le même temps, les services représentent une part croissante des échanges totaux des économies avancées, d'où un renforcement de la protection commerciale de fait dans la

Graphique 2.2. **L'intensité commerciale et la part des actifs étrangers dans les portefeuilles ont augmenté**

1. Au lieu de 1995, les données portent sur 1996 pour le Brésil et 1997 pour l'Inde. Les échanges correspondent à la moyenne des exportations et des importations au cours d'une année donnée. Les échanges et le PIB sont mesurés en volumes et exprimés en dollars des États-Unis aux taux de change du marché.
2. Ratio entre les actifs étrangers à l'exclusion des actifs de réserve et le total des actifs financiers du secteur privé. Au lieu de 2006, les données portent sur 2008 pour la Corée et 2010 pour la Turquie.

Source : Statistiques de la balance des paiements du FMI ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729192>

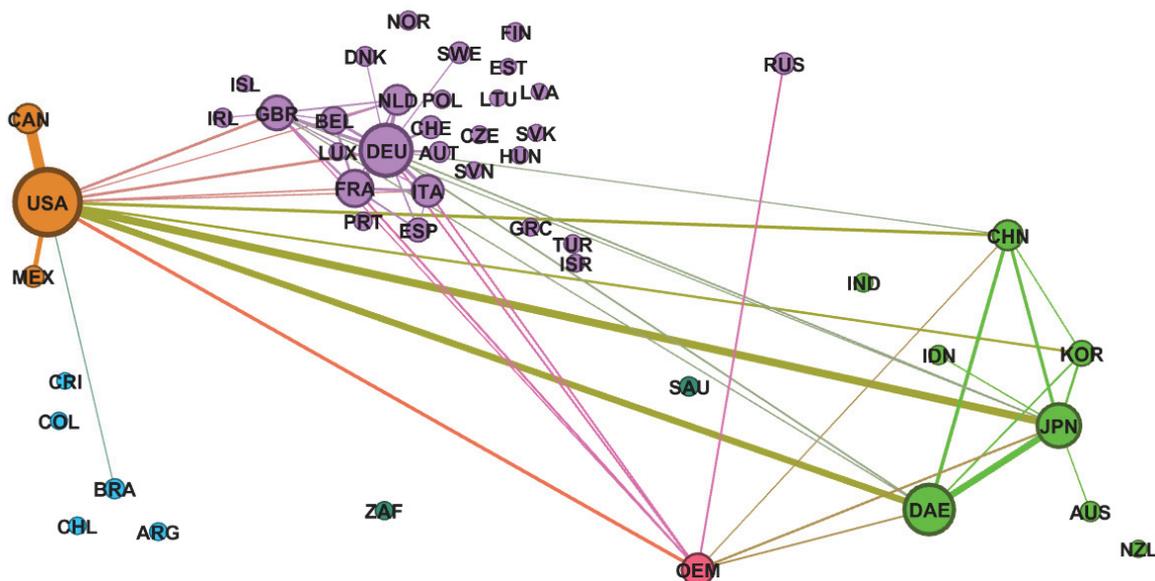
mesure où les échanges de services sont moins libéralisés que les échanges de marchandises.

Si les flux commerciaux bruts donnent une bonne indication de l'activité commerciale physique, les échanges en valeur ajoutée (graphique 2.4) rendent mieux compte des flux de revenus associés aux échanges commerciaux. Les deux mesures peuvent donner des résultats différents. Par exemple, les flux totaux d'échanges de marchandises entre la Chine et les économies dynamiques d'Asie sont plus faibles en termes de valeur ajoutée qu'en termes bruts en raison des liens solides établis au sein des CVM et des importants échanges de produits intermédiaires (graphiques 2.3 et 2.4). Inversement, les flux commerciaux du Japon et de la Corée sont relativement plus élevés en valeur ajoutée, tout comme les flux commerciaux entre les États-Unis et la Chine.

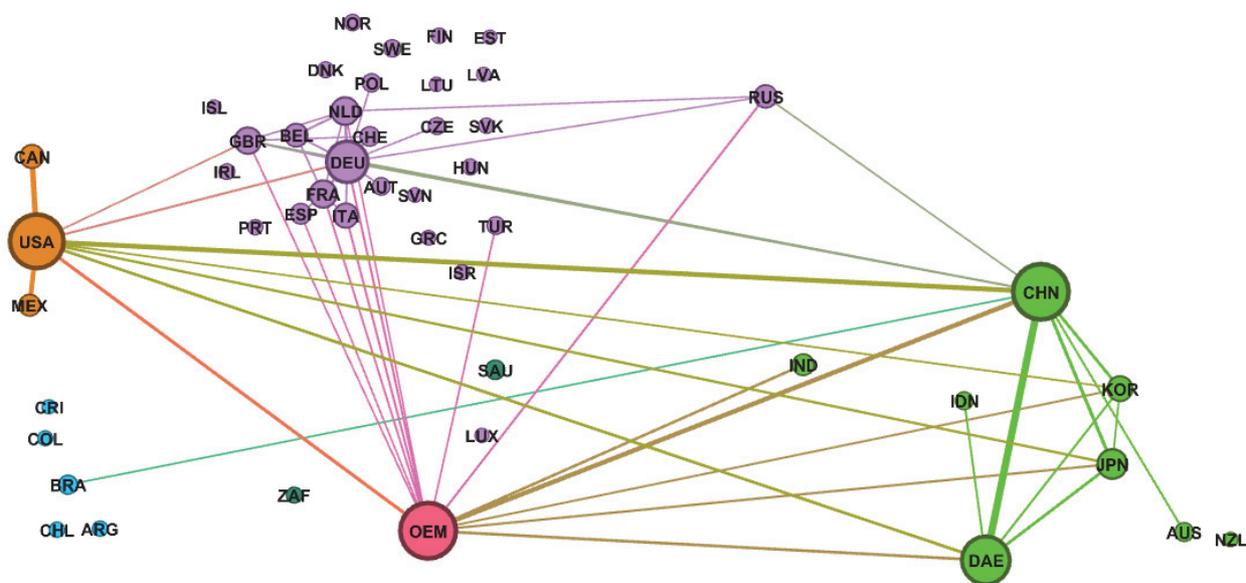
Il y a encore largement matière à réduire les obstacles aux échanges (encadré 2.1) et à renforcer l'intégration commerciale, mais il se pourrait aussi que les progrès technologiques entraînent, à l'avenir, une baisse de l'intensité commerciale, tout au moins pour les produits, et une modification de la structure des échanges. Le commerce international commence à ressentir les premiers effets de l'essor des technologies numériques, telles que l'Internet des objets, les mégadonnées, l'informatique en nuage, la robotique autonome et l'impression 3D, qui toutes pourraient mettre un frein à l'expansion des CVM (Baldwin, 2016). Ces technologies faciliteront la mise au point, dans les économies avancées, de produits de meilleure qualité, plus personnalisés et moins coûteux à produire, ce qui diminuera la part des coûts de main-d'œuvre et, partant, réduira l'attrait des délocalisations. En même temps, la numérisation en cours des économies et l'intensification des flux transfrontaliers de données qui en est le corollaire pourraient faciliter les échanges internationaux de services. Selon les analyses de l'OCDE, parmi

Graphique 2.3. La configuration des liens commerciaux mondiaux s'est modifiée

A. Exportations et importations de biens, en valeur, 1995



B. Exportations et importations de biens, en valeur, 2013



Note : La taille des bulles et leur intitulé correspondent à la part dans les échanges mondiaux (exportations plus importations) du pays ou de la zone économique en question. L'épaisseur et l'intensité de la couleur des traits entre deux bulles mesurent l'importance des échanges bilatéraux (exportations plus importations) entre deux partenaires commerciaux. La taille relative des bulles est déterminée par la part du pays ou de la région dans les échanges mondiaux au cours de l'année considérée. Il est donc possible de comparer la situation des différents pays au cours d'une année (1995 ou 2013), mais pas de comparer les bulles d'un même pays entre les deux années. Il existe des flux commerciaux bilatéraux entre tous les pays représentés, mais les flux inférieurs à environ 0,2 % des échanges mondiaux totaux ne sont pas indiqués. Les économies dynamiques d'Asie (DAE) comprennent Hong Kong Chine, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, le Taipei chinois et la Thaïlande. Les autres économies de marché émergentes (OEM) sont les 129 pays du monde restants, qui représentent de l'ordre de 10 % des échanges mondiaux. Le graphique a été réalisé à l'aide de « Gephi: An Open Source Software for Exploring and Manipulating Networks ».

Source : Base de données de la Direction des statistiques du commerce du FMI ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°103 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729211>

Encadré 2.1. **Politique commerciale : progrès et potentiel** (suite)

de relever fortement leurs droits de douane compte tenu de l'écart qui existe entre les taux effectivement appliqués et les taux de droit NPF, même si cet écart est plus réduit dans les pays de l'OCDE. D'un autre côté, il est possible de réduire cet écart important sans que l'accès au marché soit impacté.

Taux de droits appliqués et taux plafonds (NPF)

En pourcentage des taux de droits ad valorem

	1995	2000	2005	2010	2015
Ensemble des pays					
Agriculture - taux appliqués	12.7	14.5	11.8	11.3	8.7
Agriculture - taux plafonds de l'OMC	49.0	58.7	51.9	56.9	52.3
Industrie - taux appliqués	11.0	9.9	7.5	6.9	5.5
Industrie - taux plafonds de l'OMC	26.5	29.8	26.3	30.2	26.2
Pays de l'OCDE					
Agriculture - taux appliqués	8.7	9.7	7.5	9.8	7.4
Agriculture - taux plafonds de l'OMC	26.1	27.9	28.0	23.4	28.7
Industrie - taux appliqués	7.0	4.7	3.7	2.9	2.2
Industrie - taux plafonds de l'OMC	11.9	11.2	11.2	11.4	11.2

Note : Les taux de droits ad valorem moyens sous-estiment la protection douanière dans l'agriculture, ce secteur ayant largement recours à des droits de douane propres au secteur (prélevés par unité de produit), aux droits composites et aux contingents tarifaires, qui n'entrent pas dans le calcul des droits ad valorem moyens.

Source : Base de données WITS-TRAINS.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729591>

Un retour à des accords commerciaux plus généralisés contribuerait également à faire baisser les droits de douane. Depuis la fin de la période de mise en œuvre de l'Accord de l'Uruguay Round en 2004, la discipline multilatérale joue un rôle limité dans la diminution des droits de douane, les baisses de droits intervenant principalement dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels et régionaux. Par conception, les accords commerciaux préférentiels favorisent les échanges entre les pays membres de l'accord et ont tendance, au mépris de l'efficacité, à détourner une partie des flux des pays qui n'en font pas partie. Bien que les droits moyens aient considérablement baissé au cours des dernières décennies, les taux restent très variables entre pays et entre secteurs, et des pointes tarifaires persistent sur certains produits. De fait, les simulations d'accords commerciaux multilatéraux et régionaux effectuées avec le modèle METRO de l'OCDE montrent que les accords sont plus bénéfiques lorsque davantage de pays participent au processus d'intégration commerciale, dans la mesure où ils élargissent les marchés, donnent accès à des produits plus nombreux et moins chers et réduisent le risque de détournement des échanges (OCDE, 2018b). Ils profitent particulièrement aux économies de petite taille.

À mesure que les droits de douane ont diminué à l'échelle du globe, les mesures non tarifaires (MNT) sont devenues des obstacles au commerce plus importants en termes relatifs. Elles comprennent l'ensemble des mesures autres que les droits de douane et les contingents tarifaires qui exercent une influence sur les échanges internationaux en agissant sur le prix des produits échangés, les quantités échangées, ou ces deux paramètres. De manière générale, ces mesures ont trait à des réglementations qui poursuivent d'autres objectifs de politique publique, tels que la diminution des risques pour la santé humaine, animale ou végétale, ou la réduction de l'asymétrie de l'information. Cependant, elles ont tendance à accroître les coûts de production et les obstacles au commerce et peuvent affecter, de façon positive ou négative, la mise

Encadré 2.1. **Politique commerciale : progrès et potentiel** (suite)

au point de nouvelles technologies ou méthodes de production. Les MNT peuvent également engendrer diverses barrières commerciales fixes ou variables qui entravent de façon disproportionnée la participation des petites et moyennes entreprises au commerce international. D'après les estimations des effets des MNT sur les volumes et les prix des importations, ces mesures imposent des barrières commerciales importantes dans de nombreux cas (OCDE, 2018a).

À l'inverse des droits de douane, cependant, l'élimination de ces mesures n'est généralement pas une solution optimale : en effet, les MNT peuvent contribuer à la réalisation d'autres objectifs souhaitables, et leurs effets économiques diffèrent de ceux des droits de douane à de nombreux égards. Les analyses d'impact de la réglementation effectuées pour quantifier les coûts et avantages de ces mesures prennent rarement en considération les coûts commerciaux qui leur sont associés. Bien que cet exercice de quantification soit d'une difficulté notoire, il est essentiel que les initiatives internationales de coopération en matière de réglementation tiennent compte du niveau des barrières commerciales opposables dans chaque cas et des variations des réglementations entre partenaires commerciaux. Une plus grande homogénéité des mesures en place réduit les barrières commerciales induites par les MNT. Ainsi, les pays de l'OCDE, qui bénéficient de mesures plus homogènes sur ce point que les pays non membres de l'OCDE, présentent aussi des barrières commerciales moins élevées (OCDE, 2018a).

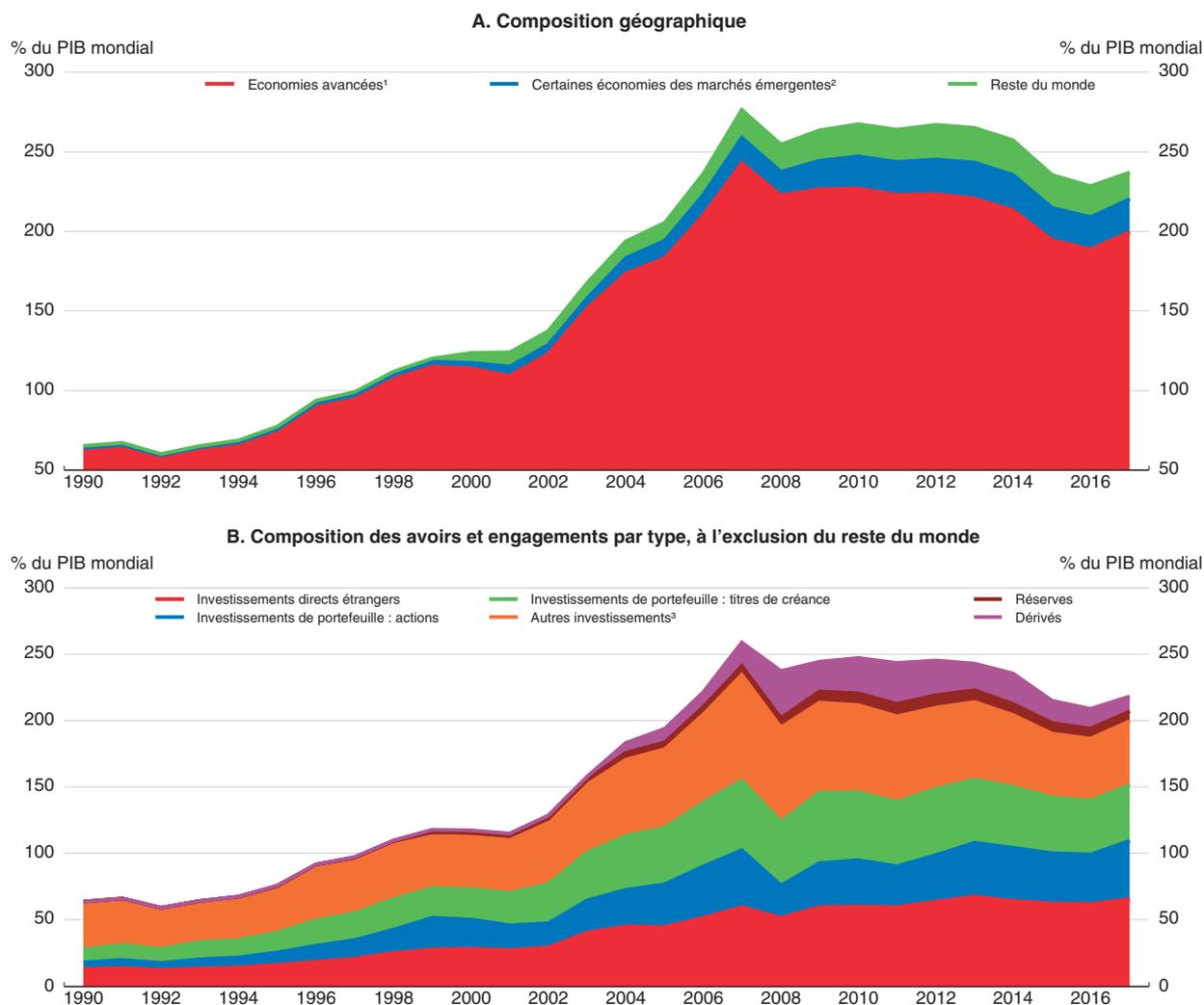
La réduction des obstacles aux échanges de services est un autre domaine relativement négligé. Les services génèrent plus de deux tiers du PIB des économies avancées et représentent une part croissante de leurs échanges, mais les entraves aux échanges mondiaux de services restent nombreuses. Il est amplement possible de réduire les coûts commerciaux dans les principaux secteurs de services en réduisant les mesures qui pénalisent les prestataires de services étrangers (OCDE, 2017c). Bon nombre des obstacles aux échanges de services restreignent la circulation des personnes ou la présence commerciale et résultent de différences réglementaires entre les pays. Par conséquent, la coopération en matière de réglementation facilite l'activité des exportateurs de produits et de services (OCDE, 2017d).

toutes les forces qui influent sur les CVM, la transition numérique est celle qui pourrait produire le plus fort impact : elle pourrait induire une baisse du ratio échanges mondiaux/PIB d'ampleur équivalente à l'augmentation enregistrée par le même ratio dans les années 2000, quand les CVM étaient en pleine expansion (De Backer et Flaig, 2017). Les données empiriques indiquent néanmoins que ce phénomène n'a pour l'instant ralenti le processus de délocalisation que dans une mesure limitée. Sa contribution à la relocalisation vers les pays de l'OCDE est encore plus restreinte et a seulement stimulé l'investissement, et non l'emploi (De Backer et al., 2016). De fait, c'est en Chine que sont réalisés les plus importants investissements dans la robotique en termes absolus (Fédération internationale de la robotique, 2016).

Les liens financiers internationaux se développent rapidement depuis le milieu des années 90

Les positions financières transfrontalières ont connu un essor rapide entre le milieu des années 90 et la crise financière mondiale, au point que leur part dans le PIB mondial a plus que triplé (graphique 2.5). Elles ont ensuite perdu un peu de terrain mais restent proches de leur record historique. Le phénomène de mondialisation financière observé avant la crise a été le résultat de plusieurs facteurs : suppression progressive des contrôles des capitaux et des changes, amélioration des systèmes de paiement et de règlement transfrontaliers, déréglementation financière et baisse des coûts de communication.

Graphique 2.5. Les avoirs et engagements financiers extérieurs ont augmenté rapidement et leur composition a changé



Note : Les deux parties du graphique se réfèrent à la somme des avoirs et des engagements extérieurs. Les pays couverts dans chaque groupe varient au fil du temps en fonction de la disponibilité des séries pour chaque pays.

1. Économies avancées : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède et Suisse.
2. Économies de marché émergentes sélectionnées : Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Hongrie, Inde, Indonésie, Mexique, Pologne, Russie et Turquie.
3. La catégorie 'Autres investissements' comprend essentiellement les prêts, ainsi que les crédits commerciaux et avances.

Source : Statistiques de la balance des paiements du FMI ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729249>

Pendant la période qui a précédé la crise financière mondiale, l'expansion des positions transfrontalières s'est faite sous l'impulsion des économies avancées, où les restrictions à la libre circulation des capitaux étaient généralement faibles et les marchés financiers intérieurs plus développés (graphique 2.5, partie A). Toutefois, depuis une décennie environ, les EME jouent un rôle de plus en plus important sur les marchés financiers internationaux. Cette évolution reflète l'assouplissement des réglementations

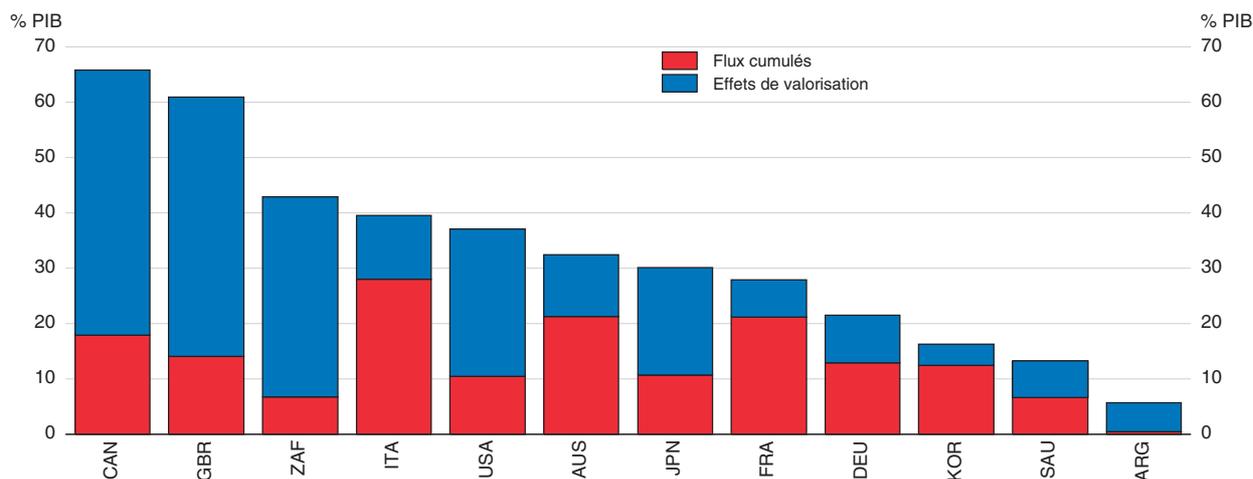
financières, l'amélioration des paramètres macroéconomiques fondamentaux (croissance robuste, baisse de l'inflation et diminution des déséquilibres extérieurs), l'amélioration des institutions et, au lendemain de la crise financière mondiale, une prise de risque plus grande sur fond de taux d'intérêt faibles dans les économies avancées (Fratzscher, 2012 ; Ghosh et al., 2014; Hannan, 2017).

La nature des liens financiers internationaux a évolué au fil du temps (graphique 2.5, partie B) :

- L'expansion des portefeuilles d'avoirs et d'engagements extérieurs a fortement contribué à la hausse des positions financières transfrontalières. Dans la période qui a précédé la crise financière mondiale, les positions extérieures relatives aux investissements de portefeuille ont fortement augmenté, l'essor des marchés financiers ayant entraîné une forte hausse des titrisations. Après la crise, la persistance de faibles taux d'intérêt dans les économies avancées et la quête de rendement des investisseurs ont favorisé le développement du financement de marché (Cerutti et Hong, 2018). Ces évolutions ont contribué à renforcer le rôle des sociétés non financières dans l'intermédiation financière internationale, influant sur les conditions financières et la croissance du crédit, en particulier dans les EME (Bruno et Shin, 2017 ; Caballero et al., 2016 ; OCDE, 2017h). Dans plusieurs grandes économies, la hausse de la valeur en dollars des États-Unis des actions s'explique en grande partie par les effets de valorisation dus à la hausse des cours (graphique 2.6).
- Les banques des économies avancées ont contribué à la vague de mondialisation financière qui a précédé la crise grâce à des opérations de leurs filiales étrangères et de leurs activités transfrontalières de prêt (graphique 2.7)². Néanmoins, les banques ont

Graphique 2.6. L'augmentation des avoirs en actions s'explique en grande partie par la hausse des actions

Variation des stocks d'avoirs en d'actions entre 2002 et 2017

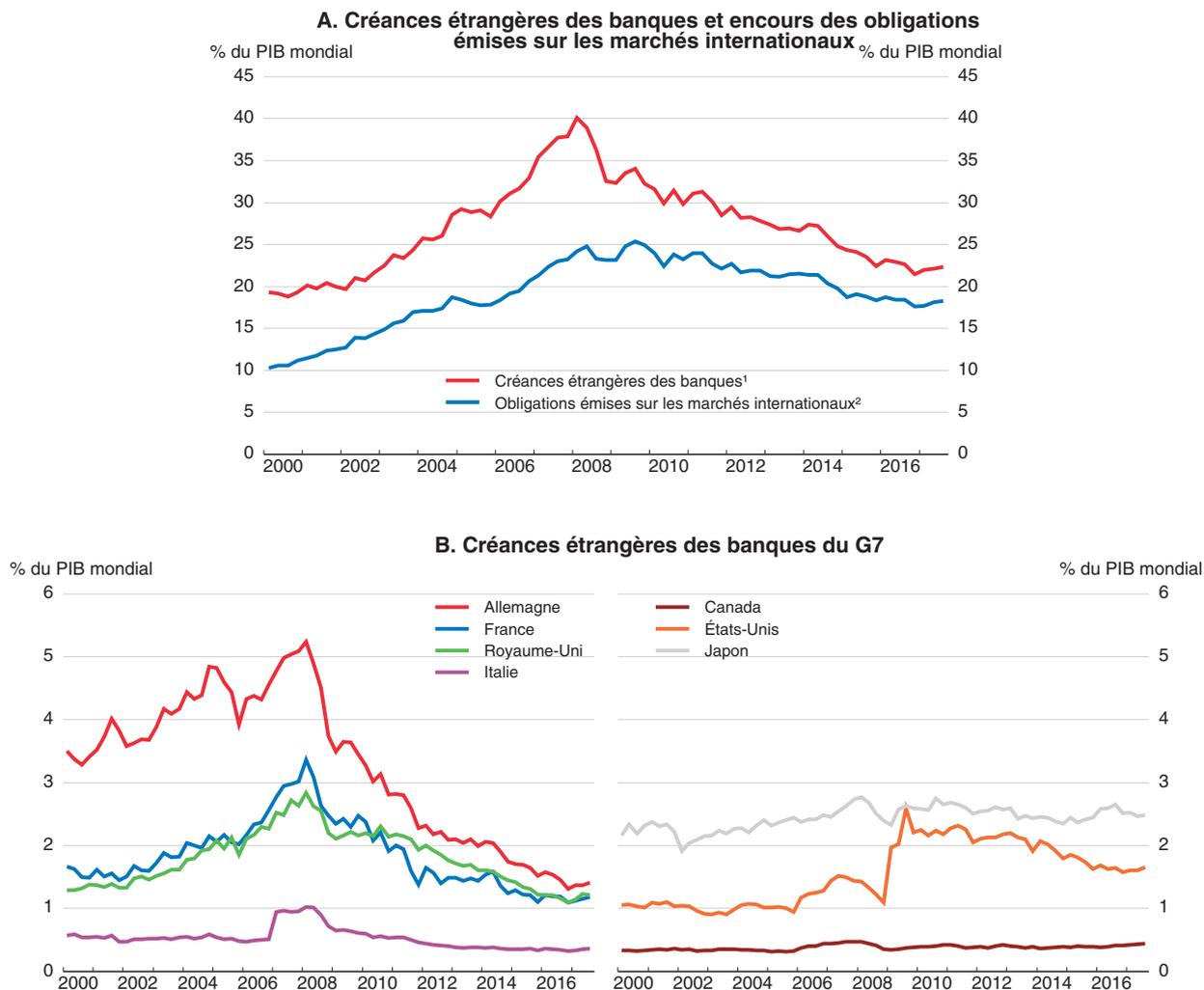


Note : Les effets de valorisation sont obtenus en calculant la différence entre la variation globale des stocks et la somme cumulée des flux. Ils sont exprimés en pourcentage du PIB nominal de 2017.

Source : Statistiques de la balance des paiements du FMI ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729268>

2. Les prêts étrangers sont la principale composante de la catégorie « Autres investissements » dans la partie B du graphique 2.5.

Graphique 2.7. **Le processus d'intégration internationale du secteur bancaire s'est inversé, en particulier en Europe**

Note : Les créances étrangères des banques sont enregistrées sur la base de la contrepartie immédiate en excluant les positions nationales. Elles ne sont pas corrigées des variations des taux de change et des ruptures dans les séries.

1. Total des créances étrangères pour l'ensemble des pays déclarant à la BRI.

2. Les obligations émises sur les marchés internationaux sont des titres de créance émis sur tout marché par des non-résidents.

Source : Statistiques bancaires de la Banque des règlements internationaux et Base de données de la Banque des règlements internationaux sur les titres de créance.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729287>

réduit la portée de leurs activités internationales après la crise financière mondiale, en particulier les banques européennes, avec un vif repli des positions intra-zone euro (Bouvatier et Delatte, 2015 ; McCauley et al., 2017 ; Gori, 2018)³. Ce recul s'explique par le fait que les banques ont développé une plus grande aversion au risque et se sont vues

3. Ce fléchissement transparait également dans la baisse de la valeur notionnelle des contrats de dérivés de gré à gré (autre indicateur des liens financiers transfrontaliers du secteur bancaire), passée de 586 000 milliards de dollars des États-Unis au second semestre de 2007 à 542 000 milliards au premier semestre de 2017 (OCDE, 2018c).

contraintes de consolider leurs fonds propres en raison du resserrement de la réglementation bancaire et de leurs pertes financières.

- L'importance des investissements directs a régulièrement augmenté au cours des deux dernières décennies⁴. L'accélération des flux d'investissements directs au début des années 2000 s'explique en partie par l'augmentation des fusions et acquisitions transfrontalières⁵. L'activité mondiale de fusions-acquisitions a ralenti après 2008 mais a repris vigueur ces dernières années. Sa composition régionale a également changé. Les pays de l'UE sont passés du statut d'investisseurs nets à l'étranger à celui de premiers destinataires nets mondiaux d'opérations de fusion-acquisition transfrontalières, et l'Asie – tout particulièrement la Chine – est devenue l'un des principaux investisseurs à l'étranger du monde (OCDE, 2017b), ainsi qu'une destination de premier plan pour les investissements directs étrangers (OCDE, 2018d).
- La hausse de l'encours des produits financiers dérivés bruts résulte de l'innovation financière et de la complexification des produits financiers. Ces produits pourraient amplifier les effets d'entraînement financiers et la volatilité. De plus, la pratique du « netting » des positions brutes, autorisée par les principales normes de reporting⁶, pourrait masquer l'existence d'expositions beaucoup plus importantes sur ces produits (Blundell-Wignall et Atkinson, 2011 ; Borio et al., 2017).

Les centres financiers sont devenus des intermédiaires plus importants pour la circulation internationale des capitaux : ils facilitent les transactions financières internationales et améliorent l'accès des entreprises et des investisseurs des pays en développement et des économies de marché émergentes au financement (Lane et Milesi-Ferretti, 2011)⁷. Cependant, l'augmentation des positions d'actif et de passif brutes rend les centres financiers vulnérables aux chocs et complique l'identification des expositions extérieures finales. De plus, en raison de leur taille, leur réputation et leurs interconnexions, les centres financiers internationaux et extraterritoriaux peuvent aussi faciliter l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéficiaires (encadré 2.3 ci-dessous) et sont exposés au risque de flux financiers illicites – blanchiment de capitaux, fraude fiscale et corruption internationale notamment – questions qui figurent au premier rang des préoccupations internationales (OCDE, 2013a ; OCDE, 2013b ; OCDE, 2014b).

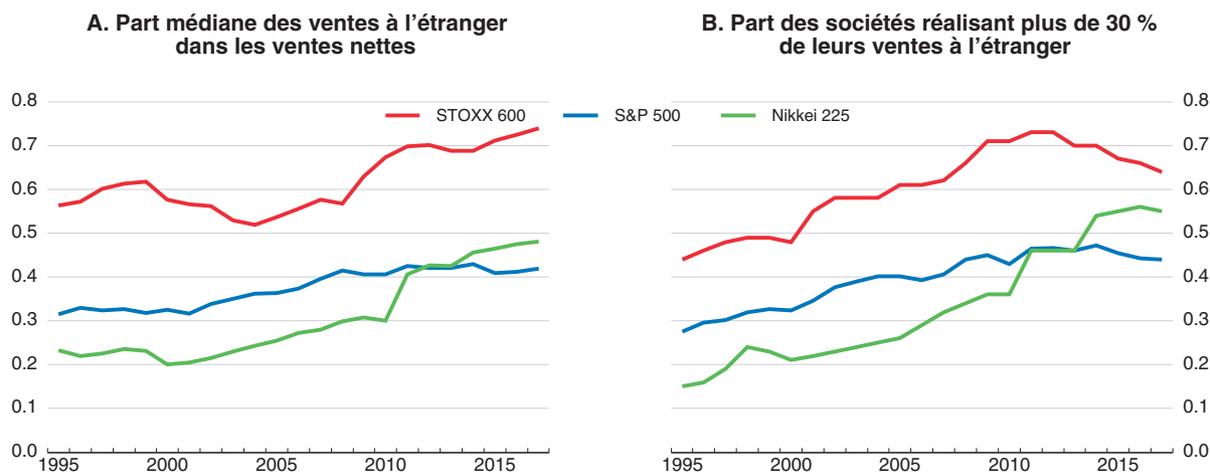
4. Selon des estimations provisoires, les flux mondiaux d'IDE en dollars des États-Unis ont décliné de 18 % en 2017 pour atteindre 1.8 % du PIB mondial, contre 2.3 % en 2016 et 2.5 % en 2015 (OCDE, 2018d).
5. En 2005-07, la valeur des opérations internationales de fusions-acquisitions (F-A) était estimée à 80 % des flux mondiaux d'IDE ; en 2008-14, leur part était tombée sous les 60 % (OCDE, 2014a). La part des F-A est repartie à la hausse récemment, sous l'effet de quelques opérations individuelles transfrontalières de grande ampleur (CNUCED, 2017).
6. Les Principes comptables généralement admis (GAAP) aux États-Unis et les Normes internationales d'information financière (IFRS) autorisent la compensation au bilan des positions sur instruments dérivés. Bien que les IFRS et les GAAP américains se réfèrent à des critères similaires pour déterminer les conditions dans lesquelles la compensation est possible (en premier lieu l'existence d'un droit de compensation légal), les exigences particulières à chaque jeu de normes entraînent des divergences considérables entre entreprises américaines et européennes concernant les montants présentés dans les bilans.
7. Par exemple, il ressort d'une étude qu'une fraction importante des éléments d'actif des portefeuilles italiens étaient enregistrés comme actions de fonds communs de placement italiens et luxembourgeois, alors qu'ils étaient fréquemment investis en dehors de la zone euro et dans des instruments de dette plutôt que des instruments de capitaux propres (Feletigh et Monti, 2008). En 2007 et 2008, les Îles Caïmans étaient le principal détenteur étranger de titres de créance adossés à des prêts immobiliers émis par des marques de distributeur des États-Unis (Lane et Milesi-Ferretti, 2011).

La production à l'étranger a contribué au renforcement des liens entre les économies

Les investissements transfrontaliers sont un autre facteur qui accentue l'exposition des entreprises à l'économie mondiale. Dans la majorité des pays de l'OCDE, les investissements des entreprises étrangères en actifs corporels immobilisés représentent aujourd'hui entre 1 et 2 ½ pour cent du PIB et considérablement plus dans certaines petites économies ouvertes (OCDE, 2015a). De plus en plus de sociétés cotées en bourse réalisent des ventes à l'étranger par l'intermédiaire de structures basées dans d'autres pays. Ainsi, en Europe, au Japon et aux États-Unis, la part médiane des ventes à l'étranger dans le total des ventes augmente depuis deux décennies (graphique 2.8). Il s'agit là d'un canal de transmission transfrontalière des chocs économiques de plus en plus important. Par ailleurs, dans les principales économies avancées et économies de marché émergentes, les avoirs et les revenus de placement en IDE rapportés au PIB ont doublé ou triplé au cours des deux dernières décennies, même s'ils demeurent moins élevés dans les EME que dans les économies avancées (graphique 2.9).

Cette diversification géographique favorise l'élargissement des marchés et la diversification des risques, permettant aux entreprises de se développer, d'investir là où le taux de rendement est le plus élevé et d'amortir les effets des chocs intérieurs négatifs. En contrepartie, elle accroît le risque d'effets d'entraînement négatifs en provenance de l'étranger. Les bénéfices des entreprises et, par suite, leurs investissements dans le pays et leurs décisions en matière d'emploi sont sans doute devenus plus sensibles aux variations de la situation économique à l'étranger. Dès lors, il est possible que les politiques économiques nationales n'aient plus la même influence sur les investissements intérieurs des entreprises et leurs décisions en matière d'emploi. Cette plus grande diversification géographique pourrait expliquer en partie le rôle important joué par les facteurs mondiaux dans l'évolution du prix des actions (voir ci-après).

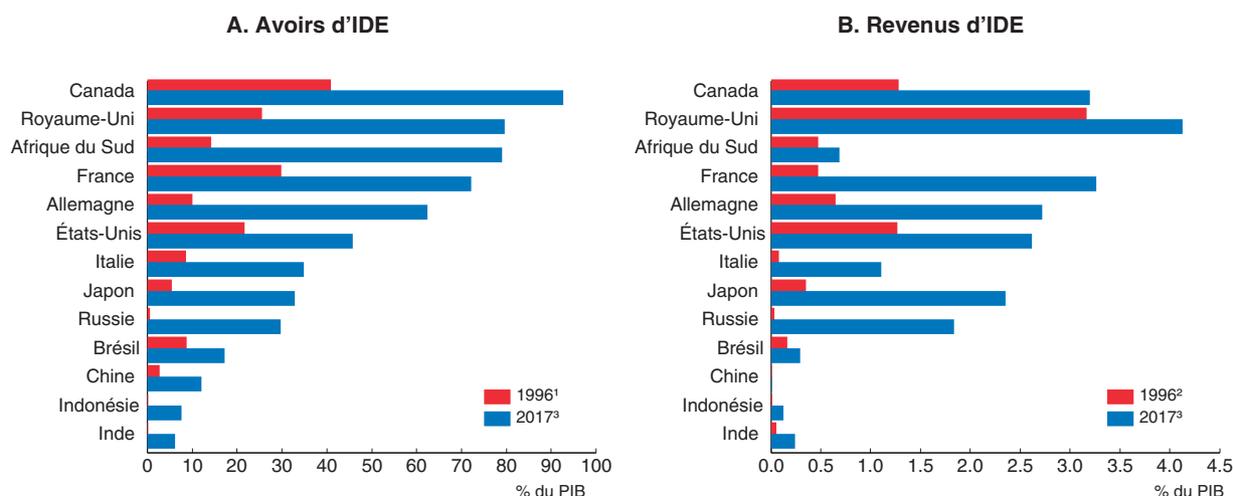
Graphique 2.8. Pour les principales sociétés inscrites à la cote officielle, les ventes à l'étranger augmentent



Note : Les parts sont calculées sur la base des compositions des indices boursiers, qui sont variables. Dans le cas du Nikkei 225 (Japon), les sociétés qui figuraient dans l'indice de 2011 sont utilisées pour la période 1995-2011 ; dans celui du STOXX 600 (Europe), les sociétés qui constituaient l'indice en 1999 sont utilisées pour la période 1995-1999. Pour les sociétés de la zone euro considérées comme étant des sociétés nationales, les ventes à l'étranger sont les ventes réalisées en dehors du territoire national.

Source : Thomson Reuters Worldscope ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729306>

Graphique 2.9. **L'importance des investissements directs étrangers s'est accrue dans les principales économies**

1. 2001 pour le Brésil et l'Indonésie, et 2004 pour la Chine.

2. 2001 pour la Chine et l'Indonésie, et 2004 pour l'Inde.

3. Ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles pour les économies de marché émergentes.

Source : Statistiques de la balance des paiements du FMI ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

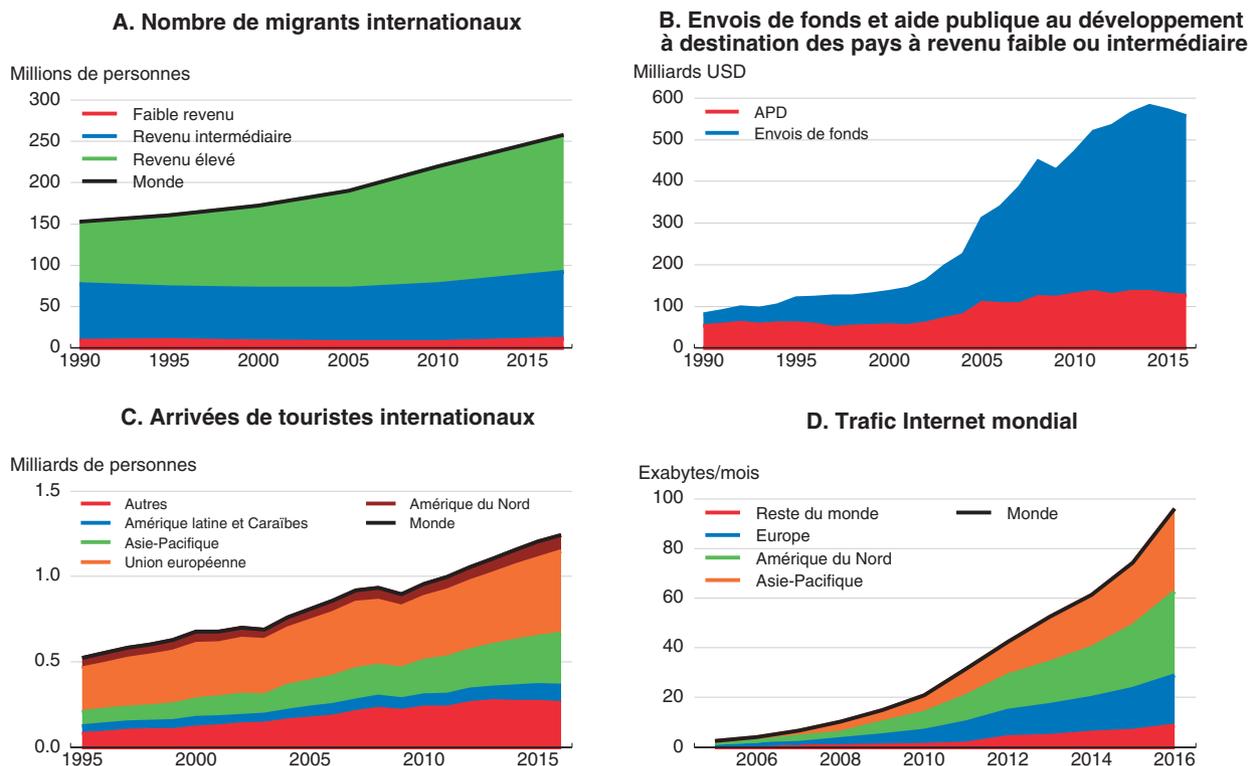
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729325>

Autres mesures de l'intégration mondiale

Outre la circulation des marchandises, des services et des capitaux, de nombreux autres facteurs ont contribué à accentuer l'intégration mondiale au cours des deux dernières décennies, notamment l'augmentation des flux transnationaux de personnes et de données (graphique 2.10). Ces facteurs modifient la structure des économies nationales et renforcent les liens commerciaux et financiers entre pays.

Entre 1990 et 2017, le nombre de migrants internationaux dans le monde a augmenté de plus de 100 millions, une tendance qui s'explique à la fois par les évolutions démographiques et par les disparités persistantes des niveaux de vie et des chances (graphique 2.10, partie A). Le nombre des migrants reste faible en proportion de la population mondiale (moins de 3 ½ pour cent en 2017), mais leur part va croissant dans les pays de l'OCDE. En moyenne, la population née à l'étranger représentait 13 % de la population des pays de l'OCDE en 2015, contre 9 ½ pour cent en 2000 (OCDE, 2017f)⁸. Des flux migratoires conséquents peuvent engendrer des difficultés d'adaptation mais aussi stimuler la croissance de la population active à moyen terme dans les pays d'accueil et créer de nouveaux débouchés commerciaux entre les pays d'accueil et d'origine (Ottaviano et al., 2018). Les envois de fonds des migrants dans leur pays d'origine constituent également une importante source de revenus pour de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire (graphique 2.10, partie B). En plus de l'impact exercé par les migrations de longue durée, l'augmentation des flux internationaux d'étudiants (OCDE, 2017f) et de touristes (graphique 2.10, partie C) peut aussi avoir un impact sur les flux d'échanges commerciaux et de connaissances⁹. Les flux de données offrent une illustration

8. En 2016, de l'ordre de 5 millions de personnes ont émigré de façon permanente dans les pays de l'OCDE, un niveau bien supérieur au pic précédent enregistré en 2007, avant la crise. Le nombre de demandes d'asile a également bondi en 2015-16.

Graphique 2.10. **L'accroissement des flux de personnes et de données a renforcé l'intégration mondiale**

Note : Les catégories « revenu élevé », « revenu intermédiaire » et « faible revenu » sont celles définies par la Banque mondiale. Dans la partie D, la Russie est rattachée à l'Europe.

Source : Nations Unies ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; Cisco ; OCDE (2015c), *Perspectives de l'économie numérique* ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729344>

particulièrement frappante de l'interconnexion croissante de notre planète. L'expansion rapide des nouvelles technologies numériques et leur utilisation grandissante partout dans le monde transparaissent dans la progression rapide du trafic Internet mondial (graphique 2.10, partie D)¹⁰. Ces technologies peuvent ouvrir de nouveaux débouchés économiques, aider les entreprises à conquérir de nouveaux marchés et offrir aux consommateurs un éventail élargi de produits et de services (OCDE, 2017g).

Implications économiques de l'interconnexion mondiale grandissante

L'interconnexion croissante de l'économie mondiale modifie l'importance des cycles financiers et économiques et crée des externalités : de nos jours, les événements qui se produisent dans un pays – y compris les choix de politique publique – peuvent avoir des

9. Les arrivées de touristes internationaux à l'échelle mondiale ont augmenté de plus de 4 % par an en moyenne durant les deux décennies jusqu'en 2016.
10. Il existe peu d'informations sur les flux transfrontaliers de données à l'échelle mondiale. Selon des estimations fondées sur la bande passante transfrontalière (qui mesure la capacité plutôt que le trafic), les flux transfrontaliers de données dans le monde pourraient avoir été multipliés par 45 entre 2005 et 2014 (MGI, 2016). On estime par ailleurs que le trafic Internet mondial (graphique 2.10, partie D) était 25 fois plus important en 2014 qu'en 2005.

répercussions beaucoup plus importantes sur les autres pays. Cette situation amène à se demander dans quelle mesure les trajectoires économiques et financières peuvent varier d'un pays à l'autre, et de quelle manière les chocs venant de l'étranger affectent les économies nationales. Elle a aussi des incidences sur l'efficacité et les voies de transmission des instruments de politique macroéconomique intérieure et des taux de change.

L'importance des facteurs mondiaux dans l'évolution de la situation économique et financière des pays

L'interconnexion croissante de l'économie mondiale amène à se demander dans quelle mesure les trajectoires économiques et financières des pays sont liées entre elles et déterminées par des facteurs communs. Le renforcement de l'intégration commerciale et financière a un impact a priori ambigu sur la synchronisation des cycles économiques. Les liens commerciaux peuvent renforcer les covariations de la production lorsque les biens échangés sont complémentaires ou liés entre eux par le biais des CVM, et les affaiblir lorsque ce sont des substituts (Ng, 2010). Par ailleurs, un degré d'ouverture commerciale plus élevé et le rôle croissant des multinationales dans les économies nationales renforcent l'exposition potentielle aux chocs extérieurs, toutes choses étant égales par ailleurs. D'un autre côté, un degré de spécialisation commerciale plus élevé pourrait accroître le rôle des chocs propres aux pays et aux secteurs. Quant à l'intégration financière, elle est susceptible d'affaiblir la synchronisation des cycles économiques si elle améliore le partage des risques et que les pays sont touchés par des chocs réels propres. Cependant, elle peut aussi renforcer la synchronisation si elle amplifie les effets de contagion financière.

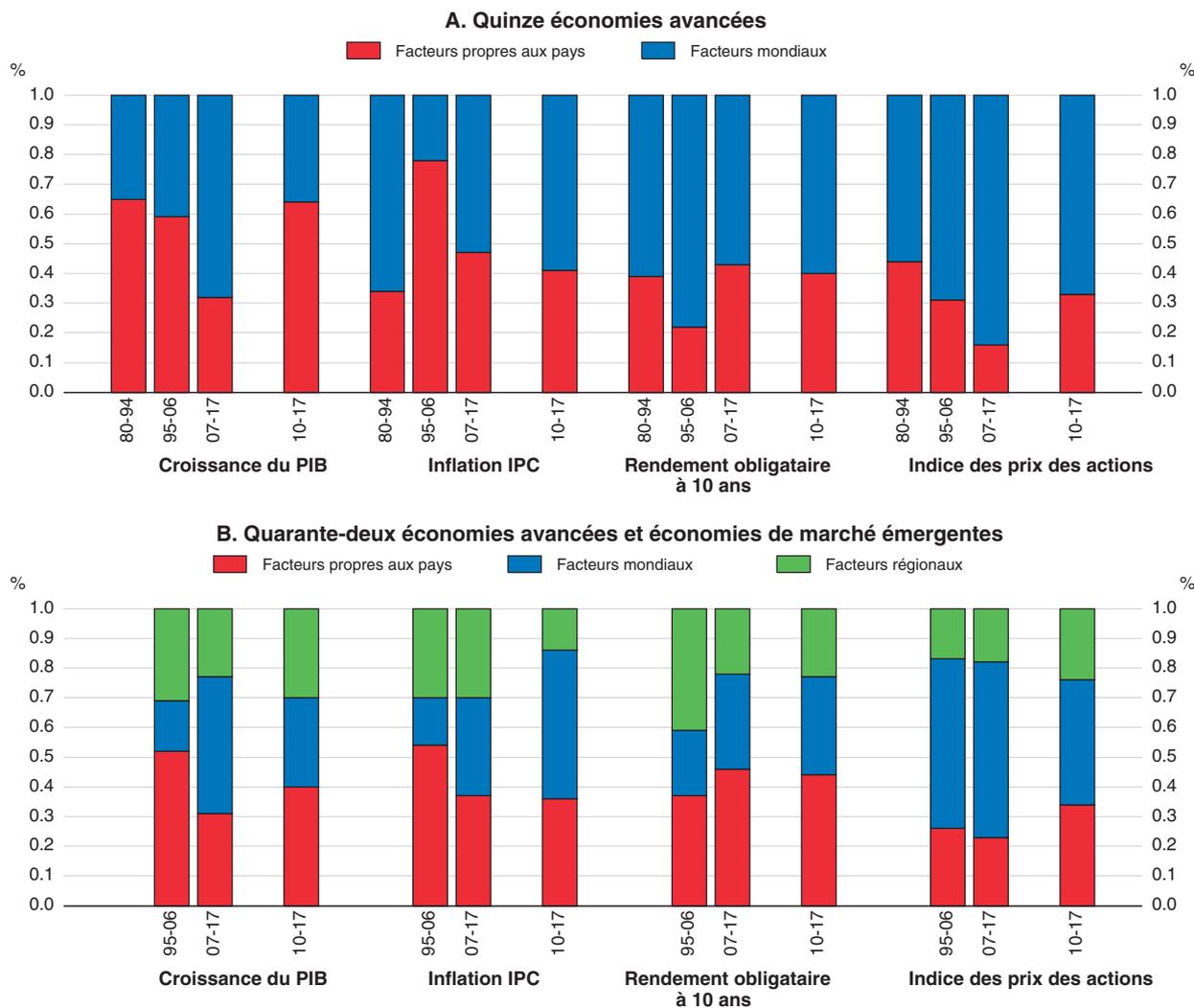
De nouvelles analyses de l'OCDE examinent le rôle des facteurs mondiaux dans l'évolution du contexte financier et macroéconomique national à l'aide de modèles de facteurs dynamiques qui déterminent les contributions des facteurs propres aux pays et des facteurs mondiaux/régionaux aux fluctuations de variables spécifiques (Maravalle et Rawdanowicz, à paraître)¹¹. Les facteurs estimés recouvrent l'ensemble des phénomènes non observables qui déterminent les covariations d'une variable particulière au sein d'un groupe de pays. Un facteur mondial affecte tous les pays, tandis qu'un facteur régional n'affecte qu'un groupe de pays dans une région. Quant aux facteurs propres aux pays, ils recouvrent l'ensemble des phénomènes qui ne sont pas pris en compte par les facteurs mondiaux et régionaux. Compte tenu des limites des données, les modèles identifiant les trois catégories de facteurs ne sont estimés qu'à partir de 1995 pour un groupe de 42 pays, à l'aide de données annuelles. Pour avoir une indication plus précise de l'évolution de la situation dans le temps, on a estimé un modèle ne comprenant que les facteurs mondiaux et les facteurs propres aux pays pour un groupe de 15 économies avancées, sur une période plus longue commençant en 1980¹².

11. Les facteurs ne sont pas observables et sont donc estimés selon la méthode bayésienne « d'augmentation des données » élaborée par Otrok et Whiteman (1998) et Kose et al. (2003, 2012).
12. L'orientation générale de l'évolution des contributions des facteurs mondiaux et régionaux demeure à peu près inchangée lorsque des données trimestrielles sont utilisées, mais la contribution des facteurs propres aux pays ressort à un niveau plus élevé avec les données annuelles. Cet écart est dû au caractère plus erratique des variations des données trimestrielles et à des erreurs de mesure plus importantes les concernant.

Les analyses de l'OCDE confirment que dans le groupe de 15 économies avancées, la contribution des facteurs mondiaux aux fluctuations des prix des actions et des rendements des obligations d'État à long terme a augmenté depuis les années 80 pour atteindre des niveaux élevés, et qu'en contrepartie, la contribution des facteurs propres aux pays a diminué (graphique 2.11). Sur la dernière décennie écoulée, la contribution des

Graphique 2.11. Le rôle des facteurs mondiaux dans l'évolution des variables macroéconomiques a évolué

Contribution moyenne des facteurs aux fluctuations des variables indiquées ci-dessous



Note : Les facteurs sont estimés à l'aide de modèles dynamiques à un facteur (mondial - partie A) et à deux facteurs (mondial et régional - partie B), à une fréquence annuelle. Toutes les variables sont transformées pour assurer la stationnarité : pour le PIB réel, les prix à la consommation et le prix des actions, on calcule la croissance annuelle, tandis que les rendements obligataires à 10 ans sont exprimés sous forme de différences premières. Dans la partie A, les 15 économies avancées sont les suivantes : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse. Dans la partie B, les 42 pays (et cinq régions) sont les suivants : Canada, Chili, États-Unis et Mexique (Amérique) ; Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse et Turquie (Europe) ; Corée du Sud et Japon (Asie) ; Australie et Nouvelle-Zélande (Océanie) ; et Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Indonésie et Russie (BRIICS). Pour plus de précisions techniques, voir Maravalle et Rawdanowicz (à paraître).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729363>

facteurs non spécifiques aux pays (c'est-à-dire des facteurs mondiaux et régionaux) apparaît également élevée pour le groupe plus large des 42 économies avancées et économies de marché émergentes.

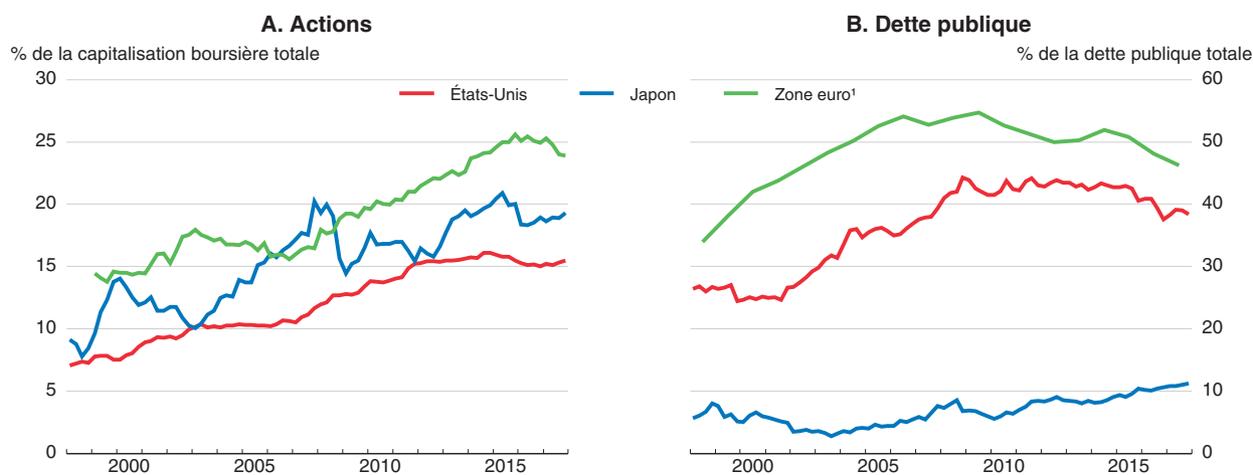
- L'importance croissante des facteurs mondiaux dans l'évolution du prix des actions est sans doute due à des chocs communs liés à l'aversion pour le risque et au rôle grandissant des investisseurs étrangers (graphique 2.12) et des fonds de placement, y compris les fonds indiciels cotés. Le déclin de la contribution des facteurs propres aux pays observé au cours de la dernière décennie, en particulier dans les économies avancées, semble être partiellement lié à la crise financière mondiale : il est en effet plus limité pour un sous-échantillon de données qui exclut les années de crise.
- Pour ce qui est du rendement des obligations d'État, l'accroissement de la contribution du facteur mondial observé dans le groupe des 15 économies avancées avant la crise financière mondiale pourrait en partie s'expliquer par la synchronisation accrue des politiques monétaires, due notamment à la création de la zone euro, et par l'augmentation de la part des obligations d'État détenues par des non-résidents. L'accroissement de la contribution des facteurs propres aux pays qui survient ensuite est probablement dû à la crise dans la zone euro, les rendements des obligations d'État ayant fortement augmenté dans plusieurs pays vulnérables de la zone euro, ce qui n'a pas été le cas dans les pays sûrs. En outre, dans les grandes économies, les politiques d'assouplissement quantitatif n'ont pas toutes été mises en œuvre au même moment ni n'ont eu la même portée.

La contribution des facteurs mondiaux et régionaux aux fluctuations des prix des actions est légèrement plus élevée que leur contribution aux variations des rendements des obligations d'État pour le groupe des 42 pays. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que le facteur « peur » joue un rôle plus déterminant dans les décisions des investisseurs en actions, et non par un niveau de participation des investisseurs étrangers globalement supérieur. Dans certaines économies avancées dont les États-Unis, la part des titres de dette publique domestique en circulation détenue par des investisseurs étrangers est plus élevée que la part des actions domestiques détenue par des investisseurs étrangers (graphique 2.12).

Les résultats obtenus concernant l'importance des facteurs mondiaux dans l'évolution des variables financières domestiques concourent avec le résultat d'autres études relatives au cycle financier mondial, laissant penser qu'une part importante des variations des prix des actifs et des mouvements de capitaux entre pays pourrait résulter d'un facteur mondial commun (en l'occurrence, l'aversion des investisseurs pour le risque, qui varie dans le temps) (Rey, 2015). En règle générale, ce facteur commun est corrélé avec les indicateurs d'aversion pour le risque couramment utilisés, tels que le VIX, ainsi qu'avec les conditions monétaires prévalant aux États-Unis (Forbes et Warnock, 2012 ; Miranda-Agrippino et Rey, 2017 ; Barrot et Serven, 2018). Les facteurs régionaux communs peuvent aussi avoir une incidence sur la situation financière. En témoigne l'influence de la situation du secteur bancaire en Europe sur les flux bancaires transfrontaliers, qui reflète le rôle important joué par les banques européennes dans l'activité bancaire mondiale avant la crise financière mondiale (Cerutti et al., 2017a). Certaines études indiquent néanmoins que le rôle des facteurs mondiaux a peu évolué depuis la crise financière mondiale (Arregui et al., 2018), voire que leur importance a diminué (Barrot et Serven,

Graphique 2.12. La part des avoirs financiers domestiques détenue par des non-résidents augmente dans les principales économies avancées

Avoirs détenus par des non-résidents en proportion des avoirs domestiques



1. Dans la partie B, les titres d'emprunt public détenus par des non-résidents comprennent les obligations détenues par les résidents des autres pays de la zone euro. La définition de la dette publique utilisée dans le dénominateur est celle de Maastricht.

Source : Banque du Japon ; Banque centrale européenne ; Réserve fédérale des États-Unis ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729382>

2018). Ce dernier résultat pourrait s'expliquer par le fait que les flux bancaires transfrontaliers ont décliné ces dernières années, comme on l'a vu précédemment.

L'analyse de l'OCDE suggère que la contribution des facteurs mondiaux et régionaux aux fluctuations du PIB a été globalement plus faible que leur contribution à l'évolution des variables financières, même si elle a quelque peu augmenté depuis les années 80. Elle a connu une forte progression pendant la crise financière mondiale (graphique 2.11), mais il s'agit là, semble-t-il, d'un effet temporaire, largement imputable à la récession qu'ont traversée l'ensemble des économies avancées¹³. L'observation selon laquelle la contribution des facteurs mondiaux communs aux fluctuations du PIB a augmenté au fil du temps concorde avec les résultats de nombreuses études empiriques, selon lesquelles l'intégration commerciale renforce la synchronisation des cycles économiques¹⁴. On observe des tendances similaires concernant la contribution des facteurs mondiaux et régionaux aux fluctuations de l'inflation depuis 1995 : leur rôle a augmenté au cours de la période 2007-17 par rapport à la décennie précédente, peut-être en raison des brusques variations des prix de l'énergie et de l'ampleur des ressources inutilisées dans l'économie mondiale. Cependant, les facteurs mondiaux ont également joué un rôle important dans les années 80, peut-être, là aussi, en raison des chocs pétroliers.

13. Pour tester l'impact de la crise financière mondiale sur les résultats, les modèles de facteurs ont également été estimés à l'aide d'un échantillon portant sur la période 2010-17. La contribution des facteurs mondiaux et régionaux aux fluctuations de la croissance du PIB est plus faible qu'avec l'échantillon de 2007-17, en particulier pour le groupe des 15 économies avancées (graphique 2.11). En ce qui concerne l'inflation et les variables financières, les résultats diffèrent peu de ceux obtenus avec l'échantillon de 2007-17. Néanmoins, la taille plus restreinte de l'échantillon jette un voile sur la fiabilité des résultats.

14. Ces études sont les suivantes : Frankel et Rose (1998), Clark et van Wincoop (2001), Duval et al. (2016), Di Giovanni et Levchenko (2010), et Karadimitropoulou et Léon-Ledesma (2013).

Les facteurs propres aux pays demeurent donc importants, de sorte que la situation économique et financière d'un pays peut dévier des tendances mondiales. En général, les facteurs mondiaux ont davantage d'influence sur les variables financières que sur la croissance du PIB réel et l'inflation, quoique la contribution estimée du facteur mondial commun varie selon les études : le plus souvent, elle explique entre un quart et la moitié des variations totales des mouvements de capitaux et des conditions financières (Cerutti et al., 2017b ; Arregui et al., 2018 ; Barrot et Serven, 2018). Combinées aux nouveaux résultats présentés plus haut, ces données tendraient à montrer que les liens financiers mondiaux et/ou les chocs financiers communs sont plus forts que les chocs réels¹⁵.

Il est probable, pour plusieurs raisons, que le rôle des facteurs mondiaux varie dans le temps et selon les pays, en particulier en ce qui concerne les variables financières (Guichard, 2017). Par exemple, les variations de la composition des mouvements de capitaux peuvent entraîner des différences du niveau d'exposition globale aux facteurs mondiaux entre les pays et dans le temps. Les facteurs mondiaux influent davantage sur les flux bancaires et de portefeuille, en particulier les flux en devises étrangères, que sur les flux d'IDE, qui sont probablement plus sensibles aux facteurs locaux « d'attraction » (Rey, 2015 ; Hoggarth et al., 2016 ; Eichengreen et al., 2017). La composition des investissements peut aussi avoir une incidence sur la sensibilité globale aux facteurs mondiaux. En particulier, la croissance des fonds négociés en bourse a contribué à accroître la sensibilité globale des flux de portefeuille aux facteurs de risque mondiaux, en particulier dans les EME (Converse et al., 2018).

Changement de la réactivité aux chocs

Compte tenu du renforcement des liens commerciaux et financiers transfrontaliers, il faut s'attendre à ce que les chocs macroéconomiques touchant un pays ou une région en particulier aient, au fil du temps, de plus amples répercussions sur les autres économies. De même, à mesure que les EME voient leur rôle dans l'économie mondiale s'accroître, l'évolution de la situation macroéconomique des pays non membres de l'OCDE devrait avoir un impact plus important sur les développements dans les pays de l'OCDE.

Ces questions sont analysées à l'aide de trois scénarios simulés par le modèle macroéconomique NiGEM, dont deux sont des variantes des chocs examinés dans les précédentes éditions des *Perspectives économiques de l'OCDE*. Le premier scénario décrit l'impact d'une baisse de 2 points de pourcentage de la croissance de la demande intérieure chinoise pendant deux ans, en se concentrant en particulier sur la façon dont les retombées économiques liés aux échanges commerciaux évoluent à mesure que la structure des échanges se modifie et que l'intégration commerciale se renforce (OCDE, 2015b). Le deuxième scénario envisage une expansion soutenue de l'investissement public dans l'ensemble des économies du G7 et examine l'influence de la politique macroéconomique adoptée sur les effets d'entraînement (OCDE, 2016). Le troisième scénario illustre certaines conséquences du renforcement du rôle joué par le facteur mondial commun sur les marchés d'actions au fil du temps (voir plus haut). Chaque scénario illustre des aspects particuliers des changements de l'intégration mondiale, sans

15. Cette hypothèse concorde avec des éléments indiquant que la synchronisation des cycles économiques entre les États-Unis et les autres pays de l'OCDE a diminué avant la crise malgré le renforcement de l'intégration financière (Heathcote et Perri, 2004) et que l'intégration bancaire peut avoir un effet négatif sur la synchronisation de la production (Kalemli-Ozcan et al., 2013a,b).

prétendre couvrir la totalité des modes d'interaction possibles entre les pays. Sauf indication contraire, tous les scénarios intègrent les réactions des politiques monétaires et budgétaires, en s'appuyant sur les règles conventionnelles de politique utilisées dans le modèle NiGEM¹⁶.

Impact mondial de l'affaiblissement de la croissance de la demande en Chine

L'effet direct, par le canal des échanges, d'un déclin de 2 points de pourcentage de la croissance de la demande intérieure chinoise pendant deux ans sur les autres économies est généralement modeste (graphique 2.13, partie A). La croissance dans les économies de l'OCDE diminuerait de 0.1 à 0.2 point de pourcentage par an, avec un impact légèrement plus marqué au Japon, ainsi que dans les autres économies d'Asie de l'Est et dans les pays exportateurs de produits de base, deux catégories d'économies qui sont relativement exposées à la Chine du fait de l'importance de leurs liens au sein des CVM¹⁷. Dans l'ensemble, la croissance des échanges mondiaux diminuerait d'environ 0.7 point de pourcentage par an durant les deux premières années de la simulation. Les retombées économiques du choc seraient plus importantes en l'absence de réactivité des politiques monétaires dans les autres pays. Dans la deuxième année suivant le choc, les taux directeurs diminuent de plus de 25 points de base dans les principales économies de l'OCDE, et davantage encore dans les économies les plus exposées (graphique 2.13, partie B), ce qui contribue à atténuer les effets négatifs sur l'activité domestique. D'autres facteurs pourraient amplifier les retombées économiques sur les pays partenaires du choc de demande en Chine, notamment la possibilité d'une réaction négative des marchés financiers et d'un déclin des prix des produits de base (OCDE, 2015b ; Dieppe et al., 2018). Bien que les multinationales ne soient pas identifiées séparément dans le modèle NiGEM, l'ajustement au fléchissement de la demande chinoise devrait s'opérer en partie par le biais d'un ajustement des ventes des filiales étrangères en Chine, et donc d'un ajustement des marchés intérieurs d'actions dans les pays d'origine (graphique 2.8).

Pour déterminer l'influence des changements de la structure des échanges et de l'intensité commerciale sur l'ampleur des retombées économiques et ses implications en termes de réactivité des politiques, deux versions différentes de la simulation de base sont effectuées. La première examine l'impact d'un changement de la structure des échanges en simulant le même choc de demande en Chine avec une version alternative du modèle, qui utilise une matrice des échanges bilatéraux de biens et de services fondée sur des données de 1995¹⁸. Cette simulation minore l'importance globale de la Chine dans les

16. La règle de politique monétaire utilisée dans le modèle NiGEM repose sur deux piliers, les taux directeurs évoluant en fonction de la mesure dans laquelle l'inflation et le PIB nominal s'écartent de leurs niveaux de référence cibles. La règle budgétaire veut que le taux d'imposition effectif direct des ménages s'ajuste de façon à ce que le solde budgétaire des administrations publiques revienne à son niveau de référence cible.

17. En Chine, le déclin initial de la demande intérieure entraîne une forte baisse des importations, qui réduit l'impact global du choc sur l'économie chinoise à un recul de la croissance du PIB d'environ 1 ¼ point de pourcentage par an. Au cours de la deuxième année suivant le choc, l'excédent de la balance des paiements courants de la Chine augmente d'environ 1 % du PIB, les sorties nettes de capitaux augmentant proportionnellement.

18. La matrice sous-jacente des échanges bilatéraux affecte les pondérations attachées aux différentes économies selon les paramètres suivants : taille des marchés d'exportation, prix des importations et prix pratiqués par les concurrents des exportateurs. La matrice utilisée dans la version actuelle du modèle NiGEM est fondée sur les données de 2016.

échanges mondiaux¹⁹. La deuxième version compare le même choc de demande en Chine à deux dates différentes, en utilisant la même matrice sous-jacente des échanges bilatéraux. Cette simulation donne une indication de la contribution du renforcement de l'intégration commerciale à la propagation du choc dans les autres pays²⁰.

Le fait de modifier la matrice des échanges et le degré d'intégration commerciale modifie peu les résultats initiaux (graphique 2.13, parties C et D). Dans les deux cas, les résultats reportés reposent sur l'hypothèse d'une politique monétaire endogène dans toutes les économies. L'impact sur la croissance du PIB en Chine est plus faible lorsque la Chine est plus intégrée aux marchés mondiaux, dans la mesure où une plus large part du choc initial se répercute sur les autres économies. La modification du degré d'intégration commerciale a un impact légèrement plus élevé sur les effets d'entraînement dans les autres pays que n'en a la modification de la structure des échanges, tout au moins dans cet exemple²¹.

- Dans la simulation utilisant la matrice des échanges la plus récente et celle tablant sur un degré d'ouverture commerciale plus élevé, les effets d'entraînement directs qui s'exercent sur les autres pays via les échanges sont compensés par le surcroît de réactivité de la politique monétaire (graphique 2.13, parties E et F). Dans le scénario d'intégration commerciale accrue, notamment, la politique monétaire réagit plus vivement au choc afin de compenser ses retombées négatives.
- Les variations des volumes d'échanges et des prix des échanges ont une incidence sur l'ampleur des effets d'entraînement venant de Chine, comme l'illustrent les deux scénarios qui font varier le degré d'intégration commerciale (graphique 2.13, parties G et H). La croissance des marchés d'exportation est plus fortement impactée par le choc dans le scénario à degré d'intégration commerciale accru, les économies les plus touchées étant, encore une fois, celles qui ont des liens commerciaux les plus étroits avec la Chine. Cependant, toutes les économies bénéficient de prix d'importations plus bas dans la mesure où le taux de pénétration des importations est plus élevé dans ce cas. Cette plus forte pression à la baisse des prix accentue la réduction des taux directeurs²².
- L'impact du choc à l'étranger produit également des retombées sur l'économie chinoise. Le fléchissement de la demande dans le reste du monde fait baisser la demande pour les exportations chinoises ainsi que les prix des importations en Chine.

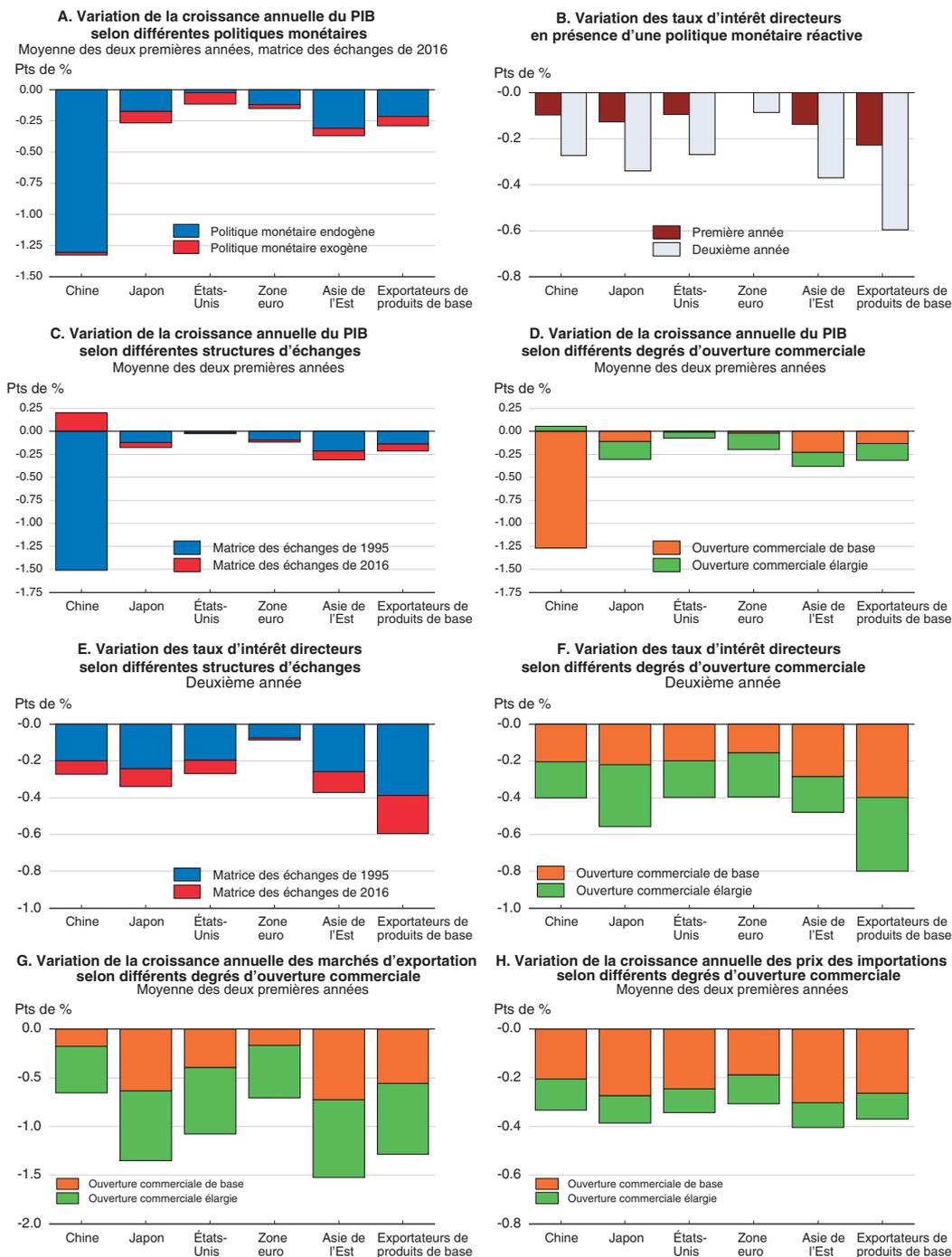
19. L'utilisation de ce modèle entraîne également une diminution de la sensibilité de la demande d'importations de la Chine aux variations de la demande intérieure d'environ 20 %, qui pourrait s'expliquer par le fait que l'économie chinoise était moins ouverte et moins intégrée au milieu des années 90. Cet ajustement ne serait en principe pas nécessaire si la simulation fondée sur la matrice de 1995 pouvait être effectuée à partir de l'année 1995. Mais cela est techniquement impossible avec la version actuelle du NiGEM.

20. Dans la version de base du modèle NiGEM, l'ouverture commerciale (ratio échanges/PIB) de l'économie moyenne augmente de 11 points de pourcentage entre les deux points de départ, une hausse à peu près comparable à celle intervenue dans la dizaine d'années qui a précédé la crise financière mondiale.

21. Dans le scénario envisageant un degré d'ouverture commerciale plus élevé, la croissance des échanges mondiaux diminue d'environ 1 point de pourcentage par an durant les deux premières années de la simulation.

22. Dans le modèle NiGEM, les prix des importations sont calculés sur la base d'une moyenne pondérée des coûts dans les pays exportateurs et des prix intérieurs dans le pays importateur. Si les prix étaient fixés uniquement en dollars des États-Unis, la baisse des prix serait plus faible qu'elle ne l'est dans ces simulations et, selon toute vraisemblance, les effets d'entraînement négatifs sur la croissance des pays importateurs seraient légèrement supérieurs.

Graphique 2.13. Modèles des échanges et effets d'entraînement consécutifs à un choc négatif sur la demande intérieure chinoise



Note : Choc correspondant à un déclin de 2 points de pourcentage du taux de croissance de la demande intérieure chinoise pendant deux ans. Les taux directeurs sont endogènes dans tous les pays et régions, sauf indication contraire. Les chocs simulés avec différentes matrices des échanges commencent en 2018 et utilisent les flux bilatéraux d'échanges de biens et de services de 1995 ou 2016. Les chocs simulés avec différents degrés d'ouverture commerciale commencent en 2009 (ouverture commerciale de base) et en 2031 (ouverture commerciale accrue) respectivement. L'Asie de l'Est comprend la Corée, Singapour, le Vietnam et le bloc du NiGEM pour l'Asie de l'Est. Les « exportateurs de produits de base » sont l'Afrique du Sud, l'Australie, le Brésil, l'Indonésie, la Russie et le bloc du NiGEM pour le Moyen-Orient.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729401>

Impact mondial d'une relance soutenue de l'investissement public dans les économies du G7

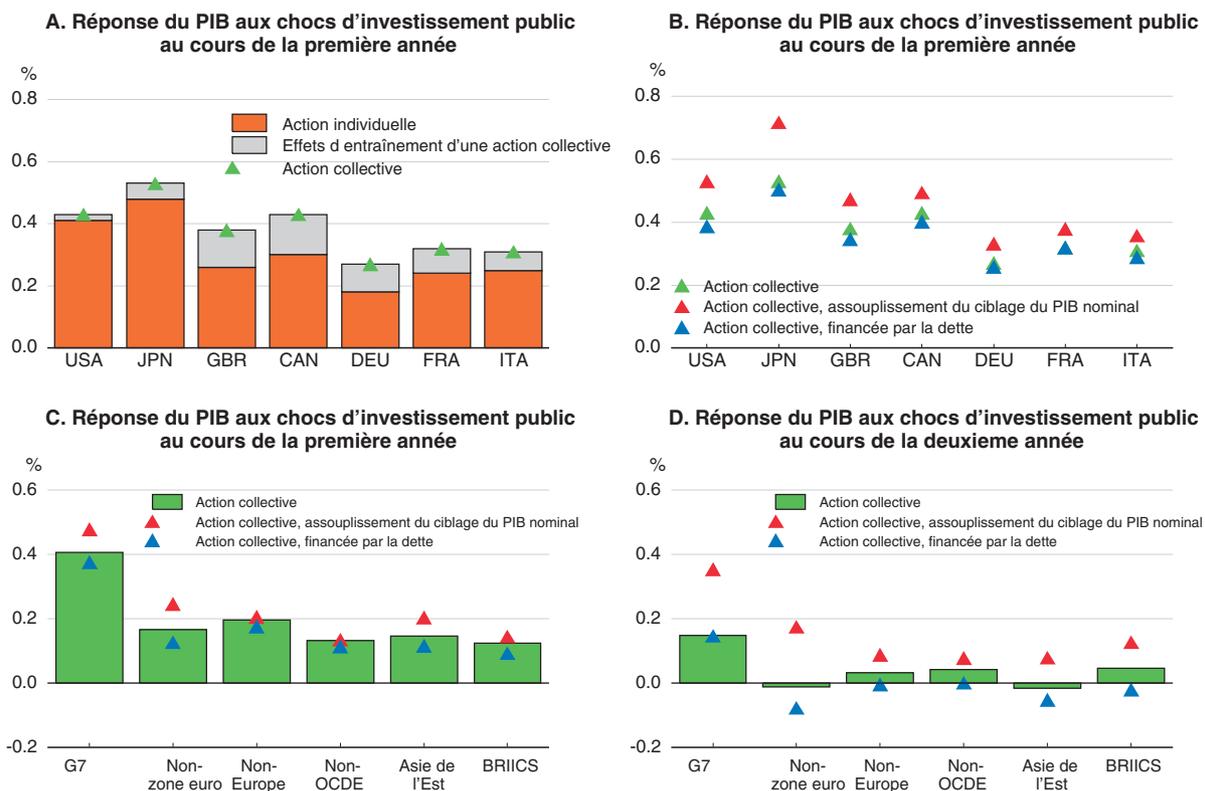
Les effets multiplicateurs intérieurs à court terme d'un choc de dépenses publiques et les effets d'entraînement vers les autres économies dépendent d'un ensemble de facteurs propres aux pays, tels que le degré d'ouverture et des politiques monétaires et budgétaires. Les simulations présentées ici, qui s'appuient sur celles effectuées dans la publication OCDE (2016), tablent toutes sur une augmentation permanente de l'investissement public équivalente à ½ pour cent du PIB dans chacune des économies du G7²³. Les agents du secteur privé et les marchés financiers sont supposés avoir un comportement prospectif, de sorte que l'anticipation d'un stock de capital public plus élevé dans le futur soutient immédiatement l'investissement privé, et les politiques monétaires et les taux de change sont endogènes dans toutes les économies.

Dans l'hypothèse d'un choc dans un seul pays, les effets multiplicateurs de production au cours de la première année sont plus élevés dans les pays qui sont moins ouverts aux échanges ; ils sont donc, plus élevés aux États-Unis et au Japon (environ 0.8) que dans les principaux pays européens (graphique 2.14, partie A). Un corollaire de cette observation est que les multiplicateurs budgétaires dans les économies individuelles sont susceptibles d'avoir diminué au fil du temps à mesure que les économies s'ouvraient davantage aux échanges, toutes choses égales par ailleurs. Les liens entre les pays s'étant renforcés sous l'effet de la mondialisation, l'action collective est désormais plus efficace que les actions individuelles. Si toutes les économies du G7 procédaient simultanément à une relance de l'investissement public, l'impact sur le PIB au cours de la première année augmenterait de plus d'un quart en moyenne, et davantage encore dans les pays qui sont plus ouverts aux échanges (graphique 2.14, parties A et C)²⁴.

L'essor de la demande dans les économies du G7 supporte la croissance des autres économies, en particulier les économies européennes qui sont fortement tributaires de la demande dans les principales économies de la zone euro, ainsi que l'Asie de l'Est, où l'exposition aux échanges est relativement élevée (graphique 2.14, partie C). Au cours de la deuxième année, les gains tendent à se dissiper, du fait notamment de la réaction de la politique monétaire. Les taux directeurs augmentent d'environ 30 points de base aux États-Unis, au Japon, au Royaume-Uni et au Canada durant les deux à trois premières années de la simulation collective, conséquence du sursaut à court terme de la demande, avant de refluer. À l'extérieur des économies du G7, les taux directeurs augmentent généralement de 10 à 20 points de base. Cette hausse contribue à l'éviction graduelle des effets à court terme de la relance de l'investissement sur la demande, mais n'empêche pas la manifestation à plus long terme d'effets bénéfiques sur l'offre dans les économies du G7, liés à l'accroissement des stocks de capital public et privé.

23. En pratique, procéder immédiatement à une forte augmentation du volume d'investissement public serait sans doute difficile : pour un pays type de l'OCDE, cet effort reviendrait à accroître les investissements publics d'environ 15 %. Ce choc permanent sur l'investissement implique également une augmentation importante à long terme du stock de capital public – comprise entre 10 à 20 % dans l'économie du G7 type – quoiqu'il faille de nombreuses années pour accumuler un tel stock.

24. Si les taux d'intérêt sont maintenus exogènes durant les trois premières années de la simulation, l'impact sur le PIB au cours de la première année augmente de plus de deux cinquièmes en moyenne par rapport à l'effet ressortant de la simulation d'un choc individuel.

Graphique 2.14. **Multiplicateurs et effets d'entraînement d'une relance collective de l'investissement public dans les économies du G7**

Note : Sur la base d'une augmentation permanente de l'investissement public équivalente à 0.5 % du PIB dans les économies du G7. Tous les pays et régions sont pondérés ensemble à l'aide des parités de pouvoir d'achat.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729420>

Les politiques, mises en place dans les pays ayant initié le stimulus budgétaire (les économies du G7, ici), peuvent exercer une influence importante sur l'ampleur et la persistance des effets multiplicateurs et d'entraînement à court terme dans les autres pays.

- Si les autorités monétaires perçoivent et réagissent à l'amélioration à long terme de l'offre résultant de l'accroissement du stock de capital public, les taux directeurs (et par conséquent les taux d'intérêt à long terme) augmentent moins qu'ils ne le feraient dans d'autres circonstances²⁵. Dans ce cas de figure, le choc collectif induit des effets multiplicateurs plus élevés au cours de la première année, en particulier à l'extérieur des pays de la zone euro (la politique monétaire étant fixée pour l'ensemble de la zone euro), et les effets positifs du choc sur la demande persistent plus longtemps (graphique 2.14, parties C et D).
- Le fait de financer la relance budgétaire par la dette plutôt que par l'impôt conduit à des taux d'intérêt à long terme plus élevés et réduit les avantages à court et à long terme de

25. La règle de politique monétaire utilisée dans le modèle NiGEM repose sur deux piliers, les taux directeurs évoluant en fonction de la mesure dans laquelle l'inflation et le PIB nominal s'écartent de leurs niveaux cibles (de référence). Le scénario de substitution prévoit une hausse de 1 % de la cible de croissance du PIB nominal.

la relance (graphique 2.14, parties B à D)²⁶. Le ratio dette publique/PIB augmente alors d'environ 6 à 7 points de pourcentage à moyen terme dans chacune des économies du G7. Les primes de risque attachées à la dette publique sont plus élevées, contribuant à une augmentation permanente des taux d'intérêt à long terme d'environ 25 points de base dans les économies du G7. L'intégration des marchés financiers mondiaux aidant, cette hausse persistante des taux d'intérêt à long terme se répercute dans les autres économies, réduisant les effets d'entraînement positifs de la relance.

Impact d'une hausse de la prime de risque sur les actions américaines

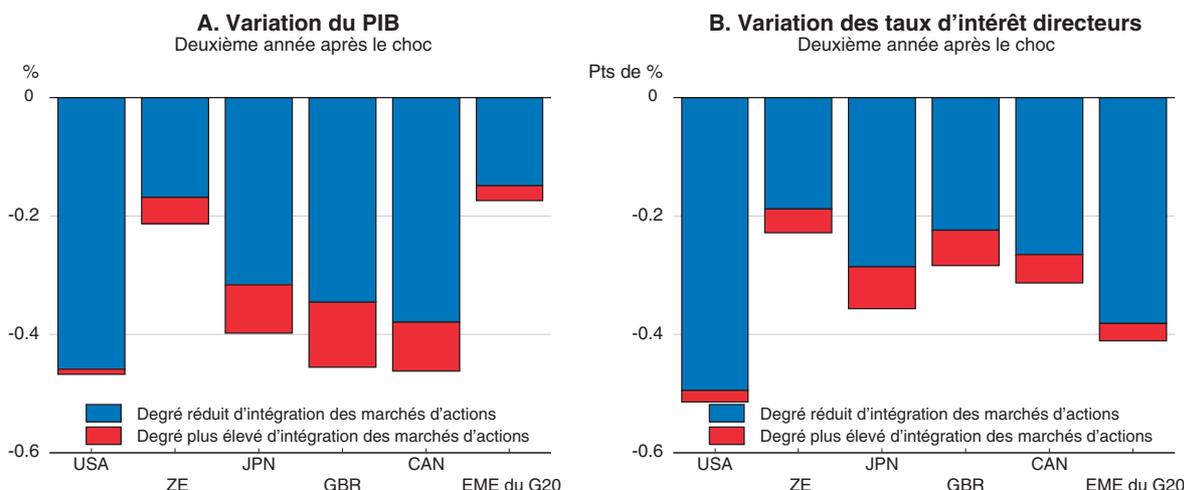
L'impact à court terme d'une hausse de 1 point de pourcentage de la prime de risque sur les actions américaines pendant deux ans est illustré par les scénarios ci-dessous, ceux-ci utilisant différentes hypothèses concernant l'importance des liens d'interdépendance entre les marchés boursiers mondiaux²⁷. La hausse de la prime de risque abaisse le prix des actions américaines d'environ 10 %. Les effets de ces mouvements sur les cours des actions et les primes de risque dans les autres pays varient dans le temps en fonction de l'influence du facteur mondial (déterminé ici par le choc affectant les primes de risques des actions américaines) sur l'évolution des marchés boursiers nationaux (voir plus haut).

Dans le scénario qui suppose un degré d'intégration moindre, les primes de risque sur les actions dans les autres pays évoluent en fonction de l'importance des liens avant 1995, de sorte que les primes augmentent d'environ 60 points de base dans les principaux pays avancés et de 40 points de base dans les autres pays. Dans le scénario à degré d'intégration plus élevé, qui rend compte de l'importance des liens entre 2007 et 2017, les primes de risque augmentent de 80 points de base dans les principaux pays avancés et de 60 points de base dans les autres pays. Les deux scénarios sont simulés à une même date ; en pratique, l'augmentation progressive du degré d'ouverture et du niveau de développement du secteur financier signifie qu'un même choc sur les primes de risque aura des répercussions économiques plus marquées dans le présent que dans le passé.

Le renforcement de l'intégration des marchés financiers accroît les effets d'entraînement négatifs du choc américain sur la production de toutes les économies, en particulier du Canada, du Royaume-Uni et du Japon (graphique 2.15, partie A). S'il n'existait aucun effet d'entraînement direct entre les marchés d'actions et que, par conséquent, la prime de risque sur les actions n'augmentait qu'aux États-Unis, les effets sur la production seraient beaucoup plus restreints dans les autres économies avancées ; ainsi, le niveau du PIB ne diminuerait en général que de 0.1 % environ au cours de la deuxième année suivant le choc.

26. Les scénarios par défaut présentés ici comportent des cibles budgétaires inchangées pour l'ensemble des économies, de sorte que l'augmentation du niveau de dépenses dans les économies du G7 est compensée par une hausse du taux effectif d'imposition des ménages, qui entraîne un ajustement des dépenses de consommation. À court terme, la consommation privée est plus vigoureuse lorsque la relance est financée par la dette plutôt que par l'impôt (étant donné que dans ce dernier cas, les ménages sont assujettis à des impôts directs plus élevés), mais cet effet est plus que compensé par l'affaiblissement de l'investissement privé dû à l'augmentation des taux d'intérêt, de sorte que l'impact global sur le PIB est plus faible.

27. Cette hausse de 1 point de pourcentage est un choc relativement modeste, qui correspond à une variation de 1 écart-type de la prime de risque sur les actions américaines entre 1960 et 2017, selon les estimations de Damodaran (2018). La prime de risque sur les actions, qui correspond à la différence entre le rendement du placement en actions et le rendement sans risque (généralement le rendement des obligations d'État), rémunère le risque pris par les investisseurs en actions.

Graphique 2.15. **Effets d'entraînement d'une hausse de la prime de risque sur les actions américaines**

Note : Sur la base d'une hausse de 1 point de pourcentage de la prime de risque sur les actions américaines pendant deux ans. L'ampleur des effets d'entraînement associés sur les primes de risque sur actions dans les autres pays varie dans le temps en fonction de l'importance des facteurs mondiaux sur les marchés d'actions. Le scénario à degré d'intégration des marchés d'actions réduit est fondé sur les liens qui prévalaient avant 1995, et le scénario à degré d'intégration plus élevé sur les liens au cours de la dernière décennie. Les taux d'intérêt directeurs sont endogènes dans tous les pays et régions. Tous les chocs commencent en 2018. Les économies de marché émergentes (EME) du G20 sont pondérées ensemble à l'aide des parités de pouvoir d'achat.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729439>

Dans les deux scénarios, les effets d'entraînement du choc financier sont amortis par la politique d'assouplissement monétaire, avec une baisse des taux d'intérêt d'environ $\frac{1}{4}$ point de pourcentage dans les principales économies avancées et de $\frac{1}{2}$ point de pourcentage aux États-Unis la deuxième année (graphique 2.15, partie B). En pratique, cette situation pourrait être plus difficile à gérer pour les autorités monétaires si le choc survenait à un moment où les taux d'intérêt sont très bas. Si la politique monétaire ne réagissait pas du tout au choc, l'impact négatif sur le niveau du PIB serait plus marqué durant la deuxième année, dans une proportion allant d'un quart à la moitié de l'impact indiqué.

Changements des mécanismes de transmission des chocs liés à l'évolution des échanges commerciaux et des marchés financiers

Le renforcement et le changement de la nature de l'intégration commerciale et financière affectent les mécanismes de transmission classique des chocs, en amplifiant l'impact des chocs externes, en accentuant les effets des mouvements de change sur le PIB qui s'opèrent par le canal financier en comparaison des effets intervenant par le canal des échanges, et en renforçant le rôle des taux de change bilatéraux du dollar des États-Unis.

Effets des chocs sur la demande agrégée et l'inflation en présence de liens commerciaux renforcés et plus complexes

Le renforcement de l'intégration commerciale confère à la demande transfrontalière une influence accrue sur les conditions économiques intérieures. Plus particulièrement, l'importance croissante des EME en tant que destination de la production des économies avancées, et vice versa, rend les économies des deux groupes plus dépendantes les unes

des autres. Cette interdépendance grandissante concerne principalement les trois grands blocs commerciaux régionaux, comme on l'a vu précédemment.

L'expansion des CVM est source d'avantages économiques bien connus²⁸ mais peut aussi amplifier les récessions. Lors d'une crise, l'incertitude contraint les producteurs à revoir leurs prévisions de la demande future à la baisse, et donc à réduire leur production ainsi que leurs stocks et leurs commandes de fournitures intermédiaires (Gangnes et al., 2012). L'amplification du choc de demande initiale et sa propagation jusqu'aux fournisseurs situés en amont sont plus marquées lorsque la production est fragmentée sur plusieurs pays. En effet, les entreprises qui importent une partie de leurs fournitures ont généralement des stocks plus importants et passent des commandes moins souvent que les entreprises qui n'utilisent que des fournitures produites dans le pays (Escaith et al., 2010). En dehors des périodes de crise, cependant, cet effet est peu significatif.

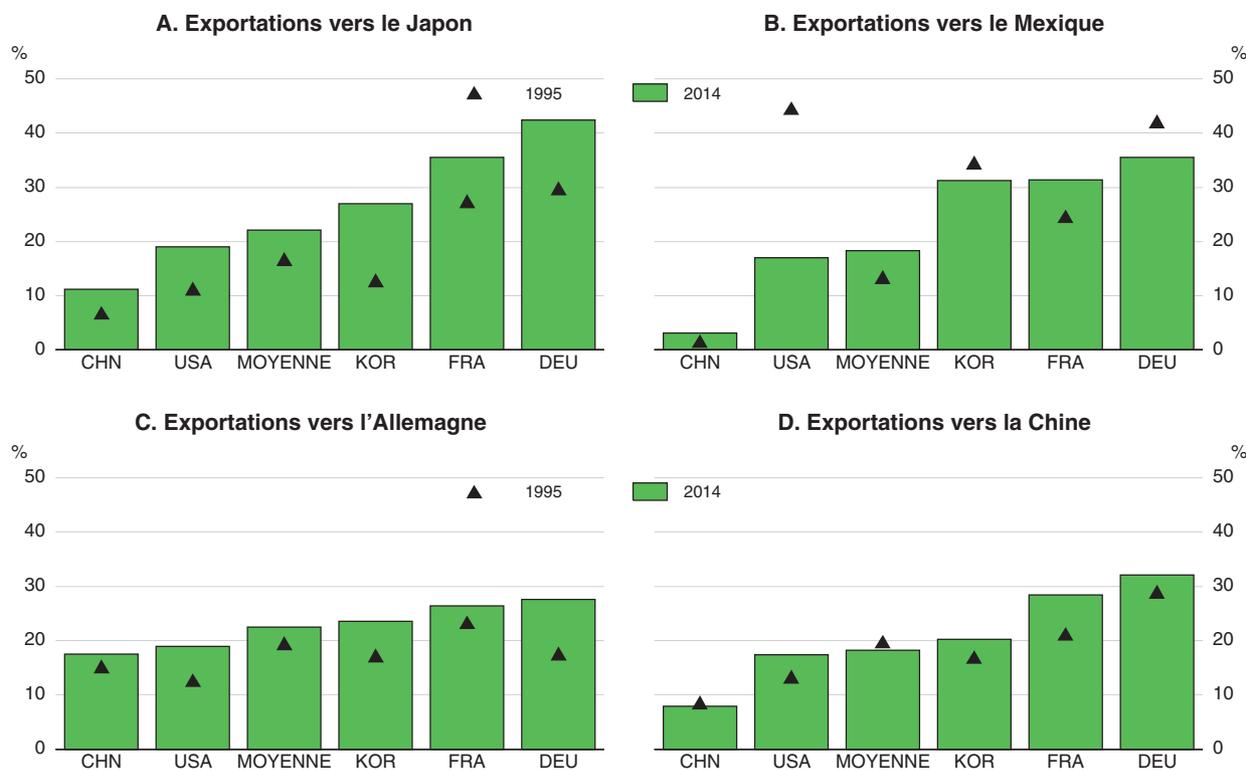
Une participation accrue aux CVM peut aussi s'accompagner d'un risque plus élevé de perturbation de l'approvisionnement transfrontalier. L'expérience montre qu'un événement local dans un pays (par exemple le grand séisme qui a frappé l'est du Japon en 2011) peut facilement se répercuter sur d'autres pays par le biais des chaînes d'approvisionnement (OCDE, 2011b). À mesure du développement des CVM, les chaînes d'approvisionnement sont devenues plus complexes, plus longues et plus interdépendantes, de sorte que les pays sont devenus plus vulnérables face à d'éventuelles perturbations de l'approvisionnement. Un indicateur simple témoigne de la complexité et de la vulnérabilité croissantes des chaînes d'approvisionnement : l'augmentation de la part des exportations mesurées en valeur ajoutée qui transitent par au moins un marché tiers avant d'atteindre leur destination finale (graphique 2.16). Cette part peut fréquemment atteindre un tiers de la valeur ajoutée totale exportée depuis le pays source jusqu'à la destination finale. Dans certains cas, comme celui des exportations de la Corée vers le Japon, elle a considérablement augmenté entre 1995 et 2014 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles). Cela signifie qu'une part plus importante des exportations coréennes en valeur ajoutée est acheminée au Japon par l'intermédiaire de marchés tiers, notamment la Chine, les États-Unis et l'Indonésie, que directement. Par conséquent, les échanges japonais et coréens sont devenus plus vulnérables face aux perturbations qui peuvent toucher ces marchés localement.

Les prix intérieurs sont désormais plus sensibles à l'inflation importée en raison de l'augmentation de la pénétration des importations. Étant donné qu'une part croissante de la demande intérieure est satisfaite par les importations et que, par ailleurs, celles-ci viennent de plus en plus de pays à bas coût, la mondialisation a conduit à une diminution de l'inflation des prix à la consommation dans les pays de l'OCDE (Pain et al., 2006 ; Borio et Filardo, 2007), quoique cet effet soit en partie compensé par les tensions à la hausse qui s'exercent sur les prix des produits de base en raison du transfert de la production vers des économies à forte intensité de consommation de produits de base. On a également constaté que la participation aux CVM était associée à un ralentissement de la croissance

28. La participation aux CVM facilite la spécialisation, qui améliore l'efficacité économique et permet aux économies de tirer parti des échanges commerciaux sans avoir à mettre sur pied un secteur d'activité entier. Les CVM revêtent également un rôle crucial dans la diffusion des connaissances. Les contacts avec les entreprises étrangères plus productives peuvent aider les entreprises locales à améliorer leur productivité, en leur permettant de se familiariser avec les technologies de pointe ou des modes d'organisation et de gestion améliorés (Criscuolo et Timmis, 2017).

Graphique 2.16. Les chaînes d'approvisionnement dans le secteur manufacturier se sont complexifiées

En pourcentage des exportations mesurées en valeur ajoutée qui transitent par des marchés tiers avant d'atteindre leur destination finale



Note : Les graphiques représentent, par ordre croissant, les cinq principales sources d'exportations en valeur ajoutée pour quatre destinations finales : Japon, Mexique, Allemagne et Chine. La moyenne pour les pays indiqués est pondérée par les exportations en valeur ajoutée de 2014.

Source : Base de données ÉVA de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729458>

des déflateurs de la valeur ajoutée et des coûts de main-d'œuvre unitaires au niveau sectoriel, notamment dans la période qui a précédé la crise financière (Andrews et al., 2018). Ce dernier effet est particulièrement significatif en ce qui concerne la participation à des CVM intégrant des pays à faibles salaires.

Il est possible que l'impact des mouvements de change sur les flux commerciaux ait faibli

Avec l'expansion des CVM, les échanges commerciaux sont devenus moins sensibles aux variations des taux de change, en particulier au lendemain de la crise financière mondiale (Ollivaud et al., 2015). Autre conséquence de l'essor des CVM, l'amélioration de la compétitivité-coûts des exportations permise par la dépréciation du taux de change est compensée de plus en plus par la hausse du coût des importations de produits intermédiaires, et réciproquement. Ce constat est corroboré par une comparaison de la réactivité des volumes d'exportations et d'importations à la variation des prix relatifs, telle qu'elle ressort des équations relatives aux échanges estimées pour l'OCDE par Pain et al. (2005) et Morin et Schweltnus (2014) : la réactivité des volumes d'importations, et dans une moindre mesure des volumes d'exportations, aux prix relatifs à long terme a décliné dans

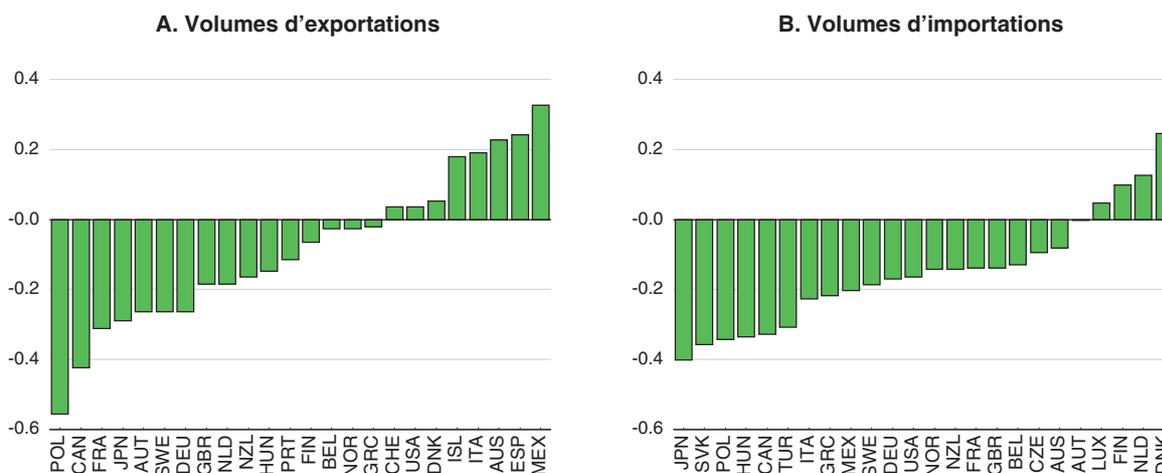
la majorité des pays de l'OCDE (graphique 2.17)²⁹. Les mouvements de change continuent d'avoir un impact sur les entreprises, mais c'est surtout au niveau des marges bénéficiaires qu'il se ressent davantage, les entreprises ayant de plus en plus tendance à fixer leurs prix en fonction du marché (voir ci-après).

Le dollar des États-Unis demeure une monnaie de facturation de premier plan dans les échanges internationaux, dans la mesure où l'importance croissante des échanges effectués avec les EME et portant sur des produits de base augmente la part des échanges facturés en dollars (encadré 2.2). Cette évolution peut avoir une incidence sur la réactivité des échanges aux mouvements de change. La facturation en euros a également progressé au fil du temps, mais se limite principalement aux échanges à l'intérieur de la zone euro. Des données indiquent par ailleurs que les prix dans la monnaie de facturation ont tendance à ne s'ajuster que lentement aux variations des taux de change nominaux (Gopinath, 2015). Ces pratiques de facturation ont plusieurs conséquences :

- L'impact du taux de change du dollar sur les échanges des pays autres que les États-Unis serait renforcé. Selon une étude récente, une appréciation du dollar de 1 % vis-à-vis de l'ensemble des autres monnaies pourrait faire baisser le volume total des échanges entre les pays du reste du monde de 0.6 à 0.8 % (Boz et al., 2017). L'appréciation du dollar enchérit en effet les importations provenant de tous les pays qui facturent en dollars, et non pas uniquement des États-Unis, et entraîne donc une baisse de la demande d'importations auprès de l'ensemble de ces pays (Casas et al., 2016).
- L'impact des fluctuations du taux de change sur l'inflation peut varier d'un pays à un autre (Gopinath, 2015). Aux États-Unis et dans la zone euro, le mécanisme de transmission du taux de change aux prix intérieurs se renforce à mesure que la part de la facturation en monnaie locale diminue, toutes choses égales par ailleurs i.e. une fois les déterminants classiques de la transmission pris en compte (Gopinath, 2015 ;

Graphique 2.17. La réactivité des volumes d'échanges aux prix relatifs a décliné

Différences d'élasticité à long terme des volumes d'échanges aux prix relatifs entre les estimations de 2014 et de 2005



Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729477>

29. Dans l'économie médiane de l'OCDE, l'élasticité aux prix relatifs a décliné de 0.1 à 0.2 point de pourcentage entre les deux séries d'estimations.

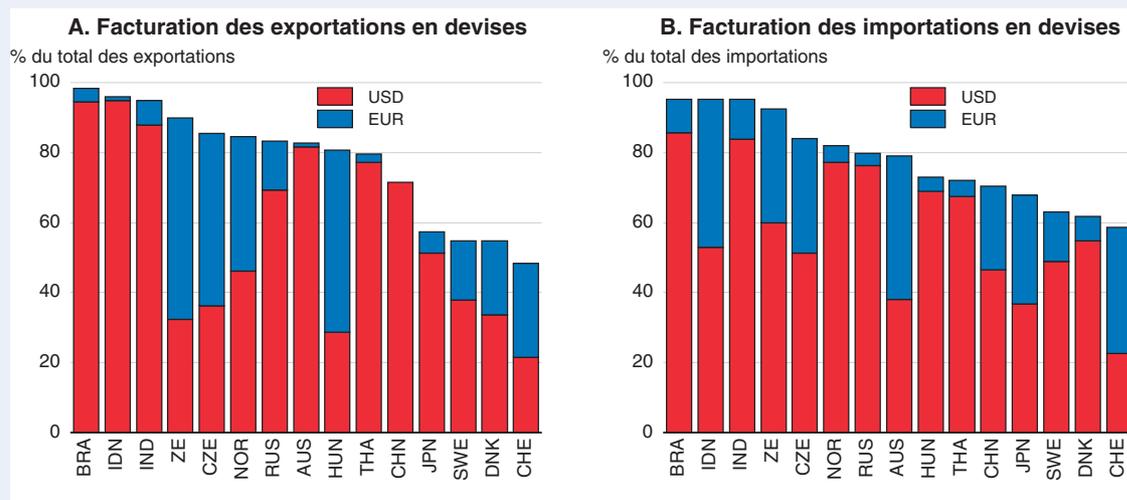
Encadré 2.2. La position dominante du dollar des États-Unis dans les échanges commerciaux et les transactions financières internationales

Depuis de nombreuses années, le dollar des États-Unis est la principale monnaie internationale et celle qui est la plus utilisée dans les transactions transfrontalières (Auboin, 2012). À partir d'un échantillon de pays représentant environ 60 % du commerce mondial, Gopinath (2015) estime que la part du dollar des États-Unis dans la facturation des échanges mondiaux est entre quatre et cinq fois plus élevée que la part de ce pays dans les importations mondiales et plus de trois fois plus élevée que sa part dans les exportations mondiales. Quelque 90 pays dans le monde utilisent une monnaie explicitement ou implicitement arrimée au dollar (Auboin, 2012), un facteur qui encourage plus encore la facturation en dollars. En tenant compte à la fois des monnaies arrimées au dollar et des covariations monétaires dictées par les marchés, certains auteurs estiment que la zone dollar [des États-Unis] pourrait représenter plus de la moitié du PIB mondial (Ito et al., 2015).

Le dollar est amplement utilisé dans les transactions commerciales des économies de marché émergentes (EME) et les exportations des pays producteurs de produits de base (premier graphique ci-après). Dans les autres pays, il est plus couramment utilisé pour les importations que pour les exportations. De façon générale, l'accroissement de la part des EME dans les échanges mondiaux a conféré au dollar un rôle de plus en plus important dans le commerce international. Mais ce n'est pas le cas pour tous les pays. En Chine, d'après les estimations, la part des exportations facturées en dollars a décliné au cours des dernières années, passant d'environ 80 % en 2014 à 72 % en 2016.

L'introduction de l'euro a conduit à une utilisation croissante de la monnaie commune pour la facturation des échanges à l'intérieur de la zone euro, au détriment du dollar (Kamps, 2006). Toutefois, au cours de la dernière décennie, la part de l'euro dans les exportations des pays extérieurs à la zone euro et les importations de produits en provenance de la zone euro est restée globalement stable (BCE, 2017). Peu de pays extérieurs à la zone euro facturent leurs exportations principalement en euros, à l'exception de quelques petits États membres ouverts de l'UE qui entretiennent des liens commerciaux étroits avec les pays de la zone euro par l'intermédiaire des CVM (premier graphique ci-après).

Facturation des exportations et des importations en dollars des États-Unis et en euros en 2016



Note : Les données portent sur 2016 pour tous les pays sauf l'Australie (2015-16), l'Indonésie (de 2010 à 2015), l'Inde (de 2012 à 2013) et le Brésil (2011). Échanges de marchandises pour tous les pays sauf la Russie (produits et services). Les données relatives à l'ensemble des États membres de l'UE portent exclusivement sur les échanges avec les pays extérieurs à l'UE.

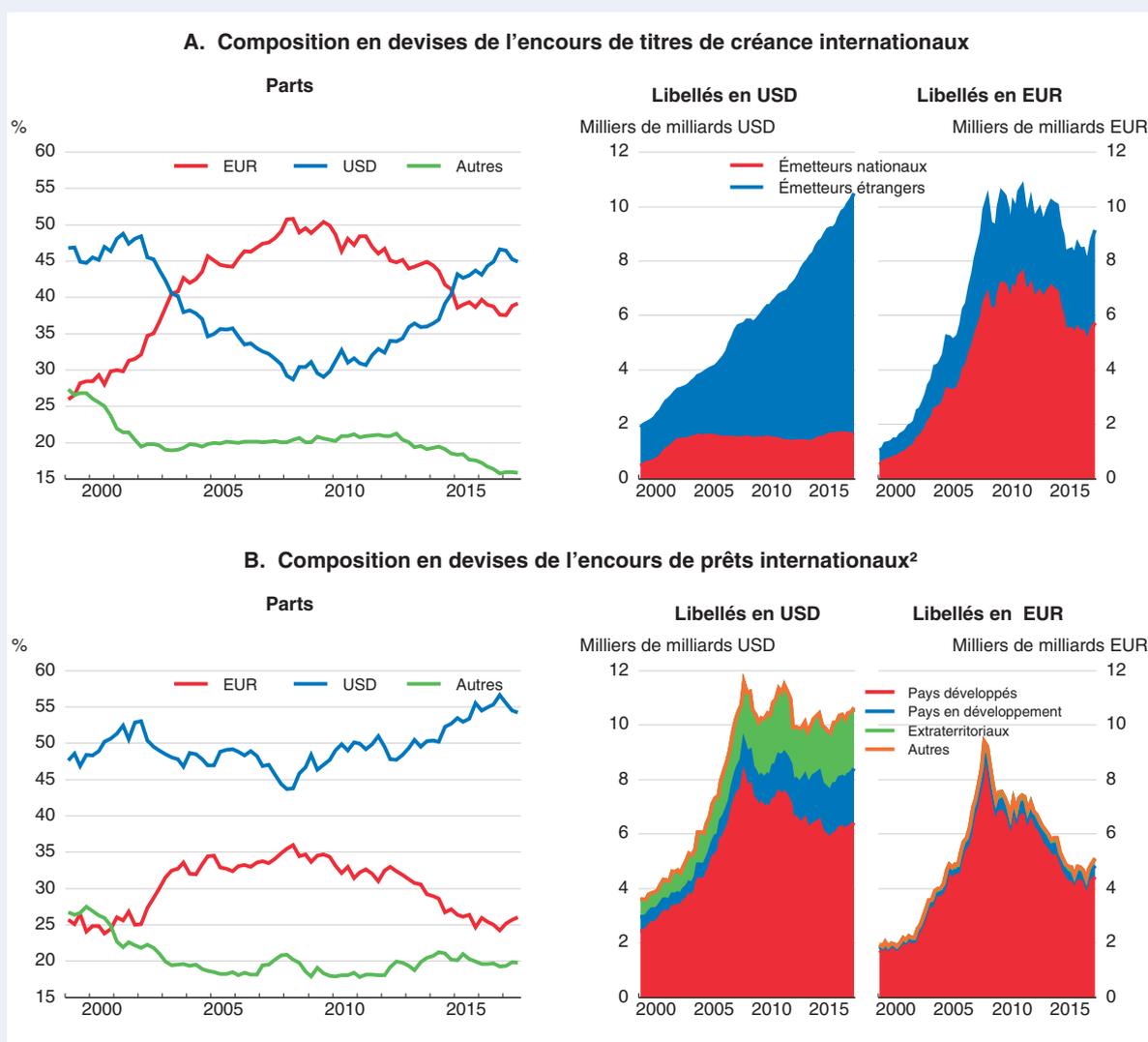
Source : Administration japonaise des douanes ; Banque centrale du Brésil ; Banque centrale de l'Inde ; Banque centrale de Russie ; Bureau de statistique de l'Australie ; Eurostat ; ministère des Finances de la République d'Indonésie ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787//888933729116>

Encadré 2.2. La position dominante du dollar des États-Unis dans les échanges commerciaux et les transactions financières internationaux (suite)

Le dollar continue par ailleurs de dominer les transactions financières internationales malgré l'introduction de l'euro (graphique ci-après). D'après les données SWIFT, c'est toujours la principale monnaie utilisée pour les paiements internationaux et nationaux. En 2017, il était utilisé dans 40 % des transactions, contre 30 % en 2012. À titre de comparaison, malgré sa forte croissance en 2017, la part du RMB chinois demeure inférieure à 2 % (SWIFT, 2018). La part des titres de créance et prêts internationaux libellés en euros avait fortement augmenté avant la crise financière mondiale, mais elle a ensuite diminué, essentiellement sous l'impulsion des emprunteurs de la zone euro. L'euro a vu son importance croître dans les transactions financières internationales, mais son utilisation reste largement cantonnée aux pays de la zone euro. Par contraste, les financements internationaux libellés en dollars ont progressé sous l'influence des emprunteurs situés à l'extérieur des États-Unis, particulièrement les emprunteurs des EME depuis quelques années.

La finance internationale est dominée par le dollar des États-Unis¹



1. La dernière observation porte sur le troisième trimestre de 2017.

2. Les données relatives aux prêts comprennent les prêts interbancaires

Source : Banque des règlements internationaux ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729135>

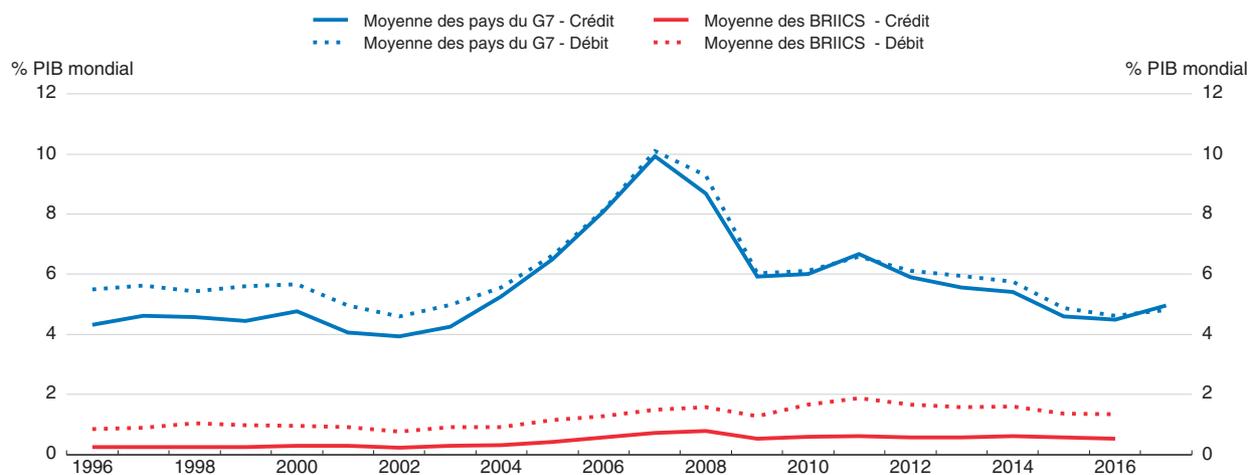
Özyurt, 2016). Aux États-Unis, où presque toutes les importations sont facturées en dollars, l'inflation intérieure est plus étanche aux chocs de change qu'elle ne l'est dans les autres pays (Chahrour et Valchev, 2017). De ce fait, les effets d'entraînement de la politique monétaire américaine, et des mouvements de change associés, sur l'inflation des autres pays sont plus marqués que les effets dans le sens inverse (Goldberg et Tille, 2008), quoique la politique monétaire américaine ne soit que l'un des nombreux paramètres qui influencent la situation financière mondiale (Powell, 2018).

Les effets sur la richesse et les revenus des positions d'investissement international se sont renforcés

Eu égard à l'accroissement des actifs et passifs extérieurs, les pays pourraient connaître une augmentation des flux de revenus d'investissements et des effets de richesse découlant des positions d'investissement international, y compris ceux dus aux mouvements de change, même en l'absence de modification active des portefeuilles d'investissements :

- Les flux de revenus découlant des avoirs et engagements étrangers sont en augmentation depuis le début des années 2000 et représentent en moyenne au moins 3-4 % du PIB dans les économies du G7 (graphique 2.18). Par conséquent, les variations des rendements des avoirs financiers étrangers (qui peuvent résulter des mouvements de change) exercent une influence croissante sur les revenus des investisseurs dans ces économies. Les fluctuations des prix des avoirs financiers étant assez fortement corrélées entre les pays, les chocs négatifs communs pourraient réduire les flux de revenus générés aussi bien par les investissements à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. La diversification internationale des investissements devient alors moins avantageuse, excepté si les pertes de revenus en devises étrangères sont compensées par les mouvements de change.
- De même, les positions d'investissement international peuvent générer des effets de richesse sous l'influence des mouvements de change (Bénétrix et al., 2015). Par exemple, sur la base des portefeuilles d'avoirs et d'engagements de 2017, une appréciation de 10 % du dollar des États-Unis vis-à-vis de toutes les autres monnaies accroît la valeur des avoirs nets d'environ 7 % du PIB au Canada et au Royaume-Uni, et d'environ 3 % du PIB en Argentine, en Chine, en Corée et au Japon (graphique 2.19). Inversement, l'appréciation fait baisser les avoirs nets d'environ 6 % du PIB aux États-Unis. Dans bon nombre de ces pays, les effets sont deux à trois fois supérieurs à ce qu'ils étaient il y a 20 ans. Dans les autres économies du G20, les effets sur les avoirs nets sont beaucoup plus modestes mais les effets bruts sur les avoirs et engagements extérieurs demeurent conséquents, de sorte que le patrimoine financier net des investisseurs individuels peut être sujet à des fluctuations importantes.

Les simulations précédemment décrites se fondent sur des données globales pour l'ensemble de l'économie ; cependant, les conséquences macroéconomiques des effets de revenu et de richesse induits des positions d'investissement international dépendent dans une large mesure de la répartition des avoirs et des engagements dans l'économie. Les chocs négatifs sur le passif (hausse des engagements et des charges d'intérêts associées) risquent dans l'ensemble d'avoir de plus sérieuses répercussions que des chocs positifs de même ampleur sur l'actif si les ménages et les entreprises ayant des dettes étrangères n'ont pas d'avoirs étrangers, et vice versa, la propension marginale à consommer par rapport au revenu et à la richesse étant généralement plus élevée parmi les débiteurs que parmi les épargnants. C'est une situation qui peut concerner les EME, étant donné que dans ces pays, les avoirs extérieurs nets du secteur privé sont inférieurs aux avoirs nets globaux en raison des réserves importantes détenues par les banques centrales.

Graphique 2.18. **Les flux de revenus primaires d'investissements sont conséquents dans les économies**

1. Les pays du G7 sont l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni.

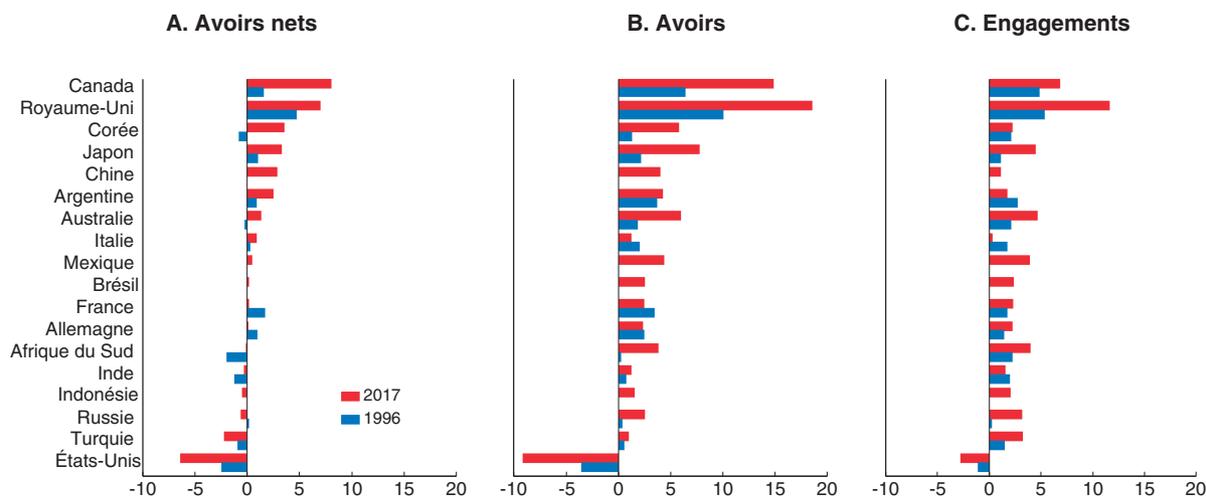
2. Les BRIICS comprennent l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Russie, l'Inde et l'Indonésie.

Source : Statistiques de la balance des paiements du FMI ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729496>

Graphique 2.19. **Les mouvements de change peuvent générer des effets de revalorisation considérables sur les positions extérieures afférentes aux investissements**

Effets d'une appréciation de 10 % du dollar des États-Unis vis-à-vis de toutes les autres monnaies, en pourcentage du PIB



Note : Les effets indiqués, qui résultent d'une appréciation de 10 % du dollar des États-Unis vis-à-vis de toutes les autres monnaies, sont calculés sur la base des avoirs, des engagements et du PIB exprimés en dollars des États-Unis, et reflètent par conséquent les variations du PIB nominal exprimé en dollars des États-Unis. Calculs effectués à partir des données sur les positions extérieures afférentes aux investissements (à l'exclusion des produits dérivés lorsque les données sont disponibles) pour 1996 et 2017 et de la composition par devises des avoirs et des engagements en 1996 et 2012, estimée par Bénétrix et al. (2015).

Source : Statistiques de la balance des paiements du FMI ; Bénétrix et al. (2015), « International Currency Exposures, Valuation Effects and the Global Financial Crisis », *Journal of International Economics*, 96(S1), 98-109 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729515>

Implications pour les politiques du renforcement et des changements des interconnexions entre les pays

Le renforcement de l'intégration commerciale et financière mondiale peut procurer des avantages substantiels sur le plan de la croissance économique et des niveaux de vie à long terme partout dans le monde, mais suscite également des défis pour les politiques en exacerbant le risque de chocs et d'effets d'entraînement négatifs, qui peuvent pénaliser des entreprises, des travailleurs et des régions spécifiques. Les pays peuvent – individuellement et collectivement – se prémunir contre certains effets de ces chocs au moyen d'ajustements macroéconomiques, en instaurant des conditions cadres à même de les rendre plus stables et résilients face aux effets d'entraînement défavorables (dispositifs de change et règles prudentielles pour le secteur financier par exemple) et en mettant activement en œuvre des réformes structurelles et des filets de protection sociale améliorés pour faciliter l'adaptation aux changements mondiaux et tirer le meilleur parti de la mondialisation. Dans de nombreux cas, cependant, la coordination collective des politiques peut atténuer certains arbitrages et se révèle donc plus utile pour faire face aux chocs communs et à leurs effets d'entraînement. Cela étant, même si elle peut déboucher sur de meilleurs résultats mondiaux, cette approche est souvent difficile à réaliser en pratique. C'est pourquoi il est essentiel d'établir et de promouvoir des normes et des règles de conduite mondiales et de poursuivre le dialogue multilatéral, y compris par le biais du G20.

Implications pour la politique intérieure

La politique macroéconomique et les dispositifs de change peuvent contribuer à amortir les chocs

La mondialisation a certes modifié l'impact des politiques monétaires nationales des économies de l'OCDE ainsi que l'efficacité de différents leviers d'action, mais elle n'a pas annihilé les chances de stabiliser, in fine, les économies. Comme l'ont montré les simulations ci-avant, le resserrement des liens commerciaux et financiers entre les pays implique qu'un choc touchant une économie a désormais un retentissement plus important sur l'activité des autres économies. Il faut donc que les autorités nationales réagissent plus promptement et plus vigoureusement aux chocs économiques externes pour pouvoir en limiter les impacts sur les objectifs de la politique nationale. L'ampleur de ces effets dépend de la vigueur des liens transfrontaliers avec le reste du monde. En parallèle, les décideurs pourraient se permettre de prendre des mesures moins drastiques face à des chocs internes propres au pays étant donné que, l'intégration aidant, une part plus importante des effets de ces chocs sera probablement absorbée par les autres pays.

Les possibilités d'ajustement de la politique intérieure à un choc externe défavorable dépendent de la marge de manœuvre dont disposent les autorités. Il peut s'avérer particulièrement difficile de contrer les effets d'entraînement s'ils surviennent à un moment où la marge de manœuvre est limitée, ce qui est le cas actuellement dans de nombreux pays. Dès lors, les leviers macroéconomiques sont sans doute plus faciles à actionner lorsque le choc négatif est commun à la majorité des pays, c'est-à-dire, selon toute vraisemblance, lorsqu'il est de nature financière (graphique 2.15). La maîtrise des effets d'entraînement commerciaux peut se révéler plus problématique, car les chaînes d'approvisionnement et les marchés financiers présentent de plus grandes disparités entre pays. Par exemple, les pays exportateurs de produits de base pourraient se voir contraints d'assouplir davantage leur politique à la suite d'un choc défavorable en Chine que les pays importateurs (graphique 2.13).

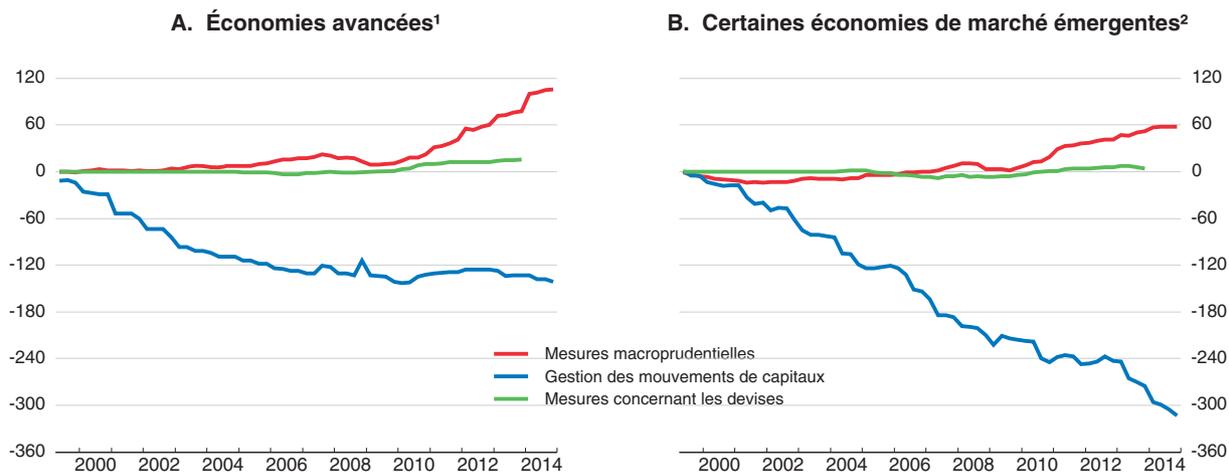
L'adoption d'un régime de change flottant ou flexible demeure le meilleur moyen de limiter les effets des chocs extérieurs sur l'économie nationale, même si l'impact global d'une telle politique a évolué au fil du temps, les effets de richesse et les variations des marges bénéficiaires sur les produits échangés ayant acquis davantage d'importance au détriment des changements des volumes échangés. La plupart des économies avancées et la zone euro dans son ensemble appliquent un régime de taux de change flottant qui contribue à atténuer les chocs venant de l'extérieur. Les régimes de change flexibles réduisent aussi les chocs externes dans les EME. Ainsi, les conditions financières intérieures sont moins sensibles aux conditions financières mondiales dans les EME à régime de change flexible que dans les EME à régime de change fixe (Obstfeld et al., 2017). Bien qu'il importe de laisser les taux de change s'ajuster librement à l'évolution des paramètres fondamentaux, des interventions transparentes et temporaires peuvent se révéler nécessaires de temps à autre pour réduire la volatilité à court terme de la monnaie et l'instabilité financière. Mais avant d'intervenir, il faut avoir conscience que l'action envisagée aura peut-être une efficacité limitée.

Renforcer la capacité des économies à faire face aux chocs externes défavorables

Compte tenu de l'ampleur des effets d'entraînement financiers internationaux, les pays doivent également devenir plus résilients face aux chocs financiers externes (Caldera Sánchez et al., 2017). Les autorités doivent veiller à ce qu'il existe un cadre réglementaire et prudentiel adéquat, assurant que les banques et autres institutions financières disposent de volants de fonds propres et de liquidités suffisants. Les mesures prudentielles sont particulièrement utiles pour prévenir l'accumulation de facteurs de vulnérabilité financière sur certains marchés, en particulier la croissance excessive du crédit³⁰. Ces mesures demeurent importantes dans un environnement marqué par la persistance de taux d'intérêt faibles et l'abondance de liquidités. La politique prudentielle peut également viser à atténuer les risques d'asymétries de devises et d'échéances et le risque de crédit, même si les données pointent à cet égard une efficacité en demi-teinte. Dans ce contexte, la montée en puissance des mesures macroprudentielles et des mesures basées sur les devises observée depuis la crise financière mondiale traduit une volonté, de la part des instances de réglementation des économies avancées et émergentes, d'accroître la résilience du système financier (graphique 2.20).

Les flux d'entrées d'IDE étant généralement plus stables que les flux d'entrées d'investissements de portefeuille et d'investissements en instruments de dette, il paraît judicieux d'encourager la restructuration des engagements étrangers dans le sens d'une sécurité accrue ainsi que la réduction du risque d'instabilité des mouvements de capitaux, en réduisant les charges induites par la réglementation sur les IDE, en assouplissant la réglementation des marchés de produits et en supprimant les incitations fiscales dont bénéficie le financement par emprunt vis-à-vis du financement par fonds propres (Ahrend et al., 2012). Les réformes structurelles qui ont pour objectif de stimuler la croissance potentielle et d'œuvrer à la viabilisation des finances publiques sont à même d'améliorer les paramètres macroéconomiques fondamentaux et la confiance des investisseurs, et ce faisant devraient contribuer à renforcer la résilience.

30. Akinci et Olmstead-Rumsey (2015) constatent que les mesures macroprudentielles, en particulier celles qui visent directement à limiter la croissance du crédit au logement, sont associées à une inflation plus faible des prix des logements. Pour Cerutti et al. (2017c), cependant, les mesures macroprudentielles sont moins efficaces dans les économies plus développées et ouvertes, car elles s'accompagnent d'une augmentation des emprunts transfrontaliers.

Graphique 2.20. **Changements cumulés des politiques financières**

Note : L'assouplissement ou la suppression d'une mesure financière est codé -1 ; le resserrement ou l'introduction d'une mesure financière est codé +1.

1. Économies avancées : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République slovaque, République tchèque, du Royaume-Uni, Slovénie, Suède et Suisse.
2. Économies de marché émergentes sélectionnées : Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Chine, Colombie, Hongrie, Inde, Indonésie, Malaisie, Mexique, Pologne, Russie et Turquie.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir de la base de données AREAER du FMI pour les mesures des mouvements de capitaux ; Cerutti et al. (2016), « Changes in Prudential Policy Instruments – A New Cross-Country Database », IMF Working Paper Series, n° WP/16/110, et Kuttner et Shim (2016), « Can Non-Interest Rate Policies Stabilize Housing Markets? Evidence from a Panel of 57 Economies », *Journal of Financial Stability*, 26, 31-44, pour les mesures macroprudentielles ; et De Crescenzo et al. (2015), « Currency-based Measures Targeting Banks - Balancing National Regulation of Risk and Financial Openness », Documents de travail de l'OCDE sur l'investissement international, n° 2015/03, pour les mesures basées sur les devises.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729534>

Les pays doivent adopter des panoplies coordonnées de mesures pour rendre la mondialisation plus inclusive

L'intensification des échanges, les CVM et les délocalisations suscitent des préoccupations quant à l'impact de ces phénomènes sur l'emploi et les inégalités (OCDE, 2017a). Les résultats des études menées suggèrent cependant que l'accroissement des échanges a moins contribué à l'évolution générale de l'emploi et des inégalités que d'autres facteurs, notamment la technologie (OCDE, 2011a ; Lopez Gonzalez et al., 2015 ; OCDE, 2017a). Il n'en demeure pas moins que le renforcement de la concurrence internationale peut avoir des effets très pénalisants à l'échelon local (Autor et al., 2013, 2016) et sur les travailleurs peu qualifiés³¹.

Comme le soulignait l'OCDE dans l'édition des *Perspectives économiques* de juin 2017, des panoplies larges et coordonnées de mesures sont nécessaires pour atténuer les effets

31. Tandis que la participation aux CVM tend à améliorer l'emploi manufacturier régional (Rusticelli et al., à paraître), c'est l'inverse qui est vrai dans les régions davantage exposées à la concurrence des importations de produits finaux. De même, la perte d'emplois manufacturiers est associée à une baisse générale des emplois et des revenus d'activité régionaux (Autor et al., 2013 ; Malgouyres, 2016 ; OCDE, 2017a) et tend à exacerber les inégalités entre les régions. En outre, les travailleurs du secteur manufacturier licenciés pour raisons économiques sont généralement moins qualifiés, plus âgés, moins mobiles géographiquement et dotés de compétences plus spécifiques à un emploi particulier que les travailleurs qui sont sans emploi pour d'autres raisons (OCDE, 2005 ; 2017a). Dans de nombreux pays de l'OCDE, les disparités régionales persistent en grande partie à cause du manque de mobilité géographique (OCDE, 2017a).

négatifs sur les régions et les travailleurs vulnérables. Les régions seront mieux armées face à la dislocation des activités économiques si des mesures sont prises pour étoffer le capital humain, mettre à niveau le capital physique, promouvoir la diversification industrielle à l'échelon local et améliorer les transports entre les régions (OCDE, 2017a). Pour aider les travailleurs les plus exposés à s'adapter à la nouvelle donne et s'orienter vers les secteurs en expansion, il faut renforcer les mesures actives du marché du travail, réduire les obstacles à la mobilité professionnelle et géographique, y compris sur les marchés du logement, et favoriser l'acquisition des qualifications recherchées sur le marché du travail (voir chapitre 1).

Exigences en termes d'actions collectives à l'échelle mondiale

Si les pays individuels peuvent suivre leur propre stratégie pour réduire l'incidence des chocs externes, les réponses collectives sont plus efficaces dans de nombreux cas – et dans certains cas essentielles. Les actions collectives sont particulièrement importantes lorsque des pays sont frappés simultanément par des chocs défavorables communs ou lorsqu'il faut renforcer les filets de sécurité financière pour se prémunir contre d'éventuelles pénuries de devises étrangères dues à une crise. Pour concrétiser les gains d'efficience potentiels du commerce mondial et de la finance internationale, il est nécessaire de mettre en place un système global fondé sur des règles. Il faut également veiller à ce que les mesures particulières engagées par les pays pour renforcer leur résilience face aux chocs externes n'imposent pas de coûts excessifs aux autres pays ni n'aggravent les déséquilibres mondiaux. Il s'agit encore de limiter les opportunités, qu'offrent la libre circulation des marchandises et des capitaux, de réduire les contributions fiscales domestiques et de mener des activités illicites.

Coordination des politiques macroéconomiques et filets de sécurité financière mondiale

La coordination internationale des politiques macroéconomiques s'est souvent révélée difficile à mettre en œuvre en dehors des périodes de crise³². Cela pourrait s'expliquer par le fait que, pour des raisons statutaires, les autorités économiques nationales accordent la priorité aux objectifs domestiques, et par le fait que les pays ne parviennent pas aux mêmes conclusions quant à l'importance et la direction des effets d'entraînement, et donc à la nécessité de coordonner leurs actions. Les points de vue peuvent aussi diverger sur l'efficacité de certains instruments de politique macroéconomique et la façon dont ils doivent être utilisés. De plus, les grands pays peuvent avoir une propension à l'unilatéralisme, dans la mesure où leur intégration commerciale et financière demeure relativement limitée.

Dans les périodes de crise, cependant, les pays sont parvenus à un consensus plus solide autour des objectifs et des mesures nécessaires, et la coordination internationale des politiques s'est rapidement mise en place. Ce fut notamment le cas au début de la crise financière mondiale, lorsque les économies du G20 ont instauré conjointement un programme de relance budgétaire massif et que les autorités monétaires ont procédé en urgence à des opérations d'apport de liquidités en dollars. Compte tenu des coûts économiques et sociaux considérables des récessions mondiales, cette coordination,

32. En théorie, la coordination internationale des politiques est bénéfique lorsque les politiques génèrent des effets d'entraînement transfrontaliers de grande ampleur, que la coordination permet d'internaliser (Hamada, 1976, 1985 ; Canzoneri et Henderson, 1991).

même si elle n'est pas formalisée, est plus urgente en temps de crise qu'en temps normal. En outre, les effets multiplicateurs des programmes concertés de relance budgétaire sont généralement plus importants en période de récession qu'en temps normal. Depuis le début de la crise financière mondiale, la santé de l'économie mondiale fait l'objet d'une surveillance et d'un dialogue continu dans le contexte du G20, qui ont contribué à renforcer les dispositifs institutionnels permettant de coordonner rapidement les politiques macroéconomiques lorsque cela s'avère nécessaire.

Les filets de sécurité financière mondiaux pourraient être consolidés. Il pourrait être utile que les autorités monétaires établissent entre elles des accords d'échange réciproque (swap) de devises afin de limiter les problèmes momentanés de liquidités en devises et d'atténuer leurs effets sur la situation économique. La conversion, en octobre 2013, des accords de swap de liquidités bilatéraux temporaires précédemment conclus par six grandes banques centrales en accords permanents, au lendemain de la crise financière mondiale³³, était une mesure adaptée. Des accords de même type pourraient être mis en place entre les EME et les économies avancées et entre les EME entre elles ; cependant, la conclusion de tels accords peut être rendue difficile en pratique par les problèmes d'asymétrie de l'information et d'aléa moral³⁴. Les dispositifs régionaux de financement, qui se sont considérablement développés depuis la crise financière mondiale, peuvent également être profitables.

L'accroissement des activités internationales et de la mobilité des entreprises, et l'augmentation des risques d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéficiaires qui en est le corollaire, appellent à l'adoption de normes communes en matière d'imposition des entreprises, à même de protéger les assiettes fiscales nationales et de prévenir les déséquilibres budgétaires. L'OCDE a contribué à l'élaboration de normes communes dans ce domaine à travers son *projet sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires (BEPS)* (encadré 2.3). Actuellement, plus de 112 pays et juridictions sont membres du Cadre inclusif sur le BEPS et participent par ce biais à la lutte mondiale contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires. L'OCDE et d'autres partenaires apportent également une assistance technique aux pays en développement pour les aider à mettre en œuvre le programme BEPS³⁵.

Agir collectivement pour réduire au minimum les retombées négatives des politiques nationales et renforcer la résilience et les filets de sécurité

Les mesures prudentielles mises en œuvre à l'échelon des pays peuvent engendrer des effets d'entraînement transfrontaliers et des arbitrages réglementaires entre juridictions. Les effets d'entraînement peuvent être positifs, par exemple lorsque l'amélioration de la

33. Le nouvel accord a été conclu le 31 octobre 2013 entre la Banque du Canada, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, la Banque centrale européenne, la Réserve fédérale des États-Unis et la Banque nationale suisse.

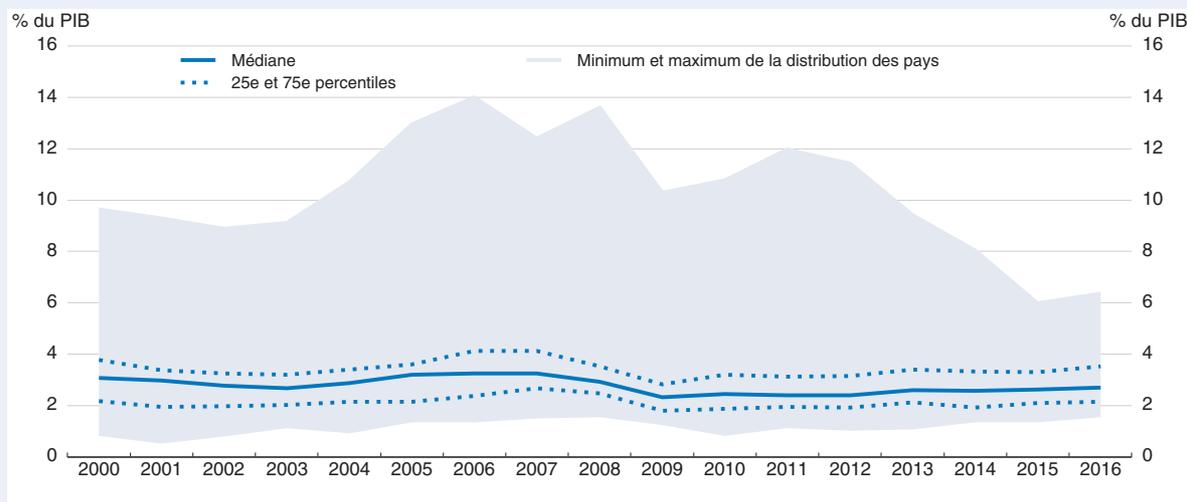
34. Par exemple, la Chine, la Corée, le Japon et les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont conclu un accord de swap multilatéral (l'initiative de Chiang Mai) qui permet aux pays membres d'échanger leur monnaie locale contre des dollars à hauteur de leur contribution au dispositif. Ce mécanisme est soutenu par plusieurs accords de swap bilatéraux, notamment entre le Japon et les Philippines et entre le Japon et Singapour.

35. Cette assistance est notamment dispensée via la plateforme de collaboration dans le domaine de la fiscalité, initiative conjointe de l'OCDE, du Fonds monétaire international, des Nations Unies et du Groupe de la Banque mondiale. Les administrations fiscales reçoivent également une aide dans le cadre de l'initiative Inspecteurs des impôts sans frontières (IISF), mise en œuvre par l'OCDE et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Encadré 2.3. Le projet de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS)

L'essor de l'activité économique internationale induit par la mondialisation a permis à de nombreuses juridictions de collecter des recettes d'impôt sur les sociétés élevées jusqu'à la survenue de la crise financière. Dans la zone OCDE, sur les 20 dernières années, le pic dans le pays médian a été atteint en 2007, avec un volume de recettes d'impôt sur les sociétés équivalent à 3,6 % du PIB (voir graphique ci-dessous).

Les recettes d'impôt sur les sociétés dans les pays de l'OCDE



Source : OCDE (2017), Statistiques des recettes publiques : 1965-2016.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729154>

Cependant, la mondialisation a aussi mis à rude épreuve le système fiscal international, dont la conception remonte à la première moitié du XXe siècle. Plus particulièrement, l'importance croissante des actifs incorporels et l'interconnexion des chaînes de valeur mondiales ont permis aux entreprises de transférer leurs bénéfices des juridictions à taux d'imposition élevé vers des juridictions à taux d'imposition faible ou nul pour un coût négligeable. Compte tenu de la facilité avec laquelle les flux de revenus et les actifs incorporels peuvent être transférés d'une juridiction à une autre, certaines entreprises sont incitées à exploiter les disparités du système fiscal international pour bénéficier d'un taux d'imposition effectif très bas, contribuant à l'érosion des assiettes fiscales de nombreux pays. Selon les estimations de l'OCDE, les pertes de recettes d'impôt sur les sociétés à l'échelle mondiale représenteraient entre 4 et 10 % de ces recettes (c'est-à-dire de 100 à 240 milliards USD annuellement, aux niveaux de 2014).

Principales caractéristiques et participation

Bien que la souveraineté fiscale soit une composante essentielle des États souverains, le degré d'interpénétration et l'ampleur des activités transfrontalières sont tels que la souveraineté fiscale d'un pays qui agit de façon autonome risque de n'être que de pure forme. Partant de ce constat, le projet OCDE/G20 relatif à l'érosion de la base d'imposition et au transfert des bénéfices (« BEPS ») a été lancé à la suite d'une demande formulée par les dirigeants des pays du G20 en juin 2012, qui visait à recenser les caractéristiques majeures favorisant le BEPS. Il a été suivi en octobre 2015 par le Plan d'action concernant le BEPS en 15 points, document auquel ont participé, sur un pied d'égalité, 44 pays comprenant tous les membres de l'OCDE et du G20, et qui a fait l'objet de consultations étendues auprès de plus de 80 autres juridictions et parties prenantes, parmi lesquelles des entreprises, des universitaires et des représentants de la société civile.

Encadré 2.3. Le projet de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires (BEPS) (suite)

Ce plan d'action définit toute une série de mesures : nouveaux standards minimums, remise à niveau des standards existants, approches communes pour faciliter la convergence des pratiques nationales, et orientations fondées sur les meilleures pratiques. Plus particulièrement, les quatre standards minimums – lutter contre les pratiques fiscales dommageables ; empêcher les utilisations abusives des conventions fiscales, notamment celles découlant du chalandage fiscal ; améliorer la transparence des déclarations pays par pays ; et améliorer les mécanismes de règlement des différends – traitent les questions qui surviennent dans les cas où l'inaction de certains pays aurait des répercussions négatives (notamment sur la compétitivité) dans d'autres pays.

Le Cadre inclusif sur le BEPS a été instauré en 2016 pour coordonner la mise en œuvre du Plan d'action dans les différents pays. Il réunit actuellement plus de 110 pays et juridictions, qui collaborent sur un pied d'égalité à la mise en œuvre des mesures liées au BEPS.

Des étapes importantes ont été franchies en juin 2017 et en janvier 2018, à l'occasion des première et deuxième cérémonies de signature de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir le BEPS, également connue sous le nom d'Instrument multilatéral sur les mesures BEPS. Adopté à ce jour par 76 juridictions, ce texte couvre d'ores et déjà plus de 1 200 conventions fiscales bilatérales qui seront actualisées pour mettre en œuvre plusieurs des mesures relatives au BEPS. Ayant été ratifié par un nombre suffisant de pays, l'Instrument multilatéral entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2018 et prendra effet le 1^{er} janvier 2019. D'autres juridictions devraient le signer et le ratifier dans la période à venir, l'objectif général étant de modifier jusqu'à 2 500 conventions bilatérales existantes.

Mise en œuvre

L'exécution du Plan d'action concernant le BEPS est déjà bien avancée. Les pays agissent sur de nombreux fronts, mettant en œuvre des mesures qui vont au-delà des quatre standards minimums. Par exemple, les dispositions internationales de la réforme fiscale récente aux États-Unis comprennent des mesures qui mettent en application les actions BEPS sur la déductibilité des paiements d'intérêts et les règles neutralisant les effets des montages hybrides.

Les évaluations par les pairs de la mise en application des quatre standards minimums concernant le BEPS ont commencé ou commenceront d'ici peu :

- Lutter contre les pratiques fiscales dommageables. Des évaluations approfondies ont été réalisées pour mesurer l'avancement de ce domaine d'action du projet BEPS. Concernant l'échange d'informations sur les décisions administratives dans les affaires fiscales, ces évaluations ont d'ores et déjà permis d'identifier plus de 11 000 décisions, au sujet desquelles des informations sont maintenant échangées. Elles ont également recensé les régimes préférentiels dommageables. Plus de 160 régimes ont déjà été évalués, et un grand nombre d'entre eux ont été modifiés ou sont sur le point d'être modifiés ou supprimés.
- Améliorer la transparence des déclarations pays par pays. Plus de 60 juridictions ont mis en place un cadre juridique national complet sur les déclarations pays par pays, et 55 juridictions environ ont imposé ou autorisé le dépôt de déclarations pays par pays en 2016. Ces juridictions abritent les sièges de presque toutes les entreprises multinationales dont le chiffre d'affaires annuel consolidé dépasse 750 millions EUR, ce qui signifie que plus de 1 400 relations d'échange ont été activées.
- Améliorer les mécanismes de règlement des différends. Cette norme porte sur l'amélioration des procédures amiables dans les juridictions qui prélèvent des impôts sur les mêmes entreprises multinationales. Des examens par les pairs ont déjà été effectués dans 21 juridictions, huit sont en cours, et 43 autres seront réalisés d'ici décembre 2019.

Encadré 2.3. **Le projet de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS)** (suite)

- Empêcher les utilisations abusives des conventions fiscales, notamment celles découlant du chalandage fiscal. Les juridictions peuvent appliquer ce standard en participant à l'Instrument multilatéral ou en concluant des conventions bilatérales. Dans la mesure où un grand nombre de juridictions ne ratifieront l'Instrument multilatéral ou les conventions bilatérales d'application du standard minimum qu'en 2018, l'examen de la mise en œuvre du standard minimum sur le chalandage fiscal ne commencera qu'en 2018. Les termes de référence et la méthodologie de ces examens ont déjà été arrêtés.

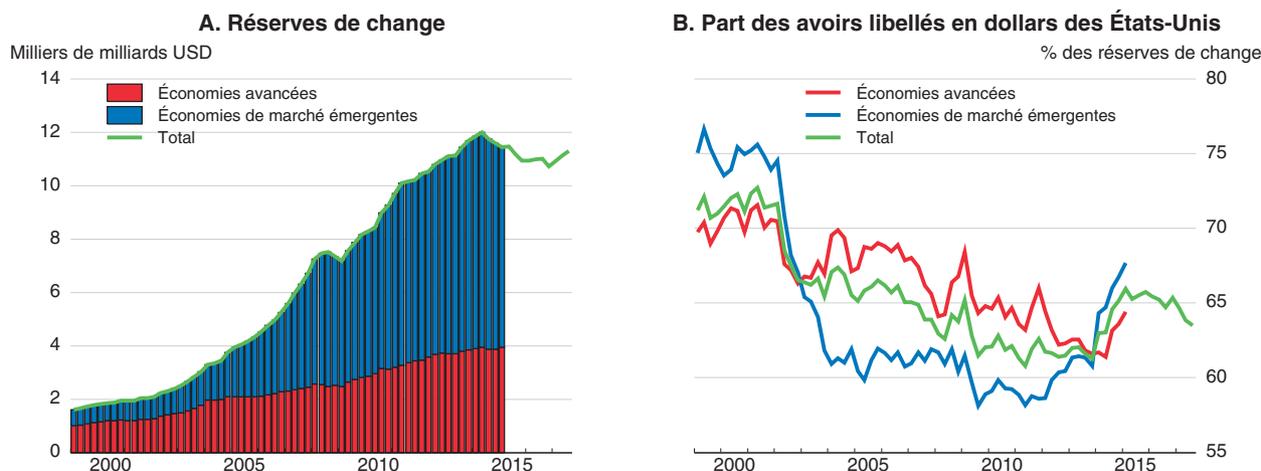
stabilité dans un pays réduit les risques d'instabilité dans d'autres pays. Ils peuvent aussi être négatifs, lorsque le durcissement des politiques dans un pays provoque des effets de fuite ou de réaffectation du crédit (FMI/CSF/BRI, 2016). Par exemple, les résultats d'études empiriques suggèrent que les mesures visant à accroître le niveau de liquidité ou à influencer la composition des sources de financement des banques, ainsi que les instruments sectoriels ciblés sur l'endettement, peuvent avoir des effets d'entraînement transfrontaliers sur le crédit bancaire (Buch et Goldberg, 2017 ; Kang et al., 2017). De même, les mesures de contrôle des mouvements de capitaux peuvent produire des effets d'entraînement en réorientant les flux de capitaux vers d'autres pays qui deviennent des destinations de substitution (Forbes et al., 2016). Ces mesures sont souvent appliquées à titre temporaire pour freiner les afflux massifs de capitaux, qui risqueraient de fragiliser le secteur financier, ou pour limiter l'appréciation de monnaies surévaluées.

L'accumulation de fonds de réserves constitués par un pays dans le but d'améliorer sa résilience peut avoir des effets néfastes sur les autres pays, ou rendre les ajustements requis entre groupes d'économies plus complexes. Par exemple, l'accumulation graduelle d'importants fonds de réserves en devises dans les EME – l'un des moyens utilisés par ces économies pour se protéger contre les chocs défavorables venant de l'étranger – peut produire des effets d'entraînement négatifs au niveau international. Certaines EME asiatiques, notamment la Chine, ont constitué d'importantes réserves en devises (graphique 2.21). Ces stocks sont majoritairement composés d'actifs des États-Unis et peuvent donc influencer sur les prix des actifs financiers, en particulier des obligations du Trésor américain³⁶. La présence de filets de sécurité financière mondiaux pourrait réduire les incitations à accumuler des réserves. Qui plus est, pour autant qu'elle ait été dictée par une politique de restriction de la demande intérieure et de limitation de l'appréciation du taux de change, l'accumulation d'actifs de réserve a contribué aux excédents des comptes courants de ces économies, pénalisant les partenaires commerciaux et la croissance mondiale.

Pour réduire le risque de retombées négatives de ce type, la communauté internationale a établi des accords qui précisent les conditions dans lesquelles les instruments susceptibles d'influencer les mouvements de capitaux devraient être utilisés. Le *Code de l'OCDE de la libération des mouvements de capitaux* offre l'exemple d'un instrument établi et éprouvé qui favorise un dialogue et une coopération sur le plan international transparents sur les questions et les politiques liées à la gestion des mouvements de

36. Warnock et Warnock (2009) montrent que les interventions des investisseurs publics étrangers ont fait baisser les rendements des obligations nominales du Trésor américain de 80 points de base entre le milieu des années 80 et 2005 environ.

Graphique 2.21. **Les banques centrales des économies de marché émergentes ont accumulé des stocks importants d'avois en devises**



Note : Économies avancées et économies de marché émergentes telles que les définies par le FMI.

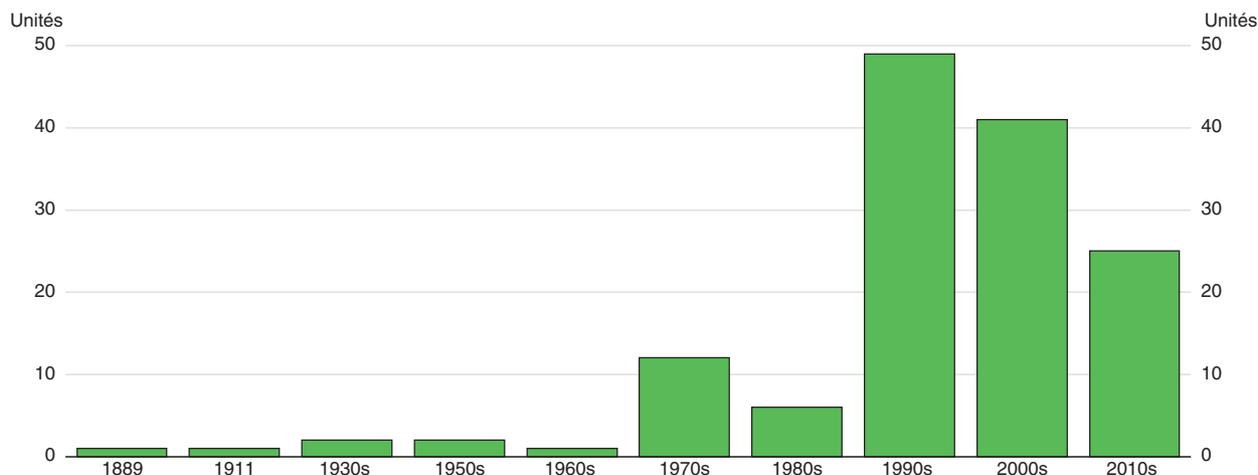
Source : Base de données COFER (composition en devises des réserves de change) du FMI.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729553>

capitaux (OCDE, 2017e). Le Code fournit un cadre de référence équilibré aux pays en leur indiquant comment supprimer progressivement les obstacles aux mouvements de capitaux, tout en leur laissant la latitude d'agir dans les situations d'instabilité économique et financière. Sachant que la politique du « chacun pour soi » peut produire des résultats collectifs négatifs, les pays qui adhèrent au Code s'engagent à respecter une série de principes éprouvés tels que la transparence, la non-discrimination, la proportionnalité et la responsabilité dans le cadre des contrôles qu'ils pourraient être amenés à mettre en œuvre. Cet accord et un dialogue continu peuvent dissuader les pays de prendre des mesures de représailles qui nuiraient au bien-être et contribuer à ce que les pays apportent des réponses équitables et transparentes à la volatilité des mouvements de capitaux. Le réexamen du Code et les évaluations actuellement menées en vue d'ouvrir l'adhésion aux principaux membres du G20 non membres de l'OCDE laissent également entrevoir des possibilités de coopération internationale accrue.

La coopération en matière de réglementation peut aider à surmonter les défis mondiaux

La communauté internationale doit coordonner ses efforts pour élaborer des normes mondiales à même d'assurer une croissance durable et inclusive et de répondre aux défis mondiaux que sont la protection de l'environnement et la lutte contre la cybercriminalité, le commerce illicite et la corruption (OCDE, 2018e). L'OCDE participe à cette entreprise, en particulier au travers du Dialogue d'Oslo sur la lutte contre la délinquance fiscale et autres infractions financières, de la Convention anticorruption de l'OCDE, du Groupe de travail de l'OCDE sur la lutte contre le commerce illicite, du nouveau Forum mondial sur la sécurité numérique pour la prospérité et de ses travaux sur la coopération internationale en matière de réglementation. La coopération en matière réglementaire est indispensable pour garantir l'efficacité des réglementations et éviter que des lacunes ou des possibilités d'arbitrage n'existent dans ces domaines.

Graphique 2.22. **Le nombre de réseaux trans-gouvernementaux a augmenté au cours des trois dernières décennies**

Note : Le graphique indique le nombre de réseaux trans-gouvernementaux (RTG) à partir d'un échantillon de 140 RTG.

Source : OCDE (à paraître), « The contribution of trans-governmental networks of regulators to international regulatory co-operation ».

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729572>

Il existe une longue tradition de coopération internationale en matière réglementaire, qui a eu pour objectif d'élaborer des règles et des réglementations communes améliorées dans des domaines spécifiques (OCDE, 2013c), et l'on observe une expansion rapide des réseaux d'organismes de réglementation trans-gouvernementaux (graphique 2.22 ; OCDE, à paraître). La coopération entre pays prend diverses formes : échange de renseignements, mesures juridiques non contraignantes (soft law), établissement de normes communes par l'intermédiaire des organisations intergouvernementales ou encore conventions contraignantes. La coopération internationale s'est intensifiée avec le temps. Comme l'ont montré les travaux de l'OCDE, une harmonisation plus poussée des réglementations pourrait grandement contribuer à améliorer les perspectives du commerce et des investissements transfrontaliers (Fournier, 2015), et ce faisant maximiser les avantages procurés par le renforcement de l'intégration transfrontalière.

Bibliographie

- Ahrend, R., A. Goujard et C. Schwellnus (2012), « International Capital Mobility : Which Structural Policies Reduce Financial Fragility ? », *Documents d'orientation du Département des affaires économiques de l'OCDE*, no. 2, Éditions OCDE, Paris.
- Akinci, O. et J. Olmstead-Rumsey (2015), « How Effective are Macprudential Policies? An Empirical Investigation », *International Finance Discussion Papers*, no. 1136, Conseil des Gouverneurs du Système de réserve fédérale.
- Amador, J. et S. Cabral (2016), « Global Value Chains: A Survey of Drivers and Measures », *Journal of Economic Surveys*, 30(2), 278–301.
- Andrews, D., P. Gal et W. Witheridge (2018), « A Genie in a Bottle?: Globalisation, Competition and Inflation », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, no. 1462, Éditions OCDE, Paris.
- Arregui, N., S. Elekdag, G. Gelos, R. Lafarguette et D. Seneviratne (2018), « Can Countries Manage Their Financial Conditions Amid Globalisation? », *IMF Working Papers*, no. WP/18/15.

- Arslanalp, S., W. Liao, S. Piao et D. Seneviratne (2016), « China's Growing Influence on Asian Financial Markets », *IMF Working Papers*, no. WP/16/173.
- Auboin, M. (2012), « Use of Currencies in International Trade: Any Changes in the Picture? », *Staff Working Papers*, no. ERSD-2012-10, Organisation mondiale du commerce.
- Autor, D.H., D. Dorn et G. Hanson (2013), « The China Syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States », *American Economic Review*, 103, 2121-2168.
- Autor, D.H., D. Dorn et G. Hanson (2016), « The China Shock: Learning from Labor Market Adjustment to Large Changes in Trade », *Annual Review of Economics*, 8(1), 205-240.
- Baldwin, R. (2016), « *The Great Convergence: Information Technology and the New Globalisation* », Harvard University Press.
- Barrot, L-D. et L. Serven (2018), « Gross Capital Flows, Common Factors and the Global Financial Cycle », *Document de travail de recherche sur les politiques*, no.8354, Banque mondiale.
- Bastian, M., S. Heymann et M. Jacomy (2009), « Gephi: An Open Source Software for Exploring and Manipulating Networks », *International AAAI Conference on Web and Social Media*.
- BCE (2017), *The International Role of the Euro*, Banque centrale européenne, juillet.
- Bénétrix, A., P. Lane et J. Shambaugh (2015), « International Currency Exposures, Valuation Effects and the Global Financial Crisis », *Journal of International Economics*, vol. 96(S1), 98-109.
- Blundell-Wignall, A. et P. Atkinson (2011), « Global SIFIs, Derivatives and Financial Stability », *OECD Journal: Financial Market Trends*, vol. 2011/1, Éditions OCDE, Paris.
- Borio, C. et A. Filardo (2007), « Globalisation and inflation: New Cross-Country Evidence on the Global Determinants of Domestic Inflation », *BIS Working Papers*, n° 227, mai.
- Borio, C., R. McCauley et P. McGuire (2017), « FX swaps and forwards: missing global debt? », *BIS Quarterly Review*, septembre, 37-54.
- Bouvatier, V. et A-L. Delatte (2015), « Waves of International Banking Integration: A Tale of Regional Differences », *European Economic Review*, vol. 80(C), 354-373, Elsevier.
- Boz, E., G. Gopinath et M. Plagborg-Møller (2017), « Global Trade and the Dollar », *IMF Working Papers*, no. WP/17/239.
- Bruno, V. et H. S. Shin (2017), « Global Dollar Credit and Carry Trades: A Firm-Level Analysis », *Review of Financial Studies*, 30(3), 703-749.
- Buch, C.M. et L.S. Goldberg, (2017), « Cross-Border Prudential Policy Spillovers: How Much? How Important? Evidence from the International Banking Research Network », *International Journal of Central Banking*, vol. 13(S1), mars, 505-558. See <http://www.ijcb.org/journal/ijcb17q1a1.pdf>
- Caballero, J., U. Panizza et A. Powell (2016), « The Second Wave of Global Liquidity: Why Are Firms Acting like Financial intermediaries? », *IDB Working Paper Series*, no. IDB-WP-641, Banque interaméricaine de développement.
- Cadestin, C., J. Gourdon et P. Kowalski (2016), « Participation in Global Value Chains in Latin America: Implications for Trade and Trade-Related Policy », *Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale*, no. 192, Éditions OCDE, Paris.
- Caldera-Sánchez, A., A. de Serres, F. Gori, M. Hermansen et O. Röhn (2017), « Strengthening Economic Resilience: Insights from the Post-1970 Record of Severe Recessions and Financial Crises », *Documents d'orientation du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 20, Éditions OCDE, Paris.
- Caliendo, L., R.C. Feenstra, J. Romalis et A.M. Taylor (2017), « Tariff Reductions, Entry, and Welfare: Theory and Evidence for the Last Two Decades », *NBER Working Papers*, n° 21768.
- Canzoneri, M. et D. Henderson (1991), *Monetary Policy in Interdependent Economies: A Game Theoretic Approach*, MIT Press.
- Casas, C., F.J. Díez, G. Gopinath et P.-O. Gourinchas (2016), « Dominant Currency Paradigm », *NBER Working Papers*, n° 22943.
- Cerutti, E. et G. Hong (2018), « Portfolio Inflows Eclipsing Banking Inflows: Alternative Facts? », *IMF Working Paper Series*, n° WP/18/29, Fonds monétaire international.
- Cerutti, E., S. Claessens et L. Ratnovski (2017a), « Global Liquidity and Cross-Border Bank Flows », *Economic Policy*, vol. 32(89), 81-125.

- Cerutti, E., S. Claessens et A. Rose (2017b), « How Important is the Global Financial Cycle? Evidence from Capital Flows », *CEPR Discussion Papers*, n° 12075.
- Cerutti, E., S. Claessens et L. Laeven (2017c), « The Use and Effectiveness of Macroprudential Policies: New Evidence », *Journal of Financial Stability*, vol. 28(C), 203-224.
- Cerutti, E., R. Correa, E. Fiorentino et E. Segalla (2016), « Changes in Prudential Policy Instruments—a new cross-country database », *IMF Working Paper Series*, n° WP/16/110, Fonds monétaire international.
- Chahrouh, R. et R. Valchev (2017), « International Medium of Exchange: Privilege and Duty », *Boston College Working Papers in Economics*, n° 934, Boston College Department of Economics.
- Clark, T. et E. van Wincoop (2001), « Borders and Business Cycles », *Journal of International Economics*, vol. 55(1), 59–85.
- CNUCED (2017), *Rapport sur l'investissement dans le monde 2017*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève.
- Converse, N., E. Levy-Yeyati et T. Williams (2018), « How ETFs Amplify the Global Financial Cycle in Emerging Markets », document non publié.
- Criscuolo, C. et J. Timmis (2017), « The Relationship Between Global Value Chains and Productivity », *Observateur international de la productivité*, n° 32, 61-83, Centre d'étude du niveau de vie.
- Damodaran, A. (2018), *Equity Risk Premiums (ERP): Determinants, Estimation and Implications – The 2018 Edition*.
- De Backer, K. et D. Flaig (2017), « The Future of Global Value Chains: Business As Usual or « A New Normal »? », *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, n° 41, Éditions OCDE, Paris.
- De Backer, K., C. Menon, I. Desnoyers-James et L. Moussiégt (2016), « Reshoring: Myth or Reality? », *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, n° 27, Éditions OCDE, Paris.
- de Crescenzo, A., M. Golin et A. Ott (2015), « Currency-based Measures Targeting Banks - Balancing National Regulation of Risk and Financial Openness », *Documents de travail de l'OCDE sur l'investissement international*, n° 2015/03, Éditions OCDE, Paris.
- Dieppe, A., R. Gilhooly, J. Han, I. Korhonen et D. Lodge (éditeurs) (2018), « The Transition of China to Sustainable Growth – Implications for the Global Economy and the Euro Area », *Occasional Paper Series*, n° 206, Banque centrale européenne.
- Di Giovanni, J. et A. Levchenko (2010), « Putting the Parts Together: Trade, Vertical Linkages, and Business Cycle Comovement », *American Economic Journal: Macroeconomics*, vol. 2(2), 95-124.
- Duval, R., L. Nan, R. Saraf et S. Dulani (2016), « Value-Added Trade and Business Cycle Synchronization », *Journal of International Economics*, vol. 99, 251-262.
- Eichengreen, B., P. Gupta et O. Masetti (2017), « Are Capital Flows Fickle? Increasingly? And Does the Answer Still Depend on Type? », *Document de travail de recherche sur les politiques*, n° 7972, Banque mondiale.
- Esaith, H., N. Lindernberg et S. Miroudot (2010), « International Supply Chains and Trade Elasticity in Times of Global Crisis », *WTO Staff Working Papers*, n° ERSD-2010-08, février.
- Fédération internationale de la robotique (2016), « Executive Summary », *World Robotics Report 2016*.
- Federico, P., C. Vegh et G. Vuletin, (2014), « Reserve Requirement Policy over the Business Cycle », *NBER Working Papers*, n° 20612.
- Felleggi, A., et P. Monti (2008), « How to Interpret the CPIS Data on the Distribution of Foreign Portfolio Assets in the Presence of Sizeable Cross-border Positions in Mutual Funds – Evidence for Italy and the Main Euro-Area Countries », *Questioni di Economia e Finanza (Occasional Papers)* n° 16, Banque d'Italie, département de la recherche économique et des relations internationales.
- FMI/CSF/BRI (2016), « Elements of Effective Macroprudential Policies: Lessons from International Experience », rapport au G20.
- Forbes, K., M. Fratzscher, T. Kostka et R. Straub (2016), « Bubble Thy Neighbour: Portfolio Effects and Externalities from Capital Controls », *Journal of International Economics*, vol. 99, 85-104.
- Forbes, K. et F. Warnock (2012), « Capital Flow Waves: Surges, Stops, Flight, and Retrenchment », *Journal of International Economics*, vol. 88, 235-251.

- Fournier, J.-M. (2015), « The Negative Effect of Regulatory Divergence on Foreign Direct Investment », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1268, Éditions OCDE, Paris.
- Frankel, J. et A. Rose (1998), « The Endogeneity of the Optimum Currency Area Criteria », *Economic Journal*, vol. 108, 1009-1025.
- Fratzscher, M. (2012), « Capital Flows, Push versus Pull Factors and the Global Financial Crisis », *Journal of International Economics*, vol. 88(2), 341-356.
- Gangnes, B., A. Ma et A. Van Assche (2012), « Global Value Chains and the Transmission of Business Cycle Shocks », *ADB Economics Working Paper Series*, n° 329, Banque asiatique de développement.
- Ghosh, A. R., M. S. Qureshi, J. I. Kim et J. Zalduendo (2014), « Surges », *Journal of International Economics*, vol. 92(2), 266-285.
- Goldberg, L. et C. Tille (2008), « Macroeconomic Interdependence and the International Role of the Dollar », *NBER Working Papers*, n° 13820.
- Gopinath, G. (2015), « The International Price System », Federal Reserve Bank of Kansas City, Jackson Hole Symposium, août.
- Gori, F. (2018), « Banking Integration and Monetary Policy Fragmentation in the Euro Zone », *International Economics and Economic Policy*, vol. 15(1), 131-157.
- Guichard, S. (2017), « Findings of the Recent Literature on International Capital Flows: Implications and Suggestions for Further Research », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1410, Éditions OCDE, Paris.
- Hamada, K. (1976), « A Strategic Analysis of Monetary Interdependence », *Journal of Political Economy*, vol. 84(4), 677-700.
- Hamada, K. (1985), *The Political Economy of International Monetary Independence*, MIT Press.
- Hannan, S. (2017), « The Drivers of Capital Flows in Emerging Markets Post Global Financial Crisis », *Journal of International Commerce, Economics and Policy*, vol. 8(2), 1-28.
- Haugh, D., A. Kopoin, E. Rusticelli, D. Turner et R. Dutu (2016), « Cardiac Arrest or Dizzy Spell: Why is World Trade So Weak and What can Policy Do About It? », *Documents d'orientation du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 18, Éditions OCDE, Paris.
- Heathcote, J. et F. Perri (2004), « Financial Globalization and Real Regionalization », *Journal of Economic Theory*, vol. 119(1), 207-243.
- Hoggarth, G., C. Jung et D. Reinhardt (2016), « Capital inflows – The Good, The Bad and The Bubbly », *Bank of England Financial Stability Papers*, n° 40.
- Ilzetzki, E., C. Reinhart et K. Rogoff (2017), « Exchange Arrangements Entering the 21st Century: Which Anchor Will Hold? », *NBER Working Paper Series*, n° 23134.
- Ito, H., R. McCauley et T. Chan (2015), « Currency Composition of Reserves, Trade Invoicing and Currency Movements », *Emerging Markets Review*, vol. 25, 16-29.
- Kalemli-Ozcan, S., E. Papaioannou et J. Peydró (2013a), « Financial Regulation, Financial Globalization, and the Synchronization of Economic Activity », *Journal of Finance*, vol. 68, 1179-1228.
- Kalemli-Ozcan, S., E. Papaioannou et F. Perri (2013b), « Global Banks and Crisis Transmission », *Journal of International Economics*, vol. 89, 495-510.
- Kaminska, I. et G. Zinna (2014), « v for U.S. Debt: Implications for U.S. Real Interest Rates », *IMF Working Papers*, n° 14/66, Fonds monétaire international.
- Kamps, A. (2006), « The Euro as Invoicing Currency in International Trade », *European Central Bank Working Papers*, n° 665.
- Kang, H., F. Vitek, R. Bhattacharya, P. Jeasakul, S. Mnoz, N. Wang et R. Zandvakil (2017), « Macroprudential Policy Spillovers: A Quantitative Analysis », *IMF Working Papers*, n° WP/17/170, Fonds monétaire international, juillet.
- Karadimitropoulou, A. et M. León-Ledesma (2013), « World, Country, and Sector Factors in International Business Cycles », *Journal of Economic Dynamics and Control*, vol. 37(12), 2913-2927.
- Klier, T. et J. Rubenstein (2017), « Mexico's Growing Role in the Auto Industry Under NAFTA: Who Makes What and What Goes Where », *Economic Perspectives*, vol. 41(6), 1-29, Federal Reserve Bank of Chicago.

- Kose, A., C. Otrok et C. Whiteman (2003), « International Business Cycles: World, Region, and Country-specific Factors », *American Economic Review*, vol. 93(4), 1216–1239.
- Kose, A., C. Otrok et E. Prasad (2012), « Global Business Cycles: Convergence Or Decoupling? », *International Economic Review*, vol. 53(2), 511-538.
- Kuttner, K et I. Shim, (2016), « Can Non-Interest Rate Policies Stabilize Housing Markets? Evidence from a Panel of 57 Economies », *Journal of Financial Stability*, vol. 26(C), 31-44.
- Lane, P. et G. Milesi-Ferretti (2011), « Cross-Border Investment in Small International Financial Centres », *International Finance*, vol. 14(2), 301-330.
- Lopez Gonzalez, J., P. Kowalski et P. Achard (2015), « Trade, global value chains and wage-income inequality », *Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale*, n° 182, Éditions OCDE, Paris.
- Malgouyres, C. (2016), « The Impact of Chinese Import Competition on the Local Structure of Employment and Wages: Evidence from France », *Journal of Regional Science*, vol. 57(3), 1-31.
- Maravalle, A. et L. Rawdanowicz (à paraître), « Investigating Changes in Economic and Financial Synchronisation: A Global Factor Analysis », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.
- McCauley, R. N., A. S. Bénétrix, P. McGuire et G. von Peter (2017), « Financial Deglobalisation in Banking? », *BIS Working Papers*, n° 650, Banque des règlements internationaux.
- MGI (2016), *Digital Globalisation: The New Era of Global Flows*, McKinsey Global Institute.
- Miranda-Agrippino, S. et H. Rey (2017), « US Monetary Policy and the Global Financial Cycle », *NBER Working Paper*, n° 21722. Document révisé en février 2018.
- Morin, M. et C. Schwellnus (2014), « An Update of the OECD International Trade Equations », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1129, Éditions OCDE, Paris.
- Ng, E. (2010), « Production Fragmentation and Business-Cycle Comovement », *Journal of International Economics*, vol. 82(1), 1-14.
- Obstfeld, M. et M. Qureshi (2017), « A Tie That Binds: Revisiting the Trilemma in Emerging Market Economies », *IMF Working Papers*, n° WP/17/130.
- OCDE (2005), « Les disparités régionales d'emploi sont-elles persistantes ? Le rôle de la mobilité géographique », dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2005*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2011a), *Toujours plus d'inégalité: Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2011b), « Recent Developments in the Automobile Industry », *Economics Department Policy Note*, n° 7.
- OCDE (2013a), *Lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2013b), *Plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2013c), *International Regulatory Co-operation: Addressing Global Challenges*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2014a), *FDI in Figures*, avril 2014, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2014b), « Illicit Financial Flows from Developing Countries: Measuring OECD Responses », Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2015a), *Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2015 Numéro 1*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2015b), *Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2015 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2015c), *Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE 2015*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2016), « Utiliser les leviers budgétaires pour sortir du piège de la faible croissance », dans *Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2016 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017a), « Comment rendre le commerce mondial bénéfique pour tous », dans *Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2017 Numéro 1*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017b), *OECD Business and Finance Outlook 2017*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017c), *Les politiques d'échanges de services dans une économie mondialisée*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017d), *International Regulatory Co-Operation and Trade: Understanding the Trade Costs of Regulatory Divergence and the Remedies*, Éditions OCDE, Paris.

- OCDE (2017e), *Code de l'OCDE de la libération des mouvements de capitaux*, 2017, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017f), *Perspectives des migrations internationales 2017*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017g), *Vers le numérique : pour une transformation au service de la croissance et du bien-être*, Réunion du Conseil au niveau des Ministres, juin.
- OCDE (2017h), « La résilience dans un contexte d'endettement élevé », in *Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2017 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018a), « Estimating Ad-Valorem Equivalent of Non-Tariff Measures: Combining price-based and quantity-based approaches », *Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale*, no. 215, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018b), « Market Opening, Growth and Employment », *Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale*, n° 214, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018c), *OECD Business and Finance Outlook 2018*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018d), *FDI in Figures*, avril 2018, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018e), *Note sur les principaux thèmes*, Réunion du Conseil au niveau des Ministres, Paris.
- OCDE (À paraître), « The contribution of trans-governmental networks of regulators to international regulatory co-operation », Éditions OCDE.
- Ollivaud, P., E. Rusticelli et C. Schweltnus (2015), « The Changing Role of the Exchange Rate for Macroeconomic Adjustment », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1190, Éditions OCDE, Paris.
- Otrok, C. et C. Whiteman (1998), « Bayesian Leading Indicators: Measuring and Predicting Economic Conditions in IOWA », *International Economic Review*, vol. 39(4), 997-1014.
- Ottaviano, G., G. Peri et G. Wright (2018), « Immigration, Trade and Productivity: Evidence from UK Firms », *Journal of International Economics*, vol. 112, 88-108.
- Özyurt, S. (2016), « Has the Exchange Rate Pass Through Recently Declined in the Euro Area? », *ECB Working Paper Series*, n° 1955, Banque centrale européenne.
- Pain, N., A. Mourougane, F. Sédillot et L. Le Foulher (2005), « The New OECD International Trade Model », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 440, Éditions OCDE, Paris.
- Pain, N., I. Koske et M. Sollie (2006), « Globalisation and Inflation in the OECD Economies », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 524, Éditions OCDE, Paris.
- Powell, J. (2018), « Monetary Policy Influences on Global financial Conditions and International Capital Flows », discours prononcé à la huitième conférence à haut niveau sur le système monétaire international, Zurich, mai 2018.
- Rey, H. (2015), « Dilemma not Trilemma: The Global Financial Cycle and Monetary Policy Independence », *NBER Working Paper Series*, n° 21162, mai, document révisé en février 2018.
- Rusticelli, E., D. Haugh, A. Arquie et L. Demmou (à paraître), « Going Local: A Regional Perspective on International Trade, Labour Markets and Inequality », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.
- SWIFT (2018), « RMB Internationalisation: Where we are and what we can expect in 2018 », *RMB Tracker*, janvier.
- Timmer, M. P., B. Los, R. Stehrer et G. J. de Vries (2016), « An Anatomy of the Global Trade Slowdown based on the WIOD 2016 Release », *GGDC Research Memorandum*, n° 162, Université de Groningue.
- Warnock, F. et V. Warnock (2009), « International Capital Flows and U.S. Interest Rates », *Journal of International Money and Finance*, vol. 28(6), 903-919.

Chapitre 3

ÉVOLUTION DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE ET DANS CERTAINES ÉCONOMIES NON MEMBRES

AFRIQUE DU SUD

La croissance économique devrait se raffermir en 2018-19, sous l'effet d'un regain de confiance des milieux d'affaires et des consommateurs. Des perspectives favorables dans les pays partenaires commerciaux profiteront aux exportations. La consommation privée augmentera, mais à un rythme un peu plus lent qu'en 2017 en raison des hausses d'impôts. L'évolution de l'emploi demeure préoccupante.

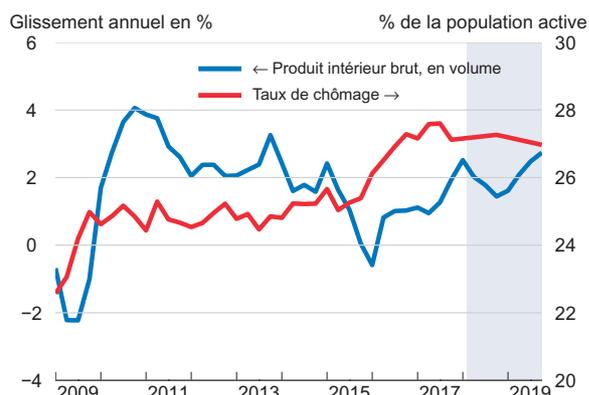
L'inflation devrait se maintenir dans la fourchette retenue comme objectif, dans l'hypothèse d'un taux de change stable et élevé qui atténue l'effet de la montée des cours internationaux du pétrole sur les importations et donc les tensions imputables à l'augmentation de la TVA. La politique monétaire devrait être modérément expansionniste, ce qui est souhaitable pour stimuler la croissance. Le budget de l'État pour 2018-19 reste serré. Néanmoins, les réformes fiscales dégageront une marge de manœuvre budgétaire pour des investissements indispensables dans l'enseignement supérieur et les prestations sociales. Lorsque la situation budgétaire se sera améliorée, il faudra avancer sur la voie de la réduction de la dette publique. Réformer la réglementation des industries de réseau pour intensifier la concurrence peut également être un moyen de soutenir la croissance.

La croissance connaît une embellie, dans le contexte d'une plus grande stabilité politique

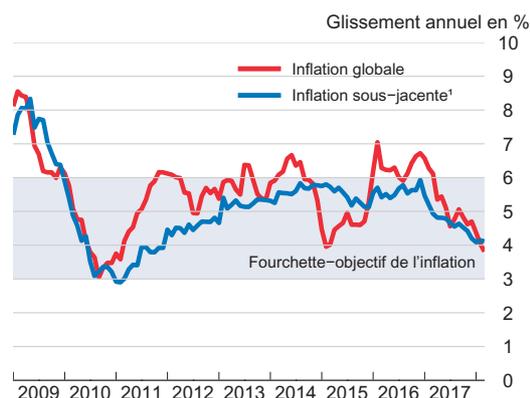
Le changement survenu dans l'environnement politique a constitué un tournant positif pour la confiance des milieux d'affaires et des consommateurs. L'investissement se redresse après trois années de recul. Après une période initiale de raffermissement, la monnaie s'est stabilisée à la suite du changement de direction au sein du parti au pouvoir. En outre, le secteur agricole a opéré un rebond après la grave sécheresse de 2016, d'où une révision à la hausse de la croissance en 2017. Le budget pour 2018-19 a mis fin au dérapage budgétaire antérieur. Prenant acte des événements politiques favorables, les agences de

Afrique du Sud

La croissance redémarre, mais le chômage reste élevé



L'inflation s'est maintenue dans la fourchette retenue comme objectif



1. Indice des prix à la consommation dans les zones urbaines, hors alimentation, boissons non alcoolisées, carburants et énergie.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Statistics South Africa.

Afrique du Sud : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de ZAR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	3 796.5	1.3	0.6	1.3	1.9	2.2
Consommation privée	2 282.0	1.8	0.7	2.2	2.0	2.1
Consommation publique	791.3	-0.3	1.9	0.6	0.8	1.0
Formation brute de capital fixe	775.9	3.4	-4.1	0.4	4.6	4.7
Demande intérieure finale	3 849.3	1.7	0.0	1.5	2.2	2.4
Variation des stocks ¹	4.1	0.4	-0.8	0.4	0.3	0.0
Demande intérieure totale	3 853.5	2.1	-0.9	1.9	2.6	2.4
Exportations de biens et services	1 197.5	2.8	1.0	-0.1	3.0	3.8
Importations de biens et services	1 254.5	5.4	-3.8	1.9	5.2	4.3
Exportations nettes ¹	- 57.0	-0.8	1.5	-0.6	-0.7	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.2	7.2	5.7	5.5	5.1
Indice des prix à la consommation	—	4.6	6.3	5.3	4.5	5.2
IPC sous-jacent ²	—	5.6	5.7	4.6	4.1	4.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.8	-3.5	-4.0	-3.7	-3.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-4.6	-2.8	-2.4	-2.8	-3.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731472>

notation se sont abstenues de procéder à de nouvelles révisions à la baisse des notations depuis novembre 2017.

Les récents progrès économiques ne se sont pas encore traduits par une progression de l'emploi. Le chômage demeure élevé, à 27 %, ce qui pèse sur la consommation des ménages. L'inégalité des revenus et des chances reste marquée. Les jeunes sont particulièrement exposés au chômage, ce qui s'explique par la qualité médiocre du système éducatif, qui est à l'origine de pénuries de qualifications et d'une faible productivité.

Parallèlement au durcissement de la politique budgétaire, un assouplissement monétaire devrait stimuler l'activité

Le budget communiqué en février 2018 propose plusieurs mesures pour endiguer le déficit. Le relèvement du taux de TVA, passé de 14 % à 15 %, et le gel partiel des tranches de l'impôt sur le revenu des personnes physiques induiront une augmentation des recettes. L'accroissement des prestations sociales et l'instauration de la gratuité de l'enseignement supérieur pour les nouveaux étudiants modéreront l'impact de l'augmentation de la TVA sur les revenus. Toutefois, le budget réaffecté à ces mesures pourrait excéder le surcroît de recettes et peser sur les finances publiques à l'avenir.

L'inflation a reculé pour atteindre environ 4 % au début de 2018 après un ralentissement de la progression des prix des produits alimentaires et des transports. L'augmentation de la TVA n'aura vraisemblablement qu'un impact limité sur l'inflation. Celle-ci devrait se stabiliser dans le milieu de la fourchette de 3 %-6 % retenue comme

objectif, ce qui ouvrira la voie à un possible assouplissement monétaire pour accompagner le rebond de l'économie. En mars 2018, la Banque de réserve sud-africaine a ramené le taux des prises en pension de 6.75 % à 6.5 %. Une nouvelle baisse du taux directeur devrait suivre.

Les investissements en infrastructures et les réformes structurelles stimuleront la croissance à moyen et long terme. Le budget propose des réformes structurelles importantes, dont une réduction des obstacles à la concurrence dans plusieurs industries de réseau. Une mise en œuvre au moment opportun pérenniserait le regain de confiance des milieux d'affaires et accroîtrait l'investissement. Une progression de l'investissement sera indispensable pour que la croissance se traduise par un recul du chômage et, ce faisant, une plus grande cohésion sociale.

La croissance devrait se stabiliser, mais reste exposée à des risques intérieurs et extérieurs

La croissance demeure fragile et menacée par les incertitudes liées à l'action publique et à des risques extérieurs. L'investissement et le secteur des services seront les principaux moteurs de la croissance. Malgré le contexte politique favorable, des incertitudes liées à l'action publique subsistent, par exemple en ce qui concerne la gouvernance des entreprises publiques. En outre, une éventuelle réforme foncière autorisant l'expropriation des terres sans indemnisation provoque des inquiétudes au sujet des droits de propriété, ce qui pourrait entraîner une baisse sensible de l'investissement. Les risques extérieurs de divergence à la baisse par rapport aux prévisions sont liés à une hausse des cours du pétrole et aux tensions sur le commerce extérieur, notamment sur les produits de base. Par ailleurs, le relèvement des taux d'intérêt en Europe et aux États-Unis pourrait, en provoquant des sorties de capitaux, peser sur le marché des capitaux et le taux de change. À l'inverse, une mise en œuvre rapide des réformes structurelles proposées pourrait réduire l'incertitude liée à l'action publique qui subsiste et stimuler la demande intérieure par le biais d'investissements plus importants que prévu.

ALLEMAGNE

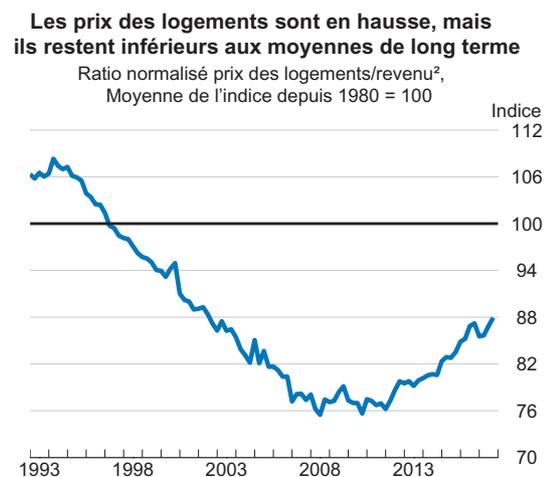
La croissance économique devrait rester vigoureuse, portée par le dynamisme des échanges internationaux, l'investissement et la forte expansion du marché du travail. La croissance de la consommation a ralenti quelque peu, la hausse de l'inflation ayant freiné la progression des salaires réels. La faiblesse des taux d'intérêt, le niveau élevé d'utilisation des capacités et l'augmentation de la demande de logements nourrissent la vigueur de l'investissement résidentiel et de l'investissement des entreprises. L'excédent des paiements courants devrait diminuer quelque peu sous l'effet d'une demande intérieure dynamique alimentant les importations.

La politique budgétaire est légèrement expansionniste, mais la forte hausse conjoncturelle des recettes permettra à l'Allemagne de conserver un solde budgétaire excédentaire. Les cotisations de sécurité sociale devraient être réduites et les aides aux familles revues à la hausse, mais le calendrier de ces mesures demeure incertain. Il existe des marges de manœuvre budgétaires permettant d'accroître les dépenses consacrées à l'éducation, aux infrastructures à haut débit et aux infrastructures de transport à faibles émissions, autant de facteurs qui amélioreraient la productivité à long terme. Des réductions d'impôt pour les bas salaires et les seconds apporteurs de revenu, ainsi qu'un alourdissement des taxes environnementales et de la fiscalité immobilière, favoriseraient une croissance plus verte et plus inclusive.

La croissance économique a été forte

Compte tenu de sa spécialisation dans les biens d'équipement, l'Allemagne a bénéficié de la reprise mondiale reposant sur une large assise. Dans un contexte de niveau élevé d'utilisation des capacités et d'accès facile au crédit, cette situation a étayé le dynamisme des investissements en machines et équipements. Néanmoins, au premier trimestre, des

Allemagne



1. Secteur manufacturier, construction, commerce de gros et de détail.

2. Le prix nominal des logements est divisé par le revenu disponible nominal par personne. Il est normalisé en étant divisé par la moyenne de long terme valeur de référence sur la période postérieure à 1980.

Source : Enquête Ifo Business Climate, mars 2018 ; et OCDE, Base de données des prix des logements.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730009>

Allemagne : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	2 937.0	1.5	1.9	2.5	2.1	2.1
Consommation privée	1 595.5	1.6	1.9	2.1	1.0	1.6
Consommation publique	563.9	2.9	3.7	1.6	1.3	2.0
Formation brute de capital fixe	588.4	1.0	2.9	3.9	3.5	3.9
Demande intérieure finale	2 747.9	1.7	2.5	2.4	1.6	2.2
Variation des stocks ¹	- 15.3	-0.3	-0.1	0.0	0.2	0.0
Demande intérieure totale	2 732.6	1.5	2.4	2.4	1.8	2.2
Exportations de biens et services	1 344.2	4.7	2.4	5.3	4.5	4.5
Importations de biens et services	1 139.9	5.2	3.8	5.6	4.3	5.1
Exportations nettes ¹	204.4	0.1	-0.3	0.3	0.4	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
PIB sans ajustements jours travaillés	2932.5	1.7	1.9	2.2	2.1	2.1
Déflateur du PIB	—	2.0	1.3	1.5	1.6	2.1
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.1	0.4	1.7	1.7	2.0
IPCH sous-jacent ²	—	1.1	1.1	1.3	1.3	2.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.6	4.2	3.8	3.4	3.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	9.6	9.7	9.9	9.9	10.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.8	1.0	1.3	1.5	1.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	79.2	76.5	71.7	68.4	65.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	71.1	68.4	64.0	60.7	57.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	9.0	8.5	8.1	8.3	7.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

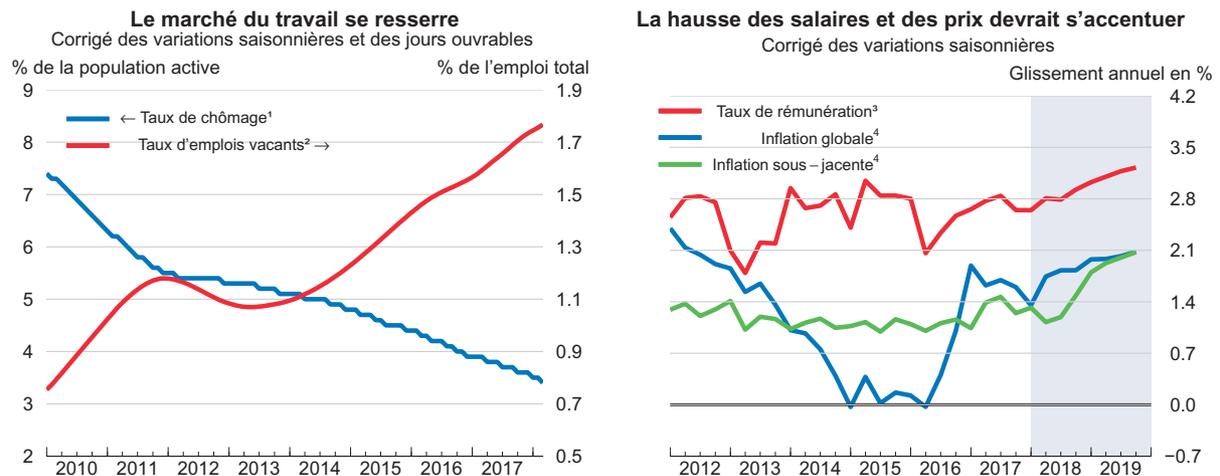
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731035>

grèves et une épidémie de grippe ont réduit temporairement la production manufacturière. Les dépenses publiques ont également ralenti avant que le nouveau gouvernement n'entre en fonction, en mars. La confiance des entreprises reste forte malgré un fléchissement observé récemment, lié aux inquiétudes que suscite la montée du protectionnisme. L'immigration, la hausse des revenus des ménages et la faiblesse des taux d'intérêt ont stimulé la demande et la construction de logements. Cependant, le secteur de la construction se heurte maintenant à des contraintes de capacité, qui entravent la poursuite de l'accélération de la croissance. Les prix de l'immobilier d'habitation ont sensiblement augmenté, en particulier dans les zones urbaines, où l'offre de terrains à bâtir est des plus limitées. Pour les ménages à revenus moyens ou faibles, il est de plus en plus difficile d'accéder à des logements abordables, mais les prix sont encore inférieurs à leur niveau moyen sur longue période et les prêts hypothécaires ont évolué au diapason de la hausse des revenus, ce qui donne à penser que les risques financiers demeurent limités.

La forte progression de l'emploi a ramené le taux de chômage à un point bas record, tandis que le nombre d'emplois vacants a continué d'augmenter, en particulier dans les secteurs des soins de longue durée et de la construction. Le dynamisme du marché du

Allemagne



1. Population de 15 à 74 ans. Données de l'Enquête sur la population active en Allemagne.
 2. Pourcentage d'emplois vacants non pourvus par rapport au total de l'emploi.
 3. Salaire nominal moyen par salarié.
 4. Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). L'IPCH sous-jacent ne tient pas compte des prix de l'énergie, de l'alimentation, de l'alcool et du tabac. Prévisions à partir du deuxième trimestre 2018 pour l'IPCH et l'IPCH sous-jacent.
- Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Statistisches Bundesamt.
- StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730028>

travail soutient la consommation et concourt à l'amélioration de la qualité des emplois et de l'égalité en matière d'emploi ; le nombre de contrats de travail permanents à temps plein augmente en effet fortement, et la progression généralisée des salaires bénéficie tout particulièrement aux personnes ayant de faibles revenus d'activité. Ces dernières années, ce sont les emplois faiblement rémunérés et les moins qualifiés qui ont connu la croissance la plus forte, essentiellement dans les secteurs de la santé ainsi que des services à la personne et des services administratifs, ce qui a modéré la hausse globale des salaires. Une forte immigration, principalement en provenance d'autres pays de l'Union européenne (UE), a également empêché les salaires d'augmenter plus vigoureusement. Les récentes négociations collectives laissent augurer une accélération modeste de la croissance des salaires. Les syndicats et les employeurs ont négocié des avantages non salariaux, permettant notamment aux travailleurs de trouver un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée en leur offrant davantage de possibilités de réduction temporaire du temps de travail.

La politique budgétaire est axée sur certaines priorités structurelles essentielles

L'orientation de la politique budgétaire devrait être expansionniste en 2018 et 2019. Le nouveau gouvernement a annoncé son intention d'abaisser les cotisations d'assurance chômage de 0.3 point de pourcentage et de transférer environ 0.5 point de pourcentage de la charge des cotisations d'assurance maladie des salariés aux employeurs. Les réductions d'impôt et les prestations pour enfant à charge augmenteront également. Le gouvernement prévoit en outre d'octroyer des aides et des allègements fiscaux substantiels aux familles avec enfants qui souhaitent acquérir un logement. Toutes ces mesures dynamiseront la demande des ménages. Les dépenses publiques destinées à permettre une meilleure intégration des réfugiés, à améliorer l'offre de services d'accueil des jeunes enfants, à moderniser l'équipement numérique des établissements scolaires, et

à favoriser le déploiement du haut débit devraient augmenter. La plupart de ces mesures ont été annoncées dans l'accord de coalition du gouvernement. Globalement, les réductions d'impôt et les augmentations de dépenses devraient représenter 0.5 % du PIB entre 2017 et 2019. Une forte croissance conjoncturelle des recettes fiscales va néanmoins probablement porter l'excédent budgétaire des administrations publiques à 1 ½ pour cent du PIB en 2019.

L'orientation de la politique budgétaire est appropriée, étant donné que la plupart des mesures budgétaires envisagées favorisent la croissance à long terme et l'inclusivité, et on ne décèle guère de signes de surchauffe. Cependant, les aides à l'accession à la propriété pourraient tirer encore vers le haut les prix de l'immobilier d'habitation, compte tenu des contraintes de capacité et de la relative inélasticité globale de l'offre de logements. Or, un tel renchérissement risque de restreindre encore l'accès à des logements abordables pour les ménages à faible revenu. Il serait préférable d'utiliser davantage les marges de manœuvre budgétaires disponibles pour financer des investissements dans l'éducation et les infrastructures. Permettre à un plus grand nombre de jeunes enfants issus de milieux socioéconomiques défavorisés de fréquenter des structures d'accueil de qualité et accroître le nombre de places dans l'enseignement primaire à plein temps devraient constituer des priorités en matière de dépenses. Ces mesures permettraient de concilier plus facilement vie de famille et emploi à temps complet, en particulier pour les femmes. Le nouveau gouvernement s'est engagé à instituer, d'ici à 2025, une garantie juridique d'accès à l'enseignement primaire à plein temps et à élaborer avec les partenaires sociaux une stratégie nationale de formation tout au long de la vie.

La croissance devrait rester soutenue

La croissance économique devrait ralentir légèrement en raison de la décélération de la demande extérieure et de contraintes de capacité qui, conjuguées à des tensions sur le marché du travail, accentueront la hausse des prix à la consommation. L'excédent des paiements courants devrait diminuer légèrement, sachant que l'appréciation antérieure de l'euro et la modération de la demande mondiale devraient tempérer une croissance des exportations exceptionnellement rapide. Parallèlement, la vigueur de la demande intérieure devrait continuer de favoriser une progression dynamique des importations. La montée du protectionnisme en matière d'échanges et d'investissement pourrait perturber le commerce international et les chaînes de valeur mondiales, qui revêtent une importance capitale pour la réussite de l'Allemagne à l'exportation, ce qui pèserait sur la croissance économique et l'emploi. À l'inverse, les mesures prises pour mettre en œuvre les réformes destinées à achever le marché unique au sein de l'Union européenne, et pour établir une union bancaire plus complète dans la zone euro, pourraient consolider la confiance et rendre l'Allemagne plus attrayante aux yeux des investisseurs.

ARGENTINE

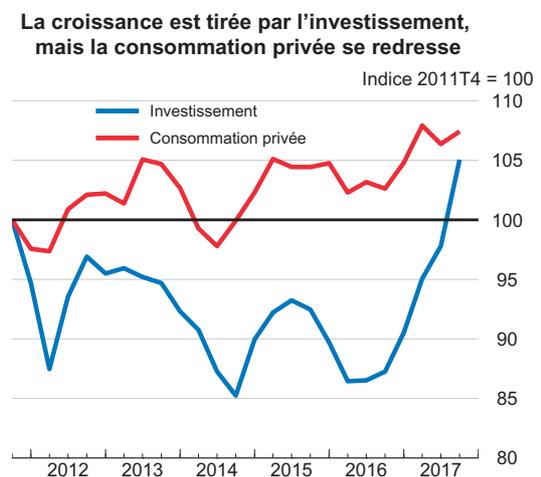
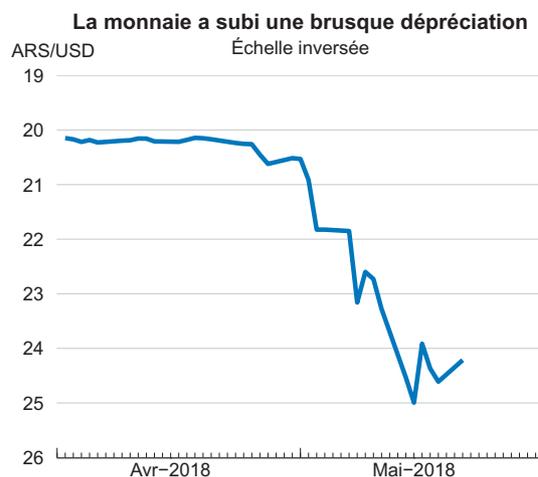
Un rebond de l'activité économique devrait être observé plus tard dans l'année et la croissance devrait s'établir à 2 % en 2018 et 2.6 % en 2019, ce qui favorisera un nouveau repli du chômage. Récemment cependant, le taux de change s'est fortement déprécié sur fond de perte de confiance et de fuite des capitaux. Les pouvoirs publics ont réagi en relevant les taux d'intérêt, en intervenant sur le marché des changes et en accélérant l'ajustement budgétaire et les négociations avec les prêteurs multilatéraux. L'inflation a rebondi sous l'effet du relèvement des prix administrés, de la dépréciation de la monnaie et de la montée des anticipations d'inflation, ce qui limite la croissance des revenus réels et qui, conjugué à la baisse concomitante de la production agricole du fait des conditions météorologiques, tirera la croissance vers le bas en 2018.

Un coup d'accélérateur est donné à la réduction progressive d'un déficit budgétaire élevé afin de rétablir la confiance. Les réformes structurelles récentes, comme la réforme de la fiscalité et celle des marchés de capitaux, l'adoption d'une nouvelle législation sur la concurrence, les améliorations apportées aux procédures administratives et la réduction des obstacles aux échanges dans certains secteurs constituent des avancées opportunes en direction d'un renforcement de la croissance inclusive. Celles-ci pourraient servir de tremplin pour la mise en œuvre d'autres réformes visant à encourager l'intégration dans l'économie mondiale, à intensifier la concurrence et à améliorer l'accès à une éducation de qualité.

La monnaie a subi une brusque dépréciation

Les évolutions récentes sur les marchés de capitaux internationaux ont mis en lumière des vulnérabilités qui vont de pair avec l'ajustement budgétaire progressif entrepris par l'Argentine et le recours au financement par la dette extérieure bien qu'il n'y ait pas eu de changements majeurs dans les fondamentaux et les politiques économiques. La confiance des investisseurs s'est brisée soudainement début mai, ce qui a déclenché

Argentine



Source : BCRA, INDEC ; CEIC ; et Thomson Reuters.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729610>

Argentine : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de ARS	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2004)				
PIB aux prix du marché	4 579.1	2.7	-1.8	2.9	2.0	2.6
Consommation privée	2 993.9	3.7	-1.0	3.6	1.6	2.2
Consommation publique	776.1	6.9	0.3	2.0	0.0	0.8
Formation brute de capital fixe	731.7	3.5	-4.9	11.0	13.7	8.8
Demande intérieure finale	4 501.8	4.2	-1.4	4.3	3.1	3.0
Variation des stocks ¹	58.7	0.2	0.2	1.7	1.2	0.0
Demande intérieure totale	4 560.6	4.2	-1.3	6.3	5.1	3.2
Exportations de biens et services	659.6	-2.8	5.3	0.4	-0.1	4.9
Importations de biens et services	641.1	4.7	5.7	14.7	12.0	6.2
Exportations nettes ¹	18.5	-1.1	-0.1	-1.9	-1.7	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	26.6	40.1	25.3	23.9	15.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.8	-2.7	-4.9	-5.6	-5.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730731>

une dépréciation notable de la monnaie. L'augmentation des taux d'intérêt aux États-Unis, la montée des anticipations d'inflation consécutive à un relèvement de l'objectif d'inflation à la fin de 2017, une décreue des entrées de dollars liée à de mauvaises récoltes et l'application d'une nouvelle taxe aux investisseurs non résidents sont des facteurs qui peuvent être à l'origine de cette situation.

Les autorités ont réagi en relevant les taux d'intérêt, en réaffirmant leur engagement à poursuivre l'ajustement budgétaire, en intervenant sur le marché des changes et en engageant des négociations avec les prêteurs multilatéraux. Dans la sphère réelle de l'économie, la croissance a progressé et l'assise sur laquelle elle repose s'est élargie. Pour ce qui est du rythme de progression, l'investissement a devancé la consommation et une part croissante des investissements va aux infrastructures, ce qui rapportera probablement des dividendes à long terme sur le plan de la productivité. La consommation privée a bénéficié de l'élan donné par l'expansion du crédit. Les exportations agricoles en 2018 subiront de plein fouet les effets de la sécheresse de ces derniers mois, mais la demande extérieure, notamment en provenance du Brésil, demeurera dynamique. Conjuguée à une augmentation de la demande d'importations, la baisse des exportations se traduira par un creusement du déficit des paiements courants. L'inflation sur un an s'élevait à 25 % en mars 2018, un taux largement supérieur à l'objectif de fin d'année de 15 %.

L'ajustement budgétaire progresse, mais il est devenu plus difficile de faire baisser l'inflation

La situation budgétaire n'a cessé de s'améliorer et l'objectif de déficit primaire pour 2017 a notamment été dépassé. Compte tenu du montant élevé des recettes recouvrées et de l'amélioration de la maîtrise des dépenses primaires, l'objectif de déficit primaire pour 2018, qui a récemment été revu à la baisse (2.7 % du PIB contre 3.2 %

précédemment), semble réaliste. Le premier semestre de 2018 a été marqué par des progrès notables sur la voie de la réduction de subventions régressives en faveur des entreprises de service public. Le financement externe de l'ajustement progressif du déficit budgétaire résulte du fait que les marchés financiers nationaux sont peu développés et que le recours à des sources de financement extérieures est jusqu'à présent relativement peu onéreux. Cette stratégie est source de vulnérabilités et expose à des risques de liquidité, mais en l'absence d'une nouvelle dépréciation majeure, elle n'entraîne pas de risque de solvabilité. La dette publique détenue en dehors du secteur public est inférieure à 30 % du PIB.

La réduction de l'inflation se révèle être une tâche ardue compte tenu de la nécessité de supprimer des subventions, mais l'inflation sous-jacente a également augmenté. Il est devenu plus compliqué de gérer les anticipations d'inflation depuis la révision à la hausse, en décembre 2017, des objectifs d'inflation pour 2018-2020, et l'assouplissement monétaire consécutif à cette hausse, qui sème le doute quant à l'indépendance de la banque centrale. Plus récemment, celle-ci a réagi avec détermination aux pressions exercées par le marché et elle a donné un tour de vis à sa politique monétaire de 12.75 points de pourcentage. Le maintien d'une politique monétaire restrictive demeurera une nécessité pendant quelque temps, dans un contexte de dépréciation de la monnaie, pour assurer un repli continu de l'inflation et contenir la volatilité des marchés de capitaux.

Les réformes structurelles se sont nettement accélérées après les élections d'octobre 2017, mais des mesures supplémentaires devront être prises pour renforcer la productivité et la croissance inclusive. La concurrence reste faible dans de nombreux secteurs en raison de restrictions sur le marché national et d'importants obstacles aux échanges. Les exportations et importations ne constituant que 30 % du PIB, la marge d'intégration dans l'économie mondiale est encore grande. Si le prix des intrants intermédiaires et des biens de consommation importés baissait encore, le pouvoir d'achat des ménages en serait amélioré, de nouvelles opportunités de croissance apparaîtraient et davantage de personnes pourraient occuper des emplois mieux rémunérés. L'amélioration de l'accès à une éducation et une formation de qualité aiderait les travailleurs à se préparer à ces nouvelles possibilités.

La croissance faiblira en 2018 avant de reprendre de la vigueur en 2019

La croissance devrait ralentir au cours de l'année 2018 en raison de la sécheresse et de turbulences sur les marchés de capitaux. Les effets de ces phénomènes étant appelés à se dissiper et les réformes à continuer de porter leurs fruits, la croissance reprendra à nouveau de la vigueur en 2019. La désinflation se réinstallera au second semestre 2018, mais l'inflation demeurera bien supérieure aux objectifs actuels en 2018 comme en 2019. Peu à peu, la contribution de la consommation privée à la croissance devrait s'amplifier tandis que le chômage et l'inflation continueront à refluer. Les risques externes demeurent non négligeables compte tenu de la dépendance constante à l'égard des apports financiers étrangers nécessaires pour financer l'ajustement budgétaire progressif. Une écrasante part des besoins de financement au titre de 2018 sont cependant déjà couverts. Une nouvelle dépréciation de la monnaie ou des relèvements inattendus des taux d'intérêt dans les économies avancées aurait pour effet d'accroître le coût du service de la dette libellée en devises étrangères. L'envolée récente des prêts indexés sur l'inflation pourrait conduire à une augmentation des taux de défaillance si la hausse des salaires ne suivait pas l'inflation, même si l'endettement des ménages demeure faible.

AUSTRALIE

L'économie va continuer à enregistrer une croissance robuste, de l'ordre de 3 %. L'investissement des entreprises augmentera, les exportations étant stimulées par la mise en service de nouvelles capacités dans le secteur des ressources naturelles. La croissance sera également soutenue par l'investissement dans les infrastructures publiques. Le renforcement du marché du travail et la progression des revenus des ménages entretiendront la consommation privée. L'inflation et les salaires augmenteront progressivement.

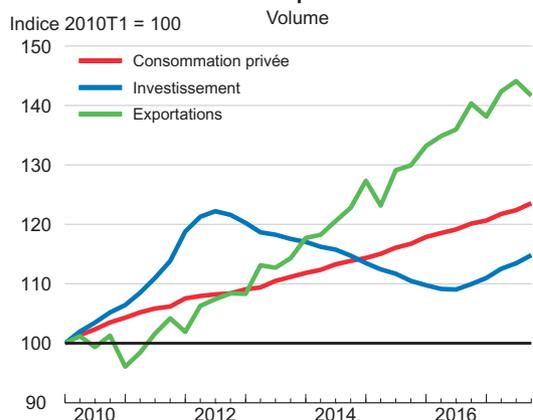
La politique monétaire est suffisamment accommodante, et la banque centrale devrait, selon les prévisions, amorcer un tour de vis progressif dans sa politique monétaire vers la fin de 2018, lorsque la hausse des salaires et des prix s'accélénera. Les risques que font peser le marché du logement et le lourd endettement des ménages méritent une vigilance sans relâche. La situation budgétaire est saine. En cas de fléchissement de l'activité économique, il conviendrait d'utiliser la politique budgétaire pour soutenir l'activité et protéger les revenus des plus vulnérables.

La croissance repose sur des facteurs intérieurs et extérieurs

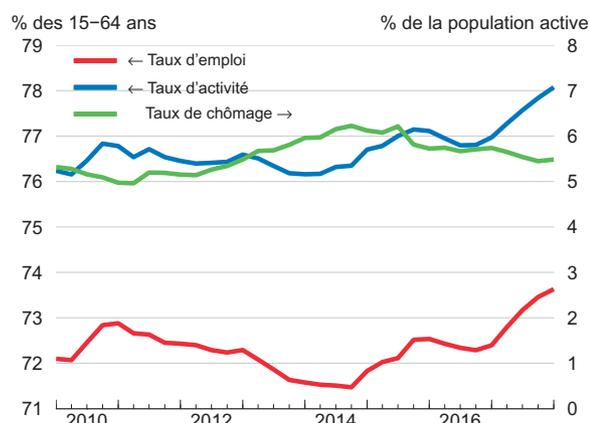
L'amélioration des termes de l'échange, la vigueur de la croissance économique mondiale et le surcroît d'exportations de ressources naturelles sont autant de facteurs qui dynamisent l'économie. L'investissement dans le secteur des ressources est en train de repartir à la hausse, tandis que l'investissement des entreprises dans d'autres secteurs se redresse. La consommation publique et l'investissement dans les infrastructures sont d'autres facteurs de soutien à l'économie. La progression de l'emploi pousse les revenus et la consommation à la hausse. L'emploi a augmenté rapidement, et de nombreux postes ont été pourvus grâce à l'augmentation du taux d'activité, en particulier chez les femmes et les seniors. Ce renforcement du taux d'activité a cependant ralenti la poursuite de la baisse du

Australie

La croissance repose sur des facteurs intérieurs aussi bien qu'extérieurs



L'emploi et le taux d'activité ont augmenté fortement



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°103 ; et Base de données des Statistiques de la population active de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729629>

Australie : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de AUD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015/2016)				
PIB aux prix du marché	1 611.4	2.5	2.6	2.3	2.9	3.0
Consommation privée	913.1	2.4	2.9	2.7	2.0	2.0
Consommation publique	285.4	4.3	4.2	3.8	2.9	2.0
Formation brute de capital fixe	424.0	-3.4	-2.3	3.2	3.3	3.9
Demande intérieure finale	1 622.6	1.2	1.8	3.0	2.5	2.4
Variation des stocks ¹	- 0.3	0.0	0.1	-0.1	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	1 622.3	1.3	1.9	2.9	2.1	2.4
Exportations de biens et services	332.1	6.3	6.8	4.0	4.3	3.8
Importations de biens et services	343.0	1.7	0.4	7.7	4.2	6.1
Exportations nettes ¹	- 10.9	0.9	1.3	-0.8	0.0	-0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.8	1.2	3.4	0.6	0.8
Indice des prix à la consommation	—	1.5	1.3	2.0	2.1	2.3
IPC sous-jacent ²	—	2.1	1.5	1.7	1.9	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.1	5.7	5.6	5.4	5.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	6.7	4.9	3.0	2.4	2.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.1	-1.5	-0.5	-0.2	0.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	40.6	42.2	43.0	41.3	39.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-4.7	-3.0	-2.4	-2.6	-3.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730750>

chômage, tout en jugulant les tensions inflationnistes. La progression des salaires ne s'accélère que progressivement, et l'inflation reste au-dessous de la fourchette ciblée.

Les politiques publiques de soutien à l'économie peuvent progressivement être abandonnées

La politique monétaire continue de soutenir l'économie, et le taux directeur est stable à 1.5 % depuis août 2016. Selon les prévisions, l'abandon des mesures de relance devrait débuter vers la fin de 2018, la hausse des salaires et des prix devant s'accélérer sous l'effet de l'amélioration continue de l'activité et de la situation du marché du travail. L'effet stimulant induit sur le revenu des ménages australiens devrait atténuer les risques liés à leur niveau d'endettement très élevé.

Le marché du logement montre déjà des signes de détente. La hausse des prix des logements s'est nettement ralentie et le nombre de nouveaux prêts au logement octroyés a un peu diminué, en partie grâce à des mesures macroprudentielles. Les autorités de réglementation ont pris des mesures visant à limiter la croissance des prêts pour investissement locatif, et dissuadent les établissements financiers d'accorder des crédits assortis d'une quotité de financement élevée. Les indicateurs globaux de tensions financières dans le secteur des ménages sont bas, même si certaines régions, minières notamment, demeurent un sujet de préoccupation. Les risques macrofinanciers que

représentent les ménages endettés et le marché du logement demeurent élevés, et devraient inciter la banque centrale et les autorités de surveillance à rester vigilantes.

Ces dernières années, la dette publique s'est alourdie en pourcentage du PIB, mais elle demeure relativement modeste et devrait commencer à diminuer, puisque le gouvernement se propose de réduire le déficit annuel d'environ ½ point de PIB par an sur les quatre années de l'horizon budgétaire. Dans le projet de budget fédéral pour 2018-19, le gouvernement propose notamment diverses réductions de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à court et moyen terme, sachant que la vigueur de l'activité économique, la maîtrise des dépenses et des mesures de renforcement de l'intégrité des recettes aideront les autorités à tenir leurs engagements de réduction du déficit. Le rythme de cette réduction est soutenu, compte tenu du taux de croissance prévu. De plus, des mesures de lutte contre l'exclusion sociale, par exemple le renforcement de l'accès à l'éducation et l'amélioration des politiques d'activation, pourraient se traduire par des avantages conséquents durables découlant de la croissance et des échanges.

La croissance va rester robuste

D'après les prévisions, la croissance économique va se poursuivre à un rythme dynamique. Les exportations et l'investissement produiront des effets positifs, tandis que la croissance de la consommation sera plus timide. L'inflation n'augmentera que progressivement. La vigueur des marchés mondiaux des produits de base demeure une source importante de croissance et de hausse des revenus, mais aussi d'incertitude et de risques. Le ralentissement et le rééquilibrage qui s'opèrent en Chine pourraient peser davantage que prévu sur la croissance. Le niveau élevé de l'endettement des ménages demeure un risque. Une correction des prix des logements d'une ampleur inattendue amputerait le patrimoine des ménages, et pourrait réduire leur consommation et nuire au secteur de la construction. L'association d'une forte croissance de l'emploi et de la hausse du taux d'activité soulève des questions quant à l'ampleur du volant de ressources restant inutilisées dans l'économie, et amène à se demander quand la croissance économique commencera à se traduire par une accélération de la progression des salaires et des revenus.

AUTRICHE

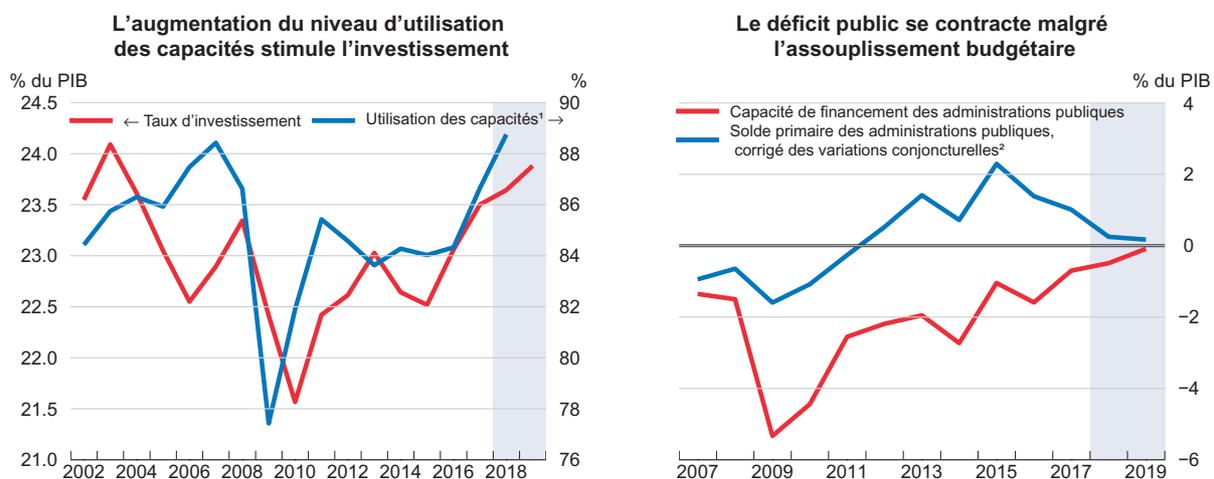
L'activité économique devrait rester soutenue jusqu'à la fin de 2018 et, dans une moindre mesure, en 2019, stimulée par un rebond marqué de l'investissement ainsi que des exportations. La vigueur des créations d'emplois et le dynamisme des salaires portent la consommation privée. L'inflation demeure plus élevée que dans d'autres pays de la zone euro, essentiellement du fait des prix pratiqués dans les secteurs qui sont peu exposés aux échanges internationaux de marchandises.

Le déficit public diminue, mais plus lentement que l'on pourrait s'y attendre compte tenu de la vigueur de la croissance. Une amélioration de l'efficacité des dépenses publiques libérerait des fonds pour développer la scolarisation à temps plein et les services d'accueil des jeunes enfants dans les zones rurales, moderniser les infrastructures numériques et investir dans des programmes de formation tout au long de la vie. Un environnement des entreprises plus favorable au financement sur fonds propres et de nouvelles améliorations des infrastructures numériques profiteraient tant aux entreprises qu'aux ménages.

Une solide demande, tant intérieure qu'extérieure, sous-tend la croissance

Un cercle vertueux de facteurs nationaux et internationaux a porté la croissance autrichienne à des sommets encore jamais atteints depuis la reprise énergétique qui a suivi la crise financière mondiale. Si ce cycle de croissance semble avoir atteint son pic à la fin de 2017, la croissance sous-jacente demeure forte. Le taux d'activité continue de croître, en particulier chez les femmes et les seniors. La consommation privée, dynamisée par la création d'emplois et une progression des salaires de plus en plus rapide, continue de soutenir la croissance. Après quelques fluctuations intervenues dans le sillage des réformes fiscales de 2016, le taux d'épargne des ménages semble devoir se stabiliser. L'inflation sous-jacente reste plus forte que dans la zone euro considérée dans son

Autriche



1. Niveau actuel d'utilisation des capacités dans le secteur manufacturier. Premier semestre pour 2018.

2. En pourcentage de la production potentielle.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Eurostat.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933729648>

Autriche : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché*	333.2	1.1	1.5	3.1	2.7	2.0
Consommation privée	177.9	0.4	1.6	1.5	1.6	1.6
Consommation publique	66.0	1.4	2.1	1.3	1.8	1.2
Formation brute de capital fixe	75.4	1.2	3.6	5.0	3.3	3.2
Demande intérieure finale	319.3	0.8	2.2	2.3	2.0	1.9
Variation des stocks ¹	2.7	0.4	-0.1	0.4	0.2	0.0
Demande intérieure totale	322.0	1.2	2.1	2.7	2.2	1.9
Exportations de biens et services	178.2	2.9	2.2	5.9	5.1	5.0
Importations de biens et services	167.0	3.1	3.2	5.7	4.0	5.0
Exportations nettes ¹	11.2	0.0	-0.4	0.3	0.7	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	2.3	1.1	1.6	1.9	2.4
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	0.8	1.0	2.2	2.1	2.3
IPCH sous-jacent ²	–	1.7	1.6	2.1	2.2	2.4
Taux de chômage (% de la population active)	–	5.7	6.0	5.5	5.1	4.9
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	6.9	7.9	6.4	6.6	6.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-1.0	-1.6	-0.7	-0.5	-0.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	107.5	108.3	101.0	99.0	96.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	84.6	83.5	78.2	76.3	74.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	1.9	2.1	1.9	2.1	2.2

* Basé sur des données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés; peut différer des données annuelles officielles qui n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730769>

ensemble, ce qui tient en partie au niveau plus élevé et au caractère plus dynamique des prix dans les domaines d'activité liés à un secteur touristique florissant.

Profiter de la phase ascendante du cycle économique pour préparer l'avenir

L'investissement devrait demeurer un solide facteur de croissance, compte tenu du niveau élevé et croissant d'utilisation des capacités. Le financement de l'investissement est très tributaire de ressources internes, et les prêts bancaires représentent l'essentiel des financements externes, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME). Le gouvernement devrait redoubler d'efforts pour favoriser le capital-risque et les autres formes de financement par capitaux propres, par exemple en instaurant des déductions pour fonds propres en vue de réduire le biais en faveur du financement par endettement inhérent à la fiscalité des entreprises, mais aussi en abaissant les barrières à l'entrée. L'accumulation de capital intellectuel pourrait être accélérée si l'Autriche mettait rapidement en œuvre sa « feuille de route numérique », en fixant des délais et des objectifs chiffrés.

L'orientation de la politique budgétaire s'assouplira en 2018, reflétant le nouveau programme du gouvernement destiné à alléger la pression fiscale. Pour compenser ses effets sur le solde structurel, les autorités devraient contenir les dépenses publiques, notamment en éliminant les doubles emplois dans l'administration publique, en rationalisant les dépenses des entités publiques fédérales et, comme cela a été annoncé, en multipliant les examens de dépenses. Grâce à l'embellie conjoncturelle et à la liquidation des actifs des structures de défaisance, le ratio dette publique/PIB devrait diminuer plus vite que stipulé par les règles budgétaires institutionnelles. Les fonds ainsi libérés devraient être utilisés pour améliorer le potentiel de croissance de l'économie. L'augmentation du taux d'activité des femmes reste entravée par le manque d'établissements d'enseignement à temps plein et de structures d'accueil des jeunes enfants, surtout en milieu rural. Enfin, les autorités pourraient favoriser l'adoption des technologies numériques par les entreprises et les ménages en subventionnant des dispositifs spécifiques de formation tout au long de la vie.

L'activité économique devrait rester dynamique

Après le fort rebond de l'investissement et des exportations, qui a porté le taux de croissance au-dessus de la moyenne de la zone euro en 2017 et au début de 2018, la croissance devrait fléchir quelque peu, le cycle de l'investissement arrivant à maturité et les échanges ralentissant. À partir du second semestre de 2018, l'économie autrichienne devrait croître à un rythme similaire à celui de la zone euro dans son ensemble. Les revenus des ménages continueront de bénéficier de la vigueur des créations d'emplois, et le taux de croissance réelle des salaires deviendra positif. Selon les prévisions, l'inflation demeurera supérieure à 2 % tout au long de la période considérée. L'expansion économique pourrait s'avérer plus forte que prévu si les parts de marché à l'exportation continuaient d'augmenter, entraînant un regain de dynamisme de l'investissement et de la croissance. À l'inverse, les résultats à l'exportation pourraient renouer avec leur tendance à la baisse si l'Autriche perdait des parts de marché dans les chaînes de valeur mondiales, sous l'effet du renforcement de la concurrence des pays d'Europe de l'Est. En outre, la croissance pourrait être plus faible qu'on ne l'anticipe en cas d'essoufflement de la dynamique de réforme, mais l'investissement et la consommation pourraient être plus dynamiques que prévu si le niveau de confiance se maintient à son niveau actuel élevé.

BELGIQUE

La croissance économique devrait se poursuivre au rythme de 1.7 % en 2018 et 2019. La demande intérieure en sera un moteur essentiel grâce, notamment, à une nouvelle décreue du chômage. La croissance en 2018 sera soutenue par la vigueur de l'investissement public et privé. L'inflation cédera également du terrain en 2018, à la faveur de la dissipation des tensions qui existaient auparavant et de la baisse des prix de l'électricité.

La dette publique devrait diminuer en 2018 et 2019, malgré les mesures programmées d'allègement de la fiscalité du travail. Le redéploiement des dépenses publiques au profit d'investissements dans l'éducation et les infrastructures de transport, destinés à supprimer les goulets d'étranglement, et l'intensification de la concurrence dans diverses professions et la simplification des procédures de création d'entreprise, devraient favoriser à la productivité et à l'inclusivité. L'amélioration des niveaux de compétences et des perspectives d'emploi des groupes de population défavorisés est également primordiale pour que la croissance soit plus inclusive.

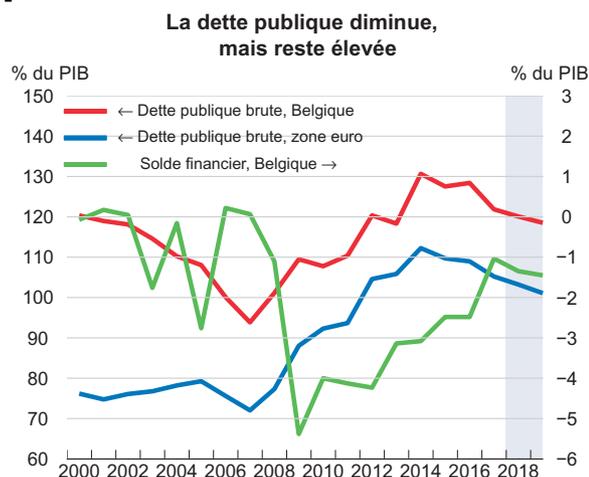
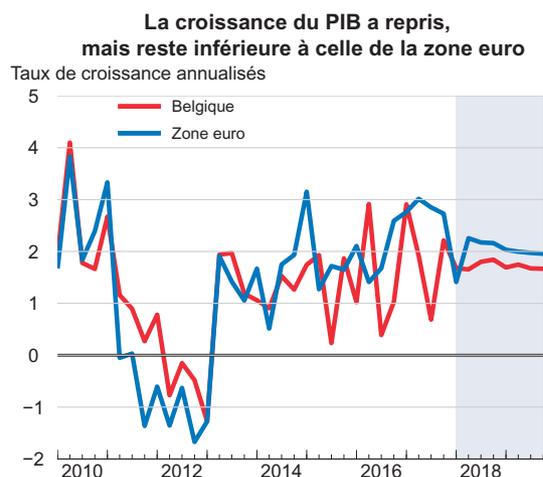
La croissance s'est affermie

La croissance économique demeure inférieure à celle de la zone euro. En dépit d'un niveau élevé de confiance des consommateurs, la consommation privée a quelque peu fléchi, tandis que l'investissement public a progressé. La croissance de l'emploi s'est poursuivie, portée par l'augmentation de la production, l'allègement de la fiscalité du travail et la modération des salaires passée. La progression des salaires connaît une hausse depuis 2017, indépendamment de la réforme récente du mode de fixation des salaires destinée à mieux prendre en compte la compétitivité-coûts internationale. L'inflation a augmenté, en partie sous l'effet de la hausse des cours du pétrole.

Il faut que la croissance à moyen terme progresse

Le déficit budgétaire a été ramené à 1 % du PIB en 2017 et restera faible au cours des deux prochaines années, selon les prévisions. Comme la dette publique demeurera élevée

Belgique



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933729667>

Belgique : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	400.1	1.4	1.4	1.7	1.7	1.7
Consommation privée	206.9	0.9	1.7	1.3	1.4	1.8
Consommation publique	97.4	0.4	0.2	1.3	1.2	0.9
Formation brute de capital fixe	92.1	2.7	3.8	0.7	3.1	2.7
Demande intérieure finale	396.4	1.2	1.8	1.2	1.7	1.8
Variation des stocks ¹	1.2	0.2	0.2	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	397.5	1.4	2.0	1.3	1.7	1.8
Exportations de biens et services	330.7	3.3	7.5	4.9	4.7	4.3
Importations de biens et services	328.2	3.3	8.4	4.4	4.8	4.4
Exportations nettes ¹	2.5	0.0	-0.6	0.5	0.0	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.1	1.6	1.7	2.0	1.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	0.6	1.8	2.2	1.8	1.8
IPCH sous-jacent ²	–	1.6	1.8	1.5	1.3	1.8
Taux de chômage (% de la population active)	–	8.5	7.9	7.1	6.4	6.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	4.4	3.7	3.9	4.2	4.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-2.5	-2.5	-1.0	-1.3	-1.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	127.5	128.4	121.9	120.1	118.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	106.1	106.0	103.4	101.6	100.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	-0.1	0.1	-0.2	-0.8	-0.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730788>

pendant la période considérée, il est important que le gouvernement tienne ses objectifs budgétaires à moyen terme pour qu'une réduction régulière de la dette rapportée au PIB soit possible. Les autorités devraient accroître l'investissement public, atone depuis plusieurs décennies, afin de doper la croissance de la productivité. Compte tenu de la nécessité d'assainir les finances publiques, il faudrait que ces investissements soient plus que contrebalancés par des coupes dans les dépenses publiques inefficaces, par le prélèvement de redevances d'utilisation ou par des apports provenant de sources de financement privées.

La productivité et la compétitivité-coûts extérieure auraient tout à gagner d'un renforcement de la concurrence dans les professions fournissant des services à des industries exportatrices et d'une simplification des procédures administratives et des obligations à remplir pour créer une entreprise. La croissance serait plus inclusive si l'on améliorait encore la situation des immigrés, des travailleurs peu qualifiés et des seniors sur le marché du travail. Il est particulièrement important d'accroître la capacité du système éducatif de doter les élèves défavorisés des compétences nécessaires, de proposer des formations en entreprise et de recourir plus largement aux horaires de travail variables. Les réformes adoptées récemment en matière de retraites et de fixation des salaires ont sans doute aussi amélioré la situation sur le marché du travail, mais il

conviendrait d'en surveiller les effets. Enfin, pour que la croissance soit plus verte, il faudrait améliorer les infrastructures de transport à la périphérie des grandes zones urbaines, généraliser les redevances de congestion et revoir à la baisse le traitement fiscal préférentiel appliqué aux véhicules de société.

La croissance devrait rester relativement stable

La croissance du PIB devrait s'établir à 1.7 % en 2018 et 2019. L'inflation diminuera grâce à la décélération des cours du pétrole. La consommation privée sera un moteur essentiel de la croissance et sera soutenue par les mesures, déjà prises ou annoncées, d'allègement de la fiscalité du travail. L'investissement public alimentera l'activité économique en 2018, jusqu'aux élections locales. L'investissement privé sera solide tout au long de la période de prévision et dynamisera l'activité. La progression des exportations devrait ralentir au fur et à mesure du tassement de la croissance sur les marchés à l'exportation et entraîner une détérioration de la balance des paiements courants. La croissance de l'emploi devrait se poursuivre, et permettre un nouveau recul du taux de chômage qui sera ramené à 6.1 % en 2019. La persistance des incertitudes suscitées par le Brexit pourrait peser sur les échanges. En revanche, la croissance économique pourrait être plus forte si les allègements fiscaux dopaient la consommation privée plus que prévu.

BRÉSIL

La reprise se confirme et la croissance atteindra 2.8 % en 2019. La solide progression de l'investissement traduit l'amélioration de la confiance imputable aux récents efforts de réforme, y compris sur les marchés financiers. Le niveau étonnamment bas de l'inflation a donné matière à un assouplissement monétaire qui améliore les conditions financières. La croissance devrait regagner de la vigueur, portée par une nouvelle augmentation des investissements et une reprise de la consommation privée sous l'effet d'une plus faible inflation.

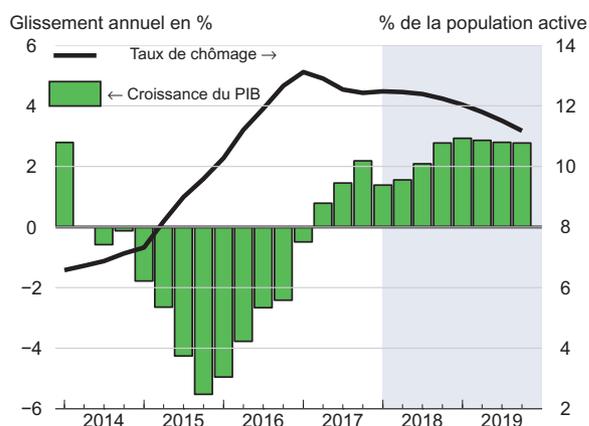
La viabilité des finances publiques et, partant, la confiance des investisseurs, pourraient toutefois être compromises sans une réforme des retraites. Mieux cibler les dépenses sociales en faveur des plus démunis et réduire les allègements fiscaux et les subventions inefficaces et ayant un effet régressif accordés à certains secteurs économiques, peut permettre aux dépenses publiques de gagner en efficacité et d'être plus inclusives, tout en luttant contre la corruption. Pour maintenir une croissance solide, des efforts additionnels seront nécessaires en vue d'améliorer la productivité, y compris par une plus grande intégration au sein de l'économie mondiale.

L'économie est sortie de la récession

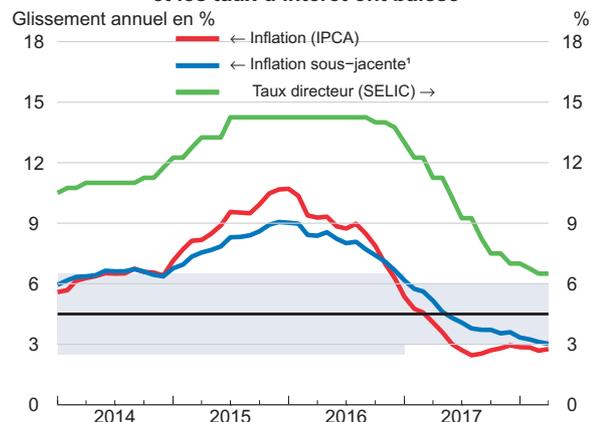
L'économie brésilienne est désormais sortie d'une récession sévère, comme en témoigne un taux de croissance supérieur à 2 % en glissement annuel. La reprise est soutenue par l'investissement, favorisé par la baisse des taux d'intérêt et des réformes qui ont contribué à restaurer la confiance. Il s'agit notamment des mesures visant à contenir les subventions au crédit et à développer les marchés de financement privé, et de la réforme du marché du travail. Cependant, la consommation reste modérée et les fruits de la croissance tardent à se concrétiser pour de nombreux Brésiliens. Après avoir culminé à plus de 13 %, le taux de chômage recule, même si l'essentiel des emplois créés concernent

Brésil

La croissance redémarre et le chômage baisse



L'inflation est inférieure à l'objectif et les taux d'intérêt ont baissé



1. L'inflation sous-jacente est définie comme la moyenne de trois mesures d'inflation sous-jacentes publiées par la Banque centrale du Brésil.

Source : Banque centrale du Brésil ; IBGE ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729686>

Brésil : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de BRL	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2000)				
PIB aux prix du marché	5 779.0	-3.5	-3.5	1.0	2.0	2.8
Consommation privée	3 638.4	-3.2	-4.4	0.9	2.3	3.1
Consommation publique	1 106.9	-1.4	0.0	-0.6	0.7	0.7
Formation brute de capital fixe	1 148.5	-13.9	-10.4	-1.9	4.8	3.8
Demande intérieure finale	5 893.7	-4.9	-4.6	0.2	2.3	2.7
Variation des stocks ¹	39.0	-1.3	-0.4	0.8	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	5 932.8	-6.1	-5.0	1.0	2.0	2.7
Exportations de biens et services	636.4	6.7	1.6	5.7	5.5	5.5
Importations de biens et services	790.2	-14.0	-10.2	5.5	6.5	4.7
Exportations nettes ¹	- 153.8	2.7	1.6	0.0	-0.1	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	7.6	8.1	3.8	4.1	4.3
Indice des prix à la consommation	—	9.0	8.7	3.4	3.4	4.0
Déflateur de la consommation privée	—	8.9	9.2	2.9	3.6	4.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-10.2	-9.0	-7.8	-7.6	-7.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.1	-1.3	-0.5	-0.9	-0.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

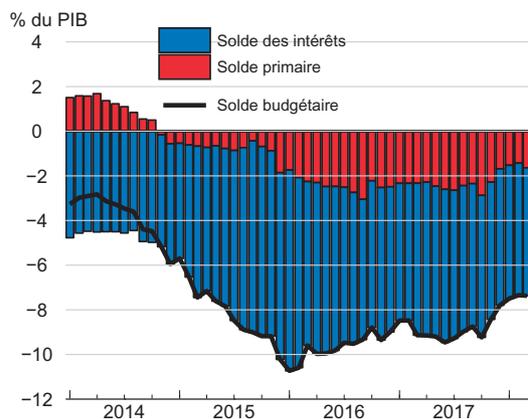
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730807>

l'économie informelle et ne sont pas des emplois de qualité. L'inflation est redescendue en deçà de la fourchette cible et elle est particulièrement faible pour les ménages à revenu modeste. La qualité de la politique budgétaire s'est quelque peu améliorée, grâce à la diminution des dépenses discrétionnaires mais aussi des subventions.

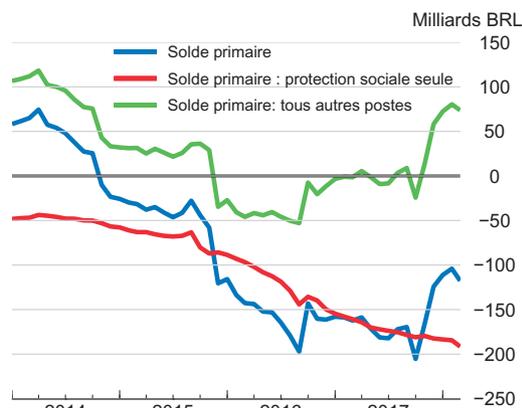
Brésil

Les résultats budgétaires s'améliorent progressivement après avoir connu une détérioration marquée



1. Cumulé sur 12 mois.

Source : Banque centrale du Brésil; et Trésor national.

Les dépenses de retraite ont contribué à la détérioration des résultats budgétaires¹

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729705>

Les réformes structurelles seront décisives pour soutenir la reprise

La faiblesse de l'inflation a un effet positif sur les revenus réels des ménages et a ouvert la voie à d'importantes baisses de taux d'intérêt, deux facteurs susceptibles de soutenir les dépenses de consommation privée. L'association d'une politique monétaire accommodante et d'une politique budgétaire restrictive se justifie au vu des pressions inflationnistes modérées et des défis budgétaires importants.

La viabilité de la dette publique et le respect des règles budgétaires actuelles nécessiteront des changements structurels en matière de dépenses publiques, étant donné que le solde primaire courant (-1.6 % du PIB) est nettement inférieur à l'estimation de +2 % nécessaire pour stabiliser le ratio de la dette publique à moyen terme. La dette publique brute s'établit à 75 % du PIB, soit une augmentation de 20 points de pourcentage sur trois ans. Faute de réformes, la dette publique continuera à augmenter. Le creusement du déficit de la sécurité sociale s'est traduit par une détérioration du solde primaire; la réforme des retraites reste donc une priorité essentielle pour préserver la confiance des investisseurs dans des finances publiques saines et une gestion efficace de l'économie.

Le réajustement des dépenses publiques peut significativement contribuer à rendre la croissance plus inclusive et à enrayer la corruption. Les prestations sociales représentent 15 % du PIB, dont une part importante et croissante est versée à des ménages qui ne sont pas pauvres. S'agissant du régime de retraites, la différence sur le cycle de vie entre les contributions payées et les prestations servies est déséquilibrée au profit des personnes aux revenus plus élevés. En parallèle, la pauvreté touche surtout les enfants et les jeunes. Limiter les futures augmentations des prestations sociales qui profitent principalement à la classe moyenne pourrait permettre de financer davantage de transferts sociaux en faveur des personnes pauvres, des enfants et des jeunes, ce qui aurait un fort impact sur la réduction des inégalités. Le programme de transferts sociaux conditionnés *Bolsa Familia*, qui ne représente que 0.5 % du PIB, constitue à cet égard un exemple très réussi. Une augmentation des dépenses au titre de ce programme, par un relèvement des seuils permettant d'en bénéficier et du montant des prestations, permettrait de réduire la pauvreté et les inégalités. Le fait de subordonner les prestations à la fréquentation scolaire et à un suivi médical contribue également à réduire les inégalités en matière d'éducation et de santé, profitant par là-même à la productivité. Les avantages fiscaux et les subventions au crédit en faveur des entreprises du secteur privé ont favorisé la corruption et les pots-de-vin dans la sphère politique, sans bénéfices perceptibles en matière de bien-être ou de productivité. Il convient de poursuivre les efforts récents visant à réduire ces subventions.

Les gains de productivité doivent devenir le principal moteur de la croissance à plus long terme. Il faudra accroître la concurrence dans de nombreux secteurs pour permettre un redéploiement du travail et du capital au profit des activités et des entreprises à fort potentiel. Une plus grande intégration au sein de l'économie mondiale contribuerait à renforcer l'efficacité en ouvrant un plus grand nombre d'entreprises à la concurrence étrangère et en améliorant l'accès à des biens intermédiaires et d'équipement à moindre coût. La réduction des obstacles domestiques à l'accès aux marchés et la mise en œuvre de politiques de réduction des coûts, comme une mise en conformité facilitée vis-à-vis des obligations fiscales ou l'amélioration de l'exécution des contrats, permettraient aussi de générer des gains d'efficacité. En l'espèce, une refonte en profondeur du système fragmenté de la fiscalité indirecte, dans la perspective de l'instauration d'une taxe sur la

valeur ajoutée unifiée, pourrait accroître la compétitivité des entreprises dans l'ensemble du pays.

La croissance devrait encore augmenter

Avec la reprise de la consommation privée, la croissance devrait accélérer. En supposant une poursuite des réformes, la confiance et l'assouplissement des conditions de crédit continueront de soutenir l'investissement. Le chômage devrait encore diminuer, y compris grâce à la création d'emplois dans le secteur formel. Compte tenu de la sous-utilisation des capacités, l'inflation ne devrait atteindre sa cible que progressivement. À l'approche des élections d'octobre 2018, il demeure une incertitude notable concernant la poursuite du programme de réformes, y compris le nécessaire ajustement budgétaire. La réussite de la réforme des retraites, essentielle pour permettre au pays de se conformer à la règle de dépenses à moyen terme, sera un test décisif quant à la capacité des autorités à assurer la viabilité des finances publiques et à mettre en œuvre de nouvelles réformes structurelles. Dans le cas contraire, la confiance pourrait s'éroder et faire replonger l'économie dans la récession. Les marchés financiers pourraient connaître de nouvelles périodes d'instabilité en fonction de l'évolution de la situation politique ou des hausses de taux d'intérêt dans les économies avancées, mais dans le passé de tels épisodes ont été bien gérés par la Banque centrale. Les réserves et la forte proportion d'IDE dans les flux entrants de capitaux permettraient au pays d'amortir les risques de change qui en résulteraient.

CANADA

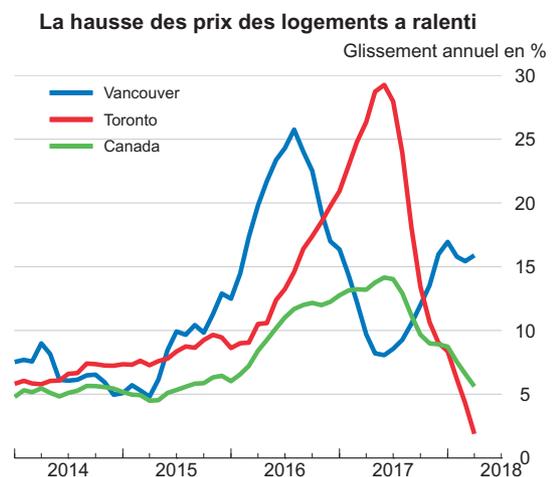
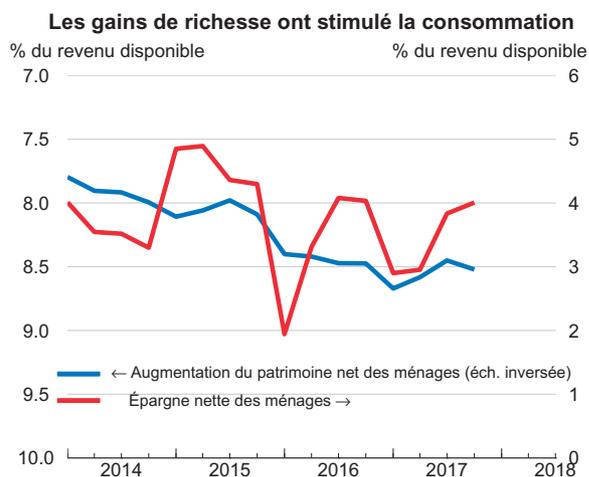
Le ralentissement de l'expansion économique observé depuis le second semestre de 2017 devrait céder la place à une croissance supérieure à 2 % à partir de la mi-2018. Ce redressement sera tiré par les exportations, compte tenu du rétablissement progressif des capacités de transport de pétrole par oléoduc et de la vigueur de la croissance aux États-Unis. Les entreprises devraient accroître leurs investissements pour atténuer leurs contraintes de capacités, qui s'accroissent. Le chômage devrait continuer de diminuer pour s'établir à des points bas records.

La Banque du Canada devrait réduire progressivement l'orientation expansionniste de sa politique monétaire, et le taux d'inflation devrait rester légèrement au-dessus de 2 %. De nouvelles hausses de taux seront nécessaires pour que soit atteint l'objectif d'inflation (à moyen terme) de la Banque du Canada. L'orientation de la politique budgétaire devrait également se durcir quelque peu, ce qui offrira des marges de manœuvre pour soutenir l'activité pendant la prochaine phase descendante du cycle économique et réduira l'ampleur de la hausse nécessaire des taux d'intérêt. La politique macroprudentielle a été progressivement resserrée, et certains signes indiquent que les marchés du logement se stabilisent. Néanmoins, de nouveaux ajustements pourraient s'avérer indispensables en cas de modification de la balance des risques. Il faudrait accroître les financements publics consacrés aux services de garde d'enfants de manière neutre sur le plan budgétaire, afin d'augmenter l'emploi des femmes, de réduire l'écart de rémunération entre les sexes et de rendre la croissance plus inclusive.

La croissance économique a diminué à un niveau plus viable

Le rythme de l'expansion économique a diminué pour devenir plus viable depuis la mi-2017, compte tenu du ralentissement de la croissance de la consommation privée et des exportations. La réduction de l'orientation expansionniste de la politique monétaire et la diminution des gains de patrimoine résultant de la montée des prix des logements ont

Canada



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Teranet et Banque nationale du Canada, Indice de Prix de Maison.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729724>

Canada : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de CAD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2007)				
PIB aux prix du marché	1 990.2	1.0	1.4	3.0	2.1	2.2
Consommation privée	1 109.9	2.2	2.3	3.4	2.4	1.8
Consommation publique	404.3	1.6	2.2	2.2	2.1	1.8
Formation brute de capital fixe	486.5	-5.1	-3.0	2.8	4.2	3.2
Demande intérieure finale	2 000.7	0.3	1.1	3.0	2.8	2.1
Variation des stocks ¹	9.0	-0.2	-0.2	0.8	0.0	0.0
Demande intérieure totale	2 009.8	0.1	0.8	3.8	2.7	2.1
Exportations de biens et services	627.6	3.5	1.0	1.0	1.7	4.4
Importations de biens et services	647.2	0.7	-1.0	3.6	3.7	3.9
Exportations nettes ¹	- 19.6	0.9	0.7	-0.9	-0.7	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.8	0.6	2.3	2.7	2.3
Indice des prix à la consommation	—	1.1	1.4	1.6	2.3	2.2
IPC sous-jacent ²	—	1.9	1.9	1.6	1.9	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.9	7.0	6.3	5.7	5.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	4.6	3.4	3.4	3.2	3.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.1	-1.1	-1.0	-1.0	-1.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	97.5	97.8	93.8	93.6	93.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.6	-3.2	-3.0	-2.7	-2.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

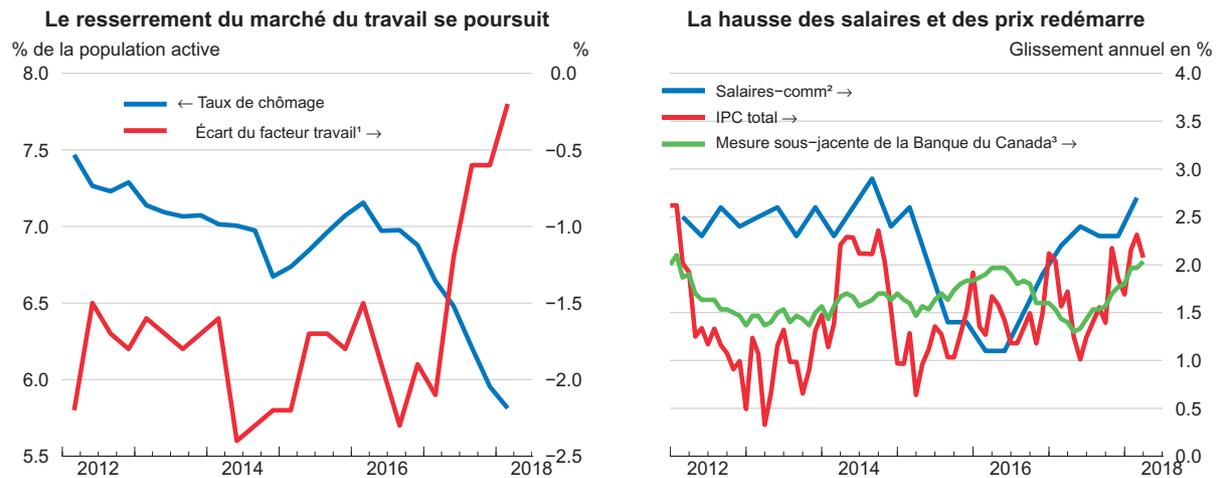
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730826>

freiné la consommation. Cela dit, la faiblesse des exportations tient à un ajustement anticipé de la production automobile et à l'arrêt temporaire d'un pipeline d'hydrocarbures, dont les effets ne devraient se dissiper totalement qu'à la mi-2018. L'investissement des entreprises s'est redressé, en raison du taux élevé d'utilisation des capacités en dehors des secteurs du pétrole et du gaz, mais les investissements en amont dans ces deux secteurs sont entravés par des contraintes de capacités de transport par conduites ainsi que par des obstacles réglementaires à leur expansion. Des indicateurs avancés laissent à penser que l'investissement des entreprises restera vigoureux.

La croissance de l'emploi a été forte, ce qui a fait baisser le taux de chômage au plus bas niveau enregistré depuis 40 ans et en deçà du taux de chômage structurel estimé par l'OCDE (même si cette estimation reste entourée d'incertitude). La croissance du salaire horaire est repartie à la hausse pour les employés à temps plein comme à temps partiel. La progression des salaires sera stimulée au cours des prochaines années par les modifications des salaires minimums provinciaux. La hausse des prix à la consommation a augmenté pour s'établir légèrement au-dessus du point médian de la fourchette cible de 1-3 % définie par la Banque du Canada comme objectif à moyen terme pour l'inflation annuelle. La moyenne des mesures de l'inflation fondamentale privilégiées par la Banque du Canada a atteint 2.0 %. Les anticipations d'inflation se sont redressées, mais elles

Canada



1. Écart du total des heures travaillées par rapport à leur niveau potentiel estimé.
2. Mesure composite des tensions salariales fondées sur des données issues de l'Enquête sur la population active, des comptes nationaux, des comptes de productivité et de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Pour plus de précisions, voir Brouillette et al. (2018).
3. Moyenne des trois mesures de l'inflation sous-jacente privilégiée par la Banque du Canada, à savoir l'IPC tronq (moyenne tronquée), l'IPC-méd (médiane pondérée) et l'IPC-comm (composante commune).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; D. Brouillette et al. (2018), Wages: Measurement and Key Drivers, Staff Analytical Note 2018-2, Banque du Canada ; Banque du Canada (2018), *Revue de politique monétaire*, avril ; et Statistique Canada, tableaux 326-0022 et 326-0023.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729743>

restent bien ancrées, étant donné que presque toutes les entreprises tablent sur une inflation située à l'intérieur de la fourchette cible.

L'orientation des politiques macroéconomiques devient moins accommodante

La Banque du Canada a déjà réduit l'orientation expansionniste de sa politique monétaire en relevant à trois reprises son taux d'intérêt directeur depuis la mi-2017. Étant donné que l'inflation sous-jacente se situe déjà au point médian de la fourchette cible et que les capacités excédentaires devraient s'être résorbées d'ici à la fin de 2018, on prévoit que la Banque du Canada rehaussera son taux directeur de 75 points de base supplémentaires, pour le porter à 2 %, d'ici à la fin de 2019. Ce niveau est inférieur à la fourchette de 2.5-3.5 % dans laquelle se situe le taux d'intérêt neutre d'après ses estimations. D'autres hausses de taux seront nécessaires pour maintenir le taux d'inflation proche du point médian de la fourchette cible à moyen terme. La montée des taux d'intérêt à long terme au niveau mondial tirera vers le haut leurs équivalents canadiens, accentuant le durcissement des conditions monétaires. La sensibilité aux hausses de taux d'intérêt sera sans doute plus forte qu'à l'accoutumée, compte tenu du niveau élevé de la dette des ménages. Récemment, les conditions de souscription des prêts hypothécaires non assurés ont également été considérablement durcies. Cette mesure et les hausses d'impôts appliquées aux propriétaires non-résidents en Colombie-Britannique ont ralenti l'augmentation des prix des logements et, conjuguées à la hausse des taux d'intérêt hypothécaires, elles devraient se traduire par la persistance d'augmentations modérées des prix. Même dans ces conditions, les prix de l'immobilier d'habitation et l'endettement

des ménages resteront élevés, en particulier à Toronto et Vancouver, où subsistent d'importants problèmes d'accessibilité financière du logement.

Le rythme global de l'assouplissement budgétaire a ralenti, ce qui est adapté au stade actuel du cycle économique. On estime que le solde primaire sous-jacent a diminué de 1.8 point de PIB entre 2015 et 2017, mais sa baisse pourrait se limiter à 0.5 point au cours des deux années à venir. L'orientation légèrement expansionniste de la politique budgétaire en 2018-19 s'explique par l'évolution de la situation budgétaire de l'Ontario. L'orientation de la politique budgétaire du gouvernement fédéral est légèrement restrictive, malgré la mise en œuvre différée de la moitié environ des mesures de relance du budget 2016 axées sur les infrastructures. L'effet stimulant de ces mesures a soutenu l'économie pendant la période de creux provoquée par la baisse des cours du pétrole, mais étant donné que l'ajustement à cette diminution est maintenant terminé et que l'économie fonctionne de nouveau peu ou prou à plein régime, un tel soutien ne se justifie plus.

L'incertitude qui prévaut quant à l'avenir de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et à d'autres aspects de la politique commerciale des États-Unis pèse sur les perspectives économiques du Canada et freine l'investissement des entreprises. La Banque du Canada estime que l'incertitude relative à la politique commerciale pourrait réduire le niveau de l'investissement des entreprises et des exportations respectivement de 2 % et de 0.7 % d'ici à la fin de 2019. La Banque du Canada estime en outre que la baisse de l'impôt sur les sociétés intervenue aux États-Unis entraînera une diminution de l'investissement au Canada de 0.5 % d'ici à la fin de 2019.

La croissance devrait se renforcer

Après une période de ralentissement depuis la mi-2017, la croissance économique devrait se hisser un peu au-dessus de 2 % à partir de la mi-2018, tirée par les exportations et l'investissement des entreprises. Le rétablissement des capacités de transport par oléoduc et gazoduc ainsi que la croissance vigoureuse de la demande aux États-Unis stimuleront les exportations. L'investissement des entreprises sera soutenu par leurs contraintes de capacités, leur rentabilité élevée et la faiblesse persistante de leurs coûts de financement. Le taux de chômage devrait diminuer à 5.5 % en 2019, atteignant un point bas record, et les tensions sur les salaires devraient s'accroître. En conséquence, l'inflation devrait rester légèrement au-dessus du point médian de la fourchette cible en 2019. Un risque majeur à la baisse est lié à la possibilité que l'accès au marché des États-Unis se dégrade, notamment en cas de dénonciation de l'ALENA. Un autre risque est que l'inflation augmente davantage que prévu, ce qui rendrait nécessaires des hausses de taux d'intérêt plus marquées, lesquelles, conjuguées au fléchissement connexe de la croissance, compromettraient la capacité de nombreux ménages d'assurer le service de leur dette hypothécaire, entraînant une correction du marché du logement. À l'inverse, la croissance serait plus forte qu'on ne l'anticipe si l'incertitude relative à l'accès au marché des États-Unis était dissipée sans dégradation de cet accès, ou si les obstacles réglementaires à l'augmentation des capacités de transport par conduites étaient levés.

CHILI

Selon les prévisions, la croissance devrait s'accélérer pour s'établir autour de 3.6 % au cours des prochaines années, grâce à l'amélioration des perspectives extérieures et à des conditions financières favorables. Les salaires réels progresseront avec la reprise sur le front de l'emploi salariés, ce qui accroîtra la consommation privée et réduira les disparités de revenus. Une demande globale en hausse, une orientation monétaire accommodante et un taux de change stable feront augmenter l'inflation.

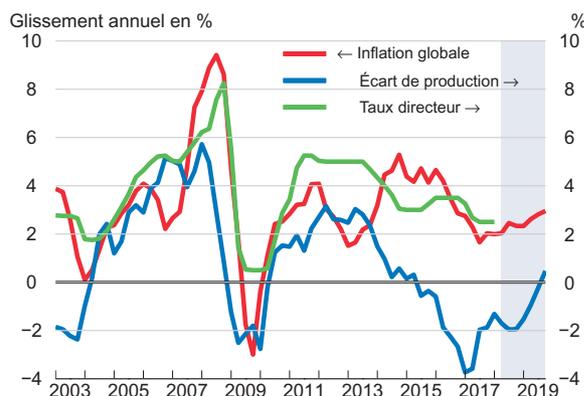
La dépense et la dette publiques se sont accrues, mais l'assainissement budgétaire prévu devrait être suffisamment progressif pour dégager une marge et réaliser les investissements nécessaires dans la santé, l'éducation et les infrastructures. La productivité, en panne, serait stimulée en rationalisant les procédures d'autorisation et la réglementation, en relevant les aides publiques à la R-D et en améliorant les infrastructures. Poursuivre sur la voie des réformes récemment lancées dans l'éducation, développer l'apprentissage et assurer la transmission des compétences nécessaires à tous les niveaux des politiques d'éducation et d'activation, permettraient de doper la productivité et l'inclusivité.

L'économie se trouve à un tournant

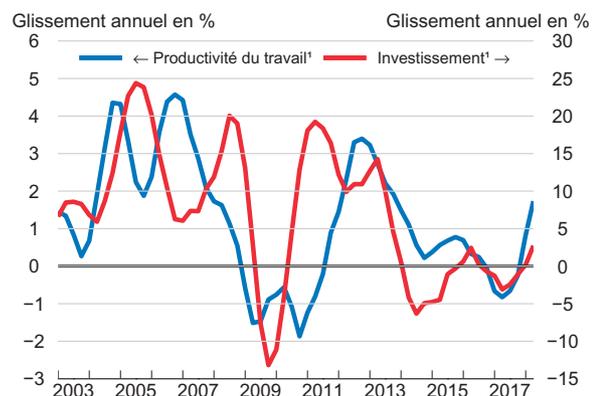
La croissance a commencé à s'accélérer au second semestre de 2017. La confiance des entreprises et des ménages et les exportations sont montées en flèche, sous l'effet de taux d'intérêt historiquement faibles, d'une demande extérieure en hausse et du raffermissement des prix du cuivre. L'investissement rebondit tandis que l'investissement minier se stabilise. L'emploi et la progression des salaires s'accroissent, favorisant l'essor du revenu disponible réel et de la consommation privée. L'inflation des prix à la consommation est conforme aux anticipations : elle est stable autour de 2 %, limite inférieure de la fourchette cible de la banque centrale (2-4 %).

Chili

L'inflation devrait revenir vers le milieu de la fourchette cible à mesure que l'économie va se raffermir



Il faut stimuler l'investissement et la productivité



1. Moyenne mobile sur 4 trimestres.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Banque centrale du Chili.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729762>

Chili : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de CLP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2013)				
PIB aux prix du marché	148 623.7	2.3	1.2	1.6	3.6	3.6
Consommation privée	93 803.9	2.1	2.1	2.5	3.6	3.8
Consommation publique	18 873.6	4.7	6.3	4.1	2.5	2.8
Formation brute de capital fixe	35 444.7	-0.4	-0.7	-1.1	4.5	4.4
Demande intérieure finale	148 122.2	1.8	2.0	1.9	3.6	3.8
Variation des stocks ¹	- 908.6	0.7	-0.7	1.2	1.5	0.0
Demande intérieure totale	147 213.6	2.7	1.5	3.3	5.2	3.8
Exportations de biens et services	49 202.4	-1.8	-0.2	-1.0	6.3	5.4
Importations de biens et services	47 792.3	-1.2	0.2	4.7	8.9	6.1
Exportations nettes ¹	1 410.1	-0.2	-0.1	-1.6	-0.6	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.0	4.8	4.5	1.7	2.5
Indice des prix à la consommation	—	4.3	3.8	2.2	2.2	2.7
Déflateur de la consommation privée	—	5.7	3.4	2.1	2.5	2.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.2	6.5	6.7	6.6	6.2
Solde de l'administration centrale (% du PIB)	—	-2.1	-2.7	-2.7	-1.9	-1.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.2	-1.2	-1.4	-1.8	-1.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730845>

Des réformes structurelles permettraient de soutenir la croissance à moyen terme

La politique monétaire devrait demeurer assez accommodante, avec des anticipations d'inflation à moyen terme qui restent bien ancrées. La banque centrale avait réagi au ralentissement de la croissance et de l'inflation en abaissant le taux directeur, qui se situe maintenant bien au-dessous de ses niveaux habituels. Tandis que l'économie se raffermie et que les effets de la forte appréciation monétaire s'estompent, l'inflation devrait revenir vers le milieu de la fourchette cible d'ici au second semestre de 2019. Avec des tensions sur les prix qui s'accroissent, la banque centrale devrait commencer à relever progressivement le taux directeur.

Le nouveau gouvernement s'est engagé à alléger le déficit budgétaire. L'orientation budgétaire est globalement appropriée, et l'assainissement progressif respecte la règle budgétaire. Un fléchissement de l'investissement dans les infrastructures pourrait peser sur la croissance à long terme, si la montée en charge prévue pour les projets de partenariat public-privé ne se concrétisait pas. Un accroissement des recettes fiscales, provenant en particulier d'une hausse de la fiscalité environnementale ou immobilière ou d'un élargissement de la base d'imposition du revenu des personnes physiques, aiderait à un plus large partage des bienfaits de la reprise. La simplification du système fiscal contribuerait à soutenir la croissance à moyen terme.

Des réformes visant à favoriser l'investissement et la productivité sont nécessaires pour que la croissance à moyen terme demeure soutenue. Les mesures proposées récemment en vue de simplifier la réglementation et les procédures d'autorisation auront sans doute un effet de dynamiser l'investissement. Afin de stimuler l'innovation, il

conviendrait de renforcer la collaboration public-privé dans le secteur de la recherche, d'améliorer les infrastructures logistiques et de transport et d'accorder des aides directes à la R-D. Une intensification de la concurrence dans des secteurs clés, tels que les télécommunications, les services maritimes et les chemins de fer, attirerait davantage d'investissements. Un nouvel accroissement de l'offre de structures de garde d'enfants aurait pour effet d'accroître l'emploi des femmes, toujours faible, à des postes rémunérés. Assouplir la réglementation des contrats à durée indéterminée tout en élargissant le bénéfice de l'assurance chômage permettrait de lutter contre la segmentation du marché du travail et de réduire les inégalités. La réforme prévue pour améliorer les pensions de retraite grâce au relèvement des taux de cotisations, assez bas, ainsi que le pilier « solidarité » du régime, pourrait être facteur de plus d'équité. Le relèvement et l'alignement progressifs de l'âge de départ à la retraite pour les femmes et les hommes auraient aussi pour effet d'améliorer les pensions des personnes âgées.

La croissance devrait s'accélérer

La croissance s'installe, avec des perspectives mondiales plus radieuses et des taux d'intérêt toujours bas qui stimulent l'activité économique. Jouant un rôle important dans cette phase d'expansion, la demande intérieure sera portée par de bonnes conditions de financement et une confiance qui gagne du terrain dans les entreprises comme chez les consommateurs. En particulier, la reprise de la croissance dans l'investissement devrait donner une impulsion positive, même s'il reste modeste par rapport à ses niveaux antérieurs. Une augmentation de la création d'emplois va soutenir la consommation des ménages. Néanmoins, l'économie resterait vulnérable face à une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire des États-Unis et à une escalade du protectionnisme dans le monde. Le renchérissement des prix du cuivre permettrait d'accroître l'investissement et les recettes publiques. Des conflits sociaux dans les grandes mines et dans d'autres grandes entreprises constitueraient un frein à la croissance.

CHINE

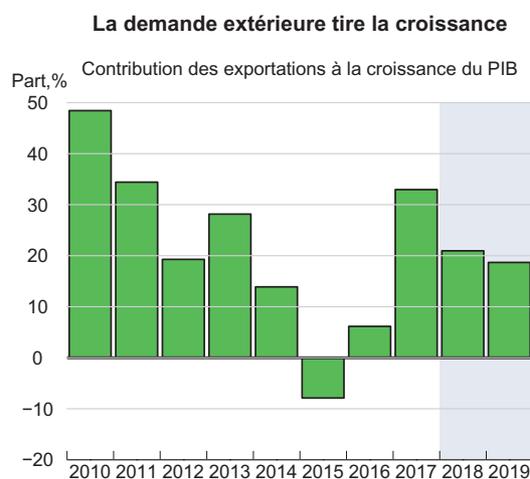
La croissance chinoise devrait légèrement ralentir en 2018-19, dans un contexte de fléchissement des exportations et de ralentissement des investissements. L'excédent de la balance courante devrait se stabiliser. Les investissements d'infrastructures, qui représentent un moteur de croissance majeur depuis quelques années, devraient encore reculer en raison d'un durcissement des conditions monétaires et de l'instauration d'une procédure d'approbation plus rigoureuse visant les investissements des collectivités locales.

La politique monétaire conservera une orientation neutre avec un biais restrictif, les autorités ayant à juste titre placé la réduction des risques financiers au cœur de leurs priorités. Les activités du secteur bancaire parallèle sont en train d'être endiguées et la croissance du crédit décélère, tandis que les sorties de capitaux ont fléchi début 2018, après une période de forte hausse, et que le taux de change s'est stabilisé. La politique budgétaire demeurera accommodante, mais pas autant qu'au cours des dernières années, car les investissements non autorisés des collectivités locales font l'objet d'une surveillance accrue, ce qui renforcera la viabilité budgétaire. Une série de nouvelles mesures de réduction d'impôt ont été annoncées, mais le déficit budgétaire de base sera contenu par des mesures de rationalisation des administrations afin de limiter les dépenses publiques. Les risques imminents découlant de frictions commerciales se sont estompés, mais les nombreuses questions en suspens entretiendront les tensions déjà élevées.

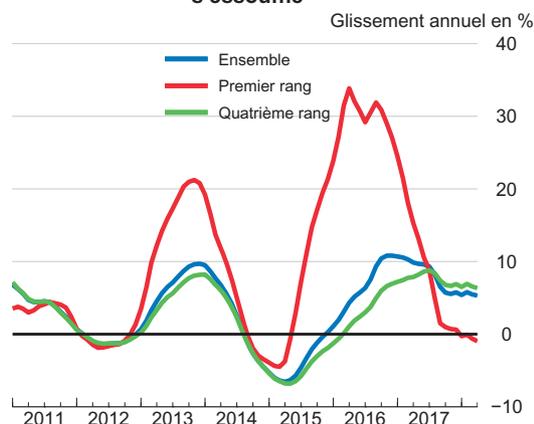
La croissance s'est raffermie

La croissance est restée robuste en 2017. La croissance des exportations s'est envolée, dans un contexte de raffermissement de la reprise économique mondiale. Les investissements ont reculé, sur fond de durcissement du contrôle des projets d'infrastructures au plan local.

Chine



Dans les grandes villes, la hausse des prix des logements s'essouffle¹



1. Les prix sont calculés à partir de l'indice des prix des biens résidentiels dans 70 villes. Les villes chinoises sont classées en six catégories (rangs) en fonction de leur importance économique et administrative. Les villes de premier rang sont au nombre de quatre (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Guangzhou) ; il y a 8 villes de deuxième rang, 11 villes de troisième rang et 47 villes de quatrième rang. Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Base de données CEIC.

Chine : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants trillions de CNY	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	64.4	6.9	6.7	6.9	6.7	6.4
Demande intérieure totale	63.0	8.3	7.7	6.0	6.5	6.4
Exportations de biens et services	15.2	-2.3	1.9	11.1	6.5	5.6
Importations de biens et services	13.8	2.6	6.2	6.9	5.5	5.5
Exportations nettes ¹	1.4	-1.0	-0.7	1.0	0.4	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.1	1.1	4.1	3.1	3.5
Indice des prix à la consommation	—	1.5	2.1	1.5	1.9	2.0
Solde financier des administrations publiques ² (% du PIB)	—	-1.3	-3.0	-3.0	-3.0	-3.2
Balance budgétaire principale ³ (% du PIB)	—	-2.4	-2.9	-2.9	-2.6	-3.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.8	1.8	1.3	1.2	1.2

- Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
- Prend en considération les soldes de l'ensemble des quatre comptes budgétaires (compte général, compte de fonds, caisses de sécurité sociale et comptes des entreprises publiques).
- Le solde budgétaire global est le solde officiel défini comme la différence entre les recettes et les dépenses. Les recettes comprennent : les recettes du budget général, les recettes du fonds central de stabilisation et l'ajustement budgétaire infranational. Les dépenses comprennent : les dépenses du budget général, le renflouement du fonds central de stabilisation et le remboursement du principal de la dette infranationale.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

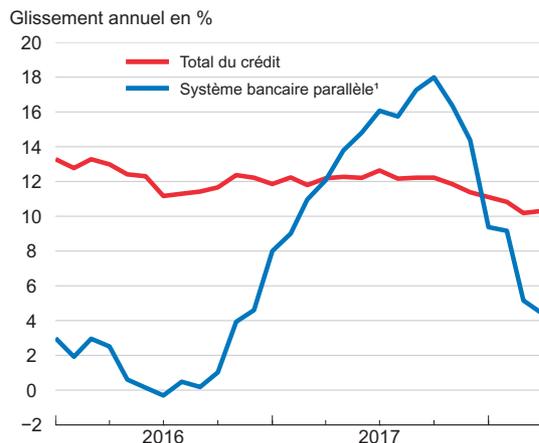
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730864>

L'investissement privé en revanche est en forte hausse depuis le début de l'année 2018 et s'ouvre à de nouveaux secteurs.

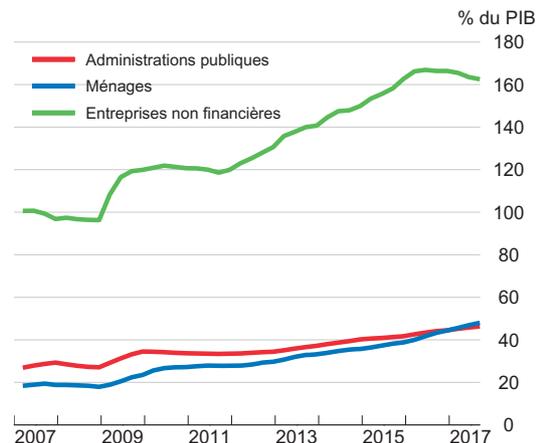
Début 2018, la consommation s'est raffermie sous l'effet de la hausse des revenus réels et du faible niveau du taux de chômage. Le commerce électronique, en particulier, s'est développé à un rythme très soutenu. L'évolution des prix à la production a encore ralenti et la hausse des prix à la consommation reste modérée.

Chine

Le secteur bancaire parallèle voit ses activités endiguées



La dette des entreprises se stabilise



- Le système bancaire parallèle comprend les prêts inter-entreprises, les prêts consentis par l'intermédiaire de fonds fiduciaires et les acceptations bancaires non escomptées.

Source : Banque des règlements internationaux (BRI) ; et Base de données CEIC.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729800>

Le resserrement de la politique monétaire et de la politique budgétaire expansionniste vise à stabiliser la croissance, tout en neutralisant certains risques

La politique monétaire conserve une orientation restrictive et la stabilité financière s'est imposée comme un objectif majeur pour les années à venir. Le nouveau Comité de haut niveau pour la stabilité et le développement financiers, rattaché au Conseil des affaires d'État, devrait permettre de mieux préserver la stabilité financière grâce à une meilleure coordination. Sa principale mission est d'intervenir sur les facteurs potentiels de risque systémique. Les activités du secteur bancaire parallèle se réduisent, du fait de l'extension du cadre de la politique macroprudentielle afin de couvrir ce type d'activités. Les garanties implicites sur les produits de gestion d'actifs seront progressivement supprimées, ce qui transformera le paysage de ce secteur en plein essor. Les certificats de dépôt interbancaires sont soumis à une réglementation plus stricte, ce qui a pour effet de réduire fortement l'activité interbancaire et, partant, de renforcer la stabilité financière. La dette des entreprises s'est stabilisée, mais elle se maintient à un niveau élevé représentant environ 160 % du PIB. Le désendettement doit se poursuivre. Ce processus sera accéléré par le resserrement des conditions de financement. Du côté des ménages, l'endettement continue d'augmenter rapidement, comme en témoigne l'envolée des encours de cartes de crédit et des autres prêts à la consommation. Le resserrement monétaire ne suffira cependant pas à lui seul à rétablir la stabilité financière. Les garanties implicites dont bénéficient les entreprises et les entités publiques doivent être supprimées afin d'instaurer des règles du jeu équitables, de renforcer la discipline de marché et d'améliorer la tarification du risque de crédit.

Une série de mesures de contrôle des mouvements de capitaux et l'adoption d'une nouvelle formule de détermination du taux de change ont enrayé la tendance à la dépréciation du renminbi. En attendant l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'approbation en mars 2018, les sorties de capitaux ont fortement augmenté fin 2017, avant de ralentir au début de 2018. Cette procédure rigoureuse s'appliquera à des secteurs tels que l'immobilier, l'hôtellerie, les clubs de sport et le divertissement, qui sont des cibles d'investissement majeures pour les entreprises chinoises depuis quelques années. En outre, les anticipations d'un raffermissement de la monnaie ont réduit les incitations à faire sortir des capitaux du pays par d'autres moyens novateurs.

La politique budgétaire conserve une orientation expansionniste, quoique moins prononcée que l'année dernière, suite à l'annonce d'une série de mesures de réduction d'impôts. La baisse du taux de TVA sur un large éventail de produits, associée à un relèvement du seuil de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, stimulera la consommation. Le déficit budgétaire principal ne devrait pas se creuser grâce aux gains d'efficacité résultant de la rationalisation des organismes publics. En revanche, le déficit global devrait légèrement augmenter. La dette des collectivités locales fera l'objet d'un contrôle plus strict, ce qui permettra de contenir l'augmentation des dépenses au niveau local et de renforcer la viabilité. La maîtrise des dépenses au plan local ne devrait cependant pas se révéler efficace à long terme tant que les garanties implicites octroyées aux entités publiques subsisteront et que les administrations infranationales, notamment aux échelons les plus bas, se verront imposer des obligations de dépenses non financées.

En plus des mesures de réduction d'impôt, la création d'emplois, encouragée par les incitations en faveur de l'entrepreneuriat, devrait également soutenir la croissance de la consommation. Toutefois, faute de réformes structurelles visant à réduire l'épargne de précaution, telles que la mise en place d'un meilleur système de protection sociale et

l'amélioration de la qualité des services publics, le rééquilibrage de l'économie ne sera que progressif. L'investissement des entreprises devrait ralentir sur fond de resserrement des conditions de financement et de désendettement du secteur privé. L'initiative « Ceinture et Route » devrait permettre de maintenir les investissements dans les infrastructures et les exportations à un niveau élevé. Les mesures récentes visant à encourager les investissements étrangers devraient attirer davantage de capitaux étrangers, ce qui devrait se traduire par des gains d'efficacité dans de nombreux secteurs, notamment dans les services. Les restrictions sur l'achat et la vente de logements ainsi que sur les prêts hypothécaires commencent à avoir un impact sur le marché immobilier, mais les prix resteront élevés tant que l'offre sera limitée.

La croissance s'est redressée, mais des moteurs plus pérennes sont nécessaires

La croissance du PIB devrait ralentir au cours des deux prochaines années en raison de la décélération des exportations et de l'accent mis sur la qualité plutôt que sur le rythme de la croissance. L'inflation devrait rester modérée sous l'effet d'un ralentissement de la hausse des prix à la production et de l'absence de pression sur les prix à la consommation dans l'immédiat. Les mesures visant à juguler les activités du secteur bancaire parallèle amélioreront la stabilité financière et la transparence, mais elles risquent de poser des problèmes de financement aux petites banques. Le désendettement des entreprises est indispensable pour assainir les bilans, dans un contexte d'alourdissement de la charge du service de la dette. Un désendettement plus lent se traduirait certes par une croissance plus vigoureuse à court terme, mais aussi par des déséquilibres plus importants par la suite. Une modération de la hausse des prix des logements pourrait freiner quelque peu l'investissement immobilier, mais elle s'impose néanmoins pour réduire les déséquilibres. Une dynamique de relance budgétaire plus modérée pourrait avoir un impact négatif sur la croissance, mais atténuerait le risque d'une nouvelle accumulation d'engagements implicites des administrations publiques. Un démarrage plus rapide que prévu des projets dans le cadre de l'Initiative des « Nouvelles routes de la soie » pourrait stimuler les exportations chinoises de biens et de services et, partant, la croissance. Quant aux frictions commerciales, elles pourraient avoir des conséquences négatives pour certaines entreprises et certains secteurs exportateurs, notamment ceux qui sont fortement exposés aux marchés concernés. Il est peu probable que la réduction de l'excédent commercial bilatéral suffise à elle seule à résoudre tous les différends. De nouvelles discussions seront nécessaires dans tous les cas.

COLOMBIE

La croissance devrait monter à environ 3 %, car la baisse des taux d'intérêt, l'augmentation des dépenses d'infrastructure, la diminution de l'impôt sur les sociétés et la hausse des prix du pétrole sont autant de facteurs qui stimulent l'investissement. La consommation privée va aussi se redresser, le recul de l'inflation entraînant un accroissement des salaires réels. Les exportations progresseront à la faveur de perspectives plus favorables chez les partenaires commerciaux. Le chômage amorcera un reflux. Les indicateurs sociaux se redressent, mais le secteur informel et les inégalités restent importants.

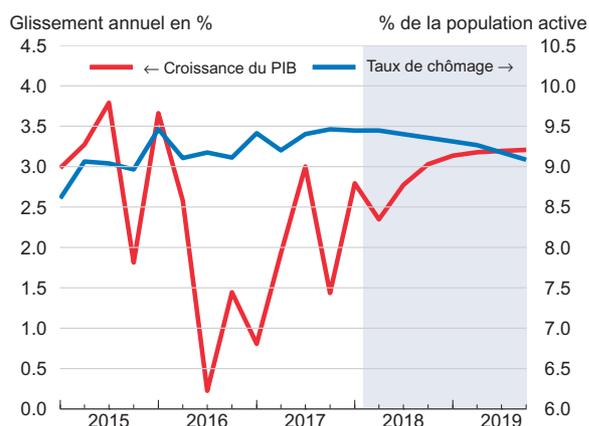
L'orientation de la politique monétaire est appropriée compte tenu du taux d'inflation actuel, mais un léger assouplissement monétaire sera nécessaire si l'inflation et les anticipations en la matière continuent de baisser. La politique budgétaire, qui a trouvé un juste équilibre, devra rester modérément prudente de sorte que le déficit recule progressivement, dans le respect de la règle budgétaire. Étant donné l'ampleur des dépenses sociales requises, il faudra peut-être lever davantage de recettes publiques au fil du temps. La productivité serait stimulée par des réformes destinées à améliorer l'environnement des affaires et la qualité de l'éducation. Des initiatives supplémentaires pour lutter contre la composante informelle du marché du travail, en abaissant les coûts de main-d'œuvre non salariaux, par exemple, et contre les inégalités hommes-femmes, en développant les services de garde d'enfants, permettraient une croissance plus inclusive.

La croissance s'accélère

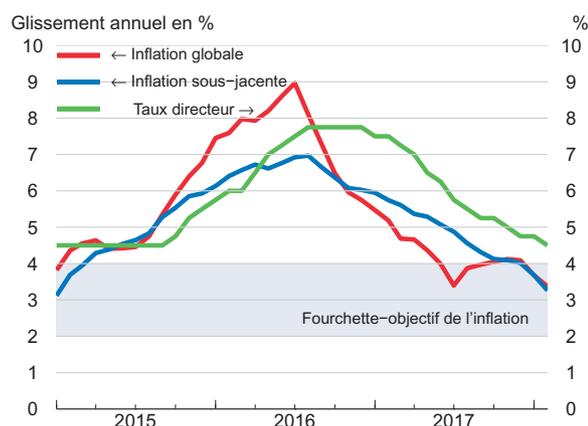
Au second semestre de 2017, l'économie a montré des signes de reprise, les effets défavorables du choc sur les prix du pétrole ayant commencé à s'estomper. La croissance économique se renforce, quoique progressivement. L'inflation poursuivra son repli en 2018 en direction de l'objectif de 3 %, avec la dissipation des effets de la hausse de la TVA,

Colombie

La croissance se redresse et le chômage va diminuer



L'inflation a baissé



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Banque centrale de Colombie.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729819>

Colombie : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants trillions de COP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	762.9	3.0	2.0	1.8	2.7	3.2
Consommation privée	503.3	3.1	1.4	1.8	2.2	3.0
Consommation publique	108.7	4.9	1.8	4.0	5.7	1.5
Formation brute de capital fixe	196.9	1.7	-2.7	0.1	0.2	5.7
Demande intérieure finale	808.8	3.0	0.5	1.7	2.3	3.3
Variation des stocks ¹	- 13.8	-0.7	0.8	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	795.1	2.4	1.2	1.8	2.2	3.2
Exportations de biens et services	126.9	1.7	-1.4	-0.7	3.6	4.9
Importations de biens et services	159.1	-1.1	-4.0	0.3	0.6	4.2
Exportations nettes ¹	- 32.2	0.5	0.7	-0.2	0.4	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.4	5.3	5.5	3.2	3.0
Indice des prix à la consommation	—	5.0	7.5	4.3	3.1	3.0
IPC sous-jacent ²	—	4.7	6.5	4.9	2.9	2.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	8.9	9.2	9.4	9.4	9.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-6.3	-4.3	-3.3	-3.3	-2.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation de base, services publics et combustibles.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730883>

début 2017. Le déficit courant s'est nettement réduit. Les importations ont ralenti avec le fléchissement de la demande intérieure, et les exportations, portées par la hausse des prix du pétrole, ont commencé à se redresser. Le marché du travail reste en demi-teinte : en effet, le taux d'activité a fléchi, le chômage a augmenté à 9.4 % en 2017 et l'emploi s'est tassé. Colombie

Des réformes structurelles favoriseraient une croissance inclusive

L'inflation ayant fortement décéléré en 2017, la banque centrale a, à juste titre, abaissé progressivement son taux directeur depuis décembre 2016. L'inflation devrait encore diminuer, selon les prévisions, de sorte qu'une politique monétaire légèrement plus accommodante devrait être de mise. La politique budgétaire devrait être modérément restrictive afin de réduire le déficit de l'administration centrale pour le ramener à 1 % du PIB d'ici 2022, conformément à la règle budgétaire. Cet objectif représente un juste équilibre entre les besoins sociaux, la reprise progressive et la nécessité d'assurer la viabilité de la dette. Les recettes budgétaires tirées du pétrole augmenteront en 2018, mais il pourrait être nécessaire d'adopter d'autres mesures génératrices de recettes au cours des prochaines années, parce que les besoins de dépenses sociales vont s'accroître.

Pour que la croissance soit plus forte et plus inclusive, la productivité devra être renforcée grâce à des réformes structurelles, ce qui favoriserait en outre le développement régional et la transition vers la paix. La modernisation des infrastructures routières et portuaires ainsi qu'un allègement du poids de la réglementation rendraient les entreprises plus compétitives et créeraient des emplois plus rémunérateurs. L'amélioration du

système éducatif et l'application de politiques actives du marché du travail aideraient les travailleurs à acquérir de nouvelles compétences, ce qui ferait progresser la productivité et réduirait les disparités économiques.

L'économie informelle a reculé ces dernières années, mais elle emploie encore près de la moitié de l'ensemble des travailleurs dans les grandes villes. Il convient donc de s'attacher plus énergiquement à réduire la composante informelle du marché du travail, par exemple en abaissant davantage la fiscalité sur les salaires et en simplifiant les procédures d'enregistrement des entreprises ainsi que l'affiliation des travailleurs à la sécurité sociale. Développer l'éducation et l'accueil des jeunes enfants permettrait d'améliorer les résultats scolaires et de donner à plus de femmes la possibilité d'occuper des emplois rémunérés. L'augmentation du nombre de bénéficiaires et du montant des prestations au titre du revenu minimum garanti rendrait le régime de retraite plus progressif et aiderait à lutter contre la pauvreté et les inégalités.

La croissance va s'accélérer

D'après les prévisions, la croissance va se renforcer, portée par la hausse de la demande intérieure. Aidé par la faiblesse des taux d'intérêt et le redressement des prix du pétrole, l'investissement sera l'un des principaux moteurs de la croissance. Le recul de l'inflation poussera les revenus réels à la hausse et encouragera la consommation. Parmi les risques de divergence à la hausse par rapport aux prévisions, un renchérissement plus fort des prix du pétrole ou du charbon pourrait donner un coup de pouce supplémentaire à l'investissement. Avec la fin du conflit armé, le secteur du tourisme recèle également un potentiel de bonnes surprises. En revanche, un retour à la normale plus rapide que prévu de la politique monétaire des États-Unis, qui pourrait accentuer l'instabilité et le risque de voir baisser les entrées de capitaux, serait un risque de divergence à la baisse. Une envolée des flux migratoires en provenance du Venezuela pourrait se traduire par des dépenses supplémentaires à court terme, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation mais, si ces flux sont bien gérés, ils pourraient aussi améliorer les perspectives de croissance.

CORÉE

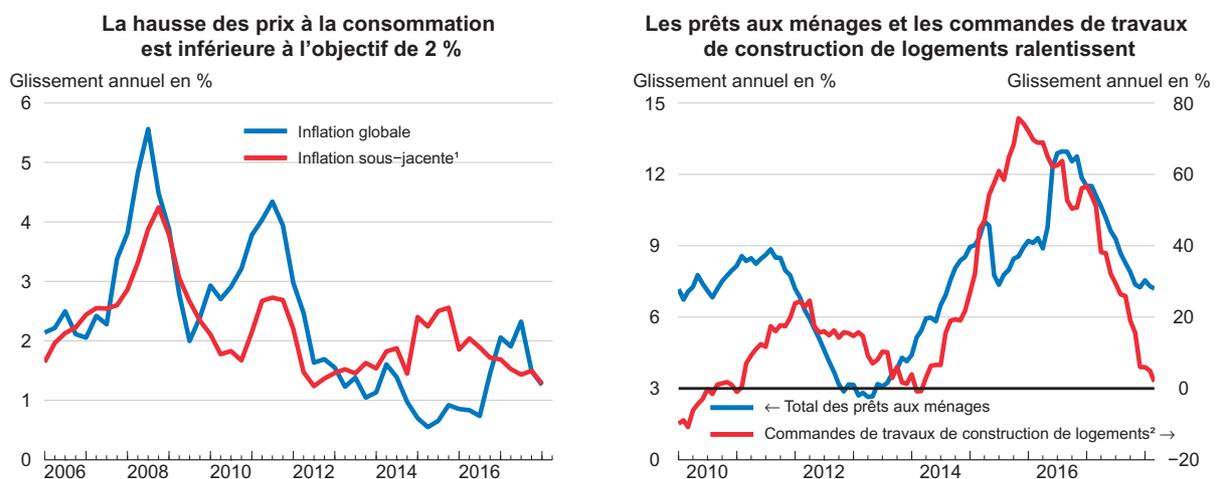
La croissance économique devrait rester aux alentours de 3 % jusqu'à la fin de 2019, soutenue par une progression accélérée des exportations et des mesures de relance budgétaire qui compenseront l'effet du durcissement des règles relatives à l'immobilier résidentiel et au crédit hypothécaire, lequel ralentira l'investissement en logements. Le taux d'inflation devrait s'élever et se rapprocher de l'objectif de 2 %, tandis que l'excédent des paiements courants refluera à environ 4 % du PIB.

Il faut que la stratégie gouvernementale de « croissance tirée par les revenus », qui repose sur l'augmentation de l'emploi public, une majoration sensible du salaire minimum et un accroissement des dépenses sociales, soit étayée par des réformes structurelles pour réduire les amples écarts de productivité observés entre l'industrie manufacturière et le secteur des services ainsi qu'entre les grandes et les petites entreprises. La relance budgétaire programmée pour 2018 est appropriée pour soutenir la croissance, mais elle devrait s'accompagner de la mise en place d'un cadre budgétaire à long terme adapté au vieillissement de la population, qui sera plus rapide en Corée que dans tout autre pays de l'OCDE. L'inflation étant en deçà de l'objectif visé, la banque centrale devrait réduire progressivement l'orientation accommodante de la politique monétaire.

La demande intérieure soutient la croissance

En 2017, un redressement de l'investissement des entreprises et la vigueur persistante de l'investissement résidentiel ont porté le taux de croissance à 3.1 % en Corée, ce qui correspond à son niveau potentiel. La consommation privée s'est également renforcée, les créations d'emplois ayant compensé un fléchissement de la croissance des salaires réels à 1.0 %. Celle-ci se redressera en 2018, compte tenu de la hausse de 16.4 % du salaire minimum. Toutefois, la croissance de l'emploi s'est nettement ralentie au premier

Corée



1. Hors alimentation et énergie. L'objectif fixé par la banque centrale concerne la hausse des prix à la consommation.

2. Moyenne mobile sur 24 mois.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Banque de Corée.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730294>

Corée : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants trillions de KRW	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 486.1	2.8	2.9	3.1	3.0	3.0
Consommation privée	748.2	2.2	2.5	2.6	2.9	2.7
Consommation publique	224.7	3.0	4.5	3.4	6.0	3.9
Formation brute de capital fixe	433.3	5.1	5.6	8.6	4.0	2.3
Demande intérieure finale	1 406.2	3.2	3.8	4.7	3.8	2.7
Variation des stocks ¹	1.8	0.7	0.0	0.4	0.2	0.0
Demande intérieure totale	1 408.0	3.9	3.8	5.1	3.9	2.7
Exportations de biens et services	747.1	-0.1	2.6	1.9	3.5	4.3
Importations de biens et services	669.1	2.1	4.7	7.0	5.5	3.7
Exportations nettes ¹	78.1	-1.0	-0.7	-1.7	-0.6	0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.4	2.0	2.3	1.0	2.3
Indice des prix à la consommation	—	0.7	1.0	1.9	1.6	2.0
IPC sous-jacent ²	—	2.4	1.9	1.5	1.5	2.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.6	3.7	3.7	3.8	3.7
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	9.3	8.7	8.9	8.9	8.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	1.3	2.4	2.8	2.1	1.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	45.7	45.1	44.5	44.2	44.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	7.7	7.0	5.1	4.0	4.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731225>

trimestre de 2018. En outre, le durcissement des règles relatives aux ratios prêt/valeur du bien (quotité de financement) et dette/revenu en matière de crédits hypothécaires a freiné l'augmentation des commandes de construction de logements, qui est passée d'un point culminant de 76 % (en glissement annuel) à moins de 2 %. L'inflation, après avoir dépassé 2 % à la mi-2017 du fait de la poussée des prix des produits alimentaires et de l'énergie, est tombée à 1.3 % au début de 2018.

Des réformes structurelles et des mesures budgétaires sont nécessaires à une croissance inclusive

Il est de plus en plus impératif de rehausser la productivité du travail, qui est inférieure de 46 % à celle de la moitié supérieure des pays de l'OCDE, la population en âge de travailler ayant atteint un point culminant en 2017 et le gouvernement ayant réduit la durée légale hebdomadaire du travail de 68 heures à 52 heures. La priorité est de procéder à une réforme de la réglementation axée sur le secteur des services, où la productivité du travail représente moins de la moitié de celle de l'industrie manufacturière. Des mesures destinées à favoriser l'entrepreneuriat et à améliorer la productivité des petites et moyennes entreprises (PME) sont aussi nécessaires pour entretenir la croissance et réduire les inégalités de revenu. Il est également d'une importance prioritaire d'améliorer les programmes d'aide aux PME pour favoriser les gains de productivité, et de réformer le

cadre de l'insolvabilité de façon à réduire les coûts personnels supportés par les entrepreneurs en cas de faillite.

La politique budgétaire joue un rôle essentiel dans la stratégie coréenne de croissance tirée par les revenus. L'objectif du gouvernement est d'accroître de 34 % l'emploi public au cours du quinquennat, ainsi que de modifier la composition des dépenses de manière à réduire la part de l'investissement public et de la recherche-développement (R-D) pour augmenter celle de la protection sociale. Même si le niveau de l'emploi public est faible par rapport aux autres pays de l'OCDE, la création de postes dans ce secteur devrait correspondre à des besoins clairement définis et être appréciée par rapport à son coût à long terme. Bien que les dépenses publiques doivent augmenter de plus de 7 % en 2018, soit la plus forte hausse observée depuis 2011, l'excédent budgétaire devrait rester supérieur à 2 % du PIB.

En novembre 2017, la Banque de Corée a relevé son taux d'intérêt directeur de 1.25 %, qui représentait un point bas record, à 1.5 %. La hausse des prix à la consommation étant inférieure à 2 %, l'orientation accommodante de la politique monétaire peut être réduite progressivement. La banque centrale doit tenir compte des risques pesant sur la stabilité financière, en particulier de ceux résultant de l'endettement des ménages, qui a atteint 180 % de leur revenu disponible net en 2016. Cet endettement élevé freine la consommation privée. À la fin de 2017, le gouvernement a annoncé une stratégie globale visant à limiter la progression de la dette des ménages à moins de 8.2 % par an, notamment au moyen d'un durcissement de la réglementation relative aux prêts qui leur sont accordés.

La croissance de la Corée devrait être stable

Le taux de croissance de la Corée devrait rester proche de son niveau potentiel de 3 %, tandis que l'inflation convergera vers l'objectif de 2 %. La progression rapide des dépenses des administrations publiques, destinée en partie à financer l'augmentation de l'emploi public, contribuera à soutenir la demande intérieure et à réduire l'excédent des paiements courants. L'apaisement des tensions géopolitiques liées à la Corée du nord constitue une évolution positive, mais la question du protectionnisme commercial reste une source de préoccupation. Un autre risque pesant sur ces prévisions réside dans l'augmentation prévue de 54 % du salaire minimum au cours du quinquennat présidentiel. Si ce relèvement se concrétise, il pourrait déboucher sur une accélération de la croissance de la consommation privée, mais il pourrait également ralentir la progression de l'emploi et dégrader la compétitivité de la Corée s'il ne s'accompagne pas de gains de productivité. Par ailleurs, les mesures visant à freiner l'expansion du crédit hypothécaire pourraient transformer le ralentissement de l'investissement résidentiel en véritable recul.

COSTA RICA

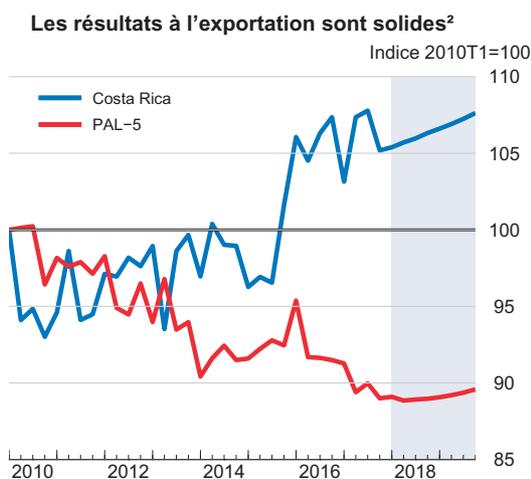
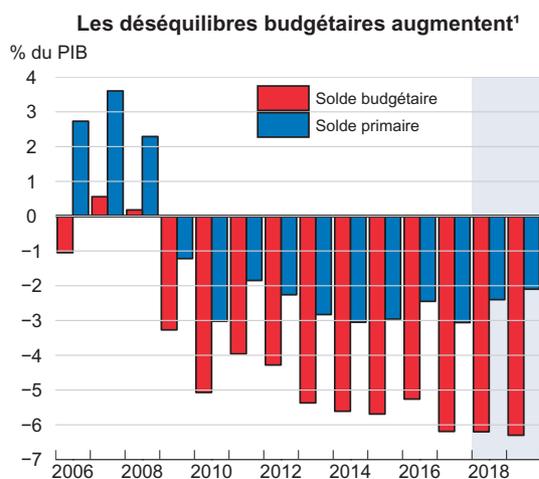
Les prévisions indiquent que la croissance devrait rester robuste, portée par les exportations et l'investissement direct étranger. L'investissement intérieur devrait rebondir grâce aux projets d'infrastructures publiques. En dépit d'une solide croissance de la production, le chômage restera élevé, signe de la persistance d'un décalage entre l'offre et la demande de compétences. L'inflation augmentera, mais elle devrait demeurer en dessous de 3 %.

Restaurer la viabilité des finances publiques s'impose désormais avec plus d'urgence. Une reconduite des mesures d'assainissement actuelles, morcelées, se traduira par une amélioration modeste du solde primaire, mais ne suffira pas à enrayer la dégradation de la trajectoire de la dette publique, ce qui tirera les taux d'intérêt vers le haut et nuira à l'investissement privé et aux perspectives de croissance. Plus la dette publique s'alourdit, plus l'État risque de se trouver incapable de couvrir ses besoins de financement par l'émission d'emprunts, ce qui l'obligerait à pratiquer des coupes préjudiciables dans le système de protection sociale et mettrait en danger la stabilité macroéconomique. Des réformes structurelles visant à réduire l'ampleur du secteur informel, à améliorer le système éducatif, à remédier au déficit d'infrastructures et à renforcer la concurrence auraient pour effet de stimuler la productivité et de favoriser une croissance inclusive.

La croissance à large assise se poursuit

Si la croissance de la production demeure supérieure à 3 %, elle a été plus faible que prévu au second semestre de 2017 en raison de conditions météorologiques défavorables ; la tempête tropicale Nate, en particulier, a perturbé la production agricole et les projets de construction en cours. Ces perturbations, conjuguées à la hausse des taux d'intérêt, se sont

Costa Rica



1. Concerne l'administration centrale.

2. Rapport entre les volumes d'exportations et les marchés d'exportation pour le total des biens et des services. PAL-5 : moyenne simple des données de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie et du Mexique.

Source : Ministère des Finances; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729838>

Costa Rica : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants trillions de CRC	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012)				
PIB aux prix du marché	27.2	3.6	4.2	3.2	3.7	3.7
Consommation privée	18.0	4.6	3.5	2.6	3.3	3.9
Consommation publique	4.8	2.3	2.4	2.9	2.4	2.3
Formation brute de capital fixe	5.3	3.1	3.8	-2.8	2.7	4.3
Demande intérieure finale	28.1	3.8	3.3	1.7	3.1	3.6
Variation des stocks ¹	-0.2	0.3	0.0	0.8	0.2	0.0
Demande intérieure totale	27.9	4.2	3.5	2.5	3.4	3.7
Exportations de biens et services	8.8	2.8	11.4	5.0	4.9	6.0
Importations de biens et services	9.5	4.4	8.7	3.1	4.2	5.7
Exportations nettes ¹	-0.7	-0.7	0.5	0.6	0.2	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.7	1.8	2.0	2.1	3.0
Indice des prix à la consommation	—	0.8	0.0	1.6	2.9	3.0
IPC sous-jacent ²	—	1.8	0.1	1.2	2.5	3.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.6	9.5	9.1	9.6	9.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.8	-2.6	-3.0	-3.0	-3.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730902>

traduites par une contraction de l'investissement privé. La croissance vigoureuse de la production ne s'est pas répercutée sur le marché du travail ; le taux de chômage est resté supérieur à 9 % et plus de 40 % des travailleurs occupent des emplois dans le secteur informel.

Les perspectives budgétaires se sont dégradées

Après une période de décélération, l'inflation sous-jacente et l'inflation globale sont reparties à la hausse pour s'établir à des taux compris dans la fourchette de 2 % à 4 % retenue comme objectif. La banque centrale a commencé à réduire l'orientation accommodante de sa politique et a relevé son taux directeur plusieurs fois entre avril 2017 et février 2018. Les résultats budgétaires continuent de se dégrader. Le déficit budgétaire de l'administration centrale s'est établi à 6.2 % du PIB en 2017, chiffre le plus mauvais depuis près de deux décennies, et le déficit primaire a atteint 3.1 % du PIB, contre 2.4 % en 2016. La dette de l'administration centrale s'est envolée, passant de 24 % du PIB en 2008 à 49 % en 2017, et les paiements d'intérêts représentent de ce fait désormais près de la moitié du déficit.

Les blocages politiques ont empêché l'adoption de lois qui permettraient de faire face à la situation budgétaire, et les mesures d'assainissement morcelées actuellement appliquées ne parviendront pas à stopper la poursuite de l'accroissement du déficit. Un projet de loi visant à renforcer les finances publiques suit actuellement une procédure accélérée au Congrès, mais il n'est pas certain qu'il sera adopté. De plus, même si cette réforme était mise en œuvre, il faudrait prendre d'autres mesures d'assainissement pour

ramener la dette publique à un niveau prudent. Étant donné que le multiplicateur budgétaire paraît faible, les efforts d'assainissement budgétaire déployés n'auront probablement qu'un effet limité sur la croissance à court terme, mais ils pourraient améliorer la confiance des investisseurs et des consommateurs.

Le chômage va demeurer élevé selon les prévisions, reflétant une inadéquation structurelle entre l'offre et la demande de compétences tandis que l'économie s'oriente vers des activités exigeant un haut niveau de connaissance. Des réformes de l'éducation sont ainsi nécessaires pour améliorer les résultats et renforcer les liens avec le marché du travail. Si les anticipations inflationnistes demeurent bien ancrées, elles se situent néanmoins dans le haut de la fourchette cible, ce qui, ajouté au comblement progressif de l'écart de production et aux tensions croissantes nées de la situation budgétaire, va nécessiter de nouvelles hausses du taux directeur.

La situation budgétaire représente un risque négatif par rapport aux perspectives

La croissance devrait se redresser grâce au renforcement de la demande extérieure qui sous-tend les exportations, y compris dans les secteurs du tourisme et des services professionnels à forte intensité de compétences, ce qui devrait aussi aider à redresser le solde de la balance courante. L'investissement devrait également se renforcer, car les dépenses d'infrastructures publiques et de reconstruction vont augmenter suite à l'ouragan Otto et à la tempête tropicale Nate. Le principal risque intérieur de divergence par rapport aux perspectives réside dans le déficit budgétaire, obstinément élevé, et dans la dette publique, qui s'alourdit rapidement ; si rien n'est fait, cette situation menacera, à terme, la stabilité macroéconomique du Costa Rica et son modèle de développement, jusque-là concluant. Sur les marchés internationaux, une correction désordonnée des prix des actifs créant des turbulences financières, et une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire dans les économies avancées, pourraient déclencher des sorties de capitaux qui mèneraient à une dépréciation non anticipée de la monnaie. Cet enchaînement affaiblirait alors encore plus la situation budgétaire du Costa Rica et menacerait sa stabilité financière, car le secteur bancaire du pays est encore fortement dollarisé et une large part des prêts libellés en dollars sont accordés à des emprunteurs dépourvus de couverture.

DANEMARK

Le PIB devrait croître à un rythme proche de 2 % en 2018 et 2019, porté par une accélération de la consommation privée et une amélioration de l'environnement extérieur. Si le taux d'activité, en hausse, contribuera en partie à répondre à la demande croissante de main-d'œuvre, l'inflation des salaires et des prix devrait se renforcer avec l'aggravation de la pénurie de main-d'œuvre. La baisse du solde commercial réduira lentement l'excédent courant, considérable.

La politique budgétaire devrait soutenir la croissance. Toutefois, il serait prudent d'adopter une orientation plus restrictive, compte tenu du maintien de conditions très accommodantes sur le front monétaire et de l'intensification des contraintes pesant sur l'offre. Le dynamisme de l'économie et la robustesse du marché du logement fournissent une excellente occasion de pratiquer un nouveau transfert de charge fiscale, du travail sur la propriété immobilière, et d'assouplir la réglementation des loyers afin de relâcher les tensions sur les prix des logements occupés par leur propriétaire.

La forte croissance économique repose sur la demande intérieure

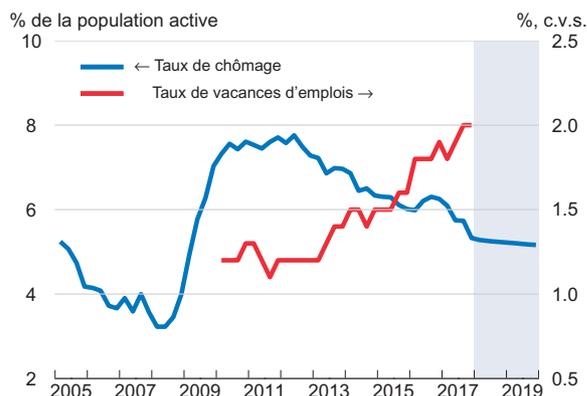
L'économie a atteint son plein potentiel et la croissance du PIB est de plus en plus soutenue par la solidité de la demande intérieure. Le taux de chômage est tombé au-dessous du niveau considéré comme structurel, et des pénuries de main-d'œuvre sont déclarées dans le secteur de la construction et gagnent d'autres secteurs. La hausse des prix à la consommation était modérée en fin de période, signe d'une moindre contribution des produits alimentaires et des loyers. L'investissement public demeure à un niveau élevé tandis que celui des entreprises a rebondi.

Une politique budgétaire plus restrictive serait bienvenue pour relâcher les contraintes de capacités

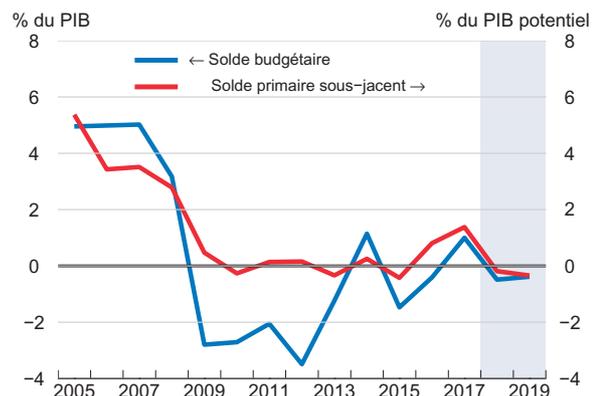
La politique budgétaire soutiendra la croissance en 2018 et 2019 avec, notamment, des allègements d'impôt sur le revenu des personnes physiques et des transferts exceptionnels

Danemark

Le marché du travail se tend



Des déficits budgétaires sous-jacents sont prévus malgré une forte croissance



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Statistics Denmark.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729876>

Danemark : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de DKK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 981.2	1.6	2.0	2.2	1.7	1.9
Consommation privée	934.3	1.6	2.1	1.5	2.5	2.6
Consommation publique	510.9	1.1	0.3	1.2	0.8	0.6
Formation brute de capital fixe	379.7	3.1	6.0	3.7	3.5	4.1
Demande intérieure finale	1 824.9	1.7	2.4	1.9	2.3	2.4
Variation des stocks ¹	18.4	-0.4	0.0	0.1	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	1 843.2	1.3	2.4	2.0	2.1	2.3
Exportations de biens et services	1 082.0	2.3	2.8	4.4	3.0	3.6
Importations de biens et services	944.0	1.9	3.8	4.1	4.0	4.6
Exportations nettes ¹	137.9	0.4	-0.3	0.4	-0.2	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	0.7	0.0	1.6	1.1	1.7
Indice des prix à la consommation	–	0.5	0.3	1.1	0.6	1.5
IPC sous-jacent ²	–	1.3	0.7	0.9	0.3	1.5
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.2	6.2	5.7	5.3	5.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	4.7	5.0	5.6	5.9	6.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-1.5	-0.4	1.0	-0.5	-0.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	53.8	52.4	50.3	50.7	51.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	39.9	37.9	36.4	36.9	37.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	8.8	7.3	7.6	7.4	7.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730940>

dans le cadre des réformes récentes de la taxe immobilière et de la retraite anticipée. Le solde primaire sous-jacent devrait être négatif. L'activité économique étant supérieure à son potentiel, ou près de l'atteindre, une orientation budgétaire plus restrictive serait bienvenue, d'autant plus que les conditions monétaires resteront probablement très accommodantes, la banque centrale ayant pour objectif de maintenir la couronne ancrée à l'euro.

La récente réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sera plus incitative vis-à-vis de l'activité et sous-tendra la progression de l'emploi sur la période considérée. Un nouveau transfert de charge fiscale, des revenus du travail et de l'impôt sur les sociétés sur les biens immobiliers, par un relèvement de la fiscalité leur étant applicable et la réduction la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunts hypothécaires, favoriserait les gains de productivité et inciterait davantage à effectuer des durées de travail plus longues.

Le faible niveau de risque perçu sur les marchés financiers et l'ampleur du volant de liquidités pourraient conduire à une répétition du précédent cycle de crédit ; d'ailleurs, les fortes hausses de prix observées sur le marché immobilier à Copenhague attirent déjà l'attention sur le risque d'une bulle de prix d'actifs. Sur la recommandation du Conseil du

risque systémique (SRC), le volant de fonds propres contracyclique a été activé pour doter le secteur financier de fonds propres devant être libérés lors d'une future récession, ce qu'il convient de saluer. Des volants supplémentaires devraient être envisagés si les risques continuaient de s'accumuler pour aider à stabiliser le cycle financier.

La reprise économique va se poursuivre, intensifiant les tensions sur le marché du travail

Les prévisions indiquent que l'économie devrait poursuivre son expansion à un rythme proche de 2 % grâce à la hausse de la consommation et de l'investissement du secteur privé. La croissance de la consommation privée devrait suivre celle des revenus, le taux d'épargne des ménages demeurant élevé par rapport à ses niveaux passés sur toute la période considérée, les ménages étant censés abaisser davantage encore leur niveau d'endettement, qui est élevé. S'agissant de l'investissement privé non résidentiel, l'intensité capitalistique a diminué, laissant une marge pour les besoins d'investissement non satisfaits des entreprises. À l'instar de nombreux pays de la zone euro, l'intensification des tensions sur le marché du travail alimentera une augmentation des salaires, avec une hausse de l'indice des prix à la consommation qui devrait monter à 1.5 % en 2019. Les principaux risques sur le front intérieur tiennent à une consommation privée qui, stimulée par la revalorisation du patrimoine immobilier, pourrait être supérieure aux prévisions, ainsi qu'à des investissements privés qui, dopés par les contraintes de capacités, pourraient dépasser les niveaux attendus et gonfler la demande et les tensions salariales, ce qui nuirait à la compétitivité. Enfin, le Danemark étant une économie très ouverte aux échanges, le Brexit continue de figurer parmi les grandes incertitudes extérieures pouvant peser sur ces perspectives.

ESPAGNE

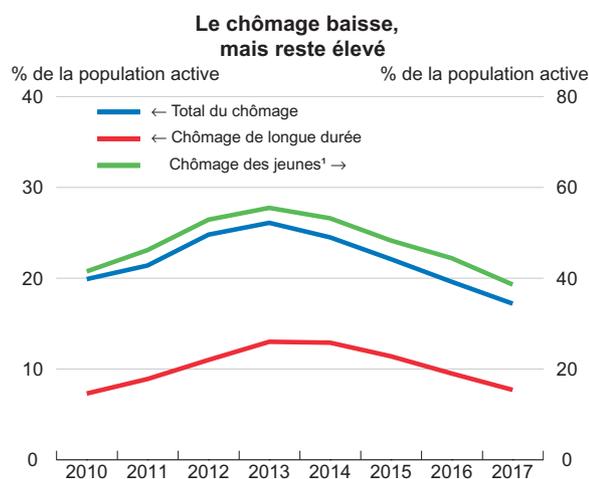
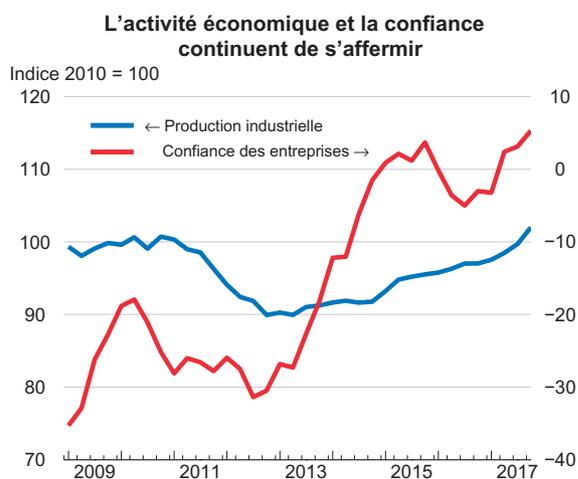
Après avoir affiché une croissance supérieure à 3 % ces trois dernières années, l'économie devrait croître à un rythme soutenu, mais plus modéré en 2018 et en 2019. Les conditions financières favorables et les nombreuses créations d'emplois continueront à stimuler la demande intérieure privée. Les exportations nettes apporteront également une contribution positive à la croissance du PIB. L'inflation restera modérée et le chômage élevé.

La dette publique diminue progressivement mais demeure élevée. Alors que la reprise se poursuit, le ratio dette publique/PIB devrait baisser. Cependant, les autorités devront faire en sorte qu'il continue à reculer fortement ces prochaines années, en améliorant encore la situation budgétaire et en adoptant de nouvelles réformes pour amplifier la croissance à long terme. La mise en œuvre de la réforme des retraites sera cruciale pour la viabilité des finances publiques à long terme. Des politiques du marché du travail et des mesures de reconversion plus efficaces sont nécessaires pour réduire encore le chômage et les inégalités et rendre la croissance plus inclusive.

La reprise demeure vigoureuse et équilibrée

La consommation privée reste le principal moteur de la croissance. Les nombreuses créations d'emplois et les conditions de crédit favorables contrebalancent la progression modérée des salaires réels. L'investissement des entreprises s'est redressé sous l'effet de conditions de financement porteuses, de la réduction de l'endettement des entreprises et d'un regain de confiance. Le marché du logement se redresse et l'investissement dans le logement s'est accru sensiblement. Les exportations, qui ont bénéficié d'une amélioration de la compétitivité et de conditions extérieures propices, continuent à avoir un impact positif sur la croissance du PIB. Les conséquences économiques des incertitudes politiques en Catalogne sont pour le moment limitées.

Espagne



1. En pourcentage de la population active âgée de 15 à 24 ans.

Source : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE; et Eurostat.

Espagne : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 037.8	3.4	3.3	3.1	2.8	2.4
Consommation privée	608.7	3.0	3.0	2.4	2.3	1.8
Consommation publique	202.0	2.1	0.8	1.6	1.2	1.1
Formation brute de capital fixe	200.3	6.5	3.3	5.0	4.4	4.3
Demande intérieure finale	1 011.0	3.5	2.6	2.8	2.6	2.2
Variation des stocks ¹	1.6	0.4	0.0	0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 012.6	4.0	2.6	2.9	2.6	2.2
Exportations de biens et services	339.5	4.2	4.8	5.0	4.6	4.5
Importations de biens et services	314.3	5.9	2.7	4.7	4.2	4.2
Exportations nettes ¹	25.2	-0.4	0.7	0.3	0.3	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.6	0.3	1.0	2.0	1.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	-0.6	-0.3	2.0	1.6	1.5
IPCH sous-jacent ²	—	0.3	0.7	1.2	1.3	1.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	22.1	19.6	17.2	15.5	13.8
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	2.8	1.7	-0.6	-1.3	-1.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-5.3	-4.5	-3.1	-2.4	-1.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	116.4	116.6	114.8	113.5	111.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	99.4	99.0	98.3	97.1	96.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.1	1.9	1.9	1.7	1.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731491>

D'autres réformes structurelles s'imposent pour pérenniser la croissance

La politique monétaire restera accommodante dans la zone euro, ce qui dopera la consommation et l'investissement. Le déficit budgétaire devrait continuer à diminuer, à la faveur d'une situation macroéconomique encourageante. La politique budgétaire soutient la croissance cette année, mais l'orientation globalement neutre qui devrait lui être donnée pour 2019 est judicieuse puisqu'elle représente un équilibre entre la nécessité de pérenniser la croissance et celle d'assurer la viabilité de la dette publique. Pour garantir une baisse constante du ratio dette publique/PIB, actuellement élevé, les autorités devraient ne pas dévier de leurs objectifs budgétaires à moyen terme.

Pour réduire les inégalités, il est essentiel d'améliorer les possibilités d'emploi pour les chômeurs et de faciliter leur retour à la vie professionnelle. Un renforcement de l'efficacité des politiques actives du marché du travail et une atténuation du dualisme du marché du travail, par un meilleur contrôle de l'abus d'emplois précaires, contribueraient à remédier aux difficultés liées au chômage de longue durée et à celui des jeunes, qui est élevé. Un accès plus large à l'enseignement et à la formation professionnels et aux programmes d'enseignement pour adultes améliorerait aussi les perspectives professionnelles des catégories vulnérables.

Les prélèvements sur les revenus du travail conservent un poids prépondérant dans la structure de la fiscalité, ce qui pénalise la croissance et l'emploi. Une réforme de la fiscalité consistant à supprimer progressivement les exonérations de TVA et à améliorer encore la gestion de la TVA accroîtrait l'efficacité du régime fiscal. En outre, un recours plus important aux taxes environnementales renforcerait la croissance verte. Une poursuite de la réduction des obstacles dans les secteurs de service serait synonyme de gains d'emploi et de productivité, condition nécessaire à une croissance durable à moyen terme et à une progression des niveaux de vie. La poursuite de la réduction des taux de décrochage scolaire précoce et l'augmentation de la part de la population active ayant au moins suivi des études secondaires sont aussi indispensables à cet égard.

Le rythme de la reprise sera plus modéré

La croissance du PIB devrait s'essouffler peu à peu pour s'établir à 2.8 % en 2018 et à 2.4 % en 2019. La consommation privée devrait marquer le pas en raison de la modération du rythme des créations d'emplois, mais restera le principal moteur de la croissance. L'investissement des entreprises devrait fléchir progressivement, parallèlement à la dissipation des effets de la demande contenue. Les exportations devraient continuer à progresser de manière énergique, quoiqu'à un rythme un peu inférieur à celui de 2017, compte tenu du léger ralentissement de l'expansion des marchés d'exportation. Le taux de chômage devrait reculer à nouveau légèrement pour atteindre 13.8 % d'ici à fin 2019. Les risques découlent de facteurs intérieurs aussi bien qu'extérieurs. L'incertitude persistante en Catalogne pourrait entamer la confiance et brider la demande intérieure. Un gouvernement minoritaire pourrait avoir du mal à faire avancer le programme national de réformes. Une hausse des cours du pétrole entraînerait des tensions inflationnistes. À l'inverse, une progression de l'investissement dans la construction et une demande plus vigoureuse de la part de l'Europe, principale destination des exportations espagnoles, stimuleraient la croissance davantage que prévu.

ESTONIE

La croissance économique va rester solide, mais ralentira à 3.7 % en 2018 et 3.2 % en 2019 parce que les ressources en main-d'œuvre se feront plus rares. La consommation privée devrait se renforcer grâce à la baisse de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à la progression des salaires. L'investissement devrait continuer à soutenir l'activité. L'accélération de la croissance dans la zone euro stimulera les exportations en dépit de la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre.

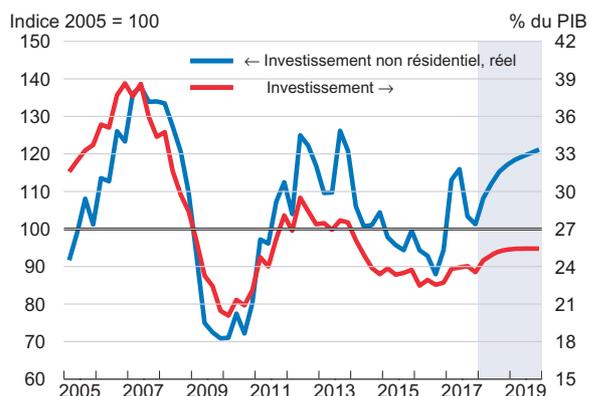
L'orientation budgétaire est globalement neutre en 2018 et sera légèrement expansionniste en 2019, ce qui convient compte tenu de la politique monétaire accommodante appliquée dans la zone euro, mais une marge budgétaire est disponible pour favoriser une croissance inclusive et aborder les problèmes sociétaux lorsque les risques de surchauffe auront été écartés. Il conviendrait de privilégier les mesures visant à soutenir les activités innovantes dans les entreprises estoniennes et à améliorer l'accès à l'éducation tout au long de la vie.

La reprise de l'investissement stimule la croissance

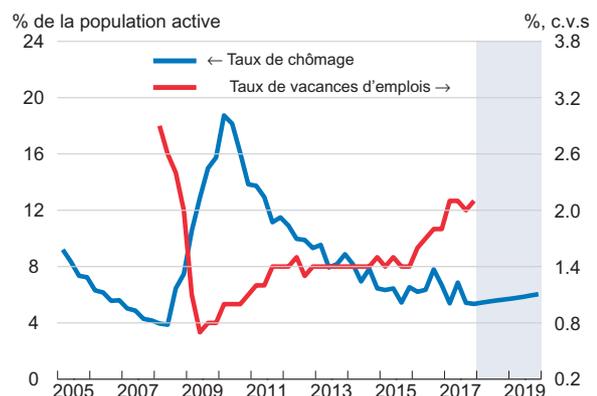
L'activité économique a maintenu une forte dynamique au second semestre de 2017. La croissance du PIB repose sur une large assise sectorielle, avec une contribution notable des secteurs de la construction et des technologies de l'information et de la communication (TIC). L'investissement public et privé s'est fermement redressé, à la faveur d'une augmentation des décaissements de fonds de l'UE. Le regain de confiance des consommateurs laisse espérer une remontée de la consommation privée, après sa contribution relativement faible à la croissance en 2017. Le taux de chômage est tombé bien au-dessous de son niveau considéré comme structurel, et la pénurie de main-d'œuvre commence à s'étendre. L'accélération des gains de productivité du travail comble progressivement l'écart par rapport à la croissance des salaires réels. Les exportations se sont récemment redressées après une forte chute des ventes à l'étranger de matériels d'équipement mobiles en 2017.

Estonie

L'investissement redémarre, mais va se stabiliser en pourcentage du PIB



Le marché du travail se tend



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Eurostat.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729895>

Estonie : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	19.8	1.8	2.2	4.8	3.7	3.2
Consommation privée	10.1	4.6	4.1	2.3	4.7	3.9
Consommation publique	3.8	3.3	2.0	0.8	0.8	0.8
Formation brute de capital fixe	4.9	-3.1	-0.9	13.3	4.4	5.5
Demande intérieure finale	18.8	2.4	2.5	4.7	3.9	3.7
Variation des stocks ¹	0.4	-1.3	0.7	-0.4	0.6	0.0
Demande intérieure totale	19.2	1.1	3.4	4.3	4.5	3.7
Exportations de biens et services	16.3	-0.6	4.1	2.9	4.9	4.3
Importations de biens et services	15.8	-1.8	5.2	3.6	6.0	5.0
Exportations nettes ¹	0.6	0.9	-0.7	-0.4	-0.6	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.2	1.5	4.1	2.4	2.9
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	0.1	0.8	3.7	2.8	2.5
IPCH sous-jacent ²	–	1.2	1.2	2.0	1.5	2.5
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.2	6.8	5.8	5.6	5.9
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	7.4	7.3	7.5	7.7	7.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	0.1	-0.3	-0.3	0.4	-0.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	13.0	13.1	12.6	12.3	12.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	10.0	9.4	9.0	8.6	8.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	2.0	1.9	3.2	2.7	2.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730959>

Les réformes fiscales soutiennent la demande

La politique budgétaire devrait rester globalement neutre en 2018 et sera légèrement expansionniste en 2019, la stratégie budgétaire du gouvernement visant un solde structurel à l'équilibre sur les quatre prochaines années. Grâce au dynamisme de l'économie, les recettes fiscales vont augmenter et générer un excédent budgétaire en 2018, la croissance de la consommation publique étant bridée dans le même temps. Les tensions sur le budget du vieillissement démographique vont s'intensifier à moyen terme et orienter les dépenses vers les transferts et la santé. Néanmoins, la dette publique, de niveau très faible et en repli, laisse une ample marge de manœuvre pour accroître le financement public de mesures visant à stimuler le potentiel de croissance et la protection sociale, notamment en renforçant les incitations à l'activité des mères de famille et en encourageant l'immigration qualifiée.

En 2018, le système fiscal va être modifié pour un nouveau transfert de charge fiscale, du travail sur la consommation. Un élément de progressivité de l'imposition du revenu des personnes physiques est désormais introduit avec une nette augmentation de l'abattement à la base applicable aux revenus modestes. Si cette mesure est positive, il reste que les effets du système de prélèvements et de prestations sur la réduction des

inégalités demeurent faibles. Le taux d'imposition des sociétés sur les dividendes distribués a été abaissé pour améliorer l'environnement des affaires. Si les autorités attendent de cette mesure qu'elle génère à court terme un surcroît de recettes fiscales en encourageant les entreprises à distribuer leurs bénéfices, elle les diminuera toutefois à long terme. Les effets combinés de ces réformes fiscales sur les recettes publiques sont incertains et devraient faire l'objet d'un suivi attentif.

La croissance potentielle à moyen terme est limitée par la contraction de la population en âge de travailler et par des gains de productivité encore faibles. La mise en œuvre de la réforme sur l'aptitude au travail (*Work Ability*) va permettre de développer l'offre de main-d'œuvre, mais elle devrait aussi accroître modérément le chômage au cours des années à venir car elle intégrera à la population active un nombre croissant de personnes à capacité de travail réduite. Le renforcement qualitatif de la formation des adultes et de la coopération entre le secteur privé et les instituts publics de R-D permettrait de favoriser l'innovation et la productivité.

La croissance va se tasser parce que l'économie arrive à pleine capacité

La croissance devrait marquer le pas pour revenir à un rythme plus viable. L'inflation globale devrait fléchir avec la dissipation des effets de la hausse des droits d'accise. Elle demeurera néanmoins largement supérieure au taux moyen de la zone euro compte tenu de l'apparition de tensions sur le marché du travail. La forte demande intérieure poussera les importations à la hausse, en partie à cause du contenu relativement important de l'investissement en importations. Une bonne surprise au niveau de la croissance dans la zone euro stimulerait les exportations. À l'inverse, les perspectives pourraient être assombries par les risques géopolitiques. L'exacerbation des pénuries de main-d'œuvre pourrait aussi alimenter des tensions salariales et saper la compétitivité.

ÉTATS-UNIS

La croissance économique s'affermi à environ 3 %, essentiellement du fait de la forte relance budgétaire. L'emploi poursuit sa progression à un rythme soutenu, ce qui, conjugué au dynamisme des prix des actifs et au sentiment de confiance des consommateurs, soutient la croissance des revenus et de la consommation. Selon les prévisions, l'investissement des entreprises devrait s'accroître sous l'effet de la vaste réforme fiscale et des conditions financières favorables. Une reprise de l'économie mondiale sous-tend la hausse des exportations, bien que des tensions soient apparues concernant la voie à suivre pour réduire les obstacles aux échanges.

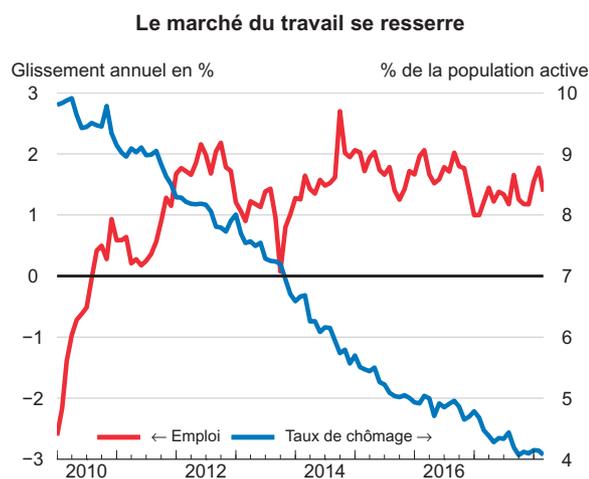
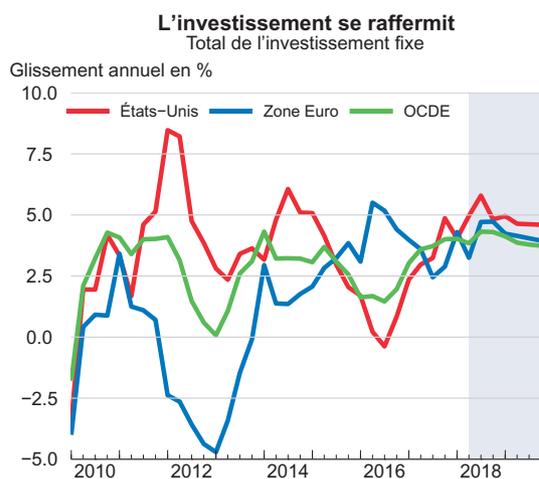
La politique budgétaire devrait être considérablement assouplie. Dans le cadre des ouvertures de l'allocation des dépenses, une plus grande priorité devrait être donnée au renforcement des capacités productives de l'économie, notamment en soutenant les investissements dans les infrastructures. Combinée à des politiques structurelles, la politique budgétaire peut aussi aider les personnes en marge du marché du travail à accéder à un emploi. Du fait du rééquilibrage de la politique macroéconomique, l'abandon progressif prévu de la politique monétaire accommodante s'avère nécessaire pour que l'inflation revienne à sa cible et que les anticipations d'inflation atteignent leurs niveaux habituels. Les risques liés au secteur des entreprises non financières se sont accentués.

La politique budgétaire nourrit l'expansion

L'expansion est désormais l'une des plus longues jamais enregistrées, bien qu'elle soit relativement faible en comparaison des niveaux observés par le passé. La création d'emplois a suivi un rythme soutenu, mais en proportion de la population en âge de travailler, le niveau de l'emploi reste relativement faible aux États-Unis par rapport à de nombreux pays de l'OCDE. La croissance de la productivité est morose depuis le début de l'expansion, phénomène que l'on retrouve dans l'ensemble des pays de l'OCDE.

La croissance de l'emploi, conjuguée au dynamisme des prix des actifs, au sentiment de confiance des consommateurs et aux effets des réformes fiscales, soutient la forte

États-Unis



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730693>

États-Unis : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de USD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009)				
PIB aux prix du marché	17 427.6	2.9	1.5	2.3	2.9	2.8
Consommation privée	11 863.7	3.6	2.7	2.8	2.5	2.2
Consommation publique	2 562.7	1.3	1.0	0.1	2.2	4.3
Formation brute de capital fixe	3 432.8	3.5	0.6	3.4	4.9	4.7
Demande intérieure finale	17 859.1	3.3	2.1	2.5	2.9	3.0
Variation des stocks ¹	78.0	0.2	-0.4	-0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	17 937.1	3.5	1.7	2.4	3.0	3.0
Exportations de biens et services	2 373.6	0.4	-0.3	3.4	4.8	4.4
Importations de biens et services	2 883.2	5.0	1.3	4.0	5.3	5.3
Exportations nettes ¹	- 509.5	-0.8	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.1	1.3	1.8	2.0	2.2
Indice des prix à la consommation	—	0.3	1.2	1.7	2.2	2.2
Déflateur sous-jacent de la consommation privée ²	—	1.3	1.8	1.5	2.0	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.3	4.9	4.3	3.9	3.6
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	6.1	4.9	3.4	3.7	4.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-4.3	-5.0	-3.6	-5.5	-6.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	105.1	107.0	105.4	107.1	109.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.4	-2.4	-2.4	-2.8	-3.1

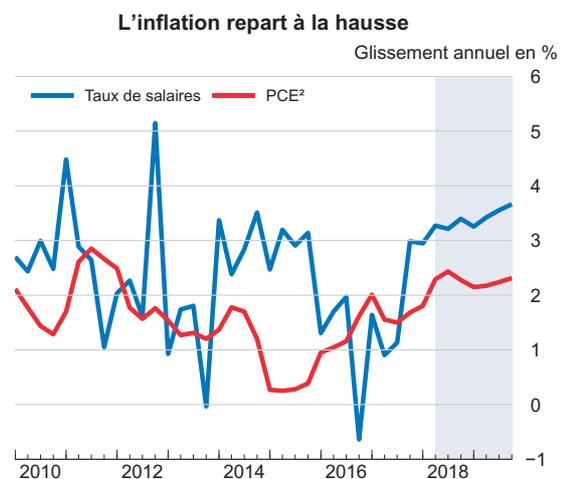
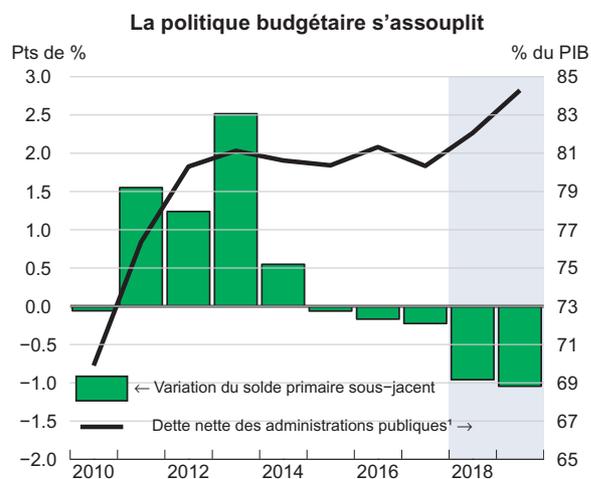
1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix liés aux dépenses de consommation des ménages hors alimentation et énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731586>

États-Unis



1. Les chiffres relatifs aux administrations publiques font référence aux comptes consolidés (hors montants internes à l'administration) pour tous les échelons de l'administration (centrale et locale), à partir des comptes nationaux de l'OCDE.

2. L'indice PCE (Personal Consumption Expenditures) est le déflateur de la consommation des ménages.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730712>

augmentation de la consommation. La relance budgétaire devrait accroître la participation au marché du travail et faire encore diminuer le taux de chômage. La croissance des salaires reste modeste malgré la baisse du taux de chômage en dessous de son niveau structurel estimé, même si les capacités excédentaires semblent limitées d'après d'autres indicateurs du sous-emploi de la main-d'œuvre. Toutefois, les tendances démographiques sous-jacentes laissent supposer que l'augmentation de la population active finira par ralentir, mais l'effet sur le revenu des ménages sera compensé par l'accélération de la croissance des salaires dans un marché du travail tendu. L'investissement a commencé à se redresser en 2017, du fait de l'envolée des investissements dans l'exploration et la production pétrolières et gazières à la faveur de la hausse des prix du pétrole. Lorsque l'investissement dans le secteur pétrolier et gazier se stabilisera, l'impact de la réforme fiscale menée en décembre alimentera une progression soutenue de l'investissement des entreprises à court terme.

Des politiques visant à prolonger l'expansion

La politique macroéconomique est en phase de rééquilibrage sachant que la politique budgétaire devrait être considérablement assouplie au cours des deux prochaines années. La réforme fiscale et l'augmentation des dépenses feront augmenter les déficits des administrations publiques d'environ 2 points de pourcentage du PIB durant la période de projection, poussant la dette publique à la hausse. Si les réformes fiscales ont un effet immédiat, les augmentations de dépenses n'ont, en revanche, pas entraîné d'ouvertures de crédit et les ouvertures de crédit pour 2018 se concrétiseront sans doute partiellement durant l'exercice budgétaire 2019. Assurer la viabilité budgétaire à long terme est une source de préoccupation et, à cet égard, il sera important de déployer des efforts visant à freiner la hausse des dépenses et à accroître les recettes provenant de sources plus favorables à la croissance.

La politique monétaire devient peu à peu moins accommodante. Certes, la hausse des prix reste inférieure à son objectif, mais l'inflation devrait augmenter pour atteindre un niveau légèrement supérieur à sa cible au cours de la période de projection. Du fait de l'important assouplissement budgétaire prévu, la Réserve fédérale devrait porter ses taux d'intérêt à 3,25 % d'ici fin 2019. Il est difficile de déterminer quelle sera la trajectoire des taux d'intérêt en raison des incertitudes qui entourent l'orientation future de la politique budgétaire. En l'absence de relèvement des plafonds de dépense pour 2020, l'impulsion budgétaire aurait alors un effet récessionniste et le resserrement monétaire pourrait être interrompu jusqu'à ce que la visibilité s'améliore. Après l'application prolongée d'une politique monétaire accommodante, un certain nombre de risques financiers sont apparus, notamment dans le secteur des entreprises non financières dont l'endettement est élevé en comparaison historique.

Compte tenu du faible sous-emploi de main-d'œuvre visible, il sera nécessaire d'augmenter la population active et de renforcer la croissance de la productivité pour assurer une élévation durable des niveaux de vie futurs. Le ratio emploi/population semble faible aux États-Unis en comparaison avec de nombreux autres pays de l'OCDE et l'adoption de politiques qui facilitent l'accès à l'emploi, comme le renforcement des aides à la recherche d'emploi et à la formation, stimulerait l'activité et réduirait les inégalités. Des mesures de déréglementation et un soutien de l'État en matière d'investissement dans les infrastructures contribueraient à atténuer les goulets d'étranglement qui sont apparus sur des actifs vieillissants et souvent mal entretenus. L'intensification de la concurrence,

notamment par la diminution des restrictions sur les services exportables, l'assouplissement des réglementations en matière d'accès à certaines professions et la limitation du recours à des accords de non-concurrence, contribuerait à faire augmenter la productivité.

La croissance devrait rester soutenue

La relance budgétaire contribuera à l'augmentation de l'investissement et au resserrement du marché du travail. Cette situation favorisera la hausse des revenus et la consommation, ce qui contrebalancera certaines des pressions démographiques pesant sur la croissance de l'emploi. La relance budgétaire entraînera d'importants déficits budgétaires et une hausse du niveau d'endettement. Dans un contexte marqué par une amélioration généralisée de la demande extérieure, l'accroissement des exportations devrait se renforcer, mais cette hausse sera compensée par l'essor des importations de biens d'investissement. Ces évolutions, associées à une diminution de l'épargne nationale imputable à l'assouplissement budgétaire, concourront à l'augmentation du déficit des transactions courantes.

La question des échanges représente un risque pour les perspectives. Répondre de façon multilatérale aux préoccupations dans ce domaine permettrait de limiter le risque que des mesures de rétorsion freinent l'essor du commerce mondial. Des risques financiers se sont accumulés dans certains secteurs, en particulier dans celui des entreprises non financières où l'endettement est élevé. Les initiatives de réforme visant à alléger les contraintes réglementaires dans le secteur financier devraient être menées avec prudence afin d'éviter une exacerbation des vulnérabilités. Après une longue période de hausse modérée des salaires et des prix, la relance budgétaire pourrait favoriser une accélération de l'activité à même de doper les revenus et d'accroître l'inflation.

FINLANDE

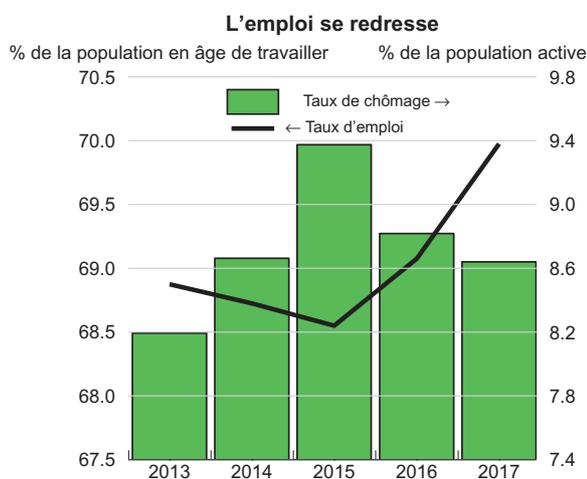
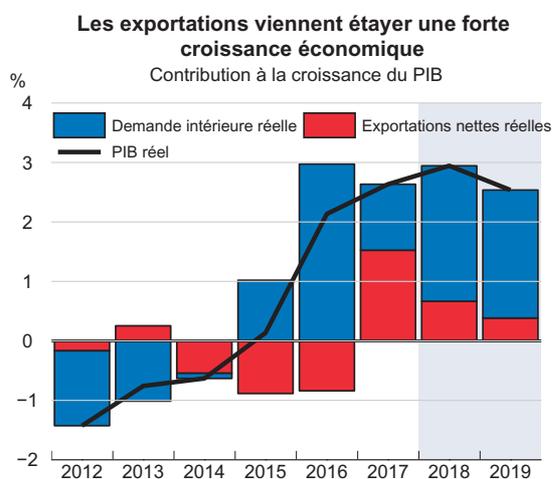
Les prévisions indiquent une croissance robuste de la production, soutenue par un rebond des exportations et une demande intérieure toujours ferme. La consommation privée poursuivra sa progression régulière en 2018, à la faveur de la progression des revenus et de l'emploi. L'inflation devrait augmenter parallèlement à la résorption du volant de capacités excédentaires.

La reprise économique et les mesures d'assainissement passées ont stabilisé les finances publiques. Néanmoins, l'accroissement des coûts liés au vieillissement démographique et les réductions d'impôts destinées à atténuer l'impact du Pacte de compétitivité sur les revenus des ménages empêchent le déficit budgétaire de se contracter davantage. Développer l'emploi en renforçant les incitations à travailler et améliorer l'efficacité des services publics sont deux pistes d'action essentielles pour stimuler la croissance et maintenir le ratio dette publique/PIB sur une trajectoire descendante.

Les exportations sous-tendent la croissance

L'économie connaît une forte croissance, car l'expansion de la demande extérieure et les gains de compétitivité poussent les exportations à la hausse. La balance courante est redevenue excédentaire en 2017, pour la première fois depuis 2011. La progression de la demande et la faiblesse des taux d'intérêt contribuent à la vigueur de l'investissement. La consommation privée est dynamique, grâce à la progression de l'emploi et au faible taux d'inflation. La confiance des consommateurs ne cesse de se renforcer depuis plus de deux ans, et le niveau de confiance des milieux d'affaires est bien au-dessus de sa moyenne à long terme dans tous les grands secteurs. L'emploi s'étoffe, le chômage recule et les travailleurs ayant un temps renoncé à chercher un emploi reviennent sur le marché du travail.

Finlande



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et statistiques de l'OCDE sur le marché du travail.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729952>

Finlande : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	205.5	0.1	2.1	2.6	2.9	2.5
Consommation privée	113.6	1.7	1.8	1.6	2.2	1.7
Consommation publique	50.7	0.2	1.8	1.3	1.2	1.4
Formation brute de capital fixe	42.2	0.7	7.4	6.3	4.0	4.0
Demande intérieure finale	206.6	1.1	2.9	2.5	2.4	2.2
Variation des stocks ^{1,2}	0.8	0.2	-0.2	-0.4	0.3	0.0
Demande intérieure totale	207.4	1.4	2.8	2.1	2.7	2.2
Exportations de biens et services	76.5	0.9	3.5	7.8	5.3	4.9
Importations de biens et services	78.4	3.2	5.7	3.5	3.6	4.0
Exportations nettes ¹	-1.9	-0.9	-0.8	1.5	0.7	0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.9	0.8	0.9	1.0	1.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	-0.2	0.4	0.8	1.2	2.1
IPCH sous-jacent ³	—	0.8	1.1	0.6	1.2	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.4	8.8	8.6	8.0	7.7
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-0.5	-1.4	-1.5	-0.2	-0.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.8	-1.8	-0.6	-0.8	-0.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	74.5	75.4	73.9	74.0	73.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	63.5	63.0	61.4	60.8	60.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.7	-0.3	0.7	1.7	1.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris la divergence statistique.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730997>

Les réformes structurelles sont la clé de finances publiques viables

Le déficit budgétaire a diminué et la dette des administrations publiques s'est stabilisée grâce au redressement de la croissance de la production et aux efforts d'assainissement. Néanmoins, les réductions d'impôts visant à compenser la modération salariale décidée dans le cadre du Pacte de compétitivité et l'accroissement des coûts liés au vieillissement empêchent le déficit budgétaire de se contracter davantage. Étant donné que le vieillissement va continuer à peser sur les finances publiques en rétrécissant la base d'imposition et en augmentant les coûts sociaux, la croissance et le bien-être à terme nécessiteront d'accroître l'efficacité des services publics, en particulier dans la santé et la prise en charge de la dépendance, et de donner un coup de pouce à l'emploi. Une réforme des retraites est entrée en vigueur en 2017, et une réforme des soins de santé et des services sociaux est en cours ; le nouveau système devrait entrer en application en 2020.

Une amélioration sur le front de l'emploi est indispensable pour pouvoir relever les défis budgétaires à long terme. Le taux d'emploi demeure plus faible que dans tous les autres pays nordiques, et le chômage structurel reste relativement élevé. Pour renforcer les incitations à travailler, les autorités ont décidé en 2017 de réduire la durée de versement des indemnités de chômage calculées en fonction des rémunérations et de mettre en

œuvre, au début de 2018, un modèle révisé de mesures d'activation, assorti de sanctions financières plus lourdes. De nouvelles réformes restent cependant nécessaires pour stimuler l'emploi, car la fiscalité lourde appliquée dès la reprise d'une activité et la complexité des règles régissant les prestations continuent de saper l'effet des mesures incitatives. Un registre permettant le rapprochement en temps réel des prestations et des revenus, attendu pour 2020, devrait être utilisé pour rationaliser l'administration des prestations, éliminant ainsi les lenteurs administratives dissuadant le retour à l'emploi.

La croissance économique restera robuste

La croissance du PIB devrait demeurer vigoureuse en 2018 et en 2019. Le dynamisme des exportations, porté par la croissance des marchés de destination et les gains de compétitivité, devrait s'essouffler quelque peu avec la diminution des capacités excédentaires. La consommation privée poursuivra sa progression régulière en 2018 grâce à l'augmentation des revenus et de l'emploi, mais elle fléchira quelque peu en 2019, la hausse de l'inflation pesant sur les revenus réels des ménages. La croissance de l'investissement non résidentiel se tassera en 2018, avec l'achèvement de plusieurs grands projets. La construction de logements devrait continuer à progresser en 2018 et 2019. Même si les mesures prises récemment pour renforcer les incitations à travailler permettent d'étoffer l'offre de main-d'œuvre, le chômage diminuera. Le principal risque de divergence négative par rapport aux prévisions tient à un ralentissement de la demande, en particulier extérieure. En revanche, la consommation et l'investissement du secteur privé pourraient s'avérer plus vigoureux que prévu, compte tenu du haut niveau de confiance des consommateurs et des entreprises.

FRANCE

La croissance économique devrait renouer avec un rythme soutenu proche de 2 % sur la période 2018-19 grâce à la forte demande extérieure et à la confiance, solide, des chefs d'entreprise. Un allègement progressif de la fiscalité des entreprises et des conditions de financement favorables stimuleront l'investissement des entreprises. La baisse de la fiscalité du travail et les réformes du marché du travail devraient soutenir les créations d'emplois et stimuler la consommation des ménages et l'inclusion sociale. L'inflation devrait remonter, portée par l'affermissement de l'économie et la hausse des salaires.

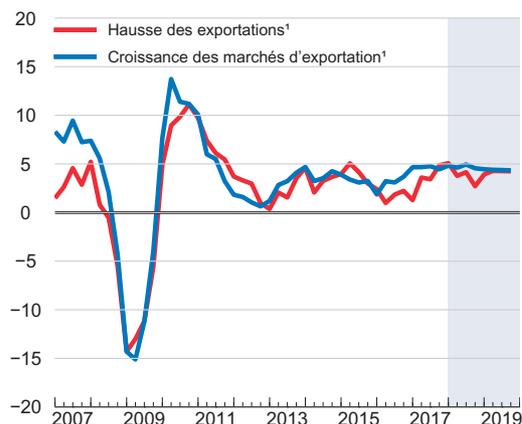
L'orientation budgétaire devrait être globalement neutre. La croissance soutenue, la réduction du nombre de contrats aidés et des aides au logement, ainsi qu'une maîtrise accrue des dépenses des collectivités territoriales devraient globalement compenser la diminution de la fiscalité des ménages et des entreprises. Toutefois, pour financer durablement cette baisse de la fiscalité, de nouvelles réductions des dépenses non prioritaires et une meilleure efficacité des dépenses sociales et de l'investissement dans les infrastructures seront nécessaires. Parallèlement, la croissance à moyen terme dépendra de la poursuite de la mise en œuvre de réformes structurelles visant à améliorer les compétences, réduire la segmentation du marché du travail et intensifier la concurrence dans le secteur des services.

La croissance s'est affermie

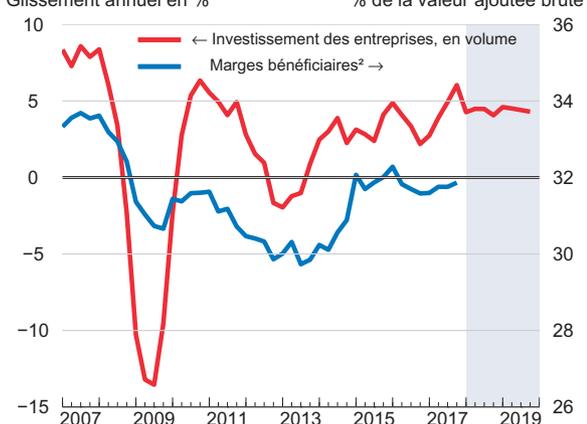
La France bénéficie d'une expansion soutenue, l'amélioration des conditions extérieures, l'allègement de la fiscalité du travail et des entreprises et les réformes en cours du marché du travail favorisant les exportations et l'investissement des entreprises. Les exportations ont accéléré en 2017, profitant de l'essor des échanges internationaux, de la vigueur des livraisons dans l'aéronautique et du rebond des exportations agricoles et de l'activité touristique. Les marges bénéficiaires des entreprises se sont améliorées et les

France

La demande extérieure soutiendra la croissance
Glissement annuel en %



L'investissement des entreprises restera vigoureux
Glissement annuel en % % de la valeur ajoutée brute



1. Biens et services, en volume.

2. Sociétés non financières.

Source : INSEE ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

France : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	2 153.3	1.0	1.1	2.3	1.9	1.9
Consommation privée	1 186.9	1.4	2.1	1.3	1.2	1.6
Consommation publique	515.8	1.1	1.2	1.6	1.4	0.7
Formation brute de capital fixe	469.7	0.9	2.7	3.8	3.7	4.0
Demande intérieure finale	2 172.4	1.2	2.0	1.9	1.8	1.9
Variation des stocks ¹	23.5	0.3	-0.1	0.4	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	2 195.8	1.5	1.9	2.3	1.5	1.9
Exportations de biens et services	621.8	4.0	1.9	3.3	3.9	4.2
Importations de biens et services	664.4	5.5	4.2	4.1	2.6	3.9
Exportations nettes ¹	- 42.6	-0.5	-0.8	-0.3	0.3	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.1	0.2	0.7	1.2	1.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.1	0.3	1.2	1.9	1.5
IPCH sous-jacent ²	—	0.6	0.6	0.6	1.1	1.4
Taux de chômage ³ (% de la population active)	—	10.4	10.1	9.4	8.7	8.3
Taux d'épargne brute des ménages (% du revenu disponible)	—	13.9	13.6	13.8	13.5	13.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.6	-3.4	-2.6	-2.3	-2.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	120.3	123.5	121.9	122.0	121.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	95.6	96.7	96.7	96.8	96.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.4	-0.8	-0.6	-0.5	-0.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

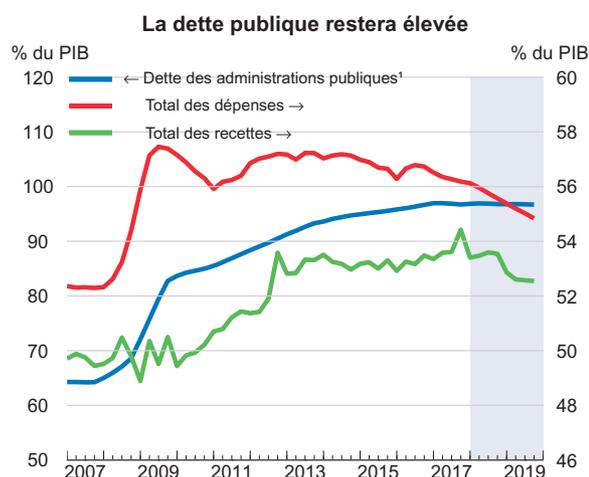
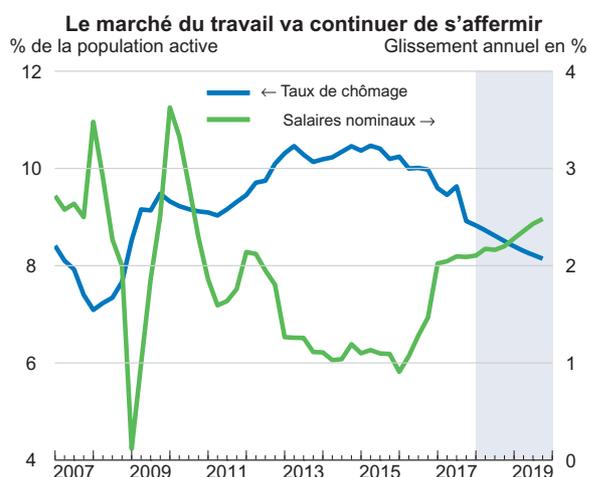
2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

3. Y compris les départements d'outre-mer.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731016>

France



1. Définition de Maastricht.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729990>

conditions de financement restent favorables. L'activité a certes ralenti début 2018, mais les prêts à l'investissement continuent d'augmenter et les enquêtes auprès des entreprises mettent en évidence la solidité des dépenses d'investissement tandis que des problèmes de capacités apparaissent dans certains secteurs.

L'emploi dans les services s'est fortement accru et le taux de chômage a diminué. Le taux d'activité des seniors a augmenté régulièrement et la dépendance à l'égard des emplois aidés a diminué. Cependant, le chômage reste élevé et les contrats de courte durée représentent l'essentiel des recrutements. Les pénuries de main-d'œuvre très qualifiée sont en hausse. En revanche, les travailleurs peu qualifiés sont confrontés à un chômage et un sous-emploi plus importants et accèdent moins facilement à la formation, ce qui se traduit par un manque à gagner en termes de productivité, de revenus et de bien-être.

La consommation privée a progressé régulièrement à la faveur des fortes créations d'emplois, même si elle a quelque peu fléchi au début de 2018 en raison, essentiellement, de circonstances exceptionnelles, parmi lesquelles une chute de la consommation d'énergie imputable aux conditions météorologiques. L'investissement résidentiel a quant à lui ralenti après deux années de croissance vigoureuse. Les prix et les ventes de logements anciens continuent d'augmenter, mais les nouvelles mises en chantier ont ralenti. Le dynamisme des importations de produits manufacturiers a creusé un peu plus le déficit de la balance commerciale, malgré le redressement des exportations.

La hausse récente des prix du pétrole et l'augmentation progressive de la fiscalité sur le tabac et l'énergie ont entraîné une montée temporaire de l'inflation début 2018. La croissance des salaires demeure contenue, mais l'affermissement de l'économie et la baisse du taux de chômage, ainsi que les effets indirects de la hausse des prix de l'énergie, favoriseront une montée graduelle de l'inflation sous-jacente.

Les réformes structurelles et budgétaires soutiendront une dynamique de croissance plus inclusive

L'orientation budgétaire devrait être globalement neutre. Le gouvernement prévoit de financer la baisse progressive de la fiscalité des entreprises et du travail en diminuant les dépenses publiques courantes. L'allègement de la fiscalité du travail, des entreprises et du capital et la réduction du coût du travail peu qualifié soutiendront la reprise et renforceront son caractère inclusif. L'expansion économique, la maîtrise accrue des dépenses publiques et la diminution des contrats aidés et des aides au logement maintiendront le déficit en dessous de 3 % du PIB.

Il convient de saluer le choix de mesures d'assainissement budgétaire axées sur les dépenses, mais de nouvelles coupes dans les dépenses inefficaces et non prioritaires seront nécessaires afin d'assurer un financement durable des baisses d'impôts et de dégager une marge de manœuvre pour réaliser les investissements prévus, porteurs de gains de productivité. Le réexamen annoncé de certaines dépenses sera particulièrement important pour réduire les chevauchements de compétences entre collectivités territoriales et identifier les secteurs où il est envisageable de ne pas remplacer chaque fonctionnaire partant à la retraite. Les réformes prévues de la formation professionnelle, du système de santé et des retraites pourraient également favoriser l'inclusivité et la croissance à long terme. En particulier, relever l'âge de la retraite en fonction de l'espérance de vie, tout en améliorant l'accès des seniors à la formation et en facilitant leur départ

progressif à la retraite, permettrait de freiner l'augmentation des dépenses publiques et d'accroître les perspectives d'emploi.

Les réformes en cours du marché du travail contribueront à accroître l'inclusion sociale, les compétences et la qualité des emplois. Les réformes de 2017 faciliteront les négociations par entreprise, conféreront plus de sécurité juridique au licenciement économique, simplifieront les modalités de représentation des salariés et conduiront à une meilleure prise en compte de la situation des petites entreprises dans les accords de branche. Elles pourraient permettre de mieux ajuster l'évolution des salaires en fonction de la productivité au niveau de chaque entreprise, et pourraient encourager les recrutements en contrat à durée indéterminée. Une mise en œuvre rapide de la refonte de la formation professionnelle et l'importance accrue accordée à l'apprentissage pourraient aussi permettre de renforcer les compétences et de mieux faire concorder offres et demandes d'emploi. Enfin, l'allègement de la réglementation et l'intensification de la concurrence dans les services consolideront les effets à long terme de ces réformes.

La croissance devrait être soutenue

La croissance économique devrait se redresser d'ici le milieu d'année. La reprise du commerce mondial et les réformes en cours du marché du travail et de la fiscalité soutiendront l'investissement des entreprises et les exportations. L'investissement public continuera sa remontée, malgré le ralentissement de l'investissement résidentiel. Les créations d'emplois et des conditions de financement favorables, ainsi qu'un abaissement de la fiscalité des ménages, stimuleront la consommation privée. Les tensions sur le marché du travail devraient quant à elles entraîner une légère revalorisation des salaires et une hausse des prix. L'accroissement de la consommation pourrait s'avérer plus fort que prévu si la confiance des consommateurs et la croissance faisaient baisser les taux de chômage et de l'épargne des ménages plus rapidement qu'attendu. De même, une réforme ambitieuse de la réglementation des entreprises pourrait stimuler davantage l'investissement et les exportations. En revanche, le gouvernement pourrait se heurter à des difficultés politiques pour mettre en œuvre toutes les réformes envisagées. La persistance de mouvements de grève fortement suivis pourrait alors brider la croissance.

GRÈCE

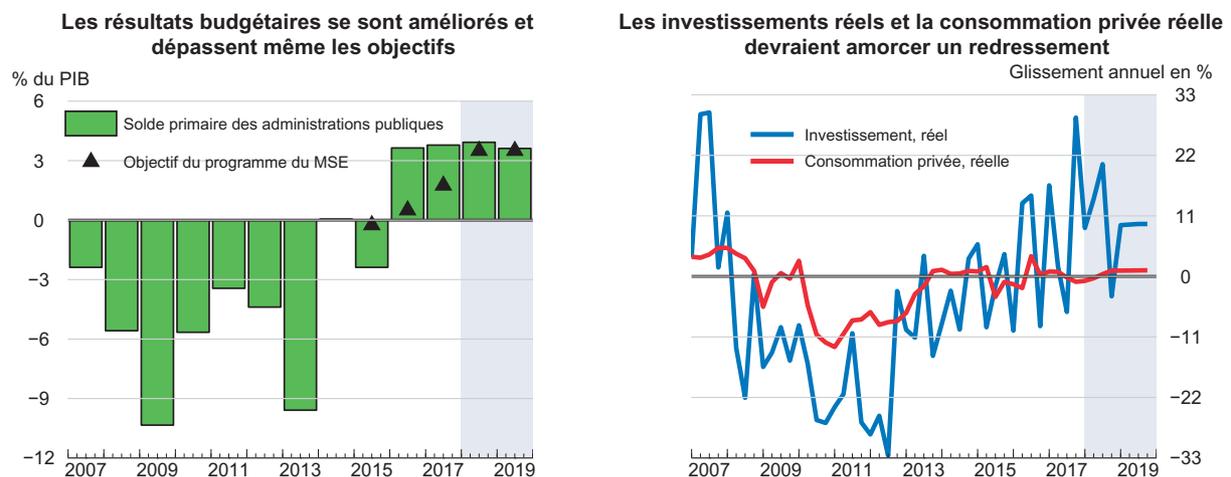
La croissance du PIB devrait se hisser à 2.3 % en 2019. Principal moteur de cette croissance, les exportations bénéficieront d'une demande extérieure en hausse et d'une amélioration de la compétitivité. L'investissement et la consommation privée se redresseront parallèlement au rétablissement de la confiance, dans le sillage d'une politique budgétaire ayant gagné en crédibilité. La persistance d'un ample excédent de capacités limitera les pressions à la hausse sur les prix et les salaires.

En 2018, l'excédent budgétaire dépassera l'objectif visé à moyen terme, grâce à la maîtrise des dépenses et à une amélioration de la collecte des impôts, mais diminuera ensuite pour revenir vers l'objectif en 2019. Toutefois, la dette publique reste élevée. Pour la réduire, il faudra mener sans relâche des réformes propices à la croissance, dégager d'importants excédents primaires et prendre des mesures supplémentaires pour restructurer la dette. Il est essentiel que les réformes soient pleinement mises en œuvre et que la dynamique enclenchée soit entretenue pour une croissance inclusive plus forte. Les réformes en cours visant à mieux administrer la protection sociale et à mieux cibler ses prestations permettront de réduire le taux de pauvreté, élevé, en particulier la pauvreté infantile.

La reprise gagne du terrain

La croissance économique s'établit à un niveau sans précédent depuis le déclenchement de la crise économique. La confiance s'améliore, notamment grâce à l'issue favorable des examens réalisés dans le cadre du Mécanisme européen de stabilité (MES) sur les programmes d'ajustement économique de la Grèce. Les exportations tirent la reprise. L'investissement a considérablement augmenté à la fin de 2017, mais sa croissance continue de fluctuer et reste faible. L'emploi n'a cessé de progresser, mais la croissance de la consommation privée continue d'être timide, en partie parce que nombre des créations de postes correspondent à des emplois à temps partiel ou temporaires, rémunérés au taux

Grèce



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Commission européenne, Compliance Report ESM Stability Support Programme for Greece, Third review.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730047>

Grèce : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	178.4	-0.3	-0.3	1.3	2.0	2.3
Consommation privée	125.4	-0.5	0.1	0.1	0.1	1.1
Consommation publique	36.3	1.1	-1.4	-1.2	0.7	1.3
Formation brute de capital fixe	20.5	-0.3	1.5	9.7	9.1	9.4
Demande intérieure finale	182.2	-0.2	0.1	0.9	1.3	2.2
Variation des stocks ^{1,2}	0.4	-1.0	0.5	0.5	0.0	0.0
Demande intérieure totale	182.6	-1.1	0.4	1.6	1.4	2.3
Exportations de biens et services	57.7	2.9	-1.9	6.9	5.9	4.7
Importations de biens et services	61.9	0.4	1.2	7.5	4.1	4.5
Exportations nettes ¹	-4.2	0.8	-1.0	-0.3	0.6	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-1.0	-0.9	0.5	0.5	0.7
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	-1.1	0.0	1.1	0.6	1.1
IPCH sous-jacent ³	—	-0.4	0.6	0.3	0.3	1.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	24.9	23.5	21.5	20.4	19.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-15.6	-17.1	-17.1	-16.4	-16.9
Solde financier des administrations publiques ⁴ (% du PIB)	—	-5.7	0.6	0.8	0.5	0.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	185.8	190.4	185.1	182.0	177.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	177.1	181.1	179.2	176.1	171.9
Balance des opérations courantes ⁵ (% du PIB)	—	-0.2	-1.1	-0.8	-0.1	-0.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris la divergence statistique.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

4. Sur la base des comptes nationaux. Les données comprennent également les profits des banques de l'Eurosystème réalisés sur les obligations du gouvernement grec lesquels ont été remis à la Grèce. Pour les années 2015 à 2019, les données comprennent le soutien estimé du gouvernement aux institutions financières et les recettes des privatisations.

5. Sur la base des règlements.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731054>

de salaire minimum. Les capacités excédentaires sont encore exceptionnellement importantes, ce qui atténue les pressions à la hausse sur les prix à la consommation.

Les difficultés d'accès aux financements continuent de limiter l'investissement des entreprises. La demande d'emprunts destinés à financer des investissements en capital fixe demeure en berne. L'encours de créances douteuses ou litigieuses diminue rapidement, même s'il reste élevé. Le déploiement du système d'enchères électroniques est décisif pour que les banques puissent atteindre leurs objectifs de réduction de ces créances. En mai 2018, la BCE a actualisé les résultats des tests de résistance réalisés sur les banques grecques d'importance systémique. Il en ressort que leur dotation en fonds propres permettrait de couvrir les pertes en capital (15.5 milliards EUR) dans l'hypothèse d'un choc négatif. Comme dans les autres économies de l'UE, les décisions de recapitalisation s'appuieraient sur un large éventail d'autres informations émanant des autorités de surveillance et seraient prises au cas par cas.

Il est essentiel d'entretenir la dynamique de réforme pour que la reprise soit durable et inclusive

Les résultats obtenus en matière de finances publiques sont supérieurs aux objectifs du programme de soutien à la stabilité mis en œuvre au titre du MES, ce qui contribue à restaurer la crédibilité budgétaire, grâce à l'amélioration de la collecte des impôts et de la maîtrise des dépenses. En 2017, l'excédent budgétaire primaire a atteint 3.7 % du PIB, ou 4.2 % du PIB selon la définition retenue au titre du MES. Compte tenu des politiques actuelles, il devrait se situer nettement au-dessus de l'objectif de 3.5 % du PIB en 2018, avant de diminuer pour revenir juste au-dessus de l'objectif en 2019, dans un contexte d'assouplissement budgétaire. Un élargissement de la base d'imposition et des efforts supplémentaires de promotion des paiements par voie électronique réduiraient l'économie informelle et amélioreraient encore la collecte des impôts. En mars 2018 s'est achevé le troisième examen du programme de soutien à la stabilité du MES relatif à la Grèce, ce qui a ouvert la voie au décaissement de fonds destinés au remboursement de la dette et à la reconstitution de réserves de trésorerie.

Pour soutenir l'investissement intérieur et étranger, il faudra poursuivre les récentes réformes visant à améliorer la situation des marchés de produits et des services professionnels ainsi que la compétitivité. La Stratégie Nationale de Croissance du gouvernement offre un cadre de réforme pour la période postérieure au programme, décisif pour entretenir la dynamique de réforme. Elle définit des actions visant à améliorer l'environnement des affaires, l'efficacité du secteur public et une croissance inclusive et durable.

Une réforme des prestations familiales, un projet d'allocation de logement et le développement des cantines scolaires constituent d'importantes nouvelles mesures qui vont réduire le taux élevé de pauvreté et compléter le Revenu de Solidarité Sociale. L'administration du système de protection sociale demeure complexe et il faut la simplifier pour en améliorer l'équité et l'efficacité économique. L'abaissement à quatre ans de l'âge de fréquentation obligatoire du système d'éducation et d'accueil des jeunes enfants (EAJE) améliorerait les résultats scolaires à long terme, et les perspectives d'emploi des professionnels des parents.

L'amélioration de la confiance soutiendra la reprise

La croissance du PIB devrait se renforcer en 2018 et 2019 tandis que la reprise s'élargit à la consommation privée et à l'investissement, sachant que l'activité sera en outre étayée en 2019 par une réduction de l'excédent budgétaire primaire. Un tassement de la demande régionale modérerait la croissance des exportations en 2019. Le redressement de l'emploi et la persistance d'un faible taux d'inflation soutiendront la consommation privée. Parmi les risques pesant sur ces perspectives, des progrès plus lents que prévu en matière de créances douteuses ou litigieuses saperaient la confiance et l'investissement. Un choc sur le coût du service de la dette publique après l'achèvement du programme de soutien à la stabilité du MES, en août 2018, pourrait fragiliser la situation des finances publiques et la confiance, et donc la croissance. Un ralentissement de l'expansion économique chez les partenaires commerciaux de la Grèce fragiliserait les exportations et pourrait entamer la confiance. De nouvelles mesures de restructuration de la dette publique réduiraient les facteurs de vulnérabilité, amélioreraient l'accès aux financements et stimuleraient l'activité. Des avancées plus rapides concernant le programme de réformes permettraient de renforcer la productivité, l'investissement et les exportations plus vite que prévu.

HONGRIE

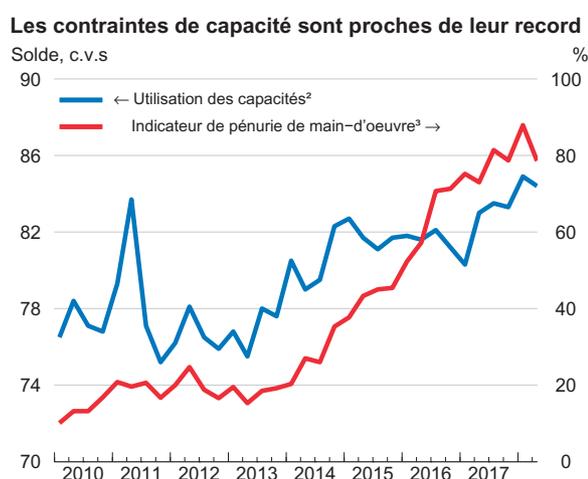
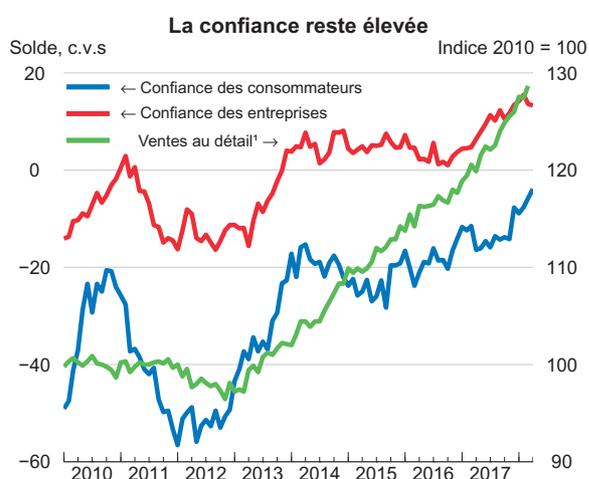
La croissance économique devrait rester forte, mais ralentir un peu en 2019, en raison du resserrement de l'offre de main d'œuvre. Les gains de salaires réels et la progression de l'emploi soutiendront la consommation privée, tandis que l'investissement sera porté par les entreprises privées et par les dépenses des fonds structurels de l'UE. Les exportations bénéficieront de la vigueur de la demande extérieure et du développement de nouvelles capacités, mais la conquête de nouvelles parts de marché sera plus lente. Les hausses de salaires résultant des tensions sur le marché du travail feront monter l'inflation, qui devrait dépasser l'objectif de 3 % fixé par la Banque centrale au début de 2019.

Les politiques budgétaire et monétaire sont expansionnistes. Des réductions d'impôts ont été mises en œuvre pour 2018, accompagnées d'une augmentation généralisée des dépenses. Le salaire minimum légal a en outre été nettement revalorisé et le sera à nouveau ultérieurement. Des politiques publiques prudentes s'imposent pour éviter une surchauffe. De plus, étant donné la vigueur de la croissance économique, une réduction plus rapide du déficit budgétaire permettrait au gouvernement de financer la future augmentation des dépenses liées à l'âge.

La demande intérieure est le principal moteur de l'expansion économique

Le dynamisme de la demande intérieure tire la croissance. La consommation privée est soutenue par d'importantes revalorisations du salaire minimum, la progression rapide de l'emploi et la vigueur de la confiance des consommateurs, qui est à son plus haut niveau depuis 2002. Alimentée par les fonds structurels de l'UE, le développement de la construction résidentielle et la nécessité d'étoffer les capacités, la croissance de l'investissement se poursuit. Ces évolutions à la hausse et la forte demande des pays voisins stimulent les exportations.

Hongrie



1. En volume.
 2. Les données se rapportent au secteur manufacturier.
 3. Pourcentage d'entreprises du secteur industriel citant la pénurie de main-d'œuvre comme facteur limitatif de la production.
- Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Thomson Reuters ; et Eurostat.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730066>

Hongrie : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de HUF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	32 591.7	3.4	2.2	4.0	4.4	3.6
Consommation privée	16 406.2	3.6	4.3	4.7	5.9	4.9
Consommation publique	6 504.5	1.1	0.8	0.3	2.5	0.9
Formation brute de capital fixe	7 223.4	1.9	-10.6	16.8	13.5	10.7
Demande intérieure finale	30 134.2	2.7	-0.1	6.3	6.9	5.5
Variation des stocks ¹	376.6	-1.3	1.5	-0.3	-1.8	0.0
Demande intérieure totale	30 510.8	1.3	1.6	5.9	4.9	5.5
Exportations de biens et services	28 568.1	8.5	3.4	7.1	6.3	5.9
Importations de biens et services	26 487.1	6.4	2.9	9.7	7.2	8.2
Exportations nettes ¹	2 081.0	2.2	0.7	-1.4	-0.3	-1.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.9	1.0	3.7	3.1	3.8
Indice des prix à la consommation	—	-0.1	0.4	2.3	2.6	3.4
IPC sous-jacent ²	—	2.0	1.5	1.8	2.0	3.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.8	5.1	4.2	3.6	3.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	6.3	7.1	7.7	7.2	6.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.9	-1.7	-2.0	-2.6	-2.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	97.6	97.5	91.8	90.4	88.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	76.7	76.0	73.6	72.2	69.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.5	6.0	2.9	2.5	0.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731073>

Le chômage a fortement diminué tandis que l'emploi continuait d'augmenter. Sous l'effet du resserrement du marché du travail et de la progression forte et régulière du salaire minimum, le taux de croissance annualisé des salaires s'établissait à 13 % au début de 2018. L'inflation globale a un peu augmenté pour s'établir à 2.3 %, mais cette évolution résulte de hausses des prix des produits alimentaires, du tabac et de l'alcool, et non de tensions salariales sous-jacentes.

Une orientation plus restrictive de la politique macroéconomique s'impose

L'orientation globale de la politique macroéconomique et les hausses du salaire minimum légal ont un effet stimulant considérable sur l'activité, alors qu'il existe des signes clairs de surchauffe du marché du travail. La banque centrale maintient ses taux directeurs à proximité de zéro et injecte des liquidités pour faire baisser les taux à long terme. Elle a fait savoir son intention de conserver l'orientation monétaire actuelle pendant un certain temps. La politique budgétaire est également expansionniste, et s'accompagne d'un allègement de l'imposition sur les entreprises et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur certains articles, ainsi que de mesures de soutien à la croissance sous forme de dépenses dans les domaines de l'éducation, des services sociaux et de l'exécution du droit, ainsi que d'aides à l'acquisition de logements. En dépit de la rapidité de

l'expansion économique, le déficit des administrations publiques en 2019 ne devrait diminuer que de façon marginale par rapport à 2017. La politique macroéconomique devrait devenir plus restrictive dans ses deux dimensions, mais il est peu probable que cela se produise avant 2019, au plus tôt. Une hausse des taux d'intérêt sera nécessaire pour maintenir des anticipations d'inflation, qui sont basses à présent.

La vigueur de la reprise offre l'occasion de réduire le nombre élevé de participants aux programmes de travaux d'intérêt public ; associée à des mesures de formation efficaces, cette réduction pourrait accroître l'offre de main-d'œuvre sur le marché primaire du travail. En outre, des mesures de déréglementation et diverses mesures propres à renforcer la compétitivité contribueraient à améliorer l'environnement économique et pourraient renforcer la croissance de la productivité, facilitant l'intégration de la Hongrie dans les chaînes de valeur mondiales.

Des pénuries de main-d'œuvre pourraient entraver la poursuite de l'expansion économique

L'activité économique devrait s'accélérer en 2018 avant de ralentir en 2019, avec un resserrement de l'offre de main-d'œuvre. La demande sera de plus en plus satisfaite grâce aux exportations. En l'absence d'un durcissement des politiques macroéconomiques, l'écart de production positif se creusera, et l'inflation s'accélénera. La consommation privée tirera la croissance, sur fond de vive augmentation des salaires réels et de recul de l'épargne privée. L'investissement des entreprises restera vigoureux compte tenu de l'accentuation des tensions sur les capacités, et la croissance de l'activité se poursuivra dans le secteur de la construction de logements. Les exportations seront soutenues par une forte demande extérieure et par de nouvelles capacités industrielles, mais la hausse des coûts ralentira les gains de parts de marché à l'étranger. Les risques à la baisse résident essentiellement dans une augmentation des salaires plus rapide que prévu, érodant un peu plus la compétitivité-coûts et déstabilisant les anticipations d'inflation. À l'inverse, des gains de productivité plus rapides que prévu résultant des dépenses d'investissement renforceront la capacité de l'économie d'absorber une progression rapide des salaires. Par ailleurs, la Hongrie reste exposée à un éventuel choc affectant la demande de véhicules sur son principal marché d'exportation, l'Allemagne.

INDE

À la faveur d'une croissance qui repart, l'Inde s'affiche comme l'économie la plus dynamique parmi les pays du G20. L'investissement et les exportations, soutenus par une mise en œuvre simple de la nouvelle taxe sur les produits et services (TPS), s'imposent comme deux moteurs de croissance majeurs. L'inflation devrait fluctuer à l'intérieur de la fourchette cible, avec des risques à la hausse liés à l'évolution des cours du pétrole et à l'augmentation des allocations logement versées aux agents de la fonction publique. Le déficit de la balance courante devrait se creuser. Les créations d'emplois dans le secteur formel resteront modérées, laissant la grande majorité des travailleurs cantonnés dans des activités à faible productivité et mal payées.

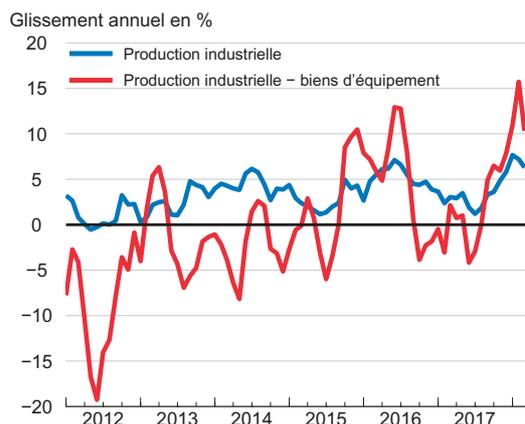
L'orientation des politiques budgétaire et monétaire devrait rester globalement neutre. Il est essentiel de maîtriser les éléments de passif éventuel, notamment par une meilleure gouvernance des entreprises publiques, afin de réduire le ratio dette publique/PIB, relativement élevé. Une meilleure évaluation des risques au sein du secteur bancaire permettrait d'orienter les financements vers les projets les plus intéressants, tout en évitant une nouvelle hausse de l'encours des créances douteuses et litigieuses. Accroître les investissements dans l'éducation et la formation, tout en modernisant le droit du travail, contribuerait à créer des emplois de meilleure qualité et à rendre la croissance plus inclusive.

L'économie redémarre après une période transitoire compliquée par la démonétisation et l'introduction de la TPS

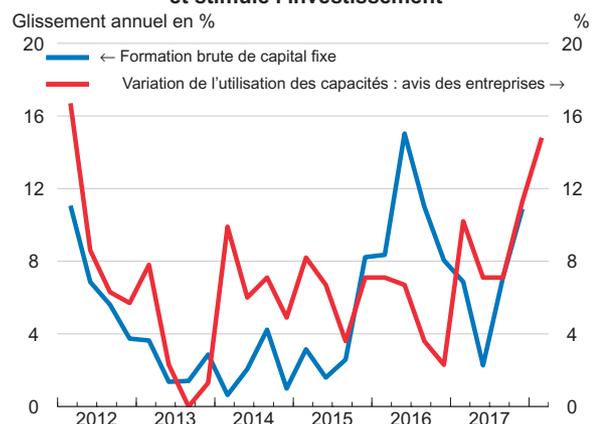
Les réformes commencent à porter leurs fruits, ainsi que le confirme le redémarrage de la production industrielle et de l'investissement après plusieurs années moroses. L'investissement est reparti, tiré par un taux d'utilisation des capacités en hausse, un redressement des bénéfices des entreprises et la recapitalisation des banques publiques. La consommation privée a souffert des effets de la démonétisation sur l'emploi et la confiance. Une reprise est toutefois en cours, comme en témoigne le dynamisme des

Inde

La production industrielle se redresse



L'utilisation des capacités augmente et stimule l'investissement



Source : Office central de statistique indien ; Banque de réserve de l'Inde.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730104>

Inde : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants trillions de INR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012/2013)				
PIB aux prix du marché	124.7	8.2	7.1	6.5	7.4	7.5
Consommation privée	72.5	7.4	7.3	6.4	6.8	7.4
Consommation publique	13.0	6.8	12.2	8.0	7.0	8.1
Formation brute de capital fixe	37.5	5.2	10.1	7.8	8.5	8.8
Demande intérieure finale	123.0	6.7	8.6	7.0	7.3	7.9
Variation des stocks ¹	5.4	-0.1	-0.3	0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	128.4	7.9	6.9	7.8	7.5	7.5
Exportations de biens et services	28.6	-5.6	5.0	4.5	5.4	6.5
Importations de biens et services	32.4	-5.9	4.0	10.8	6.2	6.4
Exportations nettes ¹	-3.7	0.2	0.1	-1.4	-0.3	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.1	3.5	3.9	4.5	4.3
Indice des prix à la consommation	—	4.9	4.5	3.6	4.7	4.4
Indice des prix de gros ²	—	-3.6	1.7	2.9	4.4	3.6
Solde financier des administrations publiques ³ (% du PIB)	—	-6.3	-6.3	-6.5	-6.3	-6.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.1	-0.7	-1.8	-2.5	-2.7

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

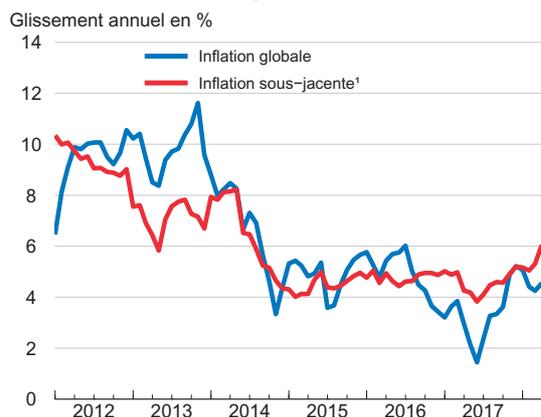
2. Tous biens.

3. Solde budgétaire brut du gouvernement central et des états.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731111>

ventes de deux-roues et de véhicules autres. Le nombre des assurés sociaux a augmenté, grâce aux mesures d'amnistie prises en faveur des entreprises, mais reste inférieur à 10 % de l'ensemble des salariés. Les données sur l'emploi sont incomplètes, mais indiquent que dans l'ensemble, la création d'emplois a été médiocre.

Inde**L'inflation sous-jacente augmente progressivement**

1. Non compris les prix de l'alimentation et du pétrole.

Source : Central Statistics Office ; et Banque de réserve d'Inde.

Le cycle du crédit redémarre

Encours de crédits hors alimentation



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730123>

La contribution négative des exportations nettes à la croissance s'atténue sous l'effet de la hausse de la demande étrangère et d'un aménagement des procédures de mise en conformité avec la nouvelle taxe sur les produits et services, destiné à alléger les contraintes de liquidités auxquelles sont confrontés les exportateurs. Les tensions qui pèsent sur la balance courante sont dues à l'augmentation rapide des importations, qui accompagne la reprise des investissements à forte intensité d'importations, et au renchérissement des cours du pétrole. Le taux de l'inflation sous-jacente se situe légèrement au-dessus de l'objectif, mais s'avère relativement stable malgré les chocs de grande ampleur sur les prix liés à la démonétisation et à l'application de la TPS.

Des réformes structurelles sont indispensables pour favoriser une croissance plus soutenue et plus inclusive

Le gouvernement central a mis en œuvre une stratégie d'assainissement budgétaire à moyen terme, même si l'objectif de déficit pour l'exercice 2018-19, de 3.3 % du PIB, a été légèrement assoupli pour accompagner la reprise en cours. Le déficit cumulé des États de l'Union n'a pas diminué, grevé par la hausse des rémunérations des fonctionnaires et l'alourdissement de la charge du service de la dette des compagnies publiques de distribution d'électricité (*State Electricity Boards*), en difficulté. L'orientation générale de la politique budgétaire est appropriée étant donné que la dette publique indienne est soutenable à moyen terme. La qualité des finances publiques pourrait cependant être améliorée et promouvoir une croissance plus inclusive si davantage de ressources étaient consacrées à la santé, à l'éducation et aux transports. Pour financer des services publics de meilleure qualité, il conviendrait d'élargir l'assiette de l'impôt sur la propriété immobilière et le revenu des personnes physiques afin d'accroître les recettes fiscales, de renforcer la discipline budgétaire des États de l'Union et de mieux gérer les risques dans les entreprises publiques.

La crédibilité et l'efficacité accrues de la politique monétaire ont permis de maintenir l'inflation à un rythme modéré. Un assouplissement de la politique monétaire n'est guère envisageable toutefois, dans la mesure où les anticipations d'inflation ne rendent pas compte pleinement du nouvel environnement de faible hausse des prix et alors que les risques sont à la hausse, notamment au vu des prix des produits de base et de l'ajustement proposé pour les prix agricoles.

Le gouvernement a mis en place en 2018 un régime national d'assurance maladie afin de fournir une couverture médicale à 100 millions de foyers pauvres et vulnérables, soit environ 500 millions de bénéficiaires, au titre de la prise en charge des soins de santé secondaires et tertiaires. Il envisage également la création de centres de soins primaires et de centres de bien-être afin d'assurer un accès financièrement abordable et équitable à la santé dans tout le pays. Si cette initiative est louable, elle doit cependant s'accompagner d'actions pour former davantage de médecins et d'infirmières, ainsi que de campagnes de sensibilisation aux maladies liées au mode de vie, notamment au tabagisme et à la consommation excessive de graisses et de sucre.

Il est essentiel d'assainir le système bancaire pour soutenir la reprise de l'investissement. La recapitalisation des banques publiques facilite la reprise de l'activité de crédit. Les mesures récentes visant à accélérer la prise en compte des actifs compromis permettront de faciliter la résolution des créances douteuses et litigieuses (CDL), dont l'encours est élevé au regard des normes internationales. Néanmoins, il conviendrait d'évaluer l'efficacité des lois sur la faillite et des nouveaux tribunaux chargés du

recouvrement des créances. Des réformes destinées à améliorer la gouvernance bancaire sont également nécessaires pour éviter une nouvelle accumulation de CDL. Une protection plus efficace des intérêts des actionnaires minoritaires obligerait les banques à faire montre de plus de prudence et d'indépendance dans leur prise de décision. Une amélioration de la gestion des risques et des pratiques d'audit dans les banques publiques contribuerait à améliorer la qualité de leurs portefeuilles. Enfin, les banques publiques devraient également avoir la possibilité d'attirer et de fidéliser les talents, notamment en bénéficiant d'une plus grande liberté pour fixer la rémunération de leurs salariés.

La nouvelle approche du fédéralisme par la concurrence et la coopération favorise les réformes visant à améliorer le climat des affaires et à moderniser le droit du travail. La comparaison des performances stimule la concurrence. Une meilleure évaluation des résultats, notamment en matière de création d'emplois, serait essentielle pour identifier les meilleures pratiques et encourager la modernisation des lois. Il conviendrait aussi de poursuivre les initiatives récentes destinées à améliorer la qualité des données sur le marché du travail et la rapidité de leur publication.

La croissance devrait accélérer

L'accélération de l'investissement privé devrait permettre de soutenir la croissance, à mesure que l'excédent de capacités se résorbe, que le désendettement des entreprises et des banques se poursuit et que les projets d'infrastructure arrivent à maturité. Les exportations vont se renforcer grâce aux gains de compétitivité résultant de la mise en œuvre de la TPS. La hausse des prix agricoles devrait se traduire par une augmentation des revenus et de la consommation dans les zones rurales, mais pèsera sur le déficit budgétaire. Des retards dans l'assainissement du bilan des banques risquent de pénaliser l'investissement, au même titre qu'un relèvement plus rapide que prévu des taux d'intérêt dans les pays de l'OCDE. Une hausse des prix des produits de base pourrait engendrer des tensions sur l'inflation, la balance courante et le déficit budgétaire, et freiner la consommation privée. En revanche, la modernisation du droit du travail au niveau du gouvernement central ou des États favoriserait la création d'emplois et rendrait la croissance plus inclusive.

INDONÉSIE

La croissance économique demeure robuste et devrait s'accélérer légèrement en 2018 et 2019. Le renforcement de la confiance des consommateurs et la progression des revenus réels pousseront à la hausse la consommation privée. Les investissements dans les infrastructures resteront soutenus. L'amélioration des procédures d'attribution de permis et de l'interconnexion des réseaux de transport soutiendra l'investissement privé et les résultats à l'exportation. L'inflation est modérée, mais l'augmentation des prix des produits de base et la dépréciation de la monnaie se traduiront par des tensions à la hausse.

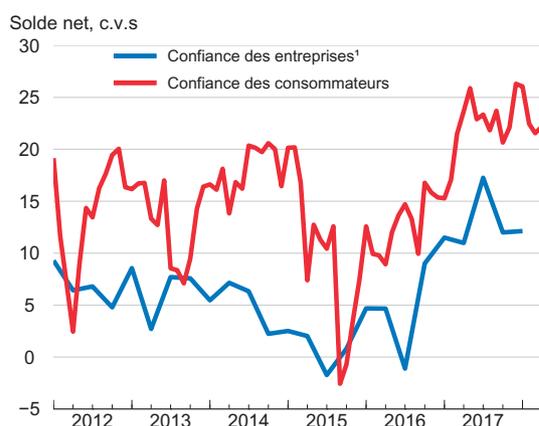
La Banque d'Indonésie a relevé les taux d'intérêt en mai pour contenir les pressions sur le taux de change. L'hypothèse d'un nouveau tour de vis de la politique monétaire sur la période de projection est retenue avec la remontée des taux d'intérêt aux États-Unis. Une action plus ferme sera peut-être nécessaire si les sorties de capitaux persistent. Le déficit budgétaire devrait légèrement se réduire, ce qui est prudent compte tenu des incertitudes croissantes. La poursuite des réformes de l'administration fiscale et un meilleur respect des obligations fiscales donneront les moyens d'accroître les dépenses sociales et d'infrastructures qui favorisent une croissance inclusive. La réduction des goulets d'étranglement structurels et administratifs ainsi que la lutte contre la corruption restent indispensables pour renforcer la croissance.

L'expansion se poursuit

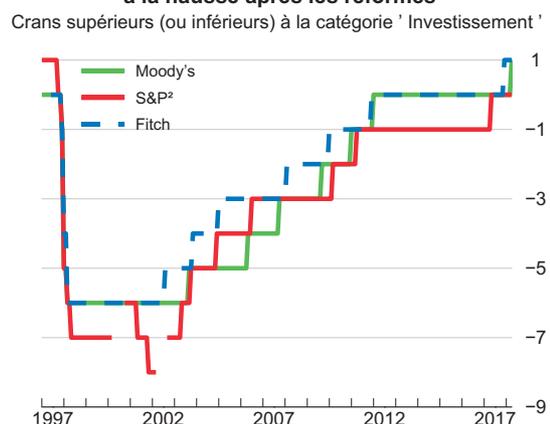
La croissance du PIB demeure soutenue sous l'effet d'un assouplissement des conditions d'emprunt, d'un affermissement de la confiance, d'un accroissement de la demande extérieure et de la hausse des prix des produits de base. L'investissement a été particulièrement dynamique, sous l'impulsion des dépenses d'infrastructure et du rebond des investissements en machines et outillage. Les importations de biens d'équipement se sont bien tenues et les entreprises dans l'industrie sont plus optimistes que ces dernières

Indonésie

Les consommateurs et les entreprises sont plus optimistes



Les notes de crédit ont été revues à la hausse après les réformes



1. Secteur manufacturier.

2. En 2000 et 2002, S&P avait attribué à la dette de l'Indonésie la note « Défaillance sélective ».

Source : CEIC ; Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Trading Economics ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730142>

Indonésie : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants trillions de IDR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	10 569.7	4.9	5.0	5.1	5.3	5.4
Consommation privée	6 039.4	4.8	5.0	5.0	5.1	5.4
Consommation publique	996.2	5.3	-0.1	2.1	4.4	3.6
Formation brute de capital fixe	3 436.9	5.0	4.5	6.2	6.9	6.0
Demande intérieure finale	10 472.6	4.9	4.4	5.1	5.6	5.5
Variation des stocks ¹	176.2	-0.9	0.5	-0.4	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	10 648.8	4.0	5.0	4.8	5.4	5.4
Exportations de biens et services	2 501.4	-2.1	-1.6	9.1	8.4	5.9
Importations de biens et services	2 580.5	-6.2	-2.4	8.1	9.1	6.4
Exportations nettes ¹	- 79.1	0.9	0.2	0.3	0.0	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.0	2.5	4.2	3.2	3.9
Indice des prix à la consommation	—	6.4	3.5	3.8	3.6	3.7
Déflateur de la consommation privée	—	4.6	3.1	3.5	3.1	3.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.8	-2.4	-2.5	-2.3	-2.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.0	-1.8	-1.7	-1.8	-1.7

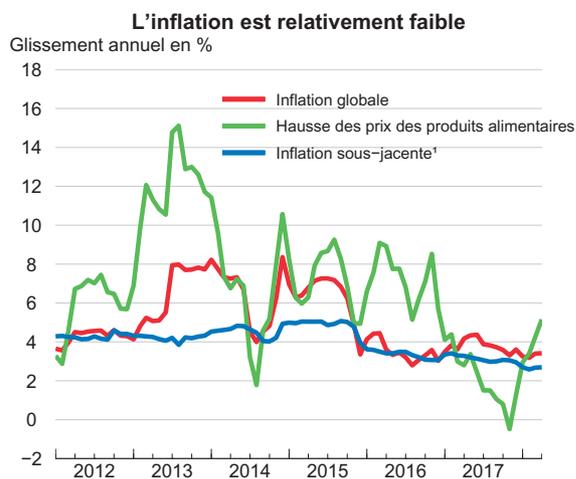
1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731130>

années. Néanmoins, le coût du service de la dette en devises non couverte a augmenté. Les réformes visant à alléger le poids de la bureaucratie ont amélioré les conditions d'ensemble pour les entreprises et les agences de notation de crédit ont relevé la note de la dette souveraine. L'entrée en vigueur de nouvelles réglementations va toutefois se traduire par des coûts pour les entreprises. La progression des dépenses des ménages s'est

Indonésie



1. Hors prix des produits alimentaires, administrés et instables.

Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; CEIC ; Thomson Reuters ; et Banque d'Indonésie.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730161>

stabilisée à un niveau assez élevé. La confiance des consommateurs est au beau fixe, et la croissance des ventes au détail et du crédit aux ménages a peut-être passé son point bas. Le renforcement de la demande extérieure et le renchérissement passé des produits de base ont stimulé les exportations.

L'inflation se situe vers le milieu de la nouvelle fourchette cible, soit 3,5 % +/- 1 %, qui est inférieure de ½ point de pourcentage par rapport à 2017. L'inflation sous-jacente est modérée, en raison d'un climat relativement peu porteur dans le secteur du commerce de détail. L'inflation des prix alimentaires repart à la hausse, en partie à cause de pénuries temporaires. Les prix de certains produits, comme le riz, sont toutefois plafonnés. Le gouvernement a en outre annoncé son intention d'endiguer l'inflation en gelant les prix administrés de l'énergie pour 2018-19. Le déficit courant s'est creusé, en partie à cause d'une augmentation des importations de pétrole, mais il reste relativement modeste. Pendant les premiers mois de 2018, les perspectives d'une remontée des taux d'intérêt aux États-Unis ont provoqué des sorties de capitaux et une dépréciation de la roupie indonésienne.

Les politiques macroéconomiques équilibrent croissance et résilience

Le déficit budgétaire devrait diminuer en 2018 et 2019, les autorités s'efforçant de le mettre prudemment plus à distance du plafond légal de 3 % du PIB. Dans l'ensemble, les dépenses sociales gagnent en efficacité. Cependant, les subventions à l'énergie repartent à la hausse. Les mesures prises pour contenir les prix non subventionnés de l'énergie font peser plus de pression financière sur les entreprises publiques. L'investissement public dans les infrastructures, y compris par les entreprises publiques, vont donner un coup de pouce à la croissance, actuelle et potentielle. La viabilité de cette stratégie dépendra d'une bonne gouvernance et de la surveillance des entreprises publiques. Il est fondamental de faire mieux respecter les obligations fiscales, en utilisant les résultats de l'amnistie fiscale menée en 2016-17, et en investissant dans l'administration fiscale pour accroître notablement et durablement les recettes.

La politique monétaire concourt à la stabilité macro-économique. Après un assouplissement en 2016 et 2017, la Banque d'Indonésie a relevé en mai ses principaux taux directeurs de 25 points de base pour soutenir la roupie et a réalisé des opérations d'échange de devises pour accroître la liquidité sur le marché monétaire indonésien. Les réserves officielles de la banque centrale sont conséquentes par rapport à leur niveau habituel mais d'un montant inférieur à leur plus haut de février 2018, en raison des interventions menées pour limiter la dépréciation de la monnaie. La croissance du crédit a été relativement timide malgré des taux débiteurs en repli, mais le financement non bancaire a prospéré. Les réserves obligatoires des banques seront réajustées en juillet et en octobre 2018 afin de leur donner davantage de souplesse pour gérer leurs liquidités, ce qui devrait abaisser les coûts de financement.

Aussi la banque centrale devrait-elle relever ses taux d'intérêt, quoique dans une moindre mesure qu'aux États-Unis, pour contribuer à soutenir le taux de change actuel, supposé inchangé dans ces prévisions. La banque conserverait ainsi ses réserves pour des interventions visant à limiter la volatilité en période d'incertitude accrue. L'adoption de mesures supplémentaires, visant à approfondir les marchés de capitaux et accroître la liquidité, renforcerait la résilience.

L'adoption de politiques macroéconomiques prudentes et de réformes structurelles a été saluée par un relèvement des notes de crédit et un meilleur classement aux indicateurs de compétitivité et d'environnement des affaires. Si la réglementation était simplifiée encore et offrait plus de sécurité juridique, l'Indonésie pourrait plus facilement attirer des investisseurs étrangers et tirer parti de ces améliorations. Les récentes modifications réglementaires visant à faciliter l'embauche de travailleurs étrangers devraient atténuer les pénuries de compétences et favoriser le transfert de connaissances. La lutte contre le secteur informel et l'amélioration des résultats scolaires permettraient d'élever le niveau des revenus et de la croissance à moyen terme, et d'élargir l'assiette fiscale. Dans le secteur éducatif, il conviendrait d'augmenter les taux de scolarisation et d'améliorer la qualité de l'enseignement, notamment en évaluant régulièrement les enseignants et en leur offrant des possibilités de perfectionnement professionnel.

La croissance devrait enregistrer une modeste avancée

Les facteurs favorables que sont la relative faiblesse des taux de prêt, la récente hausse des prix des produits de base et le regain d'optimisme devraient soutenir l'expansion économique. L'inflation devrait rester dans les limites de la fourchette cible fixée par la Banque d'Indonésie, avec des tensions inflationnistes croissantes, mais toujours contenues. La consommation devrait s'accélérer grâce à la progression des revenus et à la modération de l'inflation. La croissance de l'investissement restera vive, soutenue par la nécessité d'achever à temps certains projets d'infrastructures dans la perspective de grands événements, comme l'édition 2018 des Jeux asiatiques et les élections (régionales en 2018, et présidentielles et nationales en 2019). Le fait que la persistance des sorties de capitaux ou une détérioration sensible de la balance des paiements courants pourraient exiger une politique monétaire plus dure qu'anticipé, ce qui freinerait la croissance, constitue un risque majeur de divergence à la baisse par rapport aux prévisions. Les élections présentent des risques positifs et négatifs : des dépenses supplémentaires pourraient stimuler la consommation, mais un regain d'incertitude pèserait sur la demande privée. L'amélioration des infrastructures logistiques et de la compétitivité des exportations hors produits de base entretiendrait une solide croissance des exportations même si la croissance se tassait un peu chez les partenaires commerciaux. De nouvelles hausses des prix des produits de base accentueraient la croissance nominale des exportations et les recettes publiques plus que prévu.

IRLANDE

La croissance économique devrait rester dynamique en Irlande, tout en se modérant progressivement. Abstraction faite des activités volatiles des entreprises multinationales, la demande intérieure demeurera vigoureuse, soutenue par une vive progression de l'emploi et par la consommation. Du fait du resserrement du marché du travail, les tensions salariales seront fortes, entraînant une accélération de l'inflation. L'investissement des entreprises ralentira, après son net redressement, tandis que le secteur de la construction continuera à croître.

En 2018 et 2019, la politique budgétaire sera légèrement restrictive. Le gouvernement devrait continuer à s'attacher à améliorer la situation des finances publiques, de manière à disposer de marges de manœuvre lui permettant de recourir à la politique budgétaire pour amortir les chocs négatifs, en particulier celui du Brexit. La mise en œuvre d'un nouveau plan de développement axé sur le progrès économique, environnemental et social devrait être subordonnée à cette amélioration de la situation budgétaire, d'où la nécessité de hiérarchiser avec soin les priorités en matière de projets.

La forte expansion se poursuit

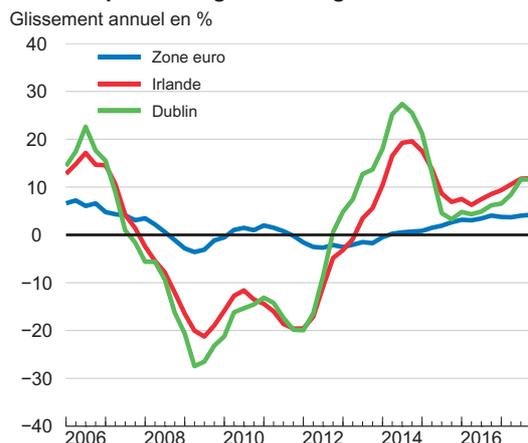
La demande intérieure sous-jacente a augmenté de 3.9 % en 2017 et reste ferme, étayée par la croissance de l'emploi, qui soutient les dépenses privées. Le taux de chômage ayant diminué rapidement, les tensions sur les salaires se sont accentuées. En revanche, l'inflation demeure faible, dans une large mesure grâce à l'appréciation de l'euro par rapport à la livre sterling. L'amélioration de la conjoncture concerne l'ensemble des secteurs, mais l'activité est nettement plus vigoureuse dans certains, notamment la construction.

Certains signes de surchauffe apparaissent

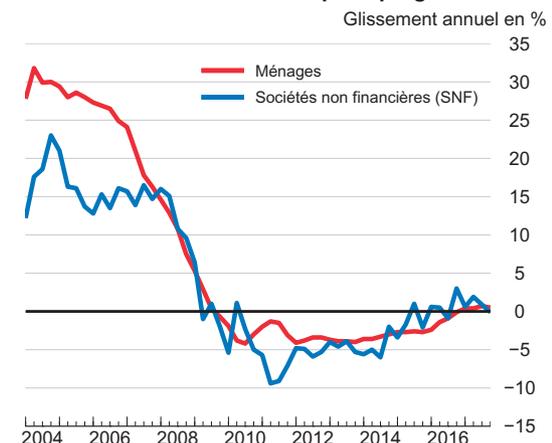
Le marché immobilier est dynamique, les prix des logements et l'investissement dans la construction augmentant fortement. Malgré le niveau élevé des taux débiteurs des

Irlande

Les prix des logements augmentent fortement



Les concours nets au secteur privé progressent



Source : Eurostat; Central Statistics Office; et Banque centrale d'Irlande.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730180>

Irlande : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	194.2	25.5	5.1	7.8	4.0	2.9
Consommation privée	83.4	4.2	3.2	2.0	2.2	2.1
Consommation publique	31.4	2.1	5.1	1.9	1.9	1.9
Formation brute de capital fixe	40.3	27.9	60.0	-21.8	5.9	5.5
Demande intérieure finale	155.1	10.0	21.1	-7.8	3.5	3.3
Variation des stocks ¹	5.1	-0.3	0.4	-0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	160.2	9.0	19.4	-9.8	3.5	3.1
Exportations de biens et services ²	219.4	38.4	4.7	6.8	5.3	4.4
Importations de biens et services	185.4	26.0	16.4	-6.2	7.1	5.0
Exportations nettes ¹	34.0	18.6	-9.2	14.5	0.0	0.6
<i>Pour mémoire</i>						
VAB ³ , à l'exclusion des secteurs dominés par des entreprises multinationales étrangères	—	7.3	5.1	5.1	4.5	3.4
Déflateur du PIB	—	7.3	0.0	-0.3	0.2	2.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.0	-0.2	0.3	1.2	2.1
IPCH sous-jacent ⁴	—	1.6	0.7	0.2	0.9	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.9	8.4	6.7	5.8	5.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	2.3	2.1	4.0	3.9	3.7
Solde financier des administrations publiques ⁵ (% du PIB)	—	-1.9	-0.5	-0.3	-0.3	-0.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	89.8	84.5	82.2	80.4	77.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	77.1	72.9	68.1	66.3	63.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	10.9	3.3	12.5	11.6	12.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Le contrat des entreprises multinationales nommé "contrat manufacturier" (exportations de biens produits à l'étranger sous convention d'une entité basée en Irlande) est supposé constant, à son niveau de 2017, en 2018 et 2019.

3. Valeur ajoutée brute. Les données pour 2016-2019 sont des estimations de l'OCDE.

4. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

5. Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

Source. Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731149>

banques, les nouveaux crédits hypothécaires et les prêts aux petites et moyennes entreprises (PME) progressent vivement (en grande partie du fait des crédits liés aux activités de construction) mais en partant d'un niveau très faible. Les instruments de politique macroprudentielle actuellement en place, comme le plafonnement des ratios prêt/valeur du bien (quotités de financement) et prêt/revenu, ont réduit la proportion de prêts risqués, et ces instruments devraient être renforcés en cas de besoin.

L'orientation de la politique budgétaire devrait être légèrement restrictive en 2018 et 2019. Étant donné les incertitudes qui entourent les perspectives économiques, le gouvernement devrait continuer à s'attacher à améliorer la situation des finances publiques, de manière à disposer de marges de manœuvre lui permettant de recourir à la politique budgétaire pour soutenir la croissance si nécessaire, en particulier en cas de fortes répercussions négatives de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») en 2021, à la fin de la période de transition. Les autorités prévoient d'augmenter

encore l'investissement public dans le cadre du Plan national de développement, pour le porter à 116 milliards EUR au cours des dix prochaines années. La mise en œuvre de ce plan devrait être subordonnée à la poursuite de la réduction de la dette publique, de manière que seuls les projets rentables soient réalisés. Cela sera bénéfique en termes de viabilité budgétaire et évitera une surchauffe de l'économie.

Malgré la forte croissance, les taux d'emploi restent bas au regard de ceux observés par le passé. Le gouvernement devrait évaluer les programmes de renforcement des compétences et de reconversion proposés par l'organisme public SOLAS, développer ceux qui sont efficaces et supprimer les autres. Ces mesures aideront les chômeurs de longue durée à retrouver un emploi, tout en atténuant les tensions sur les coûts de main-d'œuvre.

L'économie va être confrontée à des contraintes de capacité et à des incertitudes

La croissance de l'économie va être vigoureuse, mais se modérera peu à peu. Le rythme d'expansion des entreprises devrait ralentir en raison des coûts élevés du travail et de la forte incertitude liée aux facteurs externes, en particulier concernant l'issue des négociations sur le Brexit. Compte tenu de la dissipation des effets de la dépréciation de la livre sterling et des répercussions des tensions sur les salaires, l'inflation devrait nettement s'accélérer. Les risques qui entourent les perspectives sont importants, le plus immédiat étant le Brexit. Les prix de l'immobilier pourraient augmenter plus fortement, ce qui stimulerait davantage l'activité dans le secteur de la construction à court terme, mais serait de nature à créer une nouvelle bulle immobilière allant de pair avec une envolée de la croissance du crédit. La persistance d'un fort endettement privé représente également un risque à la baisse, car elle rend l'économie sensible à une hausse des taux d'intérêt.

ISLANDE

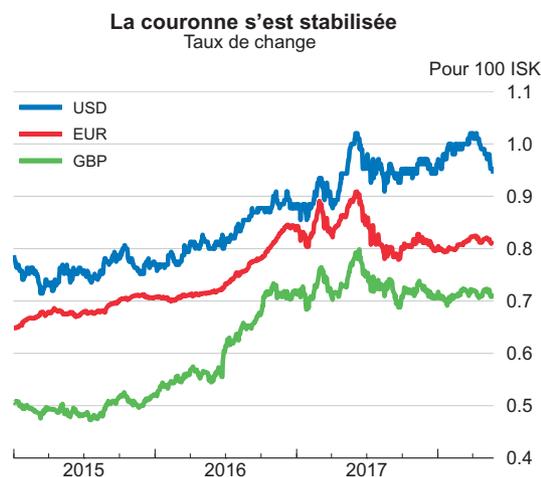
Après avoir connu une forte expansion ces dernières années, l'économie devrait se rapprocher progressivement de son taux de croissance potentiel. La consommation des ménages demeurera vigoureuse, portée par le dynamisme des salaires et la poursuite de l'immigration. L'investissement des entreprises devrait commencer à reprendre des couleurs après avoir traversé récemment une phase de marasme, tandis que l'investissement résidentiel décélérera. La croissance des exportations de produits manufacturés va fléchir parallèlement au recul de la compétitivité, mais la demande touristique restera vigoureuse.

L'inflation repart à la hausse. La banque centrale devrait relever les taux d'intérêt pour contenir l'augmentation des prix. Bien qu'un excédent budgétaire soit prévu pour 2018, la politique budgétaire devrait être plus prudente qu'on ne l'anticipe, dans la mesure où la croissance économique est toujours nettement supérieure à son niveau potentiel. On devrait observer en particulier un moindre accroissement des dépenses publiques. Une politique de la concurrence plus vigoureuse améliorerait le climat des affaires et stimulerait la productivité.

La croissance ralentit peu à peu

La croissance continue de ralentir, même si l'économie fonctionne encore à la limite de ses capacités. La hausse des prix des logements s'est nettement ralentie. Le tourisme s'oriente vers une trajectoire de croissance plus viable, tandis que les exportations de produits manufacturés ont reculé, en partie sous l'effet d'une détérioration de la compétitivité. L'investissement des entreprises ralentit en raison de la diminution de la demande extérieure. Les entrées de capitaux ont fléchi et sont devenues moins volatiles. La consommation des ménages demeure robuste, portée par des hausses de salaires conséquentes et la poursuite de l'immigration. Le solde des paiements courants demeure positif.

Islande



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°103 ; et Thomson Reuters.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730085>

Islande : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	2 020.5	4.3	7.5	3.6	2.8	2.6
Consommation privée	1 061.0	4.7	7.1	7.8	4.9	3.7
Consommation publique	484.9	1.0	2.3	2.6	2.4	2.2
Formation brute de capital fixe	347.2	18.7	22.5	9.3	1.1	3.4
Demande intérieure finale	1 893.1	6.3	9.0	6.8	3.4	3.3
Variation des stocks ¹	2.0	-1.0	-0.6	-0.6	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	1 895.1	5.3	8.3	6.3	3.1	3.3
Exportations de biens et services	1 068.3	9.2	10.9	4.8	4.8	2.7
Importations de biens et services	942.9	13.8	14.5	11.9	5.5	4.0
Exportations nettes ¹	125.4	-1.6	-0.8	-2.7	-0.1	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	6.0	2.1	0.5	4.6	1.9
Indice des prix à la consommation	—	1.6	1.7	1.8	3.7	3.1
IPC sous-jacent ²	—	2.1	2.2	2.2	2.8	3.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.0	3.0	2.8	2.8	2.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.8	12.6	1.5	1.4	1.3
Dettes brutes des administrations publiques ³	—	72.5	66.4	64.5	62.6	61.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	5.3	7.7	3.7	4.3	3.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

3. La dette non provisionnée au titre des fonds de pension des employés du gouvernement est incluse.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731092>

Les politiques monétaire et budgétaire devraient prendre une orientation restrictive

L'inflation est inférieure à l'objectif de la banque centrale, mais elle a légèrement augmenté au début de 2018, principalement sous l'effet de la hausse des prix des logements en dehors de la région de la capitale. L'appréciation antérieure de la couronne avait tempéré l'inflation, mais cet effet se dissipe. Le taux d'intérêt directeur devrait être relevé progressivement à 5 % environ d'ici à 2019, notamment pour contenir la demande intérieure et l'inflation. Un flou persistant entoure le résultat des négociations salariales, ce qui accroît l'incertitude relative aux perspectives d'inflation.

La politique budgétaire est trop expansionniste. Selon les prévisions, les dépenses devraient augmenter de manière considérable, surtout dans les infrastructures sociales et de transport et des réductions d'impôt devraient entrer en vigueur, conformément aux projets du gouvernement. Bien que le budget reste excédentaire et favorise une croissance inclusive, la politique budgétaire devrait être globalement plus restrictive, étant donné que l'économie fonctionne toujours quasiment à la limite de ses capacités. Une politique budgétaire moins expansionniste pourrait aussi contribuer à réduire les tensions inflationnistes.

La productivité du travail est faible par comparaison avec les autres pays nordiques, mais le niveau de vie reste élevé grâce au fort taux d'activité. La petite taille de l'économie limite les possibilités de réaliser des économies d'échelle et d'assurer une concurrence

effective entre les entreprises. Il n'en reste pas moins que la faiblesse de la concurrence est souvent imputable à des obstacles artificiels à l'entrée sur le marché. Par conséquent, une politique de la concurrence énergique améliorerait le climat des affaires et stimulerait la croissance de la productivité.

La croissance devrait ralentir

Le taux de croissance devrait fléchir et s'établir à 2.8 % en 2018 et 2.6 % en 2019, ce qui est plus proche de son niveau potentiel, en raison d'un tassement de l'investissement des entreprises et d'un recul des exportations. L'investissement en infrastructures publiques compensera en partie la baisse de l'investissement des entreprises, et contribuera à accroître les capacités productives de l'économie à plus long terme. Le tourisme continuera de ralentir pour revenir à un taux de croissance plus viable. La compétitivité pourrait être entamée si les négociations collectives aboutissaient à de fortes hausses de salaires. Compte tenu de sa petite taille, l'économie islandaise reste sujette à une forte volatilité.

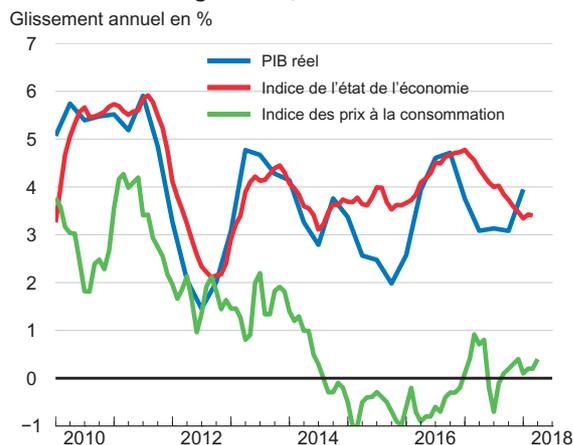
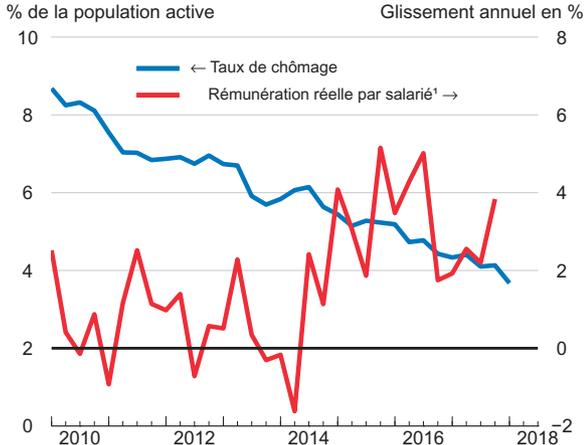
ISRAËL*

Le taux de croissance devrait se hisser au-dessus de 3 ½ pour cent en 2018 et 2019. L'assouplissement de la politique budgétaire, les taux d'intérêt très bas et un environnement extérieur plus porteur stimuleront la demande et l'emploi. Sur un marché du travail tendu, l'accroissement des tensions salariales devrait entraîner une augmentation régulière de l'inflation.

Les autorités monétaires doivent se tenir prêtes à relever progressivement les taux d'intérêt lorsque l'inflation sera durablement revenue dans la fourchette de 1 % à 3 % retenue comme objectif. L'augmentation des dépenses sociales, d'éducation et de santé est bienvenue pour favoriser une croissance plus inclusive. Son financement par des recettes suffisantes permettrait de conserver des marges de manœuvre budgétaires et de faire diminuer le risque de surchauffe de l'économie. La réduction des importantes disparités sociales existantes sera bénéfique à la croissance, mais elle nécessitera également une intensification des réformes structurelles permettant d'améliorer les compétences et la productivité des groupes défavorisés.

L'activité reste vigoureuse

Au dernier trimestre de 2017 et au premier trimestre de 2018, la croissance du PIB s'est accélérée pour atteindre 4 ¼ pour cent en glissement annuel. Malgré un recul de l'investissement résidentiel, l'activité restait vigoureuse au début de 2018, soutenue par une consommation publique dynamique et de bons résultats à l'exportation, en particulier en matière de services. Bien que partiellement compensés par les importations, les

Israël**La croissance est vigoureuse, mais l'inflation reste très faible****Les tensions sur le marché du travail s'intensifient**

1. Déflatée par l'indice implicite de la consommation privée.

Source : Banque d'Israël ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730199>

* Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Israël : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de NIS	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	1 103.5	2.6	4.0	3.3	3.7	3.6
Consommation privée	614.3	4.1	6.1	3.3	5.1	3.0
Consommation publique	250.6	3.1	3.9	3.2	5.1	2.4
Formation brute de capital fixe	219.3	-0.8	11.9	2.7	8.2	8.8
Demande intérieure finale	1 084.2	2.9	6.7	3.1	5.8	4.1
Variation des stocks ¹	3.7	0.6	-0.6	0.5	-0.4	0.1
Demande intérieure totale	1 087.9	3.5	6.0	3.6	5.4	4.2
Exportations de biens et services	355.5	-2.4	2.5	3.6	6.1	4.7
Importations de biens et services	339.9	0.0	9.4	4.8	12.3	6.8
Exportations nettes ¹	15.6	-0.8	-1.9	-0.3	-1.6	-0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.7	1.0	0.2	0.2	1.9
Indice des prix à la consommation	—	-0.6	-0.5	0.2	0.9	1.6
IPC sous-jacent ²	—	0.4	0.0	0.0	0.9	1.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.3	4.8	4.2	3.6	3.6
Solde financier des administrations publiques ³ (% du PIB)	—	-2.1	-2.1	-2.1	-2.8	-2.8
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	64.1	62.3	60.8	61.4	61.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	4.9	3.5	3.0	0.9	0.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

3. A l'exclusion des profits de la Banque d'Israël et des coûts implicites des obligations d'État indexées sur l'IPC.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731168>

dépenses des ménages et l'investissement des entreprises ont été exceptionnellement vigoureux sous l'effet des achats d'automobiles anticipés en raison d'une modification de la fiscalité des véhicules prévue pour janvier 2019. Le taux de chômage est tombé à 3.6 % et le taux d'emplois vacants augmente dans la plupart des secteurs, alimentant les tensions sur les salaires. En avril 2018, les prix ont légèrement augmenté de 0.4 % en glissement annuel, mais l'inflation reste faible en raison de baisses de tarifs dans le secteur public et de différentes mesures ayant renforcé la concurrence des importations, notamment des baisses de droits de douane.

Il faut conserver une politique budgétaire prudente tout en favorisant une croissance plus inclusive

La Banque d'Israël a maintenu son taux d'intérêt directeur à 0.1 % depuis mars 2015. Le shekel a cessé de s'apprécier au début de 2018 et son taux de change effectif nominal s'est stabilisé autour de son niveau moyen de 2017. Malgré ces conditions monétaires toujours accommodantes, la demande de logements a reculé en partie du fait d'un alourdissement de la fiscalité de l'investissement résidentiel. Il en est résulté une stabilisation des prix de l'immobilier au début de 2018 alors que ceux-ci avaient augmenté de 5.4 % un an auparavant. Cette tendance va probablement se poursuivre en cas de réduction de l'orientation expansionniste de la politique monétaire comme prévu dans les projections.

L'objectif de déficit budgétaire étant fixé à 2.9 % du PIB en 2018 et 2019, en hausse par rapport à un déficit effectif de 2.1 % du PIB en 2017, la politique budgétaire soutiendra l'activité. Cet assouplissement budgétaire, résultant d'une hausse des dépenses dans les domaines social, de l'éducation et de la santé, pourrait être encore plus marqué si les nouveaux allègements fiscaux évoqués par les autorités se concrétisent. Israël doit pourtant conserver d'amples marges de manœuvre budgétaires, compte tenu de la montée des tensions géopolitiques régionales, et éviter les injections procycliques de pouvoir d'achat supplémentaire qui dégradent les comptes publics, alors que l'économie est en situation de plein emploi. Dans ce contexte, il faudrait privilégier les réformes qui améliorent la formation des groupes défavorisés, en particulier au sein des communautés arabe israélienne et ultra-orthodoxe, le fonctionnement des marchés de produits et les infrastructures de transport public, afin de renforcer à la fois l'offre et la cohésion sociale.

La croissance devrait s'accélérer

Du fait d'un environnement extérieur favorable et de politiques macroéconomiques expansionnistes, le taux de croissance devrait dépasser 3 ½ pour cent en 2018 et 2019. La faiblesse du chômage continuera à stimuler les salaires et la consommation des ménages. En outre, les dépenses d'équipement seront soutenues par les investissements prévus dans les secteurs des hautes technologies et le développement de nouveaux gisements gaziers offshore en 2019. Compte tenu de l'accélération des hausses de salaires, l'inflation devrait atteindre 1 ¾ pour cent d'ici à la fin de 2019. Néanmoins, une dégradation de la situation géopolitique déjà tendue ou de l'environnement extérieur pourrait entraîner une divergence à la baisse par rapport à ces prévisions. À l'inverse, l'économie pourrait aussi être plus dynamique, voire en surchauffe, si la demande, soutenue par un contexte mondial meilleur que prévu, était plus vigoureuse, si la banque centrale tardait à réduire l'orientation expansionniste de la politique monétaire ou si le gouvernement concrétisait ses projets d'allègements d'impôts.

ITALIE

La croissance devrait fléchir à 1.4 % en 2018, et à 1.1 % en 2019. Les exportations et l'investissement des entreprises sont de plus en plus les moteurs de la reprise. La consommation privée va marquer le pas en raison d'un repli dans la croissance de l'emploi et d'une baisse du pouvoir d'achat des ménages sous l'effet d'une augmentation de l'inflation. La hausse des prix à la consommation amorce une remontée à mesure que s'amenuise le volant de capacités excédentaires et va s'accélérer en 2019. La balance courante devrait rester largement excédentaire.

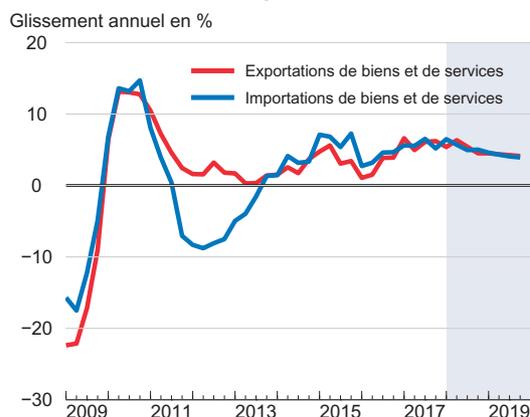
Le stock de créances douteuses et litigieuses dans le système bancaire a diminué notablement depuis son point haut, grâce aux mesures mises en place. La politique budgétaire devrait avoir une orientation légèrement expansionniste en 2018. Résultat de l'incertitude croissante autour de l'action gouvernementale qui est perceptible, les rendements des obligations d'État ont grimpé récemment. Les projections ne tiennent pas compte des réformes que pourrait engager le nouveau gouvernement. La priorité devrait aller à la réorientation des dépenses publiques au profit de l'investissement dans les infrastructures et au renforcement des programmes ciblés de lutte contre la pauvreté, de façon à s'attaquer aux grandes disparités sociales et régionales tout en stimulant la croissance.

Le regain de vigueur de l'investissement et des exportations soutient la croissance

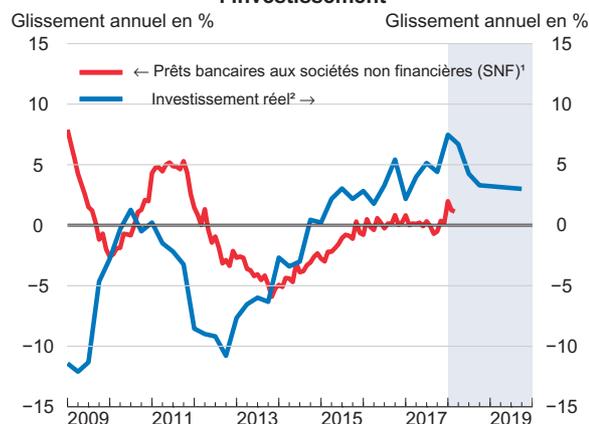
L'investissement des entreprises connaît une solide expansion, à la faveur des incitations fiscales du plan de transition vers le numérique dans l'industrie (Industry 4.0) et du rebond dans les prêts bancaires aux entreprises. Les critères d'octroi du crédit bancaire se sont assouplis et la demande de prêts pour financer des investissements dans le capital fixe augmente. Selon plusieurs enquêtes, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à envisager de nouveaux investissements en 2018. L'investissement

Italie

Les exportations et les importations augmentent rapidement



Les concours bancaires soutiennent l'investissement



1. Corrigé de l'effet de la titrisation.

2. Formation brute de capital fixe réelle.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Banque d'Italie.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730218>

Italie : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 622.6	0.8	1.0	1.6	1.4	1.1
Consommation privée	985.9	1.9	1.4	1.4	0.9	0.6
Consommation publique	313.3	-0.6	0.6	0.1	0.5	0.2
Formation brute de capital fixe	271.8	1.9	3.3	3.9	5.4	3.1
Demande intérieure finale	1 571.0	1.4	1.6	1.6	1.6	1.0
Variation des stocks ¹	5.3	0.0	-0.3	-0.2	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	1 576.2	1.4	1.3	1.3	1.3	1.0
Exportations de biens et services	475.0	4.2	2.6	6.0	5.4	4.3
Importations de biens et services	428.6	6.6	3.8	5.7	5.5	4.2
Exportations nettes ¹	46.4	-0.5	-0.3	0.3	0.1	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.9	0.8	0.6	1.3	1.6
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.1	-0.1	1.3	1.2	1.7
IPCH sous-jacent ²	—	0.7	0.5	0.8	0.9	1.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	11.9	11.7	11.2	11.0	10.8
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	3.2	3.1	2.4	1.7	1.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.6	-2.5	-2.3	-1.8	-0.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	159.1	157.5	154.6	153.0	150.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	131.6	132.0	131.7	130.0	127.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.5	2.6	2.8	2.2	2.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

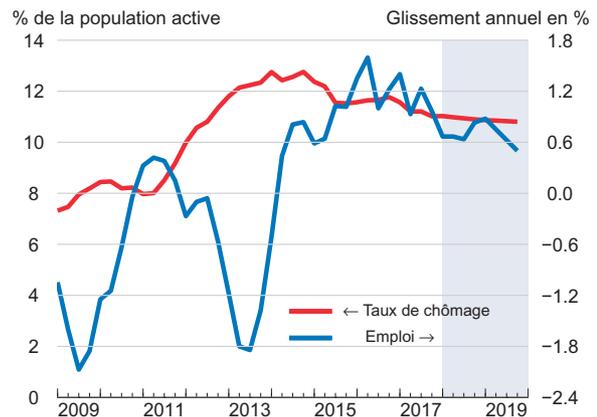
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731187>

Italie

L'inflation en hausse et la progression modérée des salaires freinent les gains de pouvoir d'achat des ménages



Le chômage recule progressivement mais la hausse de l'emploi a ralenti



1. Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730237>

résidentiel progresse lentement et la demande de prêts hypothécaires par les ménages augmente depuis quelque temps. Il est possible que les prix de l'immobilier aient enfin cessé de baisser et la construction repart. Cela étant, l'investissement public continue de stagner, entravé par des difficultés liées à l'application du nouveau code des marchés publics et par la limitation des dépenses.

La croissance mondiale conforte les exportations. La spécialisation croissante dans des secteurs moins exposés à la concurrence des producteurs à bas coûts et des progrès dans la qualité se traduisent par la conquête de nouvelles parts de marché, malgré des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre en hausse. Le taux de chômage baisse progressivement, mais la croissance de l'emploi a perdu de sa vigueur. De même, la qualité des emplois créés se dégrade, les contrats temporaires étant largement majoritaires dans les nouvelles embauches. Les salaires dans le secteur public augmenteront en 2018 pour la première fois depuis 10 ans, mais l'ampleur des ressources inutilisées sur le marché du travail freine la progression salariale dans le secteur privé, ce qui, allié à la hausse de l'inflation, bride la croissance du revenu disponible réel des ménages. Les indicateurs avancés de l'économie laissent penser que l'activité pourrait s'essouffler.

La correction des disparités sociales et régionales passe par l'adoption de mesures

Il est essentiel d'avancer dans les réformes structurelles et sociales, et de poursuivre une politique budgétaire prudente pour stimuler la croissance et remédier aux disparités sociales et régionales. À 58 %, soit un niveau proche de son plus haut historique, le taux d'emploi demeure l'un des plus faibles de l'OCDE. Dans les régions du sud, il est inférieur de plus de 20 points à celui des régions du nord, et la pauvreté y est considérablement plus répandue. Le chômage et la pauvreté frappent en particulier les femmes et les jeunes. La réorientation des dépenses publiques au profit de l'investissement dans les infrastructures, afin de mieux relier les régions du sud à celles du nord et au reste de l'Europe, et le renforcement de programmes ciblés de lutte contre la pauvreté permettraient de s'attaquer à de telles disparités tout en stimulant la croissance. Les mesures adoptées récemment pour favoriser la décentralisation du processus de négociation salariale laissent entrevoir un meilleur alignement des rémunérations sur la productivité et pourraient favoriser les embauches dans les régions marquées par une faible productivité et un fort chômage. Une diminution à titre permanent des cotisations de sécurité sociale donnerait un nouveau souffle à la création d'emplois. La réforme du régime de l'impôt sur le revenu des personnes physiques devrait avoir pour objet de lutter contre la fraude fiscale, de simplifier les dispositifs de dépenses fiscales et d'abaisser les taux d'imposition des salariés modestes, tout en préservant les recettes fiscales.

La stratégie retenue pour stabiliser le secteur bancaire, en associant recapitalisation et résolution des défaillances bancaires, s'est révélée payante. Le stock de créances douteuses et litigieuses (CDL) inscrites au bilan des banques a diminué d'environ 20 % par rapport à son point haut, à l'issue de cessions massives de ces titres sur le marché secondaire. Conjuguées à la phase d'expansion économique en cours, les réformes de la gouvernance bancaire améliorent la qualité des prêts. Le ratio des CDL nouvelles sur l'encours total des prêts s'est replié en deçà de ses niveaux d'avant la crise.

Le coût de l'intervention publique dans le secteur bancaire a été limité et a conduit à réviser le déficit budgétaire global pour 2017, de 1.9 % à 2.3 % du PIB. La dette publique rapportée au PIB demeure élevée mais elle a finalement amorcé un repli, malgré l'hypothèse de passifs éventuels, liés à l'intervention dans le secteur bancaire.

La politique budgétaire en 2018 sera faiblement expansionniste et le déficit sera ramené à 1.8 % du PIB. En 2019, la hausse des impôts indirects – représentant environ 0.7 % du PIB, se traduira par un resserrement de la politique budgétaire, et le déficit diminuera pour s'établir à 0.9 % du PIB. Ces projections sont fondées sur les mesures déjà adoptées, sans prendre en compte les politiques envisagées par le nouveau gouvernement.

La croissance devrait fléchir lentement

La croissance économique devrait fléchir compte tenu d'un ralentissement du rythme de l'investissement, qui demeurera toutefois robuste, tandis que le taux d'emploi et la progression salariale en demi-teinte freineront la croissance de la consommation privée. Les exportations devraient diminuer du fait d'un relâchement de la demande extérieure, tandis que le ralentissement de l'investissement et de la consommation privée tempéreront le développement des importations. L'incertitude politique pourrait avoir un impact sur la croissance économique. L'investissement pourrait se montrer plus résilient que prévu si les entreprises développaient encore leurs capacités et si l'investissement résidentiel rebondissait. Enfin, l'apaisement des tensions internationales dans la région méditerranéenne permettrait de relâcher les pressions suscitées par l'afflux massif de réfugiés sur la société, et de doper la confiance et les exportations en direction des partenaires de la région. L'orientation expansionniste de la politique budgétaire de l'Allemagne pourrait favoriser les exportations davantage que prévu.

JAPON

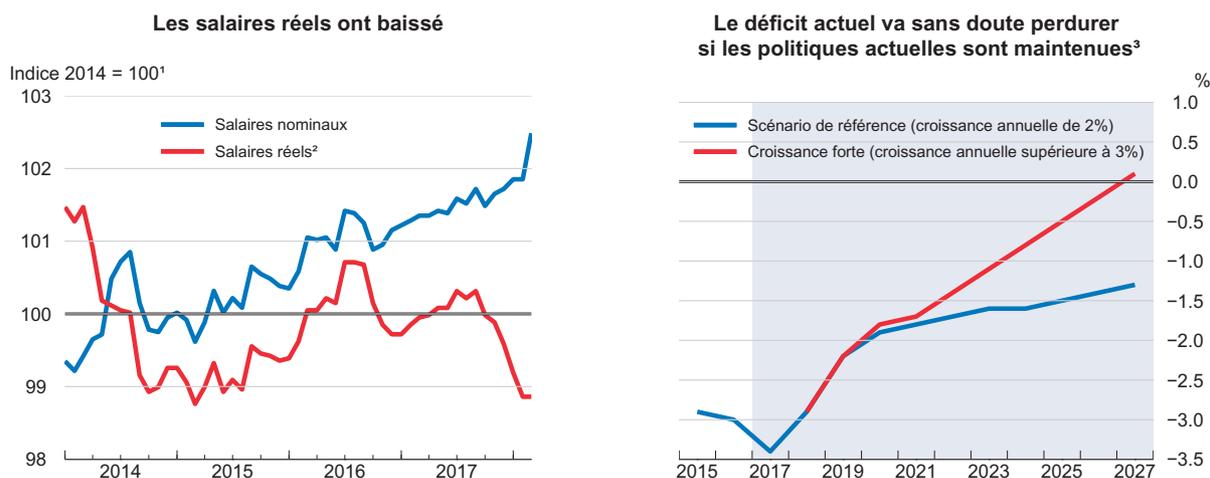
Selon les prévisions, la croissance économique devrait atteindre 1 ¼ pour cent en 2018 et 2019, soutenue par les exportations, l'investissement des entreprises et la consommation privée. Dans un contexte marqué en outre par la vigueur des échanges internationaux, les entreprises confrontées à des pénuries de main-d'œuvre augmenteront leurs investissements et leurs embauches. Les salaires devraient amorcer une lente remontée, mais le gain pour les ménages sera absorbé en partie par une hausse de l'inflation, qui devrait s'établir à 1 ½ pour cent en 2019. L'excédent de la balance courante devrait rester proche de 4 % du PIB jusqu'en 2019.

La dette publique en pourcentage du PIB atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré dans la zone OCDE, ce qui représente un risque sérieux. Pour garantir la viabilité des finances publiques, il est nécessaire d'engager un programme d'assainissement précis, prévoyant des mesures de maîtrise des dépenses dans un contexte de vieillissement démographique rapide, ainsi qu'un processus de relèvement progressif du taux de la taxe sur la consommation, commençant par l'augmentation prévue pour 2019. La Banque du Japon devrait poursuivre sa politique monétaire expansionniste jusqu'à ce que l'objectif de 2 % d'inflation soit atteint, ce qui semble une bonne chose. La poursuite de réformes structurelles, porteuses de gains en termes de productivité et d'emploi, est également une priorité pour assurer la viabilité des finances publiques et améliorer le bien-être.

La croissance a redressé la tête et creusé un peu plus les pénuries de main-d'œuvre

Le rebond des échanges internationaux depuis la mi-2016 a stimulé les exportations et l'investissement des entreprises. Cette embellie s'explique également par la montée en

Japon



1. Données corrigées des variations saisonnières (moyenne mobile sur trois mois), fondées sur les établissements comptant 30 salariés ou plus.
2. Déflatés par l'indice des prix à la consommation, à l'exclusion des loyers.
3. Prévisions gouvernementales en janvier 2018. On suppose que la hausse du taux de la taxe à la consommation de 8% à 10% est mise en œuvre comme prévu en 2019. Solde primaire des administrations centrale et locales, en pourcentage du PIB, calculs pour l'exercice budgétaire.

Source : Ministère de la Santé, du Travail et de la Protection sociale ; et Bureau du Cabinet.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730256>

Japon : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants trillions de YEN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2011)				
PIB aux prix du marché	513.9	1.4	1.0	1.7	1.2	1.2
Consommation privée	300.1	0.0	0.1	1.0	0.7	0.9
Consommation publique	103.6	1.5	1.3	0.2	0.5	0.7
Formation brute de capital fixe	123.1	1.7	1.1	2.5	1.2	0.6
Demande intérieure finale	526.8	0.7	0.6	1.2	0.8	0.8
Variation des stocks ¹	- 0.2	0.3	-0.2	-0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	526.5	1.0	0.4	1.1	0.9	0.8
Exportations de biens et services	90.1	2.9	1.7	6.7	5.0	4.5
Importations de biens et services	102.8	0.8	-1.6	3.4	3.3	2.3
Exportations nettes ¹	- 12.7	0.4	0.6	0.6	0.3	0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.1	0.3	-0.2	0.1	1.0
Indice des prix à la consommation ²	—	0.8	-0.1	0.5	1.2	1.5
IPC sous-jacent ³	—	1.0	0.4	-0.1	0.4	1.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.4	3.1	2.8	2.5	2.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	0.8	2.6	2.6	2.7	2.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.6	-3.4	-3.5	-3.0	-2.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	216.6	222.4	224.1	225.5	225.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.1	3.8	4.0	3.7	4.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

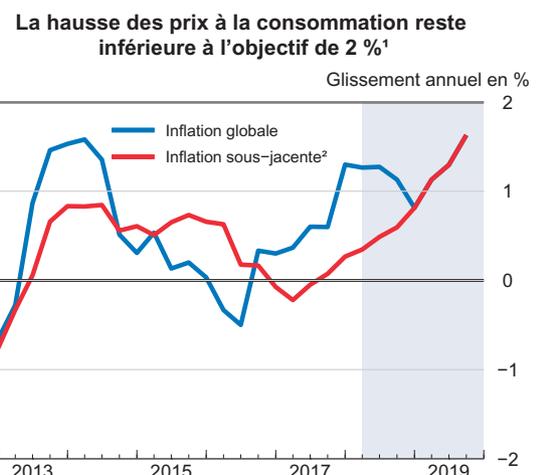
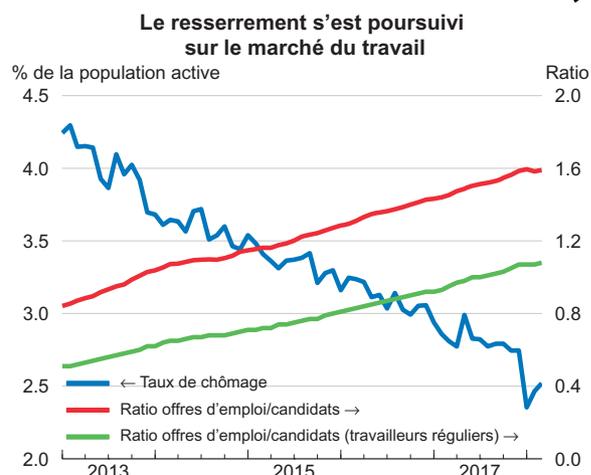
2. Calculés comme la somme des indices trimestriels corrigés des variations saisonnières pour chaque année.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731206>

Japon



1. Les données ne tiennent pas compte de l'effet du relèvement de la taxe sur la consommation intervenu en avril 2014, dont la Banque du Japon et le Bureau du Cabinet estiment qu'il a fait grimper l'inflation de 2 points de pourcentage au cours de l'exercice 2014. Il exclut également la hausse de la taxe sur la consommation programmée pour octobre 2019, qui majorerait l'inflation de 1.1 point de pourcentage au quatrième trimestre de 2019 selon une estimation de l'OCDE.
2. Mesure de l'OCDE, excluant les prix des produits alimentaires et de l'énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Ministère de la Santé, du Travail et de la Protection sociale.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730275>

flèche du nombre de visiteurs internationaux dans le pays, qui a quasiment triplé, passant de 10 millions en 2013 à 29 millions en 2017, et par les préparatifs de la Coupe mondiale de rugby de 2019 et des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2020, que le Japon s'apprête à accueillir. Enfin, plusieurs lois de finance rectificatives ont également permis de soutenir la croissance.

Face à la diminution de la population d'âge actif (15-64 ans) à un rythme annuel de 1.1 % depuis 2013, les pénuries de main-d'œuvre se font de plus en plus aiguës. Le taux de chômage a reflué à 2 ½ pour cent environ, tandis que le ratio entre offres et demandes d'emploi a atteint son plus haut niveau depuis 1974. Certaines entreprises réduisent leurs services et horaires d'ouverture pour pallier le manque de personnel. En dépit des tensions sur le marché du travail, les salaires ne progressent que mollement et ont amorcé un repli en termes réels au second semestre de 2017, l'inflation globale partant à la hausse sous l'effet de la montée des prix de l'alimentation et de l'énergie. La consommation privée a néanmoins rebondi et atteint son plus haut niveau depuis 2013. La contraction de la production au cours du premier trimestre de 2018 a été une correction temporaire, qui a été suivie d'une reprise de la croissance.

Les réformes structurelles et l'assainissement des finances publiques sont des priorités

Face à la diminution et au vieillissement de la population japonaise, il importe de continuer à lever les obstacles à l'activité des femmes, dont le taux d'emploi demeure inférieur de 16 points de pourcentage au taux d'emploi masculin. On observe également d'importantes disparités de qualité d'emploi entre hommes et femmes. Avec le dualisme du marché du travail au Japon, deux tiers environ des salariés non réguliers et relativement peu payés sont des femmes, ce qui alimente l'écart de rémunération entre hommes et femmes et place le Japon au troisième rang des pays de l'OCDE où cet écart est le plus marqué. L'augmentation du taux d'emploi des femmes nécessite d'améliorer l'équilibre vie professionnelle-vie privée et d'encourager l'adoption de systèmes d'emploi et de rémunération souples, reposant sur l'aptitude plutôt que sur l'ancienneté. Le nouveau plan d'action économique, lancé à la fin de 2017, y contribuera en augmentant la capacité des services de garde d'enfants et en mettant en place des structures d'accueil gratuites pour les enfants de trois à cinq ans. L'objectif est également de doubler le taux de croissance de la productivité pour le porter à 2 % d'ici 2020, grâce à une série de mesures parmi lesquelles des réformes de la gouvernance des entreprises, des aides financières à l'investissement des PME dans les TIC et des incitations fiscales à revaloriser les salaires et à investir. En outre, le dispositif vise à assouplir la réglementation pour faciliter la création d'entreprises innovantes.

La dette publique brute du Japon a atteint 224 % du PIB. Compte tenu d'un déficit primaire (de l'administration centrale et des collectivités locales) de plus de 3 % du PIB en 2017, l'objectif officiel d'un excédent primaire d'ici l'exercice 2020 est hors d'atteinte. L'incapacité à atteindre cet objectif s'explique par une croissance de la production inférieure aux prévisions, par le report en 2019 du second relèvement de la taxe sur la consommation (de 8 % à 10 %), initialement programmé pour 2015, et par la décision d'affecter la moitié des recettes dégagées par cette majoration à des dépenses supplémentaires. Le gouvernement va annoncer une nouvelle stratégie budgétaire vers la mi-2018, qui indiquera la date visée pour un excédent primaire. Ce nouveau programme devrait aller plus loin en présentant des mesures précises et concrètes d'assainissement

budgétaire pour réduire le ratio de la dette et susciter la confiance dans la viabilité des finances publiques japonaises. Les mesures visant une augmentation des recettes devraient s'appuyer au premier chef sur une fiscalité ayant moins d'effets de distorsion, notamment sur la taxe sur la consommation et les taxes environnementales. Le relèvement de la taxe sur la consommation attendu pour 2019 devrait être suivi de nouvelles augmentations progressives pour rapprocher son taux de la moyenne de l'OCDE, de 19 %. S'agissant des dépenses, l'essentiel est de contenir les dépenses sociales, qui augmentent du fait du vieillissement démographique. Enfin, le nouveau plan budgétaire devrait inclure également les administrations locales.

L'impact du niveau élevé de la dette publique a pu être atténué, jusqu'à présent, par la faiblesse des taux d'intérêt résultant des achats massifs d'obligations d'État par la Banque du Japon, désormais détentrice de 43 % de leur encours total. La banque centrale maintient le taux de rendement des obligations d'État à dix ans proche de zéro. En vertu de son « engagement de dépassement de l'objectif d'inflation », la Banque du Japon continuera d'accroître la base monétaire jusqu'à ce que la hausse de l'inflation, mesurée par l'IPC (hors produits alimentaires frais), s'établisse de manière stable au-dessus de l'objectif de 2 %. Les prévisions sont bâties sur l'hypothèse d'un maintien de cette orientation accommodante de la politique monétaire jusqu'à ce que l'objectif d'inflation ait été atteint durablement, ce qui est une condition importante pour sortir définitivement de la déflation.

La phase d'expansion devrait se poursuivre

La croissance devrait se maintenir au-delà de 1 % jusqu'en 2019. Une croissance soutenue au-delà du taux potentiel estimé pour le Japon devrait permettre une hausse graduelle de l'inflation à près de 1 ½ pour cent (hors impact du relèvement de la taxe sur la consommation). Le nouveau plan d'action économique pourrait aboutir à une croissance encore plus rapide, même si tous ses avantages pourraient être plus lents à se matérialiser. La croissance dépendra également de l'évolution des salaires. Or, les accords salariaux conclus cette année risquent de ne pas déboucher sur des gains suffisants, en termes réels, pour soutenir une croissance vigoureuse de la consommation privée. Le protectionnisme commercial constitue un autre risque, même s'il convient de saluer l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTP-11), signé récemment. Enfin, le niveau sans précédent de la dette publique du Japon est un risque majeur. Toute érosion de la confiance dans la viabilité des finances publiques du pays pourrait déstabiliser le secteur financier et l'économie réelle, avec des retombées négatives de grande ampleur sur l'économie mondiale.

LETTONIE

Après avoir été exceptionnellement forte en 2017, la croissance économique va se modérer quelque peu en 2018, pour s'établir aux alentours de 4 %, l'investissement ralentissant du fait de la diminution du rythme des versements de fonds de l'UE. L'émigration et la faible mobilité interne de la main-d'œuvre entraînent des pénuries de main-d'œuvre qualifiée et des problèmes d'inadéquation de compétences, contribuant à une forte progression des salaires et à une accentuation des tensions inflationnistes. La vigueur de la demande intérieure se traduira par la persistance d'une croissance rapide des importations.

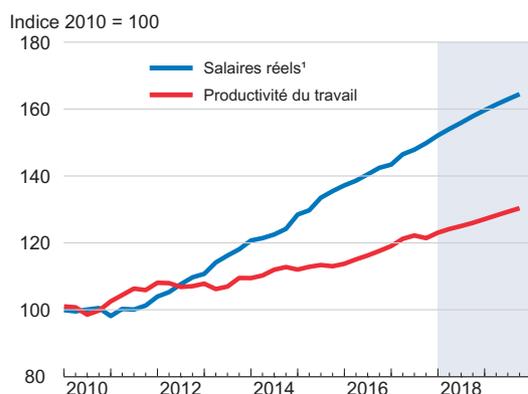
La politique budgétaire restera expansionniste suite aux réformes fiscales et aux augmentations bienvenues des dépenses de soins de santé. Un redéploiement des dépenses, axé sur l'augmentation du revenu minimum garanti, l'amélioration de l'accès aux soins, l'octroi d'une aide financière plus généreuse aux étudiants pauvres et le financement de mesures destinées à améliorer l'accès à un logement financièrement abordable dans les régions connaissant une forte progression de l'emploi, permettrait de faire reculer la pauvreté et de renforcer la croissance de la productivité.

La forte croissance économique est tirée par l'investissement et les exportations

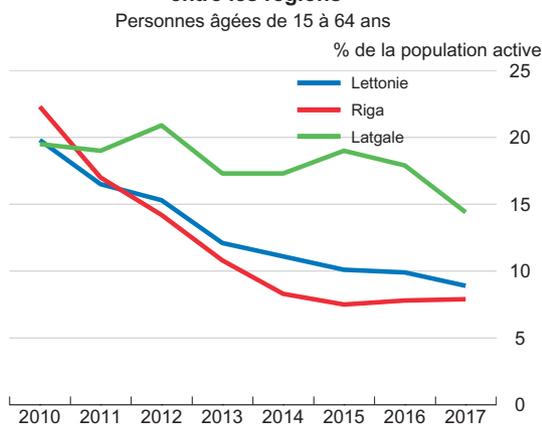
La croissance s'est nettement accélérée en 2017 du fait des versements de fonds de l'UE et d'une reprise de l'investissement des entreprises. Le redressement économique de la zone euro et de la Russie a également stimulé les exportations et l'investissement. Le solde des paiements courants est devenu déficitaire sous l'effet de la forte demande interne de biens d'équipement importés. Le chômage a reculé, mais reste très élevé dans certaines régions en raison de la faible mobilité interne de la main-d'œuvre, ce qui contribue à l'ampleur de la pauvreté. Les tensions inflationnistes s'accroissent, car la progression des salaires reste rapide, en raison de l'émigration et des pénuries de

Lettonie

La progression des salaires est supérieure à celle de la productivité



Les disparités du chômage sont importantes entre les régions



1. Les salaires réels correspondent à la rémunération réelle moyenne par salarié (corrigée de l'indice des prix à la consommation harmonisé).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Bureau central des statistiques de Lettonie.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730313>

Lettonie : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	23.6	3.0	2.2	4.5	4.1	3.6
Consommation privée	14.5	2.5	3.3	5.1	5.1	4.2
Consommation publique	4.1	1.9	2.7	4.1	3.4	2.8
Formation brute de capital fixe	5.3	-0.5	-15.0	16.0	10.6	7.5
Demande intérieure finale	23.9	1.7	-0.8	6.9	5.9	4.6
Variation des stocks ¹	0.0	0.7	3.2	0.5	-0.6	0.0
Demande intérieure totale	24.0	2.4	2.5	7.4	5.2	4.6
Exportations de biens et services	14.3	3.0	4.1	4.8	4.7	3.6
Importations de biens et services	14.7	2.1	4.5	9.5	6.5	5.3
Exportations nettes ¹	-0.3	0.5	-0.3	-2.7	-1.1	-1.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.0	0.3	3.1	2.9	2.6
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.2	0.1	2.9	2.6	2.6
IPCH sous-jacent ²	—	1.5	1.2	1.7	2.1	2.6
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.9	9.6	8.7	7.9	7.7
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-9.9	-7.6	-7.2	-5.6	-4.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.4	0.1	-0.5	-0.9	-0.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	46.6	50.5	48.4	48.1	47.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	36.8	40.5	40.1	39.8	39.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.5	1.4	-0.8	-0.9	-1.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731244>

compétences. Le marché des capitaux demeure solide, malgré la liquidation d'une grande banque et le processus en cours de réduction des dépôts étrangers.

Un redéploiement des dépenses axé sur la lutte contre la pauvreté, les soins de santé, l'éducation et le logement favoriserait une croissance inclusive

La politique budgétaire est expansionniste. L'augmentation des dépenses de santé, l'amélioration de l'adéquation du niveau des retraites et la hausse progressive du seuil de non-imposition des revenus sont des mesures judicieuses pour réduire les grandes inégalités dans les domaines de la santé et des revenus. Une loi de 2017 a instauré un barème progressif pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques et exonéré d'impôt les bénéficiaires non distribués des entreprises. Néanmoins, une augmentation du revenu minimum garanti est également nécessaire pour améliorer le bien-être des ménages les plus démunis. L'allègement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés sera compensé en partie par une augmentation des cotisations de sécurité sociale et des droits d'accise, ainsi que par de nouvelles mesures visant à améliorer la collecte des impôts. Globalement, le gouvernement estime que ce train de réformes fiscales réduira les recettes budgétaires de 0.6 point de PIB, une fois qu'il aura été intégralement mis en œuvre en 2020.

Augmenter l'offre de logements abordables dans les zones caractérisées par une progression rapide de l'emploi améliorerait la mobilité de la main-d'œuvre, favoriserait une meilleure adéquation entre les compétences des travailleurs et leur emploi, et aiderait les chômeurs ou les personnes ayant de faibles revenus à trouver des emplois mieux rémunérés. L'octroi de bourses plus généreuses aux étudiants issus de familles défavorisées qui suivent une formation professionnelle ou un cursus universitaire réduirait aussi les pénuries de compétences et favoriserait l'inclusion. La Lettonie a sensiblement amélioré son système d'enseignement et de formation professionnels. Le gouvernement devrait garantir un apport de fonds régulier pour continuer d'améliorer la qualité de l'enseignement professionnel, par exemple en réformant les programmes. Promouvoir la coopération en matière d'innovation entre les entreprises et les établissements de recherche permettrait à la Lettonie de diversifier ses exportations vers des biens et des services à forte intensité technologique et renforcerait la productivité.

La croissance économique va se modérer

La croissance va se modérer autour de 4 %, compte tenu du ralentissement attendu du rythme exceptionnellement élevé des versements de fonds de l'UE. L'inflation s'accélénera sous l'effet de la résorption de l'écart de production et de la progression toujours rapide des salaires. L'aggravation des risques géopolitiques liés à la Russie ou une croissance plus faible que prévu dans la zone euro pourraient freiner les exportations et l'investissement. D'autre part, les réformes récentes qui ont amélioré la qualité de l'enseignement professionnel et supérieur, la collecte des impôts et la transparence du régime d'insolvabilité pourraient stimuler l'investissement et renforcer la productivité davantage qu'on ne s'y attend en atténuant les pénuries de compétences, en réduisant l'économie informelle et en dynamisant les entreprises.

LITUANIE

La croissance devrait ralentir, tout en conservant un rythme soutenu, légèrement supérieur à 3 %, en 2018-19. La vigueur de l'investissement, liée à l'augmentation des versements de fonds de l'UE et des dépenses des entreprises, soutiendra l'activité, atténuant l'effet des pénuries de compétences et de la diminution de la population active. Les tensions sous-jacentes sur les prix devraient perdurer du fait du dynamisme de la demande et de la hausse des salaires, l'économie fonctionnant au-dessus de sa capacité de production.

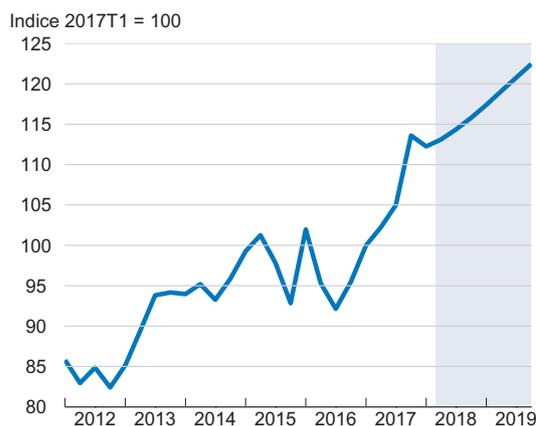
Au cours de la période de prévisions, la politique budgétaire devrait conserver une orientation globalement neutre, ce qui est approprié. Les mesures budgétaires destinées à stimuler la productivité et à réduire les fortes inégalités et la pauvreté, y compris les hausses de prestations sociales et les incitations fiscales en faveur de l'innovation, sont bienvenues. Pour rendre la croissance plus inclusive, il faut également réduire l'économie informelle et renforcer l'adéquation du système éducatif avec le marché du travail, afin qu'il fournisse aux individus les compétences recherchées. Des mécanismes d'activation et de développement des compétences efficaces, s'inscrivant dans le cadre de programmes de formation tout au long de la vie, permettraient aux personnes qui cherchent du travail de trouver de nouveaux emplois de qualité.

La croissance a une large assise

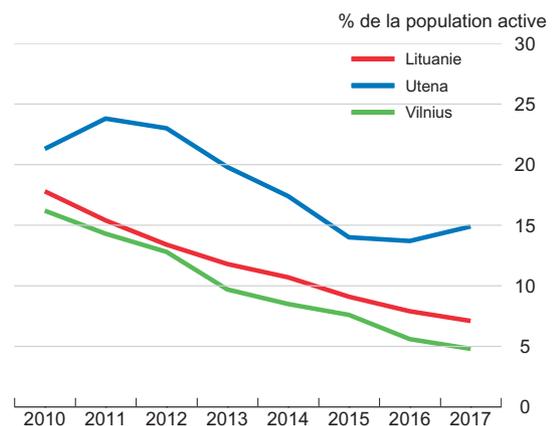
Le rythme de l'expansion économique est soutenu. L'investissement s'est renforcé sous l'effet d'une absorption plus rapide des fonds de l'UE et du niveau élevé d'utilisation des capacités. La consommation privée a continué à être soutenue par la hausse rapide des salaires et l'expansion du crédit, les revenus des ménages bénéficiant en outre des augmentations récentes de prestations sociales. En revanche, la croissance des exportations a fléchi, en partie à cause du tarissement de la forte demande d'exportations alimentée par la reconstitution des stocks en Russie. Ces dernières années, les salaires

Lituanie

L'investissement¹ devrait rester vigoureux



Les disparités régionales du chômage sont importantes



1. Formation de capital fixe non résidentielle et formation de capital fixe des administrations publiques, en volume.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Office statistique de Lituanie.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730332>

Lituanie : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	36.6	2.0	2.3	3.8	3.3	2.9
Consommation privée	22.8	4.0	4.9	3.9	3.8	3.6
Consommation publique	6.1	0.2	1.3	1.2	1.1	1.0
Formation brute de capital fixe	6.9	4.8	-0.5	7.3	7.6	5.2
Demande intérieure finale	35.8	3.5	3.3	4.0	4.1	3.5
Variation des stocks ¹	0.1	3.8	-0.8	-0.7	-0.5	0.0
Demande intérieure totale	35.8	7.2	2.3	3.4	3.7	3.6
Exportations de biens et services	29.7	-0.4	3.5	13.2	7.2	4.1
Importations de biens et services	28.9	6.2	3.5	12.8	7.8	4.9
Exportations nettes ¹	0.8	-5.2	-0.1	0.5	-0.3	-0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.3	1.0	4.3	3.1	2.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	-0.7	0.7	3.7	2.8	2.6
IPCH sous-jacent ²	—	1.9	1.7	2.6	2.0	2.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.1	7.9	7.1	6.6	6.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-3.9	-4.3	-4.2	-4.0	-3.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.2	0.3	0.5	0.5	0.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	53.8	51.8	48.0	43.1	41.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	42.6	40.1	39.7	34.8	33.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.9	-1.2	0.4	-0.3	-0.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731263>

réels ont augmenté plus vite que la productivité, ce qui, jusqu'à présent, n'a pas pesé sur la compétitivité et les résultats à l'exportation. L'inflation s'est ralentie, l'effet des relèvements de certains droits d'accise intervenus l'année dernière se dissipant progressivement ; toutefois, la hausse des prix des services reste forte du fait de la vive progression des salaires et de la demande intérieure.

De nouvelles réformes sont nécessaires pour rendre la croissance plus forte et plus inclusive

Les taux d'intérêt sont bas, la politique monétaire de la zone euro restant accommodante, et le crédit au secteur privé augmente, ce qui alimente l'activité sur le marché du logement et fait monter les prix. L'endettement du secteur privé et les prix de l'immobilier d'habitation restent modérés par rapport aux points culminants atteints par le passé, les risques pesant sur la stabilité financière semblent contenus. Néanmoins, si des signes de surchauffe apparaissent, les autorités devront recourir à des mesures macroprudentielles.

L'objectif du budget de 2018 est de réduire la pauvreté et les inégalités en augmentant les prestations sociales et en relevant encore le seuil de non-imposition des revenus. Il comprend également des incitations fiscales à l'entrepreneuriat et à l'innovation.

L'orientation de la politique budgétaire être globalement neutre en 2018-19, ce qui est approprié, malgré la vigueur de l'activité, car des mesures budgétaires structurelles s'imposent pour satisfaire les besoins sociaux et rehausser la productivité.

La promotion d'une croissance inclusive nécessite d'autres réformes, destinées à réduire les problèmes considérables d'inadéquation des compétences – en faisant en sorte que le système éducatif soit plus en phase avec le marché du travail – et à améliorer l'employabilité des travailleurs faiblement rémunérés – en diminuant les cotisations de sécurité sociale et en améliorant l'efficacité des programmes d'activation et de formation tout au long de la vie. La réduction de l'économie informelle est essentielle pour le bien-être et l'inclusion. Il faut également que les autorités axent les réformes sur la promotion du dynamisme des entreprises en élargissant les possibilités de financement et en simplifiant les procédures de faillite. Un système d'innovation mieux coordonné et une plus grande collaboration entre les entreprises et les établissements de recherche produiraient de meilleurs résultats en matière d'innovation.

La croissance restera vigoureuse

Grâce à des conditions financières accommodantes et à la vigueur de l'investissement, l'activité restera dynamique en 2018-19. Les entreprises devraient augmenter leurs investissements dans les technologies de pointe pour compenser l'effet du recul de la population active. La montée en puissance des projets financés par l'UE et la vigueur des exportations stimuleront également l'investissement. Le resserrement du marché du travail continuera à soutenir la consommation privée, mais les contraintes affectant l'offre de main-d'œuvre pèseront sur la croissance. Le recul du taux de chômage devrait se poursuivre au cours de la période de prévisions, tandis que l'inflation sous-jacente continuera à s'accélérer compte tenu de la persistance de tensions sur les salaires et la demande. Une croissance plus faible que prévu dans la zone euro pourrait se traduire par une divergence à la baisse par rapport à ces perspectives, tandis que la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») pourrait entraîner une diminution des envois de fonds des travailleurs émigrés. La diminution de l'offre de main-d'œuvre pourrait freiner davantage qu'on ne l'anticipe la progression de l'emploi, et les coûts salariaux unitaires pourraient augmenter plus rapidement, ce qui serait préjudiciable à la compétitivité. À l'inverse, des réformes structurelles dans des domaines essentiels, comme le marché du travail et l'éducation, pourraient renforcer la productivité et la croissance.

LUXEMBOURG

La croissance devrait rester robuste, la demande intérieure, notamment la consommation privée, étant stimulée par la fermeté des salaires et des exportations de services financiers et d'autres services aux entreprises. L'orientation accommodante de la politique monétaire dans la zone euro favorisera l'accès au crédit et la valorisation des actifs financiers. Bien que bénéficiant en partie aux travailleurs frontaliers, le dynamisme continu des créations d'emplois devrait faire baisser encore le chômage pour l'établir à 5 ½ pour cent.

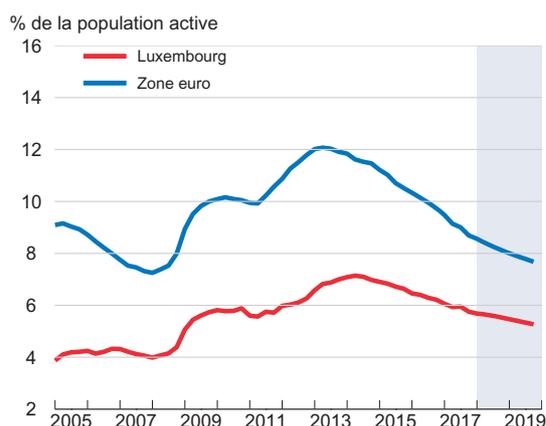
La marge budgétaire est utilisée pour des incitations fiscales venant à point pour rehausser le taux d'activité. En outre, une majoration des taxes sur les carburants pourrait être mise à profit pour aller plus loin dans la promotion de la croissance verte. Le secteur financier demeure le principal moteur de la croissance : aussi faut-il se féliciter des initiatives visant à diversifier l'économie en donnant la priorité aux technologies numériques et aux énergies renouvelables. Cette politique publique de diversification doit s'accompagner de mesures facilitant le redéploiement de la main-d'œuvre, parmi lesquelles des mesures destinées à accroître l'offre de logements.

La bonne tenue de la demande intérieure tire la croissance

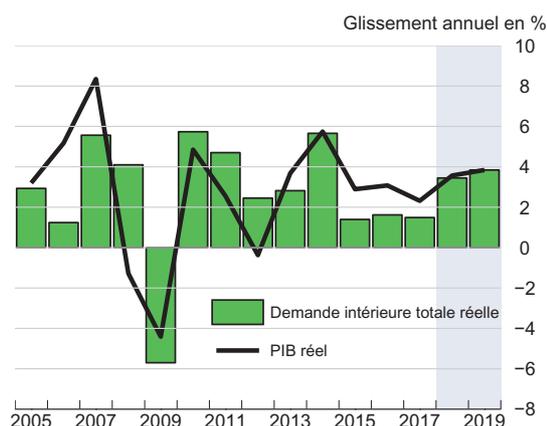
La croissance économique reste solide grâce à la bonne tenue de la consommation des ménages. Le secteur financier enregistre des résultats mitigés, la dégradation des performances des banques étant compensée par la vigueur des fonds d'investissement, qui bénéficient d'une politique monétaire accommodante favorisant l'afflux de capitaux via le rééquilibrage des portefeuilles, la recherche de rendement et les effets positifs sur la valorisation. En conséquence, les actifs gérés par des fonds d'investissement continuent de croître. Le taux de chômage poursuit son repli grâce au dynamisme des créations d'emplois. Cela étant, la persistance d'un taux élevé d'emplois vacants suscite des inquiétudes quant aux tensions qui pèsent sur l'offre de main-d'œuvre qualifiée. La position extérieure demeure solide, les échanges de services financiers compensant le

Luxembourg

Le taux de chômage diminue



La vigueur de la demande intérieure dopera la croissance



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730351>

Luxembourg : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	50.0	2.9	3.1	2.3	3.6	3.8
Consommation privée	15.2	3.3	2.4	2.6	3.9	3.6
Consommation publique	8.3	2.6	2.0	1.8	2.6	3.1
Formation brute de capital fixe	9.5	-8.0	0.5	2.0	-3.6	5.3
Demande intérieure finale	33.1	-0.2	1.8	2.3	1.6	3.9
Variation des stocks ¹	-0.2	1.0	-0.1	-0.5	1.2	0.0
Demande intérieure totale	32.9	1.4	1.6	1.5	3.4	3.8
Exportations de biens et services	104.0	6.6	2.1	4.6	4.8	4.6
Importations de biens et services	87.0	7.1	2.1	3.9	4.7	4.7
Exportations nettes ¹	17.1	1.4	0.8	2.7	1.9	1.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.3	-1.3	2.1	1.6	1.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	0.1	0.0	2.1	1.8	1.9
IPCH sous-jacent ²	–	1.7	1.0	1.4	0.9	1.8
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.8	6.3	5.9	5.6	5.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	14.6	14.9	14.3	13.6	13.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	1.4	1.6	1.5	0.5	0.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	28.8	27.4	29.0	31.1	33.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	22.0	20.8	23.0	25.0	27.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	5.1	5.1	5.0	5.1	4.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731282>

déficit des échanges de biens et de services non financiers. Le solde budgétaire des administrations publiques est excédentaire, la dette publique brute est modeste (20.8 % du PIB), et la position financière nette des administrations publiques est créditrice, ce qui s'explique par les actifs détenus par l'administration de la sécurité sociale.

Des réformes structurelles s'imposent pour renforcer la croissance verte et améliorer l'offre de logements

La réforme fiscale en cours permettra d'abaisser le taux d'imposition marginal du second apporteur de revenu en permettant aux couples, mariés ou non, d'opter pour l'imposition séparée de leurs revenus, et pourrait même rendre la fiscalité plus neutre du point de vue de l'égalité femmes-hommes. Soumis par défaut à l'imposition séparée, les couples de non-résidents pourraient toutefois bénéficier d'une imposition commune à condition de remplir certains critères de revenus. Par ailleurs, le barème d'imposition des sociétés sera à nouveau revu à la baisse en 2018. Il convient de se féliciter de ces réformes fiscales qui devraient favoriser la consommation privée et, à un degré moindre, l'investissement des entreprises, au prix d'une diminution, raisonnable, de l'excédent budgétaire des administrations publiques. S'agissant toutefois de promouvoir la croissance verte, les modifications récentes du traitement fiscal des avantages en nature

accordés aux entreprises pour les inciter à investir dans des flottes de véhicules peu polluants et hybrides devraient être complétées par une majoration des taxes et des droits d'accise sur les carburants.

Les prix des logements augmentent fortement. Si du côté de la demande, le principal facteur de croissance est l'immigration nette, l'offre est quant à elle bridée par l'insuffisance du foncier disponible pour la construction, se traduisant par un sous-investissement chronique. Les mesures, insuffisantes, incitant les propriétaires et les promoteurs à utiliser le foncier disponible pour construire des logements, devraient être renforcées en limitant la durée de validité des permis de construire et en majorant l'imposition des terrains constructibles non utilisés.

La croissance devrait rester robuste

Selon les prévisions, la croissance devrait se hisser à 4 % d'ici 2019, soit bien au-delà de la moyenne de la zone euro. La consommation privée bénéficiera des nouvelles baisses d'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'affermissement de la croissance des salaires, tandis que l'investissement privé profitera de la baisse de l'impôt sur les sociétés. Un nouveau cycle d'indexation des salaires, qui pourrait avoir lieu vers la fin de 2018, entraînerait une hausse à la fois de l'inflation et des revenus disponibles. L'activité sera également portée par la persistance de conditions monétaires accommodantes dans la zone euro, qui contribuent au dynamisme des exportations du secteur financier. Le principal risque d'écart à la baisse par rapport aux prévisions tient à une remontée plus précoce et plus forte de l'inflation dans la zone euro, qui pourrait conduire à mettre fin, plus tôt que prévu, aux conditions monétaires accommodantes en vigueur. En revanche, le secteur financier du Luxembourg, à la réputation établie de longue date, pourrait exercer un pouvoir d'attraction encore plus fort après le Brexit, en particulier si le pays conserve son attractivité aux yeux de la main-d'œuvre internationale.

MEXIQUE

La croissance devrait s'accélérer, étayée par la consommation privée et les exportations. L'incertitude continuera de freiner l'investissement privé, mais des activités de reconstruction consécutives au tremblement de terre devraient avoir lieu en 2018. Cela étant, l'investissement privé pourrait connaître une accélération en cas d'issue favorable des négociations sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). L'investissement public demeurera faible. Le chômage devrait rester à des niveaux historiquement bas. La forte inflation continuera de diminuer pour se rapprocher de l'objectif fixé par la banque centrale.

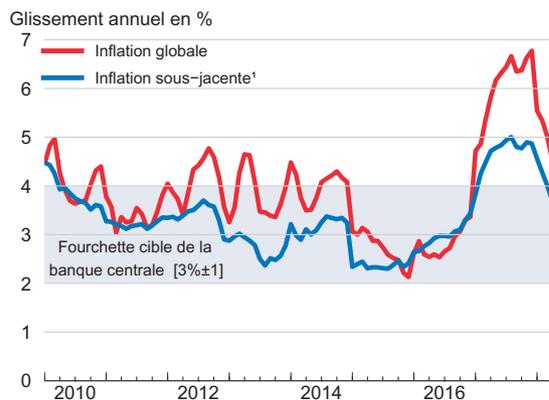
Les effets des réformes structurelles sont déjà visibles, mais des problèmes subsistent, notamment concernant l'ampleur des violences et de la corruption, de la pauvreté, des inégalités et de l'économie informelle, et la lenteur de la croissance de la productivité. Pour récolter pleinement les fruits de ces réformes, il faudra réussir à les appliquer dans tout le pays, puis les compléter par une nouvelle vague de réformes destinées à renforcer l'état de droit et à améliorer la qualité des institutions.

La consommation privée et les exportations manufacturières tirent la croissance

La croissance a fait preuve de résilience malgré les divers chocs particuliers qui ont frappé l'économie mexicaine. La consommation privée a soutenu la croissance, même si l'inflation a réduit les salaires réels. Le revenu des ménages a bénéficié des envois de fonds importants des travailleurs émigrés, de la régularisation d'emplois informels et de l'expansion du crédit. Le raffermissement de la demande externe et la dépréciation de la monnaie mexicaine ont débouché sur une accélération des exportations du secteur manufacturier et un solde commercial excédentaire hors pétrole. L'investissement a continué d'être freiné par l'incertitude considérable qui entoure l'issue des négociations en cours sur l'ALENA et par les mesures d'assainissement budgétaire du gouvernement.

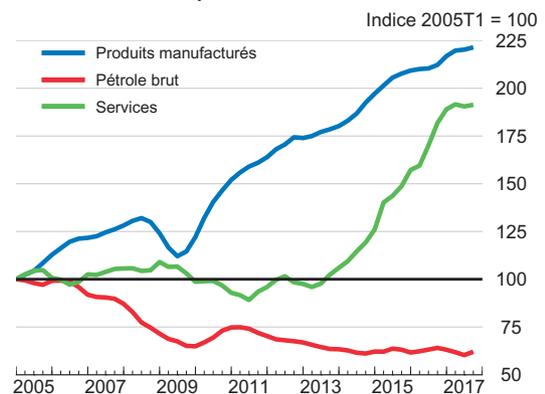
Mexique

Les tensions inflationnistes s'allègent



Les exportations de produits manufacturés et de services sont vigoureuses

Prix de 2013, moyenne mobile sur 4 trimestres



1. Indice de prix à la consommation à l'exclusion des produits volatils : agriculture, énergie et tarifications approuvées par les différents niveaux gouvernementaux.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°103 ; et Thomson Reuters

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730370>

Mexique : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de MXN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2013)				
PIB aux prix du marché	17 476.2	3.3	2.7	2.3	2.5	2.8
Consommation privée	11 514.4	3.3	3.4	3.3	2.3	2.7
Consommation publique	2 132.3	1.9	2.4	0.1	0.6	0.4
Formation brute de capital fixe	3 669.8	5.1	1.1	-1.5	0.7	2.6
Demande intérieure finale	17 316.5	3.5	2.8	1.8	1.7	2.4
Variation des stocks ¹	371.3	-0.1	0.1	0.0	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	17 687.8	3.4	2.8	1.7	1.6	2.3
Exportations de biens et services	5 570.3	8.5	3.5	3.9	4.4	5.0
Importations de biens et services	5 781.9	5.9	2.4	7.0	3.5	3.6
Exportations nettes ¹	- 211.6	0.7	0.3	-1.3	0.3	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.7	5.4	6.1	4.7	4.4
Indice des prix à la consommation	—	2.7	2.8	6.0	4.4	3.4
IPC sous-jacent ²	—	2.4	3.0	4.7	3.9	3.4
Taux de chômage ³ (% de la population active)	—	4.3	3.9	3.4	3.5	3.5
Besoin de financement du secteur public ⁴	—	-1.6	-0.5	-1.1	-2.5	-2.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.5	-2.1	-1.6	-1.9	-2.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice de prix à la consommation à l'exclusion des produits volatils : agriculture, énergie et tarifications approuvées par les différents niveaux gouvernementaux.

3. Données établies sur la base de l'enquête nationale sur l'emploi.

4. Administration centrale et entreprises publiques. En 2016 et 2017, le besoin de financement du secteur public inclut l'excédent brut d'exploitation de la banque centrale.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731301>

La forte inflation a diminué tandis que les effets des chocs intérieurs temporaires commençaient à se dissiper. Le marché du travail reste vigoureux, la dynamique de régularisation des emplois informels se poursuivant et le taux de chômage se situant à un niveau historiquement bas. Toutefois, on note l'absence de tensions salariales.

L'accélération de la croissance à moyen terme passe par une mise en œuvre effective des réformes

Le gouvernement a lancé un plan d'assainissement budgétaire qui a permis de dégager un excédent primaire pour la première fois depuis 2008 et de faire reculer le ratio dette publique/PIB. Cet assainissement des finances publiques devrait se poursuivre, quoique à un rythme plus modéré, autorisant une légère reprise de l'investissement public. Tout en répondant aux besoins en investissements publics et en dépenses sociales, la discipline budgétaire devrait permettre de diminuer encore le ratio dette publique/PIB. Il est possible d'augmenter les recettes fiscales en réduisant les exonérations d'impôt, notamment en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et d'imposition des revenus. On pourrait aussi y parvenir en améliorant le recouvrement de l'impôt, en revoyant à la hausse l'imposition de la propriété immobilière et les écotaxes, et en instaurant un impôt sur les successions. Un accroissement des recettes fiscales tirées de ces différentes sources pourrait également permettre d'abaisser le taux d'imposition des bénéficiaires des sociétés,

l'un des plus élevés de la zone OCDE, ce qui rendrait la structure fiscale plus favorable à la croissance. Coordonner le recouvrement des impôts sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale permettrait de réduire la fraude fiscale.

La forte incertitude retarde les investissements privés et empêche les effets des récentes réformes structurelles de se concrétiser pleinement. Étant donné la trajectoire d'inflation actuelle et à moins de nouveaux chocs, la banque centrale devrait, tout en restant vigilante à l'égard de l'inflation, de ses déterminants et des anticipations, disposer de marges de manœuvre pour réduire son taux directeur, élevé, et contribuer ainsi à des conditions de crédit et d'investissement plus favorables.

Certaines réformes structurelles récentes, comme celles du secteur des télécommunications, contribuent déjà à la croissance, mais il est crucial d'accélérer leur mise en œuvre à l'échelle du pays dans des domaines fondamentaux, tels que le système judiciaire, pour en récolter pleinement les fruits. Accroître la présence des femmes sur le marché du travail, faciliter l'accès à un enseignement de qualité, faire reculer l'économie informelle et réduire la pauvreté sont des conditions essentielles à satisfaire pour renforcer l'emploi, la croissance de la productivité et le bien-être.

La croissance devrait se redresser

La croissance devrait se redresser grâce à la résilience persistante de la consommation et à un environnement extérieur favorable, mais l'économie reste très exposée à des chocs externes. Une fois que l'incertitude relative à l'issue des négociations sur l'ALENA sera dissipée, l'investissement contribuera aussi à la croissance. Toutefois, des turbulences sur les marchés de capitaux liées aux anticipations sur les changements de politique monétaire aux États-Unis ou un environnement économique incertain, notamment l'éventualité d'un retard dans la conclusion des négociations sur l'ALENA, pourraient entraîner, une volatilité du taux de change, un durcissement des conditions financières et des sorties de capitaux. À l'inverse, de nouvelles réformes visant à renforcer l'état de droit et la qualité des institutions stimuleraient l'investissement des entreprises, réduiraient une économie informelle omniprésente et placeraient l'économie mexicaine sur une trajectoire de croissance plus forte.

NORVÈGE

La croissance de la production continentale restera vigoureuse au premier semestre de 2018, stimulée par la hausse du cours mondial du pétrole, tout en étant freinée par un ralentissement de la construction de logements. Le rythme de l'expansion économique deviendra ensuite plus modéré. Le taux de chômage continuera à diminuer, sur fond d'accélération de la hausse des prix et des salaires.

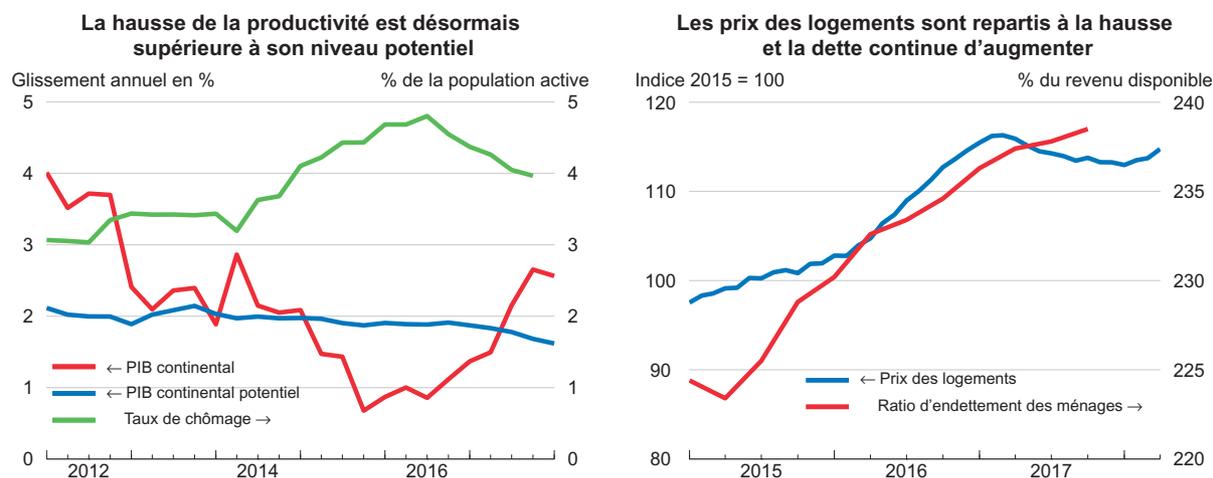
L'application de la règle budgétaire ajustée implique que la politique budgétaire passera d'une orientation expansionniste à une orientation neutre, ce qui est approprié au regard de la situation conjoncturelle de l'économie. Cette évolution renforcera la crédibilité de l'action publique. La banque centrale a indiqué qu'elle allait relever le taux directeur à l'automne prochain, ce qui est judicieux. Les réformes structurelles devraient rester axées sur l'amélioration de l'environnement des entreprises, notamment par le biais d'un allègement de la fiscalité financé par une amélioration de l'efficacité des dépenses publiques.

La raffermissement de l'activité se poursuit, sauf dans le secteur du logement

La croissance de la production continentale (c'est-à-dire abstraction faite de la production de pétrole et de gaz) continue de s'accélérer. L'orientation expansionniste des politiques monétaire et budgétaire ainsi que la dépréciation de la monnaie norvégienne ont soutenu la demande. En outre, le redressement du cours du pétrole a stimulé les activités connexes. La croissance de l'emploi s'accélère et le taux de chômage continue à fléchir. L'inflation mesurée par les prix à la consommation demeure faible et le taux de référence d'augmentation des salaires fixé dans le cadre des négociations collectives pour 2018 se limite à 2.8 %.

Une correction des prix des logements s'est amorcée au début de 2017, et l'activité a commencé à diminuer dans le secteur de la construction. Les mesures macroprudentielles prises antérieurement, qui ont freiné l'expansion du crédit au logement, et l'ajustement

Norvège



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°103 ; Statistics Norway ; et Real Estate Norway (Eiendom Norge).
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730427>

Norvège : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB continental aux prix du marché¹	2 539.6	1.4	1.0	1.9	2.5	2.1
PIB total aux prix du marché	3 146.7	2.0	1.1	1.9	1.8	1.6
Consommation privée	1 288.4	2.6	1.5	2.5	2.3	2.0
Consommation publique	692.0	2.4	2.1	2.2	2.1	2.0
Formation brute de capital fixe	749.5	-4.0	-0.2	4.9	-0.8	3.2
Demande intérieure finale	2 729.8	0.7	1.2	3.0	1.5	2.3
Variation des stocks ²	133.7	0.0	1.4	-0.3	1.1	0.0
Demande intérieure totale	2 863.5	0.7	2.7	2.5	2.5	2.2
Exportations de biens et services	1 220.4	4.7	-1.8	1.1	-0.1	1.4
Importations de biens et services	937.2	1.6	2.3	2.8	2.0	3.0
Exportations nettes ²	283.2	1.3	-1.4	-0.6	-0.7	-0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-2.8	-1.1	3.8	3.2	2.1
Indice des prix à la consommation	—	2.1	3.6	1.9	1.9	1.9
IPC sous-jacent ³	—	2.6	3.3	1.7	0.9	2.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.3	4.7	4.2	3.7	3.6
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	10.3	7.1	7.3	8.0	8.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	6.1	4.0	4.4	4.9	5.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	38.9	42.8	42.4	50.9	52.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	8.0	4.9	5.1	5.9	5.7

1. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source. Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731358>

des marges de sécurité des banques au moyen du volant de fonds propres contracyclique ont contribué à la détente du marché du logement. Des données récentes mettent néanmoins en évidence un redressement des prix à l'échelle nationale, laissant à penser que cet épisode de correction pourrait être terminé.

L'orientation expansionniste des politiques budgétaire et monétaire devrait s'atténuer

La finalisation du budget de 2018 a été marquée par la confirmation bienvenue de l'évolution vers une orientation neutre de la politique budgétaire, reflétant le renforcement de la croissance économique et l'ajustement apporté à la règle budgétaire – selon laquelle le déficit structurel doit maintenant représenter sur la durée 3 % (au lieu de 4 % auparavant) de la valeur du Fonds public pour les retraites-Composante étrangère (SPU, *Statens pensjonsfond-Utland*). En mars, la Banque de Norvège (*Norges Bank*) a ramené son objectif d'inflation de 2.5 % à 2 %, pour qu'il soit plus en phase avec les objectifs poursuivis en la matière par les autres banques centrales. Les prévisions de la Banque de Norvège concernant son taux directeur, qui s'établit actuellement à 0.5 %, laissent augurer l'amorce d'un resserrement de la politique monétaire, puisqu'un relèvement de ce taux est prévu pour l'automne prochain.

Compte tenu de l'orientation plus neutre prise par la politique budgétaire, il est encore plus important d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques, tout en conservant le système complet de protection sociale et les services publics qui font partie intégrante du modèle socioéconomique de la Norvège. Une récente évaluation réalisée par l'OCDE met en évidence, par exemple, des problèmes d'efficacité économique dans les infrastructures de transport. Une amélioration de l'efficacité des dépenses publiques peut aussi contribuer à financer une réforme fiscale, telle que la baisse proposée de 24 % à 23 % du taux d'imposition des « revenus ordinaires » qui s'applique à la fois aux ménages et aux entreprises.

Dans la mesure où l'économie norvégienne se caractérise par des niveaux de coûts et de pression fiscale élevés, la compétitivité des entreprises repose sur des points forts liés à d'autres aspects de leur environnement. À cet égard, la priorité donnée au renforcement du système éducatif et à la simplification des formalités administratives illustre l'orientation judicieuse de l'action publique. L'accord conclu sur la réduction des incitations au départ en retraite anticipé dans le secteur public contribuera à réduire l'assèchement du réservoir de compétences lié à ces départs. De même, la renégociation cette année de l'accord tripartite sur des lieux de travail plus inclusifs offre la possibilité de mieux limiter l'utilisation des systèmes de congé de maladie et de prestations d'invalidité comme voies d'accès anticipé à la retraite.

La croissance vigoureuse de la production va se poursuivre

La production continentale va suivre une trajectoire similaire à celle de la plupart des autres économies nordiques, et devrait croître de 2.5 % en 2018. Le rythme de l'expansion économique deviendra un peu plus modéré en 2019, les contraintes de capacité commençant à se faire sentir. Les investissements liés au pétrole recommenceront à augmenter, parallèlement à une hausse des investissements non pétroliers et à une expansion soutenue de la consommation des ménages. La croissance de l'emploi se renforcera, ce qui fera encore baisser le taux de chômage. La hausse des prix à la consommation et la progression des salaires s'accéléreront progressivement, au fur et à mesure que les capacités disponibles diminueront. Une incertitude majeure réside dans la question de savoir si l'ajustement récent du marché du logement sera suffisant pour éviter une correction ultérieure plus marquée, qui serait lourde de conséquences pour l'économie. L'évolution des cours mondiaux du pétrole représente pour l'économie une source de risques à la hausse comme à la baisse.

NOUVELLE-ZÉLANDE

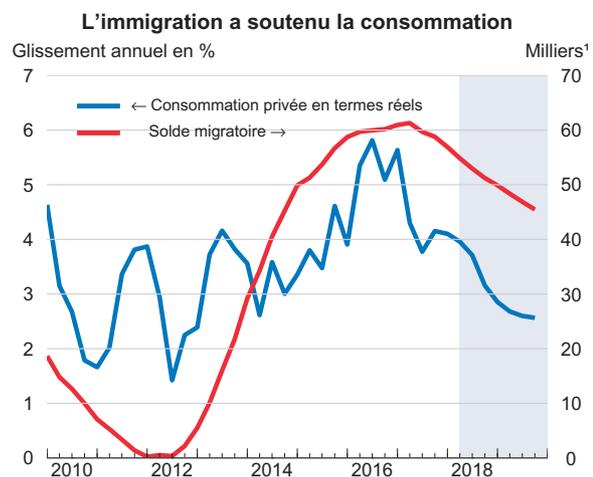
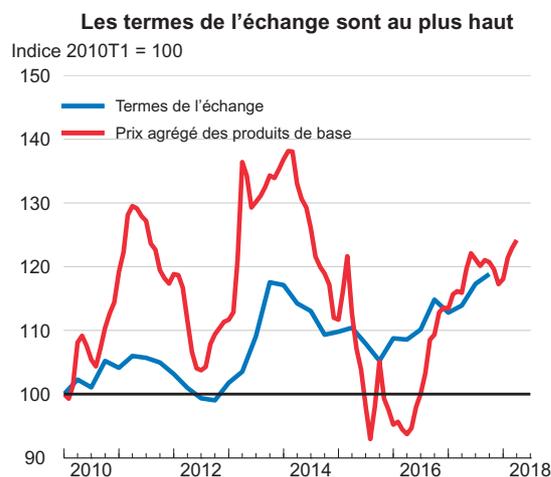
La croissance économique devrait rester vigoureuse et s'établir à 3 % en 2018 et 2019. La consommation privée ralentira du fait du recul de l'immigration nette et de la modération des gains de patrimoine résultant de la hausse des prix des logements. L'investissement résidentiel sera stimulé par la demande à Auckland et par les financements de l'État dans le cadre du programme KiwiBuild. Les dépenses publiques en infrastructures augmenteront également, tandis que l'investissement des entreprises devrait se redresser après un épisode de faiblesse à la fin de 2017, compte tenu de la persistance de tensions sur les capacités.

Les hausses prévues des taux d'intérêt et des dépenses publiques vont permettre de mieux équilibrer la politique macroéconomique. Elles devraient aussi contribuer à réduire les tensions sur le marché du logement, mais la levée des contraintes en matière d'infrastructures et d'urbanisme à Auckland est indispensable pour atténuer les problèmes d'accessibilité financière du logement, rehausser la faible productivité et éviter une nouvelle flambée des prix de l'immobilier d'habitation.

La forte croissance accentue les contraintes de capacité

La croissance économique a été vigoureuse en 2017, soutenue par la consommation et le tourisme international. La consommation privée a été tirée par l'accroissement de la population, les gains de revenus résultant du niveau record des termes de l'échange, les effets de richesse liés à la hausse des prix des logements, un marché du travail dynamique et une politique monétaire accommodante. L'immigration nette, principal moteur de l'accroissement démographique, a commencé à se modérer, compte tenu de la légère diminution des arrivées d'immigrés (due en partie au durcissement des conditions de délivrance de visas de travail) et de l'augmentation des départs, les immigrés temporaires retournant dans leur pays. La hausse des prix des logements s'est aussi ralentie sous l'effet du relèvement des taux des prêts hypothécaires, du durcissement des critères d'octroi des

Nouvelle-Zélande



1. Somme mobile sur quatre trimestres.

Source : ANZ Bank ; Statistics New Zealand ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730408>

Nouvelle-Zélande : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de NZD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009/2010)				
PIB aux prix du marché	240.5	4.2	4.1	3.0	3.0	3.0
Consommation privée	138.5	3.8	5.0	4.5	3.7	2.7
Consommation publique	44.8	2.7	1.7	4.7	3.3	2.1
Formation brute de capital fixe	53.4	4.3	6.4	3.3	5.2	5.1
Demande intérieure finale	236.6	3.7	4.7	4.2	4.0	3.2
Variation des stocks ¹	1.3	-0.5	0.0	-0.2	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	237.9	2.2	4.7	4.3	3.9	3.2
Exportations de biens et services	67.9	6.9	1.6	2.5	0.9	3.7
Importations de biens et services	65.3	3.7	3.4	6.6	4.5	4.1
Exportations nettes ¹	2.6	0.9	-0.5	-1.0	-0.9	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.2	1.8	3.4	2.6	2.2
Indice des prix à la consommation	—	0.3	0.6	1.9	1.7	2.1
IPC sous-jacent ²	—	1.2	1.3	1.4	1.2	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.4	5.1	4.7	4.3	4.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-1.3	-2.8	-3.2	-2.5	-2.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.2	1.2	0.9	0.2	0.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	40.2	37.7	36.0	35.7	35.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.0	-2.3	-2.7	-2.8	-2.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731339>

crédits et des difficultés financières d'accès au logement. À la fin de 2017 et au début de 2018, les exportations ont traversé une mauvaise passe, à la suite d'une période de sécheresse qui a nui aux exportations de produits agricoles et connexes.

Les intentions d'investissement des entreprises se sont redressées quelque peu après la dissipation de l'incertitude relative aux résultats des élections législatives. Les mesures de l'utilisation des capacités établies à partir d'enquêtes sont élevées. Le taux de chômage est à son point le plus bas depuis neuf ans, et le taux d'activité a augmenté, mais la situation tendue du marché du travail ne s'est pas traduite par une forte hausse des salaires. Cela tient en partie à l'arrivée de travailleurs immigrés dans les secteurs confrontés à des pénuries de main-d'œuvre. Le relèvement de près de 5 % du salaire minimum horaire à partir du 1^{er} avril 2018 contribuera à la progression des revenus, mais ne touche directement que 3 % environ de la population active.

L'orientation des politiques budgétaire et monétaire soutient la croissance

La politique budgétaire devrait prendre une orientation expansionniste. La hausse des dépenses découle de l'instauration de la gratuité des frais de scolarité pour la première année de l'enseignement supérieur, d'un accroissement sensible des dépenses d'infrastructure et de santé, ainsi que d'une augmentation des transferts aux étudiants et aux familles. Ces dépenses supplémentaires ne menacent pas la viabilité des finances

publiques, la dette publique continuant à diminuer en pourcentage du PIB. Le programme Kiwibuild consacrera environ 0.5 milliard NZD par an (0.2 % du PIB) à la construction de logements abordables, ce qui devrait stimuler l'investissement résidentiel à partir de la mi-2019. Le projet d'interdiction de l'acquisition de biens immobiliers d'habitation par des étrangers pourrait freiner l'investissement en logements, en augmentant les coûts induits par le respect de la réglementation et en accentuant l'incertitude pour les promoteurs étrangers, qui seraient obligés de vendre après l'achèvement des travaux. Les obstacles importants à l'investissement direct étranger contribuent déjà à la faible productivité du travail.

Une réduction de l'orientation expansionniste de la politique monétaire est prévue en 2019 afin de ralentir l'inflation, qui sera alimentée par les contraintes de capacité et la hausse des prix des importations en provenance des principaux partenaires commerciaux de la Nouvelle-Zélande. Ces relèvements de taux d'intérêt devraient stabiliser l'inflation à un rythme proche de 2 %, point médian de la fourchette retenue comme objectif par la Banque de Réserve.

La croissance devrait rester vigoureuse

Le taux de croissance devrait rester supérieur à la moyenne de l'OCDE et s'établir proche de son niveau potentiel, la consommation cédant du terrain à l'investissement en tant que moteur de l'activité. Toutefois, si l'immigration nette ne diminue pas autant qu'on le suppose, la progression de la consommation sera plus forte. Le principal risque à la baisse réside dans une correction brutale du marché du logement ; en effet, la dette des ménages a atteint un niveau élevé par rapport à leur revenu, et la plupart des prêts hypothécaires sont assortis de taux d'intérêt variables ou qui seront révisés au cours des deux prochaines années. À l'inverse, la croissance pourrait être plus rapide à court terme si les pénuries de logements à Auckland déclenchaient de nouvelles hausses de prix allant de pair avec des effets de richesse.

PAYS-BAS

La croissance devrait rester vigoureuse et s'établir à 3.3 % en 2018 puis à proximité de 3 % en 2019, grâce au dynamisme de la consommation privée et de l'investissement. La hausse des salaires et celle des prix devraient s'accélérer parallèlement à la résorption du volant de ressources inemployées dans l'économie. L'excédent des paiements courants devrait rester à un niveau élevé.

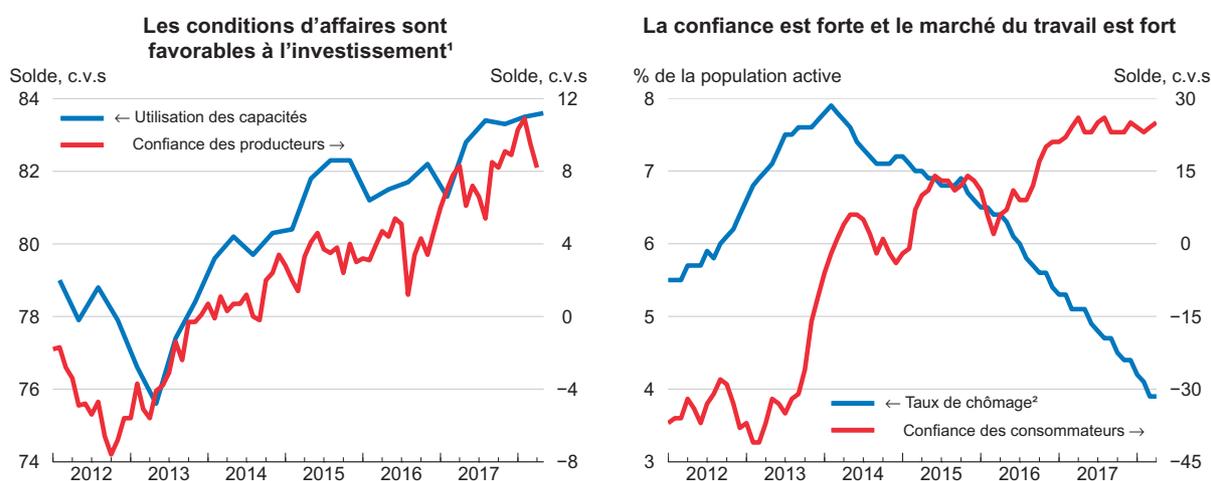
Pour assurer une croissance plus inclusive, il faudrait réformer le marché du travail de façon à renforcer la mobilité et à améliorer les perspectives d'emploi des groupes vulnérables. Les facteurs de vulnérabilité liés au marché du logement devraient être réduits en revoyant à la baisse la quotité maximale de financement (ratio prêt/valeur du bien) applicable aux nouveaux crédits hypothécaires. Les réformes du système professionnel de retraite devraient viser avant à tout à améliorer la transparence et la solidarité du système.

La vigueur de la demande interne et externe tire la croissance

L'expansion économique reste forte, notamment grâce à la croissance de la consommation et à la vigueur de l'investissement des entreprises, soutenus tous deux par des conditions financières favorables. Le dynamisme de la demande externe, en particulier de celle émanant des autres pays de la zone euro, se traduit par une progression rapide des exportations, qui a également bénéficié des récents gains de compétitivité. La croissance de l'investissement résidentiel demeure très dynamique.

La faiblesse du taux de chômage et l'apparition de pénuries de main-d'œuvre tirent les salaires vers le haut et amènent de plus en plus d'entreprises à recruter sous contrat permanent. Cette situation a quelque peu limité l'augmentation de la part du travail indépendant dans l'emploi total. Les tensions observées sur les marchés du travail et des produits entraînent une accélération de l'inflation, mais à partir d'un niveau très bas.

Pays-Bas



1. Les données se rapportent au secteur manufacturier.

2. Les données sont corrigées des variations saisonnières et concernent à la population âgée de 15 à 75 ans.

Source : Bureau central des statistiques (CBS, Centraal Bureau voor de Statistiek).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730389>

Pays-Bas : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	663.1	2.3	2.1	3.3	3.3	2.9
Consommation privée	296.7	2.0	1.5	1.9	2.7	2.5
Consommation publique	172.0	-0.2	1.1	1.2	3.0	2.6
Formation brute de capital fixe	119.5	11.0	5.2	5.7	6.1	5.4
Demande intérieure finale	588.2	3.2	2.2	2.6	3.6	3.2
Variation des stocks ¹	3.0	0.1	-0.4	-0.2	0.1	0.0
Demande intérieure totale	591.2	3.3	1.7	2.4	3.7	3.2
Exportations de biens et services	547.7	6.5	4.1	6.4	4.0	3.8
Importations de biens et services	475.8	8.4	3.9	5.7	4.7	4.3
Exportations nettes ¹	71.9	-0.7	0.6	1.2	0.0	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	0.8	0.6	1.1	2.0	2.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	0.2	0.1	1.3	1.6	2.4
IPCH sous-jacent ²	–	0.9	0.6	0.8	1.2	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.9	6.0	4.9	3.9	3.5
Taux d'épargne nette des ménages ³ (% du revenu disponible)	–	6.5	6.4	6.1	6.1	6.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-2.1	0.4	1.1	0.7	0.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	77.5	75.3	68.7	66.2	63.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	64.6	61.8	56.7	54.2	51.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	8.7	8.5	10.2	10.5	10.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

3. Incluant l'épargne à l'assurance vie et aux régimes de retraite.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731320>

L'action publique devrait être axée sur la croissance à long terme et remédier aux facteurs de vulnérabilité financière

L'orientation de la politique budgétaire devrait s'assouplir sensiblement, compte tenu des mesures annoncées dans le récent accord de coalition. Cette orientation accommodante est appropriée, dans la mesure où la situation des finances publiques est saine, malgré son caractère légèrement procyclique. Il faudrait continuer d'ajuster la structure de la fiscalité et des dépenses dans l'intérêt de la croissance à long terme. Les politiques d'activation de la main-d'œuvre peuvent être mieux ciblées, et il faudrait raccourcir le délai de carence au terme duquel les nouveaux chômeurs peuvent accéder aux dispositifs de réinsertion des services publics de l'emploi. Un financement public direct plus important des activités de recherche-développement (R-D), destiné à compléter l'allègement fiscal prévu au titre des dépenses privées de R-D, renforcerait le stock de capital ; il en irait de même d'une réduction des obstacles qui entravent l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) aux financements, en particulier du coût relativement élevé d'obtention des prêts bancaires. Les réformes du deuxième pilier du système de retraites devraient viser à le rendre plus clair en ce qui concerne les cotisations individuelles et les

prestations attendues. Elles devraient aussi améliorer davantage encore la transférabilité des droits à pension, pour permettre une plus grande mobilité sur le marché du travail.

Le bas niveau des taux d'intérêt continue d'étayer une hausse rapide des prix des logements dans les grandes villes. Dans le même temps, l'endettement élevé des ménages et la forte exposition des banques néerlandaises aux prêts hypothécaires rendent l'économie et le système financier vulnérables à une correction brutale des prix des logements. Le gouvernement devrait abaisser encore la quotité maximale de financement (ratio prêt/valeur du bien) applicable aux nouveaux crédits hypothécaires, et s'efforcer d'accroître l'offre de logements et de freiner la montée des prix sur les marchés en surchauffe, en assouplissant la réglementation stricte du marché locatif privé.

La croissance restera vigoureuse

La croissance demeurera forte pendant toute la période considérée, sous l'effet du dynamisme économique observé tant sur le plan extérieur qu'intérieur. La croissance de la consommation devrait s'accélérer et l'investissement des entreprises augmenter rapidement. Les tensions sur les capacités de production continueront à tirer les prix vers le haut, si bien que le taux d'inflation devrait dépasser 2 %, en partie du fait d'un relèvement du taux réduit de TVA, et à alimenter une augmentation rapide des salaires. Le principal risque de divergence à la baisse par rapport aux prévisions réside dans les négociations concernant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit »). Une surchauffe éventuelle sur le marché du logement, liée à une généralisation à l'ensemble des villes de la montée rapide des prix, ou à une déconnexion de paramètres fondamentaux comme la croissance des revenus et des loyers, pourrait représenter un risque pour la stabilité financière. À l'inverse, une diminution de l'incertitude, conjuguée aux niveaux presque records atteints par la confiance des entreprises et celle des consommateurs, pourrait se traduire par une croissance plus forte qu'on ne s'y attend.

POLOGNE

La croissance du PIB devrait demeurer vigoureuse en 2018-19, avant de s'essouffler quelque peu en 2019. L'investissement se redressera sous l'effet de versements plus rapides des fonds structurels de l'UE, et la consommation privée augmentera fortement grâce au dynamisme du marché du travail. L'accélération des salaires sous-tendra une montée des tensions inflationnistes.

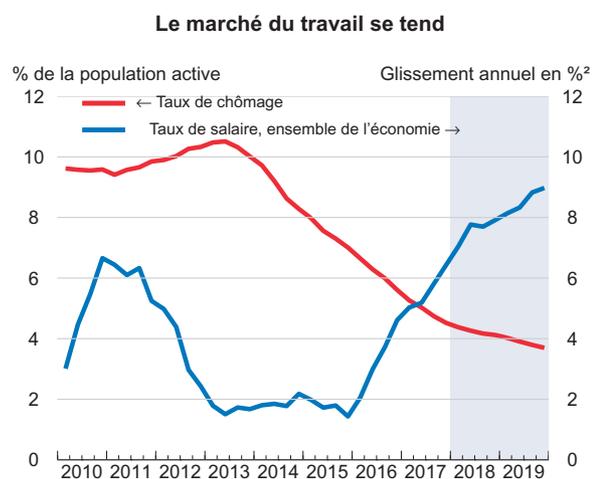
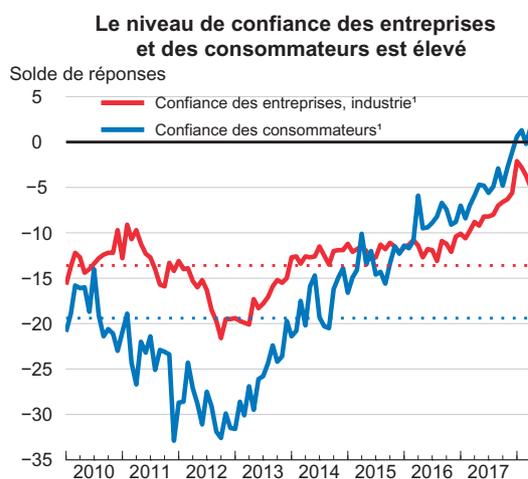
La politique budgétaire devrait accompagner la croissance, sur fonds de progression des transferts sociaux et d'une hausse de l'investissement public, mais les gains de recettes cycliques continueront de freiner le déficit budgétaire. Il serait judicieux d'opter pour un durcissement de la politique budgétaire, via des réformes de nature à accroître les recettes ou à mieux hiérarchiser les dépenses, pour pouvoir financer durablement les projets de dépenses des pouvoirs publics. Pour faire face à l'accroissement des tensions sur les prix, les autorités devraient progressivement mettre fin à la relance monétaire à compter de fin 2018.

La croissance est tirée par la demande intérieure

Le PIB progresse à un rythme soutenu, grâce à la vigueur de la demande intérieure. La consommation est en forte hausse à la faveur de l'expansion du marché du travail et du programme d'allocations pour enfant à charge mis en place récemment, qui a dopé le revenu disponible des ménages. L'investissement a le vent en poupe en raison d'un rebond de l'investissement public, sur fond d'accélération des versements des fonds structurels de l'UE. La confiance des milieux d'affaires et des consommateurs est forte. Les résultats à l'exportation s'améliorent sous l'effet de l'essor rapide des exportations de services aux entreprises et de services de transport.

Des tensions apparaissent sur le marché du travail, le taux de chômage ayant atteint un plus bas niveau historique. Les pénuries de main-d'œuvre gagnent l'ensemble de

Pologne



1. Les moyennes de long terme sont indiquées par des lignes en pointillés.

2. Moyennes mobiles sur quatre trimestre.

Source : Eurostat ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730446>

Pologne : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de PLN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 719.8	3.8	3.0	4.6	4.6	3.8
Consommation privée	1 032.6	3.0	3.9	4.7	4.8	4.0
Consommation publique	312.1	2.4	1.8	3.4	3.7	3.3
Formation brute de capital fixe	339.4	6.1	-8.2	3.4	9.1	7.1
Demande intérieure finale	1 684.1	3.5	1.0	4.2	5.4	4.5
Variation des stocks ¹	10.9	-0.2	1.1	0.6	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 695.0	3.3	2.2	4.8	5.1	4.3
Exportations de biens et services	818.4	7.7	8.8	8.2	7.7	6.3
Importations de biens et services	793.6	6.6	7.6	8.7	9.6	7.6
Exportations nettes ¹	24.8	0.6	0.8	0.1	-0.6	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.8	0.3	1.9	1.7	2.8
Indice des prix à la consommation	—	-0.9	-0.7	2.1	2.2	2.7
IPC sous-jacent ²	—	0.5	-0.2	0.7	1.2	2.6
Taux de chômage (% de la population active)	—	7.5	6.1	4.9	4.2	3.9
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-0.4	1.7	1.8	2.5	3.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.6	-2.3	-1.7	-1.5	-1.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	51.1	54.2	50.6	49.8	49.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.6	-0.3	0.3	-0.5	-0.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731377>

l'économie, notamment l'industrie manufacturière et le secteur du bâtiment. L'inflation sous-jacente annuelle demeure modérée, à un peu moins de 1 %, dans la mesure où les effets sur les prix des tensions sur le marché du travail semblent être devenus moins marqués. Les salaires s'accroissent alors que les emplois vacants atteignent des niveaux historiquement élevés. Toutefois, un afflux massif de travailleurs ukrainiens en principe temporaires limite l'augmentation des salaires.

Les perspectives de croissance à moyen terme doivent être revues à la hausse

Le déficit budgétaire de base s'est nettement contracté en 2017 à la faveur d'une hausse des recettes fiscales, qui s'explique par la croissance économique soutenue et par des mesures visant à améliorer la discipline fiscale. La politique budgétaire devrait stimuler la croissance en 2018-19, sachant que l'abaissement de l'âge de la retraite se traduira par une augmentation des dépenses publiques. Compte tenu du dynamisme de l'économie, il serait judicieux d'opter pour un durcissement de la politique budgétaire via des réformes fiscales de nature à accroître les recettes. Donner plus de poids à l'impôt progressif sur le revenu des personnes physiques, limiter le recours aux taux réduits de TVA et renforcer les taxes liées à l'environnement entraîneraient une hausse des recettes, tout en favorisant une croissance mieux partagée et plus verte. La politique monétaire a, à juste titre, été accommodante en raison de l'inflation modérée. Cependant,

l'inflation devrait s'inscrire en hausse, sous l'effet de l'accélération des salaires et des pressions exercées par la demande sur les capacités. À la suite d'une nouvelle accentuation des tensions sur les prix, la banque centrale devrait relever progressivement les taux d'intérêt à compter de fin 2018 pour faire en sorte que l'inflation se maintienne à l'intérieur de la fourchette retenue comme objectif.

Le récent abaissement de l'âge légal de la retraite pourrait exacerber les défis liés au vieillissement démographique et risque d'augmenter la pauvreté des personnes âgées, en particulier chez les femmes. Il serait utile de consacrer plus d'efforts à informer les retraités des avantages qu'un allongement de leur durée de travail aurait sur leurs pensions. Permettre aux ménages de concilier plus facilement vie professionnelle et vie de famille grâce à des investissements supplémentaires dans des structures d'accueil des jeunes enfants contribuerait à augmenter l'emploi féminin et à atténuer l'effet de freinage sur la croissance de l'évolution démographique. Améliorer les compétences et garantir une hausse constante des financements affectés à l'enseignement supérieur renforceraient la capacité d'innovation de la Pologne.

La croissance devrait rester solide

La croissance de la production devrait rester solide et le taux de chômage continuer à baisser, ce qui accroîtra les revenus et favorisera l'instauration d'une société plus inclusive. L'inflation remontera peu à peu parallèlement à l'accélération des salaires alors que les tensions se multiplieront sur le marché du travail. Toutefois, la hausse de l'investissement sera peut-être moins marquée que prévu si les pénuries de main-d'œuvre s'accroissent en raison d'un recul de l'immigration ou d'une diminution du taux d'activité résultant de l'abaissement de l'âge légal de la retraite et des effets négatifs, sur la main-d'œuvre féminine, du vaste programme d'allocations pour enfant à charge. Une aggravation des risques géopolitiques et des risques liés au protectionnisme pourrait pénaliser les exportations et les investissements. À l'inverse, les exportations de la Pologne pourraient bénéficier d'une croissance plus soutenue que prévu dans la zone euro.

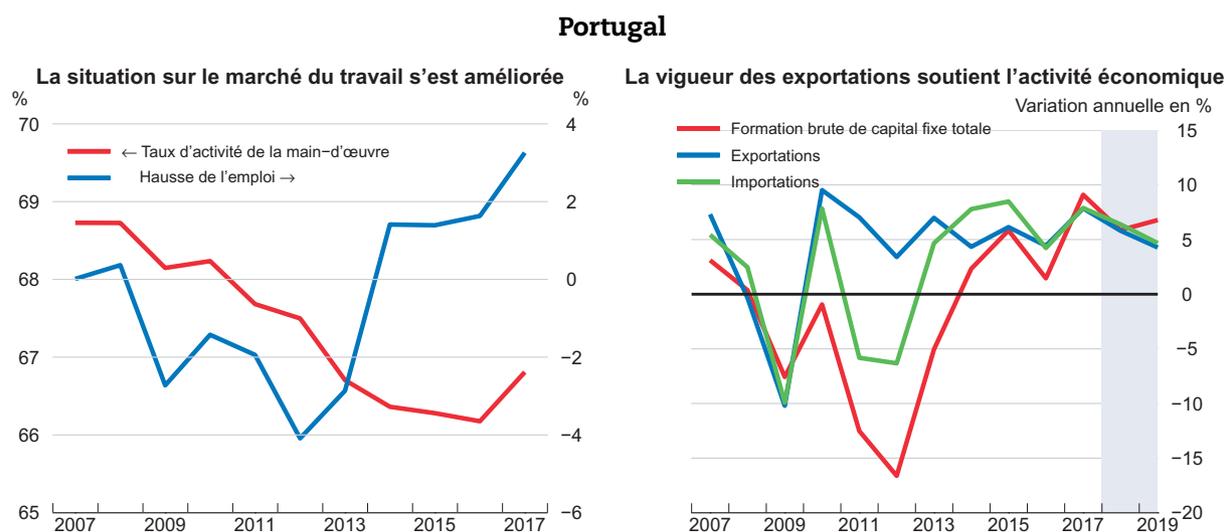
PORTUGAL

La croissance du PIB devrait rester supérieure à 2 % en 2018 et en 2019. La reprise continuera à bénéficier des réformes antérieures et d'une situation favorable sur le plan du commerce extérieur et de la demande intérieure. Une hausse du taux d'absorption des fonds structurels de l'UE en 2018 soutiendra l'activité d'investissement. La croissance de la consommation restera solide, compte tenu du dynamisme de la progression de l'emploi.

L'orientation de la politique budgétaire sera modérément expansionniste en 2018 avant de devenir globalement neutre en 2019. Cela est opportun sachant qu'il convient de préserver la viabilité des finances publiques à moyen terme, mais sans freiner la reprise économique. Des réformes de nature à rehausser la productivité et ayant pour effet d'améliorer les compétences pourront renforcer la vigueur de la reprise. Parmi elles figurent des mesures supplémentaires pour accroître l'efficacité du système d'enseignement professionnel et faciliter l'accumulation de compétences dans l'enseignement général. Ce dernier bénéficierait d'une amélioration de la formation des enseignants et de l'aide aux élèves qui risquent de prendre du retard.

La situation économique intérieure et extérieure s'est améliorée

La croissance économique s'est amplifiée en 2017, sous l'effet d'une progression de la demande intérieure et des exportations. La forte croissance de l'emploi dans l'industrie manufacturière comme dans les services a soutenu la consommation privée. L'amélioration de la situation sur le front de l'emploi a été à l'origine d'une hausse sensible du taux d'activité. Le commerce extérieur et l'investissement ont tous deux été dopés par une conjoncture plus favorable sur les principaux marchés d'exportation du Portugal, notamment ceux de l'Union européenne, mais aussi par la récente modernisation des capacités de production dans le secteur de la construction automobile. Abstraction faite de



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730465>

Portugal : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2011)				
PIB aux prix du marché	173.1	1.8	1.6	2.7	2.2	2.2
Consommation privée	114.1	2.3	2.1	2.3	1.9	1.9
Consommation publique	32.2	1.3	0.6	-0.2	0.7	-0.1
Formation brute de capital fixe	26.0	5.8	1.5	9.1	5.9	6.8
Demande intérieure finale	172.3	2.6	1.7	2.9	2.4	2.4
Variation des stocks ¹	0.5	0.1	-0.1	-0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	172.8	2.7	1.6	2.8	2.4	2.4
Exportations de biens et services	69.4	6.1	4.4	7.8	5.8	4.3
Importations de biens et services	69.0	8.5	4.2	7.9	6.4	4.7
Exportations nettes ¹	0.3	-0.9	0.1	0.1	-0.2	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.0	1.5	1.4	1.4	1.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.5	0.6	1.6	1.1	1.7
IPCH sous-jacent ²	—	0.6	0.9	1.2	0.5	1.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	12.4	11.1	8.9	7.5	6.6
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-3.2	-2.2	-2.6	-4.0	-4.5
Solde financier des administrations publiques ³ (% du PIB)	—	-4.4	-2.0	-3.0	-0.7	-0.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	150.7	147.6	148.1	145.0	141.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	128.8	129.9	125.7	123.1	120.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.1	0.6	0.5	-0.3	-0.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

3. Sur la base des comptes nationaux.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731396>

facteurs ponctuels (dont la recapitalisation de la grande banque publique), la politique budgétaire a eu un impact globalement neutre sur l'activité économique en 2017.

L'atonie de la croissance de la productivité compromet la viabilité de la reprise

L'investissement public stimulera la croissance économique en 2018, l'orientation de la politique budgétaire étant modérément expansionniste et le taux d'absorption des fonds structurels de l'UE devant augmenter nettement. Si les déficits budgétaires ont considérablement diminué depuis 2010, la dette publique demeure très élevée. Dans ce contexte, la réduction prévue du déficit budgétaire est souhaitable.

La consommation des ménages a bénéficié de l'amélioration de la situation du marché du travail et d'un léger ralentissement du rythme de désendettement du secteur privé. Toutefois, la faible croissance de la productivité du travail continue à freiner la consommation et l'investissement. Le système éducatif pourrait aller plus loin pour améliorer les niveaux de qualification et réduire la corrélation entre les résultats d'apprentissage et les milieux socioéconomiques. Il est par exemple possible d'accroître l'efficacité du système d'enseignement professionnel et d'apporter une aide personnalisée plus importante aux élèves qui risquent de prendre du retard.

Les pouvoirs publics ont fait part de leur intention d'engager des réformes fiscales pour les prochaines années. Comme les foyers de condition modeste ont une propension marginale à consommer plus élevée, les réformes évoquées visant à renforcer la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu et pour verser un complément de revenu aux ménages à faibles revenus pourraient stimuler l'activité économique. Ces mesures favoriseront aussi la cohésion sociale. Il est toutefois possible d'augmenter la part des impôts moins générateurs de distorsions dans la structure de la fiscalité : pour l'instant en effet, les impôts sur le patrimoine jouent seulement un rôle mineur et les taux préférentiels de l'impôt sur la consommation occasionnent des pertes de recettes considérables.

La croissance fléchira mais restera solide

La croissance devrait fléchir légèrement, mais rester soutenue. L'amélioration continue de la situation du marché du travail stimulera la croissance de la consommation. Une nouvelle résorption progressive des ressources économiques inutilisées provoquera une remontée modérée de l'inflation au cours des prochaines années. Une intensification des tensions géopolitiques, se traduisant par une hausse notable et durable des cours du pétrole, aurait également des effets négatifs sur l'économie portugaise compte tenu du fait que le Portugal est un importateur net de pétrole. La remise en cause de certains aspects des réformes du marché du travail déjà menées, notamment des « banques d'heures » individuelles, pourrait avoir un impact néfaste sur la croissance de l'emploi. Des événements négatifs sur le plan économique ou financier pourraient aujourd'hui peser très fortement sur l'économie puisque l'encours élevé de la dette publique limite la capacité de réaction de la politique budgétaire.

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

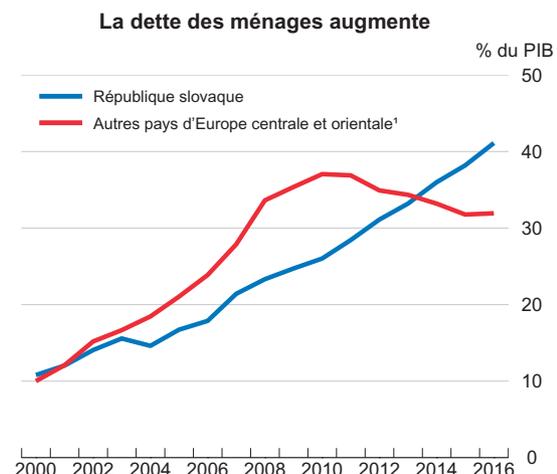
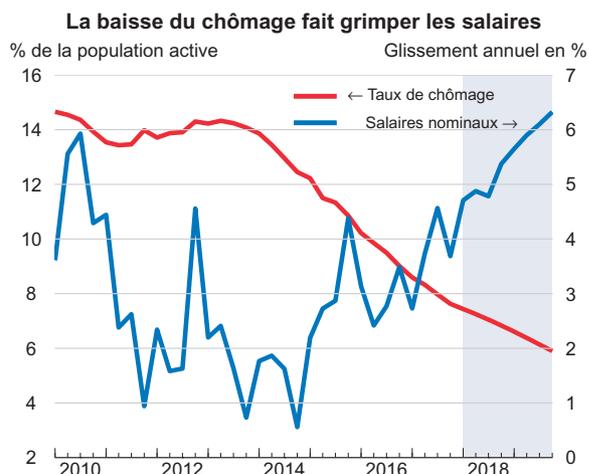
L'économie devrait afficher une forte croissance. La consommation privée continuera de bénéficier du dynamisme croissant du marché du travail. L'accentuation des pénuries de main-d'œuvre dopera les hausses des salaires et, ce faisant, l'inflation. Les exportations progresseront nettement avec la mise en service de nouvelles capacités de production dans l'industrie automobile. L'investissement des entreprises restera élevé, tandis que l'investissement public devrait se redresser à la faveur du lancement de nouveaux projets d'infrastructures.

Les autorités devraient poursuivre l'assainissement des comptes publics compte tenu de la forte croissance et de l'absence de capacités de production inemployées. Elles devraient également améliorer l'efficacité du secteur public afin de financer les réformes structurelles indispensables. En particulier, des mesures visant à accroître l'efficacité dans l'éducation et l'intégration des Roms sont importantes pour améliorer le bien-être et rendre la croissance plus inclusive et durable.

La croissance économique est solide

L'expansion généralisée et rapide s'est poursuivie. Suite au raffermissement de la demande extérieure et au lancement de nouveaux produits, les résultats à l'exportation se sont nettement améliorés. L'investissement s'est modéré du fait d'une baisse de l'investissement public, en partie imputable à une diminution des décaissements de fonds provenant de l'UE, mais l'investissement des entreprises s'est maintenu. Le dynamisme du marché du travail et la forte expansion du crédit alimentent la demande intérieure. Le taux de chômage a reculé et atteint des niveaux historiquement bas. Les pénuries de main-d'œuvre et l'augmentation des salaires, en particulier pour les travailleurs qualifiés, attirent sur le marché des travailleurs étrangers, des femmes en âge de procréer et des

République slovaque



1. Comprend la République tchèque, la Hongrie et la Pologne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

République slovaque : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	76.1	3.9	3.3	3.4	4.0	4.5
Consommation privée	42.3	2.2	2.7	3.6	3.6	4.0
Consommation publique	14.4	5.4	1.6	0.2	1.8	1.9
Formation brute de capital fixe	15.8	19.8	-8.3	3.2	6.0	6.5
Demande intérieure finale	72.5	6.7	-0.2	2.8	3.7	4.1
Variation des stocks ¹	1.0	-1.0	1.1	-0.1	-0.6	0.0
Demande intérieure totale	73.5	5.6	0.9	2.7	3.0	4.1
Exportations de biens et services	69.9	6.4	6.2	4.3	8.5	8.8
Importations de biens et services	67.3	8.4	3.7	3.9	7.2	8.5
Exportations nettes ¹	2.6	-1.5	2.4	0.5	1.6	0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.2	-0.4	1.3	2.1	2.2
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	-0.3	-0.5	1.4	2.5	2.4
IPCH sous-jacent ²	—	0.5	0.9	1.4	2.0	2.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	11.5	9.6	8.1	7.1	6.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	3.2	3.8	3.8	3.8	3.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.7	-2.2	-1.0	-0.8	-0.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	60.0	60.0	58.4	57.5	55.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	52.3	51.8	50.9	49.9	48.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.7	-1.5	-2.1	0.5	1.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731434>

personnes âgées. L'inflation a dépassé 2 %, du fait de l'accentuation des pressions de la demande, des revalorisations des salaires qui les accompagnent, et de la hausse des prix des produits alimentaires.

La politique budgétaire restera prudente

Le déficit budgétaire s'élevait à 1 % du PIB en 2017, un niveau meilleur que prévu, et le léger resserrement budgétaire devrait se poursuivre compte tenu de l'objectif des autorités de parvenir à l'équilibre budgétaire d'ici à 2020. Cet assainissement des finances publiques est globalement approprié compte tenu de l'absence de capacités de production inemployées et des efforts visant à constituer des marges de manœuvre en cas de chocs futurs. La forte croissance, conjuguée à la persistance d'une politique monétaire accommodante dans la zone euro, donne la possibilité d'accélérer l'assainissement. Afin d'atténuer les pressions budgétaires à moyen terme exercées par le vieillissement de la population, une mise en œuvre complète de la réforme des retraites de 2012 est nécessaire. Les taux d'intérêt très bas et la croissance soutenue ont entraîné une progression rapide du crédit bancaire, en particulier des prêts au logement, et l'endettement des ménages est à présent deux fois plus élevé qu'avant la crise. Les banques sont bien capitalisées et rentables, mais l'augmentation de l'endettement global des ménages se traduit par une

plus forte vulnérabilité en cas de dégradation de la situation économique. La Banque nationale de Slovaquie a, à juste titre, pris plusieurs mesures macroprudentielles préventives et doit se tenir prête à les durcir encore, si les risques continuent à s'accroître.

Les autorités devraient continuer de s'employer à améliorer le recouvrement de l'impôt et à accroître l'efficacité du secteur public afin de dégager une marge de manœuvre permettant de financer des réformes structurelles indispensables. Des mesures doivent être prises pour renforcer le rôle joué par la République slovaque dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en améliorant les politiques d'éducation, ce qui favorisera la diffusion du savoir ainsi que le recrutement et la fidélisation des talents. Parallèlement, mieux intégrer dans la société les catégories défavorisées, les Roms en particulier, est indispensable pour assurer la cohésion sociale et atténuer les effets du vieillissement démographique sur le marché du travail. Il faudra pour cela adopter une démarche multidimensionnelle, qui suppose notamment une fréquentation accrue des structures d'éducation préscolaires par les jeunes enfants de ces groupes défavorisés, un accès plus large aux services de santé ainsi que de meilleures infrastructures et conditions de logement dans les campements de Roms.

La croissance devrait se renforcer

La croissance devrait dépasser 4 %, grâce aux nouvelles chaînes de montage dans l'industrie automobile qui entraîneront une progression des exportations supérieure à la croissance des marchés. La consommation privée restera un important moteur de l'activité, à la faveur des revalorisations salariales et du recul du chômage. Les conditions financières porteuses et les nouveaux projets d'infrastructures publiques doperont l'investissement. L'inflation devrait rester supérieure à 2 % durant toute la période des prévisions. Les incertitudes entourant les développements extérieurs créent des risques aussi bien à la hausse qu'à la baisse par rapport à ces prévisions. Un risque de remontée de l'inflation existe aussi si les limites de capacités se révèlent plus contraignantes que prévu. Dans le même temps, la croissance pourrait être encore plus solide si les conditions financières et la diminution de l'épargne se traduisent par un surcroît de consommation privée.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La croissance économique restera solide en 2018 et 2019. La hausse des salaires et de l'emploi maintiendra la consommation des ménages à un niveau élevé. La croissance de l'investissement privé devrait également se renforcer grâce à des conditions de crédit favorables. La demande extérieure demeurera forte, soutenue par la croissance chez les partenaires commerciaux.

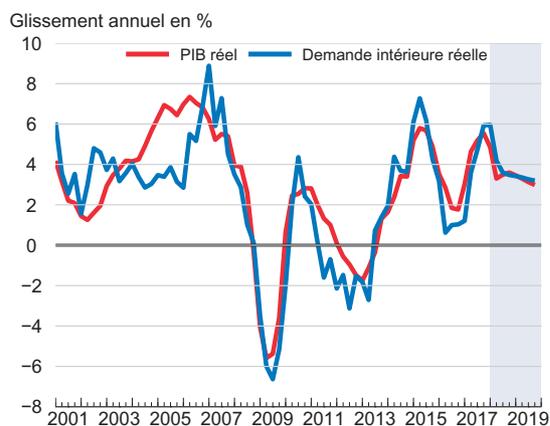
L'inflation restera légèrement supérieure à la cible de la banque centrale, sous la poussée de l'accélération des salaires. Après le relèvement des taux d'intérêt en février 2018, la politique monétaire devrait viser un relèvement des taux d'intérêt mais seulement de manière progressive tant que l'inflation reste proche de sa cible, et éviter de s'éloigner des taux de la zone euro. La marge de manœuvre budgétaire demeure ample et permet de donner un coup de pouce à l'investissement dans les infrastructures, de répondre aux besoins de financement dans l'éducation, la R-D et la formation professionnelle, et de financer les dépenses liées au vieillissement démographique afin de préparer l'avenir.

La demande soutient la croissance

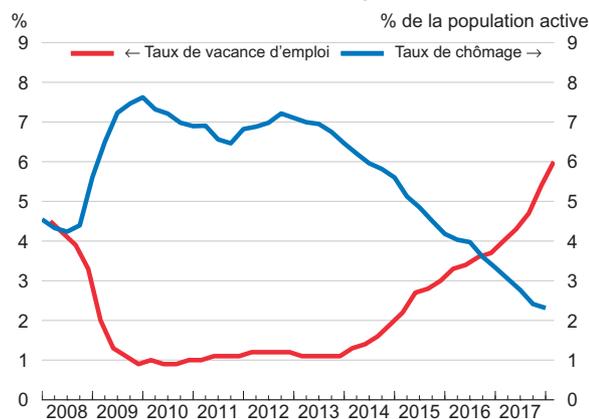
Portés par la demande tant intérieure qu'extérieure, les gains de croissance enregistrés en 2017 ont été plus équilibrés que les années précédentes. La consommation des ménages est robuste, soutenue par la hausse des revenus et la baisse du taux d'épargne, à mesure que la confiance et le crédit regagnent du terrain. L'investissement privé a aussi augmenté fortement, principalement du fait des investissements dans l'industrie et dans les technologies de l'information et de la communication (entraînant une augmentation des importations de biens d'investissement) et du redressement soutenu des bénéfiques. Les exportations, elles aussi, ont continué de s'affermir grâce à une croissance plus soutenue chez les partenaires commerciaux.

République tchèque

La demande intérieure tire la croissance



Les pénuries de main-d'œuvre commencent à être importantes



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Eurostat.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729857>

République tchèque : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	4 312.5	5.4	2.5	4.6	3.8	3.2
Consommation privée	2 073.4	3.7	3.5	4.0	3.8	3.3
Consommation publique	849.2	1.9	2.0	1.5	1.8	1.6
Formation brute de capital fixe	1 083.4	10.4	-2.5	5.9	5.3	4.8
Demande intérieure finale	4 006.0	5.1	1.5	4.0	3.8	3.4
Variation des stocks ¹	32.3	0.8	0.0	0.0	0.5	0.0
Demande intérieure totale	4 038.3	5.9	1.4	3.9	4.3	3.3
Exportations de biens et services	3 558.6	6.2	4.3	6.9	5.3	5.4
Importations de biens et services	3 284.3	7.0	3.1	6.2	6.1	5.7
Exportations nettes ¹	274.3	-0.2	1.1	1.0	-0.2	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.2	1.2	1.4	1.2	1.4
Indice des prix à la consommation	—	0.3	0.7	2.5	2.0	2.1
IPC sous-jacent ²	—	1.3	1.6	2.0	2.0	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.0	3.9	2.9	2.3	2.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	6.8	6.0	5.4	4.8	3.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.6	0.7	1.6	1.6	1.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	52.0	47.7	43.9	41.7	39.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	39.9	36.8	34.6	32.4	30.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.2	1.6	1.1	0.5	0.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730921>

Le taux de chômage a poursuivi son reflux jusqu'en 2018 et figure parmi les plus faibles de l'OCDE. La pénurie de main-d'œuvre est même devenue la principale contrainte freinant la croissance. Les vacances de postes ont augmenté et les entreprises font état de difficultés pour embaucher. Les salaires ont progressé de 7 % en 2017, poussant les coûts unitaires de main-d'œuvre à la hausse et contribuant au rebond de l'inflation. Par ailleurs, le renchérissement des prix du pétrole a lui aussi provoqué une poussée temporaire de l'inflation.

Les tensions sur le marché du travail pourraient freiner la croissance

La pénurie de main-d'œuvre, l'accélération de la hausse des salaires et ses effets sur l'inflation sont les principales forces à l'œuvre dans l'évolution économique actuelle. Le revalorisation des salaires se poursuivra en 2018 et contribuera à maintenir l'inflation au-dessus de la cible fixée par la banque centrale. Cependant, dans le sillage de la décision d'avril 2017 d'abandonner le taux de change plancher, la couronne s'est appréciée, tempérant les tensions inflationnistes, en particulier pour les biens et services importés. Ces effets se dissipant, l'inflation restera légèrement supérieure à la cible. De fait, la transmission des hausses de salaires aux prix reste limitée et le renchérissement des produits alimentaires devrait ralentir. Les autorités monétaires devraient relever

progressivement les taux d'intérêt et surveiller de près les effets de l'évolution du marché du travail sur l'inflation.

La politique budgétaire a été restrictive en 2017, comme il convenait dans un contexte de forte croissance et d'inflation. L'investissement public continuera d'augmenter en 2018 avec l'accélération des décaissements de fonds de l'UE. Les dépenses publiques progressent légèrement plus vite que le PIB, ce qui stimule la demande intérieure, mais l'excédent primaire reste considérable. Le gouvernement devrait utiliser la marge budgétaire disponible pour investir dans l'éducation, la formation professionnelle, la R-D et l'innovation afin de réduire le décalage entre l'offre et la demande de compétences et de stimuler la productivité du travail.

La croissance persistante de l'emploi et la progression des salaires ont ramené de nombreux inactifs sur le marché du travail, ce qui contribue à amortir la diminution de la population en âge de travailler. Un relèvement du taux d'activité des femmes, particulièrement de celles qui ont de jeunes enfants, accroîtrait encore l'offre de main-d'œuvre et l'inclusivité. Une partie des budgets conséquents consacrés aux transferts monétaires en faveur des familles pourrait notamment servir à financer l'offre formelle de services de garde d'enfants et d'établissements d'enseignement préscolaire.

La croissance devrait ralentir tout en restant supérieure à son niveau potentiel

D'après les prévisions, la croissance économique devrait ralentir en 2018 et 2019, tout en demeurant supérieure à celle de pays européens plus avancés. La forte hausse de la consommation des ménages, portée par la progression des salaires et de l'emploi, en restera le principal moteur. Les exportations devraient rester robustes, mais leur croissance sera plus lente qu'en 2017. L'inflation devrait reculer et se stabiliser autour de 2 %, la transmission des hausses salariales aux prix demeurant limitée. Les risques de divergence par rapport aux prévisions résultent de facteurs tant intérieurs qu'extérieurs. L'évolution du marché du travail pourrait induire un ralentissement de la croissance plus marqué que prévu. Un nouvel accroissement des emprunts immobiliers et du prix des logements constitue un risque pour le secteur bancaire. Sur le front extérieur, l'économie tchèque est particulièrement exposée à des perturbations dans les échanges parce qu'elle est fortement intégrée aux chaînes de valeur mondiales.

ROYAUME-UNI

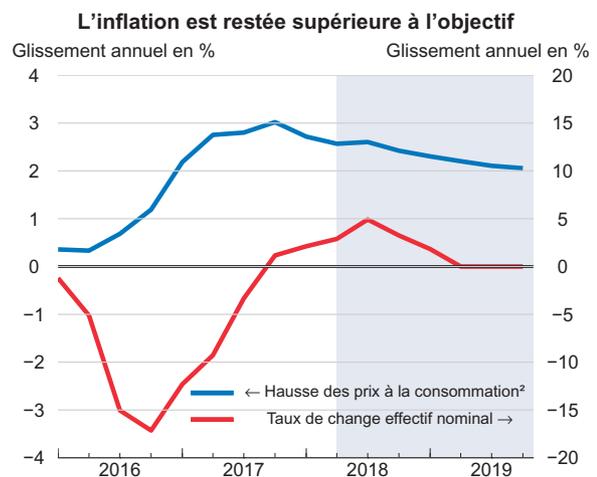
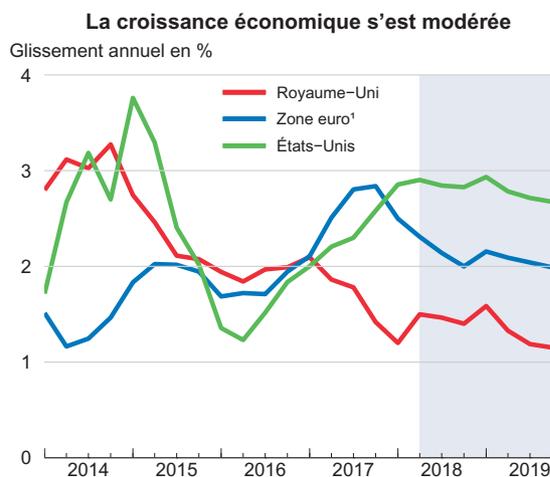
La croissance économique devrait rester modeste et s'établir à 1.4 % en 2018 et à 1.3 % en 2019, en raison des fortes incertitudes quant à l'issue des négociations sur le Brexit. Le volant de capacités inutilisées dans l'économie est faible après des années de croissance soutenue et le chômage devrait demeurer en deçà de 5 %. L'inflation devrait baisser peu à peu pour se situer légèrement au-dessus de l'objectif de 2 % défini par la banque centrale, d'ici à la fin de 2019.

Avec une inflation supérieure à l'objectif et des incertitudes encore pesantes, la politique monétaire devrait se normaliser à un rythme très progressif, d'après les prévisions. Un nouvel assainissement budgétaire est prévu cette année et l'année prochaine. Ce choix semble approprié compte tenu des perspectives économiques, mais les autorités devraient se tenir prêtes à renforcer les mesures en faveur de l'investissement propices aux gains de productivité si la croissance s'essouffait sensiblement à l'approche du Brexit. Une augmentation des dépenses consacrées à l'éducation et à la formation des travailleurs peu qualifiés accroîtrait la productivité et l'inclusivité. D'un point de vue économique, les négociations sur le Brexit devraient avoir pour objectif de préserver la libre circulation des échanges avec l'Union européenne (UE) et de permettre un large accès du Royaume-Uni aux marchés de l'UE pour les services financiers.

Les incertitudes liées au Brexit continuent de peser sur la croissance économique

La progression de l'activité a été modérée, malgré le regain de vitalité des exportations sous l'effet de l'accélération de la croissance du commerce mondial. Le déficit de la balance courante s'est quelque peu contracté, la dépréciation de la livre sterling ayant mécaniquement accru la valeur, en livre sterling, des revenus tirés des actifs en devises du Royaume-Uni.

Royaume-Uni



1. Pour les 16 pays de l'OCDE à la fois membres de l'UE et de l'OCDE.

2. Mesure harmonisée.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Royaume-Uni : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de GBP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	1 837.1	2.3	1.9	1.8	1.4	1.3
Consommation privée	1 200.5	2.6	2.9	1.7	1.1	0.7
Consommation publique	359.0	0.6	0.8	0.1	1.4	1.0
Formation brute de capital fixe	301.0	2.8	1.8	4.0	2.8	0.7
Demande intérieure finale	1 860.5	2.2	2.4	1.8	1.4	0.7
Variation des stocks ¹	13.4	0.2	-0.2	-0.4	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 873.9	2.4	2.2	1.4	1.4	0.8
Exportations de biens et services	518.9	5.0	2.3	5.7	1.4	3.3
Importations de biens et services	555.8	5.1	4.8	3.2	1.0	1.5
Exportations nettes ¹	- 36.8	-0.1	-0.8	0.6	0.1	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.5	2.0	2.0	1.7	1.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.1	0.6	2.7	2.6	2.2
IPCH sous-jacent ²	—	1.1	1.2	2.3	2.2	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.4	4.9	4.4	4.5	4.6
Taux d'épargne brute des ménages (% du revenu disponible)	—	9.2	7.1	5.1	5.3	5.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-4.3	-3.3	-1.8	-1.4	-1.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	112.3	121.1	118.0	116.8	115.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	88.2	88.2	87.7	87.7	87.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-5.2	-5.8	-4.1	-3.1	-2.5

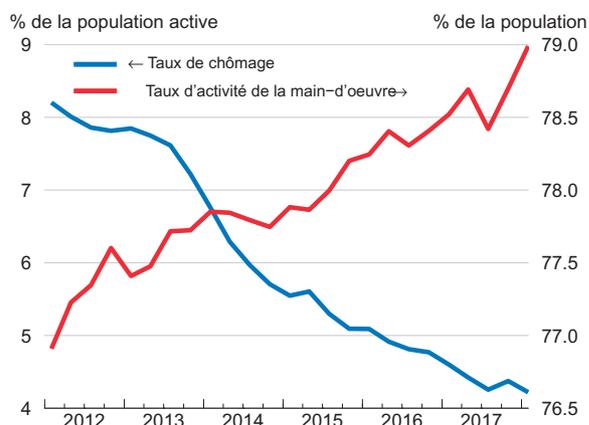
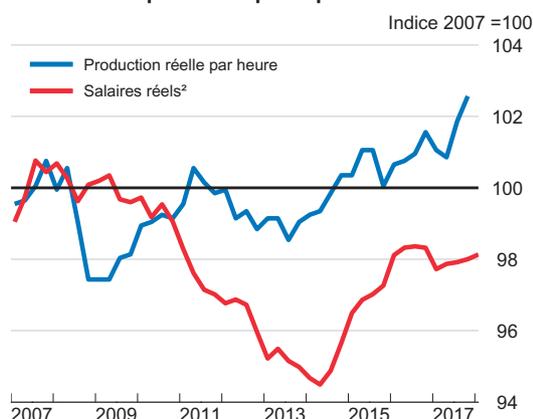
1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731567>

Royaume-Uni

Le marché du travail se porte bien¹Les salaires ont augmenté
moins rapidement que la productivité

1. Les données relatives au taux de chômage concernent les personnes âgées de 16 ans et plus. Les données relatives au taux d'activité de la main-d'œuvre concernent les personnes entre 16 et 64 ans.

2. Salaires hebdomadaires réels moyens hors primes. Les salaires ont été déflatés par l'indice des prix à la consommation, y compris les coûts de logement des propriétaires occupants.

Source : Office statistique du Royaume-Uni.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730674>

L'inflation a fortement diminué ces derniers mois, mais elle est constamment restée au-dessus de sa cible depuis février 2017, effet rémanent de la dépréciation passée de la livre sterling et de la hausse des cours mondiaux des produits de base, qui s'est répercuté sur les prix de vente au détail. Récemment, la progression des salaires a été plus lente que celle de la productivité. La principale explication de l'atonie de la demande intérieure est le niveau élevé de l'inflation qui a continué de freiner la croissance des revenus réels des ménages et les dépenses de consommation. La progression de l'investissement des entreprises a été bridée par les incertitudes économiques et politiques engendrées par le Brexit, malgré la forte rentabilité et les capacités excédentaires limitées des entreprises. Les transactions immobilières, les acceptations de dossiers de prêt hypothécaire et les prix des logements ont légèrement marqué le pas.

En dépit d'une croissance timide, le taux de chômage, qui atteint 4.2 %, est à son plus bas niveau depuis 1975 et le taux d'activité a augmenté. Les données d'enquête sur les difficultés de recrutement sont supérieures aux moyennes antérieures, ce qui peut s'expliquer par la forte chute de l'immigration en provenance des pays de l'UE et par des tendances du marché du travail observées depuis longtemps comme les pénuries de compétences. Les salaires sont repartis à la hausse, même si moins que les tensions sur le marché du travail auraient pu le laisser penser.

Une normalisation progressive de la politique monétaire s'impose, la politique budgétaire fournira la marge de manœuvre nécessaire

Le Comité de politique monétaire a relevé ses taux d'intérêt fin 2017 alors que l'inflation se situait largement au-dessus de l'objectif visé. Étant donné que l'inflation est toujours plus élevée que sa cible et que des tensions salariales apparaissent, la Banque d'Angleterre devrait continuer d'augmenter son taux directeur et commencer à réduire son bilan, mais seulement de façon très progressive, car de fortes incertitudes demeurent. Une communication claire est primordiale pour éviter des turbulences financières.

Le déficit budgétaire structurel devrait se contracter pour s'établir autour de 2.3 % du PIB cette année et un nouvel assainissement, représentant un peu plus de 0.5 % du PIB, est prévu en 2018 et en 2019 (d'après les variations du solde primaire sous-jacent). Les objectifs budgétaires devraient être largement atteints. Après avoir enregistré un pic au cours de cet exercice budgétaire, le ratio dette publique/PIB devrait décroître progressivement sur la période 2018-2019. Il conviendrait que les autorités continuent d'identifier les initiatives budgétaires en faveur de l'investissement propices aux gains de productivité, comme les dépenses de réparation et d'entretien, qui pourraient être rapidement mises en œuvre si la croissance devait faiblir sensiblement à l'approche du Brexit. Il serait également souhaitable de donner la priorité à une augmentation des dépenses consacrées à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie étant donné que les adultes ont un niveau de compétences en lecture et en calcul inférieur à la moyenne de l'OCDE et que le pourcentage de jeunes dont les compétences de base sont faibles est particulièrement élevé. Ces mesures pourraient améliorer la productivité, les salaires et la qualité des emplois.

La croissance devrait se stabiliser à un niveau bas

L'activité économique devrait progresser à un rythme inférieur à 1 ½ pour cent en 2018-19, l'accord sur la période de transition conclu en mars 2018 n'ayant que partiellement dissipé l'incertitude quant l'issue des négociations sur le Brexit. Un

resserrement de la politique monétaire et l'arrêt de la dépréciation de la livre sterling devraient contribuer à ramener l'inflation plus près de l'objectif visé, même si les négociations salariales menées cette année conduiront à une accélération de la progression des salaires. Le taux de chômage devrait augmenter graduellement, dans un contexte de faible croissance économique. Le risque majeur pour l'économie est l'incertitude entourant le Brexit. Si une forte incertitude persiste, elle pourrait peser encore davantage sur les dépenses en capital, car les entreprises reporteront encore leurs projets. En revanche, les projets différés pourraient redevenir d'actualité si les entreprises avaient plus de visibilité sur les futurs accords commerciaux, ce qui stimulerait l'expansion de l'investissement à court terme. En outre, la perspective de parvenir à maintenir des relations économiques avec l'Union européenne aussi étroites que possible aboutirait à une croissance économique plus vigoureuse que prévu.

RUSSIE

La croissance devrait continuer de suivre un rythme modéré. La consommation et l'investissement privés seront dopés par le regain de confiance résultant de la hausse des cours du pétrole et de la mise en œuvre de politiques macroéconomiques saines qui ont amélioré les conditions financières. La prorogation de l'accord OPEP+ de réduction de la production pétrolière sera un frein à l'expansion des exportations. La progression modeste des revenus maintiendra les inégalités et la pauvreté à un niveau élevé. Les incertitudes autour des cours du pétrole, des sanctions internationales et du programme qui sera conduit après l'élection présidentielle peseront sur les perspectives.

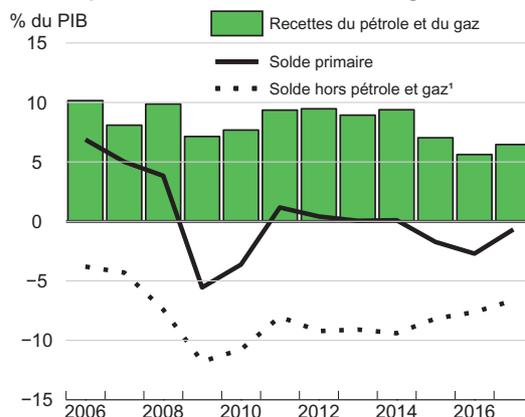
La politique budgétaire a été stricte en raison de contraintes de financement dues aux sanctions et à l'épuisement du Fonds de stabilisation. L'assainissement des finances publiques se concrétise par l'application d'une nouvelle règle budgétaire qui fixe les dépenses et le déficit en fonction des recettes engrangées pour un prix du baril de pétrole de 40 USD. Avec le temps, les dépenses consacrées à l'éducation, la santé et les infrastructures devraient être accrues afin de réduire les inégalités et la pauvreté. L'assouplissement monétaire soutiendra la demande, les anticipations d'inflation étant contenues. La réforme budgétaire et la réforme des retraites sont indispensables pour dynamiser la croissance potentielle sur fond de déclin de la population active et de baisse de la productivité.

La consommation des ménages alimente la croissance

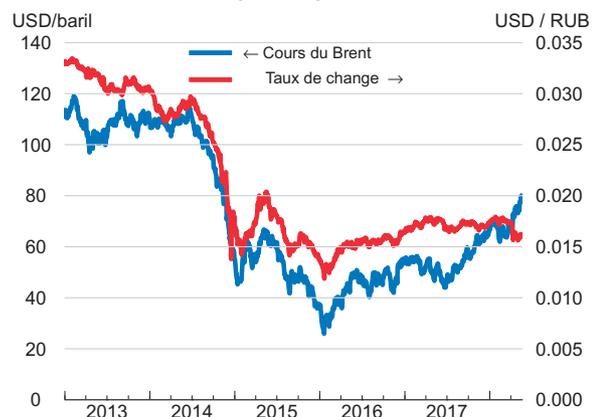
La croissance est portée par une demande intérieure en hausse. À la faveur d'un regain de confiance des entreprises et d'une amélioration des conditions financières, l'investissement privé a rebondi. La consommation privée a été stimulée par les augmentations exceptionnelles de salaires dans le secteur public et par les anticipations plus optimistes des ménages. L'approche de la Coupe du monde de football est à l'origine

Russie

Les efforts d'assainissement et la hausse des prix du pétrole ont permis de réduire le déficit budgétaire fédéral



Le taux de change est devenu moins dépendant des prix du pétrole



1. Corrigé des variations conjoncturelles.

Source : Ministère des Finances de la Fédération de Russie ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°103 ; et Thomson Reuters.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730484>

Russie : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants trillions de RUB	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2016)				
PIB aux prix du marché	79.2	-2.8	-0.1	1.5	1.8	1.5
Consommation privée	42.3	-9.7	-2.3	3.3	3.5	2.1
Consommation publique	14.2	-3.1	0.8	0.4	-0.8	-1.1
Formation brute de capital fixe	16.2	-10.4	1.7	4.3	3.6	2.0
Demande intérieure finale	72.7	-8.6	-0.8	2.9	2.7	1.5
Variation des stocks ¹	1.4	-0.8	-0.5	0.3	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	74.1	-9.3	-1.4	3.1	2.3	1.4
Exportations de biens et services	21.4	3.7	3.2	5.2	3.9	3.1
Importations de biens et services	16.4	-25.8	-3.8	15.1	8.2	2.9
Exportations nettes ¹	5.1	6.3	1.7	-1.8	-0.7	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	8.4	3.4	5.6	4.1	3.1
Indice des prix à la consommation	—	15.5	7.0	3.7	2.9	4.0
Déflateur de la consommation privée	—	14.3	6.2	3.7	2.9	3.9
Solde financier des administrations publiques ² (% du PIB)	—	-1.5	-3.6	-1.5	0.3	0.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	4.9	1.9	2.1	3.0	3.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Budget consolidé.

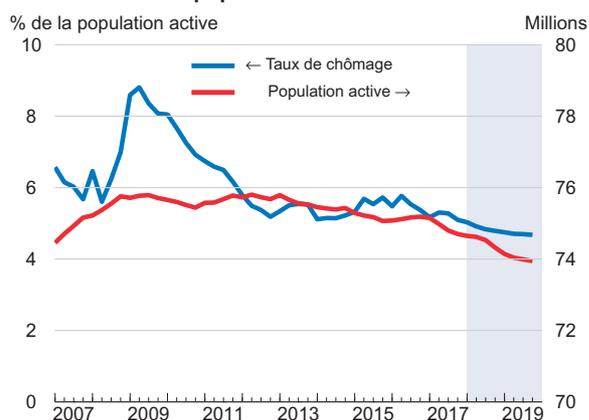
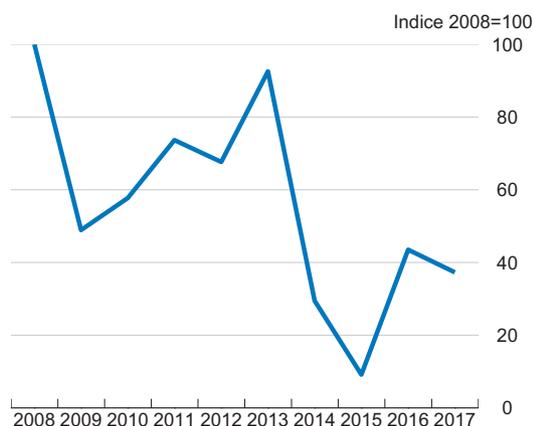
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731415>

d'un accroissement temporaire des dépenses publiques. La prorogation de l'accord OPEP+ de réduction de la production pétrolière a freiné la progression des exportations. Après un ajustement marqué à la baisse des salaires réels dans le prolongement du déclin des cours mondiaux du pétrole, les revenus réels ont entamé une remontée. Ils demeurent toutefois

Russie

Le chômage est à son plus bas historique et la population active diminue

Les entrées d'IDE ont chuté¹

1. Indice basé sur l'investissement direct étranger (IDE) en USD.

Source : Banque centrale de la Fédération de Russie ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°103 ; et Rosstat.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730503>

inférieurs de 12 % à leur niveau de 2013 et de larges pans de la population perçoivent des revenus n'atteignant pas le minimum de subsistance, ce qui explique le caractère marqué des inégalités. Grâce à l'appréciation du rouble et à la baisse des prix des denrées alimentaires, l'inflation demeure à 3,5 %, en deçà de l'objectif de 4 %. Le chômage est historiquement bas.

Les sanctions et les contre-sanctions ont eu des effets contrastés sur l'économie. La substitution de productions nationales aux produits importés se développe, mais surtout dans le secteur agro-alimentaire, tandis que la dépendance à l'égard des machines et des équipements étrangers est forte et les importations se sont rapidement redressées après le repli observé en 2015. Les coûts de financement sont élevés car les liens avec les marchés de capitaux internationaux ont été rompus. Les investissements étrangers ont fléchi, en particulier dans des secteurs essentiels tournés vers l'exportation comme le pétrole et le gaz, ou encore la métallurgie.

La politique monétaire peut stimuler l'activité tandis que l'ajustement budgétaire permettra de rétablir la viabilité des finances publiques

La banque centrale a progressivement abaissé les taux d'intérêt au fur et à mesure du déclin du taux d'inflation effectif et des anticipations d'inflation. Si elle dispose d'une marge de manœuvre pour assouplir encore sa politique afin d'encourager l'investissement, les tensions sur le marché du travail, la volatilité des prix alimentaires, le découplage récent entre le taux de change du rouble et les cours du pétrole et l'incertitude entourant les sanctions internationales sont autant de signaux appelant à la prudence. La banque centrale devra également surveiller étroitement la poursuite de la restructuration du secteur bancaire et résoudre les problèmes des banques en difficulté pour sauvegarder la confiance dans le système bancaire russe.

Dans le contexte de l'épuisement du fonds de réserve et de l'accès restreint à des sources de financement extérieures du fait des sanctions, l'assainissement budgétaire était une nécessité pour préserver la confiance dans les finances publiques. La politique budgétaire obéit à une nouvelle règle budgétaire qui consiste à calculer les budgets pour 2018 et 2019 sur la base d'un cours du pétrole de 40 USD le baril. Au-delà de ce seuil, les recettes pétrolières et gazières supplémentaires perçues sont versées au Fonds national de prévoyance. De plus, les interventions du ministère des Finances sur le marché des changes ont pour but d'atténuer la volatilité du rouble et de stabiliser les recettes budgétaires provenant de la vente de pétrole et de gaz. Étant donné que le cours du pétrole se situe actuellement bien au-dessus du seuil de 40 USD le baril et que les dépenses sont strictement maîtrisées, le budget 2018 devrait dégager un excédent. L'assainissement budgétaire est un facteur de viabilité et de confiance, mais il doit être progressif et modulé en fonction de ses effets potentiellement préjudiciables sur la reprise qui s'est amorcée et la croissance à long terme.

La croissance future subira le contrecoup du déclin de la population active et de la faiblesse des gains de productivité qui appellent des réformes structurelles et des investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Il y a lieu de se féliciter des réformes entreprises pour accroître l'efficacité dans le secteur de l'énergie et il convient de les poursuivre. Les réformes fiscales, notamment celles visant à contrebalancer par une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée le renoncement à certains prélèvements au titre des cotisations de sécurité sociale qui sont élevées, pourraient être bénéfiques à la productivité et à l'investissement et renforcer les

incitations au travail. Il faudrait améliorer les conditions offertes aux entreprises en protégeant mieux les droits des entrepreneurs et en dynamisant la concurrence, tout en réduisant le poids du secteur public dans l'économie, pour donner un coup de fouet à l'investissement et à la productivité. Une réforme du système de retraite destinée à relever le niveau, actuellement très bas, des pensions – un tiers du salaire moyen – permettrait de faire reculer la pauvreté parmi les personnes âgées et de rendre la croissance plus inclusive.

La croissance sera modérée

La croissance devrait atteindre 1.8 % en 2018 avant de ralentir pour s'établir à 1.5 % en 2019 étant donné que l'investissement ne se redressera que lentement suite aux sanctions. La croissance du revenu réel et l'amélioration de l'accès au crédit continueront de tirer vers le haut la consommation des ménages. L'expansion des exportations hors pétrole demeurera modérée, les incertitudes entourant les sanctions restant considérables. Les interventions sur le marché des changes que suppose la règle budgétaire endigueront l'appréciation du rouble et contribueront à maintenir, au moins partiellement, la compétitivité. L'assainissement des finances publiques pèsera sur la croissance du PIB, en particulier au second semestre de 2018 lorsque les effets de la Coupe du monde de football sur les dépenses se dissiperont. La pauvreté reculera, mais modérément, au fur et à mesure de l'augmentation des transferts sociaux et des salaires réels, et la proportion des ménages vulnérables demeurera forte. L'évolution des cours du pétrole, et la dénonciation possible de l'accord OPEP+, conjuguées à une relance de la production de gaz de schiste dans les pays non membres de l'OPEP, qui tirerait vers le bas les cours du pétrole, représentent une menace majeure pour les perspectives. Le durcissement récent des sanctions internationales et les contre-sanctions attendues constituent un risque de divergence à la baisse par rapport aux prévisions. Enfin, l'orientation de la politique budgétaire et le programme de réforme décrits dans les perspectives pourraient changer dans le contexte du nouveau cycle présidentiel et les risques de divergence à la hausse et à la baisse qui pourraient en résulter par rapport aux prévisions de croissance s'équilibreraient.

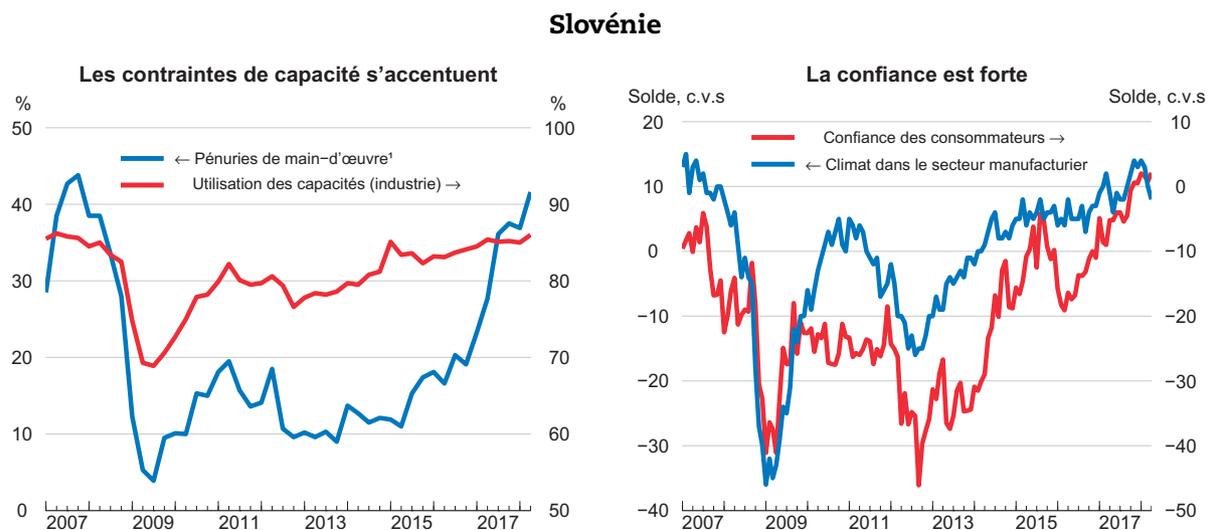
SLOVÉNIE

L'économie devrait poursuivre sa forte expansion en 2018 avant d'afficher un taux de croissance plus modéré mais toujours nettement supérieur au potentiel. Une progression sensible des revenus réels, sur fond de dynamisme du marché du travail, stimulera la consommation privée. Les conditions financières favorables et les fonds structurels de l'UE soutiendront l'investissement des entreprises et dans les infrastructures publiques. Les exportations marqueront le pas car la hausse des salaires freinera la compétitivité extérieure. La progression de la demande intérieure et un durcissement des contraintes de capacités dopèrent les importations.

La politique budgétaire devrait rester expansionniste, même si la croissance soutenue sera le gage d'un excédent budgétaire plus élevé. Toutefois, un excédent encore plus important s'impose pour endiguer les tensions inflationnistes sur fond de conditions monétaires qui resteront très accommodantes. En outre, une privatisation plus poussée améliorerait la répartition de la main-d'œuvre.

La croissance repose sur une large assise

La solide croissance de la consommation privée bénéficie de la progression des revenus réels du travail et de la confiance des consommateurs, au plus haut depuis dix ans. La hausse de la consommation des administrations publiques se poursuit, à la faveur de l'assouplissement des mesures d'austérité antérieures. L'investissement demeure élevé, compte tenu de la nécessité de développer les capacités de production et les fonds structurels de l'UE, le tout sur fond de conditions financières favorables et d'optimisme persistant des entreprises. Les exportations bénéficient de l'affermissement de la croissance dans les pays partenaires commerciaux et des gains de parts de marché liés à l'amélioration antérieure de la compétitivité.



1. Pourcentage d'entreprises du secteur manufacturier citant la pénurie de main-d'œuvre comme facteur de limitation de la production.
Source : Office statistique de la République de Slovénie ; Eurostat, Base de données sur l'industrie ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Slovénie : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	37.6	2.3	3.1	5.0	5.0	3.9
Consommation privée	20.5	2.1	4.2	3.2	4.2	3.2
Consommation publique	7.0	2.7	2.5	2.3	2.3	1.4
Formation brute de capital fixe	7.3	-1.6	-3.6	10.3	12.6	8.7
Demande intérieure finale	34.8	1.5	2.2	4.4	5.6	4.1
Variation des stocks ¹	0.1	0.3	0.7	-0.2	0.0	0.0
Demande intérieure totale	34.8	1.8	2.9	4.1	5.6	4.0
Exportations de biens et services	28.5	5.0	6.4	10.6	8.8	6.8
Importations de biens et services	25.7	4.7	6.6	10.1	9.8	7.1
Exportations nettes ¹	2.8	0.6	0.5	1.3	0.1	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.0	0.9	2.0	1.9	2.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	-0.8	-0.2	1.6	2.3	2.7
IPCH sous-jacent ²	–	0.3	0.7	0.7	1.3	2.6
Taux de chômage (% de la population active)	–	9.0	8.0	6.6	5.3	4.8
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	4.6	4.9	3.9	3.9	4.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-2.9	-1.9	0.0	0.4	0.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	102.8	97.6	88.6	86.3	84.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	82.6	78.6	73.6	69.3	68.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	4.4	5.2	6.4	5.7	5.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731453>

Une forte progression de l'emploi a ramené le chômage à son plus bas niveau en dix ans et accentué les pénuries de main-d'œuvre, ce qui conduit les entreprises à recruter progressivement à l'étranger. La croissance des salaires est restée modeste jusqu'à présent. L'inflation mesurée par les prix à la consommation s'est modérée en raison de la lenteur de la hausse des prix hors énergie et des prix des produits alimentaires. Dans le même temps, l'inflation sous-jacente est restée stable à environ 1 % par an.

La politique budgétaire devrait être plus tournée vers l'avenir

La politique budgétaire est expansionniste, d'où des avancées limitées pour ce qui est de garantir la viabilité des finances publiques. L'investissement public continuera à bénéficier du décaissement au titre des fonds structurels de l'UE. Comme la politique monétaire devrait rester accommodante dans la zone euro, les politiques macroéconomiques vont trop loin dans la relance dans la conjoncture actuelle et ne répondent pas aux futurs défis budgétaires liés au vieillissement.

La persistance d'une croissance soutenue dépend des réformes structurelles, dont une intensification des efforts de privatisation visant à des ressources disponibles et améliorer leur affectation. Pour ce faire, il faudrait doter l'autorité de la concurrence de ressources et de compétences supplémentaires et simplifier les procédures judiciaires dans les affaires

de concurrence. En outre, un relèvement du faible taux d'activité des seniors via une nouvelle réforme des retraites accroîtrait l'offre de main-d'œuvre, surtout s'il allait de pair avec de meilleures incitations à se former tout au long de la vie. Ces mesures contribueraient aussi à renforcer l'inclusivité du marché du travail.

La croissance deviendra plus modérée, sur fond de durcissement des contraintes de capacités

La croissance économique devrait rester solide en 2018 avant de connaître une modération en 2019, la demande étant appelée à être peu à peu satisfaite par une hausse des importations en raison des tensions croissantes sur les capacités dans l'économie nationale. La forte progression des revenus réels, sous l'effet de la croissance de l'emploi et de l'accélération de la hausse des salaires, continuera à stimuler la consommation privée et l'investissement dans le logement. La nécessité d'augmenter les capacités de production et de préserver la compétitivité au moyen de gains de productivité dopera l'investissement des entreprises. L'accélération de la croissance dans les pays partenaires commerciaux soutiendra les exportations, même si les gains de parts de marché s'éroderont du fait de l'accentuation progressive des tensions sur les coûts et des contraintes de capacités. Le dynamisme du marché du travail se traduira par une inflation supérieure à 3 % en 2019. Parmi les risques de révision à la hausse des prévisions, on peut citer une accélération de la croissance des exportations si le redressement des marchés d'exportation est plus marqué que prévu ou si une privatisation plus poussée permet de dégager des ressources au profit de sociétés exportatrices plus dynamiques. À l'inverse, si la politique budgétaire ne permet pas d'empêcher pas une surchauffe du marché du travail et de remédier aux problèmes de viabilité des finances publiques, la confiance des investisseurs pourrait se dégrader et la croissance des salaires s'accélérer, ce qui nuirait à la compétitivité extérieure et pourrait justifier peut-être des mesures nettement plus strictes ultérieurement.

SUÈDE

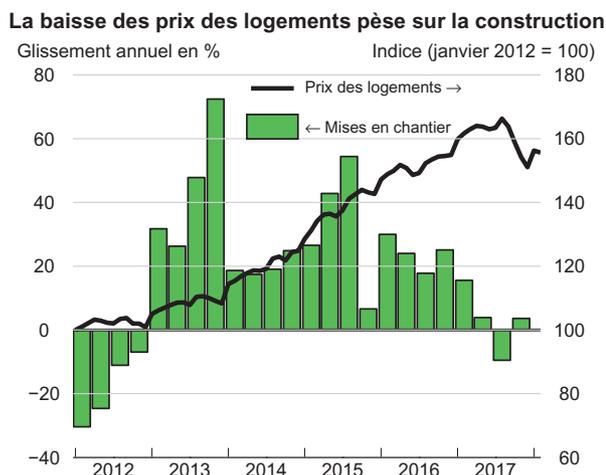
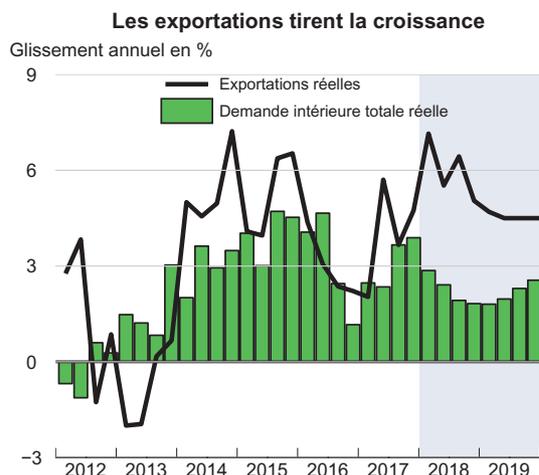
La croissance restera vigoureuse, dans un contexte où la demande mondiale et l'affaiblissement de la couronne continueront à doper les exportations. Les secteurs exportateurs poursuivront leurs investissements pour répondre à la hausse de la demande. Cependant, l'investissement résidentiel subira une contraction, sur fond de baisses des prix des logements. L'accroissement de la population active se ralentira et le chômage marquera un palier, sachant que les travailleurs peu qualifiés difficiles à embaucher représentent une proportion grandissante des demandeurs d'emploi. Les ménages demeureront prudents, avec un taux d'épargne restant à un niveau élevé.

Les politiques budgétaire et monétaire, toutes deux expansionnistes en période de reprise solide, risquent d'amplifier le cycle conjoncturel. Grâce à sa politique monétaire expansionniste, la Suède est parvenue à ramener l'inflation à un niveau proche de 2 % et les anticipations sont bien ancrées. La Banque de Suède devrait commencer à mettre fin à la relance monétaire vers fin 2018, ce qui est nécessaire pour trouver un équilibre entre les risques d'inflation et ceux qui découleraient d'une mauvaise affectation des ressources et déséquilibres financiers. Des réformes visant à améliorer le fonctionnement du marché du logement s'imposent aussi.

Les exportations maintiennent leur forte croissance alors que la demande intérieure fléchit légèrement

L'économie continue à afficher une croissance soutenue, mais la composition de la croissance évolue. Les exportations sont portées par la demande internationale et bénéficient d'un affaiblissement de la couronne. En revanche, la croissance de la consommation marque le pas en raison de la persistance d'une progression modeste des salaires, d'une épargne élevée et de la baisse des prix des logements. Les pénuries de main-d'œuvre qualifiée perdurent mais le chômage ne diminue que progressivement, sachant qu'une proportion grandissante des chômeurs se compose de personnes plus difficiles à employer, dont des immigrants arrivés récemment sur le territoire.

Suède



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; Statistics Sweden ; et Valueguard.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730598>

Suède : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2016)				
PIB aux prix du marché	3 943.0	4.3	3.0	2.7	2.8	2.2
Consommation privée	1 817.4	3.0	2.1	2.4	2.1	2.6
Consommation publique	1 030.9	2.1	2.6	0.8	1.4	1.5
Formation brute de capital fixe	909.5	6.5	5.3	6.5	2.5	2.2
Demande intérieure finale	3 757.9	3.6	3.1	3.0	2.0	2.2
Variation des stocks ¹	15.1	0.4	0.0	0.1	0.2	0.0
Demande intérieure totale	3 773.0	4.1	3.1	3.1	2.3	2.2
Exportations de biens et services	1 779.3	5.2	3.0	4.0	6.0	4.5
Importations de biens et services	1 609.3	4.8	3.1	5.3	4.9	4.8
Exportations nettes ¹	169.9	0.4	0.1	-0.3	0.7	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.1	1.7	2.0	1.8	2.2
Indice des prix à la consommation ²	—	0.0	1.0	1.8	1.6	2.2
IPC sous-jacent ³	—	0.9	1.4	2.0	1.8	2.1
Taux de chômage ⁴ (% de la population active)	—	7.4	6.9	6.7	6.1	5.9
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	15.1	16.6	15.9	16.6	16.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.2	1.2	1.3	1.0	0.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	44.2	42.2	40.6	38.1	35.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	4.5	4.3	3.2	4.3	4.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

3. Indice de prix à la consommation à taux d'intérêt fixes.

4. Les séries historiques comme les prévisions sont basées sur une définition du chômage couvrant les 15-74 ans, y compris les étudiants à plein temps à la recherche d'un emploi et disponibles pour travailler.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731510>

L'accroissement de la demande d'exportations stimule l'investissement des entreprises. En revanche, l'investissement en logements subit une contraction. Les ménages n'ont pas réduit leur consommation mais devraient rester quelque peu prudents à court terme. L'emploi continue à progresser, quoiqu'à un rythme plus lent.

Les politiques monétaire et budgétaire sont expansionnistes

L'inflation devrait rester proche de l'objectif au cours de la période à venir. Toutefois, la politique monétaire devrait demeurer très expansionniste, malgré les signes de forte utilisation des capacités. Le programme d'achat d'obligations a été suspendu et les premiers relèvements du taux des prises en pension, qui s'est stabilisé à -0.5 % depuis février 2016, sont attendus au second semestre de 2018. Un durcissement progressif de la politique monétaire est une bonne chose pour assurer un équilibre entre les risques d'une inflation inférieure à l'objectif et ceux qu'entraîneraient une inflation supérieure à l'objectif, des déséquilibres financiers et une mauvaise affectation des ressources.

Outre la facilité d'accès au crédit et la croissance rapide des revenus et de la population, la faiblesse des taux d'intérêt a alimenté une forte progression des prix des

logements jusqu'à une date récente. L'endettement des ménages s'est accru pour dépasser 180 % du revenu disponible, mais les mesures macro-prudentielles ont semble-t-il commencé à produire leurs effets. Le régime fiscal favorable du logement et des prêts hypothécaires, la réglementation du marché locatif et un manque de concurrence dans le bâtiment ont contribué à des déséquilibres sur le marché du logement, où une pénurie globale d'habitations va de pair avec une offre excédentaire sur certains segments. Les prix des logements subissent actuellement une correction bienvenue. Ils ont en effet diminué de 3.7 % durant l'année qui s'est achevée en février 2018 et de 6.5 % par rapport à leur pic d'août 2017, mais montrent à présent des signes de stabilisation.

La politique budgétaire est expansionniste, les nouvelles mesures de dépenses discrétionnaires étant supérieures aux augmentations structurelles des recettes publiques. Bien que des investissements s'imposent dans les domaines de l'éducation, de l'intégration des immigrés, de la santé, de la défense et de la protection de l'environnement, les initiatives budgétaires alimentent une croissance déjà soutenue et sont financées par des recettes fiscales temporairement élevées. La viabilité des finances publiques n'est toutefois pas menacée, dans la mesure où la dette publique brute est inférieure à 40 % du PIB et où l'excédent budgétaire de base représente environ 1 % du PIB.

La croissance s'essoufflera quelque peu et les risques liés au marché du logement subsistent

La croissance du PIB devrait subir un léger ralentissement car les contraintes de capacités font sentir leurs effets. La croissance restera tirée par les exportations et l'investissement des entreprises, alors que la demande extérieure, en provenance de l'Union européenne notamment, se maintiendra. La consommation des ménages continuera à progresser à un rythme mesuré, sachant que les tensions sur le marché du travail ne se répercutent que progressivement sur les salaires et que la correction des prix des logements incite à la prudence. La contraction de l'investissement dans le logement se poursuivra. Les principaux risques entourant les perspectives concernent notamment de nouvelles baisses des prix des logements, qui pourraient peser sur la consommation. Un repli de l'activité pourrait être accentué par les déséquilibres résultant de politiques macroéconomiques trop expansionnistes durant la reprise.

SUISSE

L'assise de la croissance devrait s'élargir pendant la période de projection, parallèlement à l'accélération progressive de l'activité économique, aujourd'hui atone, sur le plan intérieur. La reprise mondiale continuera de soutenir les exportations. L'inflation demeurera modérée et ne devrait dépasser 1 % qu'à la fin de 2019. La Suisse conservera son ample excédent des paiements courants.

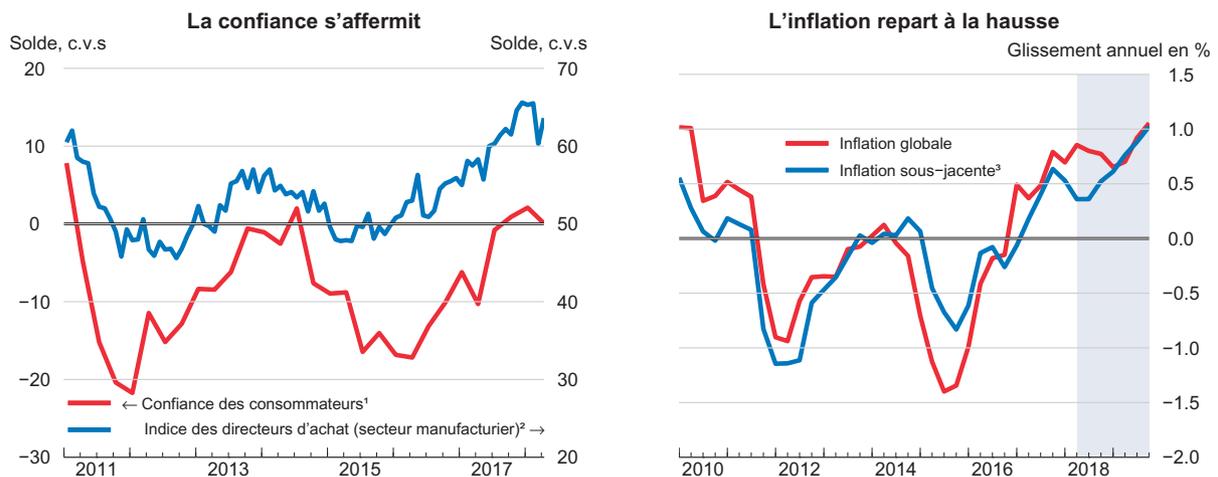
La politique monétaire demeure accommodante. Sur fond d'accélération de la hausse des prix à la consommation, la banque centrale devrait commencer à relever ses taux directeurs, qui sont actuellement négatifs, en 2019. L'excédent budgétaire diminuera progressivement en même temps que les recettes exceptionnelles. Il devient de plus en plus urgent de réformer le système de retraite pour en garantir la viabilité financière. Accroître l'offre de services d'accueil des jeunes enfants et améliorer leur accessibilité financière permettrait de lever certains obstacles à la participation pleine et entière des femmes à l'activité économique.

Le secteur manufacturier a été un pilier de la reprise

Après des années de croissance en demi-teinte, le secteur manufacturier a repris des couleurs en 2017. Le rebond de la croissance à l'échelle mondiale, en particulier dans l'Union européenne (UE), a contribué à la reprise. Les exportateurs ont également bénéficié de la poursuite de la dépréciation du franc suisse. La confiance des entreprises et celle des consommateurs sont fortes par rapport aux niveaux observés ces dernières années.

L'inflation a augmenté sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie, mais la mesure de l'inflation sous-jacente indique que les tensions sous-jacentes sur les prix restent

Suisse



1. Le solde d'opinion correspond à la différence entre les réponses positives et négatives ; il est centré autour de zéro.
2. L'indice des directeurs d'achat dans le secteur manufacturier est un indicateur avancé tiré d'enquêtes : une valeur supérieure à 50 est le signe d'une expansion globale de l'activité et une valeur inférieure à 50 indique une contraction.
3. Hors produits alimentaires frais et de saison, énergie et carburants.

Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Thomson Reuters ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730617>

Suisse : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de CHF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	649.8	1.2	1.4	1.1	2.3	1.9
Consommation privée	345.1	1.8	1.5	1.2	1.3	1.6
Consommation publique	77.8	1.2	1.6	1.0	1.1	1.1
Formation brute de capital fixe	155.1	2.3	3.0	3.1	3.0	3.4
Demande intérieure finale	577.9	1.8	1.9	1.7	1.7	2.0
Variation des stocks ¹	- 4.6	0.5	-1.3	-1.3	-0.3	0.1
Demande intérieure totale	573.3	2.4	0.3	0.2	1.3	2.2
Exportations de biens et services	418.1	2.3	6.6	-0.7	4.7	4.0
Importations de biens et services	341.6	4.6	6.0	-2.5	3.7	4.8
Exportations nettes ¹	76.5	-0.9	1.0	0.9	1.1	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.6	-0.6	0.3	0.6	1.0
Indice des prix à la consommation	—	-1.1	-0.4	0.5	0.9	0.9
IPC sous-jacent ²	—	-0.5	-0.3	0.3	0.4	0.8
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.8	4.9	4.8	4.6	4.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	17.6	18.8	18.7	18.5	18.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.6	0.3	1.1	0.7	0.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	43.3	42.6	41.5	40.8	40.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	10.9	9.4	9.8	10.7	10.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731529>

modérées. Le taux de chômage a à peine reculé, ce qui a empêché une baisse de l'épargne des ménages, dont le niveau est actuellement élevé. La rémunération réelle des salariés a diminué, ce qui a pesé sur la consommation privée. L'excédent des paiements courants a atteint près de 10 % du PIB en 2017, gonflé par l'augmentation des revenus d'investissement.

Il est essentiel que les pouvoirs publics trouvent le bon dosage de mesures pour assurer la stabilité économique

La Banque nationale suisse (BNS) applique des taux d'intérêt directeurs négatifs depuis décembre 2014. La quête de rendement qui en résulte peut influencer sur la répartition des ressources, créant des risques de distorsions financières. En outre, une remontée des prix des logements s'est amorcée, et la croissance des crédits hypothécaires octroyés par certaines catégories de banques s'accélère. La hausse de l'inflation permettra à la banque centrale de relever les taux d'intérêt, et elle devrait commencer à le faire à la mi-2019. Un programme de réduction progressive de l'orientation expansionniste de la politique monétaire devrait être annoncé longtemps à l'avance, pour éviter un effet de surprise qui pourrait déstabiliser les marchés.

L'endettement public est modeste, et un léger assouplissement de la politique budgétaire en 2018 et 2019 contribuera à ce que le processus d'abandon de la politique monétaire non conventionnelle se déroule sans heurts. Les recettes budgétaires ont été

plus élevées qu'on ne s'y attendait, tandis que le niveau effectif des dépenses publiques s'est établi légèrement en deçà de leur niveau budgété, et la Suisse affiche depuis longtemps un solde budgétaire excédentaire. Celui-ci diminuera cependant progressivement en même temps que les recettes exceptionnelles. Compte tenu du vieillissement de la population et de la dégradation de la situation financière du système de retraite, il devient urgent de réformer ce système, notamment en supprimant les contre-incitations à l'allongement de la vie active, de façon à rehausser l'âge effectif de la retraite.

Face aux défis à long terme qui se profilent, il faut accélérer la croissance de la productivité, notamment en améliorant l'inclusivité. L'intensification de la concurrence et la réduction des restrictions au commerce, notamment pour les produits agricoles, contribueraient au maintien d'un niveau de vie élevé. Faciliter l'immigration en provenance de pays non membres de l'UE et accroître le taux d'activité des femmes et des immigrés contribuerait à satisfaire les besoins du marché du travail. Accroître l'offre de services d'accueil des jeunes enfants et améliorer leur accessibilité financière permettrait en particulier de favoriser l'emploi féminin à temps plein.

La demande intérieure devrait croître plus vigoureusement

L'année 2018 devrait être marquée par un net redressement de la croissance, dû en grande partie au dynamisme de l'activité au tournant de l'année. Les exportations resteront un moteur de l'expansion économique dans le contexte de la récente dépréciation du franc suisse et du rebond de la croissance mondiale. En outre, la demande intérieure repartira à la hausse, élargissant l'assise de la croissance économique. La consommation privée se redressera tandis que le chômage reculera peu à peu et que les salaires réels recommenceront à augmenter. Une intensification des tensions géopolitiques pourrait être particulièrement préjudiciable à l'économie suisse, qui est très ouverte, si le franc suisse devait s'apprécier fortement. Sur le plan intérieur, les tensions liés à la finalisation de la réforme de l'impôt sur les sociétés, qui devrait être appliquée en 2020 mais pourrait faire l'objet d'un référendum, pourraient aggraver encore l'incertitude, pesant du même coup sur l'investissement. À l'inverse, l'optimisme des ménages pourrait se traduire par un fléchissement plus prononcé que prévu de leur taux d'épargne, et une expansion plus forte de la consommation, ce qui entraînerait une contraction de l'excédent des paiements courants.

TURQUIE

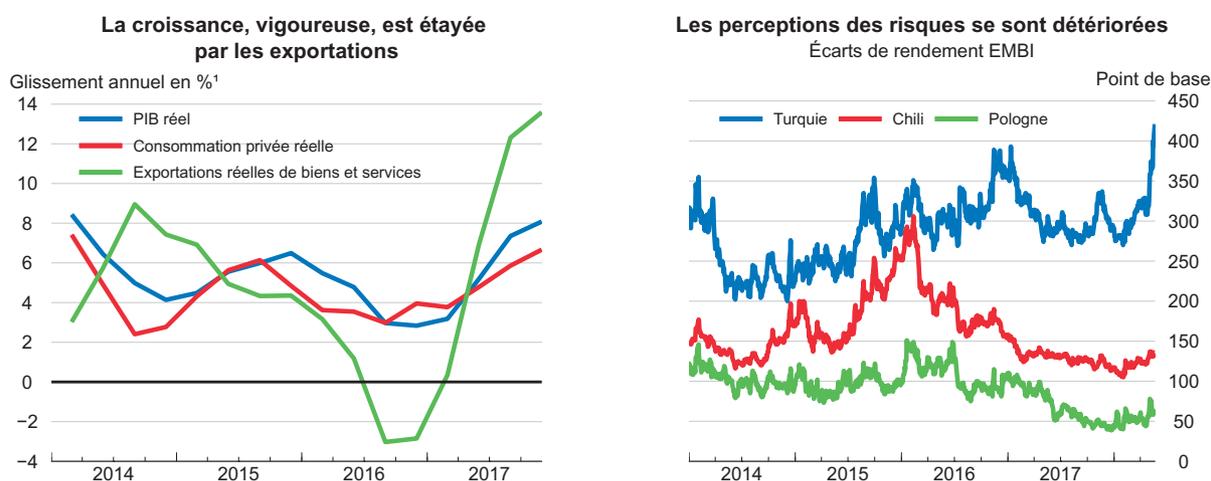
Après une reprise vigoureuse en 2017 et des turbulences au printemps 2018, la croissance économique devrait ralentir mais rester aux alentours de 5 % en 2018 et 2019. Les incertitudes entourant les élections anticipées de juin, ainsi que les tensions géopolitiques persistantes dans la région, sont source de risques. Le taux de change demeure très instable, sachant que la livre s'est fortement dépréciée récemment malgré une hausse sensible du taux d'intérêt directeur, et l'inflation mesurée par les prix à la consommation est nettement supérieure à l'objectif. La désinflation devrait être lente.

Il est primordial que la Turquie dispose d'un cadre macroéconomique crédible pour préserver la confiance dans ce contexte sensible. Le Programme économique à moyen terme prévoit un cadre budgétaire prudent, et il faudrait que le récent resserrement monétaire soit étayé par un renforcement de la crédibilité institutionnelle de la politique monétaire. Il conviendrait d'accélérer dès que possible les réformes structurelles visant à mettre en phase l'environnement des entreprises avec les bonnes pratiques internationales, pour rééquilibrer la croissance et la rendre plus inclusive.

La vigueur des exportations et l'importance des aides publiques ont soutenu la croissance

La croissance du PIB réel en 2017 et au début de 2018 a été supérieure aux anticipations du marché et aux prévisions officielles. La vigueur de la demande extérieure et la dépréciation du taux de change réel ont soutenu les exportations. Les mesures de relance budgétaire et quasi-budgétaire, notamment l'élargissement considérable du programme public de garantie de crédit, ont dopé la demande intérieure. Sous l'effet de nouvelles incitations à l'emploi, le nombre de créations nettes de postes a atteint 1.6 million en 2017, mais du fait de la croissance soutenue de la population active, le taux de chômage restait proche de 10 % au début de 2018. L'investissement privé a été faible pendant l'essentiel de la période récente, ce qui témoigne de l'attentisme des investisseurs

Turquie



1. Moyenne mobile sur 3 trimestres.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Thomson Reuters.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730636>

Turquie : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de TRY	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009)				
PIB aux prix du marché	2 044.5	5.9	3.2	7.4	5.1	5.0
Consommation privée	1 242.2	5.3	3.7	6.1	5.9	5.3
Consommation publique	288.1	2.9	9.8	4.4	6.9	5.2
Formation brute de capital fixe	590.7	9.3	2.2	7.3	8.1	7.6
Demande intérieure finale	2 121.1	6.1	4.1	6.2	6.7	5.9
Variation des stocks ¹	2.8	-1.6	0.0	-0.7	0.2	0.0
Demande intérieure totale	2 123.9	4.6	4.2	5.7	6.9	5.8
Exportations de biens et services	485.9	4.3	-1.9	12.0	8.7	6.6
Importations de biens et services	565.3	1.5	3.8	10.1	13.2	6.0
Exportations nettes ¹	- 79.4	0.6	-1.4	0.1	-1.7	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	8.0	8.1	10.9	11.3	9.8
Indice des prix à la consommation	—	7.7	7.8	11.1	11.5	10.3
IPC sous-jacent ²	—	8.0	8.5	10.1	12.7	10.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	10.3	10.9	10.9	10.5	10.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.7	-3.8	-5.6	-6.4	-6.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731548>

dans le contexte d'incertitudes diverses à l'échelle nationale, régionale et internationale. Cependant, à la faveur d'une amélioration des perspectives d'exportation et d'aides publiques massives, l'investissement s'est redressé à la fin de 2017, et la part des investissements en machines et matériels de transport dans le PIB a renoué avec son niveau moyen sur longue période de 13 % environ, soit l'un des plus élevés de la zone OCDE.

L'accentuation des déséquilibres et des incertitudes exige un cadre macroéconomique crédible

La croissance vigoureuse a accentué les déséquilibres caractérisant de longue date la Turquie, qui découlent d'une dépendance excessive de son économie à l'égard de la demande intérieure. D'après les estimations, le déficit des paiements courants était supérieur à 6 % du PIB au début de 2018, et les besoins de financement extérieur devraient atteindre 25 % du PIB en 2018. Les hausses du cours du pétrole ont accentué les pressions exercées sur le compte courant, et les financements extérieurs deviendront moins abondants et plus coûteux à mesure que les pays avancés de l'OCDE normaliseront leur politique monétaire. La politique budgétaire a aggravé les déséquilibres. Les tensions sur les dépenses se sont fortement accentuées au printemps 2018, en raison des nouvelles mesures d'incitation adoptées en faveur des entreprises et d'un renforcement des transferts sociaux. Les élections anticipées de juin 2018 ouvrent la possibilité d'un assainissement post-électoral correspondant au Programme économique à moyen terme du gouvernement. Les autorités devraient présenter la situation budgétaire de manière

exhaustive et transparente, en publiant en temps voulu des comptes trimestriels des administrations publiques conformes aux normes internationales.

L'attachement de la banque centrale à l'objectif officiel d'inflation de 5 % est mis en doute après plusieurs années de dépassement et cinq trimestres consécutifs d'inflation à deux chiffres. Cela a accentué la dépréciation et la volatilité du taux de change, entraîné une augmentation considérable des primes de risque du pays et exacerbé les risques liés à la dette extérieure. Dans ce contexte, la banque centrale a relevé son taux débiteur de 375 points de base en termes cumulés en avril et mai de cette année. Pour renforcer la crédibilité de la politique monétaire, il faudrait s'attacher davantage à garantir l'indépendance de la banque centrale et la réalisation de l'objectif d'inflation. Il faudrait simplifier la politique monétaire et communiquer des indications prospectives sur la manière dont les autorités projettent d'atteindre l'objectif d'inflation de 5 % dans un avenir prévisible.

La croissance devrait ralentir et ce fléchissement de l'activité pourrait s'accroître en cas d'accroissement des tensions

Compte tenu de l'ample acquis de croissance positif hérité de la fin de 2017 et du début de 2018, en l'absence de nouvelles tensions marquées sur les taux de change et les primes de risque, et si l'on pose l'hypothèse que les flux de capitaux internationaux ne connaîtront pas de nouvelles perturbations tandis que les économies avancées normaliseront leur politique économique, la croissance du PIB devrait rester aux alentours de 5 % en 2018 et en 2019. Si le processus électoral s'achève sans tensions majeures, si les politiques budgétaire et monétaire ne demeurent pas procycliques, et si les réformes structurelles ambitieuses mais retardées sont progressivement mises en œuvre après les élections, la confiance des consommateurs et des investisseurs pourrait s'améliorer et la croissance se raffermir. En revanche, si la confiance se dégrade du fait de nouvelles incertitudes concernant l'orientation de la politique macroéconomique ou les perspectives de réformes structurelles après les élections, ou d'un regain de tensions sur les marchés de capitaux et les taux de change, l'évolution des mouvements de capitaux et de l'état d'esprit dans le pays pourrait affaiblir l'investissement, la consommation et la croissance.

ZONE EURO

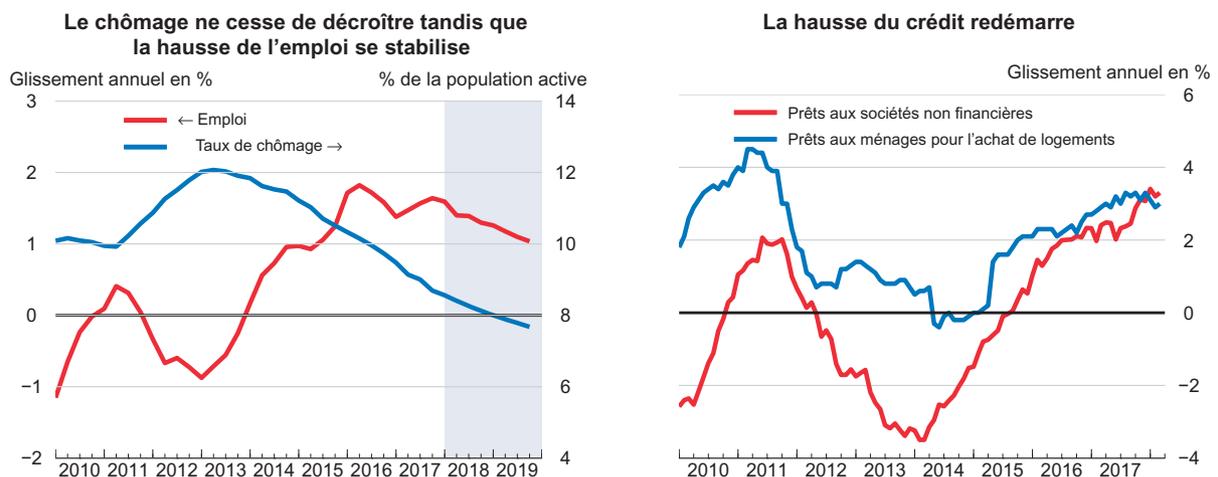
Dans la zone euro, la croissance économique devrait se poursuivre à un rythme relativement vigoureux, tout juste supérieur à 2 %, sur la période 2018-19. La politique monétaire accommodante, les mesures de relance budgétaire et l'amélioration de la situation des marchés du travail soutiennent la demande intérieure, notamment en alimentant le dynamisme de la consommation privée. L'investissement se renforce, sous l'effet des conditions de financement favorables, de la forte demande mondiale et des besoins de renforcement des capacités productives. L'inflation devrait se redresser progressivement, à mesure que disparaîtra la marge de ressources inutilisées dans l'économie.

Les autorités monétaires devraient se montrer déterminées à maintenir l'orientation accommodante de leur politique aussi longtemps qu'il le faudra pour atteindre l'objectif d'inflation, tout en préparant une normalisation progressive. L'orientation budgétaire de la zone euro devrait être légèrement expansionniste tant en 2018 qu'en 2019. Parallèlement au renforcement de l'expansion économique, les États devraient améliorer leur situation budgétaire et réduire leur ratio d'endettement. Renforcer les compétences, réformer les marchés de produits, achever le marché unique des biens et des services et progresser sur la voie de l'union bancaire constituent la meilleure façon de garantir une dynamique de croissance plus forte et plus inclusive.

L'expansion se poursuit

Le dynamisme de la demande intérieure et extérieure favorise une croissance soutenue. La consommation privée a ralenti sur fond de hausse de l'inflation, mais elle se montre résiliente grâce à la nette hausse de l'emploi. Les dépenses d'investissement restent dynamiques, portées par des conditions de financement favorables, une demande solide et les besoins de remplacement du capital obsolète. Quant à la reprise de l'investissement résidentiel, elle est étayée par des conditions de financement favorables et l'augmentation des revenus. Malgré l'appréciation de l'euro, la progression des échanges

Zone euro



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729914>

Zone euro : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2014)				
PIB aux prix du marché	10 105.3	2.0	1.8	2.6	2.2	2.1
Consommation privée	5 597.5	1.7	1.9	1.7	1.4	1.5
Consommation publique	2 118.8	1.3	1.8	1.2	1.3	1.3
Formation brute de capital fixe	1 988.9	3.0	4.5	3.2	4.2	4.1
Demande intérieure finale	9 705.3	1.9	2.4	2.0	2.0	2.0
Variation des stocks ¹	30.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	9 735.3	1.9	2.3	2.0	2.0	2.0
Exportations nettes ¹	370.0	0.1	-0.5	0.6	0.3	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.4	0.8	1.1	1.5	1.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.0	0.2	1.5	1.6	1.8
IPCH sous-jacent ²	—	0.8	0.8	1.0	1.2	1.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	10.9	10.0	9.1	8.3	7.8
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	6.0	5.8	5.5	5.3	5.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.0	-1.5	-0.9	-0.6	-0.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	109.7	109.0	105.2	103.2	101.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	92.4	91.4	88.9	87.0	84.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.8	3.7	4.0	4.0	3.9

Note : L'agrégat correspondant à la zone euro est calculé à partir des pays de la zone euro membres de l'OCDE, et de données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier.

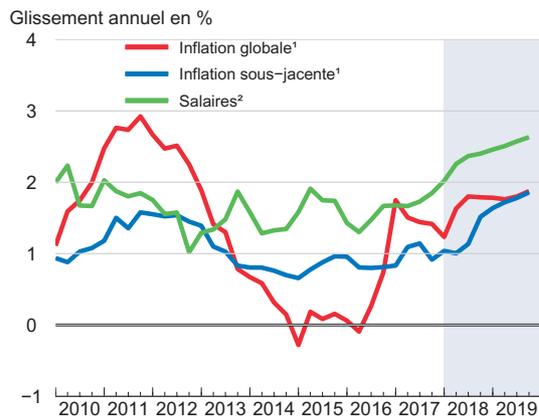
1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

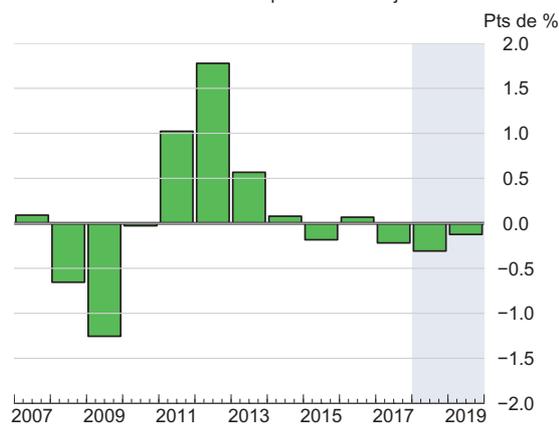
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730978>

Zone euro

L'inflation est inférieure à l'objectif,
mais va accélérer progressivement

L'orientation budgétaire sera légèrement expansionniste

Variation annuelle du solde primaire sous-jacent³



1. Indices des prix à la consommation harmonisés, hors énergie et alimentation comme pour l'inflation sous-jacente.

2. Salaires nominaux par salarié.

3. En pourcentage du PIB potentiel.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729933>

a été très vive au second semestre de 2017, à la faveur d'une croissance soutenue en Europe et d'un rebond du commerce mondial, et elle s'est poursuivie à un rythme soutenu, bien que plus lent, au début de 2018. Néanmoins, au premier trimestre de 2018, les indicateurs à haute fréquence et le taux de croissance trimestriel du PIB ont fléchi, laissant à penser que le rythme de l'expansion économique avait un peu diminué par rapport au niveau élevé auquel il s'établissait à la fin de 2017.

La situation du marché du travail continue de s'améliorer. Le chômage est tombé à son plus bas niveau depuis neuf ans. La participation au marché du travail a augmenté dans un certain nombre de pays, laissant entrevoir une reprise vigoureuse de celui-ci. On n'a cependant observé jusqu'à présent aucun signe de forte hausse des salaires réels, en dépit de l'embellie des marchés du travail. Malgré une croissance dynamique, la hausse globale des prix à la consommation reste modérée, freinée par l'appréciation de l'euro et par un sous-emploi persistant de la main-d'œuvre sur les marchés du travail. Quant à l'inflation sous-jacente, elle demeure faible.

Des réformes sont nécessaires pour parvenir à une amélioration soutenue des niveaux de vie et accroître la résilience

En mars, la Banque centrale européenne (BCE) a retiré de ses communiqués la phrase mentionnant son engagement à accroître le volume ou à allonger la durée de son programme d'achats d'actifs si nécessaire, décision appropriée étant donné que les risques de déflation ont diminué et que la politique monétaire devra progressivement, avec la poursuite de la reprise, prendre une orientation moins accommodante. Comme l'inflation devrait progressivement revenir à un niveau inférieur à, mais proche de 2 %, correspondant à l'objectif de la BCE, celle-ci devrait réduire peu à peu son soutien à l'activité. Une réduction prudente et progressive de l'orientation expansionniste de la politique monétaire est de mise dans un contexte marqué par une inflation inférieure à l'objectif visé et par un sous-emploi persistant de la main-d'œuvre dans de nombreux pays, et afin d'éviter d'éventuelles perturbations sur les marchés de capitaux. Une hausse de l'inflation, conformément aux prévisions, permettra à la BCE de diminuer ses achats d'actifs à partir d'octobre 2018 pour y mettre fin en décembre 2018, avant de relever le taux de sa facilité de dépôt de 25 points de base au second semestre de 2019.

L'orientation budgétaire de la zone euro dans son ensemble devrait être légèrement expansionniste tant en 2018 qu'en 2019. Le ratio dette publique/PIB reste supérieur à sa moyenne historique dans de nombreux pays. Avec la poursuite de la reprise, les États devraient veiller à faire nettement baisser leur ratio dette/PIB, en améliorant encore leur situation budgétaire et en lançant des réformes structurelles pour stimuler la croissance. Il conviendrait également de renforcer la crédibilité et l'efficacité de la gouvernance budgétaire de l'Union européenne (UE) en simplifiant les règles budgétaires. De nouvelles avancées en vue de finaliser l'union bancaire, en créant un filet de sécurité budgétaire commun pour le Fonds de résolution unique et la conclusion d'un accord sur le système européen d'assurance des dépôts, restent déterminantes pour accroître la stabilité financière du secteur bancaire de la zone euro et la résilience de cette dernière.

La faiblesse des gains de productivité et de l'investissement dans de nombreux pays empêche toute amélioration soutenue des niveaux de vie. Il est tout à fait possible d'engager des réformes des marchés de produits propres à stimuler la concurrence et à améliorer la diffusion des nouvelles technologies dans de nombreux pays. Une accélération de la mise en place du marché unique numérique européen et un achèvement

rapide du marché unique dans les industries de réseaux et les services favoriseraient l'investissement et la croissance de la productivité. Les besoins d'investissement sont particulièrement importants dans les réseaux transeuropéens de transport et d'énergie.

La croissance restera vigoureuse

La croissance annuelle moyenne du PIB devrait s'établir tout juste au-dessus de 2 % en 2018-19, portée par une politique monétaire accommodante, une orientation budgétaire quelque peu expansionniste et la reprise de l'économie mondiale. La consommation privée augmentera à un rythme modéré, mais régulier, étayée par l'amélioration de l'emploi et l'accélération de la croissance des revenus disponibles, étant donné que les salaires devraient progresser plus vite que par le passé. La reprise de l'investissement des entreprises devrait se poursuivre, sous l'effet des conditions de financement favorables et de la vigueur de la demande. La progression des exportations de la zone euro devrait marquer le pas dans un contexte de modération de la demande extérieure. L'inflation se renforcera graduellement sur fond de hausse des cours du pétrole, de résorption de la marge de ressources inutilisées dans l'économie et de progression plus forte des salaires. L'incertitude liée à l'action publique est forte et pourrait encore s'aggraver. Une escalade des tensions commerciales nuirait à la confiance et, à terme, à l'investissement et aux échanges. La sortie du Royaume-Uni de l'UE (« Brexit ») ne représente pas un risque macroéconomique majeur pour la zone euro considérée dans son ensemble. Néanmoins, les pays ayant les liens commerciaux les plus étroits avec le Royaume-Uni pourraient être durement touchés si ce pays quittait l'UE sans accord commercial. Les pays fortement endettés pourraient avoir du mal à faire face à une augmentation des coûts d'emprunts si l'inflation s'avère plus élevée que prévu et si l'orientation expansionniste de la politique monétaire est réduite rapidement. À l'inverse, la reprise conjoncturelle du commerce international, ou un regain de confiance résultant de la dynamique actuelle en faveur de la correction des faiblesses institutionnelles de la zone euro, pourrait engendrer une croissance plus vigoureuse que prévu. Cela dit, des appels à revoir et affaiblir l'architecture de l'Union européenne pourraient saper la confiance dans les États membres, ralentissant ou bloquant du même coup des réformes propices à la croissance dans l'UE.

ANNEXE STATISTIQUE

Cette annexe contient des données sur des agrégats économiques clés, met en perspective les évolutions économiques récentes de l'économie mondiale telles qu'elles sont décrites dans le corps de ce rapport. Les chiffres pour 2018 et 2019 sont des estimations et des prévisions de l'OCDE. Les données présentées dans certains tableaux ont été corrigées conformément aux concepts et définitions établis au plan international, afin de faciliter les comparaisons entre pays et d'assurer une cohérence avec les données rétrospectives figurant dans d'autres publications de l'OCDE. Les agrégats régionaux sont fondés sur les poids qui changent chaque année. Pour plus de détails voir aussi *Perspectives économiques de l'OCDE : Sources et méthodes*.

Les méthodes de prévision, les définitions statistiques et les sources utilisées par l'OCDE sont décrites de manière détaillée dans *Perspectives économiques de l'OCDE : Sources et méthodes* (www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm).

Des corrigenda relatifs à cette édition et aux précédentes, le cas échéant, peuvent être trouvés sur www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

Les données statistiques pour Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

NOTE SUR LES PRÉVISIONS TRIMESTRIELLES

Les prévisions trimestrielles de l'OCDE sont des données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés pour un ensemble de variables clés. De ce fait, on pourra observer une légère différence entre les données annuelles non ajustées et les données trimestrielles. Dans certains pays, les prévisions annuelles officielles n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés. Même lorsque les prévisions officielles sont corrigées des jours ouvrés, l'ampleur de la correction peut dans certains cas différer de celle effectuée par l'OCDE.

Informations complémentaires

Poids 2017 utilisés pour agréger les données du PIB réel par région

	Zone euro de l'OCDE ¹	OCDE	Monde		Zone euro de l'OCDE ¹	OCDE	Monde
Australie		2.1	1.0	Espagne	11.9	3.1	1.4
Autriche	3.1	0.8	0.4	Suède		0.9	0.4
Belgique	3.7	1.0	0.4	Suisse		1.0	0.4
Canada		3.0	1.4	Turquie		3.8	1.7
Chili		0.8	0.4	Royaume-Uni		5.0	2.3
République tchèque		0.7	0.3	États-Unis		34.2	15.3
Danemark		0.5	0.2	Zone euro	100.0	25.9	11.6
Estonie	0.3	0.1	0.0	Total OCDE		100.0	44.8
Finlande	1.7	0.4	0.2				
France	19.5	5.0	2.3			Non-OCDE	Monde
Allemagne	28.3	7.3	3.3				
Grèce	2.0	0.5	0.2	Argentine		1.4	0.7
Hongrie		0.5	0.2	Brésil		4.7	2.6
Islande		0.0	0.0	Chine		34.1	18.8
Irlande	2.5	0.6	0.3	Colombie		1.1	0.6
Israël		0.6	0.3	Costa Rica		0.1	0.1
Italie	16.3	4.2	1.9	Inde		13.6	7.5
Japon		10.1	4.5	Indonésie		4.8	2.6
Corée		3.6	1.6	Lituanie		0.1	0.1
Lettonie	0.4	0.1	0.0	Russie		5.6	3.1
Luxembourg	0.4	0.1	0.0	Arabie Saoudite		2.5	1.4
Mexique		4.3	1.9	Afrique du Sud		1.1	0.6
Pays-Bas	6.1	1.6	0.7	Pays dynamiques d'Asie		8.5	4.7
Nouvelle-Zélande		0.3	0.2	Autres producteurs de pétrole		10.6	5.9
Norvège		0.6	0.3	Reste des pays non-OCDE		11.8	6.5
Pologne		2.0	0.9				
Portugal	2.2	0.6	0.3	Total pays non-OCDE		100.0	55.2
République slovaque	1.2	0.3	0.1				
Slovénie	0.5	0.1	0.1	Total mondial			100.0

Note : Les poids sont calculés à partir des PIB nominaux en PPA de 2017. Les agrégats régionaux sont calculés en utilisant des poids mobiles de PIB nominaux en PPA.

1. Pays de la zone euro qui sont membres de l'OCDE.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Taux de conversion irrévocable de l'euro

Monnaie nationale par euro

Autriche	13.7603	Lettonie	0.7028
Belgique	40.3399	Luxembourg	40.33990
Estonie	15.6466	Pays-Bas	2.204
Finlande	5.94573	Portugal	200.482
France	6.55957	Espagne	166.386
Allemagne	1.95583	République slovaque	30.13
Grèce	340.75	Slovénie	239.64
Irlande	0.78756		
Italie	1936.27	Lituanie	3.4528

Source : Banque centrale européenne.

Régions du commerce mondial, non-OCDE

Pays dynamiques d'Asie : Hong-Kong, Chine ; Malaisie ; Philippines ; Singapour ; Taipei chinois ; Thaïlande et Vietnam.

Autres producteurs de pétrole : Algérie ; Angola ; Azerbaïdjan ; Bahreïn ; Brunei ; République du Congo ; Émirats arabes unis ; Équateur ; Gabon ; Guinée équatoriale ; Irak ; Iran ; Kazakhstan ; Koweït ; Libye ; Nigéria ; Oman ; Qatar ; Soudan ; Tchad ; Timor-Leste ; Trinité-et-Tobago ; Turkménistan ; Venezuela et Yémen.

Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour

L'état actuel de la conversion des comptes nationaux est le suivant :

	Comptes des		Benchmark /
	dépenses	ménages	Année de base
Argentine	SCN08 (1993-2017)	..	2004
Australie	SCN08 (1959t3-2017t4)	SCN08 (1959t3-2017t4)	2015/2016
Autriche	SEC10 (1996t1-2018t1)	SEC10 (1995-2017)	2010
Belgique	SEC10 (1995t1-2017t4)	SEC10 (1999-2017)	2015
Brésil	SCN08 (1996-2017)	..	2000
Canada	SCN08 (1982t1-2017t4)	SCN08 (1981t1-2017t4)	2007
Chili	SCN08 (1996t1-2018t1)	..	2013
Chine	SCN93 (1992-2017)	..	2015
Colombie	SCN08 (2005-2017)	..	2015
Costa Rica	SCN08 (1991-2017)	..	2012
République tchèque	SEC10 (1996t1-2017t4)	SEC10 (1999-2016)	2010
Danemark	SEC10 (1995t1-2017t4)	SEC10 (1995-2017)	2010
Estonie	SEC10 (1995t1-2017t4)	SEC10 (1995-2016)	2010
Finlande	SEC10 (1990t1-2017t4)	SEC10 (1999-2016)	2010
France	SEC10 (1949t1-2018t1)	SEC10 (1980t1-2017t4)	2010
Allemagne	SEC10 (1991t1-2017t4)	SEC10 (1991-2017)	2010
Grèce	SEC10 (1995t1-2017t4)	..	2010
Hongrie	SEC10 (1991t1-2017t4)	SEC10 (1995-2016)	2005
Islande	SCN08 (1997t1-2017t4)	..	2005
Indonésie	SCN08 (2000-2017)	..	2010
Inde	SCN93 (2011-2017)	..	2011/2012
Irlande	SEC10 (1995t1-2017t4)	SEC10 (1999-2017)	2015
Israël	SCN08 (1995t1-2018t1)	..	2015
Italie	SEC10 (1996t1-2017t4)	SEC10 (1995-2017)	2010
Japon	SCN08 (1994t1-2018t1)	SCN08 (1980-2016)	2011
Corée	SCN08 (1960t1-2018t1)	SCN08 (1975-2017)	2010
Lettonie	SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2016)	2010
Lituanie	SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2016)	2010
Luxembourg	SEC10 (1995t1-2017t4)	SEC10 (1995-2016)	2010
Mexique	SCN08 (1993t1-2017t4)	..	2013
Pays-Bas	SEC10 (1996t1-2018t1)	SEC10 (1995-2017)	2010
Nouvelle-Zélande	SCN08 (1987t2-2017t4)	SCN08 (1986-2016)	2009/2010
Norvège	SEC10 (1978t1-2018t1)	SEC10 (1995-2017)	2015
Pologne	SEC10 (2002t1-2017t4)	SEC10 (2000-2016)	2010
Portugal	SEC10 (1995t1-2017t4)	SEC10 (1995-2017)	2011
Russie	SCN08 (2003-2017)	..	2016
République slovaque	SEC10 (1997t1-2017t4)	SEC10 (1995-2016)	2010
Slovénie	SEC10 (1995t1-2017t4)	SEC10 (1995-2017)	2010
Afrique du Sud	SCN08 (2010-2017)	..	2010
Espagne	SEC10 (1995t1-2017t4)	SEC10 (1999-2017)	2010
Suède	SEC10 (1995t1-2017t4)	SEC10 (1993-2017)	2016
Suisse	SEC10 (1980t1-2017t4)	SEC10 (1995-2016)	2010
Turquie	SCN08 (1998t1-2017t4)	..	2009
Royaume-Uni	SEC10 (1995t1-2018t1)	SEC10 (1987t1-2017t4)	2015
États-Unis	NIPA (SCN08) (1947t1-2018t1)	NIPA (SCN08) (1947t1-2018t1)	2009

Note : SCN : Système de comptabilité nationale. SEC : Système européen des comptes. NIPA : « National Income and Product Accounts ». Statistiques des finances publiques. Les premières et dernières observations disponibles dans le système de comptabilité actuel des séries historiques de la base de données de ce numéro des Perspectives économiques sont indiquées entre parenthèses.
BPM: Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale – Sixième édition.

(suite) Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour

L'état actuel de la conversion des comptes nationaux est le suivant :

Comptes du gouvernement		Balance des paiements	
Financiers	Non financiers		
..	..	BPM6 (1994-2017)	Argentine
SCN08 (1988-2017)	SCN08 (1959t3-2017t4)	BPM6 (1959t3-2017t4)	Australie
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2006t1-2017t4)	Autriche
SEC10 (1998-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2003t1-2017t4)	Belgique
..	..	BPM6 (1995-2017)	Brésil
SCN08 (1990t1-2017t4)	SCN08 (1981t1-2017t4)	BPM6 (1981t1-2017t4)	Canada
..	..	BPM6 (2003t1-2018t1)	Chili
..	..	BPM6 (1998-2017)	Chine
..	SCN08 (2000-2016)	BPM6 (2000-2017)	Colombie
..	..	BPM6 (2009-2017)	Costa Rica
SEC10 (1999-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1993t1-2017t4)	République tchèque
SEC10 (1994-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1995t1-2017t4)	Danemark
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1993t1-2017t4)	Estonie
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1975-2016)	BPM6 (1995t1-2017t4)	Finlande
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1978-2017)	BPM6 (2008t1-2018t1)	France
SEC10 (1991-2017)	SEC10 (1991-2017)	BPM6 (1991t1-2017t4)	Allemagne
SEC10 (1995-2016)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2002-2017)	Grèce
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1995t1-2017t4)	Hongrie
SCN08 (2003-2013)	SCN08 (1998-2017)	BPM6 (1995t1-2017t4)	Islande
..	SCN08 (2010-2016)	BPM6 (2004-2017)	Indonésie
..	..	BPM6 (2010-2017)	Inde
SEC10 (1998-2016)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2002t1-2017t4)	Irlande
SCN08 (1995-2016)	SCN08 (1995-2016)	BPM6 (1995t1-2017t4)	Israël
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1995t1-2017t4)	Italie
SCN08 (1994-2016)	SCN08 (1994-2016)	BPM6 (1996t1-2018t1)	Japon
SCN08 (2008-2016)	SCN08 (1970-2017)	BPM6 (1980t1-2018t1)	Corée
SEC10 (1998-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2000t1-2017t4)	Lettonie
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2004t1-2017t4)	Lituanie
SEC10 (1999-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2002t1-2017t4)	Luxembourg
..	..	BPM6 (2010t1-2017t4)	Mexique
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2003t2-2017t4)	Pays-Bas
SCN08 (1994-2016)	SCN08 (1986-2016)	BPM6 (1971t2-2017t4)	Nouvelle-Zélande
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1981t1-2017t4)	Norvège
SEC10 (1998-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2004t1-2017t4)	Pologne
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1996t1-2017t4)	Portugal
..	..	BPM6 (2000-2017)	Russie
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2004t1-2017t4)	République slovaque
SEC10 (2001-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1994t1-2018t1)	Slovénie
..	SCN08 (2008-2017)	BPM6 (1990-2017)	Afrique du Sud
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1995t1-2017t4)	Espagne
SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1982t1-2017t4)	Suède
SEC10 (1995-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (2000t1-2017t4)	Suisse
..	..	BPM6 (1992t1-2017t4)	Turquie
SEC10 (1987-2017)	SEC10 (1987t1-2017t4)	BPM6 (1998t1-2018t1)	Royaume-Uni
NIPA (SCN08) (1952t1-2017t4)	NIPA (SCN08) (1947t1-2018t1)	BPM6 (1960t1-2017t4)	États-Unis

Note : SCN : Système de comptabilité nationale. SEC : Système européen des comptes. NIPA : « National Income and Product Accounts ». Statistiques des finances publiques. Les premières et dernières observations disponibles dans le système de comptabilité actuel des séries historiques de la base de données de ce numéro des Perspectives économiques sont indiquées entre parenthèses.
BPM: Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale – Sixième édition.

Tableaux annexes

Demande et production

1. PIB en volume	265
2. PIB nominal	266
3. Consommation privée en volume	267
4. Consommation des administrations publiques en volume	268
5. Formation brute de capital fixe en volume	269
6. Formation brute de capital fixe du secteur privé non résidentiel, en volume	270
7. Formation brute de capital fixe en volume : construction de logements	271
8. Demande intérieure totale en volume	272
9. Contribution de la balance commerciale aux variations du PIB en volume	273
10. Prévisions trimestrielles de la demande et de la production.	274
11. Contributions aux variations du PIB en volume dans les pays de l'OCDE	276
12. Écarts de production	278

Inflation, salaires, coûts et marché du travail

13. Indices de prix du PIB	279
14. Déflateur de la consommation privée	280
15. Indice des prix à la consommation	281
16. Marché du pétrole et autres matières premières	282
17. Rémunération par employé	283
18. Productivité du travail	284
19. Emploi et population active	285
20. Population active, emploi et chômage	286
21. Taux de chômage : définitions nationales	287
22. Taux de chômage harmonisés	288
23. Prévisions trimestrielles des prix, des coûts et du chômage	289

L'offre : facteurs clés

24. Croissance du PIB potentiel et du stock de capital productif	290
25. Taux de chômage structurel et coûts unitaires de main-d'œuvre	291

Épargne

26. Taux d'épargne des ménages	292
27. Épargne nationale brute	293
28. Patrimoine et endettement des ménages	294

Soldes budgétaires et endettement des administrations publiques

29. Dépenses totales des administrations publiques	295
30. Recettes totales des administrations publiques d'origine fiscale et non fiscale	296
31. Solde financier des administrations publiques	297

32. Solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques	298
33. Solde financier sous-jacent des administrations publiques	299
34. Solde financier primaire sous-jacent des administrations publiques	300
35. Charges d'intérêts nettes des administrations publiques	301
36. Engagements financiers bruts des administrations publiques	302
37. Engagements financiers nets des administrations publiques	303
38. Dette brute des administrations publiques suivant la définition de Maastricht	304
Taux d'intérêt et taux de change	
39. Taux d'intérêt à court terme	305
40. Taux d'intérêt à long terme	306
41. Taux de change nominaux (vis-à-vis du dollar des États-Unis)	307
42. Taux de change effectifs	308
Prix du logement	
43. Prix nominal du logement	309
44. Prix réel du logement	310
45. Ratio du prix du logement au loyer	311
46. Ratio du prix du logement au revenu	312
Commerce extérieur et balance des paiements	
47. Volume des exportations de biens et services	313
48. Volume des importations de biens et services	314
49. Prix des exportations de biens et services	315
50. Prix des importations de biens et services	316
51. Indicateurs de compétitivité à partir des prix relatifs à la consommation	317
52. Indicateurs de compétitivité à partir des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre	318
53. Croissance des marchés à l'exportation de biens et services	319
54. Résultats à l'exportation de biens et services	320
55. Taux de pénétration des importations	321
56. Parts dans les exportations et importations mondiales	322
57. Décomposition géographique du commerce mondial	323
58. Balances commerciales des biens et services	324
59. Solde des revenus primaires	325
60. Solde des revenus secondaires	326
61. Balance des opérations courantes	327
62. Balance des opérations courantes	328
63. Structure des balances des opérations courantes des principales régions	329

Annexe : Tableau 1. PIB en volume

	Pourcentage de variations																			2017	2018 T4 / T4	2019
	Moyenne 1993-03	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019					
Argentine	0.8	8.9	8.9	8.0	9.0	4.1	-5.9	10.1	6.0	-1.0	2.4	-2.5	2.7	-1.8	2.9	2.0	2.6	..	..	..
Australie	3.8	4.1	3.0	2.8	4.4	2.5	1.9	2.5	2.7	3.9	2.2	2.5	2.5	2.6	2.3	2.9	3.0	2.4	3.3	2.9		
Autriche	2.4	2.5	2.4	3.8	3.7	1.0	-3.4	1.8	3.0	0.6	0.0	0.9	1.1	1.5	3.1	2.7	2.0	3.6	2.3	2.0		
Belgique	2.3	3.6	2.1	2.5	3.4	0.8	-2.3	2.7	1.8	0.2	0.2	1.3	1.4	1.4	1.7	1.7	1.7	1.9	1.7	1.7		
Brésil	2.6	5.8	3.2	4.0	6.1	5.1	-0.1	7.5	4.0	1.9	3.0	0.5	-3.5	-3.5	1.0	2.0	2.8	..	..	..
Canada	3.4	3.1	3.2	2.6	2.1	1.0	-2.9	3.1	3.1	1.7	2.5	2.9	1.0	1.4	3.0	2.1	2.2	2.9	2.2	2.1		
Chili	5.1	7.2	5.8	6.3	4.9	3.5	-1.6	5.9	6.0	5.4	4.1	1.8	2.3	1.2	1.6	3.6	3.6	3.3	2.4	4.9		
Chine	9.5	10.1	11.4	12.7	14.2	9.7	9.4	10.6	9.5	7.9	7.8	7.3	6.9	6.7	6.9	6.7	6.4	6.9	6.6	6.3		
Colombie	2.1	5.3	4.7	6.8	6.8	3.3	1.2	4.3	7.4	3.9	4.6	4.7	3.0	2.0	1.8	2.7	3.2	..	..	..
Costa Rica	4.1	4.3	3.9	7.2	8.2	4.6	-1.0	5.0	4.3	4.8	2.3	3.5	3.6	4.2	3.2	3.7	3.7	..	..	..
République tchèque	2.6	4.7	6.6	7.0	5.6	2.5	-4.7	2.1	1.8	-0.7	-0.5	2.7	5.4	2.5	4.6	3.8	3.2	5.5	3.6	3.0		
Danemark	2.5	2.7	2.3	3.9	0.9	-0.5	-4.9	1.9	1.3	0.2	0.9	1.6	1.6	2.0	2.2	1.7	1.9	..	..	..
Estonie	..	6.4	9.1	10.5	7.2	-5.0	-14.2	1.6	7.5	4.3	2.0	2.8	1.8	2.2	4.8	3.7	3.2	5.3	2.8	2.8		
Finlande	4.0	3.9	2.8	4.1	5.2	0.7	-8.3	3.0	2.6	-1.4	-0.8	-0.6	0.1	2.1	2.6	2.9	2.5	2.4	3.4	2.1		
France	2.3	2.6	1.7	2.5	2.4	0.1	-2.9	1.9	2.1	0.2	0.6	1.0	1.0	1.1	2.3	1.9	1.9	2.9	1.6	1.9		
Allemagne	1.5	0.7	0.9	3.9	3.4	0.8	-5.6	3.9	3.7	0.7	0.6	1.9	1.5	1.9	2.5	2.1	2.1	2.9	2.0	2.1		
Grèce	3.6	4.8	0.8	5.6	3.2	-0.2	-4.3	-5.5	-9.2	-7.3	-3.2	0.8	-0.3	-0.3	1.3	2.0	2.3	1.9	2.4	2.3		
Hongrie	3.2	5.0	4.4	3.9	0.4	0.9	-6.6	0.7	1.7	-1.6	2.1	4.2	3.4	2.2	4.0	4.4	3.6	4.7	4.1	3.4		
Islande	3.6	8.1	6.4	5.0	9.4	1.7	-6.5	-3.6	2.0	1.3	4.3	2.2	4.3	7.5	3.6	2.8	2.6	1.3	1.6	3.0		
Inde ¹	7.2	8.3	9.3	9.3	9.8	3.9	8.5	10.3	6.6	5.5	6.4	7.4	8.2	7.1	6.5	7.4	7.5	..	..	..
Indonésie	3.2	5.0	5.7	5.5	6.3	6.0	4.7	6.4	6.2	6.0	5.6	5.0	4.9	5.0	5.1	5.3	5.4	..	..	..
Irlande	7.7	6.8	6.0	5.5	5.2	-3.9	-4.7	1.8	2.9	0.0	1.6	8.3	25.5	5.1	7.8	4.0	2.9	7.8	-0.3	3.1		
Israël	4.1	5.0	4.1	5.5	6.2	3.1	1.4	5.4	5.4	2.2	4.2	3.5	2.6	4.0	3.3	3.7	3.6	3.1	3.5	3.6		
Italie	1.7	1.4	1.1	2.1	1.3	-1.0	-5.5	1.6	0.7	-2.9	-1.7	0.2	0.8	1.0	1.6	1.4	1.1	1.6	1.4	1.0		
Japon	1.1	2.2	1.7	1.4	1.7	-1.1	-5.4	4.2	-0.1	1.5	2.0	0.4	1.4	1.0	1.7	1.2	1.2	1.8	1.3	0.6		
Corée	6.1	4.9	3.9	5.2	5.5	2.8	0.7	6.5	3.7	2.3	2.9	3.3	2.8	2.9	3.1	3.0	3.0	2.8	3.5	3.0		
Lettonie	..	8.3	10.7	11.9	10.0	-3.5	-14.4	-3.9	6.4	4.0	2.4	1.9	3.0	2.2	4.5	4.1	3.6	4.2	4.3	3.6		
Lituanie	..	6.6	7.7	7.4	11.1	2.6	-14.8	1.6	6.0	3.8	3.5	3.5	2.0	2.3	3.8	3.3	2.9	..	..	..
Luxembourg	4.3	3.7	3.2	5.2	8.3	-1.3	-4.4	4.8	2.6	-0.4	3.7	5.7	2.9	3.1	2.3	3.6	3.8	1.6	4.0	3.8		
Mexique	2.5	3.7	2.5	4.5	2.3	0.9	-5.1	5.1	3.7	3.4	1.6	2.8	3.3	2.7	2.3	2.5	2.8	1.5	3.1	2.7		
Pays-Bas	3.0	1.8	2.2	3.7	3.7	1.7	-3.8	1.3	1.7	-1.1	-0.1	1.4	2.3	2.1	3.3	3.3	2.9	3.3	3.4	2.7		
Nouvelle-Zélande	3.9	4.4	2.6	2.8	3.9	-0.4	0.3	2.0	1.9	2.6	2.2	3.2	4.2	4.1	3.0	3.0	3.0	3.2	3.1	2.9		
Norvège	3.2	4.0	2.6	2.4	3.0	0.5	-1.7	0.7	1.0	2.7	1.0	2.0	2.0	1.1	1.9	1.8	1.6	1.5	2.0	1.4		
Pologne	4.5	5.1	3.5	6.2	7.0	4.2	2.8	3.6	5.0	1.6	1.4	3.3	3.8	3.0	4.6	4.6	3.8	4.4	4.4	3.6		
Portugal	2.7	1.8	0.8	1.6	2.5	0.2	-3.0	1.9	-1.8	-4.0	-1.1	0.9	1.8	1.6	2.7	2.2	2.2	2.4	2.1	2.2		
Russie	..	7.2	6.4	8.2	8.5	5.2	-7.8	4.5	4.1	3.7	1.8	0.7	-2.8	-0.1	1.5	1.8	1.5	..	..	..
République slovaque	4.3	5.3	6.8	8.5	10.8	5.6	-5.4	5.0	2.8	1.7	1.5	2.8	3.9	3.3	3.4	4.0	4.5	3.5	4.5	4.4		
Slovénie	4.0	4.4	4.0	5.7	6.9	3.3	-7.8	1.2	0.6	-2.7	-1.1	3.0	2.3	3.1	5.0	5.0	3.9	5.8	4.0	3.9		
Afrique du Sud	3.0	4.6	5.3	5.6	5.4	3.2	-1.5	3.0	3.3	2.2	2.5	1.8	1.3	0.6	1.3	1.9	2.2	..	..	..
Espagne	3.6	3.2	3.7	4.2	3.8	1.1	-3.6	0.0	-1.0	-2.9	-1.7	1.4	3.4	3.3	3.1	2.8	2.4	3.1	2.7	2.2		
Suède	3.2	3.8	2.8	4.9	3.5	-0.7	-5.1	5.7	2.7	0.0	1.2	2.7	4.3	3.0	2.7	2.8	2.2	3.3	2.2	2.5		
Suisse	1.5	2.6	3.2	4.1	4.1	2.1	-2.2	2.9	1.8	1.0	1.9	2.5	1.2	1.4	1.1	2.3	1.9	1.9	2.1	2.0		
Turquie	2.7	9.4	8.9	7.3	5.0	0.9	-4.8	8.9	10.7	4.7	8.9	5.0	5.9	3.2	7.4	5.1	5.0	7.4	3.2	6.6		
Royaume-Uni	3.1	2.4	3.1	2.5	2.4	-0.5	-4.2	1.7	1.5	1.5	2.1	3.1	2.3	1.9	1.8	1.4	1.3	1.4	1.4	1.2		
Etats-Unis	3.4	3.8	3.3	2.7	1.8	-0.3	-2.8	2.5	1.6	2.2	1.7	2.6	2.9	1.5	2.3	2.9	2.8	2.6	2.8	2.7		
Zone euro ²	2.3	2.0	1.8	3.3	3.0	0.3	-4.5	2.0	1.6	-0.8	-0.2	1.3	1.6	1.7	2.5	2.2	2.1	2.8	2.0	2.0		
Total OCDE ²	2.8	3.2	2.8	3.1	2.6	0.2	-3.5	3.0	2.0	1.3	1.5	2.2	2.4	1.8	2.5	2.6	2.5	2.7	2.5	2.4		

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

2. La croissance en Irlande a été mesurée à l'aide de la valeur ajoutée brute à prix constants hors secteurs dominés par des entreprises multinationales à capitaux étrangers.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 2. PIB nominal

Pourcentage de variations

	Moyenne 1993-03	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
																		T4 / T4	T4 / T4	T4 / T4
Argentine	4.7	19.1	20.1	22.9	25.3	28.2	8.5	33.2	31.1	21.1	26.9	36.8	30.0	37.5	28.9	26.4	18.8	..	..	..
Australie	6.2	7.6	7.9	7.9	9.0	9.2	2.1	8.0	7.7	3.3	3.5	2.9	1.7	3.9	5.7	3.5	3.8	3.4	4.0	3.9
Autriche	3.7	4.3	5.0	5.7	6.0	2.9	-1.6	2.8	4.9	2.7	1.7	2.9	3.4	2.6	4.7	4.7	4.4	5.5	4.4	4.5
Belgique	3.8	5.7	4.3	4.9	5.5	2.7	-1.5	4.7	3.8	2.2	1.2	2.0	2.6	3.0	3.4	3.7	3.6	3.3	4.0	3.6
Bésil	60.0	14.0	10.9	11.0	12.9	14.3	7.2	16.6	12.6	10.0	10.7	8.4	3.8	4.4	4.8	6.2	7.2	..	..	..
Canada	5.3	6.5	6.4	5.3	5.4	5.0	-5.2	6.0	6.5	3.0	4.1	4.9	0.2	2.0	5.3	4.8	4.6	4.9	5.0	4.4
Chili	9.8	15.6	13.8	19.2	10.5	3.5	3.0	15.3	9.4	6.5	6.1	7.8	7.4	6.1	6.2	5.3	6.2	6.6	4.2	7.8
Chine	14.4	17.8	15.7	17.1	23.1	18.2	9.3	18.3	18.5	10.4	10.2	8.2	7.0	7.9	11.2	10.0	10.2	11.2	10.0	10.0
Colombie	17.6	13.0	10.5	13.0	12.3	11.3	5.5	8.3	13.8	7.7	7.2	6.9	5.5	7.4	7.4	6.1	6.2	..	..	..
Costa Rica	17.6	18.4	17.5	21.3	19.5	16.6	8.8	11.8	9.0	9.3	6.4	9.5	7.5	6.0	5.3	5.8	6.8	..	..	..
République tchèque	9.0	8.8	6.7	7.8	9.3	4.6	-2.2	0.7	1.8	0.7	0.9	5.3	6.6	3.8	6.1	5.1	4.6	8.1	3.9	5.1
Danemark	4.5	4.8	5.3	6.1	3.4	3.6	-4.4	5.2	2.0	2.6	1.8	2.7	2.3	1.9	3.8	2.8	3.7	..	..	..
Estonie	..	11.5	15.9	20.0	20.1	1.8	-14.2	3.9	13.3	7.6	5.6	4.4	3.0	3.7	9.0	6.2	6.2	8.7	5.9	5.6
Finlande	5.9	4.6	3.7	5.0	8.1	3.8	-6.5	3.4	5.2	1.5	1.8	1.1	2.0	2.9	3.6	4.0	4.1	3.5	4.5	3.9
France	3.6	4.3	3.6	4.8	5.0	2.5	-2.8	3.0	3.1	1.4	1.4	1.6	2.1	1.3	3.0	3.1	3.5	3.6	3.2	3.4
Allemagne	2.4	1.8	1.5	4.2	5.1	1.7	-3.9	4.7	4.8	2.2	2.6	3.8	3.5	3.2	4.1	3.8	4.3	4.6	3.9	4.1
Grèce	9.4	8.3	2.9	9.3	6.8	3.8	-1.7	-4.6	-8.6	-7.7	-5.7	-1.2	-1.3	-1.2	1.9	2.4	3.0	2.5	3.1	3.3
Hongrie	17.9	10.2	6.9	7.5	5.9	5.9	-2.8	3.0	4.0	1.7	5.1	7.8	5.3	3.2	7.8	7.7	7.6	9.2	7.1	8.0
Islande	7.5	11.0	9.1	13.8	14.1	13.7	3.1	1.7	5.0	4.6	6.3	6.4	10.6	9.8	4.1	7.6	4.6	3.4	6.3	2.4
Inde ¹	13.8	14.3	13.9	16.3	16.1	12.9	15.1	20.2	15.7	13.8	13.0	11.0	10.4	10.8	10.7	12.2	12.2	..	..	..
Indonésie	18.7	14.0	20.8	20.4	18.3	25.3	11.0	14.2	14.1	10.0	10.8	10.7	9.1	7.6	9.5	8.7	9.4	..	..	..
Irlande	12.4	7.3	9.0	8.7	6.6	-4.8	-9.4	-1.5	2.6	2.1	2.6	7.9	34.7	5.2	7.5	4.2	5.7	3.9	3.4	5.4
Israël	10.4	5.1	5.3	7.3	7.0	5.5	5.3	7.1	7.2	6.0	6.5	4.5	5.4	5.0	3.5	3.9	5.6	3.2	4.7	5.6
Italie	4.9	3.9	3.0	4.0	3.8	1.4	-3.7	2.0	2.2	-1.5	-0.6	1.1	1.8	1.8	2.2	2.8	2.8	2.5	2.6	2.8
Japon	0.4	1.1	0.6	0.5	0.9	-2.1	-6.0	2.2	-1.8	0.7	1.7	2.1	3.5	1.2	1.4	1.3	2.2	1.9	1.4	2.5
Corée	10.1	8.0	5.0	5.0	8.0	5.9	4.3	9.9	5.3	3.4	3.8	4.0	5.3	5.0	5.4	4.0	5.4	4.6	5.7	5.3
Lettonie	..	15.7	23.1	25.8	32.1	7.8	-22.7	-4.7	13.2	7.8	4.1	3.6	3.0	2.5	7.7	7.2	6.2	8.0	6.8	6.2
Lituanie	..	9.4	15.2	14.6	20.6	12.6	-17.6	4.1	11.6	6.6	4.8	4.6	2.3	3.3	8.2	6.5	5.8	..	..	..
Luxembourg	6.4	6.7	7.5	12.6	10.0	2.6	-3.1	8.6	7.5	2.2	5.4	7.5	4.2	1.7	4.5	5.2	5.7	4.9	5.5	5.9
Mexique	17.6	12.0	8.5	11.2	8.2	7.2	-1.3	9.9	9.7	7.7	3.1	7.3	6.1	8.2	8.5	7.3	7.3	6.6	7.8	7.2
Pays-Bas	5.6	3.3	4.1	6.2	5.9	4.2	-3.4	2.2	1.8	0.3	1.2	1.6	3.1	2.8	4.4	5.3	5.3	4.6	5.7	5.2
Nouvelle-Zélande	5.5	8.0	5.1	5.2	8.4	3.5	1.2	5.0	4.8	2.2	5.6	5.5	4.4	6.0	6.5	5.7	5.3	6.2	5.1	5.2
Norvège	6.6	10.0	11.6	11.4	6.1	11.0	-6.8	6.7	7.8	6.2	3.6	2.3	-0.9	0.0	5.8	5.0	3.7	4.9	4.4	3.6
Pologne	17.3	10.3	6.2	8.0	11.0	8.3	6.7	5.3	8.4	4.0	1.7	3.8	4.6	3.3	6.7	6.4	6.7	6.6	6.8	6.8
Portugal	6.7	4.3	4.1	4.8	5.5	1.9	-1.9	2.6	-2.1	-4.4	1.1	1.7	3.9	3.2	4.1	3.5	3.5	4.0	3.2	3.7
Russie	..	28.9	26.9	24.6	23.5	24.2	-6.0	19.3	20.9	13.1	7.3	8.3	5.3	3.3	7.3	5.9	4.7	..	..	..
République slovaque	11.4	11.3	9.4	11.6	12.1	8.6	-6.5	5.6	4.5	2.9	2.0	2.6	3.7	2.9	4.7	6.2	6.9	5.4	6.8	6.8
Slovénie	15.2	7.8	5.6	8.0	11.4	8.0	-4.7	0.2	1.8	-2.2	0.5	3.8	3.2	4.1	7.1	6.9	6.5	8.2	5.9	6.7
Afrique du Sud	11.7	11.4	11.0	12.2	14.7	12.3	5.9	9.6	10.0	7.4	9.1	7.2	6.5	7.8	7.1	7.5	7.4	..	..	..
Espagne	7.2	7.2	8.0	8.3	7.2	3.3	-3.3	0.2	-1.0	-2.9	-1.4	1.2	4.1	3.6	4.0	4.8	3.9	4.3	4.5	3.9
Suède	5.1	4.4	3.6	6.8	6.5	2.6	-2.8	6.8	3.9	1.0	2.3	4.5	6.5	4.7	4.7	4.7	4.5	4.5	4.3	4.8
Suisse	2.0	2.9	4.0	6.2	6.6	4.1	-1.7	3.2	2.1	0.8	1.9	1.8	0.6	0.8	1.4	3.0	3.0	2.3	3.0	3.2
Turquie	67.3	23.3	16.8	17.1	11.6	13.0	0.4	16.1	20.2	12.6	15.3	13.0	14.4	11.5	19.0	17.0	15.2	18.9	14.0	16.5
Royaume-Uni	5.0	4.9	5.8	5.6	5.0	2.3	-2.7	3.3	3.5	3.1	4.0	4.8	2.8	3.9	3.8	3.1	3.2	3.1	3.3	2.9
États-Unis	5.3	6.6	6.7	5.8	4.5	1.7	-2.0	3.8	3.7	4.1	3.3	4.4	4.0	2.8	4.1	5.0	5.0	4.5	4.9	5.0
Zone euro	4.3	4.0	3.7	5.3	5.5	2.3	-3.5	2.7	2.7	0.4	1.0	2.3	3.4	2.5	3.7	3.8	3.9	4.0	3.8	3.9
Total OCDE	6.9	5.9	5.4	5.7	5.2	2.6	-2.5	4.3	3.9	3.0	3.0	4.0	4.1	3.3	4.7	4.7	4.9	4.7	4.7	5.0

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 3. Consommation privée en volume

Pourcentage de variations

	Moyenne 1993-03	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2017 T4 / T4	2018 T4 / T4	2019
Argentine	0.3	9.5	7.4	11.0	9.3	7.2	-5.4	11.2	9.4	1.1	3.6	-4.4	3.7	-1.0	3.6	1.6	2.2	..	..	..
Australie	3.9	5.8	3.1	4.4	6.0	2.1	1.9	3.7	3.5	2.5	1.9	2.5	2.4	2.9	2.7	2.0	2.0	2.9	1.4	2.2
Autriche	1.8	2.1	2.4	2.2	1.1	0.7	0.9	1.0	1.5	0.7	-0.2	0.3	0.4	1.6	1.5	1.6	1.6	1.4	1.6	1.6
Belgique	1.6	1.6	1.2	1.5	1.8	1.7	0.5	2.7	0.3	0.6	0.7	0.6	0.9	1.7	1.3	1.4	1.8	1.3	1.8	1.9
Brésil	..	3.9	4.4	5.3	6.4	6.5	4.4	6.2	4.8	3.5	3.5	2.3	-3.2	-4.4	0.9	2.3	3.1	..	..	..
Canada	3.3	3.0	3.9	4.2	4.4	3.0	0.0	3.6	2.3	1.9	2.6	2.6	2.2	2.3	3.4	2.4	1.8	3.4	1.9	1.8
Chili	..	8.2	7.7	7.5	7.1	4.2	-0.9	10.6	8.3	6.0	4.7	2.7	2.1	2.1	2.5	3.6	3.8	3.1	3.4	4.4
Colombie	..	3.9	4.1	6.4	7.2	4.1	0.9	5.1	6.6	5.3	4.0	4.6	3.1	1.4	1.8	2.2	3.0	..	..	..
Costa Rica	3.1	2.5	4.7	5.3	7.5	5.7	0.9	5.0	6.2	6.0	3.0	4.2	4.6	3.5	2.6	3.3	3.9	..	..	..
République tchèque	3.7	3.4	3.3	3.9	4.2	2.8	-0.5	1.0	0.3	-1.2	0.5	1.8	3.7	3.5	4.0	3.8	3.3	4.3	3.9	3.0
Danemark	1.9	4.6	3.7	2.9	1.8	0.5	-3.4	0.8	0.3	0.5	0.3	0.9	1.6	2.1	1.5	2.5	2.6	..	..	..
Estonie	..	7.8	9.4	12.9	8.8	-4.8	-14.9	-2.3	3.7	4.5	3.5	3.5	4.6	4.1	2.3	4.7	3.9	2.4	5.4	3.2
Finlande	3.5	3.6	3.2	4.1	3.5	2.1	-2.7	3.1	2.9	0.3	-0.5	0.8	1.7	1.8	1.6	2.2	1.7	2.1	1.9	1.5
France	2.3	1.9	2.5	2.4	2.4	0.4	0.3	1.8	0.4	-0.2	0.6	0.8	1.4	2.1	1.3	1.2	1.6	1.3	1.2	1.6
Allemagne	1.3	0.4	0.5	1.6	0.0	0.5	0.3	0.3	1.3	1.3	0.8	1.0	1.6	1.9	2.1	1.0	1.6	1.5	1.5	1.5
Grèce	3.6	3.6	3.2	2.8	4.0	3.4	-1.6	-6.4	-9.9	-7.9	-2.7	0.8	-0.5	0.1	0.1	0.1	1.1	-1.0	1.0	1.1
Hongrie	2.7	2.1	2.9	1.6	1.1	-1.2	-6.6	-2.7	0.7	-2.3	0.2	2.8	3.6	4.3	4.7	5.9	4.9	5.4	5.7	4.6
Islande	4.2	7.1	11.4	3.8	6.6	-6.7	-12.6	-0.3	2.6	2.0	0.8	3.2	4.7	7.1	7.8	4.9	3.7	6.7	4.3	3.4
Inde ¹	..	5.2	8.6	8.5	9.4	7.2	7.4	8.7	9.3	5.5	7.3	6.4	7.4	7.3	6.4	6.8	7.4	..	..	..
Indonésie	4.8	5.0	4.0	3.2	5.0	5.3	4.7	4.1	5.1	5.5	5.5	5.3	4.8	5.0	5.0	5.1	5.4	..	..	..
Irlande	6.4	4.2	7.6	7.1	7.1	0.6	-4.8	0.8	-1.6	-1.2	-0.2	2.1	4.2	3.2	2.0	2.2	2.1	1.9	1.8	2.3
Israël	..	5.1	3.4	5.0	8.1	1.8	0.9	4.9	3.8	2.8	3.9	4.4	4.1	6.1	3.3	5.1	3.0	3.8	4.7	3.0
Italie	1.7	1.0	1.3	1.4	1.2	-1.1	-1.5	1.2	0.0	-4.0	-2.4	0.2	1.9	1.4	1.4	0.9	0.6	1.2	1.0	0.4
Japon	1.3	1.3	1.2	1.0	0.9	-1.0	-0.7	2.4	-0.4	2.0	2.4	-0.9	0.0	0.1	1.0	0.7	0.9	0.8	1.1	-0.1
Corée	5.2	0.3	4.4	4.6	5.1	1.4	0.2	4.4	2.9	1.9	1.9	1.7	2.2	2.5	2.6	2.9	2.7	3.4	2.4	2.8
Lettonie	..	10.5	10.0	19.4	10.2	-7.9	-16.0	2.8	3.0	3.1	5.1	1.4	2.5	3.3	5.1	5.1	4.2	5.5	4.6	4.1
Lituanie	..	10.9	11.6	9.1	12.4	3.9	-17.4	-3.4	4.6	3.1	4.3	4.0	4.0	4.9	3.9	3.8	3.6	..	..	..
Luxembourg	3.4	0.9	-0.1	2.8	2.3	1.3	1.2	1.2	1.5	2.9	2.0	2.3	3.3	2.4	2.6	3.9	3.6	2.7	3.8	3.5
Mexique	3.6	4.5	3.0	4.1	2.5	0.5	-6.0	3.6	3.4	2.1	2.0	2.1	3.3	3.4	3.3	2.3	2.7	2.5	2.5	2.7
Pays-Bas	3.1	0.5	0.9	-0.3	1.9	0.9	-2.1	0.0	0.2	-1.2	-1.0	0.3	2.0	1.5	1.9	2.7	2.5	1.3	2.9	2.9
Nouvelle-Zélande	3.9	6.1	4.4	3.2	4.0	1.0	-0.6	3.0	2.7	2.6	3.5	3.2	3.8	5.0	4.5	3.7	2.7	4.2	3.2	2.6
Norvège	3.6	5.4	4.4	5.0	5.3	1.7	0.0	3.8	2.3	3.5	2.8	2.1	2.6	1.5	2.5	2.3	2.0	3.0	2.2	1.4
Pologne	4.5	4.2	1.8	4.8	5.6	6.8	3.6	2.7	3.1	0.7	0.3	2.4	3.0	3.9	4.7	4.8	4.0	4.6	4.6	3.7
Portugal	2.4	2.6	1.6	1.5	2.5	1.4	-2.3	2.4	-3.6	-5.5	-1.2	2.3	2.3	2.1	2.3	1.9	1.9	2.1	1.7	1.9
Russie	..	11.9	11.7	12.0	14.2	10.4	-5.1	5.5	6.7	7.9	5.2	1.9	-9.7	-2.3	3.3	3.5	2.1	..	..	..
République slovaque	4.5	5.0	5.8	6.0	7.5	6.0	-0.5	0.4	-0.6	-0.4	-0.8	1.4	2.2	2.7	3.6	3.6	4.0	3.7	3.6	4.1
Slovénie	3.8	3.0	2.2	1.2	6.4	2.4	0.9	1.3	0.0	-2.4	-4.1	1.9	2.1	4.2	3.2	4.2	3.2	3.0	3.8	3.0
Afrique du Sud	3.5	6.2	6.1	8.8	6.5	1.2	-2.6	3.9	5.1	3.7	2.0	0.8	1.8	0.7	2.2	2.0	2.1	..	..	..
Espagne	3.1	4.0	4.0	3.8	3.3	-0.7	-3.6	0.3	-2.4	-3.5	-3.1	1.5	3.0	3.0	2.4	2.3	1.8	2.5	2.1	1.6
Suède	2.6	2.6	2.8	2.8	3.9	0.2	0.4	3.8	1.9	0.9	1.9	2.2	3.0	2.1	2.4	2.1	2.6	2.6	2.2	2.6
Suisse	1.4	1.7	1.6	1.5	2.3	1.4	1.3	1.7	0.8	2.3	2.6	1.3	1.8	1.5	1.2	1.3	1.6	0.8	1.5	1.7
Turquie	2.5	9.1	6.2	3.9	5.2	0.4	-4.0	12.0	10.3	3.4	9.6	2.7	5.3	3.7	6.1	5.9	5.3	6.8	3.4	6.3
Royaume-Uni	3.8	3.3	3.0	1.7	2.6	-0.5	-3.0	0.6	-0.7	1.6	1.7	2.1	2.6	2.9	1.7	1.1	0.7	1.2	1.1	0.5
États-Unis	3.8	3.8	3.5	3.0	2.2	-0.3	-1.6	1.9	2.3	1.5	1.5	2.9	3.6	2.7	2.8	2.5	2.2	2.8	2.1	2.1
Zone euro	2.1	1.6	1.9	2.1	1.8	0.3	-1.0	0.8	-0.1	-1.2	-0.6	0.9	1.7	1.9	1.7	1.4	1.5	1.5	1.6	1.5
Total OCDE	3.0	3.1	2.9	2.8	2.5	0.2	-1.4	2.2	1.6	1.0	1.4	1.9	2.7	2.4	2.5	2.2	2.1	2.5	2.0	2.0

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 4. Consommation des administrations publiques en volume

	Pourcentage de variations																		2017	2018 T4 / T4	2019
	Moyenne 1993-03	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019				
Argentine	0.7	2.7	9.9	3.7	7.8	5.0	5.6	5.5	4.6	3.0	5.3	2.9	6.9	0.3	2.0	0.0	0.8	..	..	..
Australie	3.2	4.8	2.1	4.0	2.4	4.1	2.3	3.0	3.9	1.5	1.9	0.1	4.3	4.2	3.8	2.9	2.0	5.0	2.0	1.9	
Autriche	1.8	1.4	2.2	3.2	1.5	3.6	2.5	0.1	0.1	0.1	0.7	0.8	1.4	2.1	1.3	1.8	1.2	0.8	1.6	1.2	
Belgique	1.7	1.6	0.6	0.9	1.9	2.9	1.1	1.0	1.2	1.4	0.3	0.6	0.4	0.2	1.3	1.2	0.9	1.4	0.8	0.9	
Brésil	..	3.9	2.0	3.6	4.1	2.1	2.9	3.9	2.2	2.3	1.5	0.8	-1.4	0.0	-0.6	0.7	0.7	..	..	..
Canada	1.1	1.9	1.1	2.8	2.4	3.8	2.7	2.3	1.3	0.7	-0.7	0.5	1.6	2.2	2.2	2.1	1.8	2.9	1.7	1.8	
Chili	..	5.9	5.9	6.4	7.2	0.3	8.4	3.8	2.4	3.8	3.1	3.8	4.7	6.3	4.1	2.5	2.8	3.8	2.6	3.6	
Colombie	..	6.4	5.2	5.2	4.6	4.7	4.8	5.2	6.5	4.8	8.9	4.7	4.9	1.8	4.0	5.7	1.5	..	..	..
Costa Rica	2.2	1.0	0.8	3.2	2.3	5.2	6.0	4.1	1.0	0.2	3.2	2.9	2.3	2.4	2.9	2.4	2.3	..	..	..
République tchèque	1.4	-1.8	1.0	0.6	0.6	1.1	2.8	0.5	-3.2	-2.0	2.5	1.1	1.9	2.0	1.5	1.8	1.6	1.9	0.7	2.2	
Danemark	2.1	1.5	1.2	2.5	1.2	3.3	3.0	1.6	-0.6	0.8	-0.1	1.9	1.1	0.3	1.2	0.8	0.6	..	..	..
Estonie	..	2.9	3.2	5.6	6.5	4.6	-3.1	-0.4	1.4	3.0	2.7	2.5	3.3	2.0	0.8	0.8	0.8	1.3	0.3	0.8	
Finlande	2.0	1.5	1.9	1.1	1.3	1.6	1.6	-0.1	-0.1	0.5	1.1	-0.5	0.2	1.8	1.3	1.2	1.4	-1.1	2.4	0.8	
France	1.1	2.1	1.3	1.4	1.8	1.1	2.4	1.2	1.1	1.6	1.5	1.3	1.1	1.2	1.6	1.4	0.7	1.8	1.1	0.5	
Allemagne	1.5	-0.8	0.5	1.0	1.5	3.4	3.0	1.3	0.9	1.1	1.4	1.5	2.9	3.7	1.6	1.3	2.0	1.6	1.3	2.0	
Grèce	2.7	4.0	4.1	6.8	5.4	-2.3	2.1	-4.2	-7.0	-7.2	-5.5	-1.2	1.1	-1.4	-1.2	0.7	1.3	2.1	1.1	1.4	
Hongrie	-0.1	2.3	3.2	1.3	-6.7	3.1	1.4	-0.4	0.2	-1.5	4.1	5.1	1.1	0.8	0.3	2.5	0.9	4.7	0.5	1.0	
Islande	3.4	2.4	3.4	4.1	4.5	4.9	-1.1	-3.7	-0.1	-1.8	1.0	1.7	1.0	2.3	2.6	2.4	2.2	2.4	2.4	2.0	
Inde ¹	..	3.6	8.9	3.8	9.6	10.4	13.9	5.8	6.9	0.6	0.6	7.6	6.8	12.2	8.0	7.0	8.1	..	..	..
Indonésie	2.6	4.0	6.6	9.6	3.9	10.4	11.2	4.0	5.5	4.5	6.7	1.2	5.3	-0.1	2.1	4.4	3.6	..	..	..
Irlande	5.2	0.5	3.3	4.0	5.3	0.4	-3.6	-5.3	-1.8	-2.6	-1.0	4.1	2.1	5.1	1.9	1.9	1.9	1.9	1.3	2.3	
Israël	..	-1.6	2.0	3.5	2.5	2.0	2.8	2.7	2.2	3.7	3.6	3.5	3.1	3.9	3.2	5.1	2.4	3.9	3.6	2.7	
Italie	0.8	1.0	0.6	-0.4	0.4	1.0	0.4	0.6	-1.8	-1.4	-0.3	-0.7	-0.6	0.6	0.1	0.5	0.2	0.2	0.7	0.1	
Japon	2.8	1.2	0.8	0.1	1.2	-0.1	2.0	1.9	1.9	1.7	1.5	0.5	1.5	1.3	0.2	0.5	0.7	0.5	0.6	0.8	
Corée	4.1	4.5	4.5	7.4	6.1	5.1	5.2	3.8	2.2	3.4	3.3	3.0	3.0	4.5	3.4	6.0	3.9	4.2	6.3	3.3	
Lettonie	..	3.6	3.0	6.1	3.3	2.4	-10.7	-8.1	3.0	0.3	1.6	1.9	1.9	2.7	4.1	3.4	2.8	3.4	3.3	2.6	
Lituanie	..	4.2	3.6	2.1	1.9	0.2	-1.3	-3.2	-0.4	1.3	0.7	0.3	0.2	1.3	1.2	1.1	1.0	..	..	..
Luxembourg	4.4	3.5	2.8	1.8	3.7	1.4	3.7	1.4	0.8	3.5	3.7	2.0	2.6	2.0	1.8	2.6	3.1	1.8	3.0	3.2	
Mexique	1.4	-1.0	2.2	2.7	1.8	2.9	3.0	2.3	3.1	3.4	0.5	2.9	1.9	2.4	0.1	0.6	0.4	-0.2	0.6	0.3	
Pays-Bas	2.8	-0.5	1.6	9.4	3.1	3.3	4.7	1.0	-0.2	-1.3	-0.1	0.3	-0.2	1.1	1.2	3.0	2.6	1.2	4.2	1.2	
Nouvelle-Zélande	2.2	4.9	7.1	4.6	4.3	4.3	0.9	0.5	2.8	-0.4	1.4	3.2	2.7	1.7	4.7	3.3	2.1	4.8	2.8	1.8	
Norvège	2.5	1.3	1.9	1.9	2.0	2.4	4.1	2.2	1.0	1.6	1.0	2.7	2.4	2.1	2.2	2.1	2.0	2.5	2.1	2.0	
Pologne	2.5	3.8	3.5	5.5	3.0	4.4	3.5	3.1	-1.8	-0.3	2.5	4.1	2.4	1.8	3.4	3.7	3.3	4.5	3.4	3.3	
Portugal	3.3	2.9	2.7	-0.2	0.6	0.4	2.6	-1.3	-3.8	-3.3	-2.0	-0.5	1.3	0.6	-0.2	0.7	-0.1	0.0	1.0	-0.7	
Russie	..	2.1	1.4	2.3	2.7	3.4	-0.6	-1.5	1.4	2.6	0.9	-2.1	-3.1	0.8	0.4	-0.8	-1.1	..	..	..
République slovaque	2.2	-2.8	7.0	9.2	0.3	6.5	6.2	1.7	-1.8	-2.1	2.2	5.2	5.4	1.6	0.2	1.8	1.9	1.6	1.8	1.9	
Slovénie	3.2	2.7	2.7	3.1	1.9	4.9	2.4	-0.5	-0.7	-2.2	-2.1	-1.2	2.7	2.5	2.3	2.3	1.4	5.5	-0.6	2.6	
Afrique du Sud	1.5	5.2	5.1	4.9	4.0	5.8	4.6	3.0	2.8	3.5	3.1	1.7	-0.3	1.9	0.6	0.8	1.0	..	..	..
Espagne	3.1	6.3	5.6	5.0	6.2	5.9	4.1	1.5	-0.3	-4.7	-2.1	-0.3	2.1	0.8	1.6	1.2	1.1	2.4	0.9	1.2	
Suède	0.7	-0.9	0.2	1.8	0.7	1.1	2.4	1.0	0.9	1.6	1.3	1.7	2.1	2.6	0.8	1.4	1.5	1.1	1.5	1.5	
Suisse	1.3	1.0	1.8	0.3	0.7	1.2	3.0	1.1	1.7	1.5	2.3	2.2	1.2	1.6	1.0	1.1	1.1	1.0	0.8	1.2	
Turquie	3.7	6.6	3.6	10.2	7.0	3.5	8.1	1.7	1.1	6.8	8.0	2.9	2.9	9.8	4.4	6.9	5.2	10.3	2.2	7.0	
Royaume-Uni	2.5	4.2	2.4	1.8	1.0	1.9	1.1	0.5	0.2	1.3	0.2	2.5	0.6	0.8	0.1	1.4	1.0	0.6	1.5	0.8	
États-Unis	1.8	1.5	0.8	1.1	1.4	2.5	3.7	0.1	-2.7	-0.9	-2.4	-0.5	1.3	1.0	0.1	2.2	4.3	0.4	3.3	4.4	
Zone euro	1.7	1.3	1.6	2.1	2.1	2.4	2.4	0.7	-0.1	-0.4	0.4	0.7	1.3	1.8	1.2	1.3	1.3	1.4	1.4	1.1	
Total OCDE	2.0	1.7	1.5	1.9	1.9	2.3	3.0	1.0	-0.4	0.3	0.1	0.8	1.6	1.9	1.0	2.0	2.3	1.6	2.1	2.4	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 5. Formation brute de capital fixe en volume

	Pourcentage de variations																		2017	2018 T4 / T4	2019
	Moyenne 1993-03	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019				
Argentine	-2.0	34.4	15.8	14.5	20.5	8.7	-22.6	26.3	17.4	-7.1	2.3	-6.8	3.5	-4.9	11.0	13.7	8.8	..	..	..
Australie	6.3	7.2	8.4	4.0	8.1	7.2	-2.3	4.3	7.1	10.0	-1.9	-2.3	-3.4	-2.3	3.2	3.3	3.9	4.4	2.7	4.6	
Autriche	2.0	0.9	0.3	1.3	4.7	1.5	-7.2	-2.7	6.6	0.9	1.6	-0.6	1.2	3.6	5.0	3.3	3.2	4.7	3.3	3.0	
Belgique	1.8	8.9	6.1	2.0	6.8	1.9	-6.6	-0.8	4.2	0.2	-1.5	5.7	2.7	3.8	0.7	3.1	2.7	2.2	3.5	2.2	
Brésil	2.1	8.4	2.0	6.7	11.9	12.2	-2.2	18.1	6.9	0.8	5.8	-4.2	-13.9	-10.4	-1.9	4.8	3.8	..	..	..
Canada	4.7	8.4	9.1	6.3	3.2	1.6	-11.3	11.5	4.6	4.9	1.3	2.4	-5.1	-3.0	2.8	4.2	3.2	6.3	3.0	3.1	
Chili	6.1	12.4	23.7	6.1	10.3	18.8	-13.3	12.7	16.3	11.0	4.1	-5.0	-0.4	-0.7	-1.1	4.5	4.4	2.5	4.4	5.2	
Colombie	-1.1	11.1	13.2	18.0	14.5	9.6	-1.7	5.2	19.8	4.6	6.5	10.2	1.7	-2.7	0.1	0.2	5.7	..	..	..
Costa Rica	5.1	0.9	4.4	7.7	19.0	10.0	-12.7	4.2	3.1	10.0	-0.3	3.1	3.1	3.8	-2.8	2.7	4.3	..	..	..
République tchèque	5.1	3.5	6.6	6.3	13.5	2.2	-9.8	1.0	0.9	-2.9	-2.5	3.9	10.4	-2.5	5.9	5.3	4.8	8.4	5.1	4.5	
Danemark	4.5	3.5	5.9	13.7	0.7	-2.5	-13.0	-5.7	0.4	3.7	2.7	3.1	3.1	6.0	3.7	3.5	4.1	..	..	..
Estonie	..	5.2	15.0	22.9	10.9	-12.8	-36.6	-4.0	33.8	12.9	1.4	-7.9	-3.1	-0.9	13.3	4.4	5.5	6.6	13.4	3.4	
Finlande	5.6	4.7	3.2	1.3	10.0	0.3	-12.5	1.1	4.1	-1.9	-4.9	-2.6	0.7	7.4	6.3	4.0	4.0	3.2	5.0	3.6	
France	2.8	3.1	3.0	3.9	5.5	0.7	-9.0	1.8	2.2	0.3	-0.7	0.0	0.9	2.7	3.8	3.7	4.0	4.7	3.6	3.9	
Allemagne	0.5	-0.9	1.0	8.1	4.3	0.9	-10.0	5.0	7.4	-0.1	-1.2	3.7	1.0	2.9	3.9	3.5	3.9	4.6	4.4	3.8	
Grèce	6.4	2.9	-11.9	19.1	15.8	-7.0	-13.8	-19.3	-20.7	-23.4	-8.3	-4.5	-0.3	1.5	9.7	9.1	9.4	28.9	-3.6	9.5	
Hongrie	5.7	7.6	3.6	0.7	4.2	1.0	-8.3	-9.5	-1.3	-3.0	9.8	12.3	1.9	-10.6	16.8	13.5	10.7	16.2	12.9	9.1	
Islande	5.7	26.7	32.0	23.4	-11.2	-19.0	-47.8	-8.6	11.6	5.3	2.2	16.5	18.7	22.5	9.3	1.1	3.4	3.9	1.2	3.7	
Inde ¹	..	18.9	16.2	13.8	16.2	3.5	7.7	11.0	12.3	4.9	1.6	2.6	5.2	10.1	7.8	8.5	8.8	..	..	..
Indonésie	1.5	14.7	10.9	2.6	9.3	11.9	3.9	6.7	8.9	9.1	5.0	4.4	5.0	4.5	6.2	6.9	6.0	..	..	..
Irlande	11.1	9.8	17.1	6.9	-0.2	-11.7	-16.8	-15.0	-0.2	16.4	-3.5	17.8	27.9	60.0	-21.8	5.9	5.5	-40.9	22.0	5.4	
Israël	1.5	1.6	1.9	7.0	11.1	3.8	-2.8	9.7	13.6	4.3	3.6	0.7	-0.8	11.9	2.7	8.2	8.8	1.8	9.9	9.5	
Italie	3.3	1.7	2.0	3.4	1.3	-3.2	-10.0	-0.6	-1.7	-9.4	-6.6	-2.2	1.9	3.3	3.9	5.4	3.1	4.4	3.3	3.0	
Japon	-0.6	0.1	3.1	0.4	-1.9	-3.8	-9.7	-1.6	1.7	3.5	4.9	3.1	1.7	1.1	2.5	1.2	0.6	2.0	1.5	-0.4	
Corée	4.3	2.9	2.0	3.6	5.0	-0.9	0.3	5.5	0.8	-0.5	3.3	3.4	5.1	5.6	8.6	4.0	2.3	5.1	4.9	2.3	
Lettonie	..	28.9	20.4	15.1	22.5	-9.1	-33.3	-19.8	24.0	14.4	-6.0	0.1	-0.5	-15.0	16.0	10.6	7.5	12.6	14.8	6.1	
Lituanie	..	15.8	11.5	19.6	22.3	-4.0	-38.9	1.5	20.1	-1.8	8.3	5.8	4.8	-0.5	7.3	7.6	5.2	..	..	..
Luxembourg	3.2	5.9	-1.0	3.2	12.5	11.9	-12.5	3.6	13.7	6.2	1.3	4.3	-8.0	0.5	2.0	-3.6	5.3	-13.5	7.4	5.2	
Mexique	1.3	7.0	6.1	9.3	5.8	6.7	-11.7	4.7	7.8	5.1	-3.3	3.0	5.1	1.1	-1.5	0.7	2.6	-2.3	2.8	2.7	
Pays-Bas	3.5	0.0	3.1	7.3	6.5	4.1	-9.2	-6.6	5.6	-6.3	-4.2	2.3	11.0	5.2	5.7	6.1	5.4	7.5	6.5	5.5	
Nouvelle-Zélande	6.6	13.7	3.7	-1.2	7.7	-3.0	-12.7	0.7	6.4	6.1	7.9	9.5	4.3	6.4	3.3	5.2	5.1	4.9	4.4	5.1	
Norvège	3.4	10.0	12.0	9.1	12.2	1.1	-6.8	-6.4	7.5	7.6	6.3	-0.3	-4.0	-0.2	4.9	-0.8	3.2	4.1	0.7	1.9	
Pologne	7.0	6.7	8.3	15.4	19.0	8.8	-2.7	0.0	8.8	-1.8	-1.1	10.0	6.1	-8.2	3.4	9.1	7.1	5.7	9.7	6.4	
Portugal	3.9	0.1	0.1	-0.8	3.1	0.4	-7.6	-0.9	-12.5	-16.6	-5.1	2.3	5.8	1.5	9.1	5.9	6.8	5.5	8.1	5.9	
Russie	..	12.0	10.2	17.9	21.1	9.7	-14.7	6.4	9.2	5.9	1.3	-2.7	-10.4	1.7	4.3	3.6	2.0	..	..	..
République slovaque	2.6	4.7	16.5	9.1	8.9	1.6	-18.7	7.2	12.7	-9.0	-0.9	3.0	19.8	-8.3	3.2	6.0	6.5	7.6	7.7	5.7	
Slovénie	8.2	5.4	3.5	10.2	12.0	7.0	-22.0	-13.3	-4.9	-8.8	3.2	1.1	-1.6	-3.6	10.3	12.6	8.7	11.6	11.7	8.3	
Afrique du Sud	5.0	12.9	11.0	12.1	13.8	12.8	-6.7	-3.9	5.5	2.6	7.2	0.7	3.4	-4.1	0.4	4.6	4.7	..	..	..
Espagne	6.2	5.1	7.5	7.4	4.4	-3.9	-16.9	-4.9	-6.9	-8.6	-3.4	4.7	6.5	3.3	5.0	4.4	4.3	5.6	4.8	4.1	
Suède	4.6	5.0	5.2	9.6	8.3	0.3	-13.3	5.6	5.8	0.2	0.6	5.6	6.5	5.3	6.5	2.5	2.2	6.4	1.5	3.7	
Suisse	2.1	5.0	3.4	4.7	4.9	0.9	-7.4	4.6	4.3	3.4	0.6	3.0	2.3	3.0	3.1	3.0	3.4	2.9	3.9	3.4	
Turquie	2.1	31.9	19.6	15.4	5.5	-2.7	-20.5	22.5	23.8	2.7	13.8	5.1	9.3	2.2	7.3	8.1	7.6	8.1	8.2	8.0	
Royaume-Uni	1.8	2.3	5.0	2.7	5.2	-5.1	-13.8	4.5	2.2	2.1	3.4	7.1	2.8	1.8	4.0	2.8	0.7	4.0	1.6	0.6	
États-Unis	5.3	5.8	5.6	2.2	-1.2	-4.8	-13.1	1.1	3.7	6.3	3.0	4.8	3.5	0.6	3.4	4.9	4.7	4.9	4.8	4.6	
Zone euro	2.8	2.2	3.0	5.8	4.7	-0.9	-11.1	-0.5	1.6	-3.2	-2.4	1.9	3.0	4.5	3.2	4.2	4.1	2.9	4.7	3.9	
Total OCDE	3.3	4.5	5.1	4.2	2.4	-1.9	-11.1	1.9	3.9	2.3	1.7	3.5	3.1	1.7	3.6	4.2	3.9	4.0	4.3	3.7	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 6. **Formation brute de capital fixe du secteur privé non résidentiel, en volume**

	Pourcentage de variations																		2017	2018 T4 / T4	2019
	Moyenne 1993-03	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019				
Australie	6.9	7.4	12.2	7.9	10.3	7.3	-3.6	-0.2	12.4	17.1	-2.4	-6.0	-6.4	-8.8	2.6	3.8	5.3	6.5	1.5	6.9	
Belgique	2.7	11.0	2.9	2.3	6.5	3.4	-7.5	-2.1	6.5	0.0	-0.2	6.1	3.5	5.2	0.6	3.2	3.4	2.6	3.7	3.4	
Canada	5.7	9.1	11.2	9.0	2.5	4.0	-20.2	14.0	11.6	7.1	4.3	4.1	-11.0	-9.0	2.4	5.5	4.3	8.5	4.7	3.9	
Danemark	4.5	-0.9	3.6	15.3	2.2	3.9	-13.3	-8.1	-6.1	6.2	7.7	0.8	3.9	5.8	5.7	4.9	4.9	..	..	..
Finlande	6.9	2.1	5.4	2.2	16.6	4.9	-15.5	-6.1	3.1	-3.1	-7.3	-1.8	2.3	6.4	10.3	4.6	4.5	5.5	5.6	4.0	
France	3.3	2.7	2.6	5.1	8.0	3.8	-11.7	3.0	4.9	0.9	-0.8	2.9	3.1	3.6	4.4	4.3	4.5	6.0	4.1	4.3	
Allemagne	1.3	1.6	3.7	8.5	7.8	2.1	-15.5	6.2	7.3	-1.8	-0.8	4.9	1.4	2.5	4.0	4.5	4.4	6.1	5.0	4.3	
Islande	9.3	32.1	53.7	25.7	-22.4	-22.0	-50.5	-0.4	24.1	7.7	-1.8	17.8	29.8	26.2	4.0	-4.4	3.0	2.1	-2.0	4.1	
Japon	0.8	3.8	8.5	2.1	1.0	-2.8	-13.4	-0.9	4.0	4.1	3.7	5.4	3.4	0.6	2.9	2.6	2.7	3.0	2.6	2.1	
Corée	4.9	3.2	2.0	6.4	7.6	0.9	-3.7	14.2	3.3	0.2	0.9	3.3	2.4	1.9	7.7	1.7	2.7	3.9	3.5	2.6	
Pays-Bas	3.7	-0.4	3.2	7.3	8.8	6.1	-10.5	-3.2	12.8	-3.9	-2.2	2.8	10.1	3.1	3.9	3.2	5.6	5.1	5.6	5.9	
Nouvelle-Zélande	6.5	15.0	7.6	1.2	11.8	-0.3	-21.3	-0.3	14.1	9.6	4.2	11.8	1.5	7.8	7.0	3.5	4.8	5.3	3.8	5.0	
Norvège	2.4	10.7	16.7	10.9	16.2	2.4	-10.4	-8.5	6.3	9.3	5.2	-1.3	-7.9	-6.0	4.0	0.2	4.1	4.2	2.5	2.2	
Suède	7.1	4.7	5.1	9.5	10.2	3.9	-15.2	3.4	7.2	3.0	0.8	4.3	5.3	1.8	4.5	3.9	6.2	5.5	6.2	6.2	
Suisse	3.1	5.8	4.8	6.7	7.0	1.3	-11.0	5.1	5.1	4.2	0.4	3.1	1.9	2.8	3.1	3.1	3.7	2.9	4.1	3.8	
Royaume-Uni	3.5	-4.2	19.1	-6.7	9.1	-2.9	-16.4	5.6	4.5	7.3	3.0	5.1	3.7	-0.5	2.4	1.3	0.8	2.6	1.0	0.4	
États-Unis	6.1	5.2	7.0	7.1	5.9	-0.7	-15.6	2.5	7.7	9.0	3.5	6.9	2.3	-0.6	4.7	6.0	5.0	6.3	5.7	4.9	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727406>

Annexe : Tableau 7. **Formation brute de capital fixe en volume : construction de logements**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1993-03	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2017 T4 / T4	2018	2019
Australie	4.4	5.7	-2.9	-5.5	1.0	1.2	-5.0	4.4	0.7	-5.9	3.8	10.0	9.5	8.5	-2.4	-2.1	-2.2	-5.8	-1.5	-1.5
Autriche	0.1	1.0	1.8	0.8	2.5	0.7	-5.8	0.5	2.9	-1.3	-0.1	-0.4	1.0	0.3	2.4	1.4	1.6	1.8	2.3	1.3
Belgique	-0.3	3.9	15.6	4.8	4.7	-2.2	-10.4	1.8	-2.5	-0.1	-3.9	5.7	1.0	2.6	-0.2	0.8	1.9	-0.5	1.7	2.0
Canada	3.7	8.3	4.9	2.4	2.6	-4.1	-5.8	7.7	1.3	5.8	0.0	2.6	3.5	3.3	2.9	1.8	1.1	4.5	0.0	1.2
Danemark	6.4	12.1	16.7	11.4	-5.5	-16.7	-20.4	-8.9	15.8	-5.5	-7.8	6.8	8.2	7.1	6.2	2.9	4.2	..	..	..
Finlande	4.3	11.2	5.0	3.8	-0.3	-10.6	-13.9	24.1	5.3	-3.5	-5.3	-6.5	2.0	10.6	5.1	4.4	4.1	4.2	4.3	4.1
France	3.3	4.0	4.3	4.9	2.6	-3.9	-11.9	1.6	1.1	-2.0	-0.3	-2.7	-1.8	2.4	5.2	2.5	2.5	4.6	2.2	2.7
Allemagne	-0.3	-4.2	-4.1	6.8	-1.5	-4.0	-3.2	4.1	10.1	4.2	-0.7	3.2	-1.1	3.8	3.6	2.6	3.1	2.5	3.8	3.0
Grèce	3.0	16.6	-9.1	17.6	15.1	-24.0	-19.7	-26.3	-14.4	-38.0	-31.3	-53.2	-25.7	-12.4	-8.7	-1.3	2.0	-11.6	2.0	2.0
Islande	3.3	14.2	11.9	16.5	13.2	-21.9	-55.7	-18.0	5.4	6.9	10.8	15.4	-3.2	26.4	21.6	15.6	4.3	-3.1	7.2	4.1
Irlande	12.2	11.1	16.3	2.7	-12.1	-17.2	-39.9	-34.0	-16.4	-19.3	9.4	21.9	4.9	13.7	14.3	12.8	12.6	8.3	16.7	12.6
Italie	1.1	2.5	6.2	5.2	1.0	-1.9	-9.3	-0.2	-6.4	-7.7	-4.5	-6.8	-1.7	2.9	2.2	1.9	1.0	2.9	1.0	1.0
Lettonie	..	62.0	17.8	34.4	41.4	-11.9	-52.4	-28.9	1.3	13.8	-1.3	9.7	7.6	-23.2	-8.4	-1.3	6.7	-3.7	20.6	5.0
Japon	-2.2	1.7	-0.5	0.7	-9.5	-6.6	-16.4	-3.7	4.9	2.5	8.0	-4.3	-1.0	5.7	2.7	-3.8	1.8	-2.4	0.0	-1.1
Corée	1.7	3.1	2.1	-2.3	-3.5	-9.4	-2.5	-12.0	-8.0	-2.9	23.4	11.1	18.9	20.3	14.9	4.0	0.6	9.2	3.6	0.6
Pays-Bas	1.5	4.6	5.5	5.8	5.1	0.4	-14.9	-16.0	-4.4	-12.9	-12.2	6.1	20.9	19.0	12.7	8.8	6.9	12.3	6.8	6.2
Nouvelle-Zélande	4.9	3.7	-4.0	-2.1	3.1	-18.1	-14.1	1.2	-0.1	18.0	16.9	8.4	7.4	12.5	0.7	3.3	3.5	1.2	2.6	4.7
Norvège	7.4	16.3	9.7	4.0	2.7	-9.0	-8.1	-1.6	17.0	10.9	5.3	-1.4	3.2	9.0	7.1	-6.9	0.7	-1.0	-3.6	1.0
Espagne	8.3	4.9	6.5	6.7	1.3	-9.2	-20.3	-11.6	-13.3	-10.3	-10.2	11.3	-1.0	4.4	8.3	6.4	4.3	9.5	5.6	4.1
Suède	-0.7	12.8	10.0	14.5	6.6	-13.3	-18.8	12.6	8.0	-11.7	0.9	15.6	17.9	14.4	14.2	-3.3	-10.3	13.0	-11.9	-4.3
Suisse	0.0	7.0	1.1	-1.6	-3.0	-4.2	1.8	3.5	2.2	1.5	1.7	2.3	3.8	3.8	3.8	2.7	2.4	3.9	3.1	1.9
Royaume-Uni	0.3	6.6	2.4	1.1	0.6	-19.2	-22.9	5.5	3.6	-2.1	9.5	10.6	4.3	7.0	7.4	2.7	-0.3	4.2	2.2	-0.5
États-Unis	4.6	10.0	6.6	-7.6	-18.8	-24.0	-21.2	-2.5	0.5	13.5	11.9	3.5	10.2	5.5	1.8	2.9	4.2	2.6	3.4	4.0

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727425>

Annexe : Tableau 8. Demande intérieure totale en volume

Pourcentage de variations

	Moyenne 1993-03	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
																		T4 / T4	T4 / T4	T4 / T4
Argentine	-0.7	13.7	9.1	9.3	11.3	6.9	-7.9	14.2	10.2	-1.3	4.0	-3.9	4.2	-1.3	6.3	5.1	3.2	..	..	..
Australie	4.4	6.4	4.2	3.7	6.7	3.4	0.3	4.1	5.0	4.2	0.4	0.9	1.3	1.9	2.9	2.1	2.4	3.0	1.8	2.7
Autriche	1.9	2.1	2.0	2.3	2.8	1.0	-1.5	0.6	2.7	-0.1	0.1	0.4	1.2	2.1	2.7	2.2	1.9	2.8	2.2	1.9
Belgique	1.9	3.6	2.9	1.9	3.3	2.1	-1.8	2.1	2.2	0.0	-0.3	2.1	1.4	2.0	1.3	1.7	1.8	1.4	1.9	1.7
Brésil	..	5.1	2.6	5.4	7.6	7.2	-0.3	9.8	4.6	2.0	3.5	0.3	-6.1	-5.0	1.0	2.0	2.7	..	..	..
Canada	3.1	4.0	5.0	4.2	3.6	2.8	-3.0	5.3	2.2	2.1	3.4	1.8	0.1	0.8	3.8	2.7	2.1	4.9	2.1	2.1
Chili	..	9.0	11.8	9.1	7.1	8.9	-6.7	13.9	9.8	7.5	4.1	-0.4	2.7	1.5	3.3	5.2	3.8	4.3	4.7	4.5
Chine	9.3	9.6	9.2	10.7	12.6	8.9	14.0	8.8	9.6	8.1	8.0	8.3	8.3	7.7	6.0	6.5	6.4	5.3	6.8	6.4
Colombie	..	6.1	6.4	8.8	8.3	4.9	0.2	5.9	9.1	4.9	5.1	6.2	2.4	1.2	1.8	2.2	3.2	..	..	..
Costa Rica	3.7	2.7	4.2	7.2	9.0	6.2	-4.8	7.8	5.6	5.6	1.7	3.5	4.2	3.5	2.5	3.4	3.7	..	..	..
République tchèque	3.5	3.3	3.5	5.1	6.6	1.9	-5.3	1.7	0.0	-2.1	-0.6	3.4	5.9	1.4	3.9	4.3	3.3	5.9	3.5	3.2
Danemark	2.6	4.3	3.4	5.2	1.8	-0.2	-6.1	0.7	1.0	0.9	0.8	1.9	1.3	2.4	2.0	2.1	2.3	..	..	..
Estonie	..	6.5	7.3	17.4	9.3	-8.7	-20.8	0.2	9.2	8.7	1.4	3.9	1.1	3.4	4.3	4.5	3.7	4.0	4.1	2.8
Finlande	3.8	3.6	4.1	2.4	4.8	0.9	-6.3	3.6	4.1	-1.2	-1.1	-0.1	1.4	2.8	2.1	2.7	2.2	1.8	2.7	1.9
France	2.3	2.8	2.3	2.6	3.2	0.4	-2.5	1.9	2.1	-0.3	0.7	1.5	1.5	1.9	2.3	1.5	1.9	2.2	1.7	1.8
Allemagne	1.2	-0.6	0.3	3.0	1.8	1.0	-3.1	2.9	3.0	-0.8	1.0	1.3	1.5	2.4	2.4	1.8	2.2	2.0	2.1	2.2
Grèce	4.5	2.7	0.2	7.9	5.3	-0.7	-6.2	-6.5	-11.2	-10.0	-3.9	1.0	-1.1	0.4	1.6	1.4	2.3	2.3	2.7	2.3
Hongrie	2.9	5.3	1.7	1.7	-1.0	0.3	-9.5	-0.6	-0.3	-3.0	2.3	5.5	1.3	1.6	5.9	4.9	5.5	4.9	6.7	5.0
Islande	4.2	9.9	13.9	9.6	1.2	-7.0	-17.0	-3.2	2.8	1.2	1.7	4.0	5.3	8.3	6.3	3.1	3.3	4.1	3.1	3.2
Inde ¹	..	7.7	10.5	9.7	10.7	6.1	8.5	9.7	8.5	5.3	1.8	7.1	7.9	6.9	7.8	7.5	7.5	..	..	..
Indonésie	3.1	7.0	5.9	5.3	6.4	6.1	3.0	6.5	6.1	7.7	5.0	5.3	4.0	5.0	4.8	5.4	5.4	..	..	..
Irlande	7.2	4.3	9.9	6.9	3.9	-3.7	-8.3	-3.1	-0.4	2.0	-1.6	9.0	9.0	19.4	-9.8	3.5	3.1	-20.1	8.0	3.2
Israël	..	3.0	3.4	4.9	6.5	1.8	0.2	5.4	5.6	3.8	3.0	4.0	3.5	6.0	3.6	5.4	4.2	3.6	4.8	4.3
Italie	1.9	1.1	1.0	2.0	1.2	-1.2	-4.2	1.9	-0.5	-5.7	-2.7	0.3	1.4	1.3	1.3	1.3	1.0	1.2	1.4	0.8
Japon	1.0	1.4	1.4	0.6	0.6	-1.3	-4.0	2.4	0.7	2.3	2.4	0.4	1.0	0.4	1.1	0.9	0.8	1.6	1.0	0.0
Corée	4.9	2.0	3.8	5.1	5.0	1.1	-2.7	8.3	3.0	0.7	1.4	3.0	3.9	3.8	5.1	3.9	2.7	4.8	3.7	2.7
Lettonie	..	12.0	9.2	18.3	12.5	-8.8	-23.2	-4.0	11.9	1.7	2.0	-0.9	2.4	2.5	7.4	5.2	4.6	5.4	6.3	4.2
Lituanie	..	11.9	9.0	8.9	15.3	3.3	-21.7	2.4	6.0	-0.4	3.2	3.5	7.2	2.3	3.4	3.7	3.6	..	..	..
Luxembourg	3.6	2.8	2.9	1.2	5.6	4.1	-5.7	5.7	4.7	2.5	2.8	5.7	1.4	1.6	1.5	3.4	3.8	-0.6	4.9	3.8
Mexique	2.9	4.7	2.8	5.4	3.0	1.8	-6.5	4.2	4.0	3.1	0.9	2.1	3.4	2.8	1.7	1.6	2.3	1.2	2.3	2.4
Pays-Bas	3.2	0.4	1.7	3.7	3.5	1.9	-2.5	-0.1	0.8	-2.3	-1.3	0.8	3.3	1.7	2.4	3.7	3.2	2.4	4.2	3.0
Nouvelle-Zélande	4.2	7.8	4.6	1.5	5.2	1.1	-4.9	3.7	3.3	2.8	3.6	4.2	2.2	4.7	4.3	3.9	3.2	3.7	3.4	3.0
Norvège	3.2	6.8	5.4	6.2	6.2	1.6	-3.4	3.2	2.7	3.4	3.5	1.6	0.7	2.7	2.5	2.5	2.2	4.0	1.5	2.1
Pologne	4.6	6.3	2.5	7.4	9.5	5.4	-0.2	4.3	4.2	-0.4	-0.5	4.7	3.3	2.2	4.8	5.1	4.3	4.8	5.4	4.1
Portugal	3.1	3.0	1.3	0.9	2.2	1.1	-3.6	1.9	-5.7	-7.3	-2.0	2.2	2.7	1.6	2.8	2.4	2.4	2.4	2.6	2.2
Russie	..	10.2	9.3	11.4	14.0	9.8	-14.1	8.5	9.0	5.9	1.5	-0.8	-9.3	-1.4	3.1	2.3	1.4	..	..	..
République slovaque	3.9	5.8	8.6	6.7	6.8	6.5	-7.1	4.5	1.1	-4.0	0.3	3.5	5.6	0.9	2.7	3.0	4.1	1.2	5.0	4.0
Slovénie	4.8	4.9	1.9	4.7	9.0	3.1	-9.5	-0.8	-0.7	-5.7	-2.0	1.7	1.8	2.9	4.1	5.6	4.0	4.4	4.8	4.1
Afrique du Sud	3.2	7.9	5.7	8.5	5.8	3.6	-1.4	3.7	5.6	3.2	2.8	0.6	2.1	-0.9	1.9	2.6	2.4	..	..	..
Espagne	3.8	4.8	5.1	5.1	4.1	-0.4	-6.0	-0.5	-3.1	-5.1	-3.2	2.0	4.0	2.6	2.9	2.6	2.2	3.3	2.4	2.1
Suède	2.6	1.9	2.6	4.4	4.8	-0.1	-4.3	5.7	3.0	-0.2	1.6	3.0	4.1	3.1	3.1	2.3	2.2	3.9	1.8	2.6
Suisse	1.5	-0.2	4.2	2.2	0.6	2.5	2.2	-0.6	3.9	-1.4	-0.7	2.7	2.4	0.3	0.2	1.3	2.2	-0.8	5.4	2.1
Turquie	3.1	14.4	12.3	9.0	6.1	-0.3	-7.4	13.3	10.1	1.9	9.9	2.8	4.6	4.2	5.7	6.9	5.8	7.6	4.7	6.7
Royaume-Uni	3.6	2.9	2.8	2.2	2.3	-1.0	-4.6	2.5	0.0	2.3	2.7	3.6	2.4	2.2	1.4	1.4	0.8	1.9	1.0	0.6
Etats-Unis	3.8	4.3	3.5	2.6	1.1	-1.3	-3.8	2.9	1.6	2.1	1.3	2.7	3.5	1.7	2.4	3.0	3.0	2.6	2.9	2.9
Zone euro	2.2	1.7	1.9	3.2	2.7	0.2	-3.8	1.4	0.7	-2.3	-0.6	1.4	1.9	2.3	2.0	2.0	2.0	1.6	2.3	2.0
Total OCDE	3.0	3.4	3.1	3.1	2.4	-0.2	-3.9	3.1	1.8	0.8	1.3	2.1	2.7	2.0	2.4	2.6	2.5	2.6	2.6	2.4

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 9. Contribution de la balance commerciale aux variations du PIB en volume

	Points de pourcentage																		2017	2018	2019
	Moyenne 1993-03	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Quatrième trimestre ¹			
Argentine	0.5	-3.5	0.4	-0.6	-1.5	-2.3	1.3	-2.4	-2.7	0.0	-1.1	0.7	-1.1	-0.1	-1.9	-1.7	-0.3	..	..	..
Australie	-0.6	-2.5	-1.3	-1.2	-2.2	-1.4	2.4	-2.2	-2.3	0.1	1.6	1.7	0.9	1.3	-0.8	0.0	-0.5	-1.9	-0.2	-1.0	
Autriche	0.4	0.2	0.9	1.4	1.1	0.3	-1.7	0.8	0.4	0.4	-0.2	0.2	0.0	-0.4	0.3	0.7	0.2	2.8	0.2	0.2	
Belgique	0.6	0.3	-0.7	0.7	0.2	-1.2	-0.4	0.7	-0.3	0.2	0.5	-0.8	0.0	-0.6	0.5	0.0	0.0	0.6	0.0	0.0	
Brésil	0.8	0.8	0.7	-1.4	-1.4	-2.0	-0.1	-2.6	-0.7	-0.1	-0.6	0.2	2.7	1.6	0.0	-0.1	0.1	..	..	..
Canada	0.3	-0.8	-1.6	-1.4	-1.5	-1.8	-0.4	-2.2	-0.3	-0.3	0.3	1.1	0.9	0.7	-0.9	-0.7	0.1	-1.1	0.1	0.0	
Chili	0.4	-0.8	-4.4	-1.7	-0.9	-3.9	4.8	-6.6	-2.8	-1.7	0.5	2.2	-0.2	-0.1	-1.6	-0.6	-0.1	-3.6	-0.7	0.7	
Chine	0.3	0.7	2.4	2.5	2.4	1.5	-3.4	2.2	0.5	0.2	0.2	-0.5	-1.0	-0.7	1.0	0.4	0.2	3.0	0.5	0.1	
Colombie	0.1	-0.6	-1.5	-2.3	-1.8	-1.9	1.0	-1.7	-1.9	-1.0	-0.6	-1.6	0.5	0.7	-0.2	0.4	-0.1	..	..	..
Costa Rica	0.3	1.6	-0.3	0.0	-0.9	-1.6	4.0	-2.8	-1.4	-1.0	0.5	-0.1	-0.7	0.5	0.6	0.2	0.0	..	..	..
République tchèque	-0.9	1.4	3.2	2.0	-0.8	0.7	0.5	0.5	1.8	1.3	0.1	-0.5	-0.2	1.1	1.0	-0.2	0.1	-0.5	0.3	0.0	
Danemark	0.0	-1.3	-0.9	-1.0	-0.9	-0.3	1.1	1.2	0.4	-0.7	0.2	-0.2	0.4	-0.3	0.4	-0.2	-0.2	..	..	..
Estonie	-2.6	-0.4	0.5	-8.6	-1.7	4.9	8.1	3.0	-0.7	-3.6	0.6	-0.8	0.9	-0.7	-0.4	-0.6	-0.4	-0.3	-0.9	0.3	
Finlande	0.7	0.7	-1.0	1.6	1.0	-0.2	-2.1	0.0	-1.5	-0.2	0.3	-0.5	-0.9	-0.8	1.5	0.7	0.4	1.8	0.4	0.2	
France	0.1	-0.2	-0.7	0.0	-0.8	-0.3	-0.3	-0.1	0.0	0.5	-0.1	-0.5	-0.5	-0.8	-0.3	0.3	0.0	2.4	0.1	0.0	
Allemagne	0.3	1.3	0.6	1.1	1.6	-0.1	-2.6	1.2	0.9	1.4	-0.4	0.7	0.1	-0.3	0.3	0.4	0.1	2.0	0.1	0.2	
Grèce	-0.9	2.2	0.0	-2.8	-2.3	0.5	3.0	1.9	2.5	3.4	1.6	-0.2	0.8	-1.0	-0.3	0.6	0.1	-5.5	0.0	0.0	
Hongrie	-0.1	-0.3	2.7	2.2	1.5	0.7	2.6	1.3	2.0	1.3	0.0	-0.8	2.2	0.7	-1.4	-0.3	-1.5	7.9	-1.5	-1.0	
Islande	-0.6	-2.2	-8.7	-5.6	8.4	9.7	13.1	-1.3	-1.1	-0.2	3.7	-2.5	-1.6	-0.8	-2.7	-0.1	-0.4	7.8	-0.5	0.7	
Inde ²	-0.1	0.5	-1.3	-0.6	-1.2	-2.4	-0.5	0.0	-2.2	-0.2	4.5	0.2	0.2	0.1	-1.4	-0.3	-0.1	..	..	..
Indonésie	0.1	-1.8	-0.1	0.2	-0.1	-0.1	1.7	0.0	0.2	-1.5	0.6	-0.2	0.9	0.2	0.3	0.0	0.0	..	..	..
Irlande	2.0	4.1	-4.0	-1.5	0.4	-1.1	5.2	5.0	0.9	-0.6	2.5	2.2	18.6	-9.2	14.5	0.0	0.6	1.7	0.7	0.8	
Israël	0.6	1.9	0.6	0.8	-0.2	1.3	1.1	0.3	-0.2	-1.5	1.3	-0.6	-0.8	-1.9	-0.3	-1.6	-0.7	1.0	-0.8	-0.7	
Italie	-0.2	0.3	0.2	0.1	0.2	0.2	-1.3	-0.2	1.2	2.9	0.9	-0.1	-0.5	-0.3	0.3	0.1	0.1	1.3	0.1	0.1	
Japon	0.1	0.9	0.3	0.9	1.1	0.2	-1.4	1.8	-0.8	-0.8	-0.4	0.0	0.4	0.6	0.6	0.3	0.4	-0.4	0.4	1.3	
Corée	1.2	3.0	0.3	0.2	0.5	1.7	3.2	-1.4	0.8	1.5	1.5	0.4	-1.0	-0.7	-1.7	-0.6	0.4	-5.0	0.5	0.4	
Lettonie	-1.3	-5.3	0.0	-9.1	-5.0	7.1	11.5	0.2	-5.7	2.3	0.4	2.8	0.5	-0.3	-2.7	-1.1	-1.1	7.1	-1.1	-0.7	
Lituanie	-1.4	-6.1	-1.3	-1.9	-5.4	-0.9	11.9	-0.2	0.0	4.1	0.7	0.2	-5.2	-0.1	0.5	-0.3	-0.6	..	..	..
Luxembourg	1.6	-0.6	2.5	5.1	4.7	-4.8	0.1	-0.4	0.2	-1.4	2.3	3.9	1.4	0.8	2.7	1.9	1.4	-9.1	1.5	1.4	
Mexique	-0.6	0.9	0.0	-0.4	-0.8	-1.1	1.7	1.2	0.6	0.4	-0.4	0.3	0.7	0.3	-1.3	0.3	0.5	3.3	0.7	0.3	
Pays-Bas	0.1	1.5	0.6	0.2	0.5	-0.1	-1.5	1.4	1.0	1.1	1.1	0.6	-0.7	0.6	1.2	0.0	0.1	1.4	-0.2	0.1	
Nouvelle-Zélande	-0.2	-3.1	-2.0	1.2	-1.4	-1.3	5.3	-2.0	-1.1	-0.2	-1.5	-1.3	0.9	-0.5	-1.0	-0.9	-0.1	-4.0	-0.1	-0.1	
Norvège	0.2	-2.0	-2.0	-2.8	-2.2	-0.9	1.1	-2.1	-1.4	-0.2	-2.0	0.5	1.3	-1.4	-0.6	-0.7	-0.5	-9.3	-0.6	-0.6	
Pologne	-0.3	-1.3	1.1	-1.1	-2.5	-1.3	3.1	-0.6	0.7	2.1	1.9	-1.3	0.6	0.8	0.1	-0.6	-0.4	-0.7	-0.4	-0.3	
Portugal	-0.6	-1.4	-0.6	0.6	0.1	-1.1	0.9	-0.1	4.3	3.6	0.9	-1.3	-0.9	0.1	0.1	-0.2	-0.1	2.1	-0.3	0.2	
Russie	0.3	-1.2	-1.3	-1.8	-3.1	-2.8	4.8	-3.0	-3.8	-1.5	0.5	1.6	6.3	1.7	-1.8	-0.7	0.2	..	..	..
République slovaque	0.3	-0.9	-2.1	1.5	3.8	-0.5	2.1	0.5	1.7	5.7	1.2	-0.6	-1.5	2.4	0.5	1.6	0.6	12.7	0.5	0.6	
Slovénie	-0.7	-0.5	2.1	1.0	-2.0	0.2	1.9	2.0	1.3	3.0	0.8	1.4	0.6	0.5	1.3	0.1	0.3	0.4	0.5	0.3	
Afrique du Sud	-0.3	-3.0	-0.6	-2.9	-0.6	-0.4	0.5	-0.8	-2.3	-1.0	-0.4	1.2	-0.8	1.5	-0.6	-0.7	-0.2	..	..	..
Espagne	-0.3	-1.7	-1.6	-1.2	-0.6	1.6	2.8	0.5	2.1	2.2	1.5	-0.5	-0.4	0.7	0.3	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2	
Suède	0.8	2.1	0.4	0.8	-0.9	-0.7	-1.1	0.3	-0.1	0.3	-0.3	-0.2	0.4	0.1	-0.3	0.7	0.1	2.4	0.1	0.1	
Suisse	0.1	2.9	-0.7	2.0	3.6	-0.2	-4.3	3.3	-1.6	2.2	2.5	0.2	-0.9	1.0	0.9	1.1	0.0	20.5	-0.1	0.2	
Turquie	0.0	-2.1	-1.2	-0.5	-0.9	1.5	3.1	-4.5	-0.4	2.9	-2.7	1.9	0.6	-1.4	0.1	-1.7	-0.2	-5.2	0.0	-0.6	
Royaume-Uni	-0.4	-0.6	0.2	0.2	0.0	0.6	0.6	-0.9	1.5	-0.8	-0.7	-0.6	-0.1	-0.8	0.6	0.1	0.5	-1.5	0.5	0.6	
Etats-Unis	-0.5	-0.6	-0.3	-0.1	0.6	1.1	1.3	-0.4	0.0	0.1	0.3	-0.2	-0.8	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3	-1.2	-0.3	-0.3	
Zone euro	0.1	0.4	-0.2	0.2	0.3	0.1	-0.6	0.6	0.9	1.5	0.4	0.1	0.1	-0.5	0.6	0.3	0.1	1.6	0.1	0.1	
Total OCDE	-0.1	0.0	-0.2	0.0	0.2	0.4	0.6	-0.1	0.2	0.5	0.2	0.1	-0.1	-0.2	0.0	-0.1	0.0	-0.3	0.0	0.1	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Contributions en pourcentage de variations par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés.

2. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 10. **Prévisions trimestrielles de la demande et de la production**

Pourcentage de variations, taux annuels désaisonnalisés, volume

	2017	2018	2019	2017 T4	2018 T1	T2	T3	T4	2019 T1	T2	T3	T4	2017 T4 / T4	2018 T4 / T4	2019
Consommation privée															
Canada	3.4	2.4	1.8	2.1	2.1	2.0	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	3.4	1.9	1.8
France	1.3	1.2	1.6	0.9	0.6	0.9	1.7	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6	1.3	1.2	1.6
Allemagne	2.1	1.0	1.6	0.0	1.2	1.5	1.6	1.6	1.6	1.6	1.5	1.4	1.5	1.5	1.5
Italie	1.4	0.9	0.6	0.3	1.2	0.9	0.9	0.9	0.4	0.4	0.4	0.4	1.2	1.0	0.4
Japon	1.0	0.7	0.9	0.9	0.0	1.9	1.7	1.0	0.7	0.7	3.8	-5.4	0.8	1.1	-0.1
Royaume-Uni	1.7	1.1	0.7	1.0	0.8	1.4	1.3	0.7	0.5	0.5	0.5	0.5	1.2	1.1	0.5
États-Unis	2.8	2.5	2.2	4.0	1.1	2.8	2.4	2.3	2.2	2.1	2.0	2.0	2.8	2.1	2.1
Zone euro	1.7	1.4	1.5	0.7	1.6	1.4	1.6	1.6	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.6	1.5
Total OCDE	2.5	2.2	2.1	2.9	1.6	2.3	2.2	2.0	2.2	2.0	2.3	1.4	2.5	2.0	2.0
Consommation publique															
Canada	2.2	2.1	1.8	2.8	1.7	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	2.9	1.7	1.8
France	1.6	1.4	0.7	1.5	1.3	1.2	1.0	0.9	0.8	0.6	0.3	0.2	1.8	1.1	0.5
Allemagne	1.6	1.3	2.0	2.0	-0.5	1.8	1.9	1.9	2.0	2.0	2.1	2.1	1.6	1.3	2.0
Italie	0.1	0.5	0.2	0.3	1.0	0.8	0.4	0.4	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.7	0.1
Japon	0.2	0.5	0.7	0.0	0.1	1.4	0.6	0.2	0.6	0.9	0.9	0.9	0.5	0.6	0.8
Royaume-Uni	0.1	1.4	1.0	1.8	2.2	1.3	1.2	1.2	0.8	0.8	0.8	0.8	0.6	1.5	0.8
États-Unis	0.1	2.2	4.3	1.3	1.2	3.4	4.3	4.3	4.3	4.4	4.4	4.4	0.4	3.3	4.4
Zone euro	1.2	1.3	1.3	1.2	0.7	1.8	1.6	1.4	1.2	1.2	1.1	1.0	1.4	1.4	1.1
Total OCDE	1.0	2.0	2.3	2.4	1.5	2.3	2.3	2.2	2.5	2.4	2.4	2.3	1.6	2.1	2.4
Investissement des entreprises															
Canada	2.4	5.5	4.3	7.0	5.0	4.8	4.6	4.6	4.5	4.0	3.7	3.6	8.5	4.7	3.9
France	4.4	4.3	4.5	6.3	2.4	4.7	4.6	4.6	4.5	4.4	4.2	4.1	6.0	4.1	4.3
Allemagne	4.0	4.5	4.4	3.2	6.0	4.7	4.7	4.7	4.3	4.3	4.2	4.2	6.1	5.0	4.3
Japon	2.9	2.6	2.7	2.6	-0.3	4.8	3.2	2.8	2.6	2.5	1.9	1.5	3.0	2.6	2.1
Royaume-Uni	2.4	1.3	0.8	1.0	-0.9	2.0	1.6	1.2	0.6	0.4	0.3	0.3	2.6	1.0	0.4
États-Unis	4.7	6.0	5.0	6.8	6.1	6.9	4.9	4.9	4.9	4.9	4.9	4.9	6.3	5.7	4.9
Investissement total															
Canada	2.8	4.2	3.2	9.6	2.0	3.2	3.3	3.3	3.3	3.1	2.9	2.9	6.3	3.0	3.1
France	3.8	3.7	4.0	4.7	2.4	3.9	4.0	4.0	4.0	3.9	3.9	3.9	4.7	3.6	3.9
Allemagne	3.9	3.5	3.9	0.1	5.5	4.1	4.1	4.1	3.9	3.9	3.8	3.8	4.6	4.4	3.8
Italie	3.9	5.4	3.1	7.2	3.3	3.3	3.3	3.3	3.0	3.0	3.0	3.0	4.4	3.3	3.0
Japon	2.5	1.2	0.6	-0.1	-1.2	5.0	2.0	0.2	0.5	0.3	-0.6	-1.6	2.0	1.5	-0.4
Royaume-Uni	4.0	2.8	0.7	4.4	3.8	1.0	0.9	0.8	0.7	0.6	0.5	0.5	4.0	1.6	0.6
États-Unis	3.4	4.9	4.7	8.6	4.1	5.9	4.7	4.7	4.6	4.6	4.6	4.6	4.9	4.8	4.6
Zone euro	3.2	4.2	4.1	4.2	6.0	4.3	4.3	4.3	4.0	4.0	3.9	3.9	2.9	4.7	3.9
Total OCDE	3.6	4.2	3.9	3.9	4.9	4.8	3.9	3.8	4.0	3.8	3.7	3.6	4.0	4.3	3.7

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727482>

Annexe : Tableau 10. **Prévisions trimestrielles de la demande et de la production (suite)**

Pourcentage de variations, taux annuels désaisonnalisés, volume																
	2017	2018	2019	2017	2018					2019				2017	2018	2019
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		T4 / T4		
Demande intérieure totale																
Canada	3.8	2.7	2.1	3.2	2.0	2.2	2.2	2.1	2.1	2.1	2.0	2.0	4.9	2.1	2.1	
France	2.3	1.5	1.9	0.3	1.1	1.6	2.0	2.0	1.9	1.9	1.8	1.8	2.2	1.7	1.8	
Allemagne	2.4	1.8	2.2	0.4	1.8	2.1	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.1	2.0	2.1	2.2	
Italie	1.3	1.3	1.0	-0.1	1.6	1.7	1.2	1.3	0.8	0.8	0.8	0.8	1.2	1.4	0.8	
Japon	1.1	0.9	0.8	1.0	-0.9	2.6	1.6	0.6	0.6	0.6	2.1	-3.3	1.6	1.0	0.0	
Royaume-Uni	1.4	1.4	0.8	3.1	0.3	1.7	1.2	0.8	0.6	0.6	0.5	0.5	1.9	1.0	0.6	
États-Unis	2.4	3.0	3.0	4.0	2.1	3.4	3.1	3.0	2.9	2.9	2.8	2.8	2.6	2.9	2.9	
Zone euro	2.0	2.0	2.0	0.6	2.6	2.1	2.2	2.1	2.0	2.0	1.9	1.9	1.6	2.3	2.0	
Total OCDE	2.4	2.6	2.5	2.7	2.5	2.8	2.6	2.4	2.6	2.5	2.6	2.0	2.6	2.6	2.4	
Exportations de biens et services																
Canada	1.0	1.7	4.4	3.0	1.5	4.0	6.0	5.0	4.0	4.0	4.0	4.0	0.2	4.1	4.0	
France	3.3	3.9	4.2	10.3	-0.5	2.8	4.3	4.3	4.2	4.2	4.2	4.2	4.9	2.7	4.2	
Allemagne	5.3	4.5	4.5	11.4	-1.5	4.6	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.4	7.4	3.0	4.5	
Italie	6.0	5.4	4.3	8.2	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.0	4.0	4.0	6.2	4.5	4.1	
Japon	6.7	5.0	4.5	9.1	2.6	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	6.3	4.0	4.5	
Royaume-Uni	5.7	1.4	3.3	-3.4	-2.0	3.2	3.2	3.2	3.4	3.4	3.4	3.4	2.7	1.9	3.4	
États-Unis	3.4	4.8	4.4	7.0	4.8	5.0	4.8	4.5	4.5	4.3	4.0	4.0	5.0	4.8	4.2	
Total OCDE ¹	4.8	4.7	4.6	6.6	3.6	4.8	4.7	4.5	4.6	4.5	4.5	4.5	5.0	4.4	4.5	
Importations de biens et services																
Canada	3.6	3.7	3.9	6.3	2.4	3.7	4.5	4.3	3.8	3.6	3.6	3.6	6.6	3.7	3.7	
France	4.1	2.6	3.9	1.6	-0.2	3.8	3.9	3.8	4.0	4.0	4.0	4.0	3.6	2.8	4.0	
Allemagne	5.6	4.3	5.1	8.2	-1.0	5.0	5.1	5.2	5.2	5.2	5.0	4.9	6.1	3.5	5.1	
Italie	5.7	5.5	4.2	4.2	5.7	5.0	4.9	4.5	4.0	3.9	3.9	3.9	5.2	5.0	3.9	
Japon	3.4	3.3	2.3	12.8	1.2	2.5	2.8	2.2	2.2	2.3	4.3	-2.3	5.1	2.2	1.6	
Royaume-Uni	3.2	1.0	1.5	1.4	-2.3	1.7	1.6	1.6	1.5	1.5	1.4	1.4	3.1	0.6	1.5	
États-Unis	4.0	5.3	5.3	14.1	2.6	5.8	5.4	5.4	5.4	5.4	5.0	4.8	4.7	4.8	5.1	
Total OCDE ¹	4.9	5.0	4.6	7.7	4.6	4.7	4.6	4.5	4.7	4.7	4.7	4.3	5.4	4.6	4.6	
PIB																
Canada	3.0	2.1	2.2	1.7	1.7	2.3	2.6	2.3	2.2	2.2	2.1	2.1	2.9	2.2	2.1	
France	2.3	1.9	1.9	2.9	1.0	1.3	2.1	2.1	2.0	1.9	1.8	1.8	2.9	1.6	1.9	
Allemagne	2.5	2.1	2.1	2.5	1.3	2.2	2.2	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.9	2.0	2.1	
Italie	1.6	1.4	1.1	1.3	1.3	1.6	1.2	1.3	1.1	0.9	1.0	1.0	1.6	1.4	1.0	
Japon	1.7	1.2	1.2	0.6	-0.6	2.9	1.9	1.0	1.0	1.0	2.2	-2.0	1.8	1.3	0.6	
Royaume-Uni	1.8	1.4	1.3	1.6	0.4	2.2	1.7	1.3	1.1	1.2	1.2	1.2	1.4	1.4	1.2	
États-Unis	2.3	2.9	2.8	2.9	2.3	3.3	2.9	2.8	2.7	2.7	2.6	2.7	2.6	2.8	2.7	
Zone euro	2.6	2.2	2.1	2.7	1.4	2.3	2.2	2.2	2.0	2.0	2.0	2.0	2.8	2.0	2.0	
Total OCDE	2.6	2.6	2.5	2.5	2.1	2.8	2.5	2.4	2.5	2.4	2.5	2.1	2.7	2.5	2.4	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Incluant le commerce intra-zone.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727482>

Annexe : Tableau 11. Contributions aux variations du PIB en volume dans les pays de l'OCDE

	2016	2017	2018	2019		2016	2017	2018	2019
Australie					Allemagne				
Demande intérieure finale	1.9	3.0	2.5	2.4	Demande intérieure finale	2.3	2.2	1.5	2.0
Formation des stocks	0.1	-0.1	-0.4	0.0	Formation des stocks	-0.1	0.0	0.2	0.0
Exportations nettes	1.3	-0.8	0.0	-0.5	Exportations nettes	-0.3	0.3	0.4	0.1
PIB	2.6	2.3	2.9	3.0	PIB	1.9	2.5	2.1	2.1
Autriche					Grèce				
Demande intérieure finale	2.1	2.2	1.9	1.8	Demande intérieure finale	0.1	1.0	1.4	2.3
Formation des stocks	-0.1	0.4	0.2	0.0	Formation des stocks	0.5	0.5	0.0	0.0
Exportations nettes	-0.4	0.3	0.7	0.2	Exportations nettes	-1.0	-0.3	0.6	0.1
PIB	1.5	3.1	2.7	2.0	PIB	-0.3	1.3	2.0	2.3
Belgique					Hongrie				
Demande intérieure finale	1.8	1.2	1.7	1.8	Demande intérieure finale	-0.1	5.7	6.3	5.1
Formation des stocks	0.2	0.1	0.0	0.0	Formation des stocks	1.5	-0.3	-1.8	0.0
Exportations nettes	-0.6	0.5	0.0	0.0	Exportations nettes	0.7	-1.4	-0.3	-1.5
PIB	1.4	1.7	1.7	1.7	PIB	2.2	4.0	4.4	3.6
Canada					Islande				
Demande intérieure finale	1.1	3.1	2.8	2.2	Demande intérieure finale	8.3	6.4	3.3	3.1
Formation des stocks	-0.2	0.8	0.0	0.0	Formation des stocks	-0.6	-0.6	-0.3	0.0
Exportations nettes	0.7	-0.9	-0.7	0.1	Exportations nettes	-0.8	-2.7	-0.1	-0.4
PIB	1.4	3.0	2.1	2.2	PIB	7.5	3.6	2.8	2.6
Chili					Irlande				
Demande intérieure finale	2.0	1.9	3.5	3.7	Demande intérieure finale	13.9	-6.0	2.4	2.2
Formation des stocks	-0.7	1.2	1.5	0.0	Formation des stocks	0.4	-0.3	0.0	0.0
Exportations nettes	-0.1	-1.6	-0.6	-0.1	Exportations nettes	-9.2	14.5	0.0	0.6
PIB	1.2	1.6	3.6	3.6	PIB	5.1	7.8	4.0	2.9
République tchèque					Israël				
Demande intérieure finale	1.4	3.6	3.5	3.1	Demande intérieure finale	6.5	3.0	5.6	4.1
Formation des stocks	0.0	0.0	0.5	0.0	Formation des stocks	-0.6	0.5	-0.4	0.1
Exportations nettes	1.1	1.0	-0.2	0.1	Exportations nettes	-1.9	-0.3	-1.6	-0.7
PIB	2.5	4.6	3.8	3.2	PIB	4.0	3.3	3.7	3.6
Danemark					Italie				
Demande intérieure finale	2.2	1.8	2.1	2.2	Demande intérieure finale	1.5	1.5	1.6	1.0
Formation des stocks	0.0	0.1	-0.2	0.0	Formation des stocks	-0.3	-0.2	-0.3	0.0
Exportations nettes	-0.3	0.4	-0.2	-0.2	Exportations nettes	-0.3	0.3	0.1	0.1
PIB	2.0	2.2	1.7	1.9	PIB	1.0	1.6	1.4	1.1
Estonie					Japon				
Demande intérieure finale	2.4	4.5	3.7	3.6	Demande intérieure finale	0.6	1.2	0.7	0.8
Formation des stocks	0.7	-0.4	0.6	0.0	Formation des stocks	-0.2	-0.1	0.1	0.0
Exportations nettes	-0.7	-0.4	-0.6	-0.4	Exportations nettes	0.6	0.6	0.3	0.4
PIB	2.2	4.8	3.7	3.2	PIB	1.0	1.7	1.2	1.2
Finlande					Corée				
Demande intérieure finale	2.9	2.6	2.4	2.2	Demande intérieure finale	3.6	4.4	3.6	2.6
Formation des stocks	-0.2	-0.4	0.3	0.0	Formation des stocks	0.0	0.4	0.2	0.0
Exportations nettes	-0.8	1.5	0.7	0.4	Exportations nettes	-0.7	-1.7	-0.6	0.4
PIB	2.1	2.6	2.9	2.5	PIB	2.9	3.1	3.0	3.0
France					Lettonie				
Demande intérieure finale	2.0	1.9	1.8	1.9	Demande intérieure finale	-0.8	6.7	5.9	4.6
Formation des stocks	-0.1	0.4	-0.3	0.0	Formation des stocks	3.2	0.5	-0.6	0.0
Exportations nettes	-0.8	-0.3	0.3	0.0	Exportations nettes	-0.3	-2.7	-1.1	-1.1
PIB	1.1	2.3	1.9	1.9	PIB	2.2	4.5	4.1	3.6

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique. Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments en raison des arrondis et/ou de l'erreur statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727501>

Annexe : Tableau 11. Contributions aux variations du PIB en volume dans les pays de l'OCDE (suite)

	2016	2017	2018	2019		2016	2017	2018	2019
Luxembourg					Suède				
Demande intérieure finale	1.1	1.5	1.0	2.5	Demande intérieure finale	2.9	2.8	1.9	2.1
Formation des stocks	-0.1	-0.5	1.2	0.0	Formation des stocks	0.0	0.1	0.2	0.0
Exportations nettes	0.8	2.7	1.9	1.4	Exportations nettes	0.1	-0.3	0.7	0.1
PIB	3.1	2.3	3.6	3.8	PIB	3.0	2.7	2.8	2.2
Mexique					Suisse				
Demande intérieure finale	2.8	1.8	1.7	2.4	Demande intérieure finale	1.7	1.5	1.5	1.8
Formation des stocks	0.1	0.0	-0.1	0.0	Formation des stocks	-1.3	-1.3	-0.3	0.1
Exportations nettes	0.3	-1.3	0.3	0.5	Exportations nettes	1.0	0.9	1.1	0.0
PIB	2.7	2.3	2.5	2.8	PIB	1.4	1.1	2.3	1.9
Pays-Bas					Turquie				
Demande intérieure finale	2.0	2.3	3.2	2.9	Demande intérieure finale	4.3	6.5	6.9	6.1
Formation des stocks	-0.4	-0.2	0.1	0.0	Formation des stocks	0.0	-0.7	0.2	0.0
Exportations nettes	0.6	1.2	0.0	0.1	Exportations nettes	-1.4	0.1	-1.7	-0.2
PIB	2.1	3.3	3.3	2.9	PIB	3.2	7.4	5.1	5.0
Nouvelle-Zélande					Royaume-Uni				
Demande intérieure finale	4.7	4.2	4.0	3.1	Demande intérieure finale	2.4	1.8	1.4	0.7
Formation des stocks	0.0	-0.2	-0.1	0.0	Formation des stocks	-0.2	-0.4	0.0	0.0
Exportations nettes	-0.5	-1.0	-0.9	-0.1	Exportations nettes	-0.8	0.6	0.1	0.5
PIB	4.1	3.0	3.0	3.0	PIB	1.9	1.8	1.4	1.3
Norvège					États-Unis				
Demande intérieure finale	1.1	2.8	1.4	2.1	Demande intérieure finale	2.1	2.6	3.0	3.1
Formation des stocks	1.4	-0.3	1.1	0.0	Formation des stocks	-0.4	-0.1	0.1	0.0
Exportations nettes	-1.4	-0.6	-0.7	-0.5	Exportations nettes	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3
PIB	1.1	1.9	1.8	1.6	PIB	1.5	2.3	2.9	2.8
Pologne									
Demande intérieure finale	1.0	4.0	5.1	4.2					
Formation des stocks	1.1	0.6	-0.1	0.0					
Exportations nettes	0.8	0.1	-0.6	-0.4					
PIB	3.0	4.6	4.6	3.8					
Portugal					Zone euro				
Demande intérieure finale	1.7	2.8	2.3	2.3	Demande intérieure finale	2.3	1.9	1.9	1.9
Formation des stocks	-0.1	-0.1	0.1	0.0	Formation des stocks	-0.1	0.0	0.0	0.0
Exportations nettes	0.1	0.1	-0.2	-0.1	Exportations nettes	-0.5	0.6	0.3	0.1
PIB	1.6	2.7	2.2	2.2	PIB ¹	1.7	2.5	2.2	2.1
République slovaque					Total OCDE				
Demande intérieure finale	-0.2	2.7	3.6	3.9	Demande intérieure finale	2.1	2.5	2.6	2.5
Formation des stocks	1.1	-0.1	-0.6	0.0	Formation des stocks	-0.2	0.0	0.1	0.0
Exportations nettes	2.4	0.5	1.6	0.6	Exportations nettes	-0.2	0.0	-0.1	0.0
PIB	3.3	3.4	4.0	4.5	PIB ¹	1.8	2.5	2.6	2.5
Slovénie									
Demande intérieure finale	2.0	3.9	5.0	3.7					
Formation des stocks	0.7	-0.2	0.0	0.0					
Exportations nettes	0.5	1.3	0.1	0.3					
PIB	3.1	5.0	5.0	3.9					
Espagne									
Demande intérieure finale	2.6	2.7	2.5	2.1					
Formation des stocks	0.0	0.1	0.1	0.0					
Exportations nettes	0.7	0.3	0.3	0.2					
PIB	3.3	3.1	2.8	2.4					

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique. Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments en raison des arrondis et/ou de l'erreur statistique.

1. La croissance en Irlande a été mesurée à l'aide de la valeur ajoutée brute à prix constants hors secteurs dominés par des entreprises multinationales à capitaux étrangers.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727501>

Annexe : Tableau 12. Écarts de production

Différences entre le PIB effectif et le PIB potentiel, en pourcentage du PIB potentiel

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	0.1	-0.2	0.7	0.1	0.9	0.7	0.2	1.4	0.8	0.0	-0.5	-1.0	-0.4	-1.3	-1.6	-1.8	-1.9	-2.0	-1.5	-1.0
Autriche	2.5	1.1	0.3	-0.9	-0.7	-0.4	1.4	3.2	2.4	-2.6	-2.0	-0.3	-0.9	-2.1	-2.4	-2.5	-2.2	-0.5	0.9	1.5
Belgique	1.6	0.0	-0.4	-1.6	0.0	0.1	0.7	2.3	1.3	-2.4	-0.9	-0.3	-1.3	-2.1	-1.8	-1.6	-1.3	-0.8	-0.3	0.2
Canada	3.2	1.9	2.1	1.3	1.9	2.6	2.7	2.4	1.1	-3.6	-2.5	-1.5	-1.9	-1.6	-0.9	-1.9	-2.2	-0.8	-0.2	0.4
Chili	-1.4	-1.8	-2.4	-2.1	0.9	2.3	4.0	4.6	3.6	-1.9	0.0	1.7	2.8	2.7	0.8	-0.1	-1.8	-2.8	-1.7	-0.6
République tchèque	0.0	-0.5	-2.6	-3.0	-2.4	-0.3	2.4	4.3	3.8	-2.6	-1.5	-0.4	-1.8	-3.3	-2.4	0.4	0.2	2.0	2.9	3.1
Danemark	2.6	1.4	0.1	-0.9	0.3	1.4	4.0	3.7	2.1	-3.6	-2.4	-1.7	-2.2	-2.2	-1.7	-1.3	-0.6	0.2	0.5	1.0
Estonie	-1.6	-1.7	-2.2	-1.4	-1.1	2.5	8.3	12.0	4.2	-10.7	-9.1	-3.3	-1.0	-1.2	-0.8	-1.4	-1.6	0.3	0.9	0.8
Finlande	2.2	1.2	-0.3	-1.2	0.2	0.7	2.8	6.2	5.2	-4.6	-2.3	-0.3	-2.3	-3.4	-4.5	-4.8	-3.4	-1.7	0.1	1.5
France	2.5	2.2	1.3	0.4	1.3	1.3	2.3	3.1	1.6	-2.5	-1.7	-0.8	-1.6	-2.1	-2.1	-2.2	-2.3	-1.1	-0.6	0.0
Allemagne	0.0	0.4	-0.6	-2.0	-1.9	-1.7	0.6	2.1	1.4	-4.8	-1.8	0.6	0.2	-0.3	0.3	0.2	0.4	1.3	1.8	2.2
Grèce	-1.5	-1.1	-0.4	2.2	4.5	3.4	7.6	9.8	8.7	4.0	-0.9	-8.8	-14.1	-15.4	-13.7	-13.2	-13.0	-11.6	-10.1	-8.6
Hongrie	-0.5	-0.2	1.0	1.6	3.4	5.0	6.4	4.5	3.5	-4.2	-4.3	-3.5	-6.1	-5.6	-3.2	-1.9	-1.7	0.1	2.0	2.6
Islande	1.5	1.8	-0.7	-1.4	2.9	4.8	4.6	9.3	7.2	-1.9	-6.9	-6.4	-6.7	-4.3	-4.0	-2.2	2.2	2.9	2.9	2.6
Irlande	4.5	3.5	3.6	1.2	2.8	4.3	6.0	8.0	1.4	-4.8	-4.6	-3.7	-6.2	-7.9	-4.4	5.0	0.5	2.6	2.6	2.4
Israël	3.9	0.2	-3.1	-5.2	-3.6	-2.9	-0.9	1.6	1.2	-0.7	0.9	2.1	0.3	0.8	0.5	-0.3	0.1	0.0	0.2	0.1
Italie	1.9	2.4	1.6	0.9	1.3	1.7	3.1	3.8	2.3	-3.5	-1.9	-1.3	-3.9	-5.4	-5.0	-4.2	-3.2	-1.7	-0.5	0.3
Japon	-2.4	-3.1	-3.9	-3.2	-1.8	-0.8	0.0	1.2	-0.3	-5.9	-2.2	-2.6	-1.5	-0.1	-0.4	0.1	0.2	0.8	1.0	1.2
Lettonie	-3.8	-4.6	-4.6	-2.5	-0.6	2.5	7.8	14.5	7.6	-8.2	-10.5	-4.8	-3.1	-2.9	-3.2	-2.9	-2.9	-1.0	0.2	0.7
Luxembourg	4.0	1.8	1.3	-0.8	-0.7	-0.7	1.4	6.9	2.8	-3.9	-1.5	-1.6	-4.9	-4.4	-2.0	-2.2	-1.8	-2.1	-0.9	0.7
Mexique	3.1	0.2	-2.0	-2.4	-0.7	-0.2	2.3	2.6	1.6	-5.1	-2.0	-0.6	0.3	-0.6	-0.3	0.3	0.3	0.2	0.3	0.7
Pays-Bas	3.3	2.6	0.3	-1.4	-1.3	-0.8	1.2	3.3	3.5	-1.5	-1.1	-0.4	-2.3	-3.3	-3.0	-2.3	-1.8	-0.5	0.8	1.6
Nouvelle-Zélande	0.4	-0.8	0.8	1.9	2.6	1.8	1.5	2.6	-0.3	-1.6	-1.5	-1.7	-1.4	-1.8	-1.7	-0.7	0.1	0.0	-0.2	-0.2
Norvège ¹	0.6	-0.5	-2.0	-3.8	-1.9	-0.3	1.5	4.1	2.7	-1.7	-2.2	-2.4	-0.8	-0.5	-0.3	-0.8	-1.7	-1.6	-0.7	-0.1
Pologne	-0.9	-3.9	-6.1	-6.0	-4.5	-4.8	-2.7	0.1	0.2	-0.8	-0.6	1.0	-0.6	-2.0	-1.8	-1.4	-1.4	0.3	1.8	2.5
Portugal	4.6	3.9	2.3	-0.3	0.0	-0.5	0.0	1.5	0.7	-2.8	-1.3	-3.2	-6.8	-7.7	-7.1	-5.9	-5.1	-3.6	-2.7	-1.8
République slovaque	-4.0	-4.3	-4.4	-3.7	-3.8	-2.9	-0.7	3.6	4.1	-4.8	-2.5	-2.1	-2.7	-3.4	-3.2	-2.1	-1.4	-0.6	-0.1	0.6
Slovénie	-0.2	-1.3	-1.2	-1.7	-0.7	0.4	3.2	7.4	8.1	-2.0	-1.8	-1.8	-5.1	-7.0	-5.4	-4.7	-3.3	-0.2	2.7	4.5
Espagne	1.6	2.6	2.3	2.2	2.1	2.5	3.4	4.0	2.3	-3.4	-4.8	-6.8	-10.1	-11.9	-10.9	-8.1	-5.5	-3.1	-1.1	0.3
Suède	1.2	-0.1	-0.7	-0.8	0.6	0.9	3.4	4.4	1.4	-5.4	-1.6	-0.7	-2.4	-3.0	-2.4	-0.4	0.3	0.6	1.1	0.9
Suisse	1.7	1.0	-0.6	-2.4	-1.7	-0.7	1.1	2.9	2.6	-1.7	-0.9	-1.0	-1.9	-1.8	-1.2	-1.6	-1.8	-2.2	-1.3	-0.7
Turquie	-0.5	-9.3	-6.1	-3.5	1.5	5.5	7.5	6.8	2.1	-7.5	-4.3	0.0	-1.2	1.4	0.3	0.0	-2.7	-1.5	-2.3	-3.3
Royaume-Uni	0.5	0.1	-0.1	0.8	0.9	1.9	2.4	3.0	1.2	-3.9	-3.0	-2.6	-2.4	-1.9	-0.6	0.0	0.3	0.5	0.5	0.4
États-Unis	2.5	0.5	-0.3	0.1	1.5	2.5	2.8	2.3	-0.3	-4.8	-4.0	-4.1	-3.6	-3.6	-2.8	-1.7	-1.8	-1.1	0.1	1.2
Zone euro	1.5	1.6	0.7	-0.3	0.2	0.5	2.1	3.4	2.2	-3.3	-2.1	-1.4	-2.9	-3.7	-3.3	-2.5	-2.1	-0.7	0.2	0.9
Total OCDE	1.3	0.1	-0.6	-0.6	0.5	1.2	2.2	2.7	0.9	-4.1	-2.7	-2.3	-2.5	-2.6	-2.1	-1.5	-1.5	-0.7	0.1	0.6

Note : Pour les détails méthodologiques, voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Norvège continentale.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727520>

Annexe : Tableau 13. Indices de prix du PIB

	Pourcentage de variations																		2017	2018	2019
	Moyenne 1993-03	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	T4 / T4			
Argentine	3.9	9.3	10.3	13.7	14.9	23.2	15.4	20.9	23.7	22.3	23.9	40.3	26.6	40.1	25.3	23.9	15.8	..	..	..
Australie	2.3	3.4	4.7	4.9	4.4	6.5	0.3	5.4	4.9	-0.6	1.2	0.4	-0.8	1.2	3.4	0.6	0.8	1.0	0.7	0.9	
Autriche	1.3	1.7	2.5	1.9	2.3	1.9	1.9	0.9	1.8	2.1	1.6	2.0	2.3	1.1	1.6	1.9	2.4	1.8	2.1	2.5	
Belgique	1.5	2.0	2.1	2.3	2.0	1.9	0.8	1.9	2.0	2.0	1.0	0.7	1.1	1.6	1.7	2.0	1.8	1.3	2.2	1.9	
Brésil	55.9	7.7	7.4	6.8	6.4	8.8	7.3	8.4	8.3	7.9	7.5	7.8	7.6	8.1	3.8	4.1	4.3	..	..	..
Canada	1.9	3.3	3.1	2.6	3.3	4.0	-2.3	2.9	3.2	1.2	1.6	2.0	-0.8	0.6	2.3	2.7	2.3	1.9	2.7	2.2	
Chili	4.6	7.9	7.6	12.2	5.3	0.0	4.6	8.9	3.2	1.1	1.9	5.9	5.0	4.8	4.5	1.7	2.5	3.2	1.8	2.7	
Chine	4.6	6.9	3.9	3.9	7.8	7.8	-0.1	6.9	8.2	2.4	2.2	0.8	0.1	1.1	4.1	3.1	3.5	4.0	3.2	3.5	
Colombie	15.1	7.3	5.6	5.8	5.1	7.7	4.2	3.7	6.0	3.7	2.5	2.1	2.4	5.3	5.5	3.2	3.0	..	..	..
Costa Rica	13.0	13.5	13.2	13.1	10.5	11.4	9.9	6.5	4.5	4.3	4.0	5.8	3.7	1.8	2.0	2.1	3.0	..	..	..
République tchèque	6.2	3.9	0.1	0.7	3.5	2.1	2.6	-1.4	0.0	1.5	1.4	2.5	1.2	1.2	1.4	1.2	1.4	2.4	0.3	2.0	
Danemark	1.9	2.1	2.9	2.1	2.4	4.1	0.5	3.2	0.6	2.4	0.9	1.0	0.7	0.0	1.6	1.1	1.7	..	..	..
Estonie	..	4.8	6.2	8.7	12.0	7.1	0.0	2.2	5.3	3.1	3.5	1.6	1.2	1.5	4.1	2.4	2.9	3.2	2.9	2.8	
Finlande	1.8	0.6	0.9	0.9	2.8	3.1	1.9	0.4	2.6	3.0	2.6	1.7	1.9	0.8	0.9	1.0	1.5	1.1	1.0	1.7	
France	1.3	1.6	1.9	2.2	2.6	2.4	0.1	1.1	0.9	1.2	0.8	0.6	1.1	0.2	0.7	1.2	1.5	0.8	1.6	1.5	
Allemagne	0.9	1.1	0.6	0.3	1.7	0.8	1.8	0.8	1.1	1.5	2.0	1.8	2.0	1.3	1.5	1.6	2.1	1.7	1.9	1.9	
Grèce	5.5	3.3	2.1	3.5	3.5	4.1	2.7	0.9	0.7	-0.4	-2.6	-1.9	-1.0	-0.9	0.5	0.5	0.7	0.6	0.7	1.0	
Hongrie	14.3	5.0	2.4	3.5	5.4	5.0	4.0	2.3	2.3	3.4	2.9	3.4	1.9	1.0	3.7	3.1	3.8	4.3	2.9	4.5	
Islande	3.8	2.7	2.6	8.4	4.3	11.9	10.2	5.5	3.0	3.3	1.9	4.1	6.0	2.1	0.5	4.6	1.9	2.0	4.7	-0.6	
Inde ¹	6.2	5.6	4.2	6.4	5.8	8.7	6.1	9.0	8.5	7.9	6.2	3.3	2.1	3.5	3.9	4.5	4.3	..	..	..
Indonésie	15.0	8.6	14.3	14.1	11.3	18.1	6.0	7.3	7.5	3.8	5.0	5.4	4.0	2.5	4.2	3.2	3.9	..	..	..
Irlande	4.4	0.5	2.8	3.0	1.4	-0.9	-5.0	-3.2	-0.4	2.0	1.0	-0.4	7.3	0.0	-0.3	0.2	2.8	-3.6	3.7	2.2	
Israël	6.0	0.1	1.2	1.7	0.8	2.3	3.8	1.6	1.7	3.7	2.2	1.0	2.7	1.0	0.2	0.2	1.9	0.1	1.2	1.9	
Italie	3.1	2.5	1.9	1.9	2.4	2.5	2.0	0.3	1.5	1.4	1.2	1.0	0.9	0.8	0.6	1.3	1.6	0.9	1.2	1.8	
Japon	-0.7	-1.1	-1.0	-0.9	-0.7	-1.0	-0.6	-1.9	-1.7	-0.8	-0.3	1.7	2.1	0.3	-0.2	0.1	1.0	0.1	0.1	2.0	
Corée	3.8	3.0	1.0	-0.1	2.4	3.0	3.5	3.2	1.6	1.0	0.9	0.6	2.4	2.0	2.3	1.0	2.3	1.7	2.1	2.3	
Lettonie	..	6.8	11.2	12.4	20.1	11.8	-9.7	-0.8	6.4	3.6	1.6	1.8	0.0	0.3	3.1	2.9	2.6	3.7	2.4	2.6	
Lituanie	..	2.7	6.9	6.7	8.6	9.7	-3.3	2.4	5.2	2.7	1.3	1.0	0.3	1.0	4.3	3.1	2.8	..	..	..
Luxembourg	2.0	3.0	4.2	7.1	1.5	3.9	1.4	3.6	4.8	2.6	1.7	1.7	1.3	-1.3	2.1	1.6	1.8	3.3	1.5	2.0	
Mexique	14.7	8.0	5.8	6.4	5.8	6.2	3.9	4.6	5.8	4.1	1.5	4.4	2.7	5.4	6.1	4.7	4.4	5.0	4.6	4.3	
Pays-Bas	2.5	1.5	1.9	2.5	2.1	2.5	0.4	0.9	0.1	1.4	1.3	0.2	0.8	0.6	1.1	2.0	2.3	1.2	2.2	2.4	
Nouvelle-Zélande	1.6	3.4	2.5	2.3	4.3	3.9	0.9	2.9	2.9	-0.3	3.3	2.3	0.2	1.8	3.4	2.6	2.2	2.9	2.0	2.2	
Norvège	3.3	5.8	8.8	8.8	3.1	10.4	-5.2	6.0	6.8	3.4	2.5	0.3	-2.8	-1.1	3.8	3.2	2.1	3.4	2.3	2.2	
Pologne	12.2	4.9	2.6	1.7	3.7	3.9	3.8	1.7	3.2	2.3	0.3	0.5	0.8	0.3	1.9	1.7	2.8	2.1	2.3	3.0	
Portugal	3.9	2.4	3.3	3.2	3.0	1.7	1.1	0.6	-0.3	-0.4	2.3	0.8	2.0	1.5	1.4	1.4	1.3	1.6	1.1	1.5	
Russie	..	20.3	19.3	15.2	13.8	18.0	2.0	14.2	16.1	9.1	5.4	7.5	8.4	3.4	5.6	4.1	3.1	..	..	..
République slovaque	6.8	5.8	2.4	2.9	1.1	2.8	-1.2	0.5	1.6	1.3	0.5	-0.2	-0.2	-0.4	1.3	2.1	2.2	1.8	2.2	2.3	
Slovénie	10.7	3.3	1.6	2.2	4.2	4.5	3.4	-1.0	1.1	0.5	1.6	0.8	1.0	0.9	2.0	1.9	2.5	2.2	1.8	2.7	
Afrique du Sud	8.5	6.5	5.4	6.3	8.8	8.8	7.5	6.4	6.5	5.0	6.4	5.3	5.2	7.2	5.7	5.5	5.1	..	..	..
Espagne	3.5	3.9	4.1	4.0	3.3	2.1	0.3	0.2	0.0	0.1	0.4	-0.2	0.6	0.3	1.0	2.0	1.5	1.2	1.7	1.6	
Suède	1.8	0.6	0.8	1.8	2.8	3.4	2.4	1.1	1.2	1.0	1.1	1.7	2.1	1.7	2.0	1.8	2.2	1.2	2.1	2.2	
Suisse	0.5	0.3	0.8	2.1	2.5	1.9	0.5	0.3	0.3	-0.2	0.0	-0.6	-0.6	-0.6	0.3	0.6	1.0	0.3	0.9	1.2	
Turquie	62.8	12.7	7.2	9.2	6.2	11.9	5.6	6.6	8.6	7.5	5.9	7.6	8.0	8.1	10.9	11.3	9.8	10.7	10.5	9.3	
Royaume-Uni	1.8	2.5	2.6	3.0	2.6	2.8	1.5	1.6	2.0	1.6	1.9	1.7	0.5	2.0	2.0	1.7	1.8	1.6	1.9	1.7	
Etats-Unis	1.8	2.7	3.2	3.1	2.7	2.0	0.8	1.2	2.1	1.8	1.6	1.8	1.1	1.3	1.8	2.0	2.2	1.9	2.1	2.3	
Zone euro	2.0	1.9	1.9	1.9	2.4	2.0	1.0	0.7	1.0	1.3	1.2	0.9	1.4	0.8	1.1	1.5	1.8	1.1	1.7	1.8	
Total OCDE	4.0	2.6	2.5	2.5	2.5	2.4	1.0	1.3	1.8	1.6	1.4	1.8	1.5	1.5	2.0	2.1	2.3	1.9	2.2	2.5	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 14. Déflateur de la consommation privée

	Pourcentage de variations																		2017	2018 T4 / T4	2019
	Moyenne 1993-03	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019				
Argentine	3.5	8.1	9.6	11.2	13.3	20.5	14.6	22.1	19.9	21.0	24.5	41.7	26.5	38.9	23.7	23.5	17.5	..	..	..
Australie	2.2	1.5	2.2	3.6	3.1	3.2	2.6	2.2	2.4	2.4	2.4	1.9	1.5	0.9	1.2	1.6	1.9	1.4	1.8	2.0	
Autriche	1.5	1.8	2.4	2.1	2.5	2.1	0.5	1.7	3.1	2.4	2.1	2.0	1.4	1.2	2.0	2.1	2.5	2.2	2.2	2.6	
Belgique	1.7	2.4	2.7	3.1	2.9	3.2	-0.4	1.7	3.0	2.0	0.8	0.6	0.6	1.5	2.1	1.7	1.8	2.2	1.8	1.8	
Bésil	..	6.8	6.7	5.3	5.1	7.1	6.5	6.7	7.5	8.3	7.5	8.1	8.9	9.2	2.9	3.6	4.4	..	..	..
Canada	1.6	1.5	1.7	1.3	1.6	1.5	0.2	1.4	2.1	1.3	1.4	1.9	1.1	1.0	1.1	1.9	2.1	1.0	2.2	2.1	
Chili	..	1.9	4.8	3.2	4.0	8.1	1.7	3.5	4.1	3.1	3.0	5.7	5.7	3.4	2.1	2.5	2.7	1.8	3.1	3.0	
Colombie	..	5.8	4.4	4.7	4.5	5.9	4.2	2.4	4.6	2.6	2.6	3.4	6.2	6.8	3.3	2.9	3.0	..	..	..
Costa Rica	13.2	14.5	15.3	13.7	11.6	12.6	1.4	5.1	4.6	2.4	3.5	4.9	0.9	0.9	2.5	2.7	3.1	..	..	..
République tchèque	5.4	3.1	1.1	1.8	2.9	4.7	0.9	0.5	1.7	2.2	0.8	0.6	0.1	0.5	2.6	2.3	2.1	2.9	1.8	2.1	
Danemark	2.0	1.2	1.7	2.2	1.7	2.9	1.3	2.5	2.3	2.4	0.8	0.6	0.7	0.5	1.3	0.7	1.5	..	..	..
Estonie	..	4.0	4.4	5.9	7.8	8.2	-0.3	3.9	5.5	3.8	3.0	0.5	-0.2	1.1	3.6	2.6	2.5	3.9	2.4	2.5	
Finlande	1.5	0.3	1.0	1.3	1.9	3.4	1.8	1.4	3.2	2.8	2.5	1.3	0.3	0.9	0.9	1.3	1.9	0.5	1.7	2.0	
France	1.1	2.2	1.8	2.2	2.1	2.8	-1.4	1.1	1.8	1.4	0.7	0.1	0.3	0.0	0.9	1.7	1.5	1.0	1.9	1.5	
Allemagne	1.2	1.0	1.5	1.1	1.6	1.7	-0.4	2.0	2.0	1.5	1.0	0.9	0.6	0.6	1.7	1.7	2.1	1.6	1.9	2.1	
Grèce	5.0	3.3	2.9	3.2	3.7	4.3	1.0	3.6	2.3	0.4	-1.8	-2.6	-1.4	-0.9	1.1	0.1	0.3	0.9	0.1	0.5	
Hongrie	14.1	5.4	3.6	3.2	6.6	5.7	4.1	3.7	3.7	6.2	1.8	0.9	-0.2	-0.2	2.3	2.4	3.4	2.4	2.8	3.7	
Islande	3.1	3.4	1.3	7.2	4.8	14.4	14.7	1.9	3.4	5.7	3.2	3.0	0.9	0.9	-1.4	2.9	2.2	0.2	3.8	0.7	
Inde ¹	..	2.9	3.3	6.1	4.9	6.7	6.2	8.2	8.0	8.4	7.5	5.2	3.9	3.8	3.1	3.5	4.3	..	..	..
Indonésie	16.0	6.4	12.1	13.6	14.2	13.4	6.0	7.9	7.1	6.1	5.9	5.7	4.6	3.1	3.5	3.1	3.3	..	..	..
Irlande	3.2	1.3	1.1	2.1	2.6	1.3	-6.7	-2.5	1.0	1.6	1.7	1.1	0.4	0.8	1.2	1.4	2.3	1.4	2.3	2.3	
Israël	..	0.5	1.6	2.3	1.3	5.3	1.9	2.9	3.2	1.8	1.4	0.4	-0.5	-0.4	0.1	0.9	1.5	0.1	1.5	1.6	
Italie	3.3	2.4	2.1	2.6	2.3	3.1	-0.4	1.4	2.9	2.7	1.2	0.3	0.2	0.1	1.2	1.3	1.8	1.0	1.7	2.0	
Japon	-0.4	-0.6	-0.4	0.0	-0.4	0.7	-2.2	-1.4	-0.6	-0.6	-0.1	2.0	0.4	-0.5	0.2	0.9	1.3	0.3	0.9	2.2	
Corée	5.3	3.2	2.2	1.5	2.0	4.5	2.6	2.5	3.7	2.2	1.0	1.0	0.9	1.0	1.5	1.5	2.0	1.3	1.9	2.0	
Lettonie	..	7.0	9.7	10.0	11.7	13.4	-3.7	-2.5	6.1	3.4	0.2	1.7	-1.0	1.0	3.0	2.6	2.7	2.6	3.0	2.6	
Lituanie	..	-0.2	2.4	4.7	5.9	10.9	4.3	1.3	4.1	3.1	1.0	0.1	-0.9	0.9	3.8	3.0	2.6	..	..	..
Luxembourg	1.9	1.4	3.9	2.6	2.2	2.9	-0.5	1.1	3.3	1.8	2.1	0.7	-0.4	0.0	1.9	1.7	1.8	2.1	1.5	1.9	
Mexique	13.7	4.1	6.0	4.7	5.4	6.2	3.4	5.3	5.3	5.2	3.9	4.2	2.1	4.4	5.3	3.7	3.3	4.1	3.6	3.2	
Pays-Bas	2.4	1.6	1.5	2.6	2.3	2.1	-1.0	1.0	2.1	1.5	2.4	0.8	0.2	0.8	1.6	1.9	2.3	1.4	2.4	2.4	
Nouvelle-Zélande	1.5	1.3	1.9	2.9	1.6	3.8	2.6	1.2	2.9	0.8	0.6	0.9	0.7	0.6	1.4	1.6	1.9	1.4	1.8	1.9	
Norvège	2.1	1.2	1.1	1.8	1.3	3.5	2.5	2.1	1.1	1.1	2.1	2.2	2.4	3.2	1.5	1.6	1.8	1.8	1.5	2.0	
Pologne	12.7	4.6	2.2	1.5	2.2	4.1	2.7	2.5	4.9	3.3	0.4	-0.1	-1.1	-0.4	1.9	2.3	2.7	2.3	2.3	3.0	
Portugal	3.5	2.3	3.8	3.5	3.4	2.8	-1.9	1.8	1.7	1.8	0.8	0.3	0.9	1.0	1.3	1.1	1.3	1.2	1.1	1.5	
Russie	..	14.7	12.5	8.6	8.2	12.7	10.7	6.6	7.8	6.8	6.0	7.2	14.3	6.2	3.7	2.9	3.9	..	..	..
République slovaque	7.0	7.2	2.7	4.9	2.6	4.5	0.1	1.0	3.9	3.4	1.3	-0.1	-0.1	-0.3	1.4	2.0	2.3	1.6	2.3	2.3	
Slovénie	10.5	3.0	2.2	2.4	4.1	5.6	0.9	1.4	1.8	1.7	2.1	-0.1	-0.6	-0.3	2.6	2.8	2.7	3.0	2.7	2.9	
Afrique du Sud	7.8	7.1	4.8	3.0	7.0	8.3	7.7	4.6	5.6	6.2	6.0	5.6	4.0	6.2	4.6	4.8	4.9	..	..	..
Espagne	3.3	3.6	3.4	3.6	3.3	3.6	-0.9	2.0	2.4	2.4	1.0	0.2	-0.1	-0.1	1.8	2.0	1.6	1.4	2.0	1.7	
Suède	1.6	0.8	1.1	1.2	1.4	3.1	2.2	1.5	1.7	0.5	0.7	1.1	0.9	1.0	1.7	1.8	2.2	1.5	2.0	2.3	
Suisse	0.6	0.6	1.1	1.2	1.3	1.9	-0.6	0.4	-0.1	-1.1	-0.5	-0.2	-0.6	-0.2	0.2	0.6	0.9	0.4	0.7	1.0	
Turquie	63.5	11.3	8.4	9.6	6.6	10.7	5.2	5.4	9.2	7.5	4.4	7.9	7.9	6.6	10.9	9.0	8.0	10.5	8.8	7.4	
Royaume-Uni	1.4	1.5	2.1	2.8	1.9	4.0	0.9	1.8	3.8	2.1	2.4	1.9	0.6	1.4	2.0	2.0	2.3	1.8	2.3	2.1	
États-Unis	1.8	2.4	2.9	2.7	2.5	3.1	-0.1	1.7	2.5	1.9	1.3	1.5	0.3	1.2	1.7	2.2	2.2	1.7	2.3	2.3	
Zone euro	2.1	2.0	2.1	2.2	2.3	2.7	-0.7	1.6	2.3	1.9	1.1	0.5	0.3	0.4	1.4	1.6	1.8	1.4	1.8	1.9	
Total OCDE	4.2	2.2	2.4	2.5	2.3	3.2	0.2	1.7	2.6	2.0	1.4	1.7	0.8	1.1	2.0	2.2	2.3	1.9	2.3	2.4	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 15. **Indice des prix à la consommation**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1993-03	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
																		T4 / T4	T4 / T4	T4 / T4
Argentine	4.2	4.4	9.6	10.9	8.8	8.6	6.3	10.5	9.8	10.1	10.6	38.4	27.7	40.7	28.6	24.3	17.5	..	..	..
Australie	2.6	2.3	2.7	3.6	2.4	4.3	1.8	2.9	3.3	1.7	2.5	2.5	1.5	1.3	2.0	2.1	2.3	2.0	2.2	2.4
Autriche	1.6	2.0	2.1	1.7	2.2	3.2	0.4	1.7	3.6	2.6	2.1	1.5	0.8	1.0	2.2	2.1	2.3	2.4	2.1	2.4
Belgique	1.7	1.9	2.5	2.3	1.8	4.5	0.0	2.3	3.4	2.6	1.2	0.5	0.6	1.8	2.2	1.8	1.8	2.0	1.8	1.8
Brésil	52.7	6.6	6.9	4.2	3.6	5.7	4.9	5.0	6.6	5.4	6.2	6.3	9.0	8.7	3.4	3.4	4.0	..	..	..
Canada	1.8	1.8	2.2	2.0	2.1	2.4	0.3	1.8	2.9	1.5	0.9	1.9	1.1	1.4	1.6	2.3	2.2	1.8	2.4	2.3
Chili	5.4	1.1	3.1	3.4	4.4	8.7	0.4	1.4	3.3	3.0	1.9	4.4	4.3	3.8	2.2	2.2	2.7	2.0	2.3	3.0
Chine	4.3	3.8	1.8	1.6	4.8	5.9	-0.7	3.2	5.5	2.6	2.6	2.1	1.5	2.1	1.5	1.9	2.0	1.6	1.8	2.0
Colombie	14.2	5.9	5.0	4.3	5.5	7.0	4.2	2.3	3.4	3.2	2.0	2.9	5.0	7.5	4.3	3.1	3.0	..	..	..
Costa Rica	12.9	12.3	13.8	11.5	9.4	13.4	7.8	5.7	4.9	4.5	5.2	4.5	0.8	0.0	1.6	2.9	3.0	..	..	..
République tchèque	5.9	2.8	1.9	2.5	2.9	6.4	1.0	1.5	1.9	3.3	1.4	0.3	0.3	0.7	2.5	2.0	2.1	2.6	1.8	2.2
Danemark	2.2	1.2	1.8	1.9	1.7	3.4	1.3	2.3	2.8	2.4	0.8	0.6	0.5	0.3	1.1	0.6	1.5	1.3	0.7	1.8
Estonie	..	3.0	4.1	4.4	6.7	10.6	0.2	2.7	5.1	4.2	3.2	0.5	0.1	0.8	3.7	2.8	2.5	4.1	2.4	2.5
Finlande	1.6	0.1	0.8	1.3	1.6	3.9	1.6	1.7	3.3	3.2	2.2	1.2	-0.2	0.4	0.8	1.2	2.1	0.6	1.7	2.2
France	..	2.3	1.9	1.9	1.6	3.2	0.1	1.7	2.3	2.2	1.0	0.6	0.1	0.3	1.2	1.9	1.5	1.2	2.0	1.5
Islande ¹	..	1.8	1.9	1.8	2.3	2.8	0.2	1.1	2.5	2.1	1.6	0.8	0.1	0.4	1.7	1.7	2.0	1.6	1.8	2.1
Grèce	..	3.0	3.5	3.3	3.0	4.2	1.3	4.7	3.1	1.0	-0.9	-1.4	-1.1	0.0	1.1	0.6	1.1	0.8	0.9	1.3
Hongrie	14.0	6.7	3.6	3.9	8.0	6.0	4.2	4.9	3.9	5.7	1.7	-0.2	-0.1	0.4	2.3	2.6	3.4	2.3	2.8	3.7
Islande	3.1	3.2	4.0	6.7	5.1	12.7	12.0	5.4	4.0	5.2	3.9	2.0	1.6	1.7	1.8	3.7	3.1	1.8	4.7	1.5
Inde ²	7.0	4.0	3.7	6.8	5.9	9.2	10.6	9.5	9.3	9.9	9.4	5.9	4.9	4.5	3.6	4.7	4.4	..	..	..
Indonésie	13.6	6.1	10.5	13.1	6.4	10.2	4.4	5.1	5.4	4.3	6.4	6.4	6.4	3.5	3.8	3.6	3.7	..	..	..
Irlande	..	2.3	2.2	2.7	2.9	3.1	-1.7	-1.6	1.2	1.9	0.5	0.3	0.0	-0.2	0.3	1.2	2.1	0.5	1.8	2.1
Israël	6.1	-0.4	1.3	2.1	0.5	4.6	3.3	2.7	3.5	1.7	1.6	0.5	-0.6	-0.5	0.2	0.9	1.6	0.3	1.3	1.6
Italie	2.9	2.3	2.2	2.2	2.0	3.5	0.8	1.6	2.9	3.3	1.2	0.2	0.1	-0.1	1.3	1.2	1.7	1.1	1.6	1.9
Japon	0.0	0.0	-0.6	0.2	0.1	1.4	-1.4	-0.6	-0.3	0.0	0.3	2.8	0.8	-0.1	0.5	1.2	1.5	0.6	1.1	2.7
Corée	4.1	3.6	2.8	2.2	2.5	4.7	2.8	2.9	4.0	2.2	1.3	1.3	0.7	1.0	1.9	1.6	2.0	1.5	1.9	2.0
Lettonie	..	6.2	6.9	6.6	10.1	15.3	3.3	-1.2	4.2	2.3	0.0	0.7	0.2	0.1	2.9	2.6	2.6	2.5	2.8	2.5
Lituanie	..	1.2	2.7	3.8	5.8	11.1	4.2	1.2	4.1	3.2	1.2	0.2	-0.7	0.7	3.7	2.8	2.6	..	..	..
Luxembourg	..	3.2	3.8	3.0	2.7	4.1	0.0	2.8	3.7	2.9	1.7	0.7	0.1	0.0	2.1	1.8	1.9	1.8	1.9	1.9
Mexique	15.0	4.7	4.0	3.6	4.0	5.1	5.3	4.2	3.4	4.1	3.8	4.0	2.7	2.8	6.0	4.4	3.4	6.6	3.8	3.3
Pays-Bas	2.4	1.4	1.5	1.6	1.6	2.2	1.0	0.9	2.5	2.8	2.6	0.3	0.2	0.1	1.3	1.6	2.4	1.3	1.8	2.5
Nouvelle-Zélande	2.0	2.3	3.0	3.4	2.4	4.0	2.1	2.3	4.0	1.1	1.1	1.2	0.3	0.6	1.9	1.7	2.1	1.6	2.0	2.1
Norvège	2.2	0.5	1.5	2.4	0.7	3.8	2.2	2.4	1.3	0.7	2.1	2.1	2.1	3.6	1.9	1.9	1.9	1.3	2.0	2.2
Pologne	12.8	3.4	2.2	1.3	2.5	4.2	3.8	2.6	4.2	3.6	1.0	0.1	-0.9	-0.7	2.1	2.2	2.7	2.4	2.3	3.0
Portugal	3.2	2.5	2.1	3.0	2.4	2.7	-0.9	1.4	3.6	2.8	0.4	-0.2	0.5	0.6	1.6	1.1	1.7	1.8	1.2	1.7
Russie	57.5	10.9	12.7	9.7	9.0	14.1	11.6	6.8	8.4	5.1	6.8	7.8	15.5	7.0	3.7	2.9	4.0	..	..	..
République slovaque	..	7.5	2.8	4.3	1.9	3.9	0.9	0.7	4.1	3.7	1.5	-0.1	-0.3	-0.5	1.4	2.5	2.4	2.0	2.5	2.5
Slovénie	..	3.7	2.4	2.5	3.8	5.5	0.8	2.1	2.1	2.8	1.9	0.4	-0.8	-0.2	1.6	2.3	2.7	1.6	2.7	2.9
Afrique du Sud	..	1.4	3.4	4.6	7.2	11.5	6.6	4.3	5.0	5.6	5.8	6.1	4.6	6.3	5.3	4.5	5.2	..	..	..
Espagne	..	3.1	3.4	3.6	2.8	4.1	-0.2	2.0	3.0	2.4	1.5	-0.2	-0.6	-0.3	2.0	1.6	1.5	1.6	1.8	1.5
Suède ³	1.3	0.4	0.5	1.4	2.2	3.4	-0.5	1.2	3.0	0.9	0.0	-0.2	0.0	1.0	1.8	1.6	2.2	1.8	1.8	2.3
Suisse	0.9	0.8	1.2	1.1	0.7	2.4	-0.5	0.7	0.2	-0.7	-0.2	0.0	-1.1	-0.4	0.5	0.9	0.9	0.8	0.9	1.0
Turquie	66.8	8.6	8.2	9.6	8.8	10.4	6.3	8.6	6.5	8.9	7.5	8.9	7.7	7.8	11.1	11.5	10.3	12.3	12.0	8.8
Royaume-Uni	1.7	1.3	2.0	2.3	2.3	3.6	2.2	3.3	4.5	2.8	2.6	1.5	0.1	0.6	2.7	2.6	2.2	3.0	2.4	2.1
États-Unis	2.4	2.7	3.4	3.2	2.9	3.8	-0.3	1.6	3.1	2.1	1.5	1.6	0.1	1.3	2.1	2.7	2.3	2.1	2.7	2.3
Zone euro	..	2.2	2.2	2.2	2.1	3.3	0.3	1.6	2.7	2.5	1.3	0.4	0.0	0.2	1.5	1.6	1.8	1.4	1.8	1.9

Note : Indice des prix à la consommation. Pour les pays de la zone euro, pour le total de cette zone ainsi que pour le Royaume-Uni, l'indice des prix à la consommation harmonisé a été utilisé (IPCH).

1. Loyers exclus, à l'exception des loyers implicites.

2. Exercices budgétaires.

3. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 16. **Marché du pétrole et autres matières premières**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Estimations et hypothèses 2018 2019	
Situation du marché du pétrole¹																				
Millions de barils par jour																				
Demande																				
Total OCDE	48.5	48.5	48.5	49.2	50.1	50.4	50.2	50.1	48.3	46.4	47.1	46.5	46.0	46.1	45.8	46.4	46.9	47.4	47.6	..
<i>dont</i> : Total OCDE d'Amérique du Nord	24.3	24.3	24.3	24.8	25.6	25.8	25.8	25.9	24.6	23.8	24.3	24.1	23.7	24.1	24.2	24.5	24.7	24.9	25.1	..
Total OCDE d'Europe	15.4	15.6	15.5	15.7	15.8	15.9	15.9	15.6	15.5	14.8	14.7	14.3	13.8	13.6	13.5	13.8	14.0	14.3	14.4	..
Total OCDE d'Asie et du Pacifique	8.8	8.6	8.6	8.8	8.7	8.7	8.6	8.5	8.2	7.8	8.0	8.1	8.5	8.3	8.1	8.1	8.1	8.2	8.1	..
Total pays non-OCDE	28.7	29.4	30.1	31.0	33.2	34.2	35.5	36.9	38.1	39.1	41.5	42.7	44.3	46.0	47.4	48.6	49.2	50.4	51.5	..
Total mondial	77.1	77.9	78.6	80.2	83.2	84.7	85.7	87.0	86.4	85.4	88.6	89.1	90.4	92.1	93.1	95.0	96.1	97.7	99.2	..
Offre																				
Total OCDE	21.9	21.7	21.7	21.4	21.1	20.2	19.8	19.4	18.7	18.8	18.9	18.9	19.8	21.0	22.9	23.9	23.4	24.2	25.9	..
Total OPEP	31.2	30.8	29.3	31.6	33.9	35.5	35.8	35.6	36.7	34.7	35.2	36.1	38.0	37.0	37.1	38.4	39.6	39.2	..	..
Ex-URSS	8.0	8.7	9.5	10.5	11.4	11.8	12.3	12.8	12.9	13.2	13.5	13.5	13.6	13.8	13.9	14.1	14.2	14.4	14.4	..
Reste du monde	16.3	16.4	16.7	16.9	17.3	17.6	17.8	18.3	18.7	19.6	19.5	19.2	19.4	19.8	20.1	19.7	19.6	..	..	..
Total mondial	77.3	77.5	77.3	80.4	83.4	84.8	85.4	85.6	86.6	85.4	87.1	88.1	90.5	91.2	93.6	96.5	96.9	97.4	..	..
Commerce																				
Importations nettes de l'OCDE	26.8	27.2	26.5	28.0	29.1	30.5	30.7	30.5	29.9	27.6	28.3	27.3	26.4	25.0	23.2	23.3	23.5	22.7	..	..
Exportations nettes de l'ex-URSS	4.3	4.9	5.8	6.7	7.6	8.0	8.3	8.9	8.8	9.3	9.5	9.3	9.2	9.2	9.2	9.5	9.6	9.6	9.6	..
Exportations nettes des autres non-OCDE	22.5	22.2	20.7	21.4	21.5	22.5	22.4	21.6	21.1	18.3	18.8	18.0	17.2	15.7	14.0	13.8	13.9	13.1	..	..
Prix²																				
fab, USD par baril																				
Prix du pétrole brut Brent ³	28.4	24.5	25.0	28.8	38.3	54.4	65.2	72.5	97.0	61.5	79.5	111.2	111.6	108.7	99.0	52.4	43.7	54.2	69.4	70.0
Prix des autres matières premières²																				
Indices de prix en USD, 2010 = 100																				
Produits alimentaires et boissons tropicales	45	42	46	50	57	56	62	78	103	90	100	129	120	106	104	85	87	85	86	87
Matières premières agricoles	61	53	51	61	68	70	77	92	88	73	100	122	93	85	74	61	60	70	78	78
Minéraux, minerais et métaux	38	34	33	38	50	59	85	95	98	68	100	118	99	96	86	64	61	75	81	81
Total ⁴	44	40	41	46	56	59	74	88	99	78	100	123	107	98	91	72	72	78	83	83

1. Données fondées sur les publications de l'Agence internationale de l'énergie, Oil Market Report.

2. Les indices jusqu'à 2017 sont fondés sur les données établies par l'Agence internationale de l'énergie pour le pétrole et par l'Institut pour la recherche économique de Hambourg (HWWI) pour les prix des autres matières premières.

3. North Sea Dated, Londres fermeture, point milieu.

4. Calculs de l'OCDE. L'indice total des prix des matières premières hors énergie est une moyenne pondérée des indices individuels HWWI des matières premières hors énergie, dont les poids reflètent les parts des différentes matières premières dans le commerce mondial de matières premières hors énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Agence internationale de l'énergie, Oil Market Report.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727596>

Annexe : Tableau 17. Rémunération par employé

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	Moyenne 1990-2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	3.6	4.6	3.6	3.6	5.3	3.6	4.5	6.2	4.0	1.1	5.5	5.7	3.2	1.7	2.7	0.9	0.9	0.6	0.9	1.7
Autriche	3.1	1.5	2.1	1.7	2.1	2.0	3.1	2.9	3.3	1.7	1.1	2.1	2.7	2.2	1.9	2.1	2.4	1.6	2.9	3.2
Belgique	3.4	3.6	3.9	2.0	1.7	1.9	3.6	3.5	3.7	1.1	1.4	3.4	3.1	2.5	1.0	0.0	0.1	1.9	1.9	2.2
Canada	3.1	1.9	1.4	1.8	4.0	4.5	4.3	4.1	3.2	1.3	1.4	3.4	3.1	2.8	3.1	2.0	0.8	1.9	3.3	3.6
République tchèque	..	8.4	7.8	7.7	7.9	3.9	5.9	6.1	4.1	-0.6	3.5	2.7	1.7	-0.3	2.6	3.0	4.6	6.7	5.8	5.3
Danemark	3.3	4.0	3.8	3.5	3.1	3.4	3.5	3.7	3.9	2.8	3.2	1.4	1.8	1.6	1.5	1.7	1.3	1.3	2.9	2.7
Estonie	..	9.9	10.7	11.1	12.2	10.5	14.9	25.6	10.7	-3.0	2.6	0.8	7.7	4.9	6.4	3.4	5.8	5.7	6.0	6.2
Finlande	3.2	3.6	1.7	2.2	3.6	3.5	3.4	3.3	4.3	2.0	2.2	3.6	2.8	1.3	1.0	1.4	1.3	-1.1	1.5	2.4
France	2.2	2.8	3.6	2.9	3.5	3.0	3.2	2.5	2.6	1.6	2.8	2.3	2.2	1.6	1.4	0.9	1.0	1.9	2.1	1.4
Allemagne	3.1	1.9	1.3	1.5	0.2	0.2	1.0	0.9	2.1	0.2	2.6	3.0	2.5	1.8	2.8	2.7	2.2	2.6	2.8	3.3
Grèce	10.1	5.9	11.0	7.9	3.9	3.5	3.1	4.6	3.7	3.1	-2.0	-3.8	-3.0	-7.5	-2.0	-2.3	-0.9	0.1	0.1	1.2
Hongrie	..	15.7	11.3	11.7	10.9	7.9	5.2	5.4	7.2	-1.4	1.4	3.2	1.7	1.8	1.0	-1.6	4.0	7.9	8.1	8.1
Islande	6.1	7.3	8.8	2.2	10.2	8.8	12.3	7.9	1.9	-3.2	6.2	9.2	5.8	5.0	4.4	7.6	9.3	8.7	3.4	3.3
Irlande	5.8	7.7	5.2	6.5	5.2	5.3	4.4	5.7	4.0	-1.1	-3.6	1.0	0.3	0.1	1.8	2.1	2.2	2.9	3.3	3.3
Israël	..	3.2	0.1	-2.5	0.8	2.3	6.5	2.6	2.9	-0.7	3.9	4.2	2.4	2.1	0.8	3.0	3.2	2.8	3.5	4.1
Italie	3.9	3.0	2.4	3.0	3.2	2.8	2.3	2.1	2.9	0.5	2.3	1.1	-1.1	0.8	0.2	0.9	0.5	0.2	1.3	0.8
Japon	0.9	-1.3	-2.8	-1.0	-0.9	0.6	-0.2	-0.5	0.6	-3.5	-0.1	0.2	0.0	-0.6	0.7	0.5	1.1	0.8	1.1	2.6
Corée	9.5	7.2	6.1	7.1	4.8	6.1	3.3	4.2	3.8	2.3	3.8	3.4	3.2	2.5	1.8	3.2	3.8	2.7	3.3	4.6
Lettonie	..	3.4	2.5	12.0	15.0	26.4	22.2	36.7	16.8	-11.5	-6.9	2.6	7.5	5.7	8.2	7.9	6.8	7.7	8.0	7.2
Luxembourg	3.8	3.3	3.9	1.3	3.9	3.8	4.2	4.2	2.8	1.7	1.8	1.9	1.8	2.3	2.3	3.0	0.7	2.8	2.6	2.7
Mexique	18.9	10.4	4.7	5.8	3.9	5.6	4.4	5.4	5.4	3.7	-1.4	6.1	3.2	4.2	4.3	4.2	4.2	4.9	5.1	5.7
Pays-Bas	3.1	3.1	4.1	3.2	3.1	1.1	1.6	3.2	3.8	2.4	0.4	1.8	2.1	2.1	1.6	-0.3	1.5	1.3	2.9	3.8
Norvège	4.4	5.6	4.3	4.1	4.2	4.7	5.5	6.2	6.3	3.4	3.2	4.7	4.6	4.4	3.2	2.7	1.4	2.2	3.3	3.3
Pologne	..	10.0	2.5	1.6	1.5	2.0	2.1	5.1	9.0	3.3	6.6	5.3	3.6	1.7	2.2	1.7	4.4	5.7	7.7	8.2
Portugal	8.1	4.2	3.6	3.6	2.8	4.7	1.8	3.5	2.6	2.4	2.1	-1.8	-3.1	3.6	-1.8	0.4	2.1	1.1	1.0	2.0
République slovaque	..	5.6	8.9	8.1	8.0	9.1	8.0	8.7	6.6	2.6	5.4	2.0	2.6	2.6	1.8	3.5	2.3	4.1	4.8	5.9
Slovénie	..	11.6	8.3	7.7	7.5	6.1	5.5	6.2	7.0	1.9	3.9	1.5	-0.9	0.5	1.2	1.4	2.8	2.8	4.7	5.3
Espagne	4.9	3.8	3.5	2.8	2.3	2.9	3.3	4.6	6.7	4.5	0.2	0.7	-1.4	0.3	0.1	2.2	0.0	0.4	1.3	1.6
Suède	4.4	4.2	3.2	3.7	4.3	3.1	3.1	5.3	3.7	2.7	2.3	3.2	3.0	2.0	2.2	2.8	2.8	2.1	3.2	3.8
Suisse	2.7	3.8	1.5	-0.1	0.3	2.5	1.5	3.3	1.6	0.7	1.1	0.7	0.5	1.1	-0.3	-0.3	-0.4	0.1	1.2	1.3
Royaume-Uni	5.0	5.8	2.5	4.8	4.7	3.5	6.0	5.4	0.5	2.3	3.2	1.1	1.7	2.8	0.5	1.1	3.3	2.9	2.7	2.2
États-Unis	3.9	3.3	2.7	3.9	4.8	3.4	4.0	4.2	2.8	0.7	2.9	2.6	2.4	1.1	2.7	2.7	1.0	1.7	3.0	3.6
Zone euro	3.9	3.0	3.0	2.8	2.4	2.4	2.6	3.0	3.5	1.4	1.8	1.8	1.1	1.3	1.4	1.6	1.3	1.6	2.2	2.4
Total OCDE	4.9	3.7	2.4	3.2	3.3	3.1	3.2	3.5	3.1	0.9	2.1	2.5	1.9	1.5	2.0	2.0	1.8	2.1	2.9	3.4

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727615>

Annexe : Tableau 18. Productivité du travail

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	Moyenne 1990-2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	2.1	1.3	2.1	0.5	2.3	-0.4	0.3	1.3	-0.3	1.2	0.5	0.9	2.6	1.2	1.7	0.5	0.9	0.0	0.9	1.2
Autriche	2.1	0.5	1.6	0.3	1.9	1.1	1.9	1.8	-0.9	-2.9	1.0	1.5	-0.5	-0.4	0.0	0.4	0.3	1.4	1.1	0.7
Belgique	1.6	-0.6	2.0	0.9	2.6	0.6	1.4	1.8	-1.0	-2.1	2.1	0.4	-0.2	0.5	0.9	0.5	0.2	0.3	0.6	0.8
Canada	1.6	0.6	0.7	-0.6	1.4	1.9	0.9	-0.2	-0.4	-1.4	1.6	1.6	0.5	1.1	2.2	0.1	0.7	1.1	0.9	1.4
Chili	4.6	2.1	1.2	0.3	4.4	1.9	4.6	2.1	0.5	-0.9	-1.9	0.9	3.4	1.9	0.2	0.8	-0.1	-0.2	1.6	1.5
République tchèque	..	3.2	0.9	4.4	4.9	4.6	5.6	3.4	0.3	-2.9	3.2	2.1	-1.1	-0.8	2.2	3.9	1.2	3.0	2.4	2.9
Danemark	2.2	-0.2	0.4	1.3	3.2	0.9	1.6	-1.4	-1.7	-1.8	4.3	1.4	0.9	0.9	0.7	0.2	0.4	0.6	0.5	1.2
Estonie	..	5.8	6.3	5.2	6.7	6.7	5.4	7.0	-4.8	-4.5	7.0	1.0	2.6	0.8	2.0	-1.0	1.9	2.1	2.2	2.7
Finlande	3.1	1.1	0.6	1.9	3.3	1.2	2.2	3.0	-1.5	-6.0	3.7	1.3	-2.3	0.0	-0.2	0.3	1.9	1.4	1.2	1.2
France	1.3	0.6	0.6	0.9	2.5	1.0	1.4	0.9	-0.4	-1.8	1.8	1.3	-0.1	0.4	0.5	0.8	0.4	1.3	0.6	1.1
Allemagne	1.4	2.1	0.5	0.4	0.3	0.9	3.1	1.6	-0.5	-5.7	3.6	2.3	-0.5	0.0	1.1	0.6	0.5	1.0	0.8	1.2
Grèce	1.8	3.8	1.5	4.4	2.3	-0.1	3.7	1.8	-1.5	-3.8	-3.0	-2.5	-1.1	-0.6	-0.1	-1.1	-0.7	-0.8	0.6	0.6
Hongrie	..	4.0	4.7	3.8	6.0	4.7	3.4	0.4	2.9	-4.2	1.8	1.6	-1.8	1.0	-0.6	0.9	-0.4	2.0	2.8	2.5
Islande	1.3	2.2	2.0	2.2	8.6	3.0	0.0	4.7	0.7	-0.3	-3.3	1.9	0.3	0.8	0.6	0.9	3.6	1.9	0.6	1.4
Irlande	3.3	2.6	4.7	1.3	3.2	1.1	0.9	0.8	-3.3	3.5	6.1	3.5	0.6	-0.9	6.5	22.4	2.3	5.8	1.3	0.7
Israël	..	-1.2	-0.9	-0.1	3.4	0.7	2.7	1.9	-0.4	-0.5	2.4	2.4	-1.7	1.5	0.7	0.3	1.6	0.7	1.5	1.6
Italie	1.5	-0.4	-1.4	-1.2	0.8	0.6	0.1	0.1	-1.3	-3.9	2.3	0.4	-2.5	0.0	0.1	0.2	-0.3	0.4	0.7	0.4
Japon	1.0	0.9	1.4	1.8	2.0	1.2	0.9	1.0	-0.8	-4.0	4.5	0.0	1.7	1.2	-0.3	0.9	0.0	0.6	0.0	1.4
Corée	5.3	2.5	4.6	3.1	2.8	2.6	3.8	4.2	2.2	1.0	5.1	1.9	0.5	1.3	1.2	1.4	1.8	1.8	2.1	2.1
Lettonie	..	4.8	5.6	7.8	8.1	9.7	5.8	5.9	-2.7	-0.1	2.9	4.8	2.6	0.1	3.3	1.5	2.5	4.6	3.0	3.4
Luxembourg	1.5	-3.0	0.9	-0.2	1.3	0.4	1.3	3.8	-5.8	-5.4	3.0	-0.4	-2.7	1.8	3.1	0.3	0.0	-1.0	0.6	1.3
Mexique	..	-0.4	-2.3	0.6	0.2	1.9	1.0	0.6	-1.3	-4.0	-2.8	3.0	-1.0	1.0	3.0	1.0	0.7	0.8	1.3	1.6
Pays-Bas	1.4	0.2	-0.6	1.0	3.0	1.5	1.5	0.7	0.1	-3.0	2.0	0.8	-0.9	1.0	1.5	1.3	1.1	1.0	0.9	1.1
Nouvelle-Zélande	1.3	-0.4	2.0	1.8	1.1	-1.7	0.5	2.9	-2.8	2.3	1.5	0.4	2.8	0.3	-0.2	1.9	0.5	-1.7	0.4	1.5
Norvège	2.5	1.7	1.0	2.1	3.3	1.3	-1.0	-1.1	-2.7	-1.2	1.2	-0.5	0.6	0.0	0.8	1.6	0.8	0.8	0.3	0.4
Pologne	..	3.6	4.6	4.8	3.9	1.3	2.9	2.5	0.5	2.5	3.1	4.4	1.5	1.5	1.5	2.3	2.4	3.2	4.3	3.3
Portugal	1.7	0.2	0.4	0.0	2.5	1.2	1.2	2.5	-0.2	-0.3	3.4	0.1	0.1	1.8	-0.5	0.4	0.0	-0.6	0.2	0.9
République slovaque	..	2.7	4.4	4.3	5.5	5.1	6.2	8.5	2.3	-3.5	6.7	1.0	1.6	2.3	1.3	1.8	0.9	1.2	2.7	3.2
Slovénie	..	2.3	2.2	3.2	4.1	4.3	4.1	3.5	0.7	-6.3	3.6	2.2	-1.7	0.0	2.6	1.0	1.2	2.2	2.4	2.5
Espagne	1.1	0.6	0.3	-0.1	-0.6	-0.5	0.0	0.5	0.9	2.9	1.8	1.7	1.1	0.9	0.4	0.7	0.7	0.5	0.6	0.4
Suède	2.8	-0.4	2.0	3.1	4.6	2.5	3.2	1.2	-1.6	-2.8	4.7	0.6	-0.7	0.3	1.2	2.8	1.3	0.3	1.4	1.3
Suisse	1.0	-0.4	-0.5	0.4	2.4	2.4	1.8	1.5	-0.3	-2.7	2.6	-0.7	-0.7	0.6	0.6	-0.3	0.0	0.2	1.2	0.8
Turquie	2.1	-6.0	6.7	6.7	7.3	6.6	5.5	3.5	-0.8	-5.1	2.7	4.3	1.6	5.8	-0.2	3.1	1.0	3.6	1.3	1.5
Royaume-Uni	2.2	1.7	1.6	2.3	1.3	2.0	1.4	1.5	-1.3	-2.6	1.4	0.9	0.4	0.9	0.7	0.6	0.5	0.7	0.4	1.0
États-Unis	1.7	1.1	3.0	2.7	2.7	1.7	0.9	0.9	0.4	1.5	3.2	0.6	0.6	0.3	0.8	0.8	-0.2	0.8	1.4	1.6
Zone euro	1.5	1.0	0.4	0.5	1.4	0.9	1.7	1.3	-0.5	-2.7	2.5	1.3	-0.5	0.3	0.7	0.9	0.4	0.9	0.8	0.9
Total OCDE	1.9	0.8	1.7	1.9	2.2	1.7	1.6	1.3	-0.2	-1.5	2.4	1.3	0.4	0.9	0.9	1.0	0.4	1.0	1.1	1.4

Note : La productivité du travail est mesurée comme étant le PIB divisé par le nombre de personnes ayant un emploi.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727634>

Annexe : Tableau 19. **Emploi et population active**

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	Moyenne		Emploi							Moyenne		Population active						
	1993-02	2003-12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	1993-02	2003-12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	2.1	2.1	1.0	0.8	2.0	1.7	2.2	2.0	1.8	1.5	2.0	1.5	1.2	2.0	1.3	2.1	1.8	1.7
Autriche	0.4	0.8	0.5	0.2	0.9	1.7	1.0	1.6	1.2	0.4	0.9	1.0	0.5	1.0	2.1	0.4	1.2	1.0
Belgique	0.8	1.0	-0.3	0.4	0.9	1.2	1.4	1.1	1.0	0.7	1.0	0.6	0.5	0.8	0.5	0.6	0.3	0.7
Canada	2.0	1.2	1.4	0.6	0.9	0.7	1.9	1.2	0.8	1.5	1.2	1.1	0.4	0.9	0.8	1.1	0.5	0.6
Chili	1.2	3.1	2.1	1.5	1.5	1.2	1.9	2.0	2.1	1.6	2.7	1.6	1.9	1.4	1.5	2.1	1.9	1.6
République tchèque	-0.2	0.4	1.0	0.7	1.4	1.9	1.6	1.3	0.3	0.2	0.3	0.9	-0.2	0.2	0.8	0.5	0.7	0.3
Danemark	0.6	-0.1	0.0	1.0	1.4	3.2	-0.8	1.1	0.8	0.0	0.2	-0.6	0.5	1.0	3.2	-1.3	0.6	0.7
Estonie	..	0.2	1.0	0.6	2.6	0.6	2.2	1.5	0.5	..	0.2	-0.5	-0.8	1.3	1.2	1.1	1.3	0.8
Finlande	1.8	0.5	-1.1	-0.4	-0.4	0.5	1.0	1.8	1.3	0.7	0.4	-0.5	0.1	0.4	-0.1	0.8	1.2	0.9
France	0.9	0.5	-0.2	0.1	0.1	0.6	1.1	1.4	0.8	0.7	0.6	0.4	0.2	0.2	0.3	0.4	0.6	0.4
Allemagne	-0.1	1.1	0.9	0.9	0.8	2.4	1.1	1.1	0.9	0.0	0.5	0.8	0.7	0.4	2.0	0.6	0.8	0.8
Grèce	1.5	-1.8	-4.9	0.7	2.1	1.7	2.2	1.3	1.7	1.7	0.1	-1.0	-0.7	-0.1	-0.1	-0.5	0.0	0.4
Hongrie	0.2	-0.3	1.7	5.4	2.7	3.3	1.6	1.5	1.0	-0.6	0.4	0.8	2.6	1.6	1.5	0.6	0.9	0.8
Islande	1.5	0.8	3.5	1.6	3.4	3.7	1.8	2.2	1.2	1.3	1.1	2.8	1.1	2.3	2.7	1.5	2.3	1.2
Irlande	4.6	0.0	3.0	2.6	3.5	3.7	2.9	2.8	2.2	3.1	1.3	1.0	0.4	1.2	1.9	1.0	1.8	1.7
Israël	..	3.3	2.6	3.1	2.5	2.7	2.2	2.2	1.9	..	2.5	1.9	2.7	1.8	2.2	1.7	1.5	1.8
Italie	0.5	0.2	-1.5	0.4	0.8	1.3	1.1	0.7	0.7	0.3	0.4	0.1	1.0	0.0	1.0	0.7	0.4	0.6
Japon	-0.2	-0.1	0.7	0.7	0.5	1.0	1.0	1.1	-0.2	0.1	-0.2	0.4	0.2	0.2	0.7	0.7	0.8	-0.2
Corée	1.6	1.3	1.4	2.4	1.1	0.9	1.2	0.9	1.0	1.7	1.3	1.3	2.8	1.2	1.0	1.2	1.0	0.8
Lettonie	..	-1.0	2.1	-1.0	1.3	-0.3	0.2	1.2	0.2	..	-0.6	-1.6	-2.2	0.2	-0.6	-0.9	0.3	-0.1
Luxembourg	1.7	1.8	2.0	2.3	2.1	2.3	2.7	2.8	2.5	1.8	2.2	2.8	2.6	1.8	1.8	2.3	2.5	2.2
Mexique	2.3	2.4	1.1	0.4	2.4	1.9	1.4	1.2	1.2	2.3	2.7	1.1	0.3	1.9	1.5	1.0	1.2	1.3
Pays-Bas	1.9	0.8	-0.8	-0.6	1.0	1.3	2.1	2.2	1.8	1.4	0.9	0.8	-0.4	0.4	0.4	0.8	1.3	1.4
Nouvelle-Zélande	2.4	1.3	1.5	3.5	2.2	4.6	4.1	2.7	1.5	1.8	1.5	0.9	3.1	2.2	4.3	3.7	2.2	1.5
Norvège	1.5	1.5	0.6	1.0	0.5	-0.1	0.2	1.3	1.2	1.2	1.4	0.9	1.0	1.4	0.3	-0.3	0.9	1.0
Pologne	-0.9	1.8	0.0	1.8	1.4	0.9	1.2	0.7	0.4	-0.1	0.6	0.2	0.3	-0.2	-0.6	-0.1	0.0	0.0
Portugal	1.1	-1.3	-2.6	1.6	1.1	1.2	3.3	2.0	1.3	1.1	-0.1	-1.8	-1.1	-0.6	-0.3	0.8	0.4	0.4
République slovaque	..	0.8	0.0	1.5	2.6	2.8	1.5	1.1	1.3	..	0.3	0.3	0.2	0.6	0.7	-0.1	0.1	0.3
Slovénie	..	0.3	-1.9	1.2	0.1	-0.3	4.8	2.5	1.4	..	0.6	-0.6	0.7	-0.7	-1.3	3.2	1.1	0.8
Espagne	3.4	0.1	-2.8	1.2	3.0	2.7	2.6	2.2	2.0	2.6	1.9	-1.1	-1.0	-0.1	-0.4	-0.4	0.1	0.0
Suède	0.8	0.8	1.1	1.4	1.4	1.5	2.3	1.4	0.9	0.2	0.9	1.1	1.3	0.8	1.0	2.0	0.8	0.7
Suisse	0.7	1.0	0.9	1.7	1.5	1.5	0.7	1.0	1.1	0.5	1.0	1.2	1.8	1.5	1.6	0.6	0.8	1.0
Turquie	1.6	2.7	2.9	5.1	2.8	2.2	3.6	3.7	3.4	1.8	2.5	3.6	6.2	3.2	2.9	3.6	3.3	3.2
Royaume-Uni	1.1	0.6	1.2	2.4	1.7	1.4	1.0	1.0	0.3	0.5	0.9	0.8	0.8	0.9	0.9	0.5	1.0	0.5
États-Unis	1.4	0.4	1.0	1.7	1.7	1.7	1.3	1.4	1.2	1.3	0.6	0.3	0.3	0.8	1.3	0.7	1.0	0.8
Zone euro	0.9	0.4	-0.6	0.6	1.1	1.7	1.5	1.4	1.1	0.8	0.7	0.1	0.2	0.2	0.8	0.4	0.6	0.6
Total OCDE	1.1	0.8	0.7	1.4	1.5	1.6	1.5	1.4	1.1	1.0	0.9	0.6	0.8	0.8	1.1	0.9	1.0	0.8

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727653>

Annexe : Tableau 20. Population active, emploi et chômage

	Millions																			
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Population active																				
Sept principaux pays	345.2	347.1	348.7	351.0	352.6	355.8	359.4	362.3	364.6	364.6	364.5	364.9	367.5	369.1	370.7	372.7	376.9	379.4	382.7	384.8
Total des petits pays	195.1	197.6	200.8	202.5	206.5	210.7	214.1	217.5	221.2	224.4	227.5	230.6	234.0	236.2	239.2	242.3	245.0	247.8	250.8	253.8
Zone euro	143.8	145.2	146.7	148.1	149.4	151.3	153.0	154.6	156.2	156.5	156.6	157.0	158.2	158.4	158.7	159.0	160.2	160.9	161.9	162.9
Total OCDE	540.4	544.7	549.5	553.6	559.1	566.5	573.5	579.8	585.8	589.0	592.0	595.5	601.4	605.3	609.9	615.0	621.9	627.2	633.5	638.6
Emploi																				
Sept principaux pays	325.9	326.9	326.3	327.8	330.2	333.9	338.7	342.7	343.4	335.4	334.9	337.0	340.4	342.9	347.0	351.1	356.3	360.5	365.0	367.7
Total des petits pays	181.7	183.6	185.7	187.0	190.5	195.2	200.0	204.4	207.5	205.7	207.8	211.0	213.2	214.5	218.1	222.3	226.2	230.5	234.5	238.1
Zone euro	131.4	133.5	134.3	134.8	135.7	137.6	140.3	143.0	144.4	141.5	140.8	141.1	140.3	139.4	140.3	141.7	144.1	146.3	148.4	150.1
Total OCDE	507.6	510.5	512.1	514.8	520.7	529.1	538.7	547.2	550.9	541.1	542.7	548.0	553.6	557.4	565.1	573.3	582.5	591.0	599.4	605.8
Chômage																				
Sept principaux pays	19.3	20.2	22.3	23.2	22.4	21.9	20.7	19.6	21.3	29.2	29.7	27.9	27.1	26.2	23.7	21.7	20.6	18.9	17.7	17.1
Total des petits pays	13.4	14.0	15.1	15.5	16.0	15.5	14.1	13.0	13.7	18.7	19.6	19.5	20.8	21.7	21.2	20.0	18.8	17.3	16.4	15.8
Zone euro	12.4	11.8	12.4	13.3	13.7	13.7	12.8	11.6	11.8	15.0	15.8	16.0	18.0	19.0	18.4	17.3	16.1	14.6	13.5	12.8
Total OCDE	32.8	34.1	37.4	38.7	38.4	37.4	34.9	32.6	34.9	47.9	49.3	47.4	47.9	47.9	44.9	41.7	39.4	36.2	34.1	32.8

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727672>

Annexe : Tableau 21. Taux de chômage : définitions nationales

En pourcentage de la population active

	2016 Chômage (milliers)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2017 Quatrième trimestre	2018	2019
Australie	726.0	5.4	5.0	4.8	4.4	4.2	5.6	5.2	5.1	5.2	5.7	6.1	6.1	5.7	5.6	5.4	5.3	5.4	5.4	5.3
Autriche	270.0	5.5	5.6	5.2	4.9	4.1	5.3	4.8	4.6	4.9	5.3	5.6	5.7	6.0	5.5	5.1	4.9	5.4	5.0	4.8
Belgique	403.4	8.4	8.5	8.3	7.5	7.0	7.9	8.3	7.2	7.6	8.4	8.5	8.5	7.9	7.1	6.4	6.1	6.4	6.3	6.0
Canada	1360.1	7.2	6.8	6.3	6.0	6.1	8.3	8.0	7.5	7.3	7.1	6.9	6.9	7.0	6.3	5.7	5.5	6.0	5.7	5.5
Chili	563.8	10.0	9.2	7.8	7.1	7.8	9.7	8.1	7.1	6.4	6.0	6.3	6.2	6.5	6.7	6.6	6.2	6.8	6.4	6.2
République tchèque	211.2	8.3	7.9	7.1	5.3	4.4	6.7	7.3	6.7	7.0	6.9	6.1	5.0	3.9	2.9	2.3	2.2	2.4	2.2	2.2
Danemark	187.3	5.5	4.8	3.9	3.8	3.5	6.0	7.5	7.6	7.5	7.0	6.5	6.2	6.2	5.7	5.3	5.2	5.3	5.2	5.2
Estonie	46.8	10.1	8.0	5.9	4.6	5.5	13.5	16.7	12.3	10.0	8.6	7.4	6.2	6.8	5.8	5.6	5.9	5.3	5.7	6.0
Finlande	236.7	8.8	8.4	7.7	6.9	6.4	8.2	8.4	7.8	7.7	8.2	8.7	9.4	8.8	8.6	8.0	7.7	8.3	7.9	7.4
France	2972.4	8.8	8.8	8.8	8.0	7.3	9.1	9.2	9.1	9.8	10.3	10.3	10.4	10.1	9.4	8.7	8.3	8.9	8.5	8.1
Allemagne	1784.2	10.3	11.0	10.0	8.6	7.4	7.6	7.0	5.9	5.4	5.2	5.0	4.6	4.2	3.8	3.4	3.3	3.6	3.4	3.3
Grèce	1131.0	10.6	10.0	9.0	8.4	7.8	9.6	12.7	17.9	24.4	27.5	26.5	24.9	23.5	21.5	20.4	19.4	21.1	20.0	19.0
Hongrie	234.0	6.1	7.2	7.5	7.4	7.8	10.1	11.2	11.0	11.0	10.2	7.7	6.8	5.1	4.2	3.6	3.4	3.9	3.5	3.4
Islande	5.9	3.1	2.6	2.9	2.3	3.0	7.2	7.6	7.0	6.0	5.4	4.9	4.0	3.0	2.8	2.8	2.8	3.1	2.9	2.7
Irlande	194.5	4.7	4.6	4.8	5.0	6.8	12.6	14.6	15.4	15.5	13.8	11.9	9.9	8.4	6.7	5.8	5.3	6.4	5.4	5.2
Israël	187.8	12.9	11.3	10.5	9.1	7.7	9.5	8.3	7.1	6.9	6.3	5.9	5.3	4.8	4.2	3.6	3.6	4.1	3.6	3.6
Italie	3004.0	8.0	7.7	6.8	6.1	6.7	7.7	8.3	8.4	10.7	12.1	12.6	11.9	11.7	11.2	11.0	10.8	11.0	10.9	10.8
Japon	2080.0	4.7	4.4	4.1	3.8	4.0	5.0	5.0	4.6	4.3	4.0	3.6	3.4	3.1	2.8	2.5	2.5	2.8	2.5	2.5
Corée	1009.5	3.7	3.7	3.5	3.2	3.2	3.6	3.7	3.4	3.2	3.1	3.5	3.6	3.7	3.7	3.8	3.7	3.7	3.8	3.6
Lettonie	95.4	11.7	10.0	7.0	6.0	7.8	17.5	19.5	16.2	15.0	11.8	10.8	9.9	9.6	8.7	7.9	7.7	8.3	7.8	7.6
Luxembourg	16.9	3.7	4.1	4.2	4.2	4.2	5.5	5.8	5.7	6.1	6.8	7.1	6.8	6.3	5.9	5.6	5.4	5.8	5.5	5.3
Mexique ¹	2085.2	3.7	3.6	3.6	3.6	3.9	5.4	5.3	5.2	4.9	4.9	4.8	4.3	3.9	3.4	3.5	3.5	3.4	3.5	3.6
Pays-Bas	538.7	5.7	5.9	5.0	4.2	3.7	4.4	5.0	5.0	5.8	7.3	7.4	6.9	6.0	4.9	3.9	3.5	4.4	3.8	3.4
Nouvelle-Zélande	132.5	4.0	3.8	3.9	3.6	4.0	5.8	6.1	6.0	6.4	5.8	5.4	5.4	5.1	4.7	4.3	4.2	4.5	4.2	4.3
Norvège	129.5	4.2	4.4	3.4	2.5	2.5	3.1	3.5	3.2	3.1	3.4	3.5	4.3	4.7	4.2	3.7	3.6	4.0	3.7	3.5
Pologne	1060.3	18.9	17.7	13.8	9.6	7.1	8.1	9.6	9.6	10.1	10.3	9.0	7.5	6.1	4.9	4.2	3.9	4.5	4.1	3.7
Portugal	573.0	6.6	7.6	7.6	8.0	7.6	9.4	10.8	12.7	15.5	16.2	13.9	12.4	11.1	8.9	7.5	6.6	8.0	7.1	6.2
République slovaque	266.0	18.1	16.2	13.3	11.0	9.6	12.1	14.4	13.6	13.9	14.2	13.2	11.5	9.6	8.1	7.1	6.3	7.6	6.8	5.9
Slovénie	79.6	6.3	6.5	5.9	4.8	4.4	5.9	7.2	8.2	8.8	10.1	9.7	9.0	8.0	6.6	5.3	4.8	5.9	4.9	4.7
Espagne	4481.2	11.0	9.1	8.5	8.2	11.3	17.9	19.9	21.4	24.8	26.1	24.4	22.1	19.6	17.2	15.5	13.8	16.6	14.7	13.3
Suède	366.2	7.4	7.7	7.1	6.1	6.2	8.3	8.6	7.8	8.0	8.0	7.9	7.4	6.9	6.7	6.1	5.9	6.5	5.9	5.9
Suisse	238.1	5.1	5.1	4.6	4.2	3.9	4.8	4.8	4.4	4.5	4.7	4.8	4.8	4.9	4.8	4.6	4.5	4.8	4.5	4.5
Turquie	3329.4	9.7	9.5	9.0	9.2	10.0	13.0	11.1	9.1	8.4	9.0	9.9	10.3	10.9	10.9	10.5	10.3	10.1	10.8	10.1
Royaume-Uni	1633.5	4.8	4.8	5.4	5.3	5.7	7.6	7.9	8.1	8.0	7.6	6.2	5.4	4.9	4.4	4.5	4.6	4.4	4.6	4.6
États-Unis	7750.8	5.5	5.1	4.6	4.6	5.8	9.3	9.6	8.9	8.1	7.4	6.2	5.3	4.9	4.3	3.9	3.6	4.1	3.8	3.5
Zone euro	16093.8	9.2	9.1	8.4	7.5	7.5	9.6	10.1	10.2	11.4	12.0	11.6	10.9	10.0	9.1	8.3	7.8	8.7	8.1	7.7
Total OCDE	39384.7	6.9	6.6	6.1	5.6	6.0	8.1	8.3	8.0	8.0	7.9	7.4	6.8	6.3	5.8	5.4	5.1	5.5	5.3	5.1

Note : Les données sur le marché du travail sont sujettes à des différences de définitions entre pays et comportent de nombreuses ruptures, ces dernières étant en général relativement mineures.

1. Données établies sur la base de l'enquête nationale sur l'emploi.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 22. Taux de chômage harmonisés

En pourcentage de la population active civile

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Australie	8.4	7.7	6.9	6.3	6.7	6.4	5.9	5.4	5.0	4.8	4.4	4.2	5.6	5.2	5.1	5.2	5.7	6.1	6.1	5.6
Autriche	4.7	4.7	4.2	3.9	4.0	4.4	4.8	5.5	5.6	5.3	4.9	4.1	5.3	4.8	4.6	4.9	5.4	5.6	5.7	5.5
Belgique	9.2	9.3	8.4	6.9	6.6	7.5	8.2	8.4	8.4	8.3	7.5	7.0	7.9	8.3	7.2	7.6	8.5	8.5	8.5	7.1
Canada	9.1	8.3	7.6	6.8	7.2	7.7	7.6	7.2	6.8	6.3	6.1	6.1	8.4	8.1	7.5	7.3	7.1	6.9	6.9	6.3
Chili	6.1	6.4	10.1	9.7	9.9	9.8	9.5	10.0	9.2	7.8	7.1	7.8	9.7	8.2	7.1	6.4	5.9	6.4	6.2	6.7
République tchèque	4.8	6.5	8.7	8.8	8.1	7.3	7.8	8.3	7.9	7.1	5.3	4.4	6.7	7.3	6.7	7.0	7.0	6.1	5.1	2.9
Danemark	5.2	4.9	5.2	4.3	4.5	4.6	5.4	5.5	4.8	3.9	3.8	3.5	6.0	7.5	7.6	7.5	7.0	6.5	6.2	5.7
Estonie	9.6	9.2	11.4	14.5	13.0	11.3	10.4	10.1	8.0	5.9	4.6	5.5	13.6	16.7	12.4	10.0	8.6	7.4	6.2	5.8
Finlande	12.6	11.4	10.2	9.8	9.1	9.1	9.0	8.8	8.4	7.7	6.9	6.4	8.2	8.4	7.8	7.7	8.2	8.7	9.4	8.6
France	12.3	12.1	11.3	9.6	8.7	8.6	8.5	8.9	8.9	8.8	8.0	7.4	9.1	9.3	9.2	9.8	10.3	10.3	10.4	9.4
Allemagne	9.7	9.5	8.6	8.0	7.9	8.7	9.8	10.5	11.3	10.3	8.5	7.4	7.6	7.0	5.8	5.4	5.2	5.0	4.6	3.8
Grèce	..	..	12.0	11.2	10.7	10.3	9.7	10.6	10.0	9.0	8.4	7.8	9.6	12.8	17.9	24.5	27.5	26.6	25.0	21.5
Hongrie	9.1	8.7	6.9	6.3	5.6	5.6	5.7	6.1	7.2	7.5	7.4	7.8	10.0	11.2	11.1	11.0	10.1	7.7	6.8	4.2
Islande	..	..	..	..	..	..	3.4	3.1	2.6	2.9	2.3	3.0	7.2	7.6	7.1	6.0	5.4	5.0	4.0	2.8
Irlande	9.9	7.6	5.8	4.5	4.2	4.7	4.9	4.8	4.6	4.8	5.0	6.8	12.7	14.6	15.4	15.5	13.8	11.9	10.0	6.7
Israël	7.7	8.5	8.9	8.8	9.3	10.3	10.7	10.4	9.0	8.4	7.3	6.1	7.5	6.6	5.6	6.9	6.2	5.9	5.2	4.2
Italie	11.2	11.3	10.9	10.1	9.0	8.5	8.4	8.0	7.7	6.8	6.1	6.7	7.8	8.4	8.4	10.6	12.1	12.7	11.9	11.2
Japon	3.4	4.1	4.7	4.7	5.0	5.4	5.3	4.7	4.4	4.1	3.8	4.0	5.1	5.1	4.6	4.4	4.0	3.6	3.4	2.8
Corée	2.6	7.0	6.6	4.4	4.0	3.3	3.6	3.7	3.8	3.5	3.3	3.2	3.6	3.7	3.4	3.2	3.1	3.5	3.6	3.7
Lettonie	..	..	14.1	14.3	13.5	12.5	11.6	11.8	10.1	7.0	6.1	7.7	17.6	19.5	16.2	15.0	11.9	10.9	9.9	8.7
Luxembourg	2.7	2.7	2.4	2.2	1.9	2.6	3.8	5.0	4.7	4.6	4.2	4.9	5.1	4.6	4.8	5.1	5.9	6.1	6.5	5.6
Mexique	3.7	3.2	2.5	2.5	2.8	3.0	3.4	3.9	3.6	3.6	3.7	4.0	5.5	5.4	5.2	5.0	4.9	4.8	4.4	3.4
Pays-Bas	6.5	5.1	4.2	3.7	3.1	3.7	4.8	5.7	5.9	5.0	4.2	3.7	4.4	5.0	5.0	5.8	7.2	7.4	6.9	4.9
Nouvelle-Zélande	6.8	7.7	7.0	6.2	5.5	5.3	4.8	4.0	3.8	3.9	3.6	4.0	5.8	6.2	6.0	6.4	5.8	5.4	5.4	4.7
Norvège	3.9	3.1	3.0	3.2	3.4	3.7	4.2	4.3	4.5	3.4	2.6	2.7	3.3	3.7	3.4	3.3	3.8	3.6	4.5	4.2
Pologne	10.9	10.2	13.4	16.1	18.3	20.0	19.8	19.1	17.9	14.0	9.6	7.0	8.1	9.7	9.7	10.1	10.3	9.0	7.5	4.9
Portugal	6.7	6.1	5.6	5.1	5.1	6.1	7.4	7.8	8.8	8.9	9.1	8.8	10.7	12.0	12.9	15.8	16.5	14.1	12.7	9.0
République slovaque	..	12.7	16.5	18.9	19.5	18.8	17.7	18.4	16.4	13.5	11.2	9.6	12.1	14.5	13.7	14.0	14.2	13.2	11.5	8.1
Slovénie	6.9	7.4	7.4	6.7	6.2	6.3	6.7	6.3	6.5	6.0	4.9	4.4	5.9	7.3	8.2	8.9	10.1	9.7	9.0	6.6
Espagne	18.4	16.4	13.6	11.9	10.6	11.4	11.5	11.0	9.2	8.5	8.2	11.3	17.9	19.9	21.4	24.8	26.1	24.5	22.1	17.2
Suède	9.9	8.2	6.7	5.6	5.8	6.0	6.6	7.4	7.6	7.0	6.1	6.2	8.3	8.6	7.8	8.0	8.0	7.9	7.4	6.7
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.8	4.4	4.5	4.7	4.8	4.8
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	9.2	8.8	8.8	9.7	12.6	10.7	8.8	8.2	8.7	10.0	10.3	10.9
Royaume-Uni	6.8	6.1	5.9	5.4	5.0	5.1	5.0	4.7	4.8	5.4	5.3	5.6	7.6	7.8	8.1	7.9	7.6	6.1	5.3	4.4
États-Unis	5.0	4.5	4.2	4.0	4.7	5.8	6.0	5.5	5.1	4.6	4.6	5.8	9.3	9.6	9.0	8.1	7.4	6.2	5.3	4.4
Zone euro	10.8	10.6	9.8	8.9	8.3	8.6	9.1	9.3	9.1	8.4	7.5	7.6	9.6	10.2	10.2	11.4	12.0	11.6	10.9	9.1
Total OCDE	..	..	6.6	6.2	6.4	6.9	7.1	6.9	6.6	6.1	5.6	6.0	8.1	8.3	8.0	8.0	7.9	7.4	6.8	5.8

Note : Dans la mesure du possible, les données ont été ajustées pour en assurer la comparabilité dans le temps et pour être conformes aux directives du Bureau international du travail. Les données annuelles sont calculées en faisant la moyenne des estimations mensuelles (à la fois pour les chômeurs et pour la population active). Voir les notes techniques dans OECD.stat (<http://stats.oecd.org/index.aspx>).

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727710>

Annexe : Tableau 23. **Prévisions trimestrielles des prix, des coûts et du chômage**

	Pourcentage de variations, taux annuels désaisonnalisés												2017	2018	2019	
	2017	2018	2019	2017	2018	2019				2017	2018	2019				
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4 / T4			
Prix à la consommation¹																
Canada	1.6	2.3	2.2	3.0	2.7	2.6	2.2	2.1	2.2	2.2	2.3	2.3	1.8	2.4	2.3	
France	1.2	1.9	1.5	2.0	2.7	2.3	1.4	1.4	1.4	1.5	1.5	1.6	1.2	2.0	1.5	
Allemagne	1.7	1.7	2.0	2.0	1.4	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.1	2.2	1.6	1.8	2.1	
Italie	1.3	1.2	1.7	0.5	1.7	1.7	1.7	1.2	1.9	1.9	1.9	1.9	1.1	1.6	1.9	
Japon	0.5	1.2	1.5	1.9	2.5	0.0	0.7	1.3	1.3	1.3	1.4	7.2	0.6	1.1	2.7	
Royaume-Uni	2.7	2.6	2.2	2.9	2.6	2.5	2.4	2.2	2.1	2.1	2.0	2.0	3.0	2.4	2.1	
États-Unis	2.1	2.7	2.3	3.3	3.5	2.6	2.4	2.3	2.3	2.3	2.4	2.4	2.1	2.7	2.3	
Zone euro	1.5	1.6	1.8	1.7	1.9	1.9	1.7	1.6	1.9	1.8	1.9	1.9	1.4	1.8	1.9	
Déflateur du PIB																
Canada	2.3	2.7	2.3	4.7	3.1	3.3	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	1.9	2.7	2.2	
France	0.7	1.2	1.5	0.3	1.3	2.0	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.6	0.8	1.6	1.5	
Allemagne	1.5	1.6	2.1	0.3	0.5	2.4	2.5	2.2	2.1	1.7	1.9	2.1	1.7	1.9	1.9	
Italie	0.6	1.3	1.6	2.0	0.9	1.2	1.5	1.2	1.9	1.8	1.8	1.8	0.9	1.2	1.8	
Japon	-0.2	0.1	1.0	-0.1	-0.9	0.5	0.2	0.5	0.9	0.9	1.1	5.0	0.1	0.1	2.0	
Royaume-Uni	2.0	1.7	1.8	1.2	0.9	2.7	2.2	1.8	1.6	1.7	1.7	1.8	1.6	1.9	1.7	
États-Unis	1.8	2.0	2.2	2.3	2.0	2.1	2.1	2.0	2.2	2.3	2.3	2.3	1.9	2.1	2.3	
Zone euro	1.1	1.5	1.8	0.8	1.4	1.9	1.9	1.8	1.9	1.8	1.8	1.9	1.1	1.7	1.8	
Total OCDE	2.0	2.1	2.3	2.1	1.9	2.1	2.1	2.5	2.2	2.5	2.2	3.1	1.9	2.2	2.5	
Coût unitaire de main-d'œuvre																
Canada	0.8	2.1	2.1	4.3	1.0	1.7	1.5	1.9	2.2	2.4	2.5	2.5	1.8	1.5	2.4	
France	0.7	1.1	0.4	0.1	2.0	1.8	0.9	1.0	-0.6	-0.5	0.9	1.5	0.2	1.4	0.3	
Allemagne	1.8	1.9	2.1	2.1	2.4	1.8	1.8	2.0	2.6	2.1	2.0	2.0	1.3	2.0	2.2	
Italie	0.8	0.8	0.5	0.8	0.7	0.4	0.8	0.6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.8	0.6	0.5	
Japon	0.3	1.1	1.2	0.2	6.1	-2.1	-1.0	0.6	2.0	2.1	1.0	5.2	-0.2	0.9	2.6	
Royaume-Uni	2.3	2.9	1.8	1.2	7.5	1.0	1.5	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	2.0	3.0	1.9	
États-Unis	1.0	1.5	2.0	1.3	2.8	0.3	1.6	2.2	2.0	2.2	2.3	2.3	1.8	1.7	2.2	
Zone euro	1.0	1.4	1.4	1.4	1.6	1.4	1.4	1.9	0.8	1.3	1.6	2.1	0.9	1.6	1.5	
Total OCDE	1.4	1.8	2.1	1.6	2.9	1.1	1.6	2.1	2.0	2.3	2.2	2.8	1.8	1.9	2.3	
Chômage																
En pourcentage de la population active																
Canada	6.3	5.7	5.5	6.0	5.8	5.8	5.7	5.7	5.6	5.6	5.5	5.5				
France	9.4	8.7	8.3	8.9	8.8	8.7	8.6	8.5	8.4	8.3	8.2	8.1				
Allemagne	3.8	3.4	3.3	3.6	3.5	3.5	3.4	3.4	3.4	3.3	3.3	3.3				
Italie	11.2	11.0	10.8	11.0	11.0	11.0	10.9	10.9	10.9	10.8	10.8	10.8				
Japon	2.8	2.5	2.5	2.8	2.4	2.5	2.6	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5				
Royaume-Uni	4.4	4.5	4.6	4.4	4.2	4.4	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6				
États-Unis	4.3	3.9	3.6	4.1	4.1	4.0	3.9	3.8	3.7	3.7	3.6	3.5				
Zone euro	9.1	8.3	7.8	8.7	8.6	8.4	8.3	8.1	8.0	7.9	7.8	7.7				
Total OCDE	5.8	5.4	5.1	5.5	5.5	5.4	5.4	5.3	5.2	5.2	5.1	5.1				

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Pour le Royaume-Uni, les pays de la zone euro ainsi que pour le total de cette zone, l'indice des prix à la consommation harmonisé a été utilisé (IPCH).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727729>

Annexe : Tableau 24. Croissance du PIB potentiel et du stock de capital productif

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	Croissance du PIB potentiel									Stock de capital productif ¹								
	Moyenne 1993-02	Moyenne 2003-12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Moyenne 1993-02	Moyenne 2003-12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	3.6	3.1	3.1	2.9	2.8	2.7	2.4	2.4	2.5	2.8	4.6	4.8	3.8	3.0	2.4	2.2	2.3	2.5
Autriche	2.4	1.7	1.2	1.2	1.2	1.2	1.3	1.4	1.4	2.8	2.0	1.4	1.3	1.2	1.2	1.5	1.7	1.8
Belgique	2.3	1.6	1.0	1.1	1.2	1.1	1.2	1.2	1.2	4.0	2.8	1.9	1.9	2.2	2.1	2.1	2.0	2.1
Brésil	2.7	3.4	2.9	2.7	2.2	1.8	1.6	1.5	1.5	0.6	1.2	2.6	2.2	1.3	0.3	-0.1	0.0	0.2
Canada	2.9	2.2	2.2	2.1	2.0	1.7	1.6	1.5	1.5	2.6	3.0	2.9	2.7	2.4	1.8	1.5	1.6	1.8
Chine	10.0	10.1	8.1	7.6	7.2	6.7	6.4	6.2	6.0	10.5	12.5	11.9	11.2	10.4	9.6	9.0	8.6	8.3
Colombie	..	4.7	4.4	4.0	3.6	3.2	2.8	2.4	2.2	..	5.1	6.3	6.5	6.5	5.5	4.7	4.2	4.2
Costa Rica	..	4.4	3.5	3.5	3.6	3.5	3.2	3.5	3.4	5.1	4.6	4.2	3.9	3.8	3.6	3.2	2.7	2.5
République tchèque	..	2.6	1.1	1.7	2.4	2.7	2.7	2.9	3.1	..	2.1	0.9	0.9	1.1	1.0	1.0	1.2	1.4
Danemark	2.3	1.0	0.9	1.1	1.2	1.3	1.4	1.4	1.4	2.8	1.6	0.7	0.9	0.9	1.0	1.2	1.3	1.5
Estonie	..	2.7	2.3	2.3	2.4	2.4	2.8	3.1	3.3	..	6.2	4.4	3.2	2.3	1.6	2.1	2.4	2.7
Finlande	3.2	1.4	0.4	0.4	0.5	0.7	0.9	1.1	1.1	1.6	1.7	0.7	0.5	0.4	0.5	1.0	1.3	1.4
France	2.1	1.4	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.3	1.4	2.1	1.8	1.3	1.2	1.1	1.2	1.3	1.4	1.6
Allemagne	1.6	1.1	1.1	1.3	1.5	1.7	1.6	1.6	1.7	1.7	0.7	0.3	0.4	0.4	0.6	0.6	0.8	0.9
Grèce	3.2	0.4	-1.6	-1.2	-0.9	-0.5	-0.2	0.2	0.6	2.5	2.0	-1.4	-1.3	-1.1	-1.0	-0.7	-0.2	0.3
Hongrie	..	1.8	1.6	1.7	2.0	1.9	2.1	2.6	2.9	..	2.6	1.5	2.1	2.2	1.4	1.7	2.5	3.2
Islande	2.9	3.1	1.7	1.9	2.4	2.8	2.9	2.9	2.9	2.8	2.7	-0.5	0.0	1.2	2.4	2.9	2.8	2.6
Inde ²	..	7.8	7.3	7.5	7.6	7.6	7.4	7.4	7.3	..	9.0	8.4	7.6	7.0	7.1	7.1	7.3	7.4
Indonésie	4.2	5.0	5.5	5.4	5.3	5.2	5.1	5.1	5.1	3.8	3.8	5.2	5.0	4.9	4.8	4.7	4.9	5.0
Irlande	7.0	3.0	3.4	4.4	14.2	9.8	5.6	4.0	3.1	5.1	5.8	3.6	4.2	34.7	19.9	6.8	4.5	4.6
Israël	..	3.6	3.7	3.8	3.5	3.5	3.4	3.5	3.6	5.7	2.8	3.3	3.0	2.6	2.9	3.1	3.9	4.6
Italie	1.2	0.4	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	0.0	0.2	0.3	2.0	1.3	-0.4	-0.6	-0.6	-0.6	-0.3	0.0	0.2
Japon	1.4	0.4	0.5	0.7	0.8	0.9	1.0	1.0	1.0	2.9	0.4	-0.1	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.2
Corée	6.3	3.9	3.5	3.4	3.3	3.2	3.2	3.2	3.1	9.4	4.8	3.8	3.7	3.5	3.4	3.7	3.8	3.8
Lituanie	..	3.3	2.7	2.7	2.6	2.6	2.5	2.6	2.8	..	5.9	3.2	3.3	3.3	3.1	3.0	3.5	3.7
Lettonie	..	3.0	2.2	2.2	2.7	2.2	2.6	2.8	3.1	..	8.2	3.9	3.2	2.8	1.8	2.0	2.8	3.3
Luxembourg	..	2.8	3.1	3.2	3.0	2.7	2.6	2.3	2.2	..	3.3	3.5	3.4	2.8	2.1	2.2	1.7	1.7
Mexique	..	2.0	2.5	2.6	2.7	2.6	2.4	2.4	2.4	..	2.0	2.1	2.0	2.1	2.0	1.7	1.5	1.5
Pays-Bas	3.0	1.3	0.9	1.1	1.5	1.7	1.9	2.0	2.1	2.3	1.5	0.6	0.6	0.9	1.2	1.0	1.2	1.5
Nouvelle-Zélande	3.3	2.6	2.6	3.0	3.2	3.2	3.2	3.2	3.1	2.6	3.6	2.5	2.9	3.1	3.0	3.0	3.2	3.4
Norvège	3.1	2.7	2.0	2.0	1.9	1.9	1.8	1.6	1.5	2.1	2.4	1.8	1.6	1.4	1.5	1.6	1.7	1.8
Pologne	..	3.7	2.9	3.1	3.3	3.0	2.9	3.0	3.1	..	4.0	3.4	3.6	4.2	3.5	2.8	3.0	3.3
Portugal	2.7	0.7	-0.2	0.3	0.6	0.7	1.1	1.2	1.3	5.6	3.4	0.5	0.5	0.7	0.7	1.0	1.2	1.5
Russie	..	4.0	1.6	1.2	0.7	0.5	0.5	0.5	0.5	..	5.6	5.3	4.5	3.3	2.7	2.6	2.7	2.7
République slovaque	..	4.3	2.3	2.5	2.6	2.6	2.6	3.5	3.8	..	2.8	1.5	1.5	2.4	2.2	1.8	2.0	2.3
Slovénie	..	2.0	0.8	1.3	1.5	1.7	1.7	2.0	2.2	..	2.8	0.2	0.3	0.2	-0.1	0.2	0.8	1.3
Afrique du Sud	..	3.1	2.5	2.5	2.5	2.4	2.3	2.3	2.3	0.9	2.7	2.7	2.7	2.7	2.4	2.1	2.1	2.3
Espagne	3.0	2.4	0.3	0.2	0.3	0.4	0.5	0.7	1.0	4.3	4.1	1.5	1.4	1.5	1.8	1.9	1.9	2.0
Suède	2.7	2.1	1.9	2.0	2.2	2.3	2.3	2.4	2.4	2.2	2.1	1.7	1.7	1.9	2.1	2.2	2.4	2.7
Suisse	1.6	2.1	1.8	1.7	1.7	1.6	1.5	1.4	1.3	2.5	1.5	1.2	1.2	1.2	1.3	1.3	1.4	1.5
Royaume-Uni	2.8	1.5	1.5	1.7	1.8	1.6	1.5	1.4	1.4	3.2	2.5	2.0	2.3	2.4	2.3	2.3	2.3	2.3
États-Unis	3.1	2.1	1.7	1.7	1.7	1.6	1.5	1.6	1.7	3.1	1.9	1.3	1.3	1.4	1.3	1.3	1.4	1.7
Total OCDE	2.7	1.9	1.6	1.7	1.8	1.8	1.7	1.8	1.9	3.7	2.0	1.4	1.4	1.5	1.4	1.4	1.5	1.6

Note : Pour les détails méthodologiques, voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Pour l'ensemble de l'économie à l'exclusion du logement.

2. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 25. Taux de chômage structurel et coûts unitaires de main-d'œuvre

	Taux de chômage structurel									Coûts unitaires de main-d'œuvre								
	Moyenne 1993-02	Moyenne 2003-12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Moyenne 1993-02	Moyenne 2003-12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	<i>Pourcentage</i>									<i>Pourcentage de variations</i>								
Australie	7.3	5.3	5.5	5.6	5.6	5.4	5.3	5.3	5.3	2.1	3.7	0.8	0.9	0.3	0.2	0.7	0.1	0.5
Autriche	4.0	4.7	5.0	5.1	5.1	5.1	5.1	5.1	5.1	0.2	1.8	2.8	1.8	2.1	2.3	0.4	2.3	2.4
Belgique	8.1	7.5	7.3	7.3	7.3	7.3	7.2	7.1	7.0	1.4	2.0	1.8	0.0	-0.6	-0.1	1.6	0.9	1.0
Canada	8.5	6.9	6.8	6.7	6.6	6.6	6.5	6.5	6.5	1.1	2.6	1.6	1.0	1.8	0.2	0.8	2.1	2.1
République tchèque	..	6.4	5.9	5.5	5.1	4.6	4.3	4.1	4.1	7.1	1.8	1.2	0.8	-0.4	3.3	3.6	2.8	2.4
Danemark	6.0	5.6	6.1	6.1	6.1	6.1	6.0	6.0	6.0	1.8	2.3	0.7	0.8	1.5	1.1	0.9	2.8	2.3
Estonie	..	9.5	8.3	8.0	7.7	7.5	7.4	7.3	7.3	..	5.7	3.7	4.5	4.4	3.7	2.7	3.5	3.2
Finlande	11.1	8.2	8.1	8.1	8.2	8.2	8.1	8.0	7.9	0.9	2.6	1.6	0.9	1.0	-0.3	-1.7	0.2	0.5
France	9.4	8.8	9.1	9.1	9.2	9.2	9.1	8.9	8.6	1.2	1.8	0.8	0.7	0.2	0.6	0.7	1.1	0.4
Allemagne	7.7	7.9	5.3	5.0	4.7	4.3	4.1	4.0	3.9	0.3	0.8	2.2	1.9	2.3	1.9	1.8	1.9	2.1
Grèce	10.4	13.0	15.4	15.7	16.0	16.2	16.3	16.3	16.1	7.5	2.7	-6.7	-1.6	-1.0	0.3	1.0	-0.8	0.9
Hongrie	..	8.0	8.4	8.3	8.2	8.2	8.1	8.1	8.0	..	3.3	1.8	1.7	-2.0	4.6	5.8	5.2	5.4
Islande	3.6	3.8	4.0	4.0	3.9	3.9	3.9	3.8	3.8	5.1	4.9	4.0	3.9	6.7	4.0	6.0	1.9	1.1
Irlande	9.1	8.8	9.9	9.7	9.3	9.0	8.7	8.6	8.5	2.0	0.7	-0.1	-4.5	-16.4	0.4	-2.3	2.1	2.6
Israël	..	9.4	6.4	5.8	5.2	4.8	4.5	4.4	4.3	..	1.5	0.7	0.2	2.5	1.4	2.5	1.6	2.4
Italie	9.4	9.0	9.2	9.2	9.2	9.2	9.3	9.3	9.3	2.0	2.4	0.8	0.2	1.1	1.5	0.8	0.8	0.5
Japon	3.4	4.0	4.1	4.1	4.0	4.0	3.8	3.6	3.4	-0.9	-0.7	-1.6	1.2	0.0	1.7	0.3	1.1	1.2
Corée	3.5	3.4	3.3	3.4	3.4	3.5	3.5	3.5	3.5	2.9	2.4	2.1	1.7	2.8	2.2	1.0	1.5	2.5
Lettonie	..	11.8	11.0	10.4	9.5	9.2	8.6	8.3	8.2	..	7.0	5.1	5.2	5.0	3.8	3.5	4.0	3.6
Luxembourg	2.5	4.6	6.1	6.1	6.1	6.0	6.0	5.9	5.8	2.6	3.5	0.5	-0.9	2.7	0.7	3.9	1.8	1.0
Mexique	3.4	4.1	4.6	4.5	4.4	4.2	4.1	4.1	4.0	15.6	4.6	3.5	2.5	2.5	3.0	4.0	3.9	4.2
Pays-Bas	5.8	5.1	6.0	6.1	6.1	6.0	5.7	5.3	4.9	2.0	1.3	0.7	-0.4	-1.6	0.8	0.6	2.5	3.4
Nouvelle-Zélande	6.9	4.9	5.5	5.3	5.1	5.0	4.9	4.8	4.7	1.4	3.1	1.7	2.4	0.5	0.5	2.0	2.8	2.1
Norvège	4.0	3.2	3.3	3.4	3.5	3.5	3.5	3.5	3.4	3.2	5.0	4.7	2.6	1.1	0.6	1.6	3.3	3.1
Pologne	..	10.7	7.8	7.4	7.0	6.6	6.2	5.8	5.4	13.1	2.5	0.7	1.1	-0.5	2.7	2.9	3.5	4.9
Portugal	6.1	8.9	11.3	11.0	10.4	9.8	9.0	8.2	7.5	3.5	0.8	2.5	-0.6	0.9	2.6	1.8	0.7	0.8
République slovaque	..	12.5	12.5	11.9	11.2	10.7	10.2	9.7	9.0	6.9	1.6	0.6	1.3	2.1	1.8	3.2	2.6	2.3
Slovénie	..	6.1	7.3	7.3	7.3	7.0	6.6	6.4	6.2	..	2.5	-1.2	-1.2	0.4	2.1	1.0	1.9	2.6
Espagne	14.0	14.3	15.4	15.5	15.5	15.6	15.5	15.3	14.8	3.1	2.0	-1.0	-0.1	1.8	-0.4	0.2	0.8	1.2
Suède	7.4	7.1	7.3	7.3	7.2	7.1	7.0	7.0	6.9	1.7	2.1	1.8	1.1	0.2	1.9	2.0	2.0	2.3
Suisse	3.7	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.5	4.5	0.7	0.9	0.4	-0.7	0.7	-0.2	-0.1	-0.5	0.6
Royaume-Uni	7.1	6.3	6.8	6.4	6.1	5.8	5.7	5.6	5.6	2.6	2.4	1.9	-0.9	0.7	2.2	2.3	2.9	1.8
États-Unis	5.3	5.0	4.7	4.6	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	1.9	1.8	1.0	2.1	2.0	1.3	1.0	1.5	2.0
Zone euro	9.1	9.2	9.0	8.9	8.8	8.7	8.5	8.3	8.1	1.7	1.7	0.9	0.7	0.9	1.1	1.0	1.4	1.4
Total OCDE	6.4	6.4	6.3	6.2	6.1	6.0	5.9	5.8	5.7	3.1	1.9	1.1	1.4	1.3	1.6	1.4	1.8	2.1

Note : Pour plus de détails sur les sources et définitions, voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727767>

Annexe : Tableau 26. Taux d'épargne des ménages

En pourcentage du revenu disponible des ménages

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Épargne nette																				
Australie	0.8	3.5	-0.1	-0.6	0.2	1.2	-0.1	1.2	5.4	7.3	6.8	8.4	7.0	7.3	7.8	6.7	4.9	3.0	2.4	2.0
Autriche	10.6	9.0	9.4	9.6	9.5	11.1	11.6	12.4	12.4	11.4	9.6	7.9	8.9	7.1	6.8	6.9	7.9	6.4	6.6	6.2
Belgique	10.4	11.9	11.0	10.6	8.9	8.5	9.2	9.4	10.0	11.3	8.1	6.5	5.7	5.1	4.9	4.4	3.7	3.9	4.2	4.2
Canada	4.6	4.5	2.9	1.9	2.3	1.3	2.4	1.9	3.2	4.4	4.0	4.1	4.7	4.8	3.6	4.6	3.4	3.4	3.2	3.4
République tchèque	6.0	6.2	6.3	5.7	4.9	6.1	7.8	7.0	6.3	8.5	7.8	6.0	6.0	5.6	6.6	6.8	6.0	5.4	4.8	3.9
Danemark	-5.7	0.4	1.4	2.2	-1.9	-4.3	-1.5	-3.0	-4.1	0.7	1.8	0.8	0.1	2.3	-2.9	4.7	5.0	5.6	5.9	6.0
Estonie	1.7	-1.9	-9.5	-9.3	-9.7	-8.6	-10.9	-6.9	1.9	7.2	4.2	4.8	5.1	4.4	6.3	7.4	7.3	7.5	7.7	7.6
Finlande	3.0	2.7	2.7	2.3	3.0	1.0	-0.4	-0.4	-0.2	3.4	3.2	1.3	0.7	1.5	-0.1	-0.5	-1.4	-1.5	-0.2	-0.2
Allemagne	9.0	9.6	9.6	10.1	10.1	10.1	10.1	10.2	10.5	10.0	10.0	9.6	9.3	8.9	9.5	9.6	9.7	9.9	9.9	10.0
Hongrie	6.5	7.3	4.4	3.2	6.7	8.0	8.6	4.4	3.7	5.5	6.1	7.0	5.2	7.1	8.2	6.3	7.1	7.7	7.2	6.1
Irlande	-4.0	1.1	-0.7	0.0	0.9	1.5	-0.8	-1.3	4.0	8.4	6.4	3.8	6.7	5.0	2.8	2.3	2.1	4.0	3.9	3.7
Italie	7.4	8.9	9.6	9.1	9.6	9.1	8.5	8.1	7.8	7.1	4.2	3.7	2.0	3.6	3.9	3.2	3.1	2.4	1.7	1.1
Japon	8.9	5.6	4.9	4.4	3.6	3.4	2.5	2.5	2.5	4.0	3.7	4.0	2.7	0.3	-0.3	0.8	2.6	2.6	2.7	2.3
Corée	9.2	5.5	1.1	4.8	8.2	6.7	5.5	3.5	3.8	4.8	4.7	3.9	3.9	5.6	7.2	9.3	8.7	8.9	8.9	8.9
Lettonie	-9.8	-9.8	-9.2	-7.1	-7.7	-6.5	-11.5	-10.8	3.3	6.3	-3.3	-15.9	-14.5	-15.3	-12.5	-9.9	-7.6	-7.2	-5.6	-4.5
Luxembourg	9.4	10.7	11.7	10.9	11.5	10.7	9.6	11.2	11.5	12.5	15.3	13.1	14.4	14.5	14.6	14.6	14.9	14.3	13.6	13.9
Pays-Bas	5.6	7.1	6.8	6.5	5.8	3.7	2.8	2.6	3.7	7.1	4.9	5.8	7.2	7.3	7.9	6.5	6.4	6.1	6.1	6.1
Nouvelle-Zélande	-2.5	-1.4	-6.7	-4.4	-3.8	-6.0	-4.1	-0.4	-2.2	1.2	2.1	2.4	0.5	0.1	-1.5	-1.3	-2.8	-3.2	-2.5	-2.0
Norvège	4.3	3.1	8.2	8.8	6.9	9.7	-0.4	0.9	3.8	5.2	4.0	5.9	7.1	7.4	8.2	10.3	7.1	7.3	8.0	8.3
Pologne	10.9	12.3	8.9	7.8	2.7	2.2	2.0	2.1	0.3	2.8	2.4	-1.1	-1.1	-0.1	-0.4	-0.4	1.7	1.8	2.5	3.6
République slovaque	5.8	3.7	3.4	1.1	0.3	1.1	0.1	1.9	0.8	2.3	2.4	0.8	0.7	0.2	1.4	3.2	3.8	3.8	3.8	3.8
Espagne	5.8	5.5	5.2	6.7	5.0	3.2	1.4	-1.0	1.6	7.3	3.7	4.6	2.3	3.8	3.5	2.8	1.7	-0.6	-1.3	-1.4
Suède	4.4	8.4	8.1	7.3	6.0	5.4	7.2	9.5	11.8	11.1	11.8	12.6	14.4	15.0	16.5	15.1	16.6	15.9	16.6	16.1
Suisse	14.0	14.3	14.0	13.3	12.3	12.8	14.5	16.1	15.4	15.8	15.7	16.8	17.4	17.5	18.9	17.6	18.8	18.7	18.5	18.2
États-Unis	4.2	4.3	5.0	4.8	4.5	2.6	3.3	2.9	4.9	6.1	5.6	6.0	7.6	5.0	5.7	6.1	4.9	3.4	3.7	4.7
Épargne brute																				
France	14.4	15.0	15.9	15.3	15.6	14.3	14.3	14.8	14.7	15.9	15.5	15.3	14.8	14.0	14.3	13.9	13.6	13.8	13.5	13.4
Portugal	10.5	11.0	10.9	10.0	10.0	9.2	8.0	7.0	6.8	10.4	9.2	7.5	7.7	7.8	5.2	5.3	5.9	5.4	3.6	2.7
Royaume-Uni	9.3	9.5	9.1	8.1	8.2	7.6	7.6	8.6	7.6	10.8	11.1	9.4	9.3	8.7	8.4	9.2	7.1	5.1	5.3	5.3

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique. La majorité des pays calculent une épargne des ménages nette (épargne brute moins la consommation de capital fixe par les ménages et les entreprises constituées en société). Dans la plupart des pays, l'épargne des ménages inclut l'épargne des institutions à but non lucratif (parfois appelée épargne personnelle).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727786>

Annexe : Tableau 27. **Épargne nationale brute**

En pourcentage du PIB nominal

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Australie	21.6	20.6	21.3	21.2	21.5	21.4	21.0	21.8	21.2	21.2	24.0	22.1	23.0	23.7	23.8	23.7	23.1	21.5	20.7	21.1
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	26.8	27.5	27.7	26.7	26.7	26.5	27.0	27.0	27.6	28.4	27.1	22.5	26.4	24.2	24.7	23.3	23.1	23.1	24.0	..
Canada	19.6	21.0	23.6	22.5	21.7	22.0	23.5	24.4	24.5	24.2	24.2	18.4	19.1	20.7	20.8	21.6	22.1	19.9	19.2	20.0
Chili	22.0	21.1	21.1	21.3	21.5	20.8	22.6	23.4	25.4	25.3	22.7	22.9	24.6	23.1	22.5	21.6	21.6	21.4	20.9	20.6
République tchèque	28.5	26.9	27.8	27.6	25.4	24.6	25.3	26.4	26.2	27.4	26.1	22.7	22.0	22.3	23.9	23.6	24.6	26.4	26.2	..
Danemark	22.0	23.1	24.0	25.0	24.4	24.4	24.8	26.4	27.6	26.7	26.9	22.6	24.6	25.7	25.7	27.4	29.0	28.8	28.3	..
Estonie	22.4	21.2	23.8	23.6	22.1	22.9	21.7	23.6	23.9	23.8	22.3	23.0	23.2	26.5	27.2	27.4	26.9	25.8	24.7	27.0
Finlande	27.1	28.7	30.7	31.3	30.2	27.3	28.8	28.0	28.4	29.6	27.8	23.2	23.1	22.0	20.6	19.5	19.6	20.0	20.5	22.6
France	23.1	24.0	23.7	23.5	22.3	21.8	22.3	22.0	22.5	23.0	22.7	19.7	20.1	20.9	19.7	19.4	19.7	20.5	20.4	21.0
Allemagne	22.6	22.1	22.2	22.0	21.8	21.1	23.7	23.5	25.5	27.6	26.5	24.0	25.4	27.3	26.4	26.2	27.1	27.8	27.8	27.7
Grèce	..	17.6	16.8	16.4	15.9	16.4	16.6	12.6	13.9	11.5	8.7	5.8	5.7	4.8	8.4	9.3	9.8	10.0	10.0	10.6
Hongrie	22.3	19.7	20.4	20.7	19.0	16.5	17.3	16.7	18.2	16.9	17.8	19.5	20.9	21.3	21.2	24.8	24.7	24.6	16.9	..
Irlande	..	24.3	24.9	23.4	22.4	24.5	25.4	25.6	26.2	22.9	17.7	14.0	15.7	15.3	17.2	21.7	24.9	32.2	36.0	36.8
Israël	22.6	22.2	21.4	21.0	19.7	20.2	21.5	23.8	25.0	24.2	21.2	21.9	22.1	22.9	21.9	22.9	24.1	24.9	24.3	..
Italie	21.4	21.1	20.5	20.9	21.0	20.0	20.6	19.9	20.2	20.7	18.8	17.0	16.9	17.1	18.1	18.4	18.2	18.1	17.8	..
Japon	31.5	30.1	30.2	28.2	27.5	27.8	28.3	28.9	29.0	29.6	27.7	24.3	25.3	24.2	23.6	24.1	24.5	26.7	..	..
Corée	37.7	35.5	34.1	32.1	31.6	33.1	35.2	33.4	32.6	33.0	32.8	32.7	34.8	34.7	34.4	34.5	34.5	35.6	36.0	36.1
Lettonie	..	12.9	19.1	19.8	20.9	21.6	20.1	22.6	17.8	20.4	22.4	29.9	21.4	22.1	22.6	21.8	20.9	21.8	21.0	20.7
Mexique	26.8	24.9	25.6	23.1	22.4	21.9	22.9	22.5	23.2	24.1	25.7	23.8	23.3	24.4	25.2	24.9	23.7	25.7	25.9	24.8
Pays-Bas	27.1	28.7	29.2	27.1	25.9	26.9	28.2	27.2	29.9	30.2	27.6	27.2	28.1	29.4	29.3	28.5	27.4	28.3	28.8	30.3
Nouvelle-Zélande	18.0	18.5	20.0	22.1	21.1	21.7	20.4	17.8	17.3	18.5	15.6	18.4	17.5	17.5	17.4	19.9	19.7	20.3	..	..
Norvège	..	..	..	..	32.8	31.6	34.0	38.8	40.3	39.5	41.6	35.4	36.2	38.1	38.9	38.1	39.1	36.9	34.0	..
Pologne	20.7	19.8	18.6	18.0	16.2	17.1	13.9	17.1	17.5	18.2	18.1	17.1	16.3	17.4	17.5	18.4	18.9	21.2	20.8	..
Portugal	20.6	20.2	17.8	17.9	17.2	16.2	15.4	13.4	12.5	13.0	11.0	10.7	10.8	13.1	13.7	15.4	15.0	14.9	15.6	..
République slovaque	25.8	25.3	25.0	24.3	23.2	19.4	20.7	21.2	20.6	22.9	22.1	17.7	19.3	19.5	21.3	22.5	23.0	23.2	23.0	22.9
Slovénie	..	24.2	24.4	25.1	25.4	24.9	25.4	26.1	28.2	28.5	27.3	22.4	21.5	21.3	20.4	22.7	25.4	23.9	24.0	26.0
Espagne	22.3	22.5	22.5	22.4	23.1	23.9	23.1	22.5	22.3	21.7	20.4	20.3	19.7	18.6	19.5	20.2	20.4	21.4	22.4	..
Suède	25.1	26.3	27.5	27.8	27.2	28.2	28.3	29.1	31.6	33.1	32.5	27.5	29.4	29.0	28.1	27.6	28.1	29.1	30.0	..
Suisse	32.9	33.4	35.9	33.5	30.7	34.7	34.7	37.7	38.9	34.2	27.3	33.5	38.4	34.6	34.9	34.1	32.0	34.4	32.5	..
Royaume-Uni	18.0	15.4	16.1	15.7	15.5	15.4	14.7	15.1	14.5	14.3	12.4	10.5	11.9	13.2	11.5	10.8	11.8	11.8	11.6	13.2
États-Unis	21.3	20.7	20.6	19.5	18.1	17.3	17.5	17.9	19.1	17.3	15.4	14.3	15.1	15.7	17.7	18.3	19.3	19.4	18.0	17.5

Source : Base de données des comptes nationaux des pays de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727805>

Annexe : Tableau 28. **Patrimoine et endettement des ménages**

	Pourcentage du revenu nominal disponible											
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Canada												
Patrimoine net	694	701	638	682	706	713	743	771	810	819	868	870
Patrimoine financier net	304	299	243	273	291	286	304	321	350	346	370	377
Actifs non financiers	390	402	395	409	415	427	439	451	460	473	498	493
Actifs financiers	441	444	394	432	452	448	466	484	515	513	542	550
dont : Actions	67	80	56	77	88	79	84	89	94	80	93	94
Engagements	137	145	150	159	161	162	163	163	165	167	172	173
dont : Prêts hypothécaires	82	88	91	96	99	101	102	103	105	107	111	112
France												
Patrimoine net	790	799	727	739	780	788	795	799	791	800	..	..
Patrimoine financier net	228	226	193	208	217	213	227	237	243	252	267	..
Actifs non financiers	562	573	534	530	563	574	567	562	548	548	..	..
Actifs financiers	321	322	290	312	323	319	329	339	348	360	375	..
dont : Actions	106	104	74	81	84	78	87	91	93	100	99	..
Engagements	93	96	98	103	106	106	102	103	104	108	108	..
dont : Crédits à long terme	68	72	75	79	81	84	85	87	88	89	91	..
Allemagne												
Patrimoine net	586	611	597	621	626	625	636	656	666	677	..	..
Patrimoine financier net	176	190	173	186	193	189	197	206	213	221	225	229
Actifs non financiers	410	421	423	435	433	436	438	450	453	456	..	..
Actifs financiers	282	292	273	287	291	285	292	300	307	314	319	322
dont : Actions	68	71	50	54	55	50	53	57	59	63	66	70
Engagements	106	103	99	100	98	97	95	95	94	93	93	93
dont : Prêts hypothécaires	71	70	67	68	67	66	65	..	..	..	..	..
Italie												
Patrimoine net	916	897	894	921	926	907	949	947	940	926	..	..
Patrimoine financier net	346	306	281	282	272	257	284	299	306	312	308	..
Actifs non financiers	570	591	613	639	654	651	665	648	635	613	..	..
Actifs financiers	410	374	350	356	350	334	363	377	383	388	384	..
dont : Actions	174	140	109	106	100	88	102	121	129	140	133	..
Engagements	64	68	69	74	78	78	79	78	77	76	76	..
dont : Crédits à long et moyen terme	50	54	55	60	63	63	64	63	62	61	61	..
Japon												
Patrimoine net	865	845	807	814	809	807	819	856	875	869	866	..
Patrimoine financier net	462	438	405	424	428	431	450	485	501	502	497	..
Actifs non financiers	403	408	402	391	381	375	369	371	374	368	369	..
Actifs financiers	571	545	513	531	534	539	556	593	611	613	609	..
dont : Actions	101	78	49	55	59	54	63	88	96	100	96	..
Engagements	108	107	108	107	106	108	106	108	110	111	113	..
dont : Prêts hypothécaires ¹	61	62	62	62	62	63	63	64	64	64	64	..
Royaume-Uni												
Patrimoine net	755	767	660	680	696	718	704	710	771	763	813	..
Patrimoine financier net	307	300	272	285	298	327	322	317	354	337	369	..
Actifs non financiers	449	467	388	395	397	390	382	394	416	426	445	..
Actifs financiers	470	469	437	443	454	483	470	461	500	479	514	..
dont : Actions	77	77	63	75	77	72	66	70	76	75	79	..
Engagements	164	169	165	158	156	155	149	145	146	142	146	..
dont : Prêts hypothécaires	117	122	120	117	116	115	112	109	108	104	106	..
États-Unis												
Patrimoine net	662	632	512	531	551	534	554	632	639	634	656	687
Patrimoine financier net	366	365	290	316	346	337	354	414	420	411	426	450
Actifs non financiers	295	267	222	215	205	197	200	219	219	222	229	236
Actifs financiers	501	503	420	445	470	453	465	526	530	518	534	559
dont : Actions	140	137	76	102	118	107	120	153	162	151	161	185
Engagements	134	137	130	129	123	116	111	112	110	107	108	109
dont : Prêts hypothécaires	101	103	98	97	91	85	79	78	74	72	72	72

Note : Les actifs et les engagements sont les valeurs nominales observées en fin d'année, exprimées en pourcentage du revenu disponible nominal des ménages. Pour une description plus détaillée des variables voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Exercices budgétaires.

Source : Canada : Statistics Canada ; France : INSEE ; Allemagne : Deutsche Bundesbank, Destatis ; Italie : Banca d'Italia ; Japon : Economic Planning Agency ; Royaume-Uni : Office for National Statistics ; et États-Unis : Federal Reserve.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727824>

Annexe : Tableau 29. Dépenses totales des administrations publiques

En pourcentage du PIB nominal

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	39.9	39.1	37.8	36.8	37.4	37.1	36.3	34.8	34.9	38.3	37.6	37.1	36.9	36.5	36.3	36.6	36.8	36.0	36.5	36.3
Autriche	50.9	51.3	51.1	51.3	53.8	51.2	50.3	49.2	50.1	54.2	52.8	50.9	51.2	51.7	52.3	51.0	50.6	48.9	48.3	47.4
Belgique	49.0	49.2	49.5	50.7	48.9	51.6	48.4	48.2	50.3	54.2	53.3	54.5	55.9	55.8	55.3	53.8	53.3	52.4	51.6	51.2
Canada	40.7	41.2	40.5	40.4	39.3	38.6	38.8	38.6	38.9	43.5	43.2	41.7	41.0	40.1	38.5	39.9	40.7	40.3	40.0	39.9
République tchèque	40.9	43.2	44.8	49.4	42.6	42.3	41.3	40.4	40.7	44.2	43.6	43.1	44.5	42.6	42.4	41.7	39.5	38.8	38.6	38.4
Danemark	52.7	52.8	53.2	53.6	53.0	51.2	49.8	49.6	50.4	56.5	56.7	56.4	58.0	55.8	55.2	54.8	53.6	51.9	51.5	50.6
Estonie	36.4	35.0	36.1	35.2	34.3	34.0	33.6	34.1	39.8	46.0	40.5	37.4	39.3	38.5	38.5	40.2	40.6	40.2	40.6	40.9
Finlande	48.0	47.3	48.5	49.4	49.3	49.3	48.3	46.8	48.3	54.8	54.8	54.4	56.2	57.5	58.1	57.1	56.0	53.7	52.6	52.0
France	51.3	51.4	52.5	52.9	52.8	53.1	52.6	52.3	53.1	57.0	56.7	56.2	57.0	57.2	57.1	56.8	56.6	56.3	55.9	55.1
Allemagne	44.7	46.8	47.2	47.7	46.5	46.3	44.7	42.8	43.6	47.6	47.4	44.8	44.3	44.6	44.0	43.7	44.0	43.9	43.7	43.2
Grèce	46.3	45.9	45.7	46.5	47.6	45.5	45.1	47.0	50.9	54.1	52.3	54.0	55.7	62.3	50.3	53.9	49.6	48.2	48.3	47.7
Hongrie	47.1	47.1	50.8	49.0	48.7	49.3	51.4	49.8	48.6	50.4	49.2	49.4	48.5	49.3	49.4	50.1	46.5	46.5	47.2	46.8
Islande	41.3	41.9	43.2	44.7	42.9	41.6	41.1	41.0	55.3	48.2	49.1	45.5	45.2	43.7	45.0	42.5	45.2	41.9	40.9	41.0
Irlande	30.9	32.5	33.2	33.0	33.2	33.3	33.8	35.9	41.8	47.0	65.1	46.3	42.0	40.3	37.6	29.0	27.2	26.1	26.0	25.5
Israël	48.0	50.2	51.2	50.6	47.1	46.0	44.7	42.7	42.4	42.3	41.4	40.6	41.6	41.3	40.9	39.8	39.5	40.1	40.8	40.7
Italie	46.5	47.5	46.8	47.2	46.9	47.1	47.6	46.8	47.8	51.2	49.9	49.4	50.8	51.1	50.9	50.3	49.3	48.8	48.1	47.4
Japon	37.5	36.8	37.0	36.6	35.2	35.1	34.6	34.6	35.6	40.2	39.3	40.2	40.2	40.3	39.7	38.8	38.7	38.7	38.2	37.6
Corée	24.7	26.4	26.1	32.6	29.6	29.5	30.1	29.7	32.0	34.9	31.0	32.3	32.7	31.8	32.0	32.3	32.3	32.5	33.6	33.8
Lettonie	37.3	34.8	35.1	33.4	34.7	34.2	36.0	34.0	37.6	44.2	45.5	40.5	38.0	37.7	38.1	38.2	37.1	38.0	38.2	37.7
Luxembourg	37.8	38.3	41.4	43.5	43.8	43.6	39.7	37.8	39.7	45.2	44.2	42.4	44.1	43.3	41.8	41.6	42.1	42.9	42.5	42.1
Pays-Bas	41.8	43.1	43.9	44.7	43.7	42.3	43.0	42.4	43.6	48.2	48.2	47.0	47.1	46.3	46.2	44.9	43.5	42.5	42.0	41.7
Nouvelle-Zélande	37.5	37.2	36.5	37.0	36.6	37.7	39.0	38.7	40.7	41.9	48.1	44.9	43.8	42.6	41.4	40.8	40.8	40.4	40.8	40.7
Norvège	42.0	43.8	46.7	47.9	45.0	42.1	40.8	41.4	40.2	46.1	44.9	43.8	42.9	44.0	45.8	48.8	50.8	50.0	49.5	49.5
Pologne	42.2	44.9	45.4	45.8	43.6	44.4	44.7	43.2	44.3	45.0	45.8	43.9	42.9	42.6	42.3	41.6	41.1	41.2	41.8	42.3
Portugal	42.6	44.1	43.7	45.3	46.1	46.7	45.2	44.5	45.3	50.2	51.8	50.0	48.5	49.9	51.8	48.2	44.9	45.9	44.1	43.0
République slovaque	52.0	44.4	45.1	39.9	37.8	39.8	38.8	36.3	36.9	44.1	42.1	40.8	40.6	41.4	42.0	45.2	41.5	40.4	40.0	39.5
Slovénie	46.1	47.0	45.8	45.8	45.3	44.9	44.2	42.2	43.9	48.2	49.3	50.0	48.5	59.5	49.9	47.7	45.3	43.1	42.2	41.9
Espagne	39.2	38.5	38.6	38.3	38.7	38.3	38.3	39.0	41.2	45.8	45.6	45.8	48.1	45.6	44.8	43.8	42.2	41.0	40.5	40.0
Suède	53.4	52.7	53.9	53.9	52.5	52.5	51.0	49.3	50.1	52.7	50.9	50.4	51.3	52.0	51.0	49.6	49.5	49.1	48.8	48.5
Suisse	33.7	33.2	35.7	34.8	34.5	33.8	31.9	30.7	31.3	33.2	33.0	32.9	33.2	34.2	33.8	34.0	34.3	34.4	34.0	33.7
Royaume-Uni	35.4	36.6	37.7	38.9	40.2	41.2	41.0	41.1	44.7	47.8	47.8	46.2	46.0	44.2	43.3	42.4	41.5	40.8	40.2	39.5
États-Unis ¹	33.9	35.2	36.3	36.8	36.5	36.6	36.4	37.2	39.7	43.2	43.2	42.0	40.2	38.9	38.2	37.8	37.9	37.7	37.6	37.9
Zone euro	45.9	46.7	47.0	47.4	46.9	46.8	46.1	45.4	46.7	50.8	50.6	49.3	49.8	49.8	49.2	48.4	47.7	47.1	46.6	46.0
Total OCDE	38.7	39.5	40.1	39.9	39.3	39.2	38.9	38.9	40.7	44.3	43.9	43.2	42.6	42.0	41.3	40.8	40.6	40.2	39.9	39.7

Note : Ces données concernent le secteur des administrations publiques qui est la consolidation des comptes du gouvernement central, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale.

1. Ces chiffres incluent les dépenses des entreprises publiques nettes des excédents d'exploitation.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727843>

Annexe : Tableau 30. Recettes totales des administrations publiques d'origine fiscale et non fiscale

En pourcentage du PIB nominal

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	40.9	39.1	39.5	39.4	38.9	39.4	38.9	36.9	34.8	34.1	33.5	33.3	33.9	34.5	34.5	35.4	35.3	35.5	36.4	36.5
Autriche	48.5	50.7	49.7	49.5	49.0	48.7	47.8	47.8	48.6	48.8	48.4	48.3	49.0	49.7	49.6	49.9	49.0	48.2	47.8	47.3
Belgique	49.0	49.4	49.6	49.0	48.8	48.9	48.7	48.3	49.2	48.8	49.3	50.3	51.6	52.7	52.2	51.4	50.8	51.3	50.3	49.8
Canada	43.3	41.8	40.3	40.3	40.0	40.2	40.6	40.4	39.1	39.6	38.4	38.4	38.5	38.6	38.6	39.8	39.6	39.3	39.0	39.0
République tchèque	37.4	37.7	38.5	42.5	40.2	39.3	39.2	39.7	38.7	38.7	39.4	40.4	40.6	41.4	40.3	41.1	40.2	40.3	40.2	39.8
Danemark	54.6	54.0	53.2	53.5	55.1	56.2	54.8	54.6	53.6	53.7	54.0	54.4	54.5	54.6	56.4	53.3	53.2	52.9	51.0	50.2
Estonie	36.3	35.2	36.5	37.0	36.7	35.1	36.5	36.9	37.1	43.8	40.7	38.6	39.1	38.3	39.1	40.3	40.3	39.9	41.0	40.7
Finlande	54.9	52.3	52.6	51.8	51.5	51.9	52.3	51.9	52.4	52.2	52.1	53.3	54.0	54.9	54.9	54.4	54.2	53.2	51.7	51.5
France	50.0	50.0	49.3	48.9	49.2	49.7	50.2	49.7	49.9	49.8	49.9	51.0	52.1	53.1	53.2	53.2	53.2	53.7	53.5	52.6
Allemagne	45.6	43.7	43.2	43.6	42.7	42.8	43.0	42.9	43.5	44.4	43.1	43.8	44.2	44.5	44.5	44.5	45.1	45.1	45.2	44.7
Grèce	42.3	40.5	39.7	38.7	38.8	39.3	39.1	40.3	40.7	38.9	41.2	43.8	46.8	49.2	46.7	48.2	50.2	49.0	48.8	48.1
Hongrie	44.1	43.1	42.0	41.9	42.1	41.6	42.2	44.8	44.9	45.8	44.8	44.0	46.1	46.7	46.8	48.2	44.9	44.5	44.6	44.7
Islande	42.5	40.9	40.4	41.6	42.6	46.1	47.0	45.9	42.2	38.6	39.4	39.9	41.4	41.9	44.9	41.7	57.8	43.4	42.3	42.3
Irlande	35.8	33.5	32.7	33.4	34.5	35.0	36.7	36.2	34.8	33.2	33.0	33.6	33.9	34.2	34.0	27.1	26.7	25.8	25.7	25.3
Israël	44.8	44.6	44.4	43.0	41.9	42.0	42.9	42.0	39.6	36.6	37.7	37.7	36.8	37.2	37.5	37.7	37.4	38.1	38.0	37.9
Italie	44.1	44.1	43.8	43.9	43.4	43.0	44.1	45.3	45.2	45.9	45.7	45.7	47.9	48.2	47.9	47.8	46.8	46.5	46.3	46.4
Japon	30.2	30.5	29.6	29.1	29.9	30.7	31.6	31.8	31.5	30.5	30.1	31.1	31.9	32.7	34.4	35.3	35.2	35.2	35.1	35.1
Corée	29.1	29.4	29.6	30.6	29.9	31.0	32.4	33.9	34.3	33.6	32.0	33.3	33.7	33.1	33.2	33.6	34.6	35.3	35.7	35.7
Lettonie	34.5	32.8	32.8	31.9	33.8	33.8	35.5	33.5	33.4	35.0	36.8	36.2	36.8	36.6	36.6	36.9	37.2	37.5	37.3	36.8
Luxembourg	43.7	44.2	43.8	43.7	42.6	43.7	41.6	42.0	43.0	44.5	43.5	42.9	44.4	44.3	43.2	42.9	43.8	44.4	43.0	42.6
Pays-Bas	43.6	42.8	41.8	41.7	41.9	42.1	43.2	42.7	43.8	42.7	43.2	42.7	43.2	43.9	43.9	42.8	43.8	43.6	42.7	42.6
Nouvelle-Zélande	39.2	38.6	39.8	40.5	40.5	42.3	44.2	43.0	41.2	39.0	40.7	40.7	41.6	41.9	41.6	41.0	41.9	41.3	41.0	40.7
Norvège	57.1	57.0	55.8	55.1	55.9	56.9	58.8	58.5	58.9	56.4	55.9	57.2	56.7	54.7	54.5	54.9	54.8	54.5	54.4	54.5
Pologne	39.2	40.1	40.6	39.7	38.5	40.4	41.1	41.4	40.7	37.8	38.5	39.1	39.1	38.5	38.6	38.9	38.8	39.6	40.3	40.7
Portugal	39.4	39.3	40.4	40.9	39.9	40.5	40.9	41.5	41.6	40.4	40.6	42.6	42.9	45.1	44.6	43.8	43.0	42.9	43.4	42.9
République slovaque	40.0	38.0	37.1	37.2	35.5	36.9	35.2	34.4	34.5	36.3	34.7	36.5	36.3	38.7	39.3	42.5	39.3	39.4	39.2	39.2
Slovénie	42.5	43.1	43.4	43.2	43.4	43.6	43.0	42.1	42.5	42.4	43.6	43.3	44.5	44.8	44.3	44.9	43.3	43.1	42.6	42.1
Espagne	38.1	37.9	38.2	37.9	38.7	39.5	40.5	41.0	36.7	34.8	36.2	36.2	37.6	38.6	38.9	38.5	37.7	37.9	38.1	38.5
Suède	56.6	54.2	52.4	52.7	52.9	54.3	53.2	52.7	52.0	52.0	50.9	50.2	50.3	50.6	49.5	49.8	50.7	50.3	49.8	49.4
Suisse	34.2	33.4	33.9	33.4	33.1	33.1	32.8	32.3	33.2	33.7	33.4	33.6	33.6	33.8	33.6	34.7	34.7	35.5	34.8	34.2
Royaume-Uni	36.5	36.9	35.7	35.6	36.7	37.8	38.2	38.2	39.8	37.4	38.3	38.6	37.8	38.7	37.6	38.1	38.3	39.0	38.8	38.2
États-Unis ¹	34.7	33.8	31.5	30.9	31.0	32.4	33.3	33.5	32.5	30.4	31.0	31.3	31.2	33.4	33.2	33.4	32.9	34.1	32.1	31.8
Zone euro	45.5	44.7	44.3	44.2	43.9	44.1	44.6	44.7	44.5	44.5	44.4	45.0	46.2	46.8	46.7	46.3	46.2	46.2	46.0	45.6
Total OCDE	38.2	37.6	36.5	35.5	35.6	36.3	37.1	37.2	36.9	35.8	35.8	36.3	36.6	37.7	37.7	37.9	37.7	38.2	37.3	37.1

Note : Ces données concernent le secteur des administrations publiques qui est la consolidation des comptes du gouvernement central, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale.

1. Non-compris les excédents nets d'exploitation des entreprises publiques.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727862>

Annexe : Tableau 31. **Solde financier des administrations publiques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB nominal

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	1.0	-0.1	1.7	2.6	1.5	2.3	2.6	2.1	0.0	-4.2	-4.1	-3.8	-3.0	-2.0	-1.8	-1.1	-1.5	-0.5	-0.2	0.2
Autriche	-2.4	-0.7	-1.4	-1.8	-4.8	-2.5	-2.5	-1.4	-1.5	-5.3	-4.4	-2.6	-2.2	-2.0	-2.7	-1.0	-1.6	-0.7	-0.5	-0.1
Belgique	-0.1	0.2	0.0	-1.8	-0.2	-2.8	0.2	0.1	-1.1	-5.4	-4.0	-4.1	-4.2	-3.1	-3.1	-2.5	-2.5	-1.0	-1.3	-1.4
Brésil	-3.3	-3.3	-4.4	-5.2	-2.9	-3.5	-3.6	-2.7	-2.0	-3.2	-2.4	-2.5	-2.3	-3.0	-6.0	-10.2	-9.0	-7.8	-7.6	-7.1
Canada	2.6	0.5	-0.2	-0.1	0.8	1.6	1.8	1.8	0.2	-3.9	-4.7	-3.3	-2.5	-1.5	0.2	-0.1	-1.1	-1.0	-1.0	-1.0
Chine	-2.7	-2.3	-2.3	-1.9	-0.9	-0.7	0.1	1.7	1.3	0.4	-0.4	0.2	0.5	-0.3	-0.3	-1.3	-3.0	-3.0	-3.0	-3.2
République tchèque	-3.6	-5.5	-6.4	-6.9	-2.4	-3.0	-2.2	-0.7	-2.0	-5.4	-4.2	-2.7	-3.9	-1.2	-2.1	-0.6	0.7	1.6	1.6	1.4
Danemark	1.9	1.1	0.0	-0.1	2.1	5.0	5.0	5.0	3.2	-2.8	-2.7	-2.1	-3.5	-1.2	1.1	-1.5	-0.4	1.0	-0.5	-0.4
Estonie	-0.1	0.2	0.4	1.8	2.4	1.1	2.9	2.7	-2.7	-2.2	0.2	1.2	-0.3	-0.2	0.7	0.1	-0.3	-0.3	0.4	-0.2
Finlande	6.9	5.0	4.1	2.4	2.2	2.6	3.9	5.1	4.2	-2.5	-2.6	-1.0	-2.2	-2.6	-3.2	-2.8	-1.8	-0.6	-0.8	-0.5
France	-1.3	-1.4	-3.1	-4.0	-3.6	-3.3	-2.4	-2.6	-3.3	-7.2	-6.9	-5.1	-5.0	-4.1	-3.9	-3.6	-3.4	-2.6	-2.3	-2.5
Allemagne	0.9	-3.1	-3.9	-4.2	-3.8	-3.4	-1.7	0.2	-0.2	-3.2	-4.2	-1.0	0.0	-0.1	0.5	0.8	1.0	1.3	1.5	1.5
Grèce	-4.1	-5.5	-6.0	-7.8	-8.8	-6.2	-5.9	-6.7	-10.2	-15.1	-11.2	-10.3	-8.9	-13.2	-3.6	-5.7	0.6	0.8	0.5	0.4
Hongrie	-3.0	-4.0	-8.8	-7.1	-6.5	-7.8	-9.3	-5.0	-3.7	-4.5	-4.5	-5.4	-2.4	-2.6	-2.6	-1.9	-1.7	-2.0	-2.6	-2.1
Islande	1.2	-1.0	-2.8	-3.1	-0.3	4.5	5.9	4.9	-13.0	-9.6	-9.7	-5.6	-3.7	-1.8	-0.1	-0.8	12.6	1.5	1.4	1.3
Inde ¹	-9.5	-10.0	-9.6	-8.5	-7.4	-6.7	-5.5	-4.1	-8.6	-9.6	-7.1	-7.8	-6.9	-6.7	-6.7	-6.3	-6.3	-6.5	-6.3	-6.0
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	0.1	-1.7	-0.3	-1.0	-1.3	-2.1	-1.9	-2.8	-2.4	-2.5	-2.3	-2.2
Irlande	4.9	1.0	-0.5	0.4	1.3	1.6	2.8	0.3	-7.0	-13.8	-32.1	-12.7	-8.0	-6.1	-3.6	-1.9	-0.5	-0.3	-0.3	-0.2
Israël	-3.2	-5.6	-6.8	-7.6	-5.2	-4.1	-1.7	-0.7	-2.8	-5.7	-3.7	-2.9	-4.8	-4.1	-3.3	-2.1	-2.1	-2.1	-2.8	-2.8
Italie	-2.4	-3.4	-3.0	-3.3	-3.5	-4.1	-3.5	-1.5	-2.6	-5.3	-4.2	-3.7	-2.9	-2.9	-3.0	-2.6	-2.5	-2.3	-1.8	-0.9
Japon	-7.4	-6.2	-7.4	-7.5	-5.3	-4.4	-3.0	-2.8	-4.1	-9.8	-9.1	-9.1	-8.3	-7.6	-5.4	-3.6	-3.4	-3.5	-3.0	-2.5
Corée	4.4	3.0	3.5	-2.0	0.2	1.6	2.3	4.2	2.3	-1.3	1.0	1.0	1.0	1.3	1.3	1.3	2.4	2.8	2.1	1.9
Lettonie	-2.7	-1.9	-2.3	-1.5	-0.9	-0.4	-0.5	-0.5	-4.2	-9.1	-8.7	-4.3	-1.2	-1.2	-1.5	-1.4	0.1	-0.5	-0.9	-0.9
Lituanie	-3.2	-3.5	-1.9	-1.3	-1.4	-0.3	-0.3	-0.8	-3.1	-9.1	-6.9	-8.9	-3.1	-2.6	-0.6	-0.2	0.3	0.5	0.5	0.5
Luxembourg	5.9	5.9	2.4	0.2	-1.3	0.1	1.9	4.2	3.3	-0.7	-0.7	0.5	0.3	1.0	1.3	1.4	1.6	1.5	0.5	0.6
Pays-Bas	1.9	-0.3	-2.1	-3.0	-1.7	-0.3	0.2	0.2	0.2	-5.4	-5.0	-4.3	-3.9	-2.4	-2.3	-2.1	0.4	1.1	0.7	0.9
Nouvelle-Zélande	1.7	1.4	3.3	3.5	3.9	4.6	5.2	4.3	0.4	-2.9	-7.3	-4.2	-2.3	-0.7	0.2	0.2	1.2	0.9	0.2	0.0
Norvège	15.1	13.2	9.1	7.2	10.9	14.8	18.0	17.1	18.7	10.3	11.0	13.4	13.8	10.8	8.7	6.1	4.0	4.4	4.9	5.1
Pologne	-3.0	-4.8	-4.8	-6.1	-5.0	-4.0	-3.6	-1.9	-3.6	-7.3	-7.3	-4.8	-3.7	-4.1	-3.6	-2.6	-2.3	-1.7	-1.5	-1.6
Portugal	-3.2	-4.8	-3.3	-4.4	-6.2	-6.2	-4.3	-3.0	-3.8	-9.8	-11.2	-7.4	-5.7	-4.8	-7.2	-4.4	-2.0	-3.0	-0.7	-0.2
Russie	..	..	-0.6	1.4	5.0	5.0	6.9	4.7	6.1	-3.3	-1.0	3.2	2.0	-0.2	-2.3	-1.5	-3.6	-1.5	0.3	0.3
République slovaque	-12.0	-6.4	-8.1	-2.7	-2.3	-2.9	-3.6	-1.9	-2.4	-7.8	-7.5	-4.3	-4.3	-2.7	-2.7	-2.7	-2.2	-1.0	-0.8	-0.3
Slovénie	-3.6	-3.9	-2.4	-2.6	-2.0	-1.3	-1.2	-0.1	-1.4	-5.8	-5.6	-6.7	-4.0	-14.7	-5.5	-2.9	-1.9	0.0	0.4	0.2
Afrique du Sud	-4.1	-2.5	-3.3	-4.5	-4.6	-2.4	-1.7	-0.7	-1.7	-3.9	-3.3	-2.5	-3.6	-3.6	-3.8	-3.8	-3.5	-4.0	-3.7	-3.6
Espagne	-1.1	-0.5	-0.4	-0.4	0.0	1.2	2.2	1.9	-4.4	-11.0	-9.4	-9.6	-10.5	-7.0	-6.0	-5.3	-4.5	-3.1	-2.4	-1.5
Suède	3.2	1.4	-1.5	-1.3	0.4	1.8	2.2	3.4	1.9	-0.7	0.0	-0.2	-1.0	-1.4	-1.6	0.2	1.2	1.3	1.0	0.9
Suisse	0.4	0.3	-1.8	-1.4	-1.4	-0.7	0.9	1.6	1.9	0.5	0.4	0.7	0.4	-0.4	-0.2	0.6	0.3	1.1	0.7	0.5
Royaume-Uni	1.0	0.3	-2.0	-3.3	-3.5	-3.4	-2.8	-2.9	-4.9	-10.4	-9.5	-7.6	-8.2	-5.6	-5.7	-4.3	-3.3	-1.8	-1.4	-1.3
États-Unis	0.8	-1.4	-4.8	-6.0	-5.5	-4.2	-3.1	-3.7	-7.2	-12.8	-12.2	-10.8	-9.0	-5.5	-5.0	-4.3	-5.0	-3.6	-5.5	-6.1
Zone euro	-0.5	-2.0	-2.7	-3.2	-3.0	-2.6	-1.5	-0.7	-2.2	-6.2	-6.2	-4.2	-3.7	-3.0	-2.5	-2.0	-1.5	-0.9	-0.6	-0.4
Total OCDE	-0.5	-1.8	-3.6	-4.4	-3.7	-2.8	-1.8	-1.6	-3.8	-8.5	-8.1	-6.8	-6.0	-4.3	-3.6	-3.0	-2.9	-2.0	-2.6	-2.7
Solde financier des administrations publiques hors sécurité sociale																				
États-Unis	-0.7	-3.0	-6.3	-7.3	-6.7	-5.5	-4.5	-5.0	-8.4	-13.7	-12.6	-11.2	-9.3	-5.7	-5.1	-4.5	-5.2	-3.9	-5.7	-6.3
Japon	-7.9	-6.5	-7.3	-7.7	-5.8	-4.6	-3.0	-2.6	-3.6	-8.7	-8.1	-8.3	-7.6	-7.2	-5.7	-4.5	-4.6	-4.4	-3.5	-2.6

Note : Le solde financier comprend les opérations ponctuelles telles que la vente de licences de téléphonie mobile. Ces chiffres sont sur la base des comptes nationaux pour les pays membres de l'OCDE, tandis que les chiffres sont sur la base de définitions spécifiques pour les pays non membres de l'OCDE. Pour plus de détails se reporter aux Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://www.oecd.org/fr/ecco/sources-et-methodes.htm>).

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 32. **Solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB potentiel

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	0.9	0.1	1.3	2.6	1.0	2.0	2.4	1.4	-0.4	-4.2	-3.8	-3.2	-2.8	-1.3	-1.0	-0.1	-0.5	0.6	0.7	0.7
Autriche	-3.9	-1.4	-1.6	-1.2	-4.4	-2.3	-3.3	-3.2	-2.9	-3.7	-3.2	-2.4	-1.6	-0.7	-1.2	0.5	-0.3	-0.4	-1.0	-0.9
Belgique	-1.1	0.2	0.3	-0.7	-0.2	-2.8	-0.2	-1.4	-2.0	-3.7	-3.4	-3.9	-3.3	-1.6	-1.7	-1.3	-1.5	-0.5	-1.1	-1.6
Canada	0.8	-0.6	-1.4	-0.9	-0.3	0.2	0.4	0.5	-0.4	-1.7	-3.3	-2.4	-1.4	-0.6	0.7	0.9	0.2	-0.5	-0.8	-1.2
République tchèque	-3.6	-5.2	-5.1	-5.4	-1.3	-2.8	-3.2	-2.5	-3.6	-4.3	-3.5	-2.5	-3.1	0.2	-1.0	-0.8	0.7	0.8	0.4	0.1
Danemark	0.2	0.2	-0.1	0.5	1.8	4.0	2.4	2.7	1.9	-0.3	-1.1	-0.9	-1.9	0.3	2.3	-0.5	0.0	0.9	-0.8	-1.0
Estonie	0.7	0.9	1.4	2.4	2.9	0.1	-0.4	-2.2	-4.6	3.6	4.6	2.6	0.2	0.4	1.0	0.7	0.5	-0.4	0.0	-0.6
Finlande	5.6	4.3	4.2	3.1	2.1	2.2	2.4	1.9	1.5	0.1	-1.3	-0.9	-0.8	-0.5	-0.5	0.2	0.3	0.5	-0.9	-1.4
France	-2.8	-2.7	-3.9	-4.2	-4.3	-4.1	-3.8	-4.5	-4.2	-5.6	-5.8	-4.7	-3.9	-2.7	-2.5	-2.2	-1.9	-1.9	-2.0	-2.5
Allemagne	0.9	-3.3	-3.7	-3.2	-2.8	-2.6	-2.0	-0.8	-0.8	-0.8	-3.3	-1.2	-0.1	0.0	0.4	0.7	0.8	0.6	0.6	0.4
Grèce	-3.4	-5.0	-5.8	-8.8	-10.8	-7.7	-9.2	-11.0	-14.3	-17.2	-10.7	-5.6	-1.0	-3.9	3.2	1.3	7.0	6.5	5.3	4.4
Hongrie	-2.8	-4.0	-9.4	-8.0	-8.4	-10.5	-12.9	-7.6	-5.6	-2.2	-2.2	-3.6	0.7	0.2	-1.0	-0.9	-0.8	-2.0	-3.6	-3.4
Islande	0.4	-2.0	-2.4	-2.2	-2.0	1.7	3.2	-0.3	-18.1	-8.4	-5.3	-1.5	0.4	0.8	2.5	0.5	11.6	-0.2	-0.3	-0.2
Irlande	3.2	-0.4	-1.9	-0.1	0.2	-0.1	0.4	-3.1	-7.6	-11.1	-28.6	-10.7	-4.9	-2.3	-1.6	-3.7	-0.7	-1.1	-1.2	-0.9
Israël	-5.3	-5.7	-5.1	-4.8	-3.3	-2.5	-1.3	-1.5	-3.3	-5.4	-4.1	-3.9	-4.9	-4.5	-3.6	-2.0	-2.2	-2.0	-2.9	-2.8
Italie	-3.4	-4.6	-3.8	-3.7	-4.1	-4.9	-5.1	-3.4	-3.8	-3.4	-3.2	-3.0	-0.8	0.0	-0.3	-0.4	-0.9	-1.5	-1.6	-1.1
Japon	-6.4	-4.9	-5.8	-6.2	-4.6	-4.1	-3.0	-3.2	-4.0	-7.1	-8.2	-7.9	-7.6	-7.6	-5.2	-3.6	-3.5	-3.9	-3.5	-3.0
Corée	4.5	3.3	3.1	-1.9	0.1	1.4	1.8	3.2	1.7	-0.9	0.4	0.5	1.0	1.6	1.5	1.7	2.9	3.4	2.8	2.6
Lettonie	-1.3	-0.3	-0.6	-0.6	-0.7	-1.2	-3.3	-5.5	-7.2	-5.6	-4.2	-2.5	-0.1	-0.1	-0.3	-0.3	1.1	-0.1	-1.0	-1.1
Luxembourg	4.1	5.1	1.8	0.6	-0.9	0.5	1.3	1.1	2.1	1.4	0.1	1.3	2.9	3.2	2.3	2.4	2.5	2.6	0.9	0.2
Pays-Bas	0.2	-1.7	-2.2	-2.3	-1.0	0.2	-0.4	-1.5	-1.6	-4.6	-4.4	-4.1	-2.6	-0.6	-0.6	-0.8	1.4	1.3	0.3	0.0
Nouvelle-Zélande	1.5	1.7	2.9	2.6	2.7	3.7	4.4	3.0	0.6	-2.1	-6.5	-3.3	-1.5	0.3	1.0	0.5	1.1	0.9	0.3	0.1
Norvège ¹	1.2	1.0	-0.6	-1.6	-0.8	-0.3	0.7	1.7	1.1	0.1	0.6	1.0	0.6	0.0	-0.5	0.4	0.8	-0.3	-0.3	-0.4
Pologne	-2.6	-3.0	-2.0	-3.2	-3.0	-1.8	-2.3	-1.9	-3.7	-6.9	-7.0	-5.3	-3.5	-3.2	-2.8	-2.1	-1.7	-1.8	-2.3	-2.7
Portugal	-5.5	-6.8	-4.5	-4.2	-6.2	-5.9	-4.3	-3.8	-4.1	-8.2	-10.4	-5.5	-1.9	-0.2	-2.7	-0.9	0.9	-0.9	0.7	0.8
Slovénie	-3.5	-3.3	-1.9	-1.9	-1.7	-1.5	-2.6	-3.2	-4.9	-4.9	-4.8	-5.8	-1.7	-10.9	-3.0	-0.8	-0.5	0.1	-0.7	-1.6
Espagne	-2.0	-2.0	-1.8	-1.7	-1.3	-0.3	0.1	-0.6	-5.9	-8.7	-6.1	-5.0	-3.3	1.2	1.4	0.1	-1.0	-1.1	-1.7	-1.6
Suède	2.4	1.5	-1.0	-0.8	0.0	1.2	0.0	0.5	1.0	2.9	1.0	0.2	0.6	0.6	0.0	0.4	1.0	0.9	0.3	0.4
Suisse	-0.3	-0.1	-1.5	-0.4	-0.7	-0.4	0.4	0.5	0.9	1.2	0.7	1.1	1.2	0.3	0.3	1.3	1.1	2.0	1.3	0.8
Royaume-Uni	0.8	0.3	-2.0	-3.7	-4.0	-4.5	-4.2	-4.6	-5.6	-8.0	-7.6	-5.9	-6.7	-4.5	-5.3	-4.3	-3.4	-2.1	-1.7	-1.5
États-Unis	-0.4	-1.7	-4.6	-6.0	-6.2	-5.4	-4.5	-4.9	-7.1	-10.2	-10.0	-8.5	-7.1	-3.6	-3.5	-3.5	-4.1	-3.1	-5.6	-6.7
Zone euro	-1.3	-2.9	-3.1	-3.1	-3.1	-2.9	-2.6	-2.5	-3.3	-4.4	-4.9	-3.4	-1.9	-0.8	-0.5	-0.5	-0.3	-0.4	-0.7	-0.8
Total OCDE	-1.2	-2.1	-3.5	-4.3	-4.1	-3.6	-3.0	-3.1	-4.5	-6.7	-6.9	-5.6	-4.6	-2.7	-2.3	-2.0	-2.1	-1.7	-2.7	-3.2

Note : Pour plus d'informations voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. En pourcentage du PIB potentiel continental. Ces chiffres ne comprennent pas les recettes nettes de la production pétrolière.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727900>

Annexe : Tableau 33. **Solde financier sous-jacent des administrations publiques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB potentiel

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	0.8	0.2	1.4	2.4	0.9	1.8	2.2	1.2	-0.7	-4.1	-3.6	-3.2	-2.8	-1.6	-1.1	-0.8	-0.6	0.6	0.7	0.7
Autriche	-4.2	-1.0	-1.5	-1.3	-0.9	-2.5	-3.5	-3.4	-3.2	-3.3	-3.2	-2.5	-1.5	-1.2	0.0	1.0	-0.1	-0.4	-1.0	-0.9
Belgique	-1.0	0.1	0.1	-0.3	-0.5	-0.7	-0.5	-1.3	-1.8	-3.3	-3.1	-3.0	-2.2	-1.6	-1.4	-1.0	-1.5	-0.5	-1.1	-1.6
Canada	0.7	-0.7	-1.5	-0.9	-0.2	0.3	0.5	0.6	-0.4	-1.6	-3.1	-2.2	-1.2	-0.4	0.8	1.0	0.2	-0.5	-0.8	-1.2
République tchèque	-5.2	-4.5	-3.8	-7.3	-1.9	-2.5	-3.7	-2.8	-3.6	-5.0	-4.0	-2.9	0.1	0.0	-1.0	-0.6	0.7	0.8	0.4	0.1
Danemark	0.3	-0.2	-0.1	0.6	1.7	3.9	2.2	2.6	2.2	-0.3	-1.1	-0.7	-0.6	-1.1	-0.4	-1.4	0.1	1.0	-0.4	-0.5
Estonie	0.5	0.9	1.4	2.3	2.6	0.1	-0.9	-2.1	-3.3	0.9	1.2	0.6	1.1	0.2	1.4	1.3	0.8	-0.1	0.1	-0.5
Finlande	5.6	4.4	4.3	3.0	2.1	2.3	2.4	1.9	1.4	0.2	-1.2	-0.8	-0.8	-0.6	-0.4	0.3	0.3	0.5	-0.9	-1.4
France	-2.9	-2.6	-3.9	-4.4	-4.5	-4.3	-3.8	-4.5	-4.0	-5.4	-5.7	-4.7	-3.9	-2.7	-2.5	-2.3	-1.8	-1.8	-1.7	-1.5
Allemagne	-1.2	-2.7	-3.1	-2.7	-2.5	-2.3	-1.9	-0.8	-0.5	-0.7	-2.3	-1.2	-0.2	-0.1	0.3	0.5	0.7	0.6	0.6	0.4
Grèce	-4.9	-6.1	-6.0	-9.5	-11.2	-9.4	-11.7	-13.0	-15.0	-17.1	-11.3	-6.3	0.4	3.3	1.9	4.6	6.7	6.1	5.3	4.4
Hongrie	-2.8	-3.8	-7.9	-8.1	-9.0	-10.9	-12.8	-6.9	-5.0	-2.0	-2.2	-2.3	0.8	0.2	-1.3	-1.3	-1.5	-2.0	-3.6	-3.4
Islande	0.3	-1.8	-2.4	-2.2	-2.0	1.6	3.0	-0.7	-5.1	-8.3	-2.2	-0.9	0.8	0.5	3.6	1.8	-4.2	-0.2	-0.3	-0.2
Irlande	3.0	-0.3	-2.1	-0.1	0.3	-0.1	0.0	-3.5	-7.1	-8.4	-8.1	-7.0	-4.9	-3.0	-1.9	-3.0	-0.9	-1.0	-1.2	-0.9
Israël	-5.2	-5.5	-4.8	-4.7	-3.1	-2.4	-1.2	-1.3	-3.2	-4.9	-4.2	-4.1	-5.0	-4.6	-3.8	-2.1	-2.2	-2.0	-2.9	-2.8
Italie	-4.6	-4.2	-3.5	-4.7	-4.5	-4.8	-3.8	-3.0	-3.6	-3.5	-3.2	-3.5	-0.6	-0.2	-0.2	-0.1	-0.8	-1.4	-1.6	-1.1
Japon	-6.0	-5.5	-5.9	-5.8	-5.3	-4.0	-4.4	-3.3	-4.8	-7.1	-8.4	-7.7	-7.5	-7.4	-5.7	-4.4	-3.7	-3.9	-3.5	-3.0
Corée	4.2	3.0	2.8	2.5	0.8	1.8	2.3	2.6	1.0	-0.4	0.2	0.8	1.2	1.3	1.6	1.8	2.9	3.4	2.8	2.6
Lettonie	-1.1	0.3	0.0	-1.3	-0.8	-1.7	-2.8	-5.3	-7.7	-5.6	-3.0	-2.4	-0.6	-0.3	-0.2	-0.2	1.1	-0.1	-1.0	-1.1
Luxembourg	4.0	3.5	1.9	0.7	-0.6	0.6	1.7	1.0	1.8	1.5	0.2	1.3	2.9	3.3	2.2	2.4	2.5	2.6	0.9	0.2
Pays-Bas	-0.3	-1.3	-2.0	-2.1	-1.1	0.0	-0.8	-1.6	-1.6	-3.9	-4.0	-4.2	-2.6	-1.2	-0.8	-1.3	1.4	1.3	0.3	0.0
Nouvelle-Zélande	1.5	1.8	3.0	2.6	2.6	3.6	4.4	2.9	0.8	-2.0	-2.5	-1.7	-0.7	0.7	1.1	0.5	1.1	0.9	0.3	0.1
Norvège ¹	1.7	0.9	-0.6	-1.6	-0.9	-0.3	0.7	1.6	1.2	0.1	0.5	1.0	0.6	-0.1	-0.5	0.4	0.8	-0.3	-0.3	-0.4
Pologne	-2.7	-3.1	-2.1	-2.9	-3.1	-1.8	-2.3	-2.0	-3.5	-6.5	-7.5	-6.3	-4.0	-3.3	-3.0	-2.4	-2.3	-1.8	-2.3	-2.7
Portugal	-5.6	-6.8	-5.3	-4.6	-5.9	-5.9	-4.1	-3.8	-4.5	-8.0	-8.1	-5.5	-3.3	-1.0	0.1	-0.2	0.9	1.0	0.7	0.8
Slovénie	-3.6	-3.4	-2.0	-1.6	-1.8	-1.7	-3.0	-3.3	-4.9	-5.3	-5.4	-5.2	-2.4	-1.8	-3.3	-0.8	-0.5	0.1	-0.7	-1.6
Espagne	-2.0	-1.9	-1.7	-1.7	-0.8	-0.1	0.4	-0.1	-5.1	-7.8	-5.5	-4.3	-0.1	1.4	1.3	0.1	-1.0	-1.1	-1.7	-1.6
Suède	2.3	1.4	-0.9	-0.7	-0.1	1.3	0.0	0.6	1.1	2.9	1.0	0.4	0.4	0.5	0.0	0.3	1.0	0.9	0.2	0.4
Suisse	1.0	0.2	-0.1	-0.5	-0.7	-0.6	0.1	0.2	1.0	1.0	0.5	1.0	0.7	0.6	0.1	1.1	1.1	1.9	1.2	0.8
Royaume-Uni ²	0.6	0.1	-2.2	-3.8	-4.4	-4.0	-4.6	-5.3	-5.7	-7.5	-7.9	-6.6	-7.0	-6.4	-6.7	-5.6	-4.2	-2.8	-2.3	-2.0
États-Unis	-0.5	-1.7	-4.6	-5.9	-6.1	-5.3	-4.6	-4.8	-6.8	-9.5	-9.6	-8.3	-7.0	-3.7	-3.6	-3.7	-4.1	-4.3	-5.6	-6.7
Zone euro	-2.2	-2.6	-2.9	-3.1	-3.0	-2.8	-2.5	-2.4	-3.1	-4.1	-4.2	-3.3	-1.5	-0.7	-0.5	-0.4	-0.2	-0.4	-0.6	-0.6
Total OCDE	-1.5	-2.1	-3.5	-4.1	-4.2	-3.5	-3.2	-3.1	-4.4	-6.3	-6.6	-5.5	-4.4	-2.9	-2.5	-2.3	-2.2	-2.2	-2.8	-3.2

Note : Le solde sous-jacent exclut l'impact du cycle et des opérations ponctuelles. Pour plus de détails se reporter aux Sources et méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. En pourcentage du PIB potentiel continental. Ces chiffres ne comprennent pas les recettes nettes de la production pétrolière.

2. Les revenus dus aux politiques d'assouplissement quantitatif qui ont été accumulés dans un fonds spécial depuis plusieurs années, et qui vont être transférés au trésor public britannique en versements bien définis durant la période de projection, sont traités comme transferts fiscaux exceptionnels et exclus des indicateurs financiers sous-jacents des administrations publiques.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727919>

Annexe : Tableau 34. Solde financier primaire sous-jacent des administrations publiques

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB potentiel

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	1.6	0.6	1.8	2.5	1.1	1.7	2.0	0.9	-1.2	-4.4	-3.6	-3.1	-2.7	-1.3	-0.7	-0.5	-0.4	0.9	1.0	1.0
Autriche	-1.4	1.7	1.1	1.1	1.4	-0.2	-1.2	-1.1	-0.9	-1.1	-1.1	-0.4	0.7	0.8	1.9	2.8	1.6	1.0	0.3	0.2
Belgique	5.3	6.1	5.4	4.5	3.9	3.3	3.3	2.3	1.7	0.0	0.2	0.2	1.0	1.3	1.4	1.7	1.0	1.7	0.8	0.2
Canada	3.8	2.2	1.1	0.9	1.3	1.3	1.1	1.1	-0.1	-0.5	-2.2	-1.6	-0.5	0.1	1.0	1.7	0.9	-0.1	-0.2	-0.6
République tchèque	-5.1	-4.2	-3.5	-6.9	-1.3	-1.9	-3.0	-2.1	-2.9	-4.1	-3.0	-1.9	1.2	1.0	0.1	0.4	1.4	1.4	1.0	0.7
Danemark	3.1	2.3	2.2	2.6	3.5	5.4	3.4	3.5	2.8	0.5	-0.3	0.1	0.2	-0.3	0.3	-0.4	0.8	1.4	-0.2	-0.3
Estonie	0.6	0.9	1.4	2.1	2.5	-0.1	-1.2	-2.5	-3.8	0.7	1.1	0.5	1.0	0.1	1.3	1.2	0.7	-0.1	0.1	-0.5
Finlande	6.5	4.9	4.3	3.0	2.1	2.2	2.2	1.6	0.9	-0.1	-1.2	-0.7	-0.6	-0.5	-0.2	0.5	0.5	0.7	-0.7	-1.2
France	-0.3	0.1	-1.2	-1.9	-1.9	-1.8	-1.4	-1.9	-1.4	-3.2	-3.5	-2.3	-1.5	-0.6	-0.5	-0.5	-0.1	-0.1	-0.2	-0.1
Allemagne	1.6	-0.1	-0.6	-0.2	-0.1	0.1	0.5	1.6	1.8	1.6	-0.2	0.8	1.5	1.4	1.5	1.4	1.5	1.4	1.2	1.0
Grèce	1.5	-0.1	-0.6	-4.6	-6.3	-4.7	-7.1	-8.2	-10.0	-12.2	-5.9	-0.1	4.3	6.3	5.0	7.4	9.4	8.7	8.4	7.4
Hongrie	1.9	0.1	-4.3	-4.4	-4.9	-6.9	-8.9	-3.0	-1.3	1.8	1.4	1.2	4.7	4.3	2.4	2.1	1.6	0.7	-1.1	-0.9
Islande	2.3	-0.2	-1.3	-0.7	-0.7	2.8	3.4	-0.5	-5.2	-5.3	0.4	1.6	3.9	3.8	7.1	5.5	-1.1	3.1	3.2	3.1
Irlande	4.7	0.8	-0.9	1.0	1.3	0.8	0.8	-2.8	-6.4	-7.0	-5.9	-4.5	-1.8	0.3	1.3	-0.5	1.3	0.9	0.7	0.7
Israël	1.4	0.6	0.8	1.6	2.9	3.5	3.7	3.1	0.8	-1.3	-0.5	-0.5	-1.5	-1.4	-0.7	0.8	0.4	0.4	-0.5	-0.3
Italie	1.4	1.7	1.9	0.1	0.0	-0.4	0.5	1.7	1.2	0.5	0.8	0.9	4.2	4.2	4.0	3.7	2.9	2.2	1.9	2.3
Japon	-4.8	-4.6	-5.1	-5.1	-4.9	-3.8	-4.4	-3.2	-4.5	-6.7	-7.8	-7.0	-6.7	-6.8	-5.1	-4.0	-3.2	-3.5	-3.3	-3.0
Corée	3.2	2.2	2.1	2.4	0.7	1.2	1.5	1.7	0.9	-1.2	-0.4	0.3	0.9	0.8	1.5	1.7	2.6	3.0	2.2	2.1
Lettonie	-0.6	0.8	0.5	-0.7	-0.2	-1.3	-2.4	-5.1	-7.4	-4.7	-1.8	-1.1	0.8	0.8	0.8	0.8	1.9	0.6	-0.4	-0.6
Luxembourg	2.7	2.2	0.8	-0.2	-1.4	-0.1	0.9	-0.1	0.5	1.0	0.0	1.1	2.7	3.2	2.0	2.2	2.3	2.5	0.8	0.2
Pays-Bas	2.3	1.0	-0.1	-0.3	0.6	1.5	0.7	-0.3	-0.2	-2.7	-2.8	-3.0	-1.5	-0.1	0.2	-0.4	2.2	2.1	0.9	0.6
Nouvelle-Zélande	3.0	3.2	4.1	3.6	3.5	4.2	4.8	3.0	1.1	-1.4	-1.7	-0.7	0.5	1.5	1.9	1.3	1.8	1.6	0.9	0.7
Norvège ¹	-0.1	-1.1	-2.8	-3.7	-3.0	-2.4	-1.6	-1.4	-2.1	-2.4	-1.7	-1.2	-1.5	-2.2	-2.9	-2.4	-1.9	-2.9	-2.9	-3.0
Pologne	-0.1	-0.4	-0.1	-0.6	-0.8	0.3	-0.2	-0.1	-1.8	-4.4	-5.4	-4.1	-1.7	-1.2	-1.3	-0.8	-0.7	-0.4	-0.9	-1.2
Portugal	-2.9	-4.2	-2.7	-2.3	-3.6	-3.6	-1.6	-1.1	-1.8	-5.3	-5.4	-1.8	0.7	2.9	4.1	3.8	4.6	4.6	4.2	4.0
Slovénie	-1.8	-1.6	-0.3	-0.2	-0.4	-0.4	-1.8	-2.2	-4.1	-4.4	-4.4	-3.8	-1.0	0.1	-0.7	1.9	2.0	2.2	1.1	-0.1
Espagne	0.9	0.7	0.7	0.3	1.0	1.4	1.7	1.0	-4.0	-6.5	-4.1	-2.4	2.1	4.0	3.9	2.6	1.4	1.1	0.4	0.3
Suède	4.4	3.1	1.0	0.5	0.8	2.2	0.8	1.3	1.6	3.2	1.3	0.7	0.5	0.5	0.0	0.2	0.8	0.7	0.1	0.2
Suisse	2.0	1.1	0.9	0.4	0.2	0.3	0.9	0.8	1.6	1.5	1.0	1.3	1.1	0.9	0.3	1.3	1.3	2.1	1.4	0.9
Royaume-Uni ²	2.7	2.0	-0.6	-2.2	-2.8	-2.2	-2.9	-3.4	-4.0	-6.1	-5.5	-3.8	-4.5	-3.9	-4.4	-3.6	-2.0	-0.4	0.1	0.2
États-Unis	2.4	0.9	-2.0	-3.2	-3.5	-2.6	-2.0	-2.1	-4.2	-6.8	-6.8	-5.3	-4.0	-1.5	-1.0	-1.0	-1.2	-1.4	-2.4	-3.4
Zone euro	1.2	0.7	0.2	-0.3	-0.3	-0.2	0.1	0.2	-0.5	-1.7	-1.8	-0.7	1.0	1.6	1.7	1.5	1.6	1.3	1.0	0.9
Total OCDE	1.1	0.3	-1.2	-1.9	-2.1	-1.5	-1.3	-1.2	-2.5	-4.4	-4.5	-3.3	-2.2	-1.0	-0.6	-0.5	-0.3	-0.4	-0.9	-1.3

Note : Le solde sous-jacent exclut l'impact du cycle et des opérations ponctuelles. Pour plus de détails se reporter aux Sources et méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. En pourcentage du PIB potentiel continental. Ces chiffres ne comprennent pas les recettes nettes de la production pétrolière.

2. Les revenus dus aux politiques d'assouplissement quantitatif qui ont été accumulés dans un fonds spécial depuis plusieurs années, et qui vont être transférés au trésor public britannique en versements bien définis durant la période de projection, sont traités comme transferts fiscaux exceptionnels et exclus des indicateurs financiers sous-jacents des administrations publiques.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 35. Charges d'intérêts nettes des administrations publiques

En pourcentage du PIB nominal

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	0.8	0.4	0.4	0.1	0.3	-0.1	-0.2	-0.3	-0.5	-0.3	0.0	0.1	0.1	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Autriche	2.7	2.7	2.6	2.4	2.3	2.4	2.3	2.2	2.2	2.2	2.2	2.1	2.2	2.1	2.0	1.9	1.7	1.5	1.3	1.1
Belgique	6.2	6.0	5.3	4.9	4.4	4.0	3.7	3.6	3.5	3.4	3.3	3.2	3.2	2.9	2.9	2.7	2.5	2.2	1.9	1.8
Canada	3.0	2.9	2.5	1.8	1.5	1.0	0.6	0.5	0.3	1.1	0.8	0.6	0.7	0.5	0.3	0.6	0.7	0.4	0.6	0.7
République tchèque	0.1	0.3	0.3	0.4	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.9	1.0	1.1	1.2	1.1	1.1	0.9	0.8	0.6	0.6	0.5
Danemark	2.8	2.4	2.3	2.0	1.8	1.4	1.2	0.9	0.5	0.8	0.8	0.9	0.8	0.7	0.6	0.9	0.7	0.4	0.2	0.1
Estonie	0.1	0.0	0.0	-0.3	-0.2	-0.2	-0.2	-0.4	-0.5	-0.3	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0
Finlande	0.9	0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.2	-0.3	-0.5	-0.4	0.1	0.0	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2
France	2.5	2.6	2.6	2.5	2.5	2.4	2.4	2.5	2.6	2.2	2.3	2.5	2.4	2.2	2.1	1.9	1.8	1.6	1.5	1.5
Allemagne	2.7	2.6	2.5	2.5	2.5	2.4	2.3	2.4	2.3	2.3	2.1	2.0	1.7	1.5	1.1	0.9	0.8	0.7	0.6	0.5
Grèce	6.5	6.0	5.4	4.8	4.7	4.6	4.3	4.3	4.6	4.8	5.5	6.8	4.5	3.6	3.7	3.3	3.0	3.0	3.5	3.2
Hongrie	4.7	4.0	3.6	3.7	3.9	3.8	3.6	3.7	3.6	4.0	3.8	3.7	4.2	4.3	3.8	3.4	3.1	2.8	2.5	2.5
Islande	1.9	1.6	1.2	1.5	1.3	1.2	0.4	0.3	-0.1	3.1	2.8	2.7	3.3	3.4	3.6	3.7	3.1	3.2	3.4	3.2
Irlande	1.6	1.1	1.1	1.1	1.0	0.9	0.7	0.6	0.7	1.4	2.3	2.6	3.2	3.5	3.4	2.4	2.1	1.9	1.8	1.6
Israël	6.4	6.1	5.8	6.6	6.2	6.1	4.9	4.4	3.9	3.7	3.6	3.5	3.5	3.2	3.1	2.9	2.6	2.5	2.5	2.5
Italie	5.9	5.8	5.2	4.8	4.5	4.3	4.2	4.5	4.7	4.2	4.1	4.5	5.0	4.7	4.4	3.9	3.8	3.6	3.5	3.4
Japon	1.3	1.0	0.8	0.7	0.5	0.1	0.0	0.0	0.3	0.5	0.6	0.7	0.8	0.7	0.5	0.4	0.5	0.4	0.2	0.0
Corée	-1.0	-0.9	-0.7	-0.1	-0.1	-0.6	-0.8	-0.9	-0.1	-0.8	-0.5	-0.5	-0.2	-0.4	-0.1	-0.1	-0.3	-0.5	-0.5	-0.6
Luxembourg	-1.2	-1.3	-1.1	-0.9	-0.8	-0.7	-0.8	-1.0	-1.2	-0.5	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1
Pays-Bas	2.5	2.2	2.0	1.8	1.7	1.6	1.4	1.3	1.3	1.2	1.1	1.2	1.1	1.1	1.1	0.9	0.8	0.7	0.6	0.5
Nouvelle-Zélande	1.5	1.5	1.1	1.0	0.8	0.7	0.4	0.1	0.3	0.6	0.8	1.0	1.2	0.8	0.8	0.8	0.7	0.6	0.6	0.5
Norvège	-1.8	-2.0	-2.3	-2.2	-2.2	-2.1	-2.2	-2.9	-3.2	-2.6	-2.3	-2.3	-2.0	-2.1	-2.5	-2.7	-2.7	-2.6	-2.6	-2.6
Pologne	2.6	2.8	2.2	2.4	2.4	2.3	2.2	1.9	1.6	2.1	2.1	2.2	2.3	2.2	1.7	1.6	1.5	1.4	1.4	1.5
Portugal	2.5	2.5	2.5	2.4	2.3	2.3	2.5	2.6	2.7	2.7	2.7	3.8	4.3	4.2	4.4	4.3	3.9	3.7	3.5	3.3
République slovaque	3.0	3.0	2.9	1.6	1.4	1.1	0.9	0.9	0.9	1.1	1.1	1.3	1.6	1.7	1.6	1.5	1.4	1.2	1.1	1.0
Slovénie	1.8	1.8	1.7	1.4	1.4	1.3	1.2	1.0	0.7	0.9	1.1	1.4	1.4	2.0	2.8	2.8	2.6	2.1	1.8	1.4
Espagne	2.9	2.5	2.3	2.0	1.8	1.5	1.3	1.1	1.0	1.3	1.5	2.0	2.5	2.9	3.0	2.7	2.5	2.3	2.1	1.9
Suède	2.1	1.7	2.0	1.2	0.9	0.9	0.8	0.7	0.5	0.3	0.2	0.3	0.1	0.1	0.0	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.1
Suisse	1.0	0.9	1.0	0.9	0.9	0.9	0.8	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1
Royaume-Uni	2.1	1.8	1.6	1.6	1.6	1.7	1.7	1.8	1.7	1.5	2.6	2.8	2.6	2.5	2.4	2.0	2.1	2.4	2.3	2.2
États-Unis	2.8	2.7	2.6	2.7	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.8	2.9	3.1	3.1	2.3	2.7	2.8	3.0	2.9	3.2	3.3
Zone euro	3.4	3.2	3.0	2.9	2.7	2.6	2.5	2.5	2.6	2.4	2.4	2.6	2.6	2.4	2.3	2.0	1.9	1.7	1.6	1.5
Total OCDE	2.6	2.4	2.3	2.2	2.1	2.0	1.9	1.9	1.9	2.0	2.1	2.2	2.2	1.8	1.9	1.9	1.9	1.8	1.9	1.8

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727957>

Annexe : Tableau 36. Engagements financiers bruts des administrations publiques

En pourcentage du PIB nominal

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	25	25	22	19	17	15	13	14	16	22	25	30	34	36	39	41	42	43	41	39
Autriche	71	72	76	74	73	81	78	75	80	92	96	97	105	102	109	108	108	101	99	97
Belgique ¹	120	119	118	115	110	108	100	94	101	109	108	110	120	118	131	128	128	122	120	119
Canada	85	85	84	80	76	76	75	71	72	84	86	89	93	90	92	97	98	94	94	94
République tchèque	24	28	31	34	33	33	32	31	35	42	46	49	58	58	55	52	48	44	42	40
Danemark	60	58	58	56	52	45	40	35	42	49	53	60	61	57	59	54	52	50	51	51
Estonie	7	7	8	8	9	8	8	7	8	13	12	10	13	14	14	13	13	13	12	12
Finlande	51	48	48	49	50	46	44	40	39	50	56	57	64	65	71	74	75	74	74	74
France	72	71	74	78	80	82	77	75	81	93	97	101	110	111	120	120	123	122	122	122
Allemagne	60	59	61	64	68	70	68	64	68	76	85	84	88	83	83	79	77	72	68	66
Grèce	111	115	116	110	114	116	116	114	119	135	127	109	167	183	184	186	190	185	182	178
Hongrie	61	59	60	61	64	67	71	72	75	84	86	95	98	96	99	98	97	92	90	88
Islande	40	45	41	40	35	27	32	30	70	85	90	97	95	87	80	72	66	65	63	61
Irlande	38	36	34	33	32	32	28	28	48	68	85	114	132	133	123	90	84	82	80	78
Israël	80	84	90	93	91	88	80	73	72	75	71	69	68	67	66	64	62	61	61	61
Italie	119	118	117	114	116	119	116	112	115	127	126	120	138	146	159	159	157	155	153	151
Japon ²	131	137	145	150	156	159	157	155	164	181	187	202	210	213	218	217	222	224	225	225
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	29	32	33	36	38	41	44	46	45	45	44	45
Lettonie	14	16	16	17	18	14	14	13	23	41	53	49	48	45	51	47	50	48	48	48
Luxembourg	16	16	16	18	19	17	16	16	24	22	27	27	28	29	29	29	27	29	31	33
Pays-Bas	60	56	57	58	58	57	51	48	61	64	68	72	78	77	81	77	75	69	66	64
Nouvelle-Zélande	36	34	32	30	28	27	26	25	28	33	37	40	41	40	41	40	38	36	36	36
Norvège	32	31	39	48	50	47	58	56	54	48	48	34	35	35	33	39	43	42	51	52
Pologne	45	44	53	56	53	55	54	51	53	57	61	61	64	65	70	69	72	68	67	66
Portugal	62	63	67	71	77	80	79	78	83	96	104	108	139	143	153	151	148	148	145	142
République slovaque	58	57	49	48	45	38	36	35	34	42	47	50	58	61	60	60	60	58	57	56
Slovénie	..	37	38	37	37	35	35	30	30	44	48	52	62	80	100	103	98	89	86	84
Espagne	65	61	59	54	53	50	46	42	47	62	67	78	93	106	118	116	117	115	113	112
Suède	58	59	59	58	58	58	52	47	47	49	46	47	47	49	56	54	53	50	48	45
Suisse	55	54	60	59	60	57	51	46	46	44	43	43	44	43	43	43	43	42	41	40
Royaume-Uni	49	45	48	47	50	51	51	52	64	77	89	104	107	103	113	112	121	118	117	116
États-Unis	53	53	55	58	66	65	64	64	73	87	95	100	103	105	105	105	107	105	107	109
Zone euro	76	75	76	77	78	79	76	72	77	88	92	94	105	106	112	110	109	105	103	101
Total OCDE	69	69	71	73	77	77	75	73	80	91	97	102	108	109	112	112	113	111	111	111

Note : Les données concernant les engagements financiers bruts ne sont pas toujours comparables entre pays en raison de définition ou traitement différent des composantes de la dette de chaque pays. Pour les pays de l'Union européenne, la dette selon la définition de Maastricht est présentée au tableau 38 de l'annexe. Les engagements financiers sont mesurés à la valeur de marché. Pour plus de détails voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Y compris la dette de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCF) depuis 2005.

2. Y compris la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 37. Engagements financiers nets des administrations publiques

En pourcentage du PIB nominal

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	-15	-13	-15	-19	-21	-22	-25	-26	-26	-23	-19	-12	-9	-10	-8	-10	-12	-12	-12	-11
Autriche	35	34	38	36	38	45	43	40	44	50	51	53	58	58	60	57	59	54	52	50
Belgique ¹	101	98	99	96	91	89	81	74	77	83	82	83	92	90	98	95	93	88	87	85
Canada	46	44	44	40	35	31	27	24	23	29	31	34	35	31	31	29	29	25	25	24
République tchèque	-21	-20	-11	-4	-7	-9	-9	-12	-4	1	9	9	17	18	20	20	17	12	10	8
Danemark	26	22	21	18	14	9	1	-5	-7	-6	-3	1	7	4	5	5	4	1	2	2
Estonie	-30	-29	-29	-29	-32	-32	-31	-28	-26	-29	-36	-33	-31	-31	-31	-42	-40	-39	-37	-35
Finlande	-30	-30	-30	-37	-45	-56	-67	-70	-50	-60	-62	-49	-49	-52	-53	-53	-53	-59	-55	-53
France	32	35	39	41	43	41	35	32	43	50	55	59	67	66	74	76	79	76	76	76
Allemagne	31	33	37	40	44	46	45	40	41	46	48	50	50	46	46	43	41	37	34	31
Grèce	85	89	92	84	86	84	86	81	91	102	92	72	105	125	135	147	149	146	142	137
Hongrie	33	32	36	37	41	44	51	53	51	58	60	62	69	70	71	67	66	63	61	59
Irlande	15	11	13	11	8	6	1	0	12	25	48	62	79	81	80	58	55	52	50	48
Italie	96	97	97	93	95	96	92	89	92	103	101	96	112	118	130	132	130	127	126	123
Japon ²	50	57	66	71	74	71	70	72	87	99	108	120	123	120	121	121	126	128	129	129
Corée ³	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Lettonie	-8	-11	-11	-8	-6	-5	-4	-4	-1	5	13	15	14	15	18	21	20	19	19	18
Luxembourg	-50	-54	-53	-53	-50	-49	-51	-55	-52	-56	-51	-45	-48	-49	-49	-49	-51	-51	-49	-47
Pays-Bas	28	28	31	32	33	30	27	24	23	28	32	37	40	40	44	42	41	36	34	31
Nouvelle-Zélande	23	21	17	13	8	4	-1	-5	-5	-1	2	4	7	6	5	5	3	1	1	1
Norvège	-71	-87	-82	-96	-104	-122	-135	-140	-124	-154	-164	-160	-169	-207	-249	-285	-289	-308	-299	-293
Pologne	15	19	24	26	22	23	21	16	16	21	27	30	35	38	42	42	43	40	39	39
Portugal	38	40	44	47	54	56	55	55	60	70	71	67	91	100	110	110	105	109	106	103
République slovaque	13	11	1	2	5	10	15	14	15	22	28	33	31	33	35	35	37	36	35	33
Slovénie	..	-11	-10	-6	-7	-7	-9	-16	-5	0	1	4	11	16	24	28	31	29	27	25
Espagne	43	41	39	36	34	29	22	17	22	34	39	48	59	69	81	81	83	81	80	79
Suède	3	-2	4	1	-1	-7	-16	-21	-16	-24	-25	-26	-29	-29	-28	-27	-31	-33	-33	-32
Suisse	9	8	14	15	17	15	11	6	9	5	8	7	5	6	0	4	0	-1	-1	-2
Royaume-Uni	29	27	30	29	31	32	32	33	39	49	56	72	73	71	82	82	91	87	86	85
États-Unis	34	34	36	39	47	46	45	45	51	63	70	76	80	81	81	80	81	80	82	84
Zone euro	46	47	49	49	50	50	46	42	46	54	56	58	65	66	72	71	70	67	65	63
Total OCDE	36	36	39	40	44	42	40	38	43	52	57	62	66	66	68	68	69	67	67	67

Note : La mesure des engagements financiers nets n'est pas toujours comparable entre pays en raison de définition ou traitement différent des composantes de la dette (ou des actifs) de chaque pays. Les engagements financiers et acquis sont mesurés à la valeur de marché. Pour plus de détails voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Y compris la dette de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) depuis 2005.
2. Y compris la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts.
3. Les chiffres sur la base consolidée des comptes nationaux (SNA08) ne sont pas disponibles.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933727995>

Annexe : Tableau 38. Dette brute des administrations publiques suivant la définition de Maastricht

En pourcentage du PIB nominal

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Autriche	66.0	66.7	66.8	65.9	65.4	68.7	67.2	64.9	68.9	79.9	82.7	82.4	81.9	81.3	84.0	84.6	83.5	78.2	76.3	74.1
Belgique	108.8	107.6	104.7	101.1	96.5	94.7	91.0	87.0	92.5	99.5	99.7	102.6	104.3	105.5	107.0	106.1	106.0	103.4	101.6	100.1
République tchèque	17.0	22.8	25.9	28.3	28.6	27.9	27.7	27.5	28.3	33.5	37.4	39.9	44.5	44.9	42.2	39.9	36.8	34.6	32.4	30.5
Danemark	52.4	48.5	49.1	46.2	44.2	37.4	31.5	27.3	33.3	40.2	42.6	46.1	44.9	44.0	44.3	39.9	37.9	36.4	36.9	37.2
Estonie	5.1	4.8	5.7	5.6	5.1	4.6	4.4	3.7	4.5	7.0	6.6	6.1	9.7	10.2	10.7	10.0	9.4	9.0	8.6	8.5
Finlande	42.5	41.0	40.2	42.8	42.7	40.0	38.2	34.0	32.7	41.7	47.1	48.5	53.9	56.5	60.2	63.5	63.0	61.4	60.8	60.2
France	58.5	58.0	59.9	64.0	65.6	67.1	64.3	64.2	68.6	82.8	85.0	87.7	90.5	93.3	94.7	95.6	96.7	96.7	96.8	96.7
Allemagne	58.9	57.7	59.3	63.0	65.0	67.1	66.5	63.6	65.2	72.6	81.1	78.7	79.8	77.4	74.6	71.1	68.4	64.0	60.7	57.9
Grèce	104.7	106.9	104.7	101.4	102.8	107.3	103.5	103.0	109.5	126.7	145.8	171.9	159.4	177.5	179.1	177.1	181.1	179.2	176.1	171.9
Hongrie	55.3	51.9	55.3	57.9	58.7	60.5	64.5	65.5	71.6	77.8	80.2	80.5	78.4	77.1	76.6	76.7	76.0	73.6	72.2	69.8
Irlande	36.1	33.2	30.6	29.9	28.2	26.1	23.6	23.9	42.4	61.5	86.1	110.4	119.7	119.6	104.7	77.1	72.9	68.1	66.3	63.7
Italie	104.9	104.8	102.0	100.4	100.2	101.9	102.4	99.8	102.4	112.6	115.5	116.5	123.4	129.0	131.7	131.6	132.0	131.7	130.0	127.6
Lettonie	12.1	13.8	13.0	13.7	14.0	11.4	9.6	8.0	18.2	35.8	46.8	42.7	41.2	39.0	40.9	36.8	40.5	40.1	39.8	39.6
Luxembourg	7.2	7.3	7.1	6.9	7.3	7.4	7.8	7.7	14.9	15.7	19.8	18.7	22.0	23.7	22.7	22.0	20.8	23.0	25.0	27.1
Pays-Bas	51.7	49.1	48.4	49.6	49.8	49.2	44.7	42.6	54.7	56.8	59.3	61.6	66.3	67.8	68.0	64.6	61.8	56.7	54.2	51.6
Pologne	36.6	37.2	41.8	46.6	45.0	46.4	46.9	44.2	46.3	49.4	53.1	54.1	53.7	55.7	50.3	51.1	54.2	50.6	49.8	49.2
Portugal	50.3	53.4	56.2	58.7	62.0	67.4	69.2	68.4	71.7	83.6	96.2	111.4	126.2	129.0	130.6	128.8	129.9	125.7	123.1	120.0
République slovaque	49.6	48.3	42.9	41.6	40.6	34.1	31.0	30.1	28.5	36.3	41.2	43.7	52.2	54.7	53.5	52.3	51.8	50.9	49.9	48.1
Slovénie	25.9	26.1	27.3	26.7	26.8	26.3	26.0	22.8	21.8	34.6	38.4	46.6	53.8	70.4	80.3	82.6	78.6	73.6	69.3	68.3
Espagne	58.0	54.2	51.3	47.6	45.3	42.3	38.9	35.6	39.5	52.8	60.1	69.5	85.7	95.5	100.4	99.4	99.0	98.3	97.1	96.0
Suède	50.8	52.3	50.3	49.7	49.0	49.3	44.0	39.2	37.8	41.4	38.7	37.9	38.1	40.7	45.5	44.2	42.2	40.6	38.1	35.8
Royaume-Uni	37.0	34.4	34.5	35.7	38.7	39.9	40.8	41.9	49.9	64.1	75.6	81.3	84.5	85.6	87.4	88.2	88.2	87.7	87.7	87.5
Zone euro	68.1	67.1	66.9	68.2	68.6	69.3	67.4	65.1	69.0	79.4	85.0	87.6	91.8	94.1	94.4	92.4	91.4	88.9	87.0	84.9

Note : Pour la période antérieure à 2014, les chiffres de la dette brute sont fournis par Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes, à moins que des données plus récentes ne soient disponibles. Les chiffres du PIB ont été fournis par les autorités nationales. Ceci explique que ces ratios puissent être différents de ceux publiés par Eurostat. Pour la période de prévisions, les ratios de la dette suivent les prévisions de l'OCDE pour les engagements financiers bruts des administrations publiques et du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728014>

Annexe : Tableau 39. Taux d'intérêt à court terme

	Pourcentage annuel																		2017	2018	2019
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Quatrième trimestre			
Australie	4.9	5.5	5.6	6.0	6.7	7.0	3.4	4.7	4.8	3.7	2.8	2.7	2.3	2.0	1.7	1.9	2.2	1.7	2.1	2.3	
Brésil	23.1	16.4	19.1	15.1	12.0	12.5	9.9	10.0	11.8	8.5	8.4	11.0	13.5	14.2	9.9	6.6	7.1	..	..	..
Canada	3.0	2.3	2.8	4.2	4.6	3.2	0.5	0.8	1.2	1.2	1.2	1.2	0.8	0.8	1.1	1.7	2.1	1.3	1.8	2.3	
Chili	2.8	1.8	3.5	4.8	5.2	7.4	1.7	1.8	4.9	5.0	4.9	3.7	2.9	3.5	2.7	2.6	3.4	2.5	2.8	3.8	
Chine	5.3	5.4	5.6	5.9	6.8	7.0	5.3	5.4	6.4	6.3	6.0	5.9	4.9	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	
Colombie	7.8	7.8	7.0	6.3	8.0	9.7	6.1	3.7	4.2	5.4	4.2	4.1	4.6	6.8	6.0	5.1	5.1	..	..	..
République tchèque	2.3	2.4	2.0	2.3	3.1	4.0	2.2	1.3	1.2	1.0	0.5	0.4	0.3	0.3	0.4	0.9	1.4	0.7	1.0	1.5	
Danemark	2.4	2.2	2.2	3.2	4.4	5.3	2.5	1.2	1.4	0.6	0.3	0.3	-0.1	-0.1	-0.3	-0.3	-0.1	-0.3	-0.3	0.0	
Estonie	2.9	2.5	2.4	3.2	4.9	6.7	5.9	1.6													
Hongrie	8.2	11.3	7.0	6.9	7.6	8.9	8.5	5.4	6.0	6.9	4.2	2.2	1.2	0.7	0.0	0.4	2.0	0.0	0.9	2.4	
Islande	5.3	6.3	9.4	12.4	14.3	15.8	11.3	6.8	4.3	5.5	6.2	6.1	5.9	6.3	5.1	4.8	5.1	4.7	5.0	5.2	
Inde ¹	6.9	6.0	6.2	7.1	7.8	7.4	4.8	6.0	8.1	7.9	7.6	7.9	7.0	6.4	6.1	6.2	6.3	..	..	..
Indonésie	10.6	6.4	8.1	11.4	8.0	8.5	9.3	7.0	6.9	5.9	6.3	8.8	8.3	7.2	6.5	6.1	6.6	..	..	..
Israël	6.6	4.3	3.9	5.5	4.3	3.6	0.6	1.6	2.8	2.3	1.3	0.5	0.1	0.1	0.1	0.2	1.0	0.1	0.4	1.6	
Japon	0.1	0.1	0.1	0.3	0.8	0.9	0.5	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Corée	4.3	3.8	3.6	4.5	5.2	5.5	2.6	2.7	3.4	3.3	2.7	2.5	1.8	1.5	1.4	1.7	2.0	1.5	1.9	2.2	
Lettonie	3.8	4.2	3.1	4.4	8.7	8.0	13.1	2.0	1.0	0.9	0.4										
Lituanie	2.8	2.7	2.4	3.1	5.1	6.0	7.1	1.8	1.7	1.1	0.5	0.3									
Mexique	6.5	7.1	9.3	7.3	7.4	7.9	5.5	4.6	4.4	4.4	3.8	3.1	3.1	4.3	6.9	7.5	6.8	7.2	7.3	6.3	
Nouvelle-Zélande	5.4	6.1	7.1	7.5	8.3	8.0	3.0	3.0	2.8	2.7	2.7	3.4	3.2	2.3	2.0	2.0	2.3	1.9	2.0	2.5	
Norvège	4.1	2.0	2.2	3.1	5.0	6.2	2.5	2.5	2.9	2.2	1.8	1.7	1.3	1.1	0.9	1.0	1.4	0.8	1.2	1.7	
Pologne	5.7	6.2	5.2	4.2	4.8	6.3	4.3	3.9	4.6	4.9	3.0	2.5	1.7	1.7	1.7	1.9	2.7	1.7	2.2	3.0	
République slovaque	6.2	4.7	2.9	4.3	4.3																
Slovénie	6.8	4.7	4.0	3.6																	
Afrique du Sud	10.7	7.5	6.9	7.3	9.1	10.9	7.8	6.4	5.5	5.3	5.1	5.8	6.1	7.2	7.3	7.0	6.7	..	..	..
Suède	3.2	2.3	1.9	2.6	3.9	4.7	0.9	0.9	2.5	2.0	1.2	0.7	-0.2	-0.5	-0.5	-0.3	0.2	-0.6	-0.2	0.3	
Suisse	0.3	0.5	0.8	1.6	2.6	2.5	0.4	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	-0.8	-0.7	-0.7	-0.7	-0.6	-0.7	-0.7	-0.5	
Turquie	39.7	24.1	16.8	17.5	18.6	18.2	10.1	7.6	8.8	8.9	6.9	10.3	11.0	10.3	12.8	13.8	13.1	13.9	13.6	12.8	
Royaume-Uni	3.7	4.6	4.7	4.8	6.0	5.5	1.1	0.7	0.9	0.9	0.5	0.6	0.6	0.5	0.4	0.7	1.4	0.4	1.1	1.4	
États-Unis	1.2	1.6	3.5	5.2	5.3	3.2	0.9	0.5	0.4	0.4	0.3	0.3	0.5	0.9	1.3	2.3	3.2	1.5	2.6	3.5	
Zone euro	2.4	2.1	2.2	3.1	4.3	4.6	1.3	0.8	1.4	0.6	0.2	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.3	-0.2	-0.3	-0.3	-0.1	

Note : Taux du marché à 3 mois si disponibles ou instruments financiers similaires. Voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>). Les pays membres de la zone euro ne sont pas montrés (après 2006 pour la Slovénie, 2007 pour la République slovaque, 2010 pour l'Estonie, 2014 pour Lettonie et 2015 pour la Lituanie) car leur taux d'intérêt à court terme est le même que celui de la zone euro.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728033>

Annexe : Tableau 40. Taux d'intérêt à long terme

	Pourcentage annuel																	2017 2018 2019		
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Quatrième trimestre		
Australie	5.4	5.6	5.3	5.6	6.0	5.8	5.0	5.4	4.9	3.4	3.7	3.7	2.7	2.3	2.6	2.8	3.0	2.6	2.9	3.0
Autriche	4.1	4.1	3.4	3.8	4.3	4.4	3.9	3.2	3.3	2.4	2.0	1.5	0.7	0.4	0.6	0.8	1.0	0.5	0.9	1.1
Belgique	4.2	4.2	3.4	3.8	4.3	4.4	3.9	3.5	4.2	3.0	2.4	1.7	0.8	0.5	0.7	0.9	1.1	0.6	0.9	1.1
Canada	4.8	4.6	4.1	4.2	4.3	3.6	3.2	3.2	2.8	1.9	2.3	2.2	1.5	1.3	1.8	2.5	3.6	2.0	2.9	3.9
Chili	..	..	6.0	6.2	6.1	7.0	5.7	6.3	6.0	5.4	5.3	4.7	4.5	4.4	4.2	4.6	4.8	4.5	4.7	4.8
Colombie	15.5	14.6	11.8	9.2	10.0	11.9	9.6	8.5	8.1	6.9	6.4	7.0	7.8	8.0	6.8	6.9	6.9	..	..	..
République tchèque	4.1	4.8	3.5	3.8	4.3	4.6	4.8	3.9	3.7	2.8	2.1	1.6	0.6	0.4	1.0	2.0	2.5	1.5	2.5	2.5
Danemark	4.3	4.3	3.4	3.8	4.3	4.3	3.6	2.9	2.7	1.4	1.7	1.3	0.7	0.3	0.5	0.7	0.9	0.5	0.7	0.9
Finlande	4.1	4.1	3.4	3.8	4.3	4.3	3.7	3.0	3.0	1.9	1.9	1.4	0.7	0.4	0.5	0.8	1.0	0.5	0.8	1.0
France	4.1	4.1	3.4	3.8	4.3	4.2	3.6	3.1	3.3	2.5	2.2	1.7	0.8	0.5	0.8	0.9	1.1	0.7	1.0	1.2
Allemagne	4.1	4.0	3.4	3.8	4.2	4.0	3.2	2.7	2.6	1.5	1.6	1.2	0.5	0.1	0.3	0.6	0.8	0.3	0.7	0.9
Grèce	4.3	4.3	3.6	4.1	4.5	4.8	5.2	9.1	15.7	22.5	10.1	6.9	9.6	8.4	6.0	4.0	3.8	5.1	3.9	3.7
Hongrie	6.8	8.3	6.6	7.1	6.7	8.2	9.1	7.3	7.6	7.9	5.9	4.8	3.4	3.1	3.0	2.8	3.9	2.3	3.2	4.2
Islande	6.7	7.5	8.6	8.8	9.4	11.1	8.3	6.1	6.0	6.2	5.8	6.4	6.3	5.6	4.9	5.0	5.3	4.8	5.1	5.4
Inde ¹	5.4	6.3	7.2	7.8	7.9	7.6	7.3	7.9	8.4	8.2	8.5	8.3	7.8	7.2	7.0	7.4	7.3	..	..	..
Irlande	4.1	4.1	3.3	3.8	4.3	4.6	5.2	6.0	9.6	6.0	3.8	2.3	1.1	0.7	0.8	1.1	1.3	0.6	1.1	1.3
Israël	8.9	7.6	6.4	6.3	5.6	5.9	5.1	4.7	5.0	4.4	3.8	2.9	2.1	1.9	1.9	2.0	2.7	1.6	2.3	2.8
Italie	4.3	4.3	3.6	4.0	4.5	4.7	4.3	4.0	5.4	5.5	4.3	2.9	1.7	1.5	2.1	2.1	2.3	1.9	2.1	2.3
Japon	1.0	1.5	1.4	1.7	1.7	1.5	1.3	1.2	1.1	0.8	0.7	0.6	0.4	0.0	0.1	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1
Corée	5.0	4.7	5.0	5.2	5.4	5.6	5.2	4.8	4.2	3.4	3.3	3.2	2.3	1.7	2.3	2.8	3.1	2.5	3.0	3.3
Lettonie	4.9	4.9	3.9	4.1	5.3	6.4	12.4	10.3	5.9	4.6	3.3	2.5	1.0	0.5	0.8	0.8	1.0	0.7	0.8	1.0
Luxembourg	3.3	2.8	2.4	3.3	4.5	4.6	4.2	3.2	2.9	1.8	1.8	1.3	0.4	-0.2	0.5	0.8	1.0	0.5	0.8	1.0
Mexique	9.0	9.5	9.4	8.4	7.8	8.3	7.9	7.2	6.9	6.3	5.9	6.1	6.0	6.1	6.8	6.9	6.6	6.8	6.8	6.5
Pays-Bas	4.1	4.1	3.4	3.8	4.3	4.2	3.7	3.0	3.0	1.9	2.0	1.5	0.7	0.3	0.5	0.7	0.9	0.5	0.8	1.0
Nouvelle-Zélande	5.9	6.1	5.9	5.8	6.3	6.1	5.5	5.6	4.9	3.7	4.1	4.3	3.4	2.8	3.0	3.0	3.6	2.9	3.2	3.8
Norvège	5.0	4.4	3.7	4.1	4.8	4.5	4.0	3.5	3.1	2.1	2.6	2.5	1.6	1.3	1.6	2.0	2.3	1.6	2.2	2.5
Pologne	5.8	6.9	5.2	5.2	5.5	6.1	6.1	5.8	6.0	5.0	4.0	3.5	2.7	3.0	3.4	3.5	4.3	3.3	3.9	4.7
Portugal	4.2	4.1	3.4	3.9	4.4	4.5	4.2	5.4	10.2	10.5	6.3	3.8	2.4	3.2	3.1	1.9	2.1	2.0	2.0	2.2
République slovaque	5.0	5.0	3.5	4.4	4.5	4.7	4.7	3.9	4.4	4.6	3.2	2.1	0.9	0.5	0.9	1.0	1.2	0.8	1.1	1.3
Slovénie	6.4	4.7	3.8	3.9	4.5	4.6	4.4	3.8	5.0	5.8	5.8	3.3	1.7	1.1	1.0	1.1	1.5	0.8	1.2	1.6
Afrique du Sud	9.6	9.5	8.1	7.9	8.0	9.1	8.7	8.6	8.5	7.9	7.7	8.3	8.2	9.0	9.1	8.8	8.4	..	..	..
Espagne	4.1	4.1	3.4	3.8	4.3	4.4	4.0	4.3	5.4	5.8	4.6	2.7	1.7	1.4	1.6	1.5	1.8	1.5	1.6	1.8
Suède	4.6	4.4	3.4	3.7	4.2	3.9	3.2	2.9	2.6	1.6	2.1	1.7	0.7	0.5	0.7	1.0	1.5	0.8	1.2	1.7
Suisse	2.7	2.7	2.1	2.5	2.9	2.9	2.2	1.6	1.5	0.6	0.9	0.7	-0.1	-0.4	-0.1	0.2	0.5	-0.1	0.4	0.6
Turquie	..	..	..	16.0	16.8	19.3	13.5	9.5	9.4	8.5	7.7	9.2	9.3	9.8	11.2	12.7	12.2	12.3	12.5	12.0
Royaume-Uni	4.5	4.9	4.4	4.5	5.0	4.6	3.6	3.6	3.1	1.9	2.4	2.6	1.9	1.3	1.2	1.7	2.0	1.3	2.0	2.0
États-Unis	4.0	4.3	4.3	4.8	4.6	3.7	3.3	3.2	2.8	1.8	2.4	2.5	2.1	1.8	2.3	3.1	4.1	2.4	3.5	4.4
Zone euro	4.2	4.1	3.4	3.8	4.3	4.3	3.8	3.6	4.2	3.7	2.9	2.0	1.1	0.8	1.0	1.1	1.3	0.9	1.2	1.4

Note : Emprunts phare d'État à 10 ans si disponibles ou instruments financiers similaires (pour la Corée, obligations à 5 ans). Les taux d'intérêt à long terme correspondent aux rendements obligataires relevés sur les marchés secondaires et ne sont pas en tant que tels représentatifs des coûts moyens de financement des États. Pour plus de détails voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 41. Taux de change nominaux (vis-à-vis du dollar des États-Unis)

		Moyenne des taux journaliers													Hypothèses ¹	
	Unité monétaire	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
Argentine	<i>Pesos argentin</i>	3.074	3.116	3.162	3.728	3.910	4.126	4.548	5.478	8.122	9.258	14.767	16.559	20.301	20.535	
Australie	<i>Dollar</i>	1.328	1.195	1.198	1.282	1.090	0.969	0.966	1.036	1.109	1.331	1.345	1.305	1.307	1.320	
Brésil	<i>Real</i>	2.175	1.947	1.835	2.000	1.760	1.674	1.953	2.158	2.354	3.331	3.489	3.192	3.427	3.497	
Canada	<i>Dollar</i>	1.134	1.074	1.068	1.141	1.030	0.989	0.999	1.030	1.105	1.278	1.325	1.298	1.280	1.286	
Chili	<i>Peso</i>	530.3	522.2	523.5	558.9	510.0	483.4	486.0	495.3	570.6	654.3	676.5	648.7	602.9	603.5	
Chine	<i>Yuan</i>	7.972	7.607	6.950	6.831	6.769	6.463	6.309	6.148	6.160	6.284	6.645	6.761	6.335	6.331	
Colombie	<i>Peso</i>	2 359.1	2 077.7	1 966.1	2 156.8	1 899.8	1 847.9	1 797.7	1 869.7	2 002.6	2 744.5	3 053.9	2 951.3	2 819.7	2 812.6	
Costa Rica	<i>Colon</i>	511.54	517.24	526.53	570.56	521.89	502.39	503.13	500.96	537.22	534.59	543.96	567.78	566.68	565.475	
République tchèque	<i>Couronne</i>	22.59	20.29	17.08	19.05	19.08	17.67	19.54	19.56	20.76	24.59	24.44	23.39	20.85	20.944	
Danemark	<i>Couronne</i>	5.943	5.443	5.099	5.359	5.622	5.357	5.790	5.618	5.619	6.725	6.731	6.602	6.102	6.123	
Estonie	<i>Couronne</i>	12.5	11.4	10.7	11.3	11.8										
Hongrie	<i>Forint</i>	210.4	183.6	172.5	202.1	207.8	200.9	224.8	223.6	232.6	279.2	281.5	274.5	256.0	257.4	
Islande	<i>Couronne</i>	69.90	64.07	88.00	123.66	122.24	116.06	125.12	122.17	116.69	131.90	120.84	106.82	100.91	101.00	
Inde	<i>Roupie</i>	45.3	41.3	43.5	48.3	45.7	46.6	53.4	58.6	61.0	64.2	67.2	65.1	66.1	66.8	
Indonésie	<i>Roupie</i>	9 164.0	9 139.4	9 663.9	10 376.8	9 078.0	8 760.8	9 355.1	10 450.0	11 866.3	13 386.1	13 307.6	13 381.5	13 831.9	13 930.0	
Israël	<i>Sheqel</i>	4.46	4.11	3.58	3.93	3.73	3.57	3.85	3.61	3.58	3.89	3.84	3.60	3.55	3.58	
Japon	<i>Yen</i>	116.4	117.8	103.4	93.6	87.8	79.7	79.8	97.6	105.8	121.0	108.8	112.2	108.9	109.3	
Corée	<i>Won</i>	954.7	929.5	1 100.9	1 274.9	1 155.4	1 107.3	1 125.9	1 094.9	1 053.1	1 131.3	1 160.6	1 130.6	1 077.1	1 079.7	
Lettonie	<i>Lats</i>	0.555	0.512	0.480	0.508	0.535	0.508	0.543	0.529							
Lituanie	<i>Litas lituanien</i>	2.752	2.523	2.360	2.485	2.608	2.484	2.687	2.601	2.600						
Mexique	<i>Peso</i>	10.90	10.93	11.15	13.50	12.63	12.43	13.15	12.77	13.31	15.87	18.63	18.87	18.73	18.79	
Nouvelle-Zélande	<i>Dollar</i>	1.542	1.361	1.425	1.600	1.388	1.266	1.235	1.220	1.206	1.434	1.437	1.407	1.402	1.415	
Norvège	<i>Couronne</i>	6.415	5.858	5.648	6.290	6.042	5.605	5.815	5.877	6.302	8.064	8.400	8.271	7.913	7.950	
Pologne	<i>Zloty</i>	3.103	2.765	2.410	3.119	3.015	2.962	3.252	3.160	3.154	3.770	3.944	3.779	3.457	3.483	
Russie	<i>Rouble</i>	27.18	25.57	24.87	31.77	30.37	29.40	31.05	31.86	38.59	61.26	67.05	58.33	61.18	62.80	
République slovaque	<i>Couronne</i>	29.65	24.68													
Slovénie	<i>Tolar</i>	191.0														
Afrique du Sud	<i>Rand</i>	6.770	7.056	8.263	8.417	7.305	7.249	8.202	9.648	10.846	12.765	14.703	13.306	12.288	12.433	
Suède	<i>Couronne</i>	7.373	6.758	6.597	7.653	7.202	6.489	6.769	6.513	6.860	8.429	8.556	8.547	8.429	8.548	
Suisse	<i>Franc</i>	1.253	1.200	1.084	1.086	1.043	0.887	0.937	0.927	0.915	0.962	0.985	0.985	0.973	0.984	
Turquie	<i>Lire</i>	1.430	1.300	1.299	1.547	1.499	1.672	1.792	1.905	2.189	2.723	3.022	3.649	4.006	4.071	
Royaume-Uni	<i>Livre</i>	0.543	0.500	0.546	0.641	0.647	0.624	0.631	0.640	0.607	0.654	0.741	0.777	0.717	0.718	
États-Unis	<i>Dollar</i>	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	
Zone euro	<i>Euro</i>	0.796	0.730	0.681	0.718	0.754	0.719	0.778	0.753	0.753	0.901	0.904	0.885	0.822	0.826	

1. Sur la base de l'hypothèse technique que les taux se maintiendront à leur niveaux du 26 avril 2018.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728071>

Annexe : Tableau 42. Taux de change effectifs

Indices 2010 = 100, moyenne des taux journaliers

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Hypothèses ¹		
																		2017	2018	2019
Argentine	447.2	491.7	176.4	170.5	161.6	152.5	139.3	128.9	121.6	109.9	100.0	91.0	88.1	75.4	52.7	54.5	35.3	30.7	24.6	24.5
Australie	73.7	69.5	72.5	81.1	87.6	89.7	88.5	94.2	92.5	88.8	100.0	107.2	109.4	104.4	99.4	90.2	90.7	93.6	89.7	89.0
Autriche	93.1	93.8	95.1	99.1	100.4	99.5	99.5	100.5	101.4	102.9	100.0	100.1	98.6	100.4	102.0	99.9	101.4	101.7	103.6	103.6
Belgique	88.2	89.5	91.8	97.2	99.2	98.5	98.6	100.1	102.3	103.6	100.0	100.6	98.3	100.9	102.7	99.6	101.8	102.5	105.2	105.3
Brésil	97.0	78.8	71.9	62.0	62.2	74.3	82.5	88.9	92.8	89.6	100.0	102.3	90.7	83.2	79.7	62.6	62.8	68.5	62.4	61.3
Canada	72.6	71.2	70.3	77.4	81.8	87.3	92.9	96.4	95.5	91.7	100.0	101.9	102.5	100.0	94.4	86.5	85.1	86.9	86.3	86.0
Chili	93.6	84.0	88.1	83.4	90.8	96.8	101.2	98.4	96.3	93.6	100.0	101.8	104.4	104.7	94.1	90.7	91.4	95.0	99.9	100.2
Chine	91.7	98.0	98.3	92.4	88.1	87.5	89.6	90.6	97.0	102.9	100.0	99.9	105.5	111.7	115.0	126.1	120.9	117.1	121.8	122.4
Colombie	98.2	92.6	87.6	72.4	76.6	84.9	82.8	90.5	94.0	90.2	100.0	100.1	106.1	103.0	99.3	79.6	73.9	76.1	78.2	78.6
Costa Rica	186.4	180.4	165.9	144.1	127.2	114.8	106.4	101.6	97.3	93.1	100.0	101.1	103.3	104.6	99.6	108.3	109.0	104.0	101.9	102.4
République tchèque	66.6	70.1	78.7	79.0	79.7	84.5	88.7	90.9	101.9	98.5	100.0	103.3	99.4	97.8	93.8	93.6	96.2	99.0	104.7	104.8
Danemark	89.0	90.6	92.6	97.6	99.3	98.4	98.3	99.8	101.9	104.7	100.0	99.8	97.2	99.3	101.5	99.2	101.7	102.5	105.5	105.7
Estonie	87.2	88.5	91.1	96.5	98.2	97.7	97.3	98.5	100.2	104.1	100.0	100.1	97.9	100.1	104.4	107.5	110.4	109.1	113.0	113.5
Finlande	86.4	88.1	90.6	96.6	98.7	97.8	97.5	99.2	101.6	105.3	100.0	100.0	97.1	99.7	103.6	104.2	107.1	106.6	110.6	111.0
France	89.0	90.1	92.3	97.5	99.3	98.6	98.7	100.2	102.2	103.4	100.0	100.4	98.2	100.4	101.8	98.6	100.4	101.3	103.6	103.6
Allemagne	88.3	89.5	91.8	97.8	99.9	98.8	98.9	100.5	102.4	104.4	100.0	100.4	97.8	100.5	102.6	99.3	101.6	102.3	105.2	105.3
Grèce	88.8	89.7	92.1	97.1	98.9	98.0	98.1	99.5	101.7	103.6	100.0	100.8	98.3	100.8	104.1	103.5	106.4	106.8	110.8	111.0
Hongrie	97.5	99.7	107.3	107.6	109.9	110.5	103.5	109.7	110.9	101.7	100.0	99.2	93.7	93.2	91.5	89.7	91.0	91.8	93.1	93.2
Islande	196.8	166.9	172.1	181.3	183.7	203.8	182.4	184.6	134.4	98.2	100.0	100.3	98.2	100.3	107.4	111.9	125.6	139.5	140.8	141.5
Inde	120.9	120.9	117.3	113.2	110.6	112.3	107.8	112.2	103.5	96.9	100.0	94.1	84.1	77.6	76.1	80.0	78.6	80.6	76.9	76.3
Indonésie	129.1	112.5	123.4	126.0	115.6	104.9	109.7	105.2	96.1	91.8	100.0	98.4	93.4	86.3	77.6	75.0	76.8	76.3	71.0	70.7
Irlande	83.1	84.2	86.6	93.7	96.1	95.7	95.8	98.1	102.6	104.5	100.0	100.9	97.1	100.0	101.0	95.1	97.7	99.3	102.3	102.2
Israël	106.5	108.0	95.2	91.3	87.8	86.7	86.9	89.7	99.9	95.6	100.0	101.4	97.8	104.9	108.1	110.5	115.1	122.3	120.2	119.6
Italie	87.7	89.1	91.9	97.4	99.4	98.5	98.6	100.1	102.0	104.0	100.0	100.5	98.2	100.8	103.2	100.7	103.1	103.6	106.9	107.0
Japon	92.7	86.1	82.8	85.3	88.6	85.9	79.6	75.3	84.5	97.0	100.0	105.7	107.2	88.0	83.1	79.0	90.9	87.3	87.0	87.0
Corée	117.4	108.4	112.4	111.8	112.0	124.5	133.1	131.7	107.4	93.4	100.0	99.8	99.9	105.3	113.0	115.4	115.0	117.8	119.6	119.8
Lettonie	112.1	112.6	111.5	106.3	103.7	97.9	97.4	97.7	98.7	105.1	100.0	100.9	100.3	102.4	108.6	115.9	120.4	117.1	122.6	123.4
Lituanie	80.5	83.6	90.1	96.7	98.4	96.7	96.1	97.3	98.9	104.5	100.0	100.7	98.5	101.3	106.1	109.5	113.3	111.4	116.0	116.5
Luxembourg	92.3	93.1	94.5	98.3	99.5	98.9	99.0	100.0	101.4	102.6	100.0	100.2	98.6	100.0	100.9	98.4	99.6	100.2	101.7	101.8
Mexique	143.5	148.1	143.9	125.1	117.3	120.5	119.6	116.9	113.6	94.9	100.0	100.0	95.4	98.9	96.0	84.5	72.8	71.7	70.9	70.8
Pays-Bas	88.5	89.8	91.9	97.2	99.0	98.3	98.3	99.8	102.0	103.8	100.0	100.4	98.1	100.5	102.4	99.8	102.0	102.7	105.2	105.3
Nouvelle-Zélande	78.1	77.0	83.8	96.1	103.2	107.9	99.4	106.5	99.9	92.5	100.0	103.3	107.5	111.6	116.7	109.1	111.0	112.6	109.3	108.7
Norvège	86.4	88.8	97.1	96.1	93.2	97.0	96.4	98.2	99.0	95.8	100.0	102.7	104.0	101.9	96.3	87.4	86.0	86.5	85.8	85.9
Pologne	91.9	101.4	98.2	89.4	87.8	98.0	101.0	104.8	114.5	95.2	100.0	97.3	94.0	95.5	98.1	97.8	95.7	97.9	101.4	101.3
Portugal	92.6	93.6	95.2	98.5	99.5	98.9	98.9	99.8	101.3	102.3	100.0	100.3	98.9	100.7	101.9	99.7	101.4	102.0	103.9	104.0
Russie	136.5	138.2	126.1	115.2	114.6	115.3	118.7	117.5	114.6	95.2	100.0	99.2	98.7	95.9	81.8	58.0	54.0	61.5	55.8	54.5
République slovaque	67.9	66.6	68.0	72.9	76.4	77.9	80.3	88.8	96.2	103.4	100.0	100.2	99.1	101.0	103.3	102.4	104.3	104.0	105.7	105.9
Slovénie	108.2	102.9	100.4	101.1	100.2	99.2	99.2	100.0	101.1	103.3	100.0	100.5	98.9	101.0	103.2	101.8	103.7	103.8	106.1	106.3
Afrique du Sud	127.7	108.8	87.8	111.3	122.4	122.8	115.5	103.9	86.1	88.6	100.0	97.0	88.7	76.1	69.1	65.4	58.2	63.8	66.5	65.9
Espagne	89.7	90.9	93.3	97.6	99.0	98.4	98.5	99.7	101.6	103.1	100.0	100.5	98.5	100.9	102.6	99.8	102.2	103.1	105.7	105.8
Suède	100.3	92.4	95.3	101.6	103.8	101.1	101.5	103.0	101.3	93.4	100.0	106.1	107.4	110.8	107.5	102.5	103.5	102.1	98.0	97.1
Suisse	78.6	81.9	86.6	88.5	89.0	88.2	86.8	84.6	89.5	94.9	100.0	113.0	112.3	112.9	115.9	126.4	127.2	126.3	121.2	120.4
Turquie	299.3	168.7	126.6	112.8	110.5	116.2	108.2	110.9	106.8	96.6	100.0	86.2	84.4	79.2	70.8	67.1	62.2	50.2	43.8	43.3
Royaume-Uni	126.0	124.9	126.8	122.2	127.9	125.8	126.5	128.5	112.5	100.7	100.0	99.3	103.3	101.4	109.1	116.8	105.4	98.8	102.1	102.5
États-Unis	115.6	121.8	122.7	115.6	110.4	107.5	105.8	101.0	97.8	103.9	100.0	95.7	98.6	99.7	102.9	116.3	121.7	121.3	117.1	117.6
Zone euro	78.1	80.2	84.4	94.9	98.6	96.9	96.9	99.9	103.9	107.9	100.0	100.6	96.3	100.8	104.5	99.6	103.8	104.9	110.0	110.1

Note : Pour plus de détails sur la méthode de calcul, se reporter aux Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Sur la base de l'hypothèse technique que les taux se maintiendront au niveau du 26 avril 2018.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 43. Prix nominal du logement

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Australie	7.3	7.3	8.3	11.2	18.7	18.0	6.2	1.8	6.9	10.5	3.9	4.0	11.7	-2.2	-0.3	6.6	9.1	9.0	5.5	8.3
Autriche	..	..	..	0.9	0.6	0.3	-1.9	5.0	4.1	4.7	1.1	3.9	9.4	6.3	7.3	5.2	3.5	4.9	8.5	5.3
Belgique	6.3	7.1	5.4	4.8	6.4	6.9	8.7	11.7	9.8	7.8	4.4	-0.5	3.1	4.0	2.2	1.2	-0.6	1.6	2.6	3.7
Canada	-1.3	2.8	4.3	4.7	8.1	8.3	8.2	8.0	11.7	11.6	5.5	-2.8	8.9	5.0	4.8	2.6	5.3	5.4	9.9	12.1
Chili	..	..	..	..	..	2.3	5.1	3.7	-0.5	7.1	-1.0	3.1	7.6	5.4	5.2	8.4	6.3	9.2	2.5	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-3.8	-1.8	0.0	-1.5	0.0	2.5	4.0	7.2	11.7
Danemark	9.0	6.7	6.5	5.8	3.6	3.2	8.9	18.6	24.1	2.7	-5.2	-12.0	2.8	-1.7	-2.7	3.9	3.8	7.0	4.7	4.4
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	49.5	20.8	-9.6	-37.2	5.7	8.5	7.3	10.7	13.7	6.9	4.7	5.5
Finlande	8.8	7.1	3.9	-1.4	6.0	6.3	8.2	8.1	6.4	5.5	0.6	-0.3	8.7	2.7	1.6	1.6	-0.6	-0.8	0.9	1.1
France	2.0	6.9	8.7	7.9	8.6	11.9	15.1	15.4	12.0	6.5	0.9	-7.1	5.1	5.9	-0.5	-2.1	-1.8	-1.9	0.9	3.0
Allemagne	-0.9	0.1	0.5	0.1	-1.3	0.4	-1.6	1.2	-0.4	-2.1	1.4	0.8	1.0	3.5	3.4	3.1	3.1	4.7	6.0	4.0
Grèce	14.4	8.9	10.6	14.4	13.9	5.4	2.3	10.9	13.0	6.2	1.5	-4.3	-4.4	-5.5	-11.8	-10.9	-8.0	-5.1	-2.4	-1.0
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.4	-5.2	-2.4	-3.4	-3.7	-2.6	4.2	13.1	13.4	8.5
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	16.8	9.4	6.2	-9.7	-3.0	4.6	6.9	5.8	8.4	8.2	9.8	19.5
Irlande	24.1	21.5	20.6	12.4	7.0	14.2	11.2	8.6	14.9	7.5	-6.9	-19.2	-13.5	-17.1	-13.5	1.2	16.5	11.5	7.5	10.9
Israël	3.8	4.2	-4.8	-3.5	5.3	-5.7	-0.7	0.2	0.5	-1.6	7.6	13.7	17.6	10.5	3.2	9.1	6.4	5.9	7.5	3.9
Italie	2.1	5.6	8.3	8.2	9.6	10.3	9.9	7.5	6.4	5.2	1.7	-3.7	-1.0	0.8	-2.8	-5.8	-4.4	-2.6	-0.8	-0.4
Japon	-1.7	-3.1	-3.8	-4.4	-5.3	-6.2	-6.1	-4.9	-3.0	-1.0	0.7	-5.8	1.4	0.1	-0.9	1.6	1.6	2.4	2.2	2.6
Corée	-9.2	-1.3	1.8	3.9	16.6	9.0	0.7	1.0	6.7	10.0	7.1	0.9	2.2	4.9	1.2	-1.1	1.6	2.8	1.6	1.2
Lettonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	36.3	1.1	-37.3	-11.0	10.4	3.0	6.8	6.0	-3.4	8.5	8.8
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.3	-1.2	5.4	3.7	4.2	5.0	4.4	5.4	6.0	5.6
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	6.7	7.6	4.6	5.4	3.9	4.2	4.8	3.8	4.4	6.6	7.5	6.1
Pays-Bas	10.9	16.4	18.2	11.1	6.4	3.6	4.3	3.8	4.3	4.8	2.2	-4.5	-1.7	-2.0	-6.7	-6.0	0.8	3.6	5.3	8.1
Nouvelle-Zélande	-1.7	2.2	-0.4	1.8	10.2	19.6	17.9	13.5	10.5	10.9	-4.4	-1.6	2.0	1.2	4.7	9.1	6.5	11.8	13.1	6.5
Norvège	11.1	11.1	15.9	6.9	5.0	1.7	10.2	8.3	13.7	12.6	-1.1	1.9	8.2	8.0	6.8	4.0	2.7	6.1	7.0	5.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.1	-3.5	-4.4	1.0	1.5	1.9	3.9
Portugal	4.5	9.0	7.7	5.4	0.6	1.1	0.6	2.3	2.1	0.5	-6.3	0.2	0.8	-4.9	-7.1	-1.9	4.2	3.1	7.1	9.2
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	16.7	29.0	17.9	-12.8	-4.0	-1.5	-2.7	0.9	1.4	5.4	6.7	5.9
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.0	-9.5	0.1	2.7	-6.9	-5.2	-6.6	0.8	3.3	8.0
Espagne	4.9	7.0	7.5	9.5	17.0	20.0	18.3	14.6	13.6	9.8	-1.4	-6.6	-1.8	-7.6	-14.8	-9.1	0.3	3.6	4.6	6.2
Suède	9.5	9.4	11.2	7.9	6.3	6.6	9.3	9.0	12.4	12.5	1.1	3.0	8.0	2.5	1.2	5.5	9.4	13.1	8.6	6.4
Suisse	-0.9	-0.1	0.0	0.9	-0.2	1.4	3.6	3.7	6.2	5.9	3.8	0.5	2.8	6.4	4.9	3.0	2.7	2.6	1.6	1.9
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.3	9.4	10.5	12.2	14.5	12.2	10.5
Royaume-Uni	11.5	10.9	14.9	8.1	16.2	15.7	11.9	6.9	7.9	9.9	-4.5	-8.9	5.7	-1.4	0.4	2.6	8.0	6.0	7.0	4.7
États-Unis	4.8	6.1	6.7	6.9	7.1	7.7	9.5	10.5	5.9	0.0	-8.1	-5.9	-3.0	-4.2	3.0	7.2	5.1	5.4	6.1	6.7
Zone euro	2.9	5.4	6.5	5.8	6.3	7.6	7.4	8.0	6.9	4.4	0.9	-3.8	0.9	1.0	-2.3	-2.0	0.2	1.6	3.4	3.8
Total OCDE	3.1	4.6	5.4	4.9	6.2	6.4	6.4	6.9	5.7	3.3	-2.2	-4.1	0.7	-0.4	1.0	3.0	3.7	4.6	5.2	5.4

Source : Base de données analytique de l'OCDE sur les prix des logements.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728109>

Annexe : Tableau 44. Prix réel du logement

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
Australie	5.9	6.1	4.7	7.6	15.4	15.4	4.7	-0.3	3.2	7.2	0.8	1.4	9.3	-4.4	-2.7	4.1	7.0	7.4	4.6	7.0	
Autriche	..	..	..	-1.5	-0.5	-1.2	-3.6	2.5	2.0	2.1	-1.0	3.4	7.5	3.1	4.8	3.0	1.4	3.4	7.3	3.2
Belgique	5.1	6.4	2.1	2.7	4.9	5.2	6.1	8.7	6.5	4.8	1.2	-0.1	1.4	1.0	0.2	0.3	-1.2	1.1	1.1	1.5	
Canada	-2.6	1.1	2.0	2.6	6.0	6.5	6.6	6.2	10.2	9.8	3.9	-3.0	7.4	2.8	3.5	1.2	3.3	4.3	8.8	10.9	
Chili	..	..	..	..	..	-0.2	3.2	-1.1	-3.6	3.0	-8.3	1.2	4.0	1.2	2.0	5.2	0.5	3.3	-0.8	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-4.7	-2.2	-1.7	-3.6	-0.8	1.8	3.9	6.6	8.9
Danemark	7.4	4.8	3.6	3.4	1.7	1.9	7.7	16.6	21.4	0.9	-7.8	-13.1	0.3	-3.9	-4.9	3.1	3.1	6.3	4.2	3.1	
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	41.2	12.2	-16.5	-37.1	1.7	2.8	3.3	7.5	13.2	7.0	3.6	1.9
Finlande	7.0	5.5	0.8	-4.0	4.3	5.3	7.8	7.0	5.0	3.5	-2.6	-2.1	7.1	-0.5	-1.2	-0.8	-1.9	-1.1	0.0	0.2	
France	1.7	7.4	6.3	5.9	7.7	10.0	12.7	13.3	9.7	4.3	-1.8	-5.8	4.0	4.0	-1.9	-2.8	-1.9	-2.1	1.0	2.1	
Allemagne	-1.4	-0.3	-0.3	-1.7	-2.6	-1.4	-2.5	-0.3	-1.4	-3.7	-0.3	1.2	-0.9	1.4	1.9	2.1	2.2	4.1	5.3	2.2	
Grèce	9.0	5.9	7.1	11.2	11.6	2.8	-1.0	7.7	9.5	2.4	-2.7	-5.2	-7.7	-7.6	-12.2	-9.3	-5.5	-3.7	-1.5	-2.1	
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-3.1	-9.0	-5.9	-6.9	-9.3	-4.3	3.2	13.4	13.5	6.1
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	8.9	4.4	-7.2	-21.2	-5.0	1.2	1.1	2.5	5.3	7.3	8.8	21.2
Irlande	20.1	18.4	15.6	8.3	2.4	10.3	9.8	7.5	12.5	4.8	-8.1	-13.3	-11.2	-17.8	-14.9	-0.5	15.2	11.0	6.6	9.6	
Israël	-1.7	-1.3	-6.5	-4.1	0.9	-6.0	-1.2	-1.4	-1.9	-2.8	2.1	11.6	14.3	7.1	1.4	7.5	5.9	6.4	7.9	3.7	
Italie	0.2	3.6	4.7	5.4	6.5	7.2	7.3	5.3	3.7	2.8	-1.4	-3.3	-2.4	-2.1	-5.4	-6.9	-4.6	-2.8	-0.9	-1.5	
Japon	-1.7	-2.5	-2.9	-3.4	-4.0	-5.2	-5.6	-4.4	-2.9	-0.6	0.0	-3.6	2.9	0.6	-0.3	1.8	-0.5	2.0	2.7	2.4	
Corée	-14.5	-3.8	-2.5	-0.5	13.1	5.6	-2.4	-1.1	5.1	7.9	2.4	-1.6	-0.3	1.2	-1.0	-2.0	0.5	1.9	0.6	-0.3	
Lettonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	22.0	-10.7	-35.0	-8.7	4.1	-0.4	6.6	4.3	-2.4	7.4	5.7
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.4	-0.7	4.3	0.4	2.4	2.8	3.7	5.8	6.0	3.7
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	1.9	2.1	-1.5	2.0	-1.3	-1.0	-0.4	-0.1	0.2	4.4	3.0	0.7
Pays-Bas	8.8	14.6	14.5	7.4	3.2	1.6	2.7	2.3	1.6	2.5	0.1	-3.5	-2.7	-4.0	-8.1	-8.2	0.1	3.3	4.4	6.3	
Nouvelle-Zélande	-3.1	1.3	-2.4	-0.3	8.0	19.0	16.4	11.4	7.3	9.1	-7.8	-4.2	0.7	-1.6	3.9	8.4	5.6	11.0	12.4	5.0	
Norvège	8.4	8.9	12.7	4.6	3.6	-1.2	8.9	7.0	11.6	11.2	-4.4	-0.6	6.0	6.8	5.6	1.9	0.5	3.6	3.6	3.4	
Pologne	-4.6	-6.6	-4.8	1.1	2.7	2.3	2.0
Portugal	2.0	6.3	3.9	1.6	-2.8	-2.4	-1.6	-1.5	-1.4	-2.8	-8.9	2.2	-1.0	-6.5	-8.8	-2.7	3.9	2.1	6.1	7.9	
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	11.3	25.7	13.0	-12.8	-4.9	-5.2	-5.9	-0.4	1.5	5.5	7.0	4.4
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.3	-10.2	-1.3	0.9	-8.5	-7.2	-6.5	1.4	3.6	5.3
Espagne	3.2	4.8	3.3	5.8	13.8	16.3	14.2	10.9	9.6	6.3	-4.8	-5.8	-3.6	-9.8	-16.8	-10.1	0.1	3.7	4.7	4.4	
Suède	9.0	7.8	10.1	5.6	4.8	4.9	8.5	7.8	11.1	10.9	-2.0	0.7	6.4	0.8	0.7	4.7	8.2	12.1	7.6	4.6	
Suisse	-1.1	-0.4	-1.4	0.3	0.2	0.4	3.1	2.6	4.9	4.5	1.9	1.1	2.3	6.4	6.0	3.5	2.9	3.2	1.8	1.7	
Turquie	-1.7	1.7	5.8	4.0	6.1	5.3	-0.3
Royaume-Uni	9.9	10.3	14.1	7.8	15.5	14.3	10.2	4.8	4.9	7.8	-8.1	-9.8	3.9	-5.0	-1.7	0.2	5.9	5.4	5.5	2.6	
États-Unis	4.0	4.6	4.1	4.9	5.6	5.6	6.8	7.4	3.2	-2.4	-10.8	-5.8	-4.6	-6.5	1.0	5.8	3.6	5.1	4.8	4.9	
Zone euro	1.7	4.4	3.9	3.3	4.3	5.3	5.2	5.8	4.5	2.0	-1.7	-3.1	-0.7	-1.3	-4.1	-3.1	-0.3	1.3	3.0	2.3	
Total OCDE	2.1	3.5	3.4	3.2	4.9	4.7	4.6	4.7	3.3	1.1	-4.9	-4.1	-0.8	-2.8	-0.9	1.6	2.0	3.8	4.1	3.4	

Source : Base de données analytique de l'OCDE sur les prix des logements.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728128>

Annexe : Tableau 45. **Ratio du prix du logement au loyer**

Moyenne à long terme = 100

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Australie	79.3	82.9	87.1	93.9	108.8	126.1	130.7	130.2	134.8	141.3	136.4	132.8	142.2	133.1	127.4	131.4	139.8	150.0	157.1	169.1
Autriche	..	..	101.2	99.3	98.2	94.4	89.4	90.8	92.4	94.9	94.7	94.0	98.9	101.7	104.6	106.7	106.2	106.6	112.3	113.5
Belgique	85.0	89.7	93.2	95.8	99.5	104.0	110.9	121.5	128.8	136.2	139.5	136.0	138.6	142.5	143.5	143.3	139.6	140.5	142.8	146.5
Canada	75.6	76.9	79.3	81.8	86.6	92.5	99.0	106.1	117.3	128.9	133.7	128.0	137.7	143.0	147.8	149.2	154.8	161.3	176.1	196.2
Danemark	91.9	95.6	99.1	102.0	103.1	103.5	109.8	127.1	154.6	155.5	143.6	122.6	122.6	117.1	111.0	113.0	115.2	120.9	124.9	128.4
Finlande	95.0	100.5	98.6	93.8	99.9	106.8	114.4	120.3	122.6	121.9	117.6	121.6	132.3	131.5	128.9	127.2	122.7	118.1	116.5	115.4
France	70.0	73.6	80.1	86.1	91.2	99.3	111.2	123.8	134.1	138.6	136.8	124.5	128.9	134.9	132.1	127.3	123.7	120.7	121.4	124.9
Allemagne	90.9	90.2	89.5	88.6	86.3	85.7	83.7	83.9	82.7	80.0	80.1	79.9	79.7	81.5	83.3	84.8	86.2	89.2	93.3	95.5
Grèce	83.8	87.3	92.9	102.2	110.9	111.1	107.9	114.8	124.3	126.3	123.3	113.9	106.3	99.6	89.7	85.8	85.5	84.9	85.1	86.2
Irlande	92.5	135.4	146.0	135.7	148.6	180.2	194.9	194.7	182.6	149.3	123.6	150.3	126.8	92.1	82.1	83.8	98.3	108.8	113.9	121.6
Israël	97.3	93.6	90.8	84.7	79.9	78.1	79.1	80.5	80.3	82.8	90.6	92.1	104.1	110.5	110.1	117.4	122.6	127.7	135.4	138.6
Italie	77.1	78.8	83.3	88.1	94.4	101.3	108.3	113.9	118.3	121.7	120.8	112.6	109.3	108.3	103.1	95.9	92.0	89.5	88.5	88.0
Japon	108.0	104.9	101.0	96.8	91.9	86.4	81.5	77.7	75.4	74.8	75.3	71.2	72.6	72.9	72.6	74.1	75.6	77.6	79.6	81.9
Corée	76.6	78.9	80.6	80.5	88.8	93.5	92.7	93.9	99.7	107.7	112.8	112.1	112.4	113.4	110.2	106.2	105.4	105.6	105.4	105.0
Pays-Bas	94.1	106.1	122.1	132.2	136.8	137.5	139.1	140.9	143.5	147.5	148.3	138.4	133.0	128.2	116.9	105.9	102.2	102.4	105.6	112.1
Nouvelle-Zélande	71.8	74.2	73.7	82.8	89.6	103.9	118.8	131.6	142.2	153.3	142.2	137.9	138.5	137.7	140.9	150.5	156.9	171.4	189.7	197.6
Norvège	81.2	87.8	97.9	100.8	101.3	99.0	106.9	113.5	126.2	139.4	133.9	131.9	138.8	146.6	153.6	155.0	155.0	160.0	168.0	172.7
Portugal	97.4	104.7	110.1	113.0	110.1	108.7	106.6	106.5	106.0	103.7	94.3	92.0	90.8	85.6	78.0	75.6	75.4	76.9	81.0	87.6
Espagne	82.7	85.4	88.5	93.0	104.2	119.8	136.3	149.8	163.0	171.6	162.3	147.0	142.8	130.6	110.6	100.7	101.7	105.9	110.9	117.3
Suède	63.5	69.5	76.9	81.6	85.0	88.3	93.6	99.6	111.0	123.0	121.3	120.9	128.6	128.8	127.0	131.0	140.9	157.1	169.2	178.5
Suisse	81.7	81.1	79.9	78.5	77.5	78.4	80.3	82.2	85.6	88.6	89.9	88.1	89.5	94.0	97.9	100.4	101.9	103.7	105.0	106.0
Royaume-Uni	72.4	77.9	86.8	90.8	102.7	117.1	128.2	132.4	138.5	147.6	136.5	122.0	127.3	122.4	118.9	119.0	125.5	129.3	136.0	141.0
États-Unis	91.4	94.3	97.5	100.5	103.6	109.0	116.1	125.1	128.0	123.5	110.7	103.1	100.2	94.4	94.7	98.7	100.6	102.4	104.7	107.6
Zone euro	84.1	87.0	91.0	94.2	97.9	102.9	107.8	113.5	117.8	119.3	117.4	111.5	110.8	110.2	106.0	102.6	101.9	102.6	105.3	108.2
Total OCDE	88.5	90.9	93.8	95.9	99.2	103.5	107.9	112.9	116.3	116.8	111.5	105.3	105.2	103.0	101.8	102.8	104.5	106.8	110.0	113.3

Source : Base de données analytique de l'OCDE sur les prix des logements.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728147>

Annexe : Tableau 46. Ratio du prix du logement au revenu

Moyenne à long terme = 100

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Australie	86.5	88.6	91.3	93.8	109.1	123.3	122.6	118.8	121.3	123.5	119.4	118.0	126.8	117.0	114.7	118.5	124.9	134.4	141.3	152.8
Autriche	..	..	96.5	96.0	95.0	92.3	87.8	87.0	86.9	87.1	85.7	89.3	97.1	100.8	104.6	110.6	112.8	117.3	124.1	129.2
Belgique	86.1	90.0	90.4	90.7	96.2	101.8	108.9	118.0	123.8	128.1	127.9	126.3	130.8	134.7	136.3	137.2	135.6	137.3	138.3	139.0
Canada	87.0	85.5	84.3	85.4	89.6	94.6	98.4	102.6	108.4	115.7	116.8	112.9	118.7	120.5	123.0	122.6	126.3	128.7	140.4	152.3
Danemark	94.1	101.3	104.9	105.0	104.1	103.8	109.5	124.6	148.6	151.9	142.4	121.4	118.0	112.5	107.6	109.9	113.1	116.1	116.7	118.6
Finlande	96.1	96.3	95.9	90.4	91.9	93.2	96.4	102.2	105.0	105.5	100.9	98.2	102.6	101.6	101.1	100.3	99.7	97.5	96.8	96.0
France	73.3	76.8	79.4	82.0	86.2	94.9	105.6	119.6	129.3	131.8	130.1	121.0	124.8	130.3	129.6	127.0	123.8	120.7	120.3	121.6
Allemagne	97.4	95.1	94.1	90.1	88.5	86.6	83.7	83.1	80.9	77.7	76.8	78.0	76.7	77.1	78.0	79.6	80.5	82.9	86.0	86.5
Grèce	81.6	87.2	94.2	102.0	108.8	104.3	99.6	108.4	112.7	112.6	108.6	102.3	107.0	111.2	107.9	104.6	95.2	93.0	92.5	89.9
Irlande	95.8	107.2	117.3	116.6	118.2	128.1	135.5	137.6	151.9	154.2	135.9	118.7	107.1	92.0	76.9	78.2	90.9	98.2	102.6	110.8
Italie	79.6	81.7	84.9	87.6	92.7	99.4	106.1	111.8	115.3	117.7	118.7	118.2	117.9	116.4	117.4	110.7	105.5	101.1	98.8	96.6
Japon	102.5	100.6	98.2	96.9	92.3	87.9	82.2	78.0	75.7	74.5	75.5	71.8	72.5	72.9	71.9	73.1	74.0	74.4	75.1	76.0
Corée	73.3	69.4	67.5	66.6	72.8	74.8	70.5	67.9	69.5	73.3	74.6	72.9	70.6	70.6	69.2	65.5	64.0	62.5	61.8	60.0
Pays-Bas	94.1	104.8	118.2	120.7	126.0	130.2	134.8	140.7	141.2	142.8	142.7	137.6	135.5	129.9	120.8	112.7	111.6	114.3	117.3	123.5
Nouvelle-Zélande	86.7	82.3	84.0	81.0	88.7	98.4	110.2	120.6	125.3	129.4	123.4	116.1	114.1	109.5	113.1	120.8	128.9	138.6	154.1	160.9
Norvège	82.7	88.2	96.4	101.8	97.9	93.0	98.6	98.2	118.2	125.2	117.3	114.4	120.0	124.8	128.0	127.1	125.5	124.6	132.3	134.6
Portugal	109.7	111.9	114.2	115.0	111.2	110.7	106.2	104.1	102.8	98.7	89.2	89.9	88.1	87.2	83.6	81.6	85.0	84.2	86.5	91.4
Espagne	83.9	85.7	84.4	86.8	97.4	111.1	126.1	139.2	152.4	164.5	156.4	144.2	144.5	132.5	116.9	106.5	105.2	106.6	109.5	114.5
Suède	80.9	84.0	87.6	87.9	89.8	93.8	100.8	106.3	113.8	120.6	115.4	115.2	120.4	118.5	115.9	119.6	127.1	140.6	148.0	153.6
Suisse	81.5	79.3	76.1	74.7	75.6	77.1	79.1	80.0	81.8	83.1	84.8	84.9	86.9	91.6	94.8	96.3	98.4	102.2	101.7	103.5
Royaume-Uni	71.9	77.2	83.1	86.9	98.2	111.4	120.6	124.4	129.6	137.1	125.7	111.7	117.7	115.0	110.8	110.6	117.3	118.0	125.2	129.0
États-Unis	91.8	94.0	94.2	97.1	100.5	104.2	108.5	115.8	116.0	111.9	99.3	94.7	90.2	82.9	81.8	88.3	89.0	90.5	94.2	98.3
Zone euro	87.3	89.3	91.2	91.8	95.1	99.6	103.8	109.6	113.2	114.4	112.3	109.0	109.4	108.9	106.8	104.5	103.4	103.6	105.2	106.5
Total OCDE	90.0	91.5	92.3	93.7	96.9	100.3	102.9	106.9	108.4	108.1	102.2	98.0	97.0	93.7	92.2	94.3	95.0	96.1	98.9	101.6

Source : Base de données analytique de l'OCDE sur les prix des logements.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728166>

Annexe : Tableau 47. **Volume des exportations de biens et services**

Sur la base des comptes nationaux, pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Argentine	2.7	2.7	3.1	6.0	8.1	12.9	5.6	8.2	0.7	-9.3	13.9	4.1	-4.1	-3.5	-7.0	-2.8	5.3	0.4	-0.1	4.9
Australie	11.6	3.0	0.9	-1.5	4.0	3.3	3.5	3.5	4.3	2.3	5.3	-0.4	5.9	5.8	6.9	6.3	6.8	4.0	4.3	3.8
Autriche	14.6	5.2	4.1	0.7	7.9	7.3	8.5	7.0	1.4	-13.9	12.7	6.4	1.6	0.3	3.2	2.9	2.2	5.9	5.1	5.0
Belgique	12.4	0.4	3.7	1.6	6.2	5.0	5.3	5.7	1.7	-9.4	10.3	6.7	0.3	0.9	5.2	3.3	7.5	4.9	4.7	4.3
Brésil	13.6	8.6	6.5	11.1	13.4	11.4	4.7	5.6	-0.3	-8.5	11.6	5.3	-0.4	2.8	-1.0	6.7	1.6	5.7	5.5	5.5
Canada	9.1	-3.0	1.2	-1.7	5.5	2.2	0.9	1.1	-4.6	-13.0	6.6	4.8	2.6	2.7	5.9	3.5	1.0	1.0	1.7	4.4
Chili	5.7	6.8	2.3	6.7	14.4	2.8	5.1	7.2	-0.6	-4.3	2.3	5.4	0.2	3.5	0.3	-1.8	-0.2	-1.0	6.3	5.4
Chine	28.2	6.0	26.5	28.0	24.4	23.5	25.1	20.2	9.7	-10.8	24.9	14.0	6.2	9.1	4.2	-2.3	1.9	11.1	6.5	5.6
Colombie	7.8	2.8	-2.4	7.4	9.8	5.7	9.3	6.7	3.7	-4.3	2.1	12.3	4.9	4.7	-0.3	1.7	-1.4	-0.7	3.6	4.9
Costa Rica	2.2	1.4	2.8	5.8	10.3	6.0	8.1	7.5	2.1	-8.3	9.0	6.8	5.5	3.4	5.0	2.8	11.4	5.0	4.9	6.0
République tchèque	15.6	9.4	0.8	8.9	29.2	18.4	14.7	11.0	3.8	-9.5	14.2	9.2	4.5	0.2	8.7	6.2	4.3	6.9	5.3	5.4
Danemark	12.6	3.4	4.4	-1.2	3.0	7.8	10.3	3.7	3.9	-9.2	2.9	7.2	1.2	1.6	3.1	2.3	2.8	4.4	3.0	3.6
Estonie	-6.9	6.3	2.8	10.2	17.3	20.0	9.5	12.6	0.9	-20.3	24.0	24.2	4.8	2.7	2.5	-0.6	4.1	2.9	4.9	4.3
Finlande	16.1	1.3	3.7	-1.2	8.7	6.9	10.1	9.1	6.6	-20.1	6.2	2.0	1.2	1.1	-2.7	0.9	3.5	7.8	5.3	4.9
France	13.1	2.9	1.8	-1.0	4.7	3.7	5.9	2.9	0.0	-11.1	8.7	7.1	2.7	1.9	3.4	4.0	1.9	3.3	3.9	4.2
Allemagne	14.5	6.1	4.3	1.8	10.3	7.0	12.8	9.7	1.3	-14.3	14.2	8.4	3.5	1.9	4.5	4.7	2.4	5.3	4.5	4.5
Grèce	21.9	0.0	-7.2	-0.7	18.4	3.4	5.1	10.6	3.7	-18.3	4.6	0.1	1.2	1.6	7.7	2.9	-1.9	6.9	5.9	4.7
Hongrie	24.9	8.8	5.7	6.3	17.9	12.9	19.5	16.1	6.9	-11.4	11.3	6.5	-1.8	4.2	9.1	8.5	3.4	7.1	6.3	5.9
Islande	3.9	6.7	3.4	0.9	8.2	7.1	-4.7	23.3	3.3	8.3	1.0	3.4	3.6	6.7	3.2	9.2	10.9	4.8	4.8	2.7
Inde ¹	18.2	4.3	21.1	9.6	27.2	26.1	20.4	5.9	14.6	-4.7	19.6	15.6	6.8	7.8	1.8	-5.6	5.0	4.5	5.4	6.5
Indonésie	26.5	0.6	-1.2	5.9	13.5	16.6	9.4	8.5	9.5	-2.0	15.3	14.8	1.6	4.2	1.1	-2.1	-1.6	9.1	8.4	5.9
Irlande	21.1	14.1	6.5	-1.8	6.6	5.5	6.1	8.9	-3.8	4.6	5.7	3.2	1.5	3.0	14.4	38.4	4.7	6.8	5.3	4.4
Israël	23.6	-11.1	-2.0	8.2	17.6	5.0	5.3	10.4	5.8	-11.2	15.2	9.6	-1.9	3.3	2.0	-2.4	2.5	3.6	6.1	4.7
Italie	12.9	2.3	-2.5	-1.5	5.4	4.3	8.6	5.5	-3.3	-17.9	11.4	6.1	2.0	0.9	2.4	4.2	2.6	6.0	5.4	4.3
Japon	12.7	-6.7	7.8	9.5	14.3	7.2	10.3	8.7	1.6	-23.4	24.9	-0.2	-0.1	0.8	9.3	2.9	1.7	6.7	5.0	4.5
Corée	17.2	-2.3	13.0	13.9	20.6	7.8	12.1	12.7	7.5	-0.3	12.7	15.1	5.1	4.3	2.0	-0.1	2.6	1.9	3.5	4.3
Lettonie	14.4	9.0	5.0	4.0	13.7	23.5	7.5	13.8	2.4	-12.9	13.4	12.0	9.8	1.1	6.0	3.0	4.1	4.8	4.7	3.6
Lituanie	14.1	24.1	20.2	9.1	4.2	20.5	12.6	3.2	13.5	-12.8	18.9	15.4	12.4	9.9	3.3	-0.4	3.5	13.2	7.2	4.1
Luxembourg	16.1	6.0	2.6	2.9	9.2	6.4	13.6	8.2	5.1	-11.5	9.6	4.4	3.1	5.4	14.1	6.6	2.1	4.6	4.8	4.6
Mexique	11.6	-0.5	0.4	1.9	9.9	6.2	7.9	1.9	-0.9	-11.0	22.4	7.8	6.5	1.3	7.0	8.5	3.5	3.9	4.4	5.0
Pays-Bas	13.1	1.4	0.5	1.9	8.1	5.6	7.5	5.6	1.8	-8.9	10.3	4.4	3.8	2.3	4.4	6.5	4.1	6.4	4.0	3.8
Nouvelle-Zélande	7.7	3.3	6.9	2.4	5.2	-0.6	1.7	4.9	-1.1	1.9	3.3	2.6	1.8	1.0	3.1	6.9	1.6	2.5	0.9	3.7
Norvège	3.2	4.3	-0.3	-0.1	1.0	0.5	-0.8	1.4	0.1	-4.1	0.6	-0.8	1.6	-1.7	3.1	4.7	-1.8	1.1	-0.1	1.4
Pologne	23.9	2.4	4.7	14.1	4.9	9.9	15.6	10.0	7.1	-5.9	13.1	7.9	4.6	6.1	6.7	7.7	8.8	8.2	7.7	6.3
Portugal	8.4	2.3	3.1	3.3	4.5	0.5	12.4	7.3	-0.3	-10.2	9.5	7.0	3.4	7.0	4.3	6.1	4.4	7.8	5.8	4.3
Russie	9.5	4.2	10.3	12.6	11.8	6.5	7.3	6.3	0.6	-4.7	7.0	0.3	1.4	4.6	0.5	3.7	3.2	5.2	3.9	3.1
République slovaque	7.5	10.6	7.0	18.4	20.9	12.9	22.9	14.6	3.0	-16.8	15.7	12.0	9.3	6.7	3.9	6.4	6.2	4.3	8.5	8.8
Slovénie	12.6	7.2	7.8	3.2	13.0	11.4	14.1	13.6	4.2	-16.6	10.2	6.9	0.6	3.1	5.7	5.0	6.4	10.6	8.8	6.8
Afrique du Sud	8.3	2.4	1.0	0.1	2.8	8.6	7.5	7.8	1.5	-17.0	7.7	3.5	0.8	4.0	3.6	2.8	1.0	-0.1	3.0	3.8
Espagne	10.5	3.7	1.4	3.4	4.3	1.8	4.9	8.3	-0.8	-11.0	9.4	7.4	1.1	4.3	4.3	4.2	4.8	5.0	4.6	4.5
Suède	11.9	0.9	1.3	4.4	9.8	6.6	9.1	4.7	1.6	-14.3	11.4	6.2	1.5	-0.8	5.4	5.2	3.0	4.0	6.0	4.5
Suisse	12.6	0.0	-2.1	-1.1	9.0	6.9	6.5	11.2	3.7	-9.9	12.6	5.2	1.1	15.2	-6.1	2.3	6.6	-0.7	4.7	4.0
Turquie	17.4	4.6	7.8	6.7	11.6	8.1	6.5	7.3	3.8	-3.7	1.7	13.4	14.9	1.1	8.2	4.3	-1.9	12.0	8.7	6.6
Royaume-Uni	9.6	2.1	1.8	2.6	4.8	8.7	12.4	-1.5	0.6	-8.7	5.9	6.2	0.2	0.8	2.7	5.0	2.3	5.7	1.4	3.3
États-Unis	8.6	-5.8	-1.7	1.8	9.8	6.3	9.0	9.3	5.7	-8.8	11.9	6.9	3.4	3.5	4.3	0.4	-0.3	3.4	4.8	4.4
Total OCDE	12.0	0.6	1.9	2.3	8.7	6.0	8.7	6.8	1.9	-11.0	11.4	6.3	2.8	2.7	4.5	4.3	2.6	4.6	4.5	4.4

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional comme la somme des volumes exprimés en dollars constants de 2010.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 48. Volume des importations de biens et services

Sur la base des comptes nationaux, pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Argentine	-0.2	-13.9	-50.1	37.6	40.1	15.8	11.0	19.6	13.6	-18.4	35.2	22.0	-4.7	3.9	-11.5	4.7	5.7	14.7	12.0	6.2
Australie	7.7	-4.6	11.1	11.0	15.5	9.1	8.7	13.3	10.3	-8.0	15.6	10.6	5.7	-2.0	-1.4	1.7	0.4	7.7	4.2	6.1
Autriche	10.2	5.2	0.2	3.2	8.0	5.6	6.0	5.4	0.9	-11.6	11.8	6.0	0.9	0.8	2.9	3.1	3.2	5.7	4.0	5.0
Belgique	13.5	-1.0	0.9	1.5	6.2	6.5	4.6	5.7	3.5	-9.0	9.6	7.3	0.1	0.3	6.2	3.3	8.4	4.4	4.8	4.4
Bésil	11.7	2.8	-13.5	-0.7	9.7	8.8	17.7	18.6	16.5	-7.3	33.9	10.4	0.3	7.0	-1.9	-14.0	-10.2	5.5	6.5	4.7
Canada	8.5	-4.9	1.8	4.2	8.5	7.3	5.3	5.8	0.9	-12.4	13.8	5.6	3.6	1.6	2.3	0.7	-1.0	3.6	3.7	3.9
Chili	10.4	5.4	1.9	5.7	19.4	18.4	11.8	13.8	11.7	-16.7	25.5	15.3	5.1	2.1	-6.5	-1.2	0.2	4.7	8.9	6.1
Chine	24.0	9.3	24.9	32.5	23.3	12.8	16.9	13.7	5.6	4.0	18.1	16.0	7.1	11.0	8.3	2.6	6.2	6.9	5.5	5.5
Colombie	6.7	8.7	0.3	8.2	10.3	11.9	18.8	13.5	12.1	-8.6	10.8	22.0	9.4	7.4	7.8	-1.1	-4.0	0.3	0.6	4.2
Costa Rica	-4.0	-0.1	5.9	4.7	4.8	6.9	8.0	10.1	6.6	-18.8	18.7	10.7	7.9	1.7	5.0	4.4	8.7	3.1	4.2	5.7
République tchèque	15.4	11.2	4.7	8.6	25.6	13.0	11.9	12.8	2.8	-10.7	14.3	6.7	2.8	0.1	10.1	7.0	3.1	6.2	6.1	5.7
Danemark	13.7	2.4	6.4	-1.0	7.2	11.4	14.0	5.8	4.8	-11.9	0.5	7.4	2.7	1.5	3.9	1.9	3.8	4.1	4.0	4.6
Estonie	-5.3	12.5	13.4	13.9	15.7	17.0	20.9	13.2	-6.0	-30.6	20.7	27.4	9.7	2.1	3.5	-1.8	5.2	3.6	6.0	5.0
Finlande	14.9	1.4	4.3	4.1	8.1	11.2	6.7	7.4	7.9	-16.9	6.5	6.0	1.6	0.5	-1.3	3.2	5.7	3.5	3.6	4.0
France	16.0	2.3	1.8	0.9	5.7	6.4	5.9	5.7	1.0	-9.3	8.5	6.6	0.9	2.2	4.8	5.5	4.2	4.1	2.6	3.9
Allemagne	11.3	1.2	-2.5	5.7	7.1	6.0	11.5	6.5	1.8	-9.6	12.6	7.1	0.4	3.1	3.5	5.2	3.8	5.6	4.3	5.1
Grèce	22.5	-1.3	-3.4	7.4	4.1	2.5	13.2	14.3	1.1	-20.2	-3.4	-8.3	-9.4	-3.4	7.7	0.4	1.2	7.5	4.1	4.5
Hongrie	23.1	5.8	8.7	9.5	17.3	7.8	15.5	13.9	6.0	-14.7	10.2	4.4	-3.5	4.5	11.0	6.4	2.9	9.7	7.2	8.2
Islande	7.8	-10.0	-2.7	10.3	13.7	28.8	9.8	-2.3	-20.3	-22.4	4.4	6.8	4.6	0.1	9.0	13.8	14.5	11.9	5.5	4.0
Inde ¹	4.5	2.8	12.3	13.8	22.2	32.6	21.5	10.2	22.7	-2.1	15.6	21.1	6.0	-8.1	0.9	-5.9	4.0	10.8	6.2	6.4
Indonésie	25.9	4.2	-4.2	1.6	26.7	17.8	8.6	9.1	10.0	-9.3	16.6	15.0	8.0	1.9	2.1	-6.2	-2.4	8.1	9.1	6.4
Irlande	21.7	13.1	5.3	-2.4	1.9	12.8	9.3	9.3	-2.8	-1.7	0.4	2.7	2.5	0.9	14.9	26.0	16.4	-6.2	7.1	5.0
Israël	11.9	-5.5	-1.1	-0.9	11.8	3.4	3.4	11.1	2.4	-13.9	15.5	11.0	2.3	-0.2	4.1	0.0	9.4	4.8	12.3	6.8
Italie	11.3	1.7	0.9	1.3	4.2	3.7	8.2	4.8	-3.9	-12.8	12.1	1.1	-8.2	-2.3	3.0	6.6	3.8	5.7	5.5	4.2
Japon	9.3	1.0	0.7	3.4	8.1	6.1	4.7	2.2	0.7	-15.7	11.2	5.8	5.4	3.3	8.3	0.8	-1.6	3.4	3.3	2.3
Corée	21.8	-3.6	15.0	10.6	12.3	7.8	12.4	11.6	3.2	-6.8	17.3	14.3	2.4	1.7	1.5	2.1	4.7	7.0	5.5	3.7
Lettonie	2.7	15.6	2.7	11.9	21.0	16.9	21.4	17.3	-10.7	-31.7	12.4	22.0	5.4	0.4	1.2	2.1	4.5	9.5	6.5	5.3
Lituanie	6.6	19.7	20.1	9.6	15.5	20.3	14.3	10.8	12.2	-28.0	18.7	15.0	6.6	9.1	3.1	6.2	3.5	12.8	7.8	4.9
Luxembourg	13.7	6.6	1.1	4.6	11.6	5.7	12.4	6.8	9.4	-13.8	12.2	5.3	4.8	5.0	14.5	7.1	2.1	3.9	4.7	4.7
Mexique	19.8	-0.2	1.1	2.6	5.7	5.9	8.8	4.8	2.8	-15.6	17.1	5.7	4.9	2.6	5.9	5.9	2.4	7.0	3.5	3.6
Pays-Bas	11.7	2.0	0.4	2.0	6.4	5.4	8.2	5.6	2.2	-7.7	9.1	3.5	2.7	1.1	4.2	8.4	3.9	5.7	4.7	4.3
Nouvelle-Zélande	-0.9	2.3	9.8	8.6	16.8	6.2	-2.4	9.3	3.3	-14.4	10.9	6.9	2.7	6.4	7.9	3.7	3.4	6.6	4.5	4.1
Norvège	2.0	1.7	1.0	1.2	9.0	7.9	9.1	10.0	3.2	-10.3	8.4	3.9	3.0	5.0	2.4	1.6	2.3	2.8	2.0	3.0
Pologne	13.6	-3.8	2.6	9.6	8.1	6.3	18.1	15.8	9.5	-12.4	14.3	5.8	-0.3	1.7	10.0	6.6	7.6	8.7	9.6	7.6
Portugal	5.5	1.1	-0.2	-0.4	7.6	2.2	7.5	5.4	2.5	-9.9	7.8	-5.8	-6.3	4.7	7.8	8.5	4.2	7.9	6.4	4.7
Russie	32.4	18.7	14.6	17.3	23.3	16.6	21.3	26.2	14.8	-30.4	25.8	20.3	9.7	3.5	-7.3	-25.8	-3.8	15.1	8.2	2.9
République slovaque	6.6	18.9	5.8	8.0	21.6	15.3	19.5	9.4	3.6	-18.8	14.7	9.6	2.5	5.6	4.8	8.4	3.7	3.9	7.2	8.5
Slovénie	6.6	3.6	5.6	6.5	14.0	7.3	12.4	16.8	3.8	-18.8	6.8	5.0	-3.7	2.1	4.1	4.7	6.6	10.1	9.8	7.1
Afrique du Sud	5.3	0.2	5.3	8.1	15.5	10.9	18.3	9.4	2.8	-17.7	10.8	11.9	4.2	5.0	-0.6	5.4	-3.8	1.9	5.2	4.3
Espagne	9.5	3.5	3.6	5.9	10.1	7.0	8.2	8.6	-5.6	-18.3	6.9	-0.8	-6.4	-0.5	6.6	5.9	2.7	4.7	4.2	4.2
Suède	12.0	-1.6	-1.3	4.0	5.8	7.0	8.7	7.9	3.5	-14.0	12.3	7.4	1.1	-0.2	6.5	4.8	3.1	5.3	4.9	4.8
Suisse	8.1	0.9	-2.2	0.3	3.6	9.8	3.3	5.8	4.9	-3.8	7.9	9.3	-2.5	13.6	-7.7	4.6	6.0	-2.5	3.7	4.8
Turquie	21.2	-24.2	20.8	24.2	20.2	11.9	7.7	9.4	-2.6	-14.6	21.0	12.3	1.3	10.2	-0.4	1.5	3.8	10.1	13.2	6.0
Royaume-Uni	9.5	5.1	5.4	2.6	6.9	6.9	10.4	-1.3	-1.7	-9.7	8.5	0.9	2.7	3.1	4.5	5.1	4.8	3.2	1.0	1.5
États-Unis	13.0	-2.8	3.7	4.5	11.4	6.3	6.3	2.5	-2.6	-13.7	12.7	5.5	2.2	1.1	4.5	5.0	1.3	4.0	5.3	5.3
Total OCDE	12.2	0.1	2.5	4.0	8.7	6.8	8.1	5.5	0.5	-11.8	11.4	5.7	1.3	2.1	4.3	4.8	3.2	4.5	4.7	4.5

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional comme la somme des volumes exprimés en dollars constants de 2010.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 49. Prix des exportations de biens et services

Sur la base des comptes nationaux, pourcentage de variations par rapport à la période précédente, exprimés en monnaie nationale

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Argentine	9.1	-3.0	176.6	3.7	9.2	3.7	15.3	14.0	23.8	6.2	13.2	22.7	11.1	18.4	44.9	-0.6	53.5	14.1	7.7	2.5
Australie	12.4	5.9	-2.1	-5.3	4.1	11.8	12.4	1.0	21.8	-11.9	8.1	11.0	-9.5	-0.1	-3.9	-8.5	-2.4	10.6	0.7	1.3
Autriche	1.7	0.5	0.1	0.0	1.1	2.0	2.5	1.9	2.6	-2.8	2.9	4.2	1.3	0.0	-0.2	-0.5	-0.7	2.2	1.6	2.0
Belgique	5.8	1.4	-1.1	-1.3	2.1	3.7	2.6	2.2	3.9	-5.4	4.6	3.9	2.7	-0.3	-1.9	-3.0	-1.6	1.1	1.3	2.1
Brésil	3.4	22.7	22.2	10.7	9.5	-8.3	-0.1	-0.9	16.4	-6.1	3.4	14.2	12.7	7.1	3.7	13.9	-0.5	-0.3	-0.2	2.0
Canada	6.3	1.3	-1.8	-1.6	2.1	2.8	0.2	0.8	10.6	-9.7	1.7	6.9	-0.8	1.2	3.5	-3.2	-0.8	4.1	2.9	1.8
Chili	10.3	6.6	5.5	10.9	12.8	11.7	23.7	6.1	-4.3	-3.8	14.8	3.9	-3.9	-3.3	10.4	-3.0	1.9	9.3	-0.5	2.1
Chine	-0.7	1.4	-3.3	5.1	9.0	2.0	-0.2	0.6	-0.9	-7.9	1.8	4.9	-0.5	-3.3	0.6	0.1	-3.4	0.9	1.9	2.7
Colombie	23.7	1.8	7.1	15.7	4.1	5.0	7.9	-2.4	18.2	-0.3	5.7	19.6	0.2	-1.6	-1.5	-2.4	1.2	8.3	4.4	3.3
Costa Rica	12.2	5.5	7.2	13.1	11.3	14.1	11.6	4.2	9.4	6.0	-2.6	1.0	1.3	0.3	7.3	0.1	1.3	4.5	2.9	2.2
République tchèque	3.8	0.3	-4.8	0.1	2.7	-2.2	-1.3	0.3	-4.3	0.5	-1.1	0.8	3.1	1.5	4.0	-1.3	-2.5	-0.9	-2.4	0.2
Danemark	8.2	1.6	-1.1	-1.1	2.0	5.5	2.8	1.2	5.0	-8.4	9.5	1.3	3.0	0.6	-0.8	1.9	-4.6	2.5	0.1	2.0
Estonie	8.3	5.9	3.1	0.0	1.2	4.4	5.6	6.3	6.6	-2.2	3.1	5.4	2.2	0.7	-0.3	-1.3	0.0	4.2	2.3	2.2
Finlande	3.5	-1.3	-2.5	-1.4	-0.4	1.2	2.3	1.0	-0.2	-5.9	3.8	4.5	1.1	-1.1	-0.4	-0.9	-1.8	2.9	2.0	2.4
France	2.6	-0.3	-1.5	-1.6	0.5	1.8	2.1	1.9	3.2	-3.8	2.3	2.9	1.4	-0.2	-0.7	0.6	-1.7	1.4	0.3	1.4
Allemagne	2.7	0.7	-0.6	-1.3	-0.2	1.2	1.1	0.3	1.0	-2.6	2.3	2.6	1.8	-0.5	-0.2	1.2	-1.0	1.6	1.0	1.4
Grèce	7.4	2.6	1.9	1.8	1.8	3.0	3.3	2.3	3.7	-1.9	5.8	6.3	2.6	-2.1	-2.0	-6.1	-3.2	4.7	1.6	0.9
Hongrie	10.0	3.0	-4.1	0.1	-1.0	-0.5	6.4	-3.9	0.8	2.9	1.8	3.4	3.1	0.0	1.1	-0.1	-1.0	1.3	1.9	2.6
Islande	4.1	21.8	-1.2	-6.4	1.7	-4.4	21.4	-0.9	36.1	14.3	8.8	7.0	1.6	-3.1	-1.2	1.9	-10.0	-3.6	4.6	1.9
Inde ¹	3.3	0.3	1.0	6.9	7.1	-0.7	5.8	6.3	13.7	2.7	9.9	8.9	6.4	8.7	-1.4	0.9	2.9	3.0	4.0	3.6
Indonésie	9.9	12.1	-6.2	-2.7	6.2	9.6	0.2	3.4	15.8	-5.8	1.9	7.7	1.1	3.5	8.4	-0.4	-1.2	7.0	2.5	2.2
Irlande	5.4	-0.4	-0.6	-2.7	0.3	2.1	1.7	0.1	3.1	-4.1	3.1	-0.6	4.2	-1.1	0.5	7.4	-1.9	-0.7	-0.5	3.2
Israël	-1.8	0.9	11.9	-1.9	0.9	4.5	1.9	-3.8	-5.2	2.6	-2.4	0.5	8.2	-4.9	-0.8	4.8	-0.9	-3.7	-2.2	1.4
Italie	4.3	2.4	1.4	-0.1	1.1	1.9	2.2	2.4	2.9	-2.0	2.3	4.0	1.9	-0.3	-0.1	-0.4	-1.1	1.7	1.4	1.9
Japon	-4.0	2.5	-1.4	-3.7	-1.4	1.4	3.2	2.3	-3.9	-11.8	-1.7	-2.3	-1.8	10.4	3.0	0.8	-8.5	4.2	0.3	1.8
Corée	-2.0	3.7	-7.7	-0.9	4.9	-6.4	-5.4	1.1	25.6	-0.4	1.3	3.2	-0.6	-4.8	-4.9	-5.0	-4.5	5.4	0.0	3.5
Lettonie	0.5	3.1	3.0	8.0	10.0	10.1	8.3	11.7	8.3	-4.4	5.8	8.8	4.1	1.3	-1.5	-0.6	-2.1	3.5	2.3	2.2
Lituanie	9.6	-2.2	-4.2	-2.0	7.7	8.6	5.1	5.8	12.5	-14.1	10.1	11.0	3.3	-1.7	-2.3	-4.0	-2.0	4.4	2.0	1.6
Luxembourg	8.0	-3.6	-1.0	-0.8	7.6	6.8	8.0	5.4	0.0	-4.0	5.5	5.0	3.8	2.2	2.9	4.5	-1.0	3.9	2.3	1.7
Mexique	7.9	-5.1	4.3	12.0	8.3	3.5	7.3	6.9	9.1	8.3	-1.8	6.3	5.4	-1.5	2.2	6.1	12.4	6.5	5.9	4.8
Pays-Bas	5.8	0.7	-1.8	-0.8	0.9	3.4	3.2	1.7	4.3	-6.5	5.4	4.8	2.4	-0.9	-2.1	-2.2	-2.6	3.2	1.8	3.1
Nouvelle-Zélande	13.3	7.3	-6.9	-7.4	0.8	1.1	7.3	1.0	15.3	-8.0	3.0	5.7	-5.3	2.4	1.7	-3.9	-1.5	7.0	3.8	1.7
Norvège	36.7	-2.2	-10.2	2.0	12.9	17.4	15.5	1.5	17.5	-17.0	7.5	12.8	2.9	1.6	-1.7	-8.0	-7.9	8.8	8.7	2.8
Pologne	0.6	2.7	4.6	6.2	7.9	-2.4	2.3	2.7	-0.7	11.4	0.3	6.8	3.8	-0.1	0.0	1.1	0.2	1.9	1.1	2.6
Portugal	5.5	0.6	0.1	-1.5	1.7	1.6	4.4	1.9	2.7	-5.0	3.3	5.0	1.7	-1.0	-1.2	-1.3	-1.9	3.6	1.5	0.4
Russie	41.0	-1.6	4.8	8.4	12.6	21.9	11.2	3.9	28.1	-11.9	16.6	24.8	7.2	-1.6	13.0	7.4	-10.1	3.0	5.9	2.3
République slovaque	17.3	4.9	1.0	1.5	1.8	1.6	2.1	0.5	1.4	-5.1	3.0	4.0	1.2	-1.9	-3.3	-1.4	-1.5	2.2	0.7	1.5
Slovénie	10.5	8.0	4.5	2.8	3.0	2.8	2.7	2.5	1.4	-1.1	2.2	4.2	1.0	-0.7	-0.1	-0.1	-1.4	2.5	1.3	1.7
Afrique du Sud	15.1	16.8	24.7	-8.0	2.6	6.2	15.6	13.3	26.4	0.0	4.3	13.2	4.2	9.0	5.5	-0.8	8.3	3.8	3.1	2.0
Espagne	6.7	1.7	0.4	-0.3	1.8	4.0	4.1	2.4	2.6	-2.7	3.0	4.5	2.0	-0.7	-1.5	0.6	-1.1	2.5	1.2	1.3
Suède	2.3	2.6	-1.5	-2.0	-0.3	2.6	3.0	2.0	4.0	1.3	-0.6	-1.0	-1.0	-2.5	2.0	2.1	-1.4	3.2	0.3	1.5
Suisse	3.4	-0.1	-1.9	0.6	0.7	1.8	4.9	3.9	2.5	-0.4	2.3	-0.5	2.2	-5.1	-3.0	-5.0	0.2	1.1	1.8	1.5
Turquie	42.1	87.9	25.1	10.9	13.0	-0.2	13.3	1.9	17.1	3.2	3.4	15.4	4.2	7.3	11.5	7.7	6.9	20.1	9.0	6.8
Royaume-Uni	1.6	0.9	-1.1	2.1	-0.3	2.5	1.6	-0.8	9.7	3.9	5.3	5.3	0.2	2.9	-2.8	-5.1	4.8	6.1	2.0	3.5
États-Unis	1.8	-0.6	-0.6	2.0	3.5	4.3	3.4	3.2	4.6	-5.5	4.3	6.4	0.9	0.1	0.0	-5.0	-1.9	2.4	3.2	2.0
Total OCDE	4.4	2.4	-0.3	0.4	2.3	2.3	3.1	1.9	5.0	-3.1	2.8	4.3	1.3	0.2	0.0	-1.1	-0.8	3.5	1.9	2.4

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional. Ils sont calculés comme la moyenne géométrique des prix pondérés par les volumes du PIB de l'année 2010 exprimés en dollars.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 50. Prix des importations de biens et services

Sur la base des comptes nationaux, pourcentage de variations par rapport à la période précédente, exprimés en monnaie nationale

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Argentine	1.1	-3.0	203.2	-3.8	6.1	6.5	11.4	10.0	13.2	5.2	9.0	12.3	8.4	25.8	47.0	4.5	49.5	14.9	7.6	3.3
Australie	7.6	5.9	-4.1	-8.5	-5.0	0.6	4.2	-4.0	7.4	-2.4	-7.6	-1.4	0.9	3.7	4.1	3.3	-3.1	-0.4	2.1	1.5
Autriche	2.7	0.3	-0.6	-0.8	1.7	2.8	3.6	2.3	3.9	-4.6	4.7	6.0	1.9	-0.1	-1.1	-1.5	-1.2	2.7	2.4	2.1
Belgique	7.6	1.3	-1.8	-1.0	3.0	4.4	3.3	2.0	6.6	-8.3	6.3	5.1	2.8	-0.6	-2.1	-3.8	-2.3	2.4	1.0	2.0
Brésil	7.6	24.8	20.3	12.5	5.3	-8.1	-7.1	-2.4	12.6	-5.2	-8.8	5.9	17.1	10.4	8.5	24.0	-0.1	-5.0	0.9	1.9
Canada	2.0	2.5	0.5	-6.7	-2.2	-0.7	-0.8	-2.2	6.0	-0.6	-3.4	3.4	0.7	1.2	4.9	4.0	1.2	1.0	0.8	1.7
Chili	7.7	8.7	4.1	3.2	-5.5	1.0	-0.6	3.8	16.4	-8.0	-1.8	4.4	0.5	-0.3	13.1	0.0	-2.2	0.2	-3.3	2.1
Chine	7.7	-0.5	-3.0	5.2	9.5	2.2	0.5	1.7	4.6	-15.2	12.5	8.9	-3.0	-4.2	-2.2	-11.2	-3.4	8.3	3.1	3.1
Colombie	19.6	10.1	6.2	12.7	-1.9	-2.8	1.8	-6.7	1.1	2.5	-6.3	5.1	-2.4	-0.9	3.9	16.1	5.3	-1.2	1.7	1.5
Costa Rica	14.7	5.3	9.4	14.2	13.9	16.7	14.2	7.2	13.5	-1.1	-6.5	2.8	-0.4	-0.3	5.7	-6.2	-1.7	6.9	3.7	3.1
République tchèque	7.0	-2.5	-8.1	0.0	1.6	0.0	0.7	-0.8	-3.1	-1.5	0.9	2.5	3.5	0.5	2.5	-1.7	-3.5	0.1	-1.6	0.7
Danemark	7.5	1.7	-2.2	-1.9	1.1	3.6	3.5	1.7	3.1	-8.6	6.9	3.3	2.4	-0.4	-2.4	2.0	-3.9	1.4	0.7	2.1
Estonie	5.4	1.4	-1.0	-1.6	1.0	1.8	3.2	4.0	6.2	-2.6	5.7	4.6	2.5	-0.1	-1.3	-1.9	-0.8	2.8	2.3	2.0
Finlande	7.4	-2.9	-2.7	0.0	1.8	4.7	5.6	1.1	1.7	-7.1	6.0	6.1	2.1	-1.7	-1.6	-4.3	-3.2	3.8	2.6	3.3
France	5.3	-0.5	-3.1	-1.6	1.4	3.2	3.6	0.7	3.8	-6.2	3.7	5.4	1.7	-1.4	-1.9	-2.5	-2.4	2.2	0.8	1.2
Allemagne	7.3	0.6	-2.6	-2.5	-0.4	3.0	2.8	0.1	2.8	-6.9	4.8	5.5	2.0	-1.6	-1.5	-1.5	-2.5	2.6	1.3	1.3
Grèce	8.3	2.8	0.8	-0.1	2.1	3.3	3.4	2.0	5.5	-1.4	5.3	6.1	4.2	-2.8	-3.8	-10.6	-3.0	4.6	1.5	1.0
Hongrie	12.3	2.4	-5.2	0.4	-0.9	1.3	7.8	-4.4	2.0	1.6	1.7	4.9	4.1	-0.8	0.3	-1.0	-2.1	1.7	1.8	2.7
Islande	6.9	21.7	-1.7	-2.4	3.2	-5.3	17.7	2.8	45.7	23.9	4.1	10.0	4.8	-1.2	-3.6	-4.5	-12.1	-5.2	2.4	2.8
Inde ¹	7.2	1.8	8.7	1.0	17.1	-1.9	5.3	6.2	8.0	4.1	7.9	9.6	8.0	11.9	0.4	0.0	1.3	4.3	6.2	4.7
Indonésie	11.4	14.8	-0.8	-4.6	7.2	11.5	-5.1	7.5	28.9	-7.7	3.8	5.6	6.7	7.6	7.1	-1.0	-2.7	6.1	5.8	2.2
Irlande	5.5	-1.7	-2.7	-1.6	6.0	0.4	2.7	-0.4	2.0	-2.6	6.4	-2.4	5.9	-1.0	2.5	2.7	-1.7	1.0	1.4	2.9
Israël	0.8	1.8	12.2	0.5	3.7	6.7	3.2	-1.8	-2.7	-4.2	-0.6	4.2	5.2	-6.9	-1.7	-3.3	-4.3	-3.1	0.6	1.3
Italie	10.8	1.2	-0.3	-1.7	2.0	5.3	5.4	1.3	5.1	-7.8	6.6	6.8	3.5	-1.8	-2.6	-2.6	-3.4	3.1	2.5	2.1
Japon	1.6	2.3	-1.0	-0.6	3.0	8.3	11.0	6.6	5.8	-21.4	4.3	5.8	-0.6	11.5	3.5	-7.5	-13.2	8.5	4.2	2.5
Corée	6.8	6.4	-9.4	0.7	8.0	-2.9	-1.1	1.2	34.7	-4.1	1.1	8.1	-0.4	-6.8	-5.7	-12.1	-7.5	4.8	2.3	3.3
Lettonie	6.4	1.7	5.7	5.9	7.3	11.1	9.0	6.7	10.2	-4.6	5.7	5.6	7.1	0.7	-0.2	-1.2	-4.8	2.8	1.2	2.2
Lituanie	4.1	-1.8	-4.5	-2.0	-0.8	7.5	8.2	4.9	8.6	-10.7	9.9	11.9	4.1	-1.5	-3.2	-6.9	-4.3	4.0	2.0	1.5
Luxembourg	10.9	-3.1	-1.5	-1.7	6.3	8.0	6.2	6.8	-1.8	-5.3	4.0	4.8	4.2	2.4	3.0	4.8	-1.1	4.7	2.6	1.7
Mexique	1.2	-3.8	2.3	10.3	13.6	2.6	6.1	5.0	7.3	11.8	1.2	8.4	6.5	-2.9	3.3	10.9	13.0	2.8	4.5	5.1
Pays-Bas	6.0	-0.6	-2.5	-1.1	1.2	3.0	3.0	1.8	4.6	-7.3	6.5	6.5	2.7	-1.2	-2.0	-3.4	-3.2	3.6	1.7	3.1
Nouvelle-Zélande	15.8	2.2	-5.9	-11.4	-4.4	0.8	9.9	-4.9	12.5	-1.4	-4.1	2.6	-1.0	-4.6	-3.3	0.6	-3.5	2.2	1.8	1.8
Norvège	7.5	-0.1	-5.0	1.4	4.7	1.5	3.2	3.9	4.2	-0.3	0.8	3.3	0.0	1.6	4.9	5.1	1.3	2.3	3.1	2.1
Pologne	9.3	0.2	5.5	6.7	4.6	-3.6	2.4	1.1	0.8	8.0	1.8	8.5	5.1	-1.1	-1.9	-1.3	-0.3	1.5	1.1	2.3
Portugal	8.4	0.3	-1.6	-1.5	2.1	2.9	3.8	1.4	5.1	-9.3	4.7	7.1	1.1	-2.7	-2.3	-4.4	-3.0	4.1	1.1	0.4
Russie	5.1	3.9	6.6	1.6	-2.9	5.6	0.3	0.4	10.8	25.5	-2.2	3.3	4.7	4.5	18.2	41.4	7.1	-5.9	1.9	3.0
République slovaque	13.4	6.1	1.0	1.9	2.1	1.7	3.6	1.6	3.0	-4.1	3.6	5.3	2.5	-1.4	-3.4	-1.1	-1.1	2.7	0.9	1.5
Slovénie	14.0	6.2	2.5	2.1	4.2	5.0	3.3	1.5	2.7	-4.4	6.5	5.7	2.1	-1.5	-1.1	-1.4	-2.2	3.0	2.0	2.2
Afrique du Sud	17.9	15.5	21.6	-11.7	0.7	4.4	10.2	10.0	25.1	-5.1	-1.6	6.5	8.6	10.6	7.1	-3.6	6.8	-0.9	0.9	2.5
Espagne	10.8	-0.1	-2.4	-1.7	2.2	3.1	3.9	1.7	5.1	-7.4	5.5	8.5	4.0	-1.8	-0.7	-0.5	-1.6	4.4	1.0	1.6
Suède	4.1	4.0	0.1	-2.1	0.8	4.5	3.4	0.5	4.4	0.4	-0.2	-0.2	-1.1	-2.8	1.8	1.3	-1.8	3.9	0.9	1.6
Suisse	5.5	-0.1	-4.8	-1.0	1.9	3.5	6.2	4.9	3.6	-2.8	2.5	0.0	2.7	-5.1	-3.1	-7.4	2.5	2.8	2.0	1.6
Turquie	57.4	91.9	22.1	6.5	11.4	0.4	18.1	0.3	20.5	1.4	4.5	27.9	4.4	2.7	11.6	5.8	2.9	27.6	7.3	5.9
Royaume-Uni	2.5	-0.3	-2.4	0.7	-1.3	3.5	2.1	-0.2	12.9	2.8	3.6	6.7	-0.7	0.7	-4.2	-5.9	3.4	5.9	1.6	3.9
États-Unis	4.4	-2.5	-1.2	3.4	4.7	6.0	4.1	3.4	10.5	-10.4	5.8	7.7	0.6	-0.9	-0.3	-7.8	-3.1	2.5	4.3	2.5
Total OCDE	6.6	2.0	-1.3	0.2	2.8	3.4	4.1	1.8	7.9	-5.7	3.7	6.6	1.9	-0.6	-0.1	-3.0	-1.9	3.9	2.5	2.5

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional. Ils sont calculés comme la moyenne géométrique des prix pondérés par les volumes du PIB de l'année 2010 exprimés en dollars.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 51. Indicateurs de compétitivité à partir des prix relatifs à la consommation

Indices, 2010 = 100

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Argentine	257.0	269.4	114.2	122.3	117.2	116.8	114.8	111.9	109.2	102.6	100.0	95.6	98.5	90.2	78.7	99.5	86.4	90.7	88.2	100.6
Australie	67.9	65.6	69.4	78.4	84.9	87.4	87.2	92.7	90.8	88.2	100.0	106.9	108.4	103.7	99.2	90.3	90.7	93.7	89.7	89.1
Autriche	98.1	98.3	99.0	102.3	103.4	102.5	101.7	102.1	102.2	103.0	100.0	100.4	98.8	100.8	102.7	100.5	101.8	102.4	104.5	105.0
Belgique	91.7	92.5	94.1	99.0	100.9	100.6	100.2	100.9	103.5	103.6	100.0	100.9	98.7	100.2	100.6	96.8	99.5	100.2	102.4	102.0
Brésil	69.4	58.8	55.8	53.7	55.9	69.2	77.6	83.6	87.9	87.9	100.0	104.7	94.8	89.9	88.3	73.4	77.2	84.2	77.0	76.6
Canada	76.0	74.4	73.8	81.6	85.7	90.8	95.8	98.7	96.0	92.0	100.0	101.5	101.1	97.6	92.1	84.6	83.1	84.3	83.6	83.2
Chili	94.3	85.5	87.9	82.0	87.6	93.1	97.5	95.9	97.3	94.8	100.0	101.1	103.7	103.1	94.1	92.5	93.8	97.1	102.2	102.5
Chine	92.7	97.6	95.7	89.3	86.7	85.6	87.0	90.1	97.9	102.0	100.0	102.3	108.1	114.9	117.8	129.0	123.9	119.5	123.6	123.8
Colombie	76.0	75.2	73.7	63.4	69.1	78.0	77.0	86.3	91.6	90.4	100.0	99.8	106.0	102.4	98.7	81.5	79.3	83.0	85.5	86.4
Costa Rica	90.8	94.8	93.0	86.1	83.3	83.1	83.5	84.7	88.0	90.1	100.0	102.4	106.6	111.3	108.5	117.4	116.0	109.8	108.0	109.4
République tchèque	67.4	71.6	79.8	78.2	79.1	83.4	87.6	89.9	102.9	99.0	100.0	101.9	98.7	96.6	91.5	90.5	92.7	95.9	101.7	101.7
Danemark	91.6	92.8	95.0	100.1	100.9	99.7	99.4	99.9	101.4	104.4	100.0	99.4	96.7	97.7	98.9	96.0	97.2	97.6	99.2	98.7
Estonie	82.7	84.3	86.5	89.6	91.2	91.4	92.2	95.8	101.7	103.4	100.0	101.2	100.1	102.8	104.8	104.5	105.5	105.7	109.9	110.4
Finlande	100.9	101.7	103.1	107.8	107.5	104.2	102.6	103.6	105.1	106.7	100.0	99.6	96.9	98.6	101.4	99.3	100.4	98.8	102.0	102.0
France	96.0	95.8	97.6	103.0	104.8	103.4	102.7	103.1	103.8	104.0	100.0	99.3	96.3	97.4	97.8	93.7	94.4	94.4	96.4	95.9
Allemagne	99.2	99.1	100.3	105.2	106.7	104.5	103.5	104.8	104.8	105.7	100.0	99.0	95.7	97.8	99.1	94.7	96.0	96.1	98.4	98.4
Grèce	84.7	85.3	88.0	93.5	95.7	95.9	96.6	98.0	99.8	101.4	100.0	100.7	96.8	95.9	95.5	90.9	90.9	90.3	91.8	90.1
Hongrie	73.4	79.1	87.3	89.5	95.3	96.9	92.1	102.5	105.2	99.2	100.0	99.8	96.8	96.0	92.5	89.3	89.7	90.9	92.6	93.7
Islande	133.5	117.6	125.4	132.1	135.6	153.3	143.1	148.7	116.4	95.0	100.0	101.0	101.5	105.4	113.1	118.0	132.5	147.6	151.4	152.1
Inde	88.0	88.7	88.5	87.0	86.0	88.1	87.2	93.5	88.9	90.2	100.0	99.1	94.3	93.2	95.5	103.3	104.3	108.5	106.3	108.3
Indonésie	69.7	66.7	81.0	86.9	82.9	81.6	94.7	94.2	90.4	89.5	100.0	99.8	96.0	92.1	86.3	87.7	91.6	92.9	87.8	89.0
Irlande	81.8	84.7	89.4	98.1	100.7	100.3	102.0	107.0	112.0	107.8	100.0	100.2	95.7	97.2	96.8	90.1	91.3	90.7	92.8	92.9
Israël	115.4	114.4	103.5	97.0	90.2	87.7	87.2	87.5	97.5	95.3	100.0	101.1	96.3	102.3	103.7	103.6	105.2	109.7	106.7	105.2
Italie	93.0	94.0	96.5	102.4	104.3	102.8	102.3	102.8	103.6	104.9	100.0	99.8	97.9	99.5	100.1	96.1	96.7	96.2	98.5	98.2
Japon	124.9	112.2	104.9	105.5	106.8	100.4	90.7	83.1	89.7	100.5	100.0	101.2	99.9	80.2	76.1	71.7	80.8	76.6	75.8	75.4
Corée	108.1	101.8	106.8	108.1	109.7	122.6	130.9	129.0	104.9	93.1	100.0	100.0	99.7	103.8	110.2	111.3	109.8	112.6	113.8	114.2
Lettonie	98.9	95.3	92.0	87.7	88.2	85.9	88.2	93.8	103.0	109.6	100.0	100.6	99.0	98.0	101.5	103.6	105.0	102.7	107.7	108.3
Lituanie	91.0	89.7	92.1	94.1	93.5	90.8	90.4	93.1	98.9	106.1	100.0	100.7	98.5	99.6	101.8	100.4	102.5	102.4	107.4	107.9
Luxembourg	92.1	92.9	94.3	98.0	99.4	99.1	99.7	100.6	101.5	102.3	100.0	100.5	99.0	100.4	100.8	98.1	98.5	99.2	100.6	100.4
Mexique	115.1	123.1	123.4	109.7	105.0	108.9	108.8	107.6	105.5	92.8	100.0	100.1	97.3	102.7	101.9	91.5	79.8	81.0	81.2	81.9
Pays-Bas	92.9	95.4	98.6	104.2	105.1	103.5	102.1	102.5	103.0	104.8	100.0	99.4	96.9	99.8	101.0	97.7	98.8	98.9	101.4	101.7
Nouvelle-Zélande	75.9	74.9	82.2	94.2	101.2	106.6	99.0	105.9	98.9	92.6	100.0	103.8	106.6	109.4	113.2	104.8	105.6	107.1	103.9	103.4
Norvège	88.4	91.2	98.8	98.2	93.9	97.3	96.8	96.8	97.4	95.5	100.0	100.6	100.2	98.5	93.8	86.3	87.0	87.3	86.2	86.0
Pologne	93.0	104.1	99.6	88.9	88.0	97.8	99.3	102.6	111.7	94.8	100.0	98.2	95.7	96.0	97.1	94.3	90.3	92.7	96.2	96.5
Portugal	92.9	95.2	97.9	102.1	103.2	102.3	102.8	103.5	103.6	102.9	100.0	100.8	99.5	99.6	99.3	96.7	97.9	98.3	99.5	98.9
Russie	54.4	64.6	66.3	67.2	72.5	80.4	88.7	93.0	99.3	91.1	100.0	104.0	105.9	107.6	97.1	79.0	77.7	89.9	82.2	81.7
République slovaque	59.6	60.0	61.2	69.4	76.1	77.7	81.6	90.0	97.5	104.7	100.0	100.9	100.4	101.8	102.5	99.9	100.0	99.1	100.7	100.8
Slovénie	94.1	93.8	95.8	99.3	99.5	98.4	98.4	100.0	102.3	103.8	100.0	99.0	97.2	98.8	99.5	96.2	96.6	96.8	100.1	100.6
Afrique du Sud	97.0	85.4	74.0	97.0	103.8	104.0	98.5	91.6	80.0	87.4	100.0	98.1	92.3	81.8	77.0	75.0	69.8	79.3	85.0	86.6
Espagne	86.5	88.3	91.0	95.8	98.0	98.5	99.8	101.3	103.4	103.4	100.0	100.5	98.2	99.9	99.8	95.2	95.9	96.5	99.0	98.5
Suède	110.6	101.3	104.1	110.8	111.3	106.4	105.6	106.8	104.3	94.4	100.0	105.8	105.3	106.4	101.3	95.4	95.9	94.3	90.5	89.8
Suisse	92.8	94.8	98.5	99.0	98.0	95.9	93.1	88.8	92.3	96.3	100.0	109.7	105.6	103.7	104.8	111.7	110.6	108.5	102.8	100.8
Turquie	82.9	67.4	73.7	78.2	80.9	89.6	88.8	96.0	97.0	91.3	100.0	88.4	91.7	90.3	86.1	85.8	84.1	75.1	70.2	73.4
Royaume-Uni	130.4	127.0	127.4	121.6	126.2	123.8	124.4	125.9	109.6	99.4	100.0	100.6	104.9	103.6	111.3	117.8	105.5	99.6	103.3	103.9
États-Unis	117.3	123.9	124.0	116.7	111.7	109.9	109.1	104.2	100.3	104.8	100.0	95.3	97.7	97.8	100.1	111.4	115.9	115.5	111.8	112.3
Zone euro	88.5	89.8	93.6	104.5	107.8	105.0	103.9	105.8	107.7	109.6	100.0	99.2	94.3	97.3	98.8	91.9	93.9	93.9	97.9	97.5

Note : (Ces indices représentent la compétitivité pondérée des prix relatifs à la consommation et sont exprimés en terme de dollar. Les poids de la compétitivité prennent en compte, pour 53 pays, la structure de la compétition sur les marchés d'exportation et d'importation de l'industrie. Une croissance de l'indice indique une augmentation réelle effective et, parallèlement, une détérioration de la position concurrentielle. Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 52. Indicateurs de compétitivité à partir des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre

Indices, 2010 = 100

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Argentine	162.5	168.9	58.2	64.7	74.1	79.5	84.5	88.7	94.5	90.0	100.0	103.7	120.3	116.2	94.0	112.4	84.2	84.7	78.9	90.7
Australie	62.9	59.0	61.8	70.6	77.9	81.5	82.4	90.8	89.6	84.4	100.0	110.1	111.4	105.8	100.2	89.8	89.0	91.3	86.1	84.3
Autriche	100.9	99.5	98.6	101.8	101.9	100.5	100.4	100.5	101.2	102.7	100.0	99.2	98.5	101.4	103.2	101.9	103.8	102.5	104.6	104.8
Belgique	92.5	94.9	96.9	101.6	101.4	100.4	101.0	101.7	104.2	104.6	100.0	101.4	99.6	102.3	102.6	97.6	97.8	98.3	99.6	98.5
Brésil	73.9	62.0	58.3	54.0	56.4	70.1	77.1	82.1	88.3	90.4	100.0	108.9	101.3	95.8	95.1	77.3	80.6	91.2	86.0	87.4
Canada	70.0	68.1	67.3	74.8	79.6	85.1	91.5	95.8	94.8	91.7	100.0	101.6	102.7	100.4	93.9	86.2	83.6	84.8	84.5	84.2
Chili	86.0	78.1	82.8	77.3	80.6	84.5	87.3	86.7	89.7	91.7	100.0	102.9	107.0	109.1	101.0	99.7	101.6	106.8	111.9	112.6
Chine	71.6	80.0	83.5	79.8	78.9	79.3	81.2	83.8	92.7	87.7	100.0	102.6	110.4	118.9	123.8	137.6	133.3	130.9	137.7	139.7
Colombie	72.4	71.6	71.5	60.6	65.7	74.4	74.1	82.8	87.4	98.9	100.0	98.3	106.8	105.4	102.0	82.9	79.3	82.5	86.6	88.8
Costa Rica	236.3	220.8	200.1	170.8	147.9	130.4	117.6	108.7	99.7	93.4	100.0	98.3	97.7	97.4	90.9	97.0	95.9	89.9	86.3	84.7
République tchèque	66.3	71.0	81.9	81.9	84.6	88.8	92.1	94.7	105.6	99.3	100.0	101.7	98.2	95.9	91.0	89.2	92.9	97.0	103.1	103.1
Danemark	85.0	87.3	89.9	95.1	95.8	95.8	95.9	99.5	102.4	105.7	100.0	97.6	93.1	93.9	95.2	93.3	94.9	94.8	98.0	98.2
Estonie	73.8	73.9	75.4	80.5	82.4	83.3	86.5	96.3	107.5	108.5	100.0	96.4	94.8	97.5	103.3	108.9	112.9	111.8	116.4	117.1
Finlande	99.1	99.5	100.2	104.4	104.6	103.4	101.0	98.7	100.6	107.4	100.0	98.6	97.2	98.7	100.9	100.9	100.8	96.4	97.5	95.6
France	92.6	92.7	95.4	100.6	101.8	101.3	101.2	101.7	102.0	102.6	100.0	99.1	96.4	97.8	98.6	94.5	95.3	95.1	96.4	94.8
Allemagne	112.7	109.0	109.0	114.2	114.1	109.1	104.0	101.6	101.3	105.9	100.0	98.6	96.4	99.6	102.1	100.0	102.4	103.0	105.5	105.3
Grèce	74.6	75.0	82.3	87.6	90.2	92.5	91.9	94.4	97.4	101.8	100.0	96.8	89.3	83.5	82.9	80.1	80.7	79.9	80.0	78.8
Hongrie	75.3	84.0	93.8	100.2	106.1	109.1	102.9	112.2	112.7	102.0	100.0	98.9	93.9	93.4	91.6	86.7	90.1	94.2	98.2	101.1
Islande	154.7	135.9	146.9	156.8	159.0	183.3	178.9	183.2	130.7	90.0	100.0	105.2	105.7	109.8	120.1	131.9	150.9	174.6	175.2	173.5
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	75.9	85.8	101.6	106.1	101.5	98.3	112.7	107.3	98.6	92.6	100.0	95.3	89.0	81.5	72.5	69.5	70.3	69.2	63.7	62.7
Irlande	85.3	88.3	89.9	100.9	103.9	106.6	108.9	113.1	121.8	114.2	100.0	97.1	91.1	92.4	88.0	68.4	69.3	67.6	69.7	70.0
Israël	125.5	128.5	111.1	100.8	92.7	91.0	91.7	92.5	101.9	94.6	100.0	100.5	97.6	103.7	105.2	108.4	112.2	119.9	117.1	116.6
Italie	84.6	85.9	89.7	96.6	99.0	99.4	99.8	100.6	102.1	105.1	100.0	98.9	95.4	96.9	97.6	95.0	96.8	96.0	97.5	95.9
Japon	137.9	120.0	108.6	106.8	105.8	99.4	89.8	81.6	89.3	101.7	100.0	103.0	100.0	79.6	74.8	70.0	80.5	76.5	75.8	75.3
Corée	108.9	101.6	106.7	110.9	113.3	128.0	135.1	132.8	106.2	93.2	100.0	99.3	99.4	105.4	113.0	116.7	116.8	118.9	120.3	121.1
Lettonie	95.9	89.4	83.2	80.8	81.2	86.4	94.8	115.7	131.7	116.9	100.0	94.2	93.7	96.7	103.8	113.0	117.5	114.4	120.0	120.5
Lituanie	91.3	85.2	87.1	90.1	94.4	96.7	103.2	105.9	113.1	111.9	100.0	98.0	93.6	95.1	99.4	105.1	111.8	112.3	117.8	119.3
Luxembourg	80.6	84.0	86.0	89.0	91.5	92.8	94.3	93.7	99.3	103.7	100.0	100.9	101.1	101.4	100.3	99.5	100.0	102.8	104.3	103.4
Mexique	100.9	111.5	115.3	103.6	99.0	104.2	105.0	104.2	104.9	93.9	100.0	101.2	98.6	104.4	102.0	90.4	79.0	79.9	80.7	82.3
Pays-Bas	93.8	95.0	99.6	105.6	105.7	102.4	100.2	101.3	102.7	105.9	100.0	99.0	96.5	97.7	97.5	92.3	93.4	92.7	95.3	96.5
Nouvelle-Zélande	68.9	69.1	75.5	87.6	96.0	103.6	96.6	105.1	100.3	92.0	100.0	102.1	104.4	108.9	114.9	106.5	107.3	109.5	107.7	107.6
Norvège	70.4	72.7	80.4	79.5	77.0	81.7	85.1	90.9	96.0	93.6	100.0	106.2	109.0	109.9	105.3	95.7	93.1	93.5	93.7	94.6
Pologne	101.9	113.7	103.5	90.1	85.4	95.4	97.2	101.6	115.1	92.3	100.0	96.0	92.4	92.4	94.1	92.1	90.5	93.2	97.4	99.6
Portugal	94.0	95.5	98.1	102.4	103.0	104.1	102.9	102.3	102.0	102.4	100.0	97.1	90.8	93.7	93.2	90.8	93.4	94.3	95.0	93.9
Russie	36.0	43.5	48.4	49.6	57.2	64.1	75.9	87.3	97.6	88.5	100.0	112.5	120.2	126.2	116.0	85.2	83.4	99.1	93.6	95.2
République slovaque	74.7	71.8	72.9	78.1	80.4	83.3	85.6	91.6	97.1	105.1	100.0	99.9	97.1	97.6	99.3	99.3	100.6	101.4	103.1	102.9
Slovénie	92.1	93.0	93.0	95.8	96.9	95.9	95.5	96.3	98.6	104.0	100.0	97.4	93.5	92.5	91.6	89.4	91.1	90.2	91.8	92.0
Afrique du Sud	80.2	68.9	58.7	78.1	89.1	91.8	89.1	84.9	74.4	82.2	100.0	100.6	95.5	86.7	82.7	81.9	77.3	88.4	95.6	98.6
Espagne	82.4	83.7	86.7	92.0	95.0	96.4	98.7	102.2	105.8	104.8	100.0	97.8	90.3	89.8	90.0	88.0	88.1	87.3	88.3	87.5
Suède	107.4	100.3	102.1	107.7	108.0	103.6	101.5	104.0	102.8	95.9	100.0	106.8	109.2	112.4	108.4	102.3	103.5	102.4	98.0	97.1
Suisse	89.0	93.9	99.5	99.6	97.3	94.5	90.9	87.3	90.5	96.5	100.0	112.6	110.6	109.8	110.4	119.6	118.0	115.1	107.5	105.2
Turquie	84.5	67.9	74.2	78.8	81.8	91.0	90.1	97.1	97.5	89.7	100.0	89.1	92.3	91.2	87.0	87.2	85.2	74.9	71.3	76.0
Royaume-Uni	122.3	121.9	121.8	116.6	124.7	122.3	125.5	128.5	109.3	99.3	100.0	97.0	99.1	97.5	102.4	109.6	99.4	94.0	97.9	97.9
États-Unis	130.3	134.6	132.2	122.8	117.5	113.7	112.7	108.2	102.6	104.4	100.0	95.2	96.9	97.2	100.7	114.3	118.9	117.5	112.6	112.6
Zone euro	91.7	90.9	95.0	106.4	108.5	105.2	102.6	102.9	105.4	110.2	100.0	97.5	91.6	94.6	96.5	91.0	93.4	92.9	96.0	94.8

Note : Ces indices représentent la compétitivité pondérée des prix relatifs à la consommation et sont exprimés en terme de dollar. Les poids de la compétitivité prennent en compte, pour 53 pays, la structure de la compétition sur les marchés d'exportation et d'importation de l'industrie. Une croissance de l'indice indique une augmentation réelle effective et, parallèlement, une détérioration de la position concurrentielle. Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 53. Croissance des marchés à l'exportation de biens et services

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	13.0	1.0	6.5	9.7	13.8	9.7	9.9	7.8	5.2	-8.8	14.7	10.2	5.3	4.5	5.2	1.4	2.5	5.8	5.0	4.4
Autriche	11.9	2.1	1.4	5.4	9.4	7.7	10.7	8.4	3.0	-11.5	11.9	7.0	0.9	3.2	3.4	3.6	3.4	5.3	5.0	5.0
Belgique	12.5	1.9	1.8	4.2	8.4	7.3	9.5	6.7	2.5	-10.8	10.9	6.2	1.7	2.4	4.4	4.4	3.4	4.8	4.4	4.5
Canada	12.8	-1.9	3.8	4.8	11.3	6.8	7.1	3.6	-1.1	-12.8	12.7	6.0	2.7	1.8	4.4	4.2	1.6	4.2	5.0	5.0
Chili	13.0	0.8	3.8	8.4	12.2	8.6	10.2	8.6	4.3	-8.9	15.1	9.7	3.8	4.6	4.5	1.5	2.4	5.6	5.0	4.5
République tchèque	11.6	2.8	1.3	5.2	9.2	7.7	11.2	8.1	3.0	-12.1	11.8	6.9	1.1	2.9	3.8	4.0	3.7	5.4	5.0	5.1
Danemark	11.3	1.3	1.7	4.7	8.6	7.7	9.7	7.4	2.4	-11.6	11.2	6.4	1.9	2.5	4.3	4.0	3.4	4.7	4.5	4.4
Estonie	12.3	3.2	3.7	5.8	10.4	10.6	11.2	10.7	4.9	-17.6	11.9	9.7	3.4	2.3	1.7	-0.1	3.2	6.4	5.1	4.3
Finlande	12.2	1.6	3.0	6.0	10.3	8.7	10.8	9.3	3.8	-13.5	13.0	8.7	3.1	2.8	3.1	0.6	2.7	5.7	5.1	4.5
France	11.5	1.7	2.3	5.2	9.4	7.7	9.8	8.1	2.6	-11.3	11.0	6.1	1.3	2.8	3.9	3.4	3.0	4.6	4.6	4.4
Allemagne	12.4	2.0	3.1	4.8	9.6	8.0	9.5	8.0	3.0	-11.4	11.3	6.7	1.7	3.0	3.8	3.2	3.4	4.9	4.9	4.6
Grèce	10.6	1.8	3.6	6.0	10.3	7.8	9.8	10.0	4.4	-11.6	10.7	7.5	2.4	3.0	2.9	2.9	3.2	5.0	5.0	4.2
Hongrie	11.4	3.0	2.0	5.4	9.8	7.7	10.8	8.6	3.1	-12.4	11.8	7.1	1.6	2.7	3.4	3.4	3.6	5.5	5.0	4.8
Islande	10.9	2.2	2.0	3.5	8.0	7.1	9.3	6.4	2.0	-11.0	9.9	5.1	2.0	2.6	3.7	4.4	3.4	4.9	4.2	4.1
Irlande	11.9	0.5	2.7	3.9	8.8	6.9	7.9	4.5	0.5	-11.1	10.9	5.4	1.4	2.5	4.0	4.2	3.6	4.2	4.2	4.2
Israël	13.0	-0.9	4.1	6.3	11.6	8.2	8.8	6.1	2.5	-11.3	13.6	7.8	3.1	2.7	3.6	2.7	2.7	5.2	5.3	4.9
Italie	12.1	1.8	2.5	5.4	9.7	8.1	9.7	8.9	3.5	-11.5	10.7	7.0	2.0	3.3	3.4	2.7	2.9	4.7	4.6	4.4
Japon	15.3	-0.7	7.0	9.8	14.6	9.3	10.2	8.7	4.1	-8.6	15.4	9.3	4.1	4.8	4.1	2.3	3.0	5.9	5.3	4.9
Corée	14.0	1.0	6.3	10.4	14.8	9.9	10.9	9.5	5.2	-8.7	14.9	9.7	4.9	5.3	4.8	1.5	2.6	5.8	5.2	4.9
Lettonie	10.6	6.4	7.0	7.6	12.2	12.3	13.8	12.2	6.2	-19.9	14.5	12.3	5.1	3.7	1.8	-1.6	2.8	7.4	5.9	4.4
Luxembourg	12.3	1.7	1.4	3.6	7.4	7.1	9.0	6.5	1.8	-10.4	10.4	5.9	0.6	2.7	3.8	4.4	4.0	4.4	4.2	4.4
Mexique	12.5	-2.3	3.3	4.8	11.4	6.7	6.9	3.7	-1.3	-13.2	12.9	6.2	2.5	1.6	4.2	4.2	1.2	4.0	5.2	5.2
Pays-Bas	12.2	1.6	1.6	4.3	8.3	7.3	9.5	7.0	2.2	-11.0	10.8	6.3	1.0	2.5	4.2	4.0	4.0	4.7	4.4	4.5
Nouvelle-Zélande	11.8	-0.4	6.6	8.7	13.6	9.3	9.7	9.6	6.0	-9.3	13.7	9.1	5.0	2.5	3.1	1.7	1.5	5.7	4.6	4.7
Norvège	11.8	2.2	2.9	3.6	7.8	7.4	9.6	4.7	1.2	-10.7	10.1	5.0	1.9	2.4	4.5	4.7	4.1	4.3	3.8	3.8
Pologne	12.1	3.0	2.0	5.0	9.6	7.9	10.7	8.2	2.6	-12.6	11.6	7.0	1.4	2.6	3.7	3.4	3.5	5.5	4.8	4.7
Portugal	11.2	2.8	2.4	4.7	9.0	7.5	8.9	8.2	0.5	-12.6	9.1	4.5	-0.1	2.0	4.7	4.0	2.8	4.3	3.9	4.1
République slovaque	12.9	2.9	2.1	5.5	10.5	7.6	10.8	9.1	3.0	-12.2	11.9	6.4	0.7	2.2	5.0	4.2	3.8	6.2	5.4	5.2
Slovénie	11.6	3.3	2.0	5.1	9.5	7.4	10.6	9.3	3.6	-12.4	11.5	7.1	1.1	2.4	3.4	3.3	3.4	5.7	5.0	4.8
Espagne	11.8	1.7	1.7	3.6	8.2	6.8	9.0	7.3	2.6	-10.7	10.5	5.4	0.7	2.8	4.0	4.1	3.3	4.9	4.5	4.3
Suède	10.9	1.6	3.0	4.1	9.2	8.5	10.1	7.6	3.3	-11.6	10.0	6.5	2.4	2.8	3.4	2.9	3.2	4.5	4.3	4.3
Suisse	12.3	1.2	2.4	5.4	9.6	7.5	9.6	7.1	2.2	-11.0	12.0	6.6	1.8	2.7	4.2	3.3	2.7	5.1	4.6	4.5
Turquie	10.7	4.2	3.3	5.8	10.5	9.2	10.7	11.9	5.9	-11.2	9.0	7.2	3.5	3.1	3.6	0.7	1.2	3.8	3.9	3.7
Royaume-Uni	13.2	2.2	2.7	3.8	8.4	8.5	9.0	7.9	2.0	-9.7	9.6	6.3	1.9	2.6	5.0	6.6	5.0	2.7	5.1	4.7
États-Unis	12.3	-0.2	2.9	5.9	10.3	8.5	9.1	8.2	4.3	-10.6	13.9	7.9	4.0	3.6	3.7	2.1	1.8	4.9	4.4	4.2
Total OCDE	12.5	1.0	3.1	5.6	10.2	8.1	9.4	7.6	2.9	-10.9	12.2	7.2	2.5	3.2	4.0	3.2	2.9	4.8	4.8	4.5
Chine	13.0	-0.5	3.7	6.1	12.2	8.4	8.8	7.5	3.9	-12.2	13.6	7.3	3.5	2.7	3.4	1.8	1.5	5.3	4.9	4.5
Autres pays industrialisés d'Asie ¹	13.9	0.1	5.6	8.6	14.0	9.4	9.7	8.4	4.8	-9.4	14.3	8.8	4.5	4.4	4.3	1.9	2.3	5.6	5.1	4.7
Russie	11.9	1.4	3.6	6.1	10.1	8.1	9.8	8.9	3.8	-11.0	11.3	7.5	2.4	3.2	3.7	3.7	3.5	5.4	5.2	4.5
Brésil	10.6	0.4	-0.3	9.4	14.1	10.0	10.7	10.6	5.7	-10.6	14.2	10.3	3.5	4.1	2.7	2.0	2.3	5.8	5.4	4.6
Autres pays producteurs de pétrole	12.8	0.4	4.9	7.6	12.3	9.4	10.0	8.0	5.0	-10.4	13.3	8.9	4.2	2.6	4.0	1.5	1.9	5.4	5.1	4.5
Reste du monde	11.7	2.2	3.6	6.7	11.5	9.1	10.6	10.5	5.4	-11.8	12.4	8.6	3.5	3.3	2.7	0.5	1.7	5.1	4.9	4.3

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional.

1. Hong-Kong - Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 54. Résultats à l'exportation de biens et services

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	-1.3	2.0	-5.3	-10.2	-8.7	-5.8	-5.9	-4.0	-0.8	12.1	-8.2	-9.6	0.6	1.2	1.6	4.8	4.2	-1.7	-0.7	-0.5
Autriche	2.4	3.0	2.7	-4.5	-1.4	-0.3	-2.0	-1.3	-1.5	-2.7	0.7	-0.6	0.7	-2.8	-0.2	-0.7	-1.2	0.6	0.1	0.0
Belgique	-0.1	-1.5	1.8	-2.5	-2.0	-2.1	-3.9	-1.0	-0.8	1.5	-0.5	0.5	-1.3	-1.5	0.7	-1.1	4.0	0.1	0.3	-0.2
Canada	-3.3	-1.1	-2.5	-6.3	-5.2	-4.3	-5.8	-2.3	-3.5	-0.2	-5.4	-1.2	0.0	0.8	1.4	-0.7	-0.6	-3.1	-3.1	-0.5
Chili	-6.5	5.9	-1.4	-1.6	1.9	-5.3	-4.6	-1.3	-4.7	5.0	-11.1	-4.0	-3.5	-1.0	-4.0	-3.2	-2.5	-6.3	1.2	0.8
République tchèque	3.6	6.4	-0.5	3.5	18.3	10.0	3.2	2.7	0.8	3.0	2.1	2.1	3.3	-2.6	4.7	2.1	0.6	1.5	0.3	0.3
Danemark	1.2	2.0	2.6	-5.6	-5.1	0.1	0.6	-3.5	1.4	2.7	-7.5	0.8	-0.7	-0.9	-1.1	-1.6	-0.6	-0.3	-1.4	-0.7
Estonie	-17.1	3.1	-0.9	4.1	6.3	8.5	-1.5	1.7	-3.8	-3.3	10.8	13.2	1.4	0.5	0.8	-0.6	0.9	-3.3	-0.2	0.0
Finlande	3.5	-0.3	0.6	-6.8	-1.5	-1.7	-0.7	-0.2	2.7	-7.6	-6.0	-6.2	-1.8	-1.6	-5.6	0.3	0.8	2.0	0.2	0.4
France	1.5	1.2	-0.5	-5.9	-4.3	-3.8	-3.5	-4.8	-2.6	0.2	-2.0	0.9	1.4	-0.9	-0.5	0.6	-1.1	-1.3	-0.7	-0.2
Allemagne	1.8	4.0	1.2	-2.8	0.7	-0.9	3.1	1.6	-1.6	-3.3	2.6	1.6	1.8	-1.1	0.7	1.4	-0.9	0.4	-0.3	-0.1
Grèce	10.1	-1.8	-10.5	-6.3	7.3	-4.1	-4.2	0.6	-0.6	-7.6	-5.5	-6.9	-1.2	-1.4	4.7	-0.1	-4.9	1.8	0.9	0.5
Hongrie	12.1	5.6	3.7	0.8	7.4	4.8	7.9	6.9	3.7	1.1	-0.4	-0.6	-3.3	1.4	5.5	5.0	-0.2	1.5	1.2	1.1
Islande	-6.3	4.4	1.4	-2.5	0.1	0.0	-12.8	16.0	1.3	21.6	-8.1	-1.6	1.6	4.0	-0.5	4.6	7.3	-0.1	0.7	-1.4
Irlande	8.2	13.5	3.7	-5.4	-2.0	-1.3	-1.6	4.3	-4.3	17.7	-4.7	-2.1	0.1	0.5	9.9	32.8	1.0	2.5	1.0	0.1
Israël	9.4	-10.3	-5.9	1.8	5.4	-2.9	-3.2	4.1	3.3	0.2	1.4	1.8	-4.8	0.7	-1.5	-4.9	-0.1	-1.6	0.8	-0.2
Italie	0.7	0.5	-4.8	-6.6	-3.9	-3.6	-1.0	-3.1	-6.6	-7.3	0.6	-0.8	0.1	-2.3	-1.0	1.5	-0.3	1.2	0.8	-0.1
Japon	-2.2	-6.1	0.7	-0.2	-0.3	-1.9	0.1	0.0	-2.5	-16.2	8.3	-8.7	-4.1	-3.9	5.0	0.6	-1.3	0.8	-0.2	-0.4
Corée	2.8	-3.3	6.3	3.1	5.0	-1.9	1.1	2.8	2.2	9.2	-1.9	4.9	0.1	-1.0	-2.7	-1.6	0.0	-3.7	-1.6	-0.5
Lettonie	3.5	2.5	-1.9	-3.4	1.3	10.0	-5.5	1.4	-3.6	8.7	-0.9	-0.3	4.4	-2.5	4.1	4.7	1.3	-2.4	-1.1	-0.8
Luxembourg	3.4	4.3	1.3	-0.7	1.7	-0.7	4.2	1.6	3.3	-1.2	-0.7	-1.4	2.5	2.7	9.9	2.1	-1.8	0.1	0.6	0.2
Mexique	-0.8	1.8	-2.8	-2.7	-1.3	-0.5	0.9	-1.7	0.3	2.6	8.4	1.5	4.0	-0.2	2.6	4.1	2.2	-0.2	-0.7	-0.2
Pays-Bas	0.8	-0.2	-1.0	-2.4	-0.2	-1.5	-1.8	-1.3	-0.3	2.4	-0.5	-1.7	2.8	-0.2	0.2	2.3	0.2	1.6	-0.4	-0.6
Nouvelle-Zélande	-3.7	3.6	0.2	-5.8	-7.4	-9.0	-7.2	-4.3	-6.7	12.4	-9.1	-6.0	-3.1	-1.4	0.0	5.1	0.1	-3.0	-3.5	-1.0
Norvège	-7.7	2.1	-3.1	-3.5	-6.3	-6.4	-9.5	-3.1	-1.0	7.4	-8.7	-5.5	-0.4	-3.9	-1.3	0.0	-5.6	-3.1	-3.7	-2.4
Pologne	10.6	-0.6	2.7	8.6	-4.3	1.8	4.4	1.7	4.3	7.6	1.4	0.8	3.1	3.4	2.9	4.1	5.1	2.5	2.7	1.6
Portugal	-2.5	-0.5	0.6	-1.3	-4.1	-6.5	3.2	-0.8	-0.9	2.8	0.4	2.5	3.5	4.9	-0.3	2.0	1.6	3.4	1.8	0.2
République slovaque	-4.8	7.5	4.9	12.2	9.3	4.9	11.0	5.0	0.1	-5.3	3.4	5.2	8.6	4.4	-1.1	2.2	2.4	-1.8	3.0	3.4
Slovénie	0.9	3.8	5.7	-1.8	3.3	3.7	3.2	4.0	0.5	-4.8	-1.2	-0.2	-0.5	0.7	2.2	1.7	2.9	4.7	3.6	1.9
Espagne	-1.2	1.9	-0.3	-0.2	-3.6	-4.7	-3.7	0.9	-3.4	-0.4	-1.0	1.9	0.4	1.5	0.3	0.1	1.4	0.1	0.1	0.2
Suède	0.9	-0.7	-1.7	0.3	0.6	-1.8	-0.9	-2.7	-1.6	-3.1	1.3	-0.3	-0.8	-3.5	2.0	2.3	-0.2	-0.5	1.7	0.3
Suisse	0.3	-1.3	-4.3	-6.1	-0.5	-0.6	-2.8	3.8	1.5	1.3	0.5	-1.3	-0.6	12.2	-9.9	-1.0	3.7	-5.5	0.1	-0.5
Turquie	6.0	0.4	4.3	0.9	1.0	-1.0	-3.8	-4.1	-2.0	8.5	-6.7	5.9	11.0	-2.0	4.4	3.6	-3.0	7.9	4.7	2.8
Royaume-Uni	-3.1	-0.1	-0.8	-1.2	-3.3	0.2	3.2	-8.7	-1.4	1.2	-3.3	0.0	-1.7	-1.7	-2.2	-1.5	-2.5	2.9	-3.6	-1.3
États-Unis	-3.3	-5.6	-4.5	-3.9	-0.5	-2.0	0.0	1.0	1.4	2.1	-1.8	-1.0	-0.5	-0.1	0.6	-1.6	-2.1	-1.5	0.4	0.2
Total OCDE	-0.4	-0.4	-1.1	-3.1	-1.4	-1.9	-0.7	-0.8	-1.0	-0.2	-0.7	-0.8	0.2	-0.4	0.5	1.1	-0.3	-0.2	-0.3	-0.1
Chine	13.5	6.5	22.0	20.7	10.9	13.9	14.9	11.8	5.6	1.6	9.9	6.3	2.6	6.2	0.8	-4.0	0.4	5.5	1.5	1.1
Autres pays industrialisés d'Asie ¹	3.1	-2.3	2.2	1.8	2.8	2.9	1.9	-0.2	0.9	1.6	2.0	-0.5	-0.8	1.0	-0.5	-1.5	0.0	1.0	0.3	0.5
Russie	-2.1	2.7	6.4	6.2	1.5	-1.6	-2.3	-2.4	-3.1	7.0	-3.8	-6.7	-1.0	1.4	-3.1	0.0	-0.3	-0.2	-1.3	-1.4
Brésil	2.7	8.1	6.9	1.6	-0.6	1.3	-5.4	-4.6	-5.7	2.4	-2.3	-4.5	-3.7	-1.2	-3.6	4.7	-0.7	-0.1	0.1	0.9
Autres pays producteurs de pétrole	-7.9	-0.4	-6.3	5.1	-1.9	-0.4	-5.3	-3.4	0.2	2.7	-7.1	-0.6	-1.0	-0.8	-2.2	2.6	1.5	-6.7	-4.3	-2.0
Reste du monde	-3.2	2.7	-0.1	-0.6	-0.8	-2.7	-3.9	-2.5	-1.1	4.3	-3.6	-1.4	-0.6	0.9	-0.4	1.8	1.3	-2.0	-1.8	-0.9

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional. Les résultats à l'exportation sont définis comme le rapport entre les exportations totales en volume et les marchés à l'exportation. Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Hong-Kong - Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 55. Taux de pénétration des importations

Volume des importations de biens et services en pourcentage du volume des dépenses totales finales à prix constants

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Australie	12.3	11.5	12.2	13.0	14.2	14.8	15.6	16.6	17.7	16.2	17.9	19.1	19.3	18.7	18.0	18.0	17.6	18.4	18.7	19.3
Autriche	28.5	29.4	29.2	29.6	30.8	31.4	31.9	32.2	32.1	30.2	32.3	32.9	33.0	33.2	33.7	34.2	34.5	35.2	35.4	36.1
Belgique	38.8	38.4	38.2	38.4	38.9	39.9	40.4	40.9	41.5	39.9	41.4	42.7	42.7	42.7	43.8	44.3	45.9	46.6	47.3	48.0
Brésil	11.1	11.2	9.6	9.5	9.8	10.2	11.4	12.6	13.9	13.0	15.8	16.7	16.5	17.0	16.7	15.1	14.1	14.7	15.3	15.5
Canada	22.5	21.4	21.2	21.6	22.5	23.2	23.6	24.3	24.3	22.5	24.2	24.9	25.2	24.8	24.7	24.7	24.2	24.3	24.6	24.9
Chili	17.1	17.3	17.1	17.3	18.6	20.3	21.0	22.3	23.5	20.9	23.7	25.2	25.1	24.7	23.1	22.5	22.3	22.8	23.5	24.0
Chine	9.9	9.9	11.2	13.2	14.6	14.7	15.2	15.1	14.7	14.0	14.8	15.6	15.5	15.9	16.0	15.5	15.4	15.4	15.3	15.1
Colombie	11.4	12.0	11.8	12.2	12.6	13.3	14.5	15.3	16.3	15.0	15.8	17.6	18.3	18.7	19.1	18.5	17.6	17.4	17.1	17.2
Costa Rica	24.9	24.2	24.7	24.7	24.8	25.4	25.5	25.8	26.2	22.5	24.8	25.9	26.5	26.4	26.6	26.8	27.6	27.6	27.7	28.1
République tchèque	27.0	28.4	28.9	29.9	33.6	34.9	35.9	37.4	37.4	35.9	38.6	39.7	40.6	40.7	42.3	42.7	42.8	43.2	43.8	44.4
Danemark	24.8	25.1	26.1	25.8	26.7	28.3	30.2	31.2	32.3	30.6	30.4	31.6	32.1	32.2	32.7	32.8	33.2	33.6	34.1	34.7
Estonie	32.1	33.4	34.9	35.8	37.7	39.4	41.7	42.7	42.3	37.0	40.7	44.8	45.9	46.0	46.1	45.1	45.8	45.7	46.3	46.8
Finlande	23.4	23.4	23.9	24.4	25.1	26.6	27.1	27.4	28.8	26.8	27.2	27.9	28.5	28.8	28.6	29.2	30.0	30.0	30.0	30.3
France	19.2	19.2	19.4	19.4	19.9	20.6	21.1	21.7	21.8	20.7	21.7	22.5	22.6	22.9	23.5	24.3	24.9	25.3	25.4	25.8
Allemagne	21.7	21.6	21.2	22.2	23.3	24.2	25.5	26.1	26.3	25.4	27.0	27.6	27.6	28.1	28.4	29.1	29.5	30.2	30.6	31.3
Grèce	25.1	24.0	22.7	22.9	22.8	23.1	24.4	26.3	26.5	23.1	23.4	23.7	23.3	23.1	24.3	24.4	24.7	25.9	26.2	26.6
Hongrie	33.7	34.1	34.9	36.1	38.5	39.3	41.9	44.9	46.1	43.9	46.2	46.9	46.4	47.0	48.7	49.4	49.6	51.2	51.9	53.2
Islande	27.1	24.3	23.6	25.0	26.0	29.8	30.8	28.5	23.8	20.3	21.6	22.4	22.9	22.2	23.3	24.8	26.0	27.5	28.0	28.3
Inde ¹	12.6	12.4	13.2	13.8	15.3	18.0	19.6	19.6	22.4	20.7	21.5	23.7	23.8	21.3	20.2	18.1	17.6	18.2	18.0	17.9
Indonésie	15.2	15.3	14.2	13.8	16.2	17.7	18.1	18.5	19.1	17.0	18.3	19.5	19.8	19.3	18.8	17.2	16.2	16.5	17.0	17.2
Irlande	43.4	44.7	44.5	42.8	41.4	43.3	44.4	45.7	46.2	46.3	45.9	46.3	46.7	46.6	47.8	47.8	50.6	47.5	48.7	49.2
Israël	23.7	22.7	22.5	22.2	23.3	23.1	22.8	23.5	23.4	20.7	22.2	23.1	23.1	22.4	22.5	22.0	22.9	23.2	24.7	25.3
Italie	18.9	18.9	19.0	19.1	19.6	20.0	20.9	21.5	21.0	19.7	21.3	21.4	20.5	20.4	20.8	21.8	22.2	22.9	23.7	24.2
Japon	11.3	11.3	11.4	11.6	12.2	12.6	13.0	13.1	13.3	12.0	12.7	13.4	13.8	14.0	14.9	14.8	14.5	14.7	15.0	15.1
Corée	25.0	23.5	24.8	26.2	27.6	28.4	29.8	31.1	31.1	29.6	31.6	33.8	33.8	33.5	33.1	33.0	33.4	34.4	35.0	35.1
Lettonie	30.7	32.4	31.5	32.2	34.6	35.8	37.7	39.2	37.3	32.0	35.5	38.7	39.1	38.6	38.4	38.2	38.8	39.9	40.4	40.9
Lituanie	29.1	31.4	34.0	33.8	35.7	38.0	39.4	39.2	41.4	36.6	40.2	42.2	42.8	44.0	43.8	44.9	45.2	47.3	48.5	49.0
Luxembourg	52.5	53.3	52.7	53.3	55.6	55.8	57.2	56.7	59.2	56.7	58.6	59.1	60.2	60.3	61.7	62.7	62.8	62.8	62.9	63.1
Mexique	21.8	21.8	21.9	22.0	22.0	22.5	23.2	23.6	24.0	21.9	23.7	23.9	24.1	24.5	25.1	25.5	25.3	26.5	26.8	26.9
Pays-Bas	34.4	34.4	34.4	34.8	35.8	36.5	37.5	37.9	38.1	37.1	38.9	39.3	40.1	40.4	41.1	42.5	42.9	43.5	43.8	44.1
Nouvelle-Zélande	19.2	19.2	19.9	20.4	22.3	22.9	22.0	22.9	23.5	20.7	22.2	23.0	23.0	23.8	24.6	24.5	24.4	25.1	25.4	25.6
Norvège	19.4	19.3	19.2	19.2	19.9	20.7	21.8	22.9	23.4	21.7	23.0	23.5	23.6	24.3	24.4	24.3	24.5	24.7	24.7	24.9
Pologne	24.9	24.0	24.2	25.3	25.8	26.3	28.3	29.9	31.0	27.6	29.6	29.8	29.4	29.4	30.7	31.3	32.3	33.1	34.2	35.0
Portugal	25.7	25.5	25.4	25.5	26.5	26.8	28.0	28.5	29.0	27.5	28.7	27.8	27.3	28.5	29.9	31.3	31.8	32.9	33.9	34.4
Russie	10.7	11.9	12.8	13.8	15.3	16.5	18.1	20.4	21.8	17.3	20.1	22.6	23.6	23.9	22.3	17.6	17.0	18.9	20.0	20.2
République slovaque	34.5	37.6	37.9	38.5	42.0	43.9	46.3	46.0	45.4	41.6	43.8	45.3	45.5	46.5	47.0	48.1	48.2	48.4	49.0	50.0
Slovénie	32.6	32.8	33.2	33.9	35.9	36.7	38.1	40.1	40.3	37.3	38.6	39.6	39.3	40.1	40.3	40.9	41.7	42.9	44.0	44.7
Afrique du Sud	17.8	17.5	17.7	18.4	20.0	20.8	22.7	23.4	23.3	20.3	21.5	22.9	23.2	23.7	23.2	23.9	23.1	23.2	23.8	24.2
Espagne	20.5	20.5	20.6	21.0	22.1	22.6	23.3	24.1	22.8	20.1	21.2	21.2	20.6	20.8	21.6	22.0	21.9	22.2	22.4	22.7
Suède	25.0	24.4	23.8	24.1	24.4	25.2	25.8	26.6	27.4	25.5	26.7	27.5	27.7	27.4	28.2	28.3	28.3	28.8	29.2	29.7
Suisse	32.1	32.0	31.5	31.6	31.8	33.2	33.0	33.4	34.0	33.6	34.8	36.3	35.5	38.0	35.4	36.2	37.3	36.5	36.8	37.5
Turquie	19.1	16.1	17.8	19.8	20.9	21.0	20.8	21.4	20.7	18.9	20.6	20.9	20.3	20.7	19.9	19.3	19.4	20.0	21.2	21.2
Royaume-Uni	19.0	19.4	19.9	19.8	20.4	21.0	22.3	21.7	21.5	20.5	21.6	21.5	21.7	21.9	22.1	22.5	23.1	23.3	23.2	23.3
États-Unis	12.1	11.7	11.9	12.1	12.9	13.2	13.6	13.7	13.4	12.1	13.1	13.6	13.6	13.5	13.7	14.0	13.9	14.1	14.4	14.7
Total OCDE	18.1	17.9	18.0	18.3	19.1	19.7	20.5	21.0	21.0	19.6	20.8	21.5	21.5	21.6	21.9	22.3	22.6	23.0	23.4	23.7

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional comme la somme des volumes d'importation divisée par la somme des volumes de dépense totale finale exprimés en dollars constants de 2010.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 56. Parts dans les exportations et importations mondiales

En pourcentage du total des biens et services en valeur, comptes nationaux

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
A. Exportations																					
Canada	4.2	4.1	3.8	3.6	3.4	3.4	3.2	2.9	2.7	2.5	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4	2.4	2.3	2.3	2.2	2.1	
France	5.0	5.1	5.1	5.2	4.9	4.6	4.3	4.3	4.1	4.2	3.7	3.6	3.4	3.5	3.5	3.4	3.5	3.4	3.5	3.4	
Allemagne	7.7	8.3	8.6	8.9	8.9	8.5	8.5	8.7	8.4	8.3	7.7	7.6	7.3	7.4	7.6	7.5	7.8	7.8	7.9	7.8	
Italie	3.8	4.0	3.9	4.0	3.9	3.6	3.5	3.6	3.3	3.1	2.9	2.8	2.6	2.7	2.7	2.6	2.7	2.7	2.8	2.8	
Japon	6.7	5.9	5.7	5.6	5.6	5.3	4.9	4.6	4.5	4.2	4.6	4.2	4.0	3.6	3.6	3.7	3.9	3.8	3.7	3.7	
Royaume-Uni	5.3	5.3	5.3	5.2	5.1	4.9	4.9	4.5	4.0	4.0	3.7	3.6	3.5	3.5	3.6	3.8	3.6	3.6	3.6	3.6	
États-Unis	14.1	13.6	12.7	11.3	10.6	10.3	10.1	9.8	9.5	10.2	10.0	9.5	9.8	9.9	10.1	10.8	10.8	10.4	10.1	10.1	
Total des petits pays	27.0	27.6	27.8	28.3	28.4	27.8	27.5	28.0	27.9	28.3	27.3	27.0	26.3	26.6	26.7	26.8	27.5	27.7	27.9	27.9	
Total OCDE	73.7	73.9	73.1	72.2	70.8	68.4	67.0	66.3	64.4	64.7	62.4	60.7	59.5	59.5	60.2	61.1	62.1	61.6	61.7	61.4	
Chine	3.3	3.6	4.2	4.9	5.4	6.1	6.8	7.4	7.7	8.0	8.6	9.1	9.7	10.2	10.5	11.3	10.7	10.8	11.2	11.4	
Autres pays industrialisés d'Asie ¹	12.2	11.6	11.7	11.3	11.3	11.5	11.6	11.4	11.2	11.9	12.9	12.7	12.9	12.9	13.0	13.5	13.7	13.9	13.5	13.7	
Brésil	0.9	0.9	0.9	0.9	1.0	1.1	1.1	1.1	1.2	1.2	1.3	1.4	1.3	1.2	1.2	1.1	1.1	1.2	1.0	1.0	
Russie	1.5	1.5	1.5	1.6	1.8	2.1	2.3	2.3	2.7	2.2	2.4	2.6	2.6	2.6	2.4	1.9	1.6	1.8	1.7	1.7	
Autres pays producteurs de pétrole	4.4	4.1	4.2	4.5	5.0	6.2	6.5	6.5	7.5	6.5	6.9	7.9	8.2	7.9	7.3	5.6	5.3	5.4	5.8	5.7	
Reste du monde	4.1	4.3	4.4	4.5	4.6	4.6	4.8	4.9	5.3	5.5	5.5	5.7	5.7	5.7	5.6	5.5	5.6	5.3	5.1	5.1	
Total pays non-OCDE	26.3	26.1	26.9	27.8	29.2	31.6	33.0	33.7	35.6	35.3	37.6	39.3	40.5	40.5	39.8	38.9	37.9	38.4	38.3	38.6	
B. Importations																					
Canada	3.7	3.6	3.4	3.2	3.1	3.1	3.0	2.8	2.6	2.7	2.8	2.6	2.7	2.6	2.6	2.6	2.6	2.5	2.4	2.3	
France	4.8	4.9	4.9	5.0	4.9	4.7	4.5	4.6	4.4	4.5	4.1	4.0	3.8	3.8	3.8	3.7	3.8	3.8	3.8	3.7	
Allemagne	7.7	7.8	7.5	8.0	7.7	7.4	7.5	7.5	7.3	7.4	6.9	6.9	6.5	6.6	6.6	6.4	6.6	6.7	6.8	6.7	
Italie	3.7	3.8	3.8	3.9	3.8	3.7	3.7	3.7	3.5	3.3	3.2	3.0	2.6	2.5	2.5	2.4	2.5	2.5	2.6	2.6	
Japon	5.8	5.5	5.1	4.9	4.8	4.8	4.6	4.2	4.5	4.1	4.3	4.4	4.6	4.2	4.2	3.9	3.8	3.7	3.7	3.6	
Royaume-Uni	5.7	5.8	6.0	5.8	5.7	5.5	5.5	5.1	4.5	4.4	4.1	3.9	3.9	3.9	4.0	4.1	4.0	3.8	3.8	3.8	
États-Unis	19.0	18.5	18.2	16.9	16.3	16.2	15.7	14.3	13.4	13.0	13.0	12.4	12.6	12.3	12.6	13.6	13.6	13.3	13.1	13.2	
Total des petits pays	26.1	26.2	26.6	27.2	27.4	27.2	27.2	28.0	27.9	27.4	26.5	26.5	25.5	25.5	25.4	25.2	25.9	26.0	26.4	26.3	
Total OCDE	76.4	76.0	75.5	75.0	73.7	72.6	71.6	70.2	68.1	66.7	64.9	63.8	62.1	61.4	61.7	62.0	62.8	62.3	62.5	62.3	
Chine	2.9	3.2	3.7	4.5	5.0	5.2	5.4	5.7	6.0	6.7	7.6	8.4	8.9	9.4	9.8	9.8	9.7	10.1	10.5	10.7	
Autres pays industrialisés d'Asie ¹	11.4	10.7	10.8	10.4	10.8	11.0	11.0	10.9	11.1	11.5	12.7	12.6	13.1	13.0	12.8	13.1	13.1	13.5	13.4	13.7	
Brésil	1.0	1.1	0.9	0.8	0.8	0.8	0.9	1.0	1.2	1.2	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5	1.3	1.1	1.1	1.0	0.9	
Russie	0.8	1.0	1.1	1.1	1.2	1.3	1.4	1.7	1.9	1.6	1.7	1.9	2.0	2.1	1.9	1.4	1.3	1.5	1.4	1.4	
Autres pays producteurs de pétrole	2.7	3.0	3.2	3.3	3.4	3.8	4.0	4.6	5.0	5.7	5.2	5.1	5.4	5.5	5.7	5.8	5.3	4.9	4.5	4.4	
Reste du monde	4.8	5.0	4.9	5.0	5.2	5.4	5.6	6.0	6.6	6.5	6.5	6.7	6.9	6.9	6.7	6.8	6.7	6.8	6.6	6.6	
Total pays non-OCDE	23.6	24.0	24.5	25.0	26.3	27.4	28.4	29.8	31.9	33.3	35.1	36.2	37.9	38.6	38.3	38.0	37.2	37.7	37.5	37.7	

Note : Les agrégats régionaux régionaux calculés incluent le commerce intra-régional.

1. Hong-Kong - Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 57. **Décomposition géographique du commerce mondial**

Moyenne des volumes d'importation et d'exportation

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Pourcentage de variations par rapport à la période précédente																				
A. Croissance du commerce																				
Total OCDE	12.1	0.3	2.2	3.2	8.7	6.4	8.4	6.1	1.2	-11.4	11.4	6.0	2.0	2.4	4.4	4.5	2.9	4.6	4.6	4.5
dont : Total OCDE d'Amérique ¹	11.0	-3.5	1.4	2.8	9.8	6.0	6.7	4.8	0.5	-11.9	12.7	6.1	3.1	2.1	4.4	3.2	0.7	3.6	4.6	4.8
Total OCDE d'Europe	12.5	2.7	1.8	2.5	7.4	6.5	9.2	6.3	1.0	-11.1	9.9	5.7	1.2	2.5	4.2	5.8	4.0	4.9	4.6	4.5
Total OCDE d'Asie et du Pacifique ²	12.4	-2.1	6.4	7.1	12.0	6.7	8.3	7.7	3.2	-12.1	15.4	6.9	3.5	2.4	5.3	2.0	1.9	4.9	4.3	3.9
Total pays non-OCDE	12.8	2.0	6.8	12.7	16.1	12.1	11.8	11.4	7.7	-8.6	14.5	9.9	4.9	5.3	3.2	0.1	2.1	5.8	4.8	4.5
dont : Chine	26.1	7.6	25.7	30.2	23.8	18.1	21.2	17.2	7.9	-4.3	21.6	15.0	6.6	10.0	6.1	0.1	4.1	9.0	6.0	5.6
Autres pays industrialisés d'Asie ³	17.9	-3.1	6.9	10.1	17.9	12.5	11.0	7.7	7.6	-9.4	17.6	8.3	4.5	4.1	3.0	0.4	2.3	7.2	5.8	5.3
Brésil	12.7	5.8	-2.9	6.2	12.0	10.4	9.7	10.9	7.0	-7.9	22.2	8.0	0.0	5.0	-1.5	-4.6	-4.2	5.6	5.9	5.1
Russie	14.8	8.1	11.6	14.0	15.4	9.8	12.2	13.9	6.6	-16.4	14.2	8.7	5.2	4.1	-3.2	-9.9	0.6	8.8	5.5	3.0
Autres pays producteurs de pétrole	4.4	3.2	1.1	12.3	11.9	11.8	7.7	11.6	8.8	-7.5	4.2	7.6	5.5	3.1	3.7	0.9	-1.1	-1.5	0.7	2.1
Reste du monde	6.5	5.0	2.4	6.8	11.9	7.4	8.9	11.4	7.4	-10.7	9.2	9.7	4.1	3.8	1.5	2.9	3.2	4.0	3.9	3.6
Total mondial	12.3	0.8	3.4	5.8	10.9	8.1	9.5	7.8	3.4	-10.5	12.5	7.4	3.1	3.5	3.9	2.8	2.6	5.0	4.7	4.5
B. Contribution à la croissance du commerce mondial																				
Points de pourcentage																				
Total OCDE	8.9	0.3	1.6	2.3	6.1	4.4	5.7	4.1	0.8	-7.4	7.3	3.8	1.3	1.5	2.7	2.8	1.8	2.9	2.9	2.8
dont : Total OCDE d'Amérique ¹	2.3	-0.7	0.3	0.5	1.8	1.1	1.2	0.8	0.1	-2.0	2.1	1.0	0.5	0.3	0.7	0.5	0.1	0.6	0.7	0.7
Total OCDE d'Europe	5.5	1.2	0.8	1.1	3.2	2.7	3.7	2.6	0.4	-4.3	3.9	2.2	0.4	0.9	1.5	2.1	1.5	1.9	1.7	1.7
Total OCDE d'Asie et du Pacifique ²	1.1	-0.2	0.6	0.6	1.1	0.6	0.7	0.7	0.3	-1.1	1.3	0.6	0.3	0.2	0.5	0.2	0.2	0.4	0.4	0.3
Total pays non-OCDE	3.4	0.5	1.8	3.5	4.7	3.7	3.8	3.7	2.6	-3.0	5.2	3.6	1.8	2.0	1.2	0.0	0.8	2.1	1.8	1.7
dont : Chine	0.7	0.2	0.8	1.1	1.1	0.9	1.2	1.1	0.5	-0.3	1.6	1.2	0.6	0.9	0.6	0.0	0.4	0.9	0.6	0.6
Autres pays industrialisés d'Asie ³	1.7	-0.3	0.7	1.0	1.9	1.4	1.3	0.9	0.9	-1.1	2.2	1.1	0.6	0.5	0.4	0.0	0.3	0.9	0.7	0.7
Brésil	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	-0.1	0.3	0.1	0.0	0.1	0.0	-0.1	0.0	0.1	0.1	0.1
Russie	0.2	0.1	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2	0.3	0.1	-0.4	0.3	0.2	0.1	0.1	-0.1	-0.2	0.0	0.2	0.1	0.1
Autres pays producteurs de pétrole	0.3	0.2	0.1	0.7	0.7	0.7	0.5	0.7	0.5	-0.5	0.3	0.5	0.3	0.2	0.2	0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.1
Reste du monde	0.4	0.3	0.1	0.4	0.7	0.4	0.5	0.7	0.4	-0.7	0.6	0.6	0.2	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Total mondial	12.3	0.8	3.4	5.8	10.9	8.1	9.5	7.8	3.4	-10.5	12.5	7.4	3.1	3.5	3.9	2.8	2.6	5.0	4.7	4.5

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional comme la somme des volumes exprimés en dollars constants de 2010.

1. Canada, Chili, Mexique et États-Unis.

2. Australie, Japon, Corée et Nouvelle-Zélande.

3. Hong-Kong - Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933728375>

Annexe : Tableau 58. Balances commerciales des biens et services

Milliards de dollars, sur la base des comptes nationaux

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Argentine	-1.5	3.8	15.2	14.6	11.6	11.9	13.1	12.6	13.5	17.0	12.3	8.9	11.3	-0.5	2.0	-6.8	-5.3	-16.8	-24.1	-27.5
Australie	-4.7	1.9	-4.8	-14.3	-19.3	-15.0	-12.5	-22.8	-12.5	-10.2	5.8	11.5	-23.8	-10.5	-9.9	-27.8	-10.0	8.8	5.1	-2.3
Autriche	2.9	3.2	7.7	7.4	8.0	9.9	13.2	17.8	18.3	13.3	13.2	12.5	12.2	11.9	14.8	14.1	13.5	14.4	17.3	18.0
Belgique	5.8	8.1	14.4	16.8	17.7	13.9	15.0	18.0	3.0	11.1	8.7	2.8	3.1	6.5	3.4	6.1	6.2	3.5	5.1	5.4
Brésil	-14.7	-12.7	2.7	12.6	22.8	30.5	30.0	18.8	-3.6	-7.4	-22.9	-20.2	-33.4	-57.2	-65.2	-23.1	7.1	20.9	15.6	18.5
Canada	41.6	41.8	32.8	34.1	44.9	45.6	35.2	30.5	28.3	-20.3	-30.9	-21.6	-35.9	-30.3	-17.6	-38.6	-37.2	-37.9	-39.2	-37.6
Chili	1.3	1.2	1.5	3.9	9.8	10.8	22.4	23.8	4.8	13.6	14.1	8.4	-0.1	-1.7	2.5	-0.4	2.1	4.8	5.8	5.6
Chine	28.8	28.1	37.4	35.8	51.2	124.6	208.9	308.0	348.8	220.1	223.0	181.9	231.8	235.4	221.3	357.9	255.7	210.7	237.6	251.0
Colombie	-2.2	-4.5	-4.7	-4.7	-4.5	-5.1	-6.8	-8.7	-7.2	-5.3	-4.6	-3.1	-4.5	-6.9	-15.9	-20.6	-19.3	-16.2	-14.5	-14.0
Costa Rica	-0.1	0.0	-0.3	-0.3	-0.1	-0.4	-0.7	-1.4	-2.7	-0.1	-0.7	-1.6	-1.8	-1.5	-1.3	-0.5	0.5	0.4	0.5	0.4
République tchèque	-1.1	-0.8	-1.1	-1.2	1.0	3.2	4.3	4.7	5.2	8.2	6.4	8.5	10.2	12.1	13.2	11.2	14.6	15.6	15.2	14.5
Danemark	10.9	11.8	12.3	14.9	14.2	14.6	11.6	9.3	12.6	14.5	22.4	22.0	19.7	22.7	24.5	22.0	19.0	22.9	22.9	22.2
Estonie	-0.2	-0.2	-0.6	-0.8	-1.0	-0.7	-1.7	-2.0	-1.0	1.0	1.2	1.3	0.4	0.7	0.7	0.9	0.9	1.1	1.1	1.0
Finlande	11.5	11.9	12.5	11.1	12.2	8.0	9.0	12.3	10.5	5.2	3.1	-2.3	-3.7	-2.4	-2.6	-1.1	-1.8	1.2	2.4	2.5
France	14.9	17.8	25.0	20.4	13.2	-8.7	-19.4	-34.3	-51.5	-38.6	-48.9	-73.2	-57.8	-53.6	-56.7	-37.0	-48.2	-64.9	-66.5	-65.3
Allemagne	5.9	35.3	92.8	93.0	139.7	143.8	160.4	231.6	224.4	169.9	174.8	180.7	217.2	226.6	270.8	268.6	274.6	282.4	318.3	326.6
Grèce	-15.0	-14.2	-15.6	-22.3	-20.2	-21.1	-29.5	-39.7	-44.7	-32.2	-25.8	-20.1	-11.1	-6.7	-5.6	0.2	-1.8	-2.3	-1.3	-1.2
Hongrie	-1.7	-0.7	-1.4	-3.3	-4.1	-2.5	-1.2	1.0	0.5	5.4	7.0	8.6	8.6	9.4	8.9	10.9	12.7	10.9	11.6	9.1
Islande	-0.6	-0.1	0.1	-0.3	-0.7	-2.0	-2.9	-2.0	-0.7	1.2	1.4	1.2	0.9	1.2	1.1	1.2	1.3	1.0	1.3	1.1
Inde ¹	-4.3	-4.3	-5.1	-4.2	-12.6	-23.0	-30.0	-50.0	-62.0	-74.2	-74.7	-118.9	-123.2	-56.4	-60.9	-48.4	-39.1	-83.1	-105.4	-123.4
Indonésie	17.2	12.7	11.5	16.7	10.8	10.3	18.3	15.6	1.7	15.2	14.4	22.2	-3.6	-8.1	-6.8	3.2	7.5	12.2	5.1	4.5
Irlande	13.7	17.1	22.2	25.0	28.0	23.2	18.9	22.6	23.7	32.0	36.8	44.5	38.3	44.3	45.4	95.6	66.6	107.4	108.5	115.1
Israël	-0.1	-3.1	-3.5	-1.0	0.1	-0.2	0.2	-1.7	-1.4	5.5	4.9	1.3	-0.1	5.3	4.3	9.0	6.6	5.4	-3.4	-5.8
Italie	9.4	14.5	9.8	7.6	9.5	-1.7	-16.2	-8.2	-18.7	-14.3	-42.4	-35.3	20.3	49.2	61.4	53.2	59.7	59.9	61.3	64.1
Japon	69.9	28.4	55.7	75.9	97.4	72.0	64.0	85.4	21.5	29.2	83.2	-34.1	-95.8	-119.0	-120.9	-18.4	49.1	45.1	29.1	45.3
Corée	11.7	8.3	9.0	13.8	29.2	21.9	8.0	12.7	-2.1	41.4	34.7	17.8	34.5	64.9	74.1	96.4	96.7	82.5	63.0	74.0
Lettonie	-0.6	-0.9	-1.0	-1.5	-2.3	-2.5	-4.5	-5.9	-4.6	-0.4	-0.3	-1.4	-1.3	-1.1	-0.5	-0.1	0.3	-0.4	-0.6	-1.0
Lituanie	-0.7	-0.7	-0.8	-1.1	-1.6	-1.9	-3.1	-5.2	-5.7	-0.6	-0.7	-1.1	0.4	0.6	1.0	-0.2	0.5	1.0	0.9	0.7
Luxembourg	5.3	5.0	5.9	7.0	8.7	9.6	13.5	16.9	17.1	16.5	17.5	19.5	17.6	19.7	22.6	20.4	20.6	22.6	25.7	27.0
Mexique	-11.2	-13.8	-11.7	-10.5	-13.9	-13.0	-14.1	-18.3	-25.5	-14.8	-14.5	-16.6	-15.2	-15.2	-15.9	-23.7	-21.6	-21.1	-12.7	-8.5
Pays-Bas	26.9	28.5	31.9	38.9	51.4	58.7	63.6	74.3	81.1	63.2	69.9	76.3	79.6	92.7	95.5	80.1	85.5	96.9	106.8	109.8
Nouvelle-Zélande	1.1	2.2	1.8	1.7	0.6	-1.3	-0.8	-0.2	-1.1	2.8	3.4	3.5	0.8	1.8	2.1	1.1	1.2	1.7	0.9	0.6
Norvège	28.7	29.0	25.8	29.1	34.9	49.3	58.5	54.2	80.0	44.5	48.5	64.3	66.5	56.4	45.2	21.9	3.2	9.7	15.7	14.8
Pologne	-10.9	-6.8	-6.8	-5.8	-6.8	-3.2	-7.1	-15.2	-27.3	-3.7	-9.6	-10.4	-2.2	10.2	7.8	14.7	19.1	21.8	20.2	19.2
Portugal	-13.1	-12.4	-11.1	-11.5	-15.7	-18.0	-17.2	-18.4	-25.6	-16.9	-18.0	-10.5	-1.1	2.3	0.4	1.2	2.3	2.3	2.4	2.0
Russie	52.3	39.4	37.7	49.6	73.2	105.5	127.0	114.3	158.0	94.0	125.4	165.1	146.6	123.7	133.2	111.0	67.0	82.8	86.1	86.0
République slovaque	-0.5	-1.7	-1.8	-0.6	-1.2	-2.2	-2.2	-0.9	-2.7	-1.2	-1.3	-0.9	3.4	4.2	3.5	1.4	3.1	3.3	4.9	5.6
Slovénie	-0.8	-0.2	0.2	-0.1	-0.5	-0.2	0.0	-0.6	-1.1	0.9	0.7	0.9	2.0	2.7	3.7	3.7	4.1	4.7	4.9	5.0
Afrique du Sud	3.9	4.9	4.4	4.1	-0.4	-0.7	-4.6	-4.0	-4.9	1.3	4.7	3.5	-5.7	-8.5	-5.3	-4.0	1.9	4.8	5.5	4.6
Espagne	-17.9	-14.7	-14.5	-20.3	-41.3	-57.7	-74.9	-88.9	-84.9	-17.6	-18.6	-3.8	19.6	44.3	33.3	27.2	37.3	35.2	42.6	44.6
Suède	15.2	14.9	16.7	21.2	29.0	28.0	31.9	34.1	32.4	24.8	26.8	26.6	26.8	26.1	24.9	24.2	24.7	22.5	25.4	25.8
Suisse	16.7	15.7	20.6	23.7	34.8	29.7	37.0	54.4	58.9	41.6	62.2	58.9	70.0	83.5	83.6	78.1	75.2	76.0	85.3	85.4
Turquie	-8.5	7.2	3.4	-3.4	-10.7	-17.1	-26.8	-33.2	-34.0	-5.4	-38.9	-68.4	-43.0	-55.2	-36.2	-22.6	-24.9	-38.2	-48.0	-49.4
Royaume-Uni	-30.3	-37.4	-49.6	-49.1	-63.0	-64.8	-65.0	-76.2	-84.7	-52.0	-63.7	-40.3	-52.9	-55.7	-60.6	-49.4	-55.0	-36.8	-33.9	-23.2
États-Unis	-375.8	-368.7	-426.5	-503.7	-619.2	-721.2	-770.9	-718.5	-723.1	-395.4	-512.7	-580.0	-565.7	-492.0	-509.5	-524.0	-521.2	-571.6	-666.8	-755.0
Zone euro	48.3	96.9	177.8	170.2	206.4	154.3	127.8	194.6	143.3	191.8	170.5	191.0	338.4	441.3	490.3	534.4	523.1	567.2	632.9	659.3
Total OCDE	-199.6	-172.1	-147.6	-204.2	-235.4	-410.9	-500.5	-383.4	-525.0	-77.3	-179.0	-347.8	-258.4	-44.6	12.2	120.0	178.5	190.3	130.3	95.2

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 59. Solde des revenus primaires

Milliards de dollars

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Argentine	-7.6	-7.8	-7.6	-8.1	-9.5	-7.6	-7.7	-7.6	-9.0	-10.3	-14.5	-15.1	-13.8	-13.2	-11.6	-12.1	-12.1	-15.9	-15.3	-17.7
Australie	-11.3	-10.5	-11.7	-15.3	-22.2	-28.2	-32.7	-41.3	-38.1	-38.5	-49.7	-55.4	-41.3	-39.0	-32.9	-29.4	-28.0	-40.8	-42.0	-41.5
Autriche	-1.2	-2.0	-0.2	0.4	0.6	0.2	0.8	-0.4	3.6	-0.2	3.3	1.4	0.5	1.3	0.4	-2.8	-0.2	0.8	0.1	0.1
Belgique	6.0	4.2	4.1	6.1	5.0	4.5	4.8	6.3	10.4	-2.6	8.9	5.7	11.4	7.3	3.7	-1.0	3.0	4.2	3.1	3.0
Brésil	-17.5	-19.3	-17.7	-18.1	-20.1	-25.6	-27.0	-29.0	-41.8	-35.0	-67.1	-70.5	-54.3	-32.5	-52.2	-42.9	-41.1	-42.6	-37.0	-42.4
Canada	-23.4	-26.5	-20.7	-23.5	-21.1	-22.3	-15.6	-17.4	-23.4	-17.3	-23.4	-24.4	-25.6	-25.1	-22.4	-14.4	-9.5	-9.3	-6.3	-6.3
Chili	-3.1	-2.8	-3.0	-4.7	-8.1	-10.7	-18.8	-19.4	-14.7	-12.0	-15.4	-15.2	-12.4	-11.8	-8.9	-6.9	-6.7	-10.4	-13.4	-14.1
Chine	-14.7	-19.2	-14.9	-10.2	-5.1	-16.1	-5.1	8.0	28.6	-8.5	-25.9	-70.3	-19.9	-78.4	13.3	-41.1	-44.0	-34.4	-53.9	-53.9
Colombie	-2.2	-2.4	-2.6	-3.2	-4.1	-5.3	-5.7	-7.8	-9.6	-8.4	-11.2	-15.5	-15.0	-14.2	-12.5	-5.8	-5.2	-8.2	-12.4	-12.4
Costa Rica	-0.7	-0.7	-0.8	-0.8	-0.8	-0.8	-0.7	-0.7	-0.6	-1.0	-1.2	-1.4	-1.5	-1.8	-2.2	-2.5	-2.9	-3.2	-2.2	-1.8
République tchèque	-1.4	-2.2	-3.5	-4.3	-5.0	-5.1	-6.9	-11.9	-8.8	-11.3	-13.1	-12.8	-12.2	-12.7	-12.6	-10.4	-10.3	-11.2	-12.8	-12.7
Danemark	-3.5	-3.5	-2.6	-2.4	-2.0	2.1	3.4	1.6	4.0	3.2	5.3	7.3	7.4	10.9	12.8	9.4	7.8	7.4	6.8	7.1
Estonie	-0.2	-0.3	-0.3	-0.5	-0.6	-0.5	-0.8	-1.5	-1.3	-0.6	-1.0	-1.2	-0.9	-0.6	-0.7	-0.5	-0.5	-0.5	-0.4	-0.5
Finlande	-1.7	-1.0	-0.6	-2.6	0.8	0.2	1.2	-0.4	-1.5	2.1	2.3	0.3	0.1	0.3	1.6	2.3	3.7	3.0	3.3	3.2
France	24.6	25.0	14.4	23.9	28.8	39.3	48.9	55.6	65.5	61.0	68.0	79.1	58.1	62.4	59.7	50.7	51.7	59.7	61.9	61.4
Allemagne	-13.4	-15.6	-24.6	-22.2	20.3	25.0	50.8	50.3	37.7	77.3	65.7	96.5	82.9	79.7	74.9	77.4	66.9	76.9	81.2	87.3
Grèce	-1.1	-2.0	0.5	-1.4	-2.1	-3.3	-5.3	-9.1	-11.1	-9.4	-7.7	-9.1	1.0	-0.6	1.9	0.4	0.0	0.1	-0.4	-0.4
Hongrie	-2.6	-2.8	-3.6	-4.1	-5.0	-5.4	-5.7	-9.0	-9.8	-6.0	-6.1	-6.8	-5.4	-3.6	-5.9	-5.6	-3.3	-5.5	-6.1	-6.6
Islande	-0.3	-0.3	0.0	-0.2	-0.6	-0.7	-1.0	-1.0	-3.7	-2.3	-2.1	-1.8	-1.3	-0.2	-0.3	-0.1	0.4	0.1	0.0	0.0
Inde ¹	-5.1	-4.2	-3.5	-4.4	-5.0	-5.7	-7.4	-5.2	-7.0	-8.1	-17.8	-16.0	-21.5	-23.0	-24.2	-24.5	-26.2	-26.6	-27.4	-30.7
Indonésie	..	..	..	..	-10.8	-12.8	-13.7	-15.3	-15.0	-15.0	-20.7	-26.5	-26.6	-27.1	-29.7	-28.4	-29.6	-33.0	-32.9	-33.0
Irlande	-14.2	-17.1	-23.1	-25.7	-29.1	-32.3	-32.0	-40.6	-39.4	-40.6	-36.1	-46.1	-41.3	-35.9	-38.1	-60.8	-52.7	-60.7	-59.6	-59.4
Israël	-8.3	-5.5	-4.6	-4.7	-4.1	-1.4	-0.8	-0.3	-4.1	-5.2	-4.6	-3.5	-6.4	-5.8	-2.1	-2.7	-3.9	-2.9	-2.7	-2.5
Italie	-4.1	-2.8	-5.0	-6.9	-2.4	3.9	9.2	2.6	-20.4	-2.4	-5.1	-7.0	-3.4	-3.2	0.7	-9.1	5.5	11.6	4.6	1.0
Japon	71.7	67.1	62.3	74.9	96.1	109.0	123.3	138.9	138.8	135.2	156.4	184.8	174.9	181.2	184.5	176.6	171.4	177.8	193.9	201.2
Corée	-4.0	-3.5	-2.2	-2.5	-1.3	-7.3	-4.0	-3.4	-1.2	-2.4	0.5	6.6	12.1	9.1	4.2	3.6	3.9	0.1	0.5	1.8
Lettonie	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.3	-0.2	-0.6	-1.2	-0.9	1.6	0.2	0.0	-0.2	-0.1	-0.1	-0.2	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3
Lituanie	..	..	..	..	-0.5	-0.4	-0.7	-1.6	-1.7	0.8	-0.7	-1.6	-1.3	-1.2	-0.7	-1.8	-1.8	-1.7	-1.8	-1.8
Luxembourg	-1.6	-1.9	-3.7	-5.3	-3.7	-4.7	-7.9	-11.1	-13.7	-11.3	-11.4	-12.7	-13.3	-15.2	-18.0	-18.2	-17.6	-18.7	-21.1	-22.2
Mexique	-13.8	-13.0	-12.2	-12.2	-10.0	-16.5	-14.9	-17.5	-15.8	-14.2	-12.1	-18.4	-26.2	-37.4	-30.4	-29.1	-27.3	-26.2	-35.3	-40.4
Pays-Bas	-11.4	-6.9	-5.7	-6.9	9.3	1.5	17.3	0.6	-17.3	-4.3	2.7	15.6	19.7	10.4	-4.7	-3.2	-11.4	-2.2	-0.5	0.0
Nouvelle-Zélande	-3.2	-2.8	-3.1	-3.9	-5.4	-6.9	-7.5	-9.4	-10.1	-5.7	-6.8	-7.9	-7.3	-7.4	-8.2	-6.4	-5.2	-6.8	-6.7	-6.0
Norvège	-2.3	0.2	0.6	1.4	0.5	3.3	0.3	-1.1	-2.7	2.4	4.5	4.7	4.2	5.5	21.5	16.1	20.1	19.0	16.3	17.4
Pologne	-0.5	-0.4	-0.8	-2.2	-8.1	-5.1	-7.2	-13.1	-10.2	-12.7	-15.6	-17.1	-15.6	-15.9	-18.6	-16.3	-18.7	-20.2	-22.1	-23.4
Portugal	-2.0	-2.7	-1.8	-1.6	-1.9	-2.8	-6.1	-7.3	-8.7	-9.3	-7.6	-6.5	-5.5	-2.7	-4.5	-4.8	-4.8	-5.5	-5.5	-5.6
Russie	-6.8	-3.9	-6.5	-13.4	-13.5	-18.2	-28.0	-28.2	-46.0	-39.6	-47.0	-60.9	-68.3	-79.5	-68.7	-38.0	-35.3	-39.8	-37.4	-37.1
République slovaque	-0.3	-0.2	-0.4	-1.5	-1.9	-1.7	-2.2	-3.0	-2.8	-0.8	-2.5	-3.3	-1.6	-0.7	-1.0	-1.5	-2.1	-2.2	-3.3	-3.3
Slovénie	0.0	0.1	-0.1	-0.2	-0.4	-0.3	-0.5	-1.1	-1.5	-0.7	-0.5	-0.4	-0.7	-0.6	-0.6	-1.4	-1.4	-1.2	-1.4	-1.4
Afrique du Sud	-3.2	-3.8	-2.8	-4.6	-4.3	-4.9	-5.2	-9.8	-9.1	-6.7	-8.0	-10.7	-10.8	-9.6	-9.4	-7.9	-8.2	-10.5	-13.8	-15.8
Espagne	-3.9	-8.2	-7.4	-6.9	-9.3	-16.6	-21.4	-36.5	-44.7	-26.7	-20.1	-25.5	-9.1	-7.0	-4.6	-2.5	-0.2	-0.1	-0.6	-0.8
Suède	-1.1	-1.1	-0.8	5.3	1.4	4.8	11.0	15.4	18.3	10.6	13.6	11.9	12.8	11.9	11.1	6.0	5.8	7.6	7.7	7.6
Suisse	19.5	12.2	9.3	25.0	26.3	35.1	33.2	3.6	-35.5	10.1	35.0	9.8	14.3	14.7	2.3	15.0	4.3	9.5	10.3	12.2
Turquie	-4.0	-5.0	-4.6	-5.6	-5.6	-5.4	-6.0	-6.3	-7.6	-7.7	-6.5	-7.2	-6.6	-8.6	-8.2	-9.6	-9.2	-11.1	-11.8	-14.2
Royaume-Uni	6.1	11.9	23.4	26.4	25.4	34.8	2.7	-14.5	-24.6	-17.1	1.6	10.6	-28.2	-56.9	-62.1	-65.5	-68.9	-42.9	-35.4	-34.0
États-Unis	18.1	27.5	22.7	34.7	53.9	53.9	26.9	85.0	129.7	115.2	168.2	211.1	207.5	206.0	210.8	181.0	173.2	217.0	223.1	214.3
Zone euro	-24.4	-31.3	-54.0	-51.5	13.2	12.3	56.1	3.3	-46.1	33.3	59.2	86.7	97.8	94.8	70.6	24.9	39.8	64.8	60.9	62.3
Total OCDE	8.2	7.9	-9.2	30.7	118.4	140.5	135.8	82.2	34.5	157.5	288.9	362.7	342.2	309.6	304.9	236.3	235.8	315.9	324.9	322.2

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 60. Solde des revenus secondaires

Milliards de dollars

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Argentine	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	1.0	1.1	1.1	0.9	0.6	0.5	0.7	0.7	1.5	1.1	1.2	0.4	0.2	0.2
Australie	-0.2	0.0	0.0	0.4	-0.3	-0.4	-0.6	0.0	-0.1	-0.7	-1.5	-2.3	-2.2	-1.6	-2.6	-0.7	-0.2	-0.6	-0.8	-0.8
Autriche	-3.5	-3.6	-3.2	-3.7	-3.5	-3.7	-3.5	-3.7	-4.5	-3.8	-4.0	-4.2	-4.1	-5.2	-4.2	-3.6	-4.1	-3.4	-4.0	-4.1
Belgique	-4.1	-4.0	-4.1	-6.1	-6.0	-5.9	-5.9	-5.3	-8.3	-7.8	-6.8	-7.9	-7.7	-9.1	-8.5	-7.1	-8.7	-7.6	-12.6	-13.0
Brésil	1.5	1.6	2.4	2.9	3.2	3.6	4.3	4.0	4.2	3.3	2.9	3.0	2.8	3.7	2.7	2.8	2.9	2.6	2.5	2.7
Canada	0.3	0.4	0.3	-0.2	-0.5	-1.5	-1.7	-2.2	-1.5	-3.1	-3.8	-3.7	-4.2	-3.9	-3.1	-3.1	-2.6	-2.1	-2.4	-2.4
Chili	0.6	0.4	0.6	0.6	1.1	1.8	3.4	3.1	2.9	1.6	4.4	2.9	2.1	2.2	2.1	1.9	1.4	1.8	2.2	2.4
Chine	6.3	8.5	13.0	17.4	22.9	23.9	28.1	37.1	43.2	31.7	40.7	24.5	3.4	-8.7	1.4	-12.6	-9.5	-11.4	-11.8	-11.8
Colombie	1.7	2.4	2.7	3.3	3.7	4.1	4.7	5.2	5.5	4.6	4.7	5.1	4.8	4.9	4.6	5.4	5.9	6.7	7.8	8.3
Costa Rica	..	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.5	0.4	0.3	0.4	0.3	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.4	0.5
République tchèque	0.4	0.5	0.9	0.6	0.0	-0.7	-0.8	-1.1	-0.7	-1.1	-0.6	-1.0	-1.4	-0.5	-0.4	0.0	-1.1	-2.0	-1.2	-0.7
Danemark	-3.7	-3.3	-3.2	-4.4	-5.5	-5.5	-5.6	-6.2	-6.1	-6.5	-6.5	-6.6	-6.6	-6.9	-6.0	-4.8	-4.3	-4.1	-3.0	-3.4
Estonie	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.1	0.1
Finlande	-0.6	-0.8	-0.8	-1.2	-1.8	-2.2	-2.2	-2.4	-2.9	-3.0	-2.7	-2.7	-2.2	-3.2	-3.3	-2.9	-2.8	-2.4	-2.5	-2.5
France	-28.8	-30.9	-32.6	-40.0	-44.0	-44.0	-45.3	-49.6	-49.8	-50.9	-48.1	-51.8	-54.2	-59.6	-64.5	-49.9	-51.8	-49.6	-55.1	-55.0
Allemagne	-27.6	-26.0	-27.5	-35.3	-37.3	-39.2	-40.1	-47.8	-52.9	-51.8	-53.4	-50.0	-50.6	-55.8	-53.9	-43.0	-44.4	-62.1	-58.6	-76.5
Grèce	3.3	3.5	1.1	1.2	1.1	0.1	0.5	-1.5	-0.5	-1.3	-2.4	-2.1	-1.2	2.4	-0.4	-0.6	-0.7	-0.7	-0.9	-1.0
Hongrie	0.4	0.4	0.5	0.7	-0.5	-1.2	-1.2	-1.6	-1.9	-0.4	-0.5	-0.8	-1.0	-0.7	-0.9	-1.1	-1.7	-1.2	-1.5	-1.2
Islande	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.3	-0.1	-0.2	-0.1	-0.1
Inde ¹	13.1	15.8	16.8	22.3	20.7	24.6	30.0	41.8	45.0	52.3	53.3	63.6	64.0	65.3	65.6	62.6	56.0	62.7	67.8	74.1
Indonésie	..	..	..	..	1.1	4.8	4.9	5.1	5.4	4.6	4.6	4.2	4.1	4.2	5.2	5.5	4.5	4.5	7.7	7.7
Irlande	-1.0	-0.3	-0.7	-1.5	-1.6	-2.2	-2.6	-3.5	-4.0	-4.1	-3.6	-3.7	-3.4	-3.9	-3.7	-3.7	-4.2	-4.9	-5.4	-5.7
Israël	6.6	6.7	6.9	6.5	6.2	6.1	7.6	7.4	8.1	7.3	8.3	8.6	8.0	9.1	9.8	9.1	9.1	7.9	9.3	9.2
Italie	-4.6	-5.0	-7.4	-9.0	-13.8	-17.4	-20.5	-24.6	-26.4	-25.7	-26.5	-26.8	-25.1	-23.9	-21.2	-17.0	-18.5	-16.7	-12.9	-12.8
Japon	-9.8	-8.1	-5.6	-7.8	-8.0	-7.3	-10.6	-11.6	-13.2	-11.9	-12.7	-15.2	-14.1	-10.0	-18.8	-16.6	-20.2	-19.2	-18.5	-18.5
Corée	-0.2	-1.3	-2.1	-3.2	-3.0	-3.3	-4.4	-4.4	-1.3	-2.2	-5.3	-4.7	-5.5	-4.2	-5.0	-5.0	-5.8	-7.1	-13.3	-13.3
Lettonie	0.2	0.1	0.3	0.5	0.7	0.5	0.4	0.3	0.5	0.6	0.6	0.5	0.5	0.4	0.0	0.2	0.2	0.4	0.6	0.6
Lituanie	..	..	..	..	0.4	0.4	0.6	0.8	0.7	0.5	0.9	0.8	0.4	1.1	1.3	0.8	0.7	0.9	0.8	0.8
Luxembourg	-0.5	-0.7	-0.4	0.2	-0.1	0.1	0.1	0.3	0.2	-0.9	0.2	0.1	-0.3	0.4	0.5	0.9	0.6	0.3	0.2	0.2
Mexique	7.0	9.3	10.3	15.6	18.8	22.1	25.9	26.3	25.3	21.5	21.4	22.9	22.4	21.5	22.8	24.1	26.5	28.1	24.0	21.3
Pays-Bas	0.4	-2.0	-2.8	-2.8	-11.0	-12.1	-14.2	-16.5	-15.7	-11.4	-14.0	-14.8	-13.8	-17.7	-14.8	-11.1	-8.5	-8.7	-10.0	-10.5
Nouvelle-Zélande	0.2	0.1	0.1	0.2	0.1	0.2	0.4	0.4	0.7	0.3	0.0	-0.2	-0.4	-0.4	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3	-0.2	-0.3
Norvège	-1.2	-1.7	-2.4	-3.3	-2.9	-2.7	-3.0	-3.5	-3.8	-4.8	-5.9	-7.1	-6.7	-7.9	-7.8	-6.9	-6.6	-6.7	-6.8	-7.1
Pologne	-0.4	0.6	1.3	2.2	0.7	0.2	0.7	1.1	1.4	-1.4	-0.1	1.1	-0.2	-0.5	-0.5	-0.9	-1.5	-0.1	0.6	0.6
Portugal	2.1	2.2	1.4	1.1	1.5	0.7	0.9	1.5	1.5	0.2	0.3	0.8	1.3	2.0	2.1	1.7	1.8	2.5	2.3	2.4
Russie	0.1	-0.8	-0.7	-0.4	-0.9	-1.5	-2.5	-5.5	-7.0	-5.5	-6.2	-5.8	-6.1	-9.2	-8.4	-5.7	-6.2	-9.1	-8.0	-6.6
République slovaque	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.6	-1.1	-1.4	-0.7	-1.1	-1.3	-2.0	-1.7	-1.4	-1.5	-1.5	-1.1	-1.1
Slovénie	0.1	0.1	0.1	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.4	-0.5	-0.2	-0.1	-0.1	-0.5	-0.4	-0.4	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3
Afrique du Sud	-0.9	-0.7	-0.6	-1.0	-1.7	-2.5	-2.4	-2.3	-2.3	-2.7	-2.3	-2.0	-3.8	-3.2	-3.2	-2.6	-1.9	-2.9	-3.0	-2.9
Espagne	-4.2	-4.7	-4.9	-8.6	-9.6	-12.7	-18.0	-18.3	-22.7	-20.6	-17.7	-19.1	-14.7	-17.1	-14.8	-12.0	-13.3	-12.8	-14.6	-14.5
Suède	-3.1	-3.1	-3.6	-4.2	-5.4	-6.0	-6.4	-6.8	-8.4	-6.3	-8.1	-9.2	-10.8	-10.3	-10.3	-8.3	-7.0	-8.7	-8.6	-8.5
Suisse	-2.9	-3.9	-4.4	-3.7	-3.9	-8.4	-6.3	-6.2	-9.1	-8.3	-8.4	-8.8	-8.6	-12.5	-18.8	-13.0	-10.0	-11.2	-12.0	-11.7
Turquie	4.8	3.0	2.4	1.0	1.1	1.5	1.9	2.2	2.1	2.4	1.5	1.8	1.4	1.2	1.1	1.4	1.7	2.6	1.3	0.5
Royaume-Uni	-14.7	-9.4	-13.4	-16.8	-19.3	-22.2	-22.0	-26.3	-24.9	-23.1	-30.4	-32.5	-32.4	-39.5	-38.4	-34.9	-30.4	-27.0	-22.0	-19.2
États-Unis	-49.0	-55.7	-54.5	-59.6	-75.6	-84.9	-71.1	-90.7	-102.3	-103.9	-104.3	-107.0	-96.9	-93.6	-94.2	-115.1	-120.1	-114.8	-113.8	-116.1
Zone euro	-68.7	-71.9	-81.4	-105.1	-125.7	-138.3	-151.0	-172.0	-186.9	-182.2	-178.7	-182.6	-176.8	-192.7	-188.7	-149.8	-156.1	-167.1	-174.6	-193.7
Total OCDE	-133.7	-136.8	-147.4	-180.6	-222.7	-250.3	-244.9	-292.0	-319.5	-322.9	-331.3	-344.6	-334.0	-351.5	-360.3	-324.2	-329.4	-332.3	-341.2	-362.8

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 61. Balance des opérations courantes

Milliards de dollars

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Argentine	-9.0	-3.8	8.7	8.1	3.1	5.1	6.5	6.0	5.4	7.3	-1.6	-5.3	-2.1	-13.1	-9.2	-17.6	-14.7	-30.8	-37.1	-42.8
Australie	-16.2	-8.6	-16.5	-29.2	-41.8	-43.6	-45.8	-64.1	-50.7	-49.3	-45.4	-46.2	-67.4	-51.2	-45.4	-57.9	-38.2	-32.6	-37.6	-44.6
Autriche	-1.8	-2.0	6.9	5.3	7.8	8.0	11.1	14.8	19.5	10.4	11.2	7.0	6.1	8.3	10.6	7.4	8.3	7.8	10.1	10.7
Belgique	8.3	6.9	10.2	11.3	12.2	8.2	8.0	9.0	-4.7	-5.0	8.2	-5.7	-0.3	-1.5	-4.8	-0.7	0.5	-0.6	-4.5	-4.5
Brésil	-24.8	-23.7	-8.1	3.8	11.3	13.5	13.0	0.4	-30.6	-26.3	-75.8	-77.0	-74.2	-74.8	-104.2	-59.4	-23.5	-9.8	-17.6	-19.9
Canada	18.5	15.8	12.5	10.3	23.2	21.9	17.9	10.9	3.3	-40.7	-58.2	-49.7	-65.7	-59.4	-43.1	-56.1	-49.4	-49.4	-48.0	-46.3
Chili	-0.5	-0.7	-0.1	-0.2	2.8	1.8	7.0	7.4	-6.7	3.3	3.2	-4.0	-10.3	-11.0	-4.0	-5.2	-3.1	-3.8	-5.7	-6.1
Chine	20.4	17.4	35.4	43.1	68.9	132.4	231.8	353.2	420.6	243.3	237.8	136.1	215.4	148.2	236.0	304.2	202.2	164.9	171.9	185.2
Colombie	0.8	-1.0	-1.3	-0.9	-0.8	-1.9	-2.9	-6.0	-6.5	-4.6	-8.7	-9.8	-11.4	-12.5	-19.8	-18.6	-12.1	-10.4	-11.4	-10.8
Costa Rica	..	-0.5	-0.8	-0.9	-0.7	-0.8	-0.9	-1.5	-2.6	-0.5	-1.2	-2.3	-2.4	-2.5	-2.5	-2.1	-1.5	-1.7	-1.8	-2.1
République tchèque	-2.7	-3.3	-4.2	-5.7	-4.4	-2.9	-3.9	-8.8	-4.4	-4.5	-7.4	-5.0	-3.3	-1.1	0.3	0.5	3.1	2.3	1.2	0.8
Danemark	2.5	4.1	5.0	7.3	5.7	11.2	9.4	4.7	10.4	11.2	21.2	22.7	20.5	26.7	31.4	26.6	22.4	24.8	26.9	26.2
Estonie	-0.3	-0.4	-0.8	-1.3	-1.5	-1.2	-2.6	-3.3	-2.1	0.5	0.3	0.3	-0.4	0.1	0.1	0.4	0.4	0.8	0.8	0.7
Finlande	9.5	10.4	11.5	7.9	11.4	6.2	8.0	9.5	6.0	4.1	2.8	-4.8	-5.9	-5.3	-4.2	-1.7	-0.8	1.9	4.7	4.8
France	12.0	15.2	12.7	11.7	6.7	-0.3	0.6	-6.1	-20.4	-15.0	-16.6	-24.4	-25.9	-14.4	-27.9	-8.9	-18.6	-14.3	-13.8	-12.0
Allemagne	-35.0	-6.0	40.8	35.4	122.3	129.6	169.9	233.7	209.2	195.6	186.0	226.7	250.6	255.0	293.1	302.9	294.9	298.6	340.9	337.4
Grèce	-11.3	-10.8	-10.6	-17.2	-18.5	-21.9	-31.5	-48.6	-53.8	-41.0	-34.4	-28.9	-9.5	-4.9	-3.8	-0.5	-2.1	-1.6	-0.2	-0.2
Hongrie	-4.0	-3.1	-4.3	-6.8	-8.8	-7.9	-8.0	-9.9	-11.1	-0.9	0.4	1.0	2.2	5.2	2.1	4.3	7.6	4.0	4.0	1.4
Islande	-0.9	-0.4	0.1	-0.6	-1.4	-2.7	-4.0	-3.0	-4.4	-1.3	-0.9	-0.8	-0.6	0.9	0.7	0.9	1.6	0.9	1.2	1.0
Inde ¹	-2.9	3.3	6.4	13.9	-3.5	-10.3	-9.5	-15.8	-26.2	-37.4	-48.2	-78.4	-88.5	-33.1	-26.8	-22.4	-15.7	-48.4	-71.0	-86.1
Indonésie	8.0	6.9	7.8	8.1	1.6	0.3	10.9	10.5	0.1	10.6	5.1	1.7	-24.4	-29.1	-27.5	-17.5	-17.0	-17.5	-19.3	-19.9
Irlande	-0.3	-0.7	-1.2	0.8	-0.2	-7.4	-12.4	-17.6	-17.4	-11.1	-2.7	-3.9	-5.9	5.2	4.2	31.7	10.1	42.7	43.4	50.1
Israël	-2.0	-1.9	-1.1	0.8	2.0	4.4	6.3	5.6	2.2	6.8	8.6	5.8	1.2	9.1	12.3	14.7	11.2	10.4	3.2	0.9
Italie	0.8	6.1	-3.7	-9.4	-6.4	-16.6	-29.2	-30.9	-66.6	-41.2	-72.5	-68.4	-7.1	21.4	41.0	27.7	47.7	53.5	46.4	45.6
Japon	130.5	87.0	108.6	139.3	182.3	170.2	175.7	212.9	142.2	146.5	221.3	128.1	62.5	46.3	36.6	136.4	189.2	196.6	188.2	211.8
Corée	10.4	2.7	4.7	11.9	29.7	12.7	3.6	11.8	3.2	33.6	28.9	18.7	50.8	81.1	84.4	105.9	99.2	78.5	67.6	79.8
Lettonie	-0.4	-0.6	-0.6	-0.9	-1.8	-2.0	-4.6	-6.4	-4.5	2.1	0.5	-0.9	-1.0	-0.8	-0.5	-0.1	0.4	-0.2	-0.3	-0.7
Lituanie	..	..	..	..	-1.7	-1.9	-3.2	-6.1	-6.6	0.6	-0.5	-2.0	-0.6	0.5	1.5	-1.2	-0.5	0.2	-0.1	-0.3
Luxembourg	2.5	1.5	2.1	2.0	4.1	4.1	4.2	5.0	4.2	3.6	3.6	3.6	3.2	3.5	3.5	2.9	3.0	3.2	3.6	3.6
Mexique	-18.8	-17.8	-14.9	-8.3	-7.0	-9.1	-3.2	-9.6	-16.8	-7.7	-5.0	-12.4	-18.4	-30.9	-23.7	-29.3	-22.8	-18.8	-24.0	-27.6
Pays-Bas	7.8	10.3	11.8	30.1	49.9	48.3	66.6	58.3	48.1	47.5	58.8	77.2	85.6	85.5	75.9	65.8	65.6	85.1	98.3	101.3
Nouvelle-Zélande	-1.8	-0.4	-1.3	-2.0	-4.7	-8.0	-7.9	-9.1	-10.4	-2.8	-3.3	-4.7	-6.9	-5.8	-6.3	-5.3	-4.2	-5.4	-5.9	-5.6
Norvège	25.1	27.5	24.2	27.6	32.8	50.7	56.6	50.3	74.2	42.2	47.4	62.5	64.3	54.4	60.6	31.1	18.1	20.3	25.8	25.7
Pologne	-10.8	-6.2	-5.8	-5.7	-13.8	-8.0	-13.9	-27.4	-35.8	-17.9	-25.9	-27.4	-18.6	-6.7	-11.4	-2.7	-1.4	1.6	-2.8	-5.1
Portugal	-12.8	-12.7	-11.4	-11.9	-15.8	-19.5	-22.2	-23.5	-31.9	-25.5	-24.2	-14.8	-3.9	3.6	0.2	0.2	1.2	1.0	-0.8	-1.2
Russie	45.7	33.2	27.7	33.3	58.0	84.9	94.8	73.6	104.7	49.5	69.8	96.4	71.1	32.9	55.5	67.3	24.4	33.4	48.4	49.8
République slovaque	-0.7	-1.7	-1.9	-1.9	-3.3	-4.1	-4.4	-4.1	-6.1	-3.0	-4.2	-4.9	0.9	1.8	1.2	-1.5	-1.3	-2.0	0.5	1.3
Slovénie	-0.7	0.0	0.2	-0.2	-0.9	-0.6	-0.7	-2.0	-3.0	-0.3	-0.1	0.1	1.0	2.1	2.9	1.9	2.3	3.1	3.2	3.3
Afrique du Sud	-0.2	0.3	1.1	-1.5	-6.4	-8.1	-12.1	-16.2	-16.3	-8.1	-5.6	-9.2	-20.2	-21.2	-17.8	-14.5	-8.1	-8.6	-11.3	-14.0
Espagne	-26.2	-27.5	-26.5	-35.3	-59.8	-86.7	-114.0	-143.3	-152.4	-64.0	-56.0	-47.2	-3.3	20.7	14.5	13.5	23.8	25.0	25.0	26.5
Suède	10.2	11.4	11.8	19.6	22.9	23.5	34.5	40.0	40.8	26.0	29.2	31.5	30.4	30.3	26.1	22.6	21.8	17.0	24.5	25.0
Suisse	32.6	22.7	25.6	45.2	58.2	55.5	62.0	48.4	13.4	41.0	87.0	55.0	68.7	77.8	60.3	73.9	63.2	66.5	75.4	77.8
Turquie	-9.9	3.8	-0.6	-7.6	-14.2	-21.0	-31.2	-36.9	-39.4	-11.4	-44.6	-74.4	-48.0	-63.6	-43.6	-32.1	-33.0	-47.4	-58.5	-63.2
Royaume-Uni	-38.9	-34.8	-39.6	-39.4	-56.8	-52.2	-84.3	-116.9	-134.2	-92.2	-92.4	-62.2	-113.6	-152.1	-161.1	-149.7	-154.3	-106.7	-91.2	-76.3
États-Unis	-403.5	-389.7	-450.8	-518.8	-631.6	-745.2	-806.0	-711.0	-681.4	-372.5	-430.7	-444.6	-426.2	-349.5	-373.8	-434.6	-451.7	-466.2	-571.0	-670.3
Zone euro	-48.7	-12.0	39.4	26.5	106.3	44.1	46.9	44.4	-75.8	57.9	60.9	111.0	284.2	380.2	405.9	441.1	435.5	504.0	557.4	566.8
Total OCDE	-328.8	-303.9	-307.3	-335.9	-318.6	-504.5	-588.1	-560.4	-781.4	-232.8	-205.9	-295.0	-194.0	-19.4	7.9	85.0	114.8	196.5	130.8	72.2

Note : Les données de balance de paiement présentées ici sont fondées sur les concepts et définitions du Cinquième et Sixième manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 62. Balance des opérations courantes

En pourcentage du PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Argentine	-2.9	-1.3	8.4	5.8	1.8	2.5	2.8	2.1	1.5	2.1	-0.4	-1.0	-0.4	-2.2	-1.6	-2.8	-2.7	-4.9	-5.6	-5.5
Australie	-4.0	-2.3	-3.9	-5.4	-6.4	-6.0	-5.9	-6.8	-4.7	-4.8	-3.6	-3.1	-4.3	-3.4	-3.1	-4.7	-3.0	-2.4	-2.6	-3.0
Autriche	-0.9	-1.0	3.2	2.0	2.6	2.5	3.3	3.8	4.5	2.6	2.9	1.6	1.5	1.9	2.5	1.9	2.1	1.9	2.1	2.2
Belgique	3.5	2.9	4.0	3.5	3.3	2.1	1.9	2.0	-1.0	-1.1	1.8	-1.1	-0.1	-0.3	-0.9	-0.1	0.1	-0.2	-0.8	-0.8
Brésil	-3.8	-4.2	-1.3	0.7	1.7	1.5	1.2	0.1	-1.8	-1.5	-3.4	-2.9	-3.0	-3.0	-4.2	-3.1	-1.3	-0.5	-0.9	-0.9
Canada	2.5	2.1	1.7	1.1	2.3	1.8	1.4	0.8	0.1	-2.9	-3.6	-2.8	-3.6	-3.2	-2.4	-3.6	-3.2	-3.0	-2.7	-2.5
Chili	-0.6	-0.8	-0.1	-0.3	2.8	1.4	4.5	4.3	-3.9	1.8	1.4	-1.6	-3.8	-3.9	-1.5	-2.2	-1.2	-1.4	-1.8	-1.8
Chine	1.7	1.3	2.4	2.6	3.5	5.8	8.4	9.9	9.1	4.8	3.9	1.8	2.5	1.5	2.3	2.8	1.8	1.3	1.2	1.2
Colombie	0.8	-1.1	-1.4	-1.0	-0.7	-1.3	-1.8	-2.9	-2.7	-2.0	-3.0	-2.9	-3.1	-3.3	-5.2	-6.3	-4.3	-3.3	-3.3	-2.9
Costa Rica	-4.6	-3.2	-5.1	-5.1	-3.6	-4.2	-4.1	-5.5	-8.3	-1.7	-3.2	-5.4	-5.3	-4.9	-5.0	-3.8	-2.6	-3.0	-3.0	-3.2
République tchèque	-4.4	-4.8	-5.1	-5.7	-3.7	-2.1	-2.5	-4.6	-1.9	-2.3	-3.6	-2.1	-1.6	-0.5	0.2	0.2	1.6	1.1	0.5	0.3
Danemark	1.6	2.5	2.8	3.4	2.3	4.2	3.3	1.4	2.9	3.5	6.6	6.6	6.3	7.8	8.9	8.8	7.3	7.6	7.4	7.0
Estonie	-5.4	-7.1	-11.1	-12.9	-12.0	-8.7	-15.0	-15.0	-8.7	2.5	1.8	1.3	-2.0	0.5	0.3	2.0	1.9	3.2	2.7	2.2
Finlande	7.5	8.1	8.2	4.6	5.8	3.0	3.7	3.7	2.1	1.6	1.1	-1.7	-2.3	-1.9	-1.5	-0.7	-0.3	0.7	1.7	1.6
France	0.9	1.1	0.9	0.6	0.3	0.0	0.0	-0.2	-0.7	-0.5	-0.6	-0.9	-1.0	-0.5	-1.0	-0.4	-0.8	-0.6	-0.5	-0.4
Allemagne	-1.8	-0.3	1.9	1.4	4.3	4.5	5.6	6.8	5.5	5.7	5.4	6.0	7.1	6.8	7.5	9.0	8.5	8.1	8.3	7.9
Grèce	-8.5	-7.9	-6.8	-8.4	-7.7	-8.9	-11.5	-15.2	-15.1	-12.3	-11.4	-10.0	-3.8	-2.0	-1.6	-0.2	-1.1	-0.8	-0.1	-0.1
Hongrie	-8.5	-5.8	-6.3	-8.0	-8.5	-7.0	-7.0	-7.1	-7.0	-0.8	0.3	0.7	1.7	3.8	1.5	3.5	6.0	2.9	2.5	0.8
Islande	-10.3	-4.3	1.1	-4.9	-9.8	-15.9	-23.3	-14.0	-22.6	-9.6	-6.6	-5.2	-3.9	5.9	4.0	5.3	7.7	3.7	4.3	3.4
Inde ¹	-0.6	0.7	1.3	2.3	-0.5	-1.3	-1.0	-1.3	-2.2	-2.8	-2.9	-4.3	-4.8	-1.7	-1.3	-1.1	-0.7	-1.8	-2.5	-2.7
Indonésie	4.5	3.9	3.7	3.1	0.6	0.1	2.7	2.2	0.0	1.8	0.7	0.2	-2.7	-3.1	-3.1	-2.0	-1.8	-1.7	-1.8	-1.7
Irlande	-0.4	-0.6	-1.0	0.5	-0.1	-3.5	-5.4	-6.5	-6.2	-4.6	-1.2	-1.6	-2.6	2.1	1.6	10.9	3.3	12.5	11.6	12.7
Israël	-1.5	-1.5	-0.9	0.6	1.5	3.1	4.1	3.2	1.1	3.2	3.7	2.2	0.5	3.1	4.0	4.9	3.5	3.0	0.9	0.2
Italie	0.1	0.5	-0.3	-0.6	-0.3	-0.9	-1.5	-1.4	-2.8	-1.9	-3.4	-3.0	-0.3	1.0	1.9	1.5	2.6	2.8	2.2	2.1
Japon	2.7	2.0	2.6	3.1	3.8	3.6	3.9	4.7	2.8	2.8	3.9	2.1	1.0	0.9	0.8	3.1	3.8	4.0	3.7	4.1
Corée	1.9	0.5	0.8	1.7	3.9	1.4	0.3	1.1	0.6	3.8	2.7	1.6	4.1	6.2	6.0	7.7	7.0	5.1	4.0	4.5
Lettonie	-4.7	-7.5	-6.5	-7.8	-12.3	-11.9	-20.9	-20.8	-12.4	7.8	2.0	-3.2	-3.6	-2.7	-1.7	-0.5	1.4	-0.8	-0.9	-1.9
Lituanie	..	..	..	..	-7.7	-7.3	-10.6	-15.1	-13.5	1.6	-1.2	-4.6	-1.3	1.0	3.1	-2.9	-1.2	0.4	-0.3	-0.5
Luxembourg	11.5	7.1	9.3	6.5	11.8	11.0	9.9	9.7	7.6	7.2	6.7	6.0	5.6	5.5	5.2	5.1	5.1	5.0	5.1	4.9
Mexique	-2.7	-2.3	-1.9	-1.1	-0.9	-1.0	-0.3	-0.9	-1.6	-0.9	-0.5	-1.1	-1.5	-2.4	-1.8	-2.5	-2.1	-1.6	-1.9	-2.1
Pays-Bas	1.9	2.4	2.5	5.2	7.6	7.1	9.2	7.0	5.0	5.5	7.0	8.6	10.3	9.9	8.6	8.7	8.5	10.2	10.5	10.3
Nouvelle-Zélande	-3.2	-0.8	-2.2	-2.4	-4.6	-7.1	-7.1	-6.8	-7.7	-2.3	-2.2	-2.8	-3.9	-3.1	-3.2	-3.0	-2.3	-2.7	-2.8	-2.5
Norvège	14.7	15.8	12.3	12.1	12.4	16.5	16.3	12.4	15.8	10.7	11.0	12.5	12.6	10.4	12.1	8.0	4.9	5.1	5.9	5.7
Pologne	-6.3	-3.2	-2.9	-2.6	-5.5	-2.6	-4.0	-6.4	-6.6	-4.0	-5.4	-5.2	-3.7	-1.3	-2.1	-0.6	-0.3	0.3	-0.5	-0.8
Portugal	-10.8	-10.4	-8.5	-7.2	-8.3	-9.9	-10.7	-9.7	-12.1	-10.4	-10.1	-6.0	-1.8	1.6	0.1	0.1	0.6	0.5	-0.3	-0.5
Russie	16.4	10.0	7.5	7.2	9.1	10.3	8.9	5.2	5.8	3.7	4.2	4.7	3.2	1.4	2.7	4.9	1.9	2.1	3.0	3.1
République slovaque	-3.4	-8.1	-7.7	-5.8	-7.6	-8.3	-7.7	-5.2	-6.2	-3.4	-4.7	-5.0	0.9	1.9	1.1	-1.7	-1.5	-2.1	0.5	1.1
Slovénie	-3.2	0.0	0.9	-0.8	-2.7	-1.8	-1.8	-4.1	-5.3	-0.6	-0.1	0.2	2.1	4.4	5.8	4.4	5.2	6.4	5.7	5.4
Afrique du Sud	-0.1	0.3	0.9	-0.8	-2.8	-3.1	-4.5	-5.4	-5.5	-2.7	-1.5	-2.2	-5.1	-5.8	-5.1	-4.6	-2.8	-2.4	-2.8	-3.2
Espagne	-4.4	-4.4	-3.7	-3.9	-5.6	-7.5	-9.0	-9.6	-9.3	-4.3	-3.9	-3.2	-0.2	1.5	1.1	1.1	1.9	1.9	1.7	1.7
Suède	4.0	4.7	4.5	5.9	6.0	6.1	8.2	8.2	7.8	6.0	6.0	5.6	5.6	5.2	4.5	4.5	4.3	3.2	4.3	4.2
Suisse	11.9	8.1	8.3	12.7	14.8	13.5	14.4	10.1	2.4	7.4	14.8	7.9	10.3	11.3	8.5	10.9	9.4	9.8	10.7	10.8
Turquie	-3.7	2.0	-0.3	-2.4	-3.5	-4.2	-5.7	-5.4	-5.0	-1.7	-5.7	-8.9	-5.5	-6.7	-4.7	-3.7	-3.8	-5.6	-6.4	-6.1
Royaume-Uni	-2.4	-2.1	-2.2	-1.9	-2.4	-2.1	-3.1	-3.8	-4.6	-3.9	-3.8	-2.4	-4.2	-5.5	-5.3	-5.2	-5.8	-4.1	-3.1	-2.5
États-Unis	-3.9	-3.7	-4.1	-4.5	-5.1	-5.7	-5.8	-4.9	-4.6	-2.6	-2.9	-2.9	-2.6	-2.1	-2.1	-2.4	-2.4	-2.4	-2.8	-3.1
Zone euro	-0.8	-0.2	0.5	0.3	1.1	0.4	0.4	0.4	-0.6	0.4	0.5	0.8	2.3	2.9	3.0	3.8	3.7	4.0	4.0	3.9
Total OCDE	-1.2	-1.1	-1.1	-1.1	-0.9	-1.4	-1.5	-1.3	-1.7	-0.6	-0.5	-0.6	-0.4	0.0	0.0	0.2	0.2	0.4	0.2	0.1

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Annexe : Tableau 63. **Structure des balances des opérations courantes des principales régions**

Milliards de dollars

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Balance commerciale¹																				
Total OCDE	-200	-172	-148	-204	-235	-411	-501	-383	-525	-77	-179	-348	-258	-45	12	120	179	190	130	95
Chine	29	28	37	36	51	125	209	308	349	220	223	182	232	235	221	358	256	211	238	251
Autres pays industrialisés d'Asie ²	62	64	76	93	78	86	116	140	55	107	84	78	21	62	120	159	181	162	99	73
Russie	52	39	38	50	73	106	127	114	158	94	125	165	147	124	133	111	67	83	86	86
Brésil	-15	-13	3	13	23	30	30	19	-4	-7	-23	-20	-33	-57	-65	-23	7	21	16	19
Autres pays producteurs de pétrole	128	82	81	117	179	310	375	352	501	155	336	654	646	586	418	3	27	146	330	373
Reste du monde	-51	-49	-36	-41	-62	-82	-106	-167	-243	-140	-150	-184	-230	-240	-230	-232	-208	-281	-342	-373
Total mondial ³	6	-20	51	62	107	164	251	382	291	352	417	527	524	666	609	496	509	532	556	524
Solde des revenus d'investissement																				
Total OCDE	8	8	-9	31	118	140	136	82	34	158	289	363	342	310	305	236	236	316	325	322
Chine	-15	-19	-15	-10	-5	-16	-5	8	29	-9	-26	-70	-20	-78	13	-41	-44	-34	-54	-54
Autres pays industrialisés d'Asie ²	-10	-6	-10	-7	-22	-33	-24	-24	-27	-29	-45	-50	-77	-86	-82	-79	-83	-77	-55	-46
Russie	-7	-4	-7	-13	-13	-18	-28	-28	-46	-40	-47	-61	-68	-79	-69	-38	-35	-40	-37	-37
Brésil	-17	-19	-18	-18	-20	-26	-27	-29	-42	-35	-67	-70	-54	-33	-52	-43	-41	-43	-37	-42
Autres pays producteurs de pétrole	-4	-7	-16	-15	-13	-1	8	1	-16	-28	-57	-108	-84	-96	-99	-70	-51	-64	-70	-84
Reste du monde	-31	-30	-30	-39	-45	-51	-58	-63	-74	-67	-93	-112	-112	-120	-107	-92	-112	-58	-31	-27
Total mondial ³	-75	-78	-105	-72	0	-4	1	-53	-141	-50	-47	-109	-72	-183	-90	-126	-130	0	41	32
Solde des transferts																				
Total OCDE	-134	-137	-147	-181	-223	-250	-245	-292	-319	-323	-331	-345	-334	-351	-360	-324	-329	-332	-341	-363
Chine	6	8	13	17	23	24	28	37	43	32	41	25	3	-9	1	-13	-10	-11	-12	-12
Autres pays industrialisés d'Asie ²	15	16	19	26	26	36	44	56	70	68	72	84	91	92	94	85	84	90	103	110
Russie	0	-1	-1	0	-1	-2	-2	-5	-7	-6	-6	-6	-6	-9	-8	-6	-6	-9	-8	-7
Brésil	2	2	2	3	3	4	4	4	4	3	3	3	3	4	3	3	3	3	3	3
Autres pays producteurs de pétrole	-19	-20	-20	-19	-19	-20	-11	-20	-28	-38	-42	-49	-56	-68	-74	-75	-71	-69	-70	-71
Reste du monde	45	51	58	67	78	90	104	121	139	128	139	151	158	168	175	169	176	181	190	201
Total mondial ³	-85	-80	-77	-86	-113	-119	-78	-99	-98	-135	-125	-137	-140	-173	-169	-161	-153	-148	-135	-139
Balance des opérations courantes																				
Total OCDE	-329	-304	-307	-336	-319	-505	-588	-560	-781	-233	-206	-295	-194	-19	8	85	115	197	131	72
Chine	20	17	35	43	69	132	232	353	421	243	238	136	215	148	236	304	202	165	172	185
Autres pays industrialisés d'Asie ²	42	57	73	99	73	69	122	156	84	135	99	100	12	53	118	151	178	164	136	128
Russie	46	33	28	33	58	85	95	74	105	49	70	96	71	33	55	67	24	33	48	50
Brésil	-25	-24	-8	4	11	14	13	0	-31	-26	-76	-77	-74	-75	-104	-59	-24	-10	-18	-20
Autres pays producteurs de pétrole	108	54	40	80	142	288	372	334	457	89	237	498	507	422	242	-136	-99	19	191	217
Reste du monde	-32	-24	-3	-7	-24	-38	-55	-104	-172	-74	-101	-141	-180	-188	-158	-152	-136	-148	-174	-190
Total mondial ³	-169	-190	-143	-84	11	45	190	252	83	183	261	317	357	374	398	259	261	420	487	442

Note : Pour la zone OCDE, les données historiques sont les agrégats des données de balance des paiements recensées par chaque pays. En raison de divers problèmes statistiques et du fait que de nombreux pays non membres ne communiquent pas leurs chiffres, des divergences peuvent exister entre les balances commerciales et les balances courantes recensées par ces pays et celles qui sont présentées dans ce tableau.

1. Sur la base des comptes nationaux pour les pays de l'OCDE et des balances de paiements pour les régions non-OCDE.

2. Hong-Kong - Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.

3. Comprend les erreurs statistiques et les asymétries de traitement. Étant donnée l'importance des flux bruts au niveau mondial, des erreurs statistiques et des asymétries de traitement donnent lieu à des soldes mondiaux significativement différents de zéro.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Perspectives économiques de l'OCDE 2018

Les *Perspectives économiques de l'OCDE*, publication semestrielle, présentent une analyse des grandes tendances économiques qui marqueront les deux années à venir. Les Perspectives économiques proposent un ensemble cohérent de projections concernant la production, l'emploi, les prix et balances des opérations courantes et budgétaires.

Tous les pays membres de l'OCDE sont examinés ainsi que certains pays non membres. Cette édition comprend une évaluation générale, un chapitre spécial consacré aux enjeux politiques liés au renforcement de l'intégration commerciale et financière au plan international, un chapitre résumant les tendances économiques et fournissant des projections par pays et une annexe statistique.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : http://dx.doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-1-fr.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.
Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2018/1

N° 103, Mai

éditions OCDE

www.oecd.org/editions



INTERNATIONAL
EXCELLENCE
Awards 2017
IN PARTNERSHIP WITH THE PUBLISHERS
ASSOCIATION



ISBN 978-92-64-30008-8

12 2018 02 2 P



9 789264 300088